

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

INITIATIVE DE L'AGENCE BÉNINOISE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LES
TAXIS MOTOS À COTONOU: ANALYSE ET POSSIBILITÉS D'UNE
REDÉFINITION DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE.

THÈSE
PRÉSENTÉE COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU PROGRAMME DE DOCTORAT CONJOINT EN COMMUNICATION.

PAR
JEAN CLOTAIRE BOCO

SEPTEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Au moment de mettre un point final à ce travail de recherche, je voudrais remercier : Mme Carmen Rico De Sotelo, ma directrice de thèse. Carmen, merci pour votre intelligence vive et pour la personne que vous êtes pour moi depuis le début de ces recherches. Sans vous, je n'aurais jamais pu finir et mettre un point final à ce travail. Merci à vous membres du Jury : Christian Agbobli, Aude Dufresne et surtout à vous Martin Blais d'avoir accepté de lire et de relire cette thèse afin de m'aider à l'améliorer à travers vos critiques. Je vous dis comme au Québec : « Je me souviens » À mes parents Bernard BOCO, mon papa décédé il y a quelques mois, et à ma maman Victorine BOCO née HOUNDEDJI, pour leur soutien indéfectible. À mes frères et sœur : Mellon, Gualbert, Sothène, Fabienne et Élian pour leur présence dans ma vie. Au diocèse de Cotonou ainsi qu'à mes archevêques : Nestor Assogba, Marcel Agboton, Antoine Ganyé d'avoir accepté de me libérer et de me donner le temps et surtout ce privilège de venir étudier à Montréal. Merci à vous de m'avoir surtout permis de continuer cette thèse et de la finir. Au diocèse de Montréal de m'avoir accueilli et de m'avoir aidé à travers des mandats pastoraux qui m'ont permis de continuer et de payer la grande partie de mes études.

À Mme la Professeure Feue Trépanier Estelle épouse Lesboyiers, même à 97 ans, vous aviez été dans l'ombre celle qui m'a poussé et encouragé de toutes les façons pour que cette thèse se termine en beauté. Je ne saurais vraiment vous remercier assez pour votre présence dans mon parcours académique à Montréal. À Monique Chauveau et à l'ensemble des membres du groupe de prière Jésus Roi d'Amour de même qu'au groupe de prière du Renouveau charismatique Haïtien de Gethsémani pour vos soutiens de tout genre et surtout pour vos prières.

À toutes les personnes qui ont lu, relu, commenté, corrigé et arrangé certaines écritures et les tableaux dans cette thèse de façon directe ou indirecte. Je dis merci

DÉDICACE

À toutes les personnes et à tous les organismes qui œuvrent dans le monde entier
en vue d'une Justice Équitable pour le Développement Durable de toutes les Nations,
je dédie cette thèse.

AVANT-PROPOS

Avant d'entrer dans le vif de la thèse, il convient, d'écrire un avant-propos et de faire quelques mises au point. Ceci permettra de préciser et d'expliquer un certain nombre d'éléments qui pourraient surprendre tout lecteur de cette thèse.

Toutefois, étant donné sa densité et sa complexité, nous préférons l'intégrer dans une réflexion épistémologique et la présenter dans son ensemble en Appendice A.

L'avant-propos porte notamment :

- Sur le sujet de recherche.
- Sur le terrain de la recherche.
- Sur l'objet de la recherche.
- Sur la présence des concepts de transfert de connaissance.
- Sur la théorie de l'acteur réseau.
- Sur la méthodologie mixte.
- Sur la présence des sources scientifiques.

Puisse cet avant-propos et cette réflexion épistémologique, aider à mieux comprendre les résultats de cette thèse.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-------|
| LISTE DES FIGURES..... | xvi |
| LISTE DES TABLEAUX..... | xvii |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES | xviii |
| RÉSUMÉ | xxiv |
| ABSTRACT | xxvi |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I | |
| LE CONTEXTE D'ÉMERGENCE | 18 |
| 1.1 Réflexion sur l'Afrique : sa richesse et ses pauvretés..... | 18 |
| 1.1.1 Absence d'infrastructure et de transport..... | 19 |
| 1.1.2 La débrouillardise au Bénin..... | 20 |
| 1.1.3 La complexité du nom Zemidjan en dit déjà long sur son histoire..... | 21 |
| 1.1.4 La république du Bénin. (Voir la carte du pays en Appendice B)..... | 21 |
| 1.1.5 Les taxis motos ne sont pas un phénomène unique à l'Afrique encore moins au Bénin. | 22 |
| 1.1.6 Taxis motos et spécificité dans la culture béninoise..... | 26 |
| 1.1.7 Usage des Taxis motos Zemidjan au Bénin..... | 27 |
| 1.2 Le contexte global de l'essor des Zemidjan..... | 29 |
| 1.2.1 Le contexte socioéconomique..... | 35 |

| | |
|---|----|
| 1.2.2 En Afrique, les solutions ont été souvent conjoncturelles | 38 |
| 1.2.3 Toutefois l'usage des Taxis motos au Bénin a évolué | 39 |
| 1.2.4 Problèmes engendrés par les Zemidjan | 46 |
| 1.2.5 Zemidjan et Développement durable | 49 |
| CHAPITRE II | |
| PRÉSENTATION DE L'OBJET D'ÉTUDE : SON ÉMERGENCE, SA PERTINENCE ET SA JUSTIFICATION | 51 |
| 2.1 L'initiative ABE | 51 |
| 2.1.1 Controverse autour de l'initiative ABE | 56 |
| 2.1.2 L'initiative ABE au cœur de la recherche de solution | 58 |
| 2.1.3 Les décrets ministériels sur l'environnement | 61 |
| 2.2 Justification et pertinence | 80 |
| 2.2.1 Justification par un contexte global ouest-africain | 80 |
| 2.2.2 Justification du contexte spécifique béninois | 83 |
| 2.3 Argumentation de la pertinence du sujet de la thèse | 85 |
| 2.4 Objectifs généraux de l'étude | 89 |
| CHAPITRE III | |
| REVUE DE LITTÉRATURE | 91 |
| 3.1 De l'évolution du concept de développement | 91 |
| 3.1.1. Historique sur les questions de développement | 91 |
| 3.1.2 De l'évolution du concept du développement | 94 |

| | |
|---|-----|
| 3.1.3 Du concept de développement économique | 100 |
| 3.2 Développement et la nature changeante du flux de l'aide | 104 |
| 3.2.1 La nature de l'aide de l'Occident en général. | 104 |
| 3.2.2 De l'Afrique au Bénin. | 106 |
| 3.3 Le concept de développement dans le contexte global religieux | 111 |
| 3.3.1 Église Catholique et les questions de développement | 111 |
| 3.3.2 Pourquoi tenir compte surtout de la pensée catholique du développement dans ce contexte ?..... | 112 |
| 3.4 Le développement | 128 |
| 3.4.1 Le développement vu par l'église catholique du Bénin..... | 128 |
| 3.4.2 Points de vue ou critiques de l'Église catholique sur les tendances traditionnelles du développement. | 133 |
| 3.5 Le développement vu par les partis politiques et politiciens du Bénin..... | 146 |
| 3.5.1 Les partis politiques du Bénin : toujours dans la même lignée que le contexte global africain | 146 |
| 3.5.2 Le développement selon les politiciens | 150 |
| 3.5.3 Le point de vue communautariste..... | 153 |
| 3.5.4 Le développement vu par les économistes du Bénin..... | 155 |
| 3.6 Le minimum social commun et le concept de développement intégral. | 158 |
| 3.6.1 Le concept du développement intégral | 158 |

| | |
|--|-----|
| 3.6.2 Que retenir de ce concept de développement intégral? | 161 |
| 3.6.3 Le minimum social commun et le concept de développement..... | 162 |
| 3.7 Le développement durable : de son historique au contexte béninois..... | 164 |
| 3.7.1 De l'historique du développement durable..... | 164 |
| 3.7.2 De l'historique aux débats | 167 |
| 3.7.3 Les discours sur l'environnement | 170 |
| 3.7.4 Le concept de développement durable dans le contexte béninois. | 177 |
| CHAPITRE IV | |
| PROBLÉMATIQUES, HYPOTHÈSES ET QUESTIONS DE RECHERCHES..... | 178 |
| 4.1 Spécification de la problématique de recherche..... | 179 |
| 4.2 De l'usage des Zemidjan à la communication pour le DD. | 184 |
| 4.2.1 L'idée de la recherche..... | 184 |
| 4.2.2 Quelques tentatives de solutions..... | 191 |
| 4.3 La problématique elle-même..... | 193 |
| 4.4 La question centrale | 202 |
| 4.5 Nos hypothèses de recherche | 204 |
| 4.5.1 Première hypothèse | 204 |
| 4.5.2 Deuxième hypothèse..... | 204 |
| 4.5.3 Troisième hypothèse | 206 |
| 4.5.4 Les autres hypothèses | 207 |

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE V | |
| CADRE THÉORIQUE | 211 |
| 5.1 L'ancrage communicationnel..... | 213 |
| 5.1.1 Communication..... | 214 |
| 5.1.2 Communication au cœur des OMD | 217 |
| 5.2. Développement durable | 230 |
| 5.2.1 Du point de vue historique..... | 230 |
| 5.2.2 L'analyse sémantique du concept de développement durable..... | 234 |
| 5.3 Des débats au concept de développement durable..... | 239 |
| 5.3.1 Le développement durable et la question du temps..... | 239 |
| 5.3.2 Le développement durable et la question de l'espace | 244 |
| 5.3.3 Limites du concept de développement durable | 244 |
| 5.4 Communication pour le développement | 250 |
| 5.4.1 Comment définir la communication pour le développement durable ? | 253 |
| 5.4.2 La démarche stratégique en communication pour le développement..... | 261 |
| 5.4.3 Analyse détaillée de la situation et son diagnostic | 262 |
| 5.4.4 Les éléments à prendre en compte pour établir sa stratégie de communication | 263 |
| 5.5 Communication pour le développement durable | 265 |
| 5.6 Les enjeux de la communication..... | 271 |

| | |
|---|------------|
| 5.6.1 Qu'est-ce qu'un enjeu? | 271 |
| 5.6.2 Cadre théorique béninois | 284 |
| 5.7 Les Concepts | 288 |
| 5.7.1 Autorité | 288 |
| 5.7.2 Le bien commun | 289 |
| 5.7.3 Stratégie | 290 |
| 5.7.4 Durabilité | 291 |
| 5.7.5 Le concept d'acteur et d'actant | 293 |
| 5.8 Liens théoriques avec la controverse ABE. | 294 |
| 5.9 Reformulation des hypothèses et objectifs..... | 296 |
| 5.9.1 Questions de recherche | 296 |
| 5.9.2 Autres hypothèses de recherche..... | 297 |
| 5.10 Confrontation inter cadre théorique, hypothèses de recherche et méthodologie d'enquête..... | 298 |
| CHAPITRE VI | |
| MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE..... | 301 |
| 6.1 Quelle méthodologie de recherche ? | 301 |
| 6.1.1 Explication de la méthodologie de collecte de données mixte | 304 |
| 6.1.2 Second questionnaire d'enquête | 306 |
| 6.1.3 Rapport entre la méthodologie et le cadre théorique | 313 |

| | |
|---|-----|
| 6.1.4 Lien entre « la théorie pour la communication » et « le développement durable » | 314 |
| 6.1.5 Organisation de la recherche..... | 315 |
| 6.2 Démarche méthodologique avant de partir sur le terrain | 316 |
| 6.2.1 Le questionnaire..... | 316 |
| 6.2.2 Sélection des documents | 319 |
| 6.2.3 Techniques de recherche bibliographique | 320 |
| 6.2.4 Les logiciels | 325 |
| 6.2.5 Consultation des catalogues de bibliothèque | 326 |
| 6.2.6 Les listes de diffusion et les colloques | 327 |
| 6.2.7 La recherche sur Internet proprement dite | 328 |
| 6.2.8 Recherche manuelle..... | 330 |
| 6.2.9 La préparation des personnes à interviewer..... | 330 |
| 6.3 Le terrain et les outils de recherche..... | 331 |
| 6.3.1 Lieux ou le terrain de la recherche..... | 332 |
| 6.3.2 Les outils de la recherche..... | 333 |
| 6.4 La démarche méthodologique sur le terrain..... | 335 |
| 6.4.1 Stratégie pour la collecte des données | 335 |
| 6.4.2 Les documents écrits..... | 337 |
| 6.5 Échantillonnage..... | 338 |

| | |
|--|-----|
| 6.5.1 La constitution de l'échantillon : | 338 |
| 6.5.2 Explication de l'échantillon..... | 339 |
| 6.5.3 Explication des entretiens ou des entrevues individuelles semi-dirigées | 341 |
| 6.5.4 Groupes de discussion ou focus groupes | 344 |
| 6.5.5 L'écoute et la discussion..... | 346 |
| 6.5.6 Entrevues de groupe présentiel auprès des syndicats de Zemidjan | 348 |
| 6.6 Démarche méthodologique après les enquêtes sur le terrain. | 349 |
| CHAPITRE VII | |
| PRÉSENTATION DES RÉSULTATS..... | 351 |
| 7.1 Collecte des données et interprétations des enquêtes et entrevues | 353 |
| 7.1.1 Questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement | 353 |
| 7.1.2 Questions sur initiative ABE et développement durable..... | 360 |
| 7.1.3 Questions sur les moyens de communication | 367 |
| 7.2 Questions sur les alliances pour et contre Initiative ABE..... | 374 |
| 7.3 Sur les associations au cœur de la controverse : présentation des résultats..... | 389 |
| 7.4 Ajouts de l'interprétation des résultats des focus groupes | 398 |
| CHAPITRE VIII | |
| ANALYSE DES DONNÉES..... | 400 |
| 8.1 Justification du choix méthodologique au cœur de la démarche analytique..... | 402 |
| 8.1.1 Démarche analytique | 404 |
| 8.1.2 Justification de l'analyse des données. | 405 |

| | |
|--|-----|
| 8.2 Discussion et interprétation des résultats | 406 |
| 8.2.1 Éléments communicationnels | 410 |
| 8.2.2 L'analyse des solutions apportées sur le plan communicationnel | 415 |
| 8.3 Retour aux hypothèses de départ..... | 417 |
| 8.3.1 Première hypothèse..... | 417 |
| 8.3.2 Deuxième hypothèse..... | 422 |
| 8.3.3 Troisième hypothèse | 422 |
| 8.3.4 Quatrième hypothèse | 425 |
| 8.3.5 Cinquième hypothèse..... | 429 |
| 8.3.6 Sixième hypothèse | 432 |
| 8.3.7 Septième hypothèse | 433 |
| 8.4 Interprétation des résultats proprement dits | 435 |
| 8.4.1 Interprétation de la méthode analytique. | 435 |
| 8.4.2 Ce que chaque élément apporte au débat..... | 438 |
| 8.5 Stratégie communicationnelle adoptée par les acteurs et les actants en vue du développement durable | 442 |
| 8.5.1 Les conducteurs de Zemidjan | 442 |
| 8.5.2 Les membres (agents) du ministère de l'Environnement | 449 |
| 8.5.3 Le gouvernement du Bénin..... | 451 |
| 8.5.4 Les concepteurs, constructeurs et vendeurs de motos et de catalyseur | 455 |

| | |
|--|-----|
| 8.5.5 La population du Bénin | 457 |
| 8.6 Nouveaux éléments recueillis pour le développement durable..... | 466 |
| 8.6.1 Que représente le terme de la responsabilité?..... | 467 |
| 8.6.2 Le développement durable, une notion de continuité..... | 469 |
| 8.6.3 Les éléments communicationnels | 470 |
| 8.6.4 Lien entre écologie et paix..... | 472 |
| 8.6.5 Lien entre développement et paix..... | 474 |
| 8.7 Critiques et limites du CDD et de l'initiative ABE..... | 476 |
| 8.7.1 Critiques et limites du concept de développement durable | 476 |
| 8.7.2 Critiques et limites de l'Initiative ABE | 477 |
| 8.7.3 Analyse du non verbal des personnes interrogées | 479 |
| 8.8 Conclusions | 480 |
| 8.8.1 L'environnement comme phénomène surnaturel | 480 |
| 8.8.2 Environnement : Don de la Nature et don d'un être suprême et créateur. | 484 |
| 8.8.3 Vers une nouvelle approche du développement durable | 486 |
| 8.8.4 Les obstacles au développement durable..... | 487 |
| 8.8.5 Que dire en guise de conclusion de notre analyse? | 488 |
| CONCLUSION GÉNÉRALE | 490 |
| APPENDICE A | |
| RÉFLEXION ÉPISTÉMOLOGIQUE..... | 540 |

| | |
|--|-----|
| APPENDICE B | |
| PRÉSENTATION ET CARTE DU BÉNIN | 546 |
| APPENDICE C | |
| TABLERAU DES CHOIX METHODOLOGIQUES | 549 |
| APPENDICE D | |
| LE QUESTIONNAIRE | 550 |
| APPENDICE E | |
| LISTE DES DOCUMENTS | 554 |
| APPENDICE F | |
| QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE | 557 |
| BIBLIOGRAPHIE | 559 |

LISTE DES FIGURES

| Figure | Page |
|--|------|
| 1.1 Estimation de l'offre de transport en commun et en privé sans les Zemidjans..... | 41 |
| 1.2 Zemidjan transportant un passager..... | 46 |
| 2.1 Zemidjan le moyen de TC le plus utilisé à Cotonou par les femmes..... | 72 |
| 2.2 Les Zemidjan, premier moyen de transport à Cotonou..... | 79 |

LISTE DES TABLEAUX

| Tableau | Page |
|---|------|
| 1.1 Émissions des gaz à effet de serre due aux transports dans la ville de Cotonou en 1996 | 40 |
| 1.2 Estimation brute des émissions de CO2 sur une année..... | 42 |
| 1.3 L'évolution de l'usage des taxis motos à Cotonou de 2003 à 2012 | 44 |
| 1.4 Classification des trajets au sud Bénin..... | 445 |
| 5.1 Présentation du 7ÈME Objectif des OMD | 227 |
| 6.1 Mise en évidence de notre démarche méthodologique | 308 |
| 6.2 Mise en évidence de notre démarche méthodologique (suite)..... | 309 |
| 6.3 Les outils ayant servi à l'analyse des données | 310 |
| 6.4 Profil des personnes interrogées ou ayant rempli le questionnaire | 311 |
| 7.1 Réponses aux questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement ... | 353 |
| 7.2 Réponses aux questions sur initiative ABE et développement durable | 360 |
| 7.3 Réponses aux questions sur les moyens de communication | 367 |
| 7.4 Réponses aux questions sur les alliances pour et contre Initiative ABE..... | 374 |
| 7.5 Réponses sur les associations au cœur de la controverse : présentation des résultats. | 389 |

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|------------|--|
| AA | Alcooliques Anonymes |
| ABE | Agence Béninoise pour l'Environnement |
| Accord SPS | Normes Sanitaires et Phyto-Sanitaires |
| ACFAS | Association canadienne-française pour l'avancement des sciences. |
| AFD | Agence Française de Développement |
| AHJUCAF | L'association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français |
| BOAD | Banque Ouest Africaine pour le Développement |
| CAE | Commission Économique pour l'Afrique |
| CAP | Consentements À Payer |
| CCC | Communication pour le Changement de Comportement |
| CCNUCC | Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique |
| CCNUCC | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques |
| CDD | Communication pour le Développement Durable |
| CES | Conseil Économique et Social |
| CGLU | Cités et Gouvernements Locaux Unis |

| | |
|-------|--|
| Cirad | Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement |
| CIRD | Centre d'Information sur la Recherche et le Développement. |
| CJD | Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise |
| CMED | Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement |
| CNDD | Commission Nationale de Développement Durable |
| CNSR | Centre National de la Sécurité Routière |
| CNUED | Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement |
| COS | Comité d'Orientation Stratégique |
| CPD | Communication Participative pour le Développement |
| DD | Développement Durable |
| DSCR | Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté |
| DSRP | Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté |
| EDD | Éducation au Développement Durable |
| F CFA | Franc des Colonies françaises d'Afrique et aujourd'hui Franc de la Communauté Financière Africaine |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture |
| FCBE | Force Cauris pour un Bénin Émergent |
| FFEM | Fonds Français pour l'Environnement Mondial |
| FGTB | Fédération Générale du Travail de Belgique |

| | |
|---------|--|
| FMI | Fonds Monétaire International |
| Fsa/Uac | Faculté des sciences agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi |
| GEIEC | Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat |
| GES | Gaz à Effet de Serre |
| HbCO | Abréviation de carboxyhemoglobin ou carbon monoxide hemoglobin |
| IDH | Indices de Développement Humain |
| IEC | International Electrotechnical Commission |
| Inrab | Institut National des Recherches Agricoles du Bénin |
| LEG | Least Developed Countries Expert Group (En français, Groupe d'Experts des Pays les Moins Avancés). |
| Lhme | Laboratoire d'Hydraulique et de Maitrise de l'Eau. |
| MAP | Millenium African Plan |
| MEHU | Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme |
| MEPN | Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature |
| MOZEBE | Mouvement des Zemidjan pour un Bénin Émergent |
| NEPAD | Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique |
| NIA | Nouvelle Initiative Africaine |
| NT | Nouvelles Technologies |
| NTE | Nouvelles Technologies de l'Environnement |

| | |
|---------|---|
| OCDE | Organisation de Coopération et de Développement Économiques |
| OHADA | Organisation Pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| OMG | Organisme Génétiquement Modifié |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| ORTB | Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin |
| OSD | Objectifs Stratégiques de Développement |
| OSS | Observatoire du Sahara et du Sahel |
| PAACO | Programme d'Appui à l'Agglomération de Cotonou |
| PAAPCES | Perceptions, adaptations et accompagnements des populations face aux changements climatiques et sociaux |
| PADD | Plan d'Action en Développement Durable. |
| PAM | Programme Alimentaire Mondial |
| PCNUAD | Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement |
| PDG | Président Directeur Général |
| PIB | Produit Intérieur Brut |

| | |
|--------|--|
| PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| PNB | Produit National Brut |
| PNE | Programme National de l'Emploi |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour L'Environnement |
| PPA | Parité du Pouvoir d'Achat |
| PPTE | Pays Pauvres Très Endettés |
| PRD | Parti du Renouveau Démocratique |
| PRPB | Parti de la Révolution Populaire du Bénin |
| PSD | Parti Social-Démocrate |
| PVD | Pays en Voie de Développement |
| RB | Renaissance du Bénin |
| SIDA | Salaire Insuffisant Difficilement Acquis (Dans ce contexte il ne s'agit du virus qui la maladie du VIH). |
| SOTRAL | Société de Transport et de Location |
| SOTUC | Société de Transport Urbain à Cotonou |
| SSATP | Sub-Saharan Africa Transport Policy Program en français : Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne |
| TC | Technologie de la Communication |
| TIC | Technique de l'Information et de la Communication |

| | |
|--------|---|
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| UCOTAC | Union des Conducteurs de Taxi-motos de Cotonou |
| UE | Union Européenne |
| UICN | Union Internationale pour la Conservation de la Nature |
| UNESCO | United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. En Français Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNICEF | United Nations International Children's Emergency Fund en français : Fonds des Nations unies pour l'enfance. |
| UQAM | Université du Québec à Montréal |
| USAID | Agence Américaine pour le Développement International |

RÉSUMÉ

La définition du concept du développement et des éléments spécifiques pouvant servir à le concevoir a été l'apanage des penseurs de l'Occident; surtout des pays sortis vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. La tendance demeure que ce soit le même phénomène qui se reproduise dans la redéfinition du concept de la communication pour le développement durable. L'Afrique doit apporter sa vision grâce à son histoire et à son identité propre. À travers l'analyse d'une initiative, devenue décret ministériel et portant sur un changement de technologie, cette recherche se voudrait être un apport spécifique des populations interrogées à Cotonou (Bénin) sur leur conception du développement durable.

Pour y arriver, une recherche empirique a été faite et combinée avec une méthodologie de recherche mixte. Il a fallu analyser et faire ressortir dans les communications des personnes interrogées ou lues ce qui est communication et éléments de durabilité. Les hypothèses de départ étaient nombreuses. Il était supposé entre autres que les populations du Bénin ont leur propre vision sur les questions de développement durable. Il faudrait aussi les préparer à s'adapter aux changements climatiques et aux comportements de durabilité tout en les conduisant à prendre des mesures nécessaires pour freiner l'évolution grandissante de la pollution engendrée par les taxis motos encore appelés « Zemidjan »¹. La confrontation de ces hypothèses a été faite avec la théorie de la communication pour développement durable.

Aussi, tout communicateur, avant de s'avancer sur une question de développement durable aura-t-il entre autres à demeurer et à vivre avec les populations ciblées pour y intégrer leurs messages. Mais il devrait Regarder, Écouter, et Méditer (Réfléchir) les éléments culturels, historiques et identitaires de ces populations. Il lui faudra aussi apprécier les éléments spécifiques de durabilité qui l'étonnent et, les analyser pour les promouvoir avec objectivité. La communication pour le développement durable devient un processus d'analyse complexe.

Les éléments spécifiques que ces populations interrogées apportent à l'importance de la communication pour le développement durable peuvent se résumer et dépasser le construit du minimum social commun. Ce minimum social commun se définit par : le Capital, la Famille, l'Éducation, le Partage, la gestion objective du rapport interhumain/machine/nature et environnement qui sont des actions importantes à la dimension du « sacré » et du divin au cœur du DD. Ces éléments sont inclusifs au Minimum Social Commun et au DD. Toutefois c'est au cœur de la gestion des mentalités et des comportements humains qu'il faut chercher les éléments les plus nuisibles ou performatifs à notre environnement et donc au DD. Des hypothèses de recherches se sont confirmées et permettent d'oser affirmer que la communication pour le DD est un processus intégratif. Chaque communauté constituée lui apporte une valeur incommensurable. Ce processus valorise la vie de l'humain qui passe avant l'économie pure et simple. Mais la communication autour du développement durable en est une d'économie, d'économie durable puisqu'elle valorise aussi la santé publique, la bonne gouvernance et les nouvelles technologies.

¹ Ce qui veut dire « prend moi vite » en 'fongbé', une des langues du Sud Bénin. Dans la langue fon, les noms ne se conjuguent pas. Donc nous ne mettrons pas de « s » à « les Zemidjan »

LISTE DES MOTS CLÉS

Communication, développement durable, communication pour le développement durable, minimum social commun, rapport interhumain/machine, rapport interhumain/environnement.

ABSTRACT

For many years, the concept of development has been defined within the scope of Western-oriented thinking, particularly the traditions developed by the countries that emerged victorious in the World War II. The trend same trend is observed when we take a look at the definition of sustainable development, notably what has evolved to be known as communication for sustainable development. Africa needs to integrate its vision, stemming from its history and unique identity. It is within lens, that this research seeks to contribute to the developing discussions. It integrates the views of those interviewed in Cotonou (Benin) on the topic of sustainable development, particularly on the issues relating to technological change that has been part of Ministerial Decree.

In order to accomplish this, this research draws on mixed methodology and employs both empirical research and documentary analysis. Particular emphasis is put on the perspectives of those interviewed during fieldwork, and how they define communication processes inherent in sustainable development. It was necessary to understand the concept of sustainable development from the point of view of those interviewed. Several hypotheses emerged. The people of Benin had their own definitions of sustainable development.

which were worth evaluating in order to adapt them to the debates relating to climate change while, it was equally important to understand air pollution caused by the motorbike taxi operators commonly referred to as the "Zemidjan" in one of the South-Benin languages. As such, we believe that the main aspect of sustainable development is also an integrative process, which encompasses both informal perspectives.

Overall, the results of this study suggest that, in order for communicators to provide an in-depth analysis of sustainable development, they must spend time and live with the populations studied, Observe, listen and meditate (reflect) on the culture, history, and identities of the target populations, appreciate and share, objectively, the specificities of the information that are particular to that group. According to the information gathered during fieldwork, we can resume our observation in terms of minimum social continuum, defined here as: Material and immaterial capital, family (composed of children and grand parents, which is considered here as sustainable development), Education and work, Sharing, Objective management of the dynamics between people/environment and people/machines also have sacred dimension. That is, divinity within sustainable development. Overall, these elements are both part of the minimum social continuum and sustainable development.

Thus, most of our hypotheses were confirmed. This affirms the complexity inherent in the notion of communication for sustainable development. Within this complexity is also found new ideas generated by every community that is confronted to the concept of sustainable development. The notion of sustainable development emphasizes the life of people that precedes economic factors. However, the notion of communication for sustainable development also has an economic bearing, that of sustainable economy since it highlights public health, good governance and new technologies.

KEYWORDS

Communication, sustainable development, communication for sustainable development, minimum social continuum, the report inter human machine and environment.

INTRODUCTION

Depuis quelques années, les différents discours souvent contradictoires sur l'environnement suscitent de vifs débats parfois sceptiques ou angoissants. Les grands médias dits, nouveaux ou sociaux font le relais des grandes polémiques, mais aussi bien des altermondialistes que des tenants de la performance économique. Les actions pour la protection de l'environnement se multiplient dans les villes, les communes, les entreprises, les familles, les universités et sur les lieux de travail. Il est également impossible de dénombrer les actions menées ou proposées individuellement ou collectivement pour la protection de l'environnement. On ne peut pas non plus, déterminer le nombre total de blogues ou de sites Internet consacrés aux ressources naturelles ou environnementales.

Pour les uns, l'environnement est sacré, il faut le protéger au risque même d'hypothéquer l'avenir des futures générations, à court, moyen et à long terme. Pour les autres, il faut en tirer le maximum de ressources dont les humains ont besoin pour vivre aujourd'hui et pour laisser aux générations à venir une économie performante, rentable et compétitive pouvant leur permettre de répondre aux défis de leur temps, mais aussi à ceux des générations à venir. Il se pose alors la question de la capacité de création d'une forte économie verte, responsable et juste. Ce dispositif n'apparaît chez les premiers que dans son potentiel dramatique.

Des critiques scientifiques un peu partout dans le monde comme Michel Caron Bouchard, membre du Comité d'Orientation Stratégique (COS) de Toulouse, des scientifiques de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et même des politiciens du gouvernement conservateur actuel de M. Stephen Harper² au Canada mettent souvent

² Actuellement premier Ministre du gouvernement conservateur du Canada.

en doute³ non seulement l'imminent « danger » que représente un certain réchauffement de la planète. Ces derniers soulignent également le caractère utopique et surréaliste des propositions contenues dans des accords signés depuis Kyoto⁴ jusqu'à Lima⁵ au Pérou et à Bonn en Allemagne⁶ en passant par ceux de Bali⁷ de Copenhague⁸

³ Et ceci, malgré les résultats de la 19e conférence sur le changement climatique. Cette conférence qui a eu lieu à Varsovie. Comme le dit Agnès Rougier, la conférence demande aux chefs des gouvernements de tous les pays d'agir vite. Les participants précisent que cette action était de plus en plus une nécessité, une urgence. En effet, en Novembre 2013 Plus de 190 pays se sont réunis à Varsovie pour donner un nouvel élan à la lutte contre le changement climatique. La dernière Conférence sur les changements climatiques a eu lieu à Bonn en Allemagne du 1er au 11 Juin 2015 pour préparer le sommet de Paris en décembre 2015. Il semble y avoir un accord dans le sens de la réduction des gaz à effet de serre et sur l'urgence d'agir maintenant.

⁴ Le 11 décembre 1997 : Le protocole de Kyoto, a été adopté lors de la 3e conférence des Nations unies sur les changements climatiques, quantifie l'engagement de principe pris en 1992 par les pays développés de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Il prend effet le 16 février 2005, après avoir été ratifié par 141 pays. Aujourd'hui, 184 pays l'ont signé sur les 193 États membres des Nations Unies. Il engage 38 pays industrialisés à réduire les émissions de 5,2 % en moyenne d'ici 2012, par rapport au niveau de 1990, année de référence.

⁵ Il s'agit de l'une des dernières conférences annuelles sur les changements climatiques : la COP20, tenu à Lima, au Pérou en décembre 2014. Récupéré de : <http://www.la-croix.com/Ethique/Environnement/Comprendre-la-conference-climat-de-Lima-2014-12-05-1275170> consulté le 20 Décembre 2014.

⁶ C'est la dernière Conférence sur les changements climatiques a eu lieu à Bonn en Allemagne du 1er au 11 Juin 2015. Récupéré de <http://www.iisd.ca/vol12/enb12628f.html> consulté le 10 Juin 2015.

⁷ 2007 : Dix ans après la conférence de Kyoto, le 10 décembre 1997, une nouvelle conférence des Nations unies sur le réchauffement climatique a eu lieu à Bali du 3 au 14 décembre 2007. La conférence de Doha était un point tournant pour la suite de Kyoto. Depuis 1997, la donne a un peu changé : La grande majorité des gouvernements des pays membres reconnaît que l'humanité tout entière a pris conscience que la Terre est en danger. Mais de son côté, le président George Bush, au nom des États-Unis, a encore refusé de signer le protocole de Kyoto.

⁸ 2009 : La conférence de Copenhague s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009. Il s'agissait de la 15^{ème} conférence annuelle des représentants des pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique et de la 5^{ème} rencontre des États représentés au protocole de Kyoto. Conformément à la feuille de route adoptée lors de la 13^{ème} conférence à Bali, Copenhague devrait être l'occasion de renégocier un accord international sur le climat dans le but de donner suite au Protocole de Kyoto, dont les engagements prenaient fin en 2012.

et de Doha⁹ au Qatar¹⁰. À ce dernier sommet de Doha par exemple, des gouvernements comme celui du Canada, de la Russie et du Japon se sont tout simplement opposés à la reconduction du protocole de Kyoto au-delà de 2012¹¹. Ils s'en sont même retirés. Le Canada, le Japon et la Russie se sont en effet décidés à se retirer de ce processus qui est pour le moment le seul accord contraignant en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Tous les regards sont actuellement tournés vers la conférence de Paris¹² que plusieurs experts en environnement présentent comme capitale (la dernière chance pour l'avenir de la planète) pour la suite des accords sur l'environnement. C'est certainement pour ces nombreuses raisons que le géologue de l'Université de Montréal Michel André-Bouchard¹³ affirme que même si les météorologues sont des cadeaux du ciel pour la science¹⁴, l'environnement serait devenu la nouvelle religion contemporaine. Certaines personnes lui vouent un culte passionnel alors que d'autres préfèrent garder leur distance par rapport à ces triples enjeux fondamentaux que sont : l'économie, le social et l'écologie. Les uns sont traités d'alarmistes et, les autres de visionnaires.

⁹ Maigre accord à la conférence de Doha sur le climat. Récupéré de : <http://www.la-croix.com/figaro.fr> : (2012), Consulté le 10.12.2012

¹⁰ La portée de ce Kyoto 2, prévu jusqu'en 2020, est relativement faible. L'Europe, l'Australie et une dizaine d'autres pays qui ont renouvelé leur engagement ne représentent que 15 % de ces émissions au niveau mondial.

¹¹ Les États-Unis, plus gros émetteur des pays industrialisés, n'ont jamais adhéré à Kyoto. Récupéré de : <http://www.maxime-jobin.com/billets/oublie-ca-harper-2-l-environnement-374.html>. Consulté le 10 Juin 2011.

¹² Qui aura lieu en Décembre 2015 à Paris.

¹³ Dorsouma Al-H. et Bouchard M-A, (2006), « Conflits armés et Environnement » Développement durable et territoire, dossier 8, 2006 mis en ligne le 07 janvier 2013. Également disponible en version électronique : <http://developpementdurable.revues.org/3365>, consulté le 10 septembre 2014.

¹⁴ Dominique N, (2001), « Il pleut des pierres sur la terre », Forum, édition du 03 décembre 2001, volume 36, numéro 14.

Il n'est plus surprenant de constater que nombreuses sont les disciplines qui aussi bien du domaine de l'économie que de la communication se penchent sur cette question.

La question du développement durable se pose d'abord au triple niveau économique, social, et écologique. Mais d'un autre point de vue, les notions de temps, d'espace, de responsabilité, de justice sociale et de santé publique sont mises en avant par la plupart des experts qui les placent au cœur du développement durable. Leurs premières réflexions sont regroupées au sein du rapport¹⁵ Brundtland¹⁶ qui a défini pour la première fois et de façon sérieuse ce concept de développement durable¹⁷.

Toutefois, s'il est vrai que ce concept de DD - dans les pays du Nord - est étroitement lié à celui de l'environnement, dans certains contextes du Sud comme le Bénin¹⁸, ces discours sur l'environnement sont plus intimement liés à des éléments identitaires comme le Capital, la Santé publique¹⁹, l'Éducation, le Travail, le Partage et la Culture. Ce sont des éléments qui pourraient servir à élucider les complexifications du terme de la Durabilité. Aussi les questions sur l'environnement sont-elles diversement abordées.

¹⁵ «Notre Avenir à Tous». Récupéré de : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf :» consulté le 12 Septembre 2012.

¹⁶ Le Rapport Brundtland, officiellement intitulé Notre avenir à tous (Our Common Future), est une publication rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, présidée par la Norvégienne Brundtland Gro Harlem. Utilisé comme base au Sommet de la Terre de 1992, le rapport a popularisé l'expression de « développement durable » et a notamment apporté la définition communément admise du concept.

¹⁷ Le rapport Brundtland définit le développement durable comme « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

¹⁸ Pays de l'Afrique de l'Ouest que nous présenterons dans le chapitre premier de cette thèse.

¹⁹ La santé publique est ici mise en relation avec l'environnement et la santé humaine. Récupéré de : http://www.a211.qc.ca/9583_fr.html. Consulté le 13 Juin 2011

Les travaux de Kana GARBA BOCO²⁰ en République du Bénin, par exemple, expliquent de long en large que l'environnement est déjà de droit constitutionnel²¹. Il fait référence à la constitution de la République du Bénin qui a été adoptée en 1990.

Ainsi, au Bénin, la protection de l'environnement est un devoir du citoyen. Un document important du gouvernement²² de ce pays intitulé : Les dix commandements de la Loi Cadre sur l'Environnement au Bénin a même été publié dans ce sens le 12 février 1999. Dans un imaginaire²³ socioreligieux et culturel, ce document s'adresse à chaque citoyen béninois en précisant entre autres que :

L'environnement béninois est ton patrimoine, tu dois le protéger contre toute atteinte, tu ne dois pas émettre, jeter ou permettre l'émission d'un contaminant au-delà de la quantité prévue par les lois et règlements; tu as le devoir de contribuer à la gestion durable de nos ressources que sont l'eau, l'air, le sol, le sous-sol, les plantes et les animaux.²⁴

²⁰ Expert en droit international de l'environnement et Président de l'ONG/P en droit de l'environnement LOS. Il a écrit un rapport important sur le droit environnemental au Bénin. Récupéré de : <http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf>. Consulté le 25 mars 2012.

²¹ Article 27 de la constitution de la République du Bénin du 11 décembre 1990.

²² Loi n°98-030 du 12 février 1999 portant sur la Loi-Cadre relative à l'environnement en République du Bénin.

²³ L'imaginaire fait partie des faits religieux et socio culturels. La Constitution dont il s'agit fait référence au dix commandements et le style littéraire ressemble à celui du décalogue comme si c'est Dieu qui s'adressait au peuple Béninois comme il le fit jadis au peuple d'Israël à travers Moïse.

²⁴ L'environnement au Bénin- Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme du Bénin, (2009). Récupéré de : <http://www.actu-environnement.com/ae/news/145.php4>. Consulté le 20 Mars 2013.

Plusieurs observateurs au niveau international réunis à Porto Novo (Capitale politique du Bénin) lors d'un colloque²⁵ constitutif du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF²⁶, de l'École Régionale Supérieure de la Magistrature et de l'OHADA²⁷ s'entendent pour dire, qu'en termes de protection de l'environnement, qu'il s'agit là d'une avancée qualitative et constitutionnelle d'un pays en développement.²⁸ Il est vrai que du 1^{er} Août 1960²⁹ au 05 Avril 2000, les différents gouvernements du Bénin ont signé un ensemble de 29 accords, traités et conventions sur la protection de l'environnement³⁰. Le Bénin continue de nos jours d'adhérer à de nouveaux accords ou traités³¹ sur l'environnement. C'est ainsi que depuis l'indépendance du pays en Août 1960, les différents gouvernements soutiennent les investissements dans le secteur de l'environnement. Ils ont fixé entre autres les objectifs et stratégies³² suivants :

- Accroître la conscience environnementale des populations.
- Intégrer la dimension environnementale aux stratégies et projets sectoriels.
- Maîtriser et décentraliser la gestion durable de l'environnement.

²⁵ Réunion constitutive du comité sur l'environnement de l'AHJUCAF. Récupéré de : http://www.ahjucaf.org/IMG/pdf/pdf_Actes_Porto-Novo.pdf. Consulté le 08 Mai 2013

²⁶ Association des Hautes Juridictions de Cassation des Pays Ayant en partage l'usage du Français.

²⁷ Organisation pour l'Harmonisation en Afrique des Droits des Affaires.

²⁸ La Constitution du Bénin adoptée par voie de référendum le 10 Décembre 1990.

²⁹ Date de l'indépendance de la République du Dahomey devenue Bénin qui était une ancienne colonie de la France.

³⁰ Récupéré de http://www.estis.net/sites/reic_benin/default.asp?Site=reic_benin&page_id=FE88B232-165E-45EB-8F77-62014944FBFF. Consulté le 17 Janvier 2012.

³¹ Gouvernement du Bénin (2012) « Document d'information sur le développement durable au Bénin ». Récupéré de : <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/579benin.pdf>. Consulté le 20 Décembre 2014.

³² Récupéré de http://www.ebeninois.com/lerecyclageideel/Benin-Les-preoccupations-environnementales_a3.html consulté le 10 Juin 2012.

Des actions tant du gouvernement que de la société civile béninoise mettent en avant le rapport entre la protection de l'environnement d'une part et la performance économique d'autre part. Ils établissent ainsi un lien étroit entre une économie forte et l'usage des ressources naturelles. Or l'analyse des messages des environnementalistes et surtout ceux des activistes³³ révèlent que ces ressources naturelles, étant donné qu'elles sont limitées et non renouvelables, ne doivent pas être exploitées; ou à la limite, faudrait-il les utiliser autant qu'on peut en reproduire; c'est-à-dire qu'il faudra juste les consommer à l'allure de leur auto régénération ou de leur reproduction. Par exemple, en plus des journées nationales de reboisement il faudrait s'assurer de remplacer chaque arbre coupé ou abattu.

La question est aussi de savoir comment passer d'une part, des visions certes louables de développement durable des activistes à la réalisation concrète de leur projet et protocole, dont celui de Kyoto³⁴ (qui demeure le plus important puisqu'il sert de référence de départ). Et d'autre part, comment atteindre la performance économique dans les pays du Sud comme le Bénin où les réalités de durabilité sont différentes.

Le protocole signé à Kyoto au Japon, de même que le Rapport Brundtland, officiellement intitulé « Notre avenir à tous » rédigé en 1987 ne laisse personne indifférent. Les communications et stratégies de communication au cœur des débats qui entourent leur mise en œuvre aussi bien au niveau national qu'international sont intéressantes à suivre et surtout à analyser. Aussi s'agira-t-il pour nous³⁵ d'intégrer au concept global de la communication pour le développement durable, objet de cette

³³ Les réactions aux accords de Lima au Pérou en 2014. Récupéré de : http://www.huffingtonpost.fr/2014/12/14/rechauffement-climatique-accord-lima-conference-onu-climat-paris-2015_n_6322278.html. Consulté le 20 Décembre 2014.

³⁴ Le texte du communiqué final sur le Protocole de Kyoto est disponible sur le site web des Nations Unies. www.un.org/fr/ (en format PDF) dans les six langues de l'ONU.

³⁵ Dans toute la rédaction de la thèse, hormis l'avant-propos, nous avons choisi le pronom personnel « nous » pour exposer notre point de vue et présenter les résultats de notre recherche.

thèse, une vision à la fois complexe et spécifique apportée par une recherche faite à Cotonou (Bénin) sur la question.

L'environnement alimente ainsi un débat controversé surtout en matière des moyens à prendre pour sa protection et sa valorisation. Dans la vision de Kyoto, il faut agir maintenant. Chaque gouvernement des pays riches comme des pays pauvres signataires de ce protocole est invité à prendre des initiatives mesurables et contraignantes pour sauver la Planète Terre tout en maintenant un degré de performance économique acceptable. C'est l'ensemble de ces mesures qui est regroupé pêle-mêle dans un concept ou construit, appelé développement durable.

Cependant, beaucoup d'ambiguïtés persistent encore autour de cette question relative à l'environnement, au développement et au développement durable. Il se pose une question d'analyse et de circulation de messages souvent contradictoires et plus encore il reste à comprendre ces diverses visions sur l'environnement et sur le développement durable. Il nous revient d'interroger les différents discours sur l'environnement et d'aller chercher ce qu'il en est par exemple de cette question au cœur de l'initiative ABE³⁶ dans un pays comme le Bénin. Cette initiative à la fois civile et politique se voudrait être inscrite dans un processus de développement durable.

C'est ici l'un des rôles primordiaux que la communication comme outil de promotion et de vulgarisation devrait jouer dans l'avenir de l'humanité. Toutefois, nous ne voudrions pas nous situer d'entrée de jeu dans cette perspective normative de la communication. Notre perspective première serait d'abord analytique. Nous avons pour objectif de trouver ce qu'est le concept de communication pour le développement durable. Nous y intégrerons les apports des pays en voie de développement comme le Bénin en essayant de cerner et d'analyser au maximum les messages au cœur des

³⁶ ABE : Agence Béninoise de l'Environnement dont l'une des initiatives est au cœur de cette thèse. Nous le présenterons plus loin dans le chapitre 1.

différents positionnements et stratégies mises en place par les acteurs et actants³⁷ en présence dans cette initiative proposée par l'ABE.

L'un des résultats auquel cette thèse nous conduirait en premier lieu serait – après avoir fait l'état de la question - d'optimiser les différentes communications faites autour de cette initiative ABE. Cette initiative propose des moyens en vue de la protection réelle de l'environnement et de la santé publique au Bénin. Cette optimisation serait, suite à une analyse profonde des messages³⁸, une complexification ou encore une consolidation générale et internationale des éléments présents au cœur du concept de communication pour le développement durable.

Ainsi, nos résultats nous permettraient d'aboutir à une complexification du concept de communication pour le développement durable selon l'approche ou l'analyse des messages des personnes interrogées ou des documents étudiés sur le terrain à Cotonou.

C'est donc pour optimiser ce défi de la protection de l'environnement en vue d'un développement durable qu'il y aurait eu au Bénin la création d'une initiative civile de l'Agence Béninoise pour l'Environnement que nous appelons Initiative ABE. Le gouvernement du Bénin en a fait une lutte pour l'amélioration de la santé publique dans le cadre du protocole de Kyoto et du développement durable. Par ailleurs, les

³⁷ Un actant est un élément non humain qui a son importance dans la découverte d'une solution. Il peut s'agir d'une loi, d'un règlement ou d'accords; ou encore il peut s'agir d'organisation ou d'association. Selon Latour Bruno, l'actant est un élément important dans toutes controverses. Il permet de saisir de façon neutre certaines complexifications présentes dans le débat. Dans le cadre de cette thèse par exemple, la moto, la constitution et les organisations sont comme des actants. En effet, les deux groupes en controverses poursuivent leurs intérêts. Ils sont représentés par des acteurs de la controverse. Entre les deux groupes, il y a la moto qui possède une autonomie et des caractéristiques propres. Les acteurs parfois veulent ignorer ces caractéristiques des objets non humains et poursuivre leurs propres intérêts. Pour certains auteurs de la théorie de la traduction (acteur réseau), tenir compte de ces objets non humains serait un moyen de trouver la solution à des conflits. Ex. Coquille Saint Jacques.

³⁸ Il s'agit des messages avancés par des protagonistes et des antagonistes des différentes initiatives sur l'environnement.

antagonistes comme les protagonistes de cette initiative veulent en faire une lutte pour « un réel »³⁹ développement durable.

Nous reconnaissons que dans un regard normatif, le concept même du développement durable est une approche conceptuelle qui fait suite au vieux et traditionnel concept de développement économique. Mais entre les deux concepts (développement économique et développement durable), il y a comme un fossé. Les idéologies ayant soutenu les deux concepts de développement économique ou durable sont très différents. Nous avons eu l'intuition que les Objectifs du Millénaire pour le Développement appelés OMD peuvent servir de pont et de transition entre ces deux réalités économique ou écologique en Afrique. Car, entre ces deux réalités, et au-delà de l'économie écologique⁴⁰, il y a le social et le politique qu'on retrouve au cœur de l'initiative ABE transformée en décret ministériel au Bénin.

La communication, comme outil du développement, a longtemps été utilisée (de façon normative) pour promouvoir les enjeux traditionnels du développement durable⁴¹ dans certains contextes et selon certaines approches dites critiques; il devenait nécessaire pour nous, et ce, dans une autre perspective analytique, de définir le rôle que cette communication joue au cœur du développement durable dans un pays en voie de développement comme le Bénin.

³⁹ Nous disons « réel » parce que tous ne s'entendent pas sur ce qu'est le développement durable encore moins sur comment y parvenir.

⁴⁰ Selon l'encyclopédie du développement durable, « une économie écologique et équitable se doit de répondre à 4 objectifs : la lutte contre le changement climatique; la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité; la lutte contre les inégalités et la satisfaction pour tous des besoins humains essentiels; un cadre démocratique d'élaboration des politiques publiques. Récupéré de : <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/economie/les-caracteristiques-d-une.html>. Consulté le 21 Décembre 2014.

⁴¹ Ces enjeux traditionnels sont : le social, l'économie et l'écologie auxquels s'ajoutent la justice, l'éducation et le politique dans certains contextes.

En effet, le concept de développement durable a été défini en 1987 dans le rapport Brundtland⁴². Ce rapport prend certes en compte l'aide à porter aux pays les plus pauvres de la planète pour les conduire au développement durable, mais ne leur laisse pas forcément la possibilité de s'exprimer et de dire ce qu'ils entendent par un développement vraiment durable et surtout comment y parvenir en tenant compte de leur identité, de leur aspiration, de leur besoin réel et de leur réalité spécifique. Ce faisant, ce rapport ignore peut-être inconsciemment la seule ressource vraiment inépuisable et renouvelable qu'est l'être humain; c'est-à-dire l'ingéniosité et l'identité de la personne humaine que sont toutes ces populations y compris celles du Sud. C'est ce qu'affirme Jean-Louis Caccamo dans un article intitulé « Croissance et Développement Durable »

Avant l'invention du principe du moteur à explosion, le pétrole n'était pas considéré comme une richesse naturelle, mais comme un déchet fossile. C'est devenu une richesse à partir du moment où l'innovation du moteur s'est diffusée. C'est l'innovation – donc la création humaine – qui a transformé un élément de la nature en richesse exploitable. L'expression « ressources naturelles » n'a donc pas de sens économique; une ressource est toujours humaine. La nature a produit des déchets, l'homme en a fait une ressource. Tant que les ressources humaines ne seront pas épuisées, la croissance n'aura pas de terme. L'expérience historique a montré que les dictatures et les systèmes totalitaires, en étouffant toute initiative, en terrorisant l'individu, ont la terrible faculté d'épuiser l'homme et la croissance se tarit alors inmanquablement.⁴³

⁴² Rapport Publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies (WCED en anglais), le Rapport Brundtland (ayant pour titre Notre Avenir à Tous) a été nommé ainsi du nom de la présidente de la commission, la Norvégienne Brundtland Gro Harlem. Ce rapport définit la politique nécessaire pour parvenir à un « développement durable ». Il explique que ce concept de « besoins », convient plus particulièrement aux besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité. C'est aussi l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»¹

⁴³Caccamo Jean-Louis, (2004), « Croissance et développement durable », dans Le Québécois Libre, Montréal 05 avril 2004, numéro 141.

Tenir compte de l'opinion de toutes les populations et celle de chaque nation de la planète et plus encore essayer de les analyser et de les intégrer dans la composition générale du concept de développement durable sera un atout et une force majeure pour la réalisation des enjeux et des objectifs réels du développement durable. De ce fait, nous nous sommes inscrits dans une perspective d'analyse de discours sur le développement durable; ce fut la voie qui s'est imposée à nous.

Il est important de lutter contre la pensée unique surtout lorsqu'il s'agit d'un concept, encore contradictoire et discuté, comme le développement durable. Il faut tenir compte de la réalité de chaque population, mais aussi de l'expression de leur discours ou messages, de leur identité au cœur de leur communication. Car l'être humain est la seule ressource en principe inépuisable, mais qu'il faut protéger. L'être humain est dans le règne animal le seul incapable de se débrouiller ou de se défendre tout seul à sa naissance, mais il devient progressivement le plus grand des prédateurs par son intelligence et par sa grande capacité de construire, de bâtir, de gérer ou de détruire. Ne pas tenir compte des ressources individuelles de chaque population et de tous les peuples du Sud comme ceux du Bénin est en un sens un obstacle et une limite grave au cœur du concept du DD. Ne pas tenir compte des réalités identitaires des populations du Sud reviendrait à commettre les mêmes erreurs que par le passé où ce sont des instances du Nord qui pensent en lieu et place des pays en voie de développement.⁴⁴ Le Nord finit par imposer au Sud sa vision des choses. C'est le cas depuis quelque temps. Lors des conférences au sommet sur la terre, le débat - en ce qui concerne le DD dans les pays du Sud - portait sur l'aide à apporter aux pays du Sud sans jamais prendre en compte leur avis sur la question de fond qui est de savoir : qu'est-ce qui selon eux définit le développement durable. Une vision hégémonique se dégage du Nord et on cherche des moyens de la faire appliquer dans les pays du Sud. Au sommet

⁴⁴ De façon indifférente et selon les circonstances, nous utiliserons soit le terme de Pays en Voie de Développement ou Pays en Développement pour désigner la même réalité.

de Lima, en décembre 2014, les dirigeants des pays du Sud - notamment du groupe Afrique, petits États insulaires, Arabie saoudite, Brésil et des Philippines ont voulu assurer une place de choix dans l'accord de 2015 en abordant justement la question de l'adaptation aux impacts inévitables au changement climatique dans leurs pays. À Lima, ces pays ont exigé que le soutien aux actions d'adaptation (via des financements, de l'expertise, des transferts de technologie) apparaisse déjà dans les contributions, mais ceci reste en débat.⁴⁵ Ce débat ne tient pas pourtant compte de leur avis réel sur le développement durable à travers les messages de leur population.

Cette façon de faire, selon nous, pour la plupart du temps ne va que dans l'intérêt d'un groupe de capitalistes du Nord.⁴⁶ Elle condamne les populations du Sud à une forme d'esclavage, de soumission économique, de domination, d'aliénation et de sous-développement intellectuel et permanent. Notre démarche analytique veut renverser cette tendance et faire jaillir une multitude d'opinions sur la communication pour le développement durable.

Par ailleurs, l'analyse des messages au cœur de l'initiative ABE nous fait remarquer que les dirigeants des pays en voie de développement ne prennent pas non plus le temps de penser ensemble avec leur population avant d'importer et d'imposer des idées, des manières de faire et des concepts venus du Nord; c'est comme s'ils sont presque toujours prêts à recevoir et à appliquer des théories venues d'ailleurs. Ils pensent

⁴⁵ Sommet de Lima sur le climat: sur quoi les négociations coïncident-elles? Récupéré de : http://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/sommet-de-lima-sur-le-climat-sur-quoi-les-negociations-coïncident-elles_1632246.html#0ad0hWj3QDobetkP.99. Consulté le 15 Décembre 2014.

⁴⁶ Par exemple sur le plan de l'agriculture, les pays du Sud se sont vus proposés (pour ne pas dire imposer) l'usage des tracteurs; ces engins dont on disait indispensables pour le développement a fini par asservir ces agriculteurs qui devenaient ainsi dépendants de ces constructeurs alors que les résultats se faisaient toujours attendre sur le terrain. En effet, il s'agissait pour la plupart du temps de vieux tracteurs qui tombaient souvent en panne au temps fort de la saison agricole; il fallait attendre le réparateur ou les pièces de rechange qui doivent venir du Nord; mais entre-temps, la saison ou la période de labour et de semence est passée, les agriculteurs incapables de cultiver avec la houe les immenses espaces qu'ils se sont acquis (avec l'espoir de les rentabiliser grâce aux tracteurs) se retrouvaient encore plus endettés.

souvent que la solution miracle existe et qu'elle doit venir du Nord. Dans le cas du Bénin, il devenait alors pertinent de se demander si l'initiative ABE - qui propose le changement de technologie c'est-à-dire de passer de l'usage des motos à deux temps à ceux des motos à Quatre Temps dans le cadre du respect du protocole de Kyoto - ne serait pas une nouvelle forme d'aliénation intellectuelle ou de soumission regrettable, voire dégradante au cœur des projets de développement durable. Comment comprendre qu'un problème socio culturel spécifique (comme le Zemidjan), puisse-t-il trouver sa solution dans des propositions venues de capitalistes du Nord ?

Ainsi, nous trouvons que du concept de développement durable à la lutte pour la protection de l'environnement, en passant par la lutte pour la protection de la santé publique au cœur de l'ABE et des OMD, il y a juste un fil conducteur que nous essayons de suivre dans le cadre de cette thèse.

Notre démarche principale a été de partir de cette initiative ABE pour définir, à travers l'analyse de discours et des messages, tous les enjeux qui l'entourent; et, suite au résultat obtenu sur le terrain, nous avons tenté de redéfinir un nouveau concept ou au moins essayer d'aboutir à une complexification⁴⁷ du concept⁴⁸ de la communication pour le développement durable. Ce concept pourra intégrer dans ses conclusions la communication pour la promotion de la santé publique et pour un capital humain durable. De même, cette thèse présenterait ce que pourrait signifier la communication pour le développement durable dans les pays en voie de développement comme le Bénin. Cette présente démarche sera dans le but de permettre une prise en compte

⁴⁷ Une complexification est un ajout majeur qui permet de nuancer la réalité. Complexifier le concept de communication pour le développement durable est une manière d'y intégrer plusieurs autres réalités comme celles du Bénin. La complexification permet de mieux compléter et de mieux définir ce terme. Le développement durable se présente ainsi comme un processus, un idéal à atteindre.

⁴⁸ Une définition qui intègre tous les éléments identitaires et tient compte des recherches et des apports de chaque nation.

générale⁴⁹ et une profonde intégration des éléments culturels, historiques et identitaires de ce pays dans le nouveau débat autour de la question du CDD⁵⁰.

L'étude de cette initiative dans son ensemble en passant par sa conception et sa construction constitue donc l'objet principal de cette recherche. Nous pensons que les apports d'une pareille réflexion faite sur cette question dans un pays du Sud, seront une contribution pertinente et un moyen de complexification ou d'enrichissement de ce concept de communication pour le développement durable. Ainsi cette étude devrait conduire, à travers une analyse communicationnelle, à la prise en compte des éléments identitaires, des visions politiques, humaines et culturelles qu'un pays comme le Bénin apporterait en vue d'une plus grande considération des enjeux du DD. Et ce, dans le but d'atteindre un DD diversement partagé et apprécié. Nous démontrons comment l'analyse des différents discours qui entourent l'initiative ABE conduirait à cette nouvelle définition de la communication pour le DD.

En effet, trop souvent - et surtout en ce qui concerne les questions ou approches de développement, les stratégies ont été diffusionnistes. Ce sont en général des penseurs du Nord qui conçoivent les idées et qui essaient de les imposer au Sud. Les stratégies sont fabriquées au Nord et imposées au Sud sans tenir compte d'un processus de transfert de connaissance⁵¹ pertinent et objectif, c'est-à-dire spécifique. Le processus du transfert de connaissance au niveau technologique est pourtant intimement lié au

⁴⁹ Il s'agit d'une prise de conscience au niveau international.

⁵⁰ Dans cette thèse, la « Communication pour le Développement Durable » sera souvent abrégé en CDD.

⁵¹ Le concept de transfert de connaissance avait été pendant longtemps une piste théorique étudiée dans le cadre de notre projet de thèse. Une bonne partie de notre enquête sur le terrain avait été abordée en tenant compte de cette approche. Toutefois, suite aux nombreuses recherches et à la grandeur du volume des données recueillies, nous avons jugé bon de nous concentrer seulement sur la CDD comme approche théorique. Ainsi, la théorie du transfert de connaissance tout en étant bien présente dans notre démarche méthodologique, ne sera pas abordée en profondeur dans le développement de cette thèse.

développement durable. Il s'agit d'un processus technique qui met en évidence la pertinence ou non d'un changement technique en vue du développement durable.

En outre, certains pays du Sud apparaissent comme un « dépotoir » dans lequel des capitalistes du Nord⁵² peuvent aller monnayer des objets d'anciennes technologies souvent inutiles et devenus caducs pour eux dans le Nord. C'est pourquoi plusieurs antagonistes de l'initiative ABE, pensent que ladite initiative devrait passer par un processus de transfert de connaissance avant son imposition à travers un décret ministériel. Selon Prévot Frédéric⁵³, le transfert de connaissance est :

Une théorie qui s'applique souvent dans le cadre de l'implantation d'une nouvelle technologie dans une entreprise, dans une organisation ou dans une communauté. Ce concept de transfert de connaissances est tout particulièrement important pour le management stratégique, mais il regroupe sous une même notion des thèmes qui peuvent apparaître disparates⁵⁴.

Nous avons donc constaté que depuis longtemps des experts et des économistes ont ignoré les apports des pays du Sud⁵⁵ dans la définition du concept de développement

⁵² Il s'agit de soi-disant bienfaiteurs, mais souvent mal intentionnés et avides de gros gains faciles et mal acquis. Il ne s'agit donc pas des chercheurs, penseurs, intellectuels ou universitaires du Nord. Même si ces derniers ne tiennent pas toujours compte des réalités du Sud, il revient d'abord et avant tout aux penseurs du Sud de faire les études appropriées pour s'affirmer. De plus, il faut dire que le Savoir Universitaire se veut universel.

⁵³ Frédéric; Prévot (2007), « Le transfert de connaissances : revue de littérature », XVIème conférence internationale de management stratégique, Montréal de 6-9 Juin 2007. Récupéré de : http://www.aims2007.uqam.ca/actes-de-la-conference/communications/prevotf177/at_download/article.pdf. Consulté le 01 Mai 2012.

⁵⁴ Au cœur de cette théorie, les avis des bénéficiaires des nouvelles technologies sont primordiaux pour leur implantation.

⁵⁵ Pourtant très abondants et riches en réflexions.

qui a certes évolué⁵⁶. Nous supposons que ceci risque de se répéter dans le cadre de la construction du concept du développement durable et surtout dans son application dans les pays du Sud qui n'ont fait que subir jusqu'ici des études réalisées et financées par certaines instances du Nord. C'est dans ce cadre que veut s'inscrire notre objet d'étude qui est l'analyse du discours autour de cette initiative ABE.

Mais avant de présenter cet objet d'étude, nous voudrions d'abord présenter le contexte d'émergence de cette thèse.

⁵⁶ Grâce notamment aux apports des penseurs du Sud.

CHAPITRE I

LE CONTEXTE D'ÉMERGENCE

Dans ce premier chapitre, nous essayerons de définir les éléments qui ont conduit à cette recherche. Nous partirons d'un aspect historique de l'Afrique et de son processus de développement à travers certaines initiatives civiles pour aboutir à l'émergence de l'usage des taxis motos à Cotonou. Les débats autour de l'initiative ABE⁵⁷ constituent donc les piliers des analyses pouvant nous conduire à la complexification ou à la redéfinition du concept de Développement durable.

1.1 Réflexion sur l'Afrique : sa richesse et ses pauvretés

Depuis des décennies⁵⁸, le continent africain - malgré la grandeur, la notoriété intellectuelle et le rayonnement de certaines de ses civilisations, dynasties ou empires⁵⁹ - a toujours été considéré comme un continent pauvre et négligé.

Ces pays africains, autrefois pourvoyeurs de technologies⁶⁰ et de matières premières⁶¹ sont devenus pour la plupart, et ce, depuis des siècles, des nations perpétuellement assistées. Il apparaît que ces pays africains ne font que recevoir de l'aide de plusieurs

⁵⁷ Qui porte sur le remplacement des taxis motos à 2 Temps par celles à 4 Temps.

⁵⁸ Et nous pourrions même dire que c'est depuis la création du monde

⁵⁹ Celui des Pharaons en Égypte par exemple.

⁶⁰ Les mathématiques modernes ayant été par exemple inventées en Afrique.

⁶¹ Les pays de l'Afrique comme le Congo sont des territoires dont le sous-sol est rempli de matières premières comme l'or, le magnésium, l'uranium, le pétrole, le diamant et autres.

ordres venant des pays du Nord. Au plan économique, les importations sont toujours supérieures aux exportations. La colonisation, l'exploitation, l'incitation à certaines guerres fratricides, le vol par les multinationales de l'Occident capitaliste de ses richesses et de ses ressources aussi bien matérielles qu'humaines, le commerce et la traite des esclaves en sont des raisons; mais ces éléments ne pourront jamais à eux seuls tout expliquer.

Les pays africains pour la plupart vivent ou appliquent une politique permanente de la main tendue; cette politique est encore appelée politique de la dépendance. À certains égards, l'occident pense souvent à tort ou à raison que les Africains sont incapables de se développer par eux-mêmes et qu'il faut toujours leur dire ce qu'ils doivent faire. Or, les raisons de ce sous-développement sont à plusieurs niveaux. Ces préjugés et même ces faits se justifient par un certain comportement intellectuel et humain, mais également en partie par le manque d'infrastructures, de moyens de transport modernes et de résultats au triple plan économique, social ou politique. Les tentatives de solutions aux problèmes africains semblent ne jamais venir de l'intérieur même de l'Afrique. Ce continent ne semble se définir que par et dans le regard de l'autre, de l'occident. Toutefois, l'absence des infrastructures notamment celles des transports est flagrante.

1.1.1 Absence d'infrastructure et de transport

Il est vrai, la plupart des pays africains manquent d'infrastructures et de moyens de transport modernes; les raisons sont peut-être historiques et sont également plus ou moins justifiées. Toutefois, à l'état actuel, la grande majorité des pays africains ne disposent pas d'infrastructures ou de moyens de transport à la taille de leurs ambitions ou même de leurs réels besoins. Les moyens ou les actions politiques n'ont pas toujours suivi les discours politiques. Ceci oblige de nombreux citoyens béninois, à se tourner

vers des solutions de circonstances plus ou moins réfléchies. Ces solutions sont en majeure partie du temps efficaces, à court ou à moyen terme. C'est le cas par exemple de l'usage des Zemidjan au Bénin. Il s'agit de leur débrouillardise : remède aux problèmes récurrents de manques de moyens.

1.1.2 La débrouillardise au Bénin

Trouver des solutions conjoncturelles et urgentes aux problèmes du transport en commun au Bénin : C'est ainsi qu'est né au Bénin le modèle de transport en commun appelé "Zemidjan"⁶². Ce nom représente et désigne à la fois, la moto, le type de moto, le conducteur de la moto et le moyen de transport qui est le "taxi". Par exemple :

- Quand nous disons que " nous appelons le Zemidjan" cela signifie que nous appelons le conducteur de la moto. Ici le Zemidjan, c'est la personne qui conduit.
- "J'ai acheté un Zemidjan" cela veut dire que j'ai acheté une moto (à Deux Temps) qui, me servira à faire du taxi moto.
- "Je me rends au travail désormais par "Zemidjan", cela veut dire que j'utilise désormais ce moyen de transport. Ici Zemidjan désigne le moyen de transport, "taxi".
- "Je préfère le Zemidjan au Djenana ", cela veut dire que je préfère la moto à Deux Temps à celle à Quatre Temps. Ici, Zemidjan désigne le type de moto et spécialement la moto à Deux Temps.

⁶² Désigne ou traduit littéralement en Fongbé, une langue du Sud Bénin, "amène-moi vite"

Ainsi, le mot « Zemidjan » représente une réalité complexe tant au niveau linguistique que social. Ceci en dit long sur son histoire.

1.1.3 La complexité du nom Zemidjan en dit déjà long sur son histoire.

Avant de soutenir l'idée selon laquelle l'usage des taxis motos est un phénomène spécifique ou non au Bénin, il serait bien de présenter son évolution dans le monde. Dès lors, nous aborderons concrètement le contexte global et spécifique de l'émergence de cette initiative ABE. Toutefois, il est erroné de penser que les taxis motos sont une activité exclusivement béninoise. Mais avant tout, que dire de la République du Bénin⁶³?

1.1.4 La république du Bénin. (Voir la carte du pays en Appendice B).

En République du Bénin, la constitution prévoit la séparation des pouvoirs et le mandat présidentiel est de 5 ans, renouvelable une fois. L'âge des candidats à la présidentielle est d'au moins 40 ans et de 70 au plus. Le président est élu au suffrage universel à deux tours si nécessaire.

Jusqu'ici, les différents présidents du Bénin pour « développer le pays » ont essayé de s'attaquer au phénomène de taxi-moto localement appelé: Zemidjan. En fait, pour régler les questions relatives à la santé publique, à la pollution et au développement durable il faut outre des infrastructures et des moyens de transport, une réduction des

⁶³ Nous mettons des informations descriptives sur la République du Bénin en annexe de ce document.

Gaz À Effet de Serre et de la pollution souvent émises par les moteurs des Zemidjan. Cependant, ils n'y arrivent pas, car au Bénin, le Zemidjan est un phénomène désormais culturel et très complexe. Cette difficulté rencontrée par les chefs d'État du Bénin en face de la lutte contre la pollution est semblable dans d'autres pays de l'Afrique et du Monde. Ainsi, les taxis motos ne sont pas spécifiques au Bénin.

1.1.5 Les taxis motos ne sont pas un phénomène unique à l'Afrique encore moins au Bénin.

L'usage des taxis-motos est aujourd'hui un phénomène international. En effet, sur la page web de Moto Courses, Taxis Motos à Paris, on peut voir l'évolution du système des Taxis motos. L'auteur fait l'historique de ce mode de transport. Et affirme ceci :

Dans certains endroits du globe, le métier de moto taxi est presque aussi vieux que le monde. Son apparition sur le marché du transport possède des raisons différentes d'un pays à l'autre. Il en est de même pour les structures de chaque prestataire. En Afrique, et dans chaque pays africain, les taxis moto possèdent une appellation bien distincte⁶⁴ :

- Cameroun : bendskin
- Niger : kabu-kabu
- Nigeria : okada, celui-ci a pris le nom d'une marque japonaise
- Togo : oléyia
- Kenya et Ouganda : boda boda

⁶⁴ Agossou N. S. La diffusion des innovations : l'exemple des Zemijan dans l'espace béninois récupéré de <https://www.erudit.org/revue/cgq/2003/v47/n130/007971ar.html> consulté le 5 Mai 2013.

- Sénégal : vélo-taxi qui est un nom commun à tous les taxis à deux roues, bicyclette et moto»⁶⁵

Les taxis motos sont également présents sur tous les continents. Leur apparition dans chaque pays ou continent est reliée à des circonstances particulières. Toutefois, en Asie et surtout en Thaïlande (où ils sont appelés tuk tuk) les taxis motos ont vu le jour dans les années 80. La profession est aussi considérable en Chine ainsi qu'au Cambodge où son appellation locale est moto dop. Dans ces pays, le service est populaire avec les risques qui viennent avec. Mais ce sont toutes les classes moyennes qui s'y adonnent.

En Amérique du Sud, les taxis motos sont présents à Rio, au Brésil, au Pérou et en République Dominicaine. Néanmoins, il semble que ce système en Europe, en Asie comme en Amérique du Sud a seulement vu jour au milieu des années 80⁶⁶. Le phénomène existerait aussi au Canada, aux États-Unis, en France et dans le Royaume-Uni.⁶⁷ Plusieurs personnes pensent que le système des taxis motos serait développé notamment en Asie et en Afrique et que ce type de transport ensuite serait apparu en Europe et aux États-Unis dans les agglomérations caractérisées par une circulation automobile dense et un engorgement entraînant une faible vitesse moyenne des déplacements de voiture en particulier.

⁶⁵ Les motos taxi se sont le plus développées en France depuis l'année 2003 avec l'arrivée de prestataires plus structurés. Mais, cette profession existe déjà en Europe notamment à Londres puis à Paris vers la fin des années 90. Qu'en est-il des autres continents ? Récupéré de : <http://www.taxisbiker.fr/30-les-motos-taxi-en-france-et-dans-le-monde#.VGqQzyg7sXY>. Consulté le 13 Septembre 2014.

⁶⁶ Les motos taxi se sont le plus développées en France depuis l'année 2003 par l'arrivée de prestataires plus structurés. Mais, cette profession existe déjà en Europe notamment à Londres et à Paris vers la fin des années 90. Qu'en est-il des autres continents ? Récupéré de : <http://www.taxisbiker.fr/30-les-motos-taxi-en-france-et-dans-le-monde#.VGqQzyg7sXY>. Consulté le 13 Septembre 2014.

⁶⁷ Récupéré de : <http://www.taxisbiker.fr/30-les-motos-taxi-en-france-et-dans-le-monde#.VGqQzyg7sXY>. Consulté le 13 Septembre 2014.

En Afrique, les taxis motos sont également présents dans certains pays. Plusieurs travaux ont été réalisés sur leur législation. Le phénomène grandit partout avec les mêmes ampleurs. Des chercheurs comme Célestin Kaffo⁶⁸, Pierre Kamdem,⁶⁹ Basile Tatsabong,⁷⁰ Louis Marie Diebo⁷¹ se sont penchés sur la question. Selon eux, il semble qu'au Bénin en particulier, le phénomène nommé Zemidjan est apparu de façon particulière. Dans un article intitulé : « L'intégration des "motos-taxis" dans le transport public au Cameroun ou l'informel à la remorque de l'État : une solution d'avenir au problème de mobilité et de l'emploi urbain en Afrique subsaharienne. »⁷², ces chercheurs ci-dessus cités, en arrivent à la conclusion que :

Le mode de transport que constitue le Zemidjan reste diversement apprécié, car les acteurs entretiennent une polémique sur son interdiction et sa légalisation. Néanmoins, il reste un acquis informel, mais à préserver pour plus d'efficacité⁷³.

Abdoukarim Sadou⁷⁴ semble aller dans le même sens que ces chercheurs; c'est ainsi que dans un article intitulé « Le taxi-moto et l'insécurité urbaine dans le nord-

⁶⁸ Chercheur-Géographe, Institut National de Cartographie, Cameroun

⁶⁹ Chercheur-Géographe, CRESC, Université de Paris XIII

⁷⁰ Chercheur-Géographe, Institut National de Cartographie, Cameroun

⁷¹ Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Géographie/Université de Dschang, Cameroun

⁷² Récupéré de <http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>. Consulté le 18 Juin 2012.

⁷³ Récupéré de <http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>. Consulté le 15 Juin 2012.

⁷⁴ Doctorant, Département d'Histoire, Faculté des Arts et Sciences Humaines, Université de Ngaoundéré.

Cameroun, le cas de la ville de Ngaoundere »⁷⁵ il mettra plus l'accent sur l'insécurité grandissante que constitue ce mode de transport.

Ainsi, nous reconnaissons que ce système de transport informel par taxi moto s'est développé un peu partout dans le monde. Il est encore très présent à Lomé, au Togo, pays voisin du Bénin. Même si les conducteurs de taxis motos n'y sont pas couramment appelés Zemidjan ou zem, comme au Bénin, ils sont par contre hélés au Togo par les clients : « oléyia » ce qui signifie en Mina⁷⁶ « on y va? » ou encore « où vas-tu? ». Leur appellation plus spécifique du Togo est donc devenue au fil du temps « Oleyia ». En France⁷⁷ il existe également des taxis-motos de même qu'en Inde. Cette activité est donc presque présente sur tous les continents.

On peut en déduire que le Taxi moto n'est pas pour autant un mode de transport à bannir; la question des dirigeants de ces pays surtout en Afrique est de savoir comment l'encadrer et en faire un outil de développement durable.

Plusieurs chercheurs Béninois et Togolais pensent que les taxis-motos feront partie de la solution de développement durable lorsqu'ils permettront non seulement de réduire l'impact négatif de l'émission du Gaz À Effet de Serre sur l'environnement, mais aussi de réduire la dépendance des pays africains à l'occident du point de vue de l'Énergie fossile (pétrole) et de la technologie. Ce qui n'est pas le cas actuellement en plus, ils engendrent aussi de nombreuses difficultés. Mais quel est son rapport spécifique ans la ville de Cotonou au Bénin ?

⁷⁵Récupéré de <http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Sadou1%20ngaoundere.pdf>. Consulté le 19 Septembre 2014.

⁷⁶ Une des langues les plus parlées au Sud du Togo et au Sud l'Est du Bénin.

⁷⁷Récupéré de <http://www.taxi-moto-paris.fr/> consulté le 20 Septembre 2014.

1.1.6 Taxis motos et spécificité dans la culture béninoise

Peut-on dire que le phénomène de taxi moto est spécifique au Bénin ? Non. Toutefois il convient de reconnaître le caractère identitaire de ce mode de transport qui colle à la culture béninoise et qui de surcroît en fait la capitale internationale des taxis motos.

Les tout premiers travaux de recherches de niveaux universitaires - sur l'Impact des taxis motos sur l'environnement - ont été effectués par des Béninois⁷⁸ tels que Sébastien Dossa Sotindjo⁷⁹, Paul Dehoumon⁸⁰, Noukpo Agossou⁸¹ et Marcus Boni Teiga.⁸² Toutes ces recherches vont situer l'apparition des taxis motos au Bénin dans les années 70 ou avant. Le système de taxis motos au Bénin serait apparemment antérieur à ce qui est connu dorénavant dans les pays de l'Asie ou de l'Amérique du Sud⁸³. Toutefois, soutenir la thèse du système de taxis motos comme une invention béninoise serait trop osée; en plus nous n'excluons pas qu'avant l'apparition des taxis motos au Bénin, le phénomène ait existé sous sa forme actuelle en Asie ou en Inde avec l'usage des vélos, des bœufs ou charrues. Qu'en est-il alors de son apparition et de son

⁷⁸ Pour tous, le Bénin est à l'origine de la naissance des Zemidjan (les taxis-motos) qui écument avec leur livrée jaune, la ville de Cotonou, la capitale économique, et tout le territoire national. Contrairement à ce que beaucoup pensent, le phénomène n'est pas si récent. Porto-Novo, la capitale administrative du pays, a connu il y a bien des années l'ancêtre du Zemidjan, le taxi-kanan (vélo-taxi) qui servait à transporter les marchandises des commerçantes et surtout l'Akassa (pâte à base de lait de maïs détrempé)
⁷⁹Sotindjo S. D., (2010) Cotonou l'explosion d'une capitale économique (1945-1985), L'Harmattan, p. 300.

⁸⁰ Dehoumon P., (1988) Réflexions sur la profession Zemidjan ou taxi-moto au Bénin, Université nationale du Bénin.

⁸¹ Agossou N., (2012) Les Zemidjan conquièrent le territoire béninois, ISBN 978-99919-855-3-4

⁸² Ancien directeur de l'hebdomadaire Le Bénin Aujourd'hui, Teiga Marcus Boni a été grand reporter à La Gazette du Golfe à Cotonou et travaille actuellement en freelance. Il a publié de nombreux ouvrages. Il est co-auteur du blog Échos du Bénin sur Slate Afrique.

⁸³ Sotindjo S. D. (2010), Cotonou l'explosion d'une capitale économique (1945-1985), L'Harmattan, p. 300.

évolution de façon spécifique au Bénin?

1.1.7 Usage des Taxis motos Zemidjan au Bénin.

Le Zemidjan, encore appelé zem, est une moto ou un vélo taxi que l'on trouvait au Bénin avant 1970. Mais il s'est transporté rapidement à Lomé (Togo) depuis la grève de novembre 1992 à août 1993. Il sonnait ainsi la fin des taxis à quatre roues à Lomé, ainsi que dans chaque ville tant soit peu importantes du Bénin.

Selon, le professeur Noukpo Agossou,

La moto comme mode de transport, plus connue sous le vocable gungbe de Zemidjan, est apparue en 1976 dans la région de Porto-Novo d'où elle s'est propagée dans le reste du Bénin et les États limitrophes comme le Togo, le Niger et une partie du Nigeria. Le Zemidjan est de nos jours, et pour longtemps encore, le mode de transport le plus souple, le plus rapide sur courtes distances (aux heures d'affluence notamment), le plus adapté à l'état des routes et pistes béninoises et le plus proche des usagers de toutes catégories⁸⁴

Autrefois appelé "Taxi Cana"⁸⁵, le Zemidjan fut un mode de transport très largement répandu au Bénin et maintenant dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il est d'abord spécifique au Bénin, car le nom « Zemidjan » est d'origine Fon, une des langues du

⁸⁴ Agossou. N. S.A., (2004) « Les taxis-motos zemidjan à Porto-Novo et Cotonou » 2004/4 (n° 32), Publié dans Autrepart Éd. Presses de Sciences Po.

⁸⁵ Ce qui veut dire le taxi qui sert à transporter le Cana. Le Cana une des principales nourritures de base au Sud Bénin. C'est comme un fofou à base de maïs fermenté. Cette nourriture est un repas massivement commercialisé au Bénin comme le pain en occident.

Sud Bénin. Le taxi cana, ancêtre de tous les taxis motos modernes a pris naissance dans la région de l'Ouémé et du Plateau au Sud Bénin. Durant cette période, on se servait du vélo pour faire le taxi cana et cela se limitait vraiment au transport de marchandises. Ils partaient des villages et agglomérations vers la grande ville et surtout vers les grands marchés de Ouando ou d'Adjatché à Porto Novo⁸⁶. Dans ces circonstances, les commerçants acheminaient leurs marchandises en marchant à la suite des transporteurs qui eux faisaient usage de leur vélo. Toujours selon les écrits du professeur Noukpo,

Cette évolution peut être caractérisée à grands traits. En premier lieu, la situation économique du Bénin a été sérieusement influencée par une série d'événements extérieurs, notamment le reflux massif des Béninois du Nigeria en 1977. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont rapporté des motos qu'ils décident d'exploiter, faute de trouver un emploi stable ou plus rémunérateur. Le rapatriement des Béninois du Congo Brazzaville, en janvier-février 1978, puis du Gabon, en juillet de la même année, grossit le nombre des demandeurs d'emploi non satisfaits parmi lesquels certains vont se convertir dans le transport à zemidjan.⁸⁷

D'un autre côté, avec l'importance et l'ampleur que prenait le commerce, les conducteurs de Zemidjan ajoutaient à leur vélo à Porto Novo, des remorques qui leur permettaient de transporter un plus grand nombre de marchandises. Ce moyen et type de transport qui existait depuis les années 70 s'est timidement et peu à peu transporté vers la grande ville économique de Cotonou. À Cotonou, on voyait progressivement les motos à deux roues et à Deux Temps prendre la relève des vélos : l'urgence d'aller plus vite s'étant imposée plus rapidement. Désormais, ces motos déjà présentes à Cotonou comme principal moyen de transport pour la classe moyenne pouvaient non

⁸⁶ Porto Novo est la capitale politique, la première ville administrative et la deuxième grande ville du Bénin.

⁸⁷ Agossou N. S.A. Op cit.

seulement transporter les marchandises, mais aussi des personnes voyageant seules ou avec des marchandises. Avec leur arrivée à Cotonou comme moyen de transport, les Zemidjan, se sont aussi et d'abord imposés comme moyen de transport de marchandises; on les voyait surtout transporter des marchandises depuis les gares ferroviaires ou routières et depuis le port de pêche autonome de Cotonou vers le grand marché international de Dantokpa.⁸⁸

Toutefois, plusieurs raisons liées à des situations particulières ont permis l'essor rapide des Zemidjan à Cotonou et au Bénin.

1.2 Le contexte global de l'essor des Zemidjan.

Frantz Fanon disait : « Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir ». ⁸⁹ En amont de cette vision missionnaire de l'action, il y a un impératif que nous pouvons traduire selon les propos paraphrasés de Binason Avèkes : « Chaque génération doit, dans une absolue clarté, regarder en face son devoir de survivre, l'assumer ou mettre en péril sa descendance. » ⁹⁰ Ainsi, loin d'être une génération spontanée, le Zemidjan est le fruit d'une émanation de la société, d'un temps, d'un concours de circonstance particulière. D'un besoin de répondre à une situation de survie ou de sauve-qui-peut. Le Zemidjan a une histoire, il est même une histoire. Dans le sud du pays, le vélo a été un moyen de déplacement communal,

⁸⁸ C'est le plus grand marché international à ciel ouvert de l'Afrique de l'Ouest.

⁸⁹ Fanon F. (1961) « Les damnés de la terre »

⁹⁰ « La qualité de l'air à Cotonou ». Récupéré de : http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html Binason Avèkes : La qualité de l'air à Cotonou (1). Consulté le 15 Septembre 2014.

pratique, résistant, autonome et n'utilisant que l'énergie humaine et accessible au paysan. Et Binason Avèkes d'affirmer que « Toute personne ayant grandi à Porto-Novo dans les années 60 a vu l'ancêtre du Zemidjan »⁹¹ : le Taxi-Kanan»⁹².

Plusieurs circonstances ont donc favorisé l'essor du Zemidjan au Bénin. Le professeur Noukpo fait allusion à la décennie 1980 qui fut marquée par la crise économique ayant entraîné la faillite de l'État qui, incapable de payer ses fonctionnaires, fit recours aux institutions de Bretton Woods. Par contre, ces institutions :

Imposent les programmes d'ajustement structurel (PAS). Pour les travailleurs, les PAS signifient compressions de personnel, licenciements, départs dits volontaires, anticipés et/ou ciblés, agents « déflatés » des entreprises publiques et semi-publiques, non-renouvellement de contrats de travail, salaires impayés pendant plusieurs mois, etc.⁹³

En 1988-89, le Bénin était alors dans un état de faillite bancaire et de banqueroute totale. Les trois banques du pays étaient K.O. La BCB⁹⁴ avait perdu quarante-trois fois son capital! La crise des finances publiques, déjà sensible depuis 1983, a atteint son point culminant vers la fin de l'année 1988 avec l'accumulation des dettes intérieure et extérieure et la cessation de paiement de la part du trésor public. « Cette faillite paralyse

⁹¹ « La qualité de l'air à Cotonou ». Récupéré de : http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html Binason Avèkes : La qualité de l'air à Cotonou (1). Consulté le 15 Septembre 2014.

⁹²Récupéré de <http://www.lanouvelletribune.info/reflexions/opinion/2993-opinion-de-binason-avekes-citation-libre> : consulté le 2 Juin 2015.

⁹³ Agossou N. S.A. Op cit.

⁹⁴ Récupéré de http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html Binason Avèkes, « La qualité de l'air à Cotonou ». Banque Commerciale du Bénin consulté le 15 Septembre 2014.

l'activité économique dans son ensemble. L'accumulation des arriérés de salaire dans la fonction publique, le contrôle puis le gel des retraits bancaires portent à son comble la paralysie »⁹⁵.

De plus, « dans la mesure où la masse des fonctionnaires et la classe moyenne qui en sont les usagers des banques n'ont plus de quoi se le payer, le taxi-ville⁹⁶ est condamné au reflux et à l'extinction inéluctable »⁹⁷. De plus, certains « déflatés » ont fini par se reconvertir dans l'activité de transport par Zemidjan.

Ainsi, la crise économique et surtout politique des années 80 a donné une ampleur jusque-là inimaginable au phénomène de Zemidjan au Bénin. Nombreux sont les fonctionnaires qui n'ayant pas de salaire se voyaient obligés de transporter des marchandises, car, les activités économiques autour du marché international de Dantokpa étaient devenues les seules rentables économiquement. Il n'est donc pas exagéré de dire que pendant des années, les activités économiques autour du marché international de Dantokpa ont porté à elles toutes seules la survie de toute la population béninoise. Le gouvernement du Bénin, sous l'emprise d'une révolution idéologique du marxisme léniniste était alors incapable de payer les fonctionnaires et ceux-ci restaient des mois sans salaire (au moins 7 mois de suite au cœur de la crise). Le Zemidjan apparaissait donc comme le seul moyen de survie pour l'ensemble des hommes fonctionnaires d'État. Comme l'affirme Binason Avèkes⁹⁸

⁹⁵Récupéré de http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html Binason Avèkes : La qualité de l'air à Cotonou (1). Banque Commerciale du Bénin consulté le 15 Septembre 2014

⁹⁶ Véhicule à Quatre Roues.

⁹⁷ Récupéré de http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html.

⁹⁸ Récupéré de http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html. Binason Avèkes : La qualité de l'air à Cotonou (1). Consulté le 15 Septembre 2014.

À l'évidence, avec une telle faillite, l'impératif du pacte social est trahi. C'est dans ce contexte d'anomie qu'est né le Zemidjan à Cotonou. Le slogan de l'époque « Compter d'abord sur nos propres forces » devient un mot d'ordre de sauve-qui-peut général. Face à l'incurie des pouvoirs publics, les individus l'ont compris comme une injonction à peine codée à se débrouiller eux-mêmes, à trouver solution à leurs problèmes. Et l'instinct d'imitation du Béninois aidant, le phénomène s'est diffusé de manière spontanée⁹⁹

Il faut également reconnaître que la crise économique-politique des années 80 au Bénin n'est pas la seule raison de l'ampleur grandissante des activités de Zemidjan. L'absence des moyens de transport et surtout des infrastructures avait déjà obligé les fonctionnaires à se doter de moto à deux roues et presque toutes étaient à Deux Temps.

Le système de transport qu'est le Zemidjan a pu également « profiter de l'échec successif des entreprises publiques de transport en commun¹⁰⁰ pour cause de mauvaise gestion et d'interventions peu orthodoxes du pouvoir ». ¹⁰¹ De plus, le régime révolutionnaire marxiste-léniniste (1972-1989), hostile à l'initiative privée, n'était pas favorable à son émergence dans les transports en commun.

Ainsi donc, cette activité de Zemidjan, partie d'un phénomène reculé depuis un village autrefois perdu au Sud Bénin est aujourd'hui une activité pourvoyeur d'emploi¹⁰² à la

⁹⁹Récupéré de

http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/blog_index.html/page/58/système%20solaire%20planètes/dpao.com/index.php/page/46/ consulté le 15 Septembre 2014.

¹⁰⁰ Comme la Régie des Transports de Cotonou, la Régie Autonome des Transports Urbains de Cotonou, les Régies Provinciales puis les Sociétés Provinciales des Transports, etc.

¹⁰¹ Agossou N. S.A. Op cit.

¹⁰² Le métier de « Zemidjan » : un secteur d'activité aux issues financières ambiguës. Récupéré de : <http://www.lapressedujour.net/?p=23418>. Consulté le 08 Mai 2013.

grande majorité de la main-d'œuvre active des citoyens de la Ville de Cotonou au Bénin. Mais il est également source de problèmes de divers ordres.

Le Zemidjan est accusé d'être à l'origine de la grande pollution atmosphérique qui règne à Cotonou. Le ministère de l'Environnement révèle qu'ils émettent 49 tonnes de monoxyde de carbone sur les 83 tonnes qui sont émises chaque jour à Cotonou.

En effet, une fois la situation des fonctionnaires rétablie à l'avènement du renouveau démocratique des années 90, les fonctionnaires ont continué d'aller chercher un supplément de salaire à travers la conduite de Zemidjan. Ils le font pour la plupart entre les heures de travail. Le « Rapport national sur le Développement humain : les Zemidjan épinglés ! » affirme que le secteur Zemidjan est sans nul doute le plus grand pourvoyeur d'emploi au Bénin. Ceci est encore un élément spécifique à ce pays. L'agglomération de Cotonou¹⁰³ à elle seule compte plus de 160.000 conducteurs de taxis-motos officiellement inscrits à la ville de Cotonou en 2012¹⁰⁴. C'est l'un des réceptacles¹⁰⁵ ou portes de sortie de la grande majorité des chômeurs du Bénin. C'est le métier des laissés-pour-compte. Pas besoin de test ou d'examen, il y a de la place pour tout le monde. Une moto et un maillot jaune suffisent. Tout le monde peut s'y engouffrer : jeunes, vieux, diplômés, non diplômés, apprentis, etc¹⁰⁶.

¹⁰³ Qui compte les villes de Cotonou, d'Abomey-calavi et de Sèmè-kpodji.

¹⁰⁴ Récupéré de <http://www.zemidjan> : annuaire des Zemidjan www.zemidjan.tel - inventaire 2013.

¹⁰⁵ Setondji G., (2014) Transport à Cotonou: Zemidjan; un métier nécessaire, une précarité ambiante. Disponible également en ligne sur <https://gerseyluc.wordpress.com/2015/01/25/transport-a-cotonou-zemidjan-un-metier-necessaire-une-precarite-ambiante>. Consulté le 23 Janvier 2015

¹⁰⁶ Récupéré de <http://www.benin-developpement.info/infos/developpement-national/172-rapport-national-sur-developpement-humain-les-Zemidjan-epingles-.html>. Consulté le 13 Mars 2013.

C'est ainsi que la société béninoise connaissait une autre sorte de mutation. Les autos ou moto-stop¹⁰⁷ autrefois gratuites devenaient à présent payantes.

Ainsi, cette activité ou métier n'était pas programmée ou pensée à l'avance. Mais aujourd'hui le phénomène a pris un grand essor. On peut dire qu'il existe déjà trop de Zemidjan et que de nos jours son impact sur l'environnement est immense.

C'est pour cela qu'il faut reconnaître que le phénomène des taxis-motos avec son corollaire d'insécurité, de pollution et d'impact négatif sur l'écologie et sur l'environnement est large. La végétation à Cotonou n'est pas verte; les maisons, la couleur des maisons, des arbres, des habits et des mobiliers en ressentent les effets. Les plus riches s'imposent de se déplacer en voiture climatisée ce qui n'arrange pas la situation climatique et l'environnement. Il y a des effets dangereux sur la santé publique. Toutefois au plan économique, le Zemidjan n'est pas banal; ainsi l'affirment des auteurs comme Célestin Kaffo et al¹⁰⁸ :

Depuis le début des années 1990, la crise socio-économique a fragilisé l'intervention de l'État dans les secteurs prioritaires tels que le transport public. Ce désengagement s'est matérialisé par la fermeture des entreprises de transport telles que la SOTUC (Société de Transport Urbain à Cotonou) et le gel des travaux d'entretien routier. Ainsi, le mauvais état des routes et l'incapacité de l'État d'assurer le transport urbain ont hypothéqué la mobilité des personnes. Comme solution, les populations précarisées ont intégré la moto dans le transport public. Avec une clientèle sans cesse croissante et son caractère peu onéreux et convivial, ce mode de transport s'est implanté solidement, devenant une activité économique de grande importance et un élément identitaire et culturel. Pour

¹⁰⁷ Avant l'essor des Zemidjan, tout individu pouvait demander et obtenir gratuitement de se faire aider par un conducteur de moto ou de voiture. C'est ce qu'on appelle dans le jargon québécois « demander un lift ». Au Bénin, c'est faire de « l'auto » ou de la « moto stop ».

¹⁰⁸ Kaffo, C., Kamdem, P., Tatsabong, B., et Diebo, L.- M. et FLSH. (2007). L'intégration des "motos-taxis" dans le transport public au Cameroun ou l'informel a la remorque de l'État: une solution d'avenir au problème de mobilité et de l'emploi urbain en Afrique subsaharienne.

plusieurs générations de Cotonnois, le Zemidjan est une activité normale de transport en commun comme les autres. Cependant, ce mode de transport reste diversement apprécié, car les acteurs (antagonistes comme protagonistes) entretiennent une polémique sur son interdiction et sa légalisation. Néanmoins, il reste un acquis informel, mais à préserver pour plus d'efficacité.¹⁰⁹

Le caractère économique, social et politique de cette activité en ajoute aussi à sa complexité d'où l'importance de pousser la réflexion au plan économique.

1.2.1 Le contexte socioéconomique

Les activités économiques liées essentiellement aux conducteurs de taxis motos à Cotonou se caractérisent aussi par des évolutions environnementales et sociales les fragilisant. Les pressions sur la qualité de l'air s'accroissent du fait de la pression démographique et aussi de l'augmentation de l'usage des moyens de transport. S'il est vrai que les voitures et les camions sont les premiers producteurs de GES, il faut reconnaître aussi que les motos à Deux Temps à Cotonou sont de gros producteurs et émetteurs de ces gaz à effet de serre qui engendrent alors beaucoup de maladies.

En effet, au niveau de la Ville de Cotonou, les transports sont le principal responsable de la « mauvaise qualité de l'air et dire que la pollution atmosphérique le long des artères principales de Cotonou est presque entièrement causée par le transport »¹¹⁰

Comme nous le rappelions plus haut, selon le rapport final d'un séminaire¹¹¹ cette pollution très importante, qui dépasse très régulièrement les niveaux d'alertes

¹⁰⁹ Récupéré de <http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>

¹¹⁰ Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne (SSATP), 2001.

¹¹¹ Les Zemidjan de Cotonou, un obstacle à une mobilité urbaine plus durable? Récupéré de : http://pascal.briod.me/PascalBriod_MobiliteUrbaineCotonou.pdf. Consulté le 08 Mai 2013.

européens, est responsable de l'augmentation du nombre de malades chroniques qui sont atteints de « maladies allant des maladies respiratoires au saturnisme en passant par les maladies allergiques et des maladies de la peau » (id.). Le coût de ces maladies est estimé à 1.2 % du PIB de l'ensemble du pays (id.). La quantité de gaz nocif émis par le parc roulant est fortement dépendante de sa qualité. Un véhicule vieux de dix ans émettra par exemple jusqu'à dix fois plus de monoxyde de carbone; une moto Deux Temps jusqu'à sept fois plus d'hydrocarbures volatils qu'un modèle à Quatre Temps.

C'est ainsi que la société civile à travers l'ABE déclarait dans son rapport annuel 2007 :

Il apparaît clairement que la situation des Zemidjan dans sa forme actuelle comme premier moyen de transport n'est pas durable; de plus, les habitants de Cotonou semblent de moins en moins accepter une pollution de plus en plus visible. Il apparaît donc prévisible que des mesures devront être prises pour limiter cette pollution et que la mobilité urbaine devra être adaptée en conséquence¹¹².

Plus généralement, on considère alors que la pollution atmosphérique fait perdre chaque année à l'économie béninoise plus de 1,2 % de son PIB, soit environ 20 milliards de francs CFA »¹¹³. Par ailleurs, selon un article scientifique publié dans le journal « la Fraternité » en 2005, le taux de pollution est beaucoup trop élevé dans les villes béninoises. On peut y lire : « l'air tue »¹¹⁴. En effet, selon cet article, il est émis

¹¹² Briod P., (2011) : Travail de séminaire sur «Les Zemidjan de Cotonou, un obstacle à une mobilité urbaine plus durable? Cotonou face à la contrainte énergétique et environnementale. Institut des Hautes Études Internationales et du Développement » - Genève 2011. Récupéré de http://pascal.briod.me/PascalBriod_MobiliteUrbaineCotonou.pdf consulté le 24 Novembre 2014.

¹¹³Récupéré de <http://www.huitfoisoui.fr/2011/12/lutter-contre-la-pollution-de-l%E2%80%99air-a-cotonou-benin>. Consulté le 08 Mai 2013.

¹¹⁴ Récupéré de <http://fr.allafrica.com/stories/200511280129.html>. Consulté le 20 mai 2011.

dans la ville de Cotonou, 83 % de monoxyde de carbone et 36 % des hydrocarbures du Bénin. Voilà en effet, de quoi est constitué l'air que respirent les populations des villes béninoises et en particulier celles de Cotonou.

Toujours selon cet article, la principale cause de cette pollution est la présence dans la seule ville de Cotonou de 160 000 taxis motos (en 2012¹¹⁵). Par ailleurs, selon les analyses effectuées par les cadres du ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, les engins à deux roues de même que les voitures qui circulent dans les villes béninoises ont une moyenne d'âge supérieure à 10 ans. Selon des sources scientifiques, si rien n'est fait, dans dix ans (2015), le taux de pollution à Cotonou sera 8 fois supérieur à la norme. Même le niveau actuel de pollution est assez alarmant, et est souvent au cœur des débats dans les rencontres internationales sur l'environnement. La conséquence de ce niveau de pollution très élevé dans les villes du Bénin est la recrudescence dans les hôpitaux, des cas d'affections et d'infections respiratoires à savoir les bronchites, les pneumonies, et pire encore des cancers de poumons. Et aux scientifiques de conclure déjà en 2005 : « Face à des taux de pollution aussi apocalyptiques sur l'environnement dans lequel ces populations vivent, le constat est que contrairement à la logique, respirer au Bénin aide à mourir plutôt qu'à vivre ». ¹¹⁶

Une analyse spécifique des données hospitalières montre clairement que la pollution de l'air à Cotonou est responsable d'une fréquence importante des infections respiratoires aiguës. De plus, les concentrations du plomb dans l'air étant nettement supérieures aux normes, on peut supposer qu'un certain nombre de symptômes neurologiques doit se développer. Le coût des affectations et infections respiratoires à Cotonou a été évalué de manière analytique à un total d'environ 600 millions de FCFA par an. Sur la base d'études similaires, on peut estimer le coût global du saturnisme

¹¹⁵ Nous préférons donner ici les chiffres les plus récents quand bien même le rapport dont il s'agit date de 2005.

¹¹⁶Récupéré de <http://fr.allafrica.com/stories/200511280129.html>. Consulté le 20 Mai 2014.

pour la ville à environ 20 milliards de FCFA¹¹⁷. En effet, l'accroissement du nombre de Zemidjan et de la population, de même que la grande poussée des activités liées aux Zemidjan conduisent les populations de Cotonou à subir des smogs et à respirer l'air de mauvaise qualité. Au Bénin donc, ces évolutions interagissent dans une spirale négative¹¹⁸. Ainsi, les conditions économiques et sociales engendrent des pratiques néfastes à l'environnement ce qui compromettrait davantage la rentabilité des activités économiques.

Enfin, selon les statistiques de la ville de Cotonou (2012), la durée de vie des conducteurs de Zemidjan dans cette activité est en moyenne de 7 ans. Généralement ces conducteurs sont soit tués ou gravement blessés et handicapés dans un accident de route, ou alors ils perdent leur moto dans cette période. Ils tombent gravement malades et en meurent souvent. Ces maladies sont reliées à leur métier et à la qualité de l'air qu'ils ont respiré, soit de leur propre moto ou des autres motos ou autos.

1.2.2 En Afrique, les solutions ont été souvent conjoncturelles

L'étude de ce phénomène que constitue le Zemidjan nous permet déjà de dire à cette étape-ci que le manque de vision à long terme de même que l'absence d'infrastructures ont poussé les populations de Cotonou à la recherche de moyens provisoires, urgents et conjoncturels qui semblent désormais nécessaires et définitifs. Mais comment peut-on en profiter de façon durable ? Aussi, pouvons-nous faire

¹¹⁷ Récupéré de <http://www4.worldbank.org/afr/ssatp/Resources/SSATP-TechnicalNotes/ATTN33F.pdf> : Le coût de la pollution de l'air à Cotonou atteint donc environ 1,2 % du PIB de l'ensemble du pays. Consulté le 20 Mai 2014

¹¹⁸ Reportage sur les Zemidjan à Cotonou, les moto-taxis de l'information. Récupéré de : <http://takiyovo.wordpress.com/2011/01/10/reportage-zemidjan-a-cotonou-les-moto-taxis-de-linformation/>. Consulté le 10 Juillet 2012.

remarquer que l'usage de la moto et même du vélo – souvent vu dans les pays du Nord comme très onéreux et presque l'apanage de la classe la plus riche et considéré à la limite comme une activité récréative - est particulièrement présenté au Bénin comme une activité de débrouillardise de la classe moyenne en quête d'une solution de survie et de rattrapage au manque de transport en commun. Le nombre grandissant des personnes utilisant ce mode de transport en dit long sur son importance. Car, cet usage est en plein essor dans les grandes villes du Bénin.

1.2.3 Toutefois l'usage des Taxis motos au Bénin a évolué

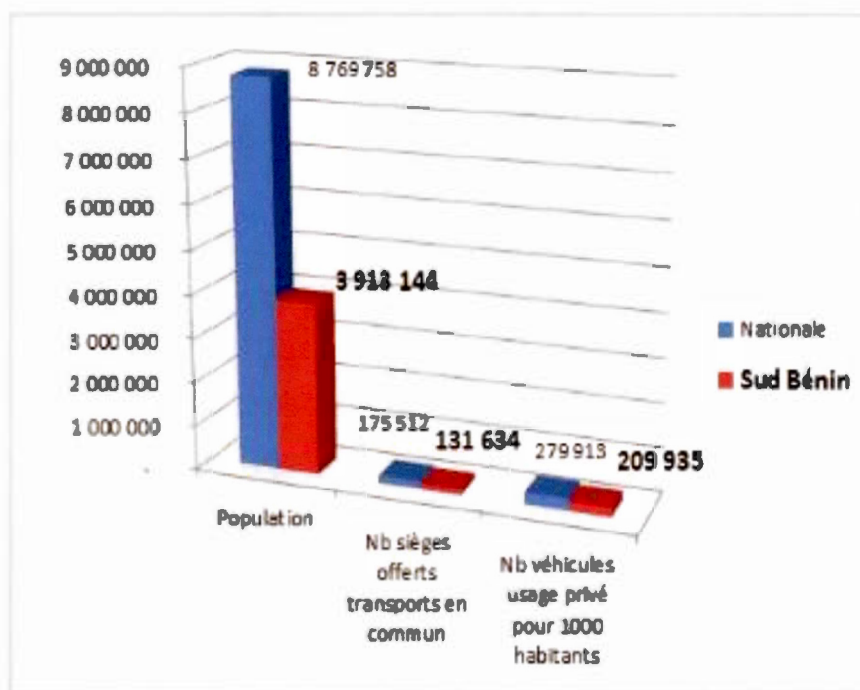
On peut voir sur le tableau suivant l'ampleur et l'évolution de l'usage des taxis motos à Cotonou. Ce tableau nous montre l'évolution des Émissions des gaz à effet de serre dues aux transports dans la ville de Cotonou en 1996. Les données du tableau n° 1 montrent que la pollution liée au transport est essentiellement terrestre, celle des avions et des navires étant négligeable.

Tableau 1.1 Émissions des gaz à effet de serre due aux transports dans la ville de Cotonou en 1996

| Paramètres (tonnes) | NO _x | N ₂ O | CH ₄ | COV NM | COV | CO | CO ₂ | Pb |
|------------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------|--------|----------|-----------------|------|
| Motos | 1133 | 28 | 2158 | - | 221495 | 316043 | 1306531 | 612 |
| Voitures | 11440 | 25 | 302 | - | 23426 | 255482 | 1352253 | 5716 |
| Camions | 610 | 7 | 2 | - | 179 | 669 | 121177 | - |
| Avions | 6,62 | - | 0,050 | 0,41 | - | 2,7 | 1622,3 | - |
| Navires | 218,81 | 0,25 | 0,650 | 15,88 | - | 69 | 10333,3 | - |
| Total | 13408,42 | 60,25 | 2462,7 | 16,29 | 245100 | 572265,7 | 2791916,6 | 6328 |

Mais il serait intéressant de voir l'ensemble du réseau des trafics routiers sans les conducteurs de taxis motos. C'est ce que nous pouvons voir sur la figure suivante qui présente l'estimation des offres du transport en commun et de transport privé en ne comptabilisant pas les taxis motos.

Figure 1.1 Estimation de l'offre de transport en commun et en privé sans les Zemidjans



Source : INSAE 2010

Le tableau suivant donne une estimation brute et progressive des émissions de CO₂ sur une année à Cotonou.

Tableau 1.2 Estimation brute des émissions de CO2 sur une année

| Année | Quantité d'ordures | CO2 | SO2 | NO _x | CO | MP | CH ₄ | N ₂ O | Pb |
|-------|--------------------|---------|-------|-----------------|---------|--------|-----------------|------------------|-------|
| 1994 | 117200 | 12892 | 38,44 | 23,32 | 1283,34 | 152,47 | 128,33 | 1,28 | 0,007 |
| 1997 | 134320 | 14775,2 | 44,05 | 26,72 | 1470,80 | 174,75 | 147,08 | 1,47 | 0,008 |
| 1999 | 161200 | 17732 | 52,87 | 32,07 | 1765,14 | 209,72 | 176,51 | 1,77 | 0,010 |
| 2004 | 2014600 | 23595 | 70,35 | 42,68 | 2348,77 | 279,06 | 234,87 | 2,35 | 0,013 |
| 2010 | 302300 | 33253 | 99,15 | 60,15 | 3310,18 | 393,29 | 331,01 | 3,32 | 0,019 |

Source : MEHU (2000)

Ce Tableau montre non seulement le niveau des émissions au niveau des transports terrestres, mais également une estimation de polluants émis par la combustion des ordures ménagères à Cotonou, en tonnes et sur quelques années.

Une étude menée dans la ville de Cotonou¹¹⁹ a permis d'une part de mesurer le taux de CO, de NO₂, de SO₂ et du plomb à l'air libre et sous abris aux différents carrefours et d'autre part, d'analyser l'effet d'exposition au plomb en fonction du temps. Le travail a permis d'obtenir les résultats suivants :

¹¹⁹ Intitulée Transport urbain au Bénin et pollution atmosphérique: évaluation quantitative de certains polluants chimiques de Cotonou. Cette étude a été réalisée par des chercheurs d'un centre de recherche de l'Afrique de l'Ouest.

- Au niveau des mesures effectuées à l'air libre des carrefours, le taux de monoxyde de carbone (CO) varie de 0,2 à 214,7 mg/m³; le taux de dioxyde d'azote (NO₂) a donné une valeur minimale de 0,1 mg/m³ et une valeur maximale de 0,52 mg/m³ tandis que les valeurs de dioxyde de soufre (SO₂) sont comprises entre 0,26 et 3,62 mg/m³.
- Pour les mesures effectuées sous abris, on a une valeur minimale de 3,37 mg/m³ et un taux maximum de 29,12 mg/m³ pour le monoxyde de carbone (CO). Le dioxyde d'azote obtenu sous abris varie de 0 à 0,73 mg/m³. Dans les mêmes conditions, le taux de dioxyde de soufre (SO₂) est situé entre 0 et 0,82 mg/m³.
- Les résultats de ce travail montrent que sur le plan spatial le carrefour Dantokpa (à forte affluence) aux taux les plus élevés avec un maximum de 190 ppm (214,7 mg/m³ CO). La valeur maximale signalée par la littérature est de 140 ppm. Les valeurs obtenues pour la plupart des carrefours dépassent largement celles prévues par les normes en vigueur au Bénin (10 mg/m³ CO pour 1 heure d'exposition; MEHU (2001)). La variation du taux de CO est fonction de l'intensité du trafic.
- Les chiffres obtenus montrent que la quantité du plomb inhalée augmente en fonction du temps d'exposition des différents usagers du trafic et des riverains des sites. Cette analyse a confirmé le rôle principal de pollution de l'air joué par le transport urbain (et surtout par les motos) à Cotonou et son impact sanitaire potentiel sur la population de cette ville.

Le tableau suivant nous montre l'évolution de l'usage des taxis motos à Cotonou de 2003 à 2012.

Tableau 1.3 L'évolution de l'usage des taxis motos à Cotonou de 2003 à 2012

| Année | Nombre de Zemidjans | Usagers |
|-------|---------------------|-----------|
| 2003 | 60 842 | 261 621 |
| 2004 | 62 107 | 291 903 |
| 2005 | 72 830 | 349 584 |
| 2006 | 73 578 | 375 248 |
| 2007 | 98 918 | 514 374 |
| 2008 | 100 671 | 543 624 |
| 2009 | 105 169 | 588 946 |
| 2010 | 106 206 | 637 236 |
| 2011 | 112 143 | 785 001 |
| 2012 | 125 734 | 1 005 872 |

Le tableau suivant permet de voir la classification des trajets assurés par les conducteurs de Zemidjan.

Tableau 1.4 Classification des trajets au sud Bénin

| TYPE DE TRAJET | DISTANCE DU TRAJET | MODE ROUTIER LE PLUS POPULAIRE |
|-------------------------|----------------------------|--|
| Trajet courte distance | Entre 0 et 15 kilomètres | Moto taxi |
| Trajet moyenne distance | Entre 15 et 120 kilomètres | Minibus et taxi voiture |
| Trajet longue distance | Plus de 120 kilomètres | Autocar, minibus et taxi voiture dans une moindre mesure |

Source : S. BRION, 2012

Figure 1.2 Zemidjan transportant un passager



Source : Photographies S. BRION, 2012

Après avoir présenté l'ampleur du phénomène des Zemidjan à Cotonou, il est important de voir en profondeur les différents problèmes qu'ils engendrent.

1.2.4 Problèmes engendrés par les Zemidjan

Les conducteurs de moto à Deux Temps utilisent en grande majorité l'essence trafiquée et de mauvaise qualité puisque cette dernière est vendue de façon informelle. Ce type d'essence en rajoute à la pollution à cause des circonstances de sa mise en vente, de son mode de transport et surtout de la méthode de stockage utilisée. L'essence frelatée est vendue sur les routes et transportée depuis le Nigéria (sixième producteur mondial du pétrole) à travers des contenants de fortune mal entretenus et souvent très malpropres.

La réflexion sur ce phénomène prend donc depuis quelques années une autre ampleur en République du Bénin. L'usage ou non des taxis motos et surtout du type de moto à utiliser pour le transport est pris en considération en lien avec la pollution, le gaz à effet de serre, la santé publique, l'économie, l'environnement. Et, tout ceci en rapport avec le développement durable.

Selon un récent rapport du ministère de la Santé Publique - qui a conduit à des prises de décisions via un décret du conseil des ministres du Bénin¹²⁰ - si rien n'est fait, d'ici quelques années, les premières causes de maladies chroniques et de grande mortalité à Cotonou seront directement liées à la qualité de l'air et de l'eau¹²¹. Or les Zemidjan dans leur état actuel émettent beaucoup de CO₂ à cause du type de moto et du type d'essence utilisé dans le mode de transport. Au Bénin, les émissions de CO₂ sont principalement attribuées aux voitures (1 352 253 tonnes/an) et aux motos (1 306 531 tonnes/an)¹²². La réduction de ces émissions serait déjà un début de solution à la réduction des gaz à effet de serre. La réduction du gaz à effet de serre étant l'un des objectifs du protocole de Kyoto pour le DD; l'autre objectif étant l'adaptation aux conséquences des changements climatiques. Et à Marcus Boni Teiga d'affirmer :

Les enquêtes menées en 2007 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont montré que chez les conducteurs de motos, les infections respiratoires aiguës sont les principales maladies pour 76 % des cas; 1,6 % développent des bronchites

¹²⁰ Budget de l'Etat Béninois, exercice 2011 : Le gouvernement décidé à mettre fin au job de Taxi-moto (Zemidjan). Récupéré de : http://www.24haubenin.com/IMG/article_PDF/article_3290.pdf. Consulté le 12 Juin 2011.

¹²¹ Nous n'en voulons pour preuve que les travaux de Kana Gaba Boco « L'évolution du droit de l'environnement au Bénin » et les nombreux travaux réalisés par le ministère de l'environnement et l'ABE. Récupéré de http://www.estis.net/sites/reic_benin/default.asp?site=reic_benin&page_id=dc67ab57-18e0-4c38-aec0-010eb4638bfd. Consulté le : 26 Juillet 2014.

¹²² Adjavon et al. 1996.

chroniques et 8 % de l'asthme. À cela, s'ajoute le risque de divers cancers ou des coupures de brins d'ADN, faisant craindre des problèmes génétiques pour les générations futures¹²³.

Cette affirmation a été également soutenue par Imorou Orou-Djeri¹²⁴. De plus, une deuxième étude intitulée « projet d'appui à la prévention de la pollution de l'air à Cotonou », cofinancée par la coopération danoise et l'ABE et conduite pendant trois ans, a démontré que « le niveau du monoxyde de carbone dans le sang était un peu plus élevé que la normale ». D'après des études complémentaires aux deux premières réalisées de 2000 à 2007 par le professeur Benjamin Fayomi, médecin spécialiste en toxicologie clinique à la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou, le niveau de benzène dans l'air à Cotonou était déjà « 20 fois supérieure à la normale ». Ce qui est largement au-dessus de la norme recommandée par l'OMS.

Le protocole de Kyoto a fixé des objectifs clairs de réduction de ce gaz pour les pays développés tout en incitant les pays émergents et ceux en voie de développement comme le Bénin à utiliser dans la mesure du possible des énergies et des technologies propres dans leur processus de développement surtout au niveau des transports. Le gouvernement du Bénin a voulu mener sa lutte pour le développement durable par plusieurs actions, dont la lutte contre l'usage des motos à Deux Temps dans les transports en commun exercé par les Zemidjan.

D'où, l'importance pour nous à présent de préciser le rapport entre Zemidjan et le DD.

¹²³ «Les Zemidjan, taxis-motos empoisonneurs». Récupéré de : <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonneurs> Teiga Marcus Boni. Consulté le : 27 Mars 2013.

¹²⁴ En ce moment directeur adjoint de l'Environnement au ministère de tutelle.

1.2.5 Zemidjan et Développement durable

Les différents gouvernements qui se succèdent au pouvoir en République du Bénin depuis 2001 veulent parfaire leur réflexion de même que leur action sur la pratique du Zemidjan. Actuellement, le gouvernement mène une lutte active contre la vente de l'essence Kpayo.¹²⁵ Cette réflexion et ses actions sont orientées dans le cadre du développement durable. Pour le gouvernement du Bénin l'initiative ABE s'inscrit dans la perspective de la survie de la population du Bénin; mais c'est l'ensemble constitué par le marché du produit Zemidjan, - de la conception des motos à Deux ou à Quatre Temps jusqu'à leur recyclage en passant entre autres par leur fabrication, leur usage, leur maintenance et le type d'essence à utiliser qui apporte au débat sa dimension socio-économique et politico-culturelle. Pour le gouvernement du Bénin, réduire l'activité des Zemidjan ou encore imposer une technologie permettant d'émettre moins de gaz à effet de serre, c'est protéger la santé des populations; c'est protéger l'être humain qui est la seule ressource inépuisable à l'infini et disponible partout et en tout temps.

Or, le Zemidjan utilise aussi l'essence issue du pétrole qui n'est pas une ressource non renouvelable en plus de polluer l'atmosphère. Si l'on considère donc la moto à Deux ou à Quatre Temps qu'utilise les Zemidjan, il serait difficile de défendre directement le rapport Zemidjan et développement durable. Mais la présence de l'être humain et l'élément culturel, identitaire et historique au cœur du Zemidjan que constitue ce mode de transport et ce métier à Cotonou révèle des éléments de durabilité.

Au regard de tout ce qui précède, nous constatons que le Zemidjan est un phénomène spécifique dans l'imaginaire socio culturel béninois. D'abord, le nom est d'origine béninoise et les premières sources historiques qui le citent remontent au taxi Kana dans

¹²⁵ Essence frelatée vendue de façon informelle et presque illégale et qui constitue la principale source d'approvisionnement des taxis-motos.

l'Ouémé; ensuite, il s'agit d'un métier pourvoyeur d'emplois à la majorité de la classe moyenne.¹²⁶ Enfin, c'est le premier pays dans lequel une initiative comme celle de l'ABE a été présentée pour mettre en parallèle et faire un lien entre : Zemidjan - protocole de Kyoto - et développement durable. Les débats actuels autour du changement de technologie avec les controverses qui s'en suivent sont spécifiques au Bénin. De surcroît, l'impact des Zemidjan, pour la plupart des intellectuels, politiciens et leaders d'opinion, est unique en son genre au Bénin. Les Zemidjan ont leur vision du DD. Aussi, ces Zemidjan dans leurs messages de protestations dans ce débat nous offrent-ils une autre vision du développement durable. L'analyse de ces messages nous permet ainsi d'aborder la présentation de notre objet d'étude, sa pertinence et sa justification.

¹²⁶ Selon les Statistiques (2010) du ministère du Travail et de la fonction publique, de la réforme administrative et institutionnelle chargé du dialogue social, les conducteurs de Zemidjan au Bénin sont plus nombreux que l'ensemble des agents permanents de l'État et aucune autre société n'emploie autant de main d'œuvre que le secteur des Zemidjan.

CHAPITRE II

PRÉSENTATION DE L'OBJET D'ÉTUDE : SON ÉMERGENCE, SA PERTINENCE ET SA JUSTIFICATION

L'objet d'étude de cette thèse est une initiative présentée par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE). Cette initiative, encore appelé projet Zéco-4 est devenue l'élément majeur d'un décret ministériel qui la cadre dans la lutte contre la pollution, pour la protection de la santé publique et pour le développement durable. Elle vise entre autres le remplacement des motos à Deux Temps par les motos à Quatre Temps qui rejettent près de 85 % de moins de gaz à effet de serre et sont beaucoup moins polluantes. Cependant, les Zemidjan premiers conducteurs et usagers des motos à Deux Temps protestent et ne voient pas le développement durable de cette façon. D'où les débats contradictoires qui s'en suivent. Mais est-ce suffisant et pertinent pour y consacrer toute une thèse ? Pour quelles raisons y avons-nous consacré sept années de notre vie ? Et quel intérêt cette étude aura-t-elle pour l'évolution de la science ?

Nous présentons dès à présent l'initiative ABE dans son ensemble.

2.1 L'initiative ABE

L'Agence Béninoise de l'Environnement - quand bien même étant reliée au Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme - est une institution de la société civile. Une étude intitulée « projet d'appui à la prévention de la pollution de l'air à Cotonou, cofinancée par la coopération danoise et l'ABE et conduite pendant trois ans,

a démontré que le niveau du monoxyde de carbone dans le sang¹²⁷ était un peu plus élevé que la normale »¹²⁸. D'après des études complémentaires aux deux premières réalisées de 2000 à 2007 par le Professeur béninois Benjamin Fayomi¹²⁹, le niveau de benzène dans l'air à Cotonou était déjà « 20 fois supérieur à la normale ». Ce qui est largement au-dessus de la norme recommandée par l'OMS.¹³⁰

Le Professeur Fayomi affirmait que :

- « Les récentes estimations de l'OMS sur la pollution au Bénin sont troublantes et nous interpellent, nous membres de la société civile et de la population béninoise.
- Notre pays va mal, très mal...
- À Cotonou, une personne meurt chaque jour d'une maladie découlant de la pollution atmosphérique. Et en ligne de mire, les Zemidjan.
- Une analyse du parc automobile immatriculé à Cotonou indique que l'âge de la majorité des véhicules est supérieur à dix ans, avec une moyenne d'environ 12,5 ans ».¹³¹

¹²⁷ Des habitants de la ville de Cotonou.

¹²⁸ «Transport urbain au Bénin: Les Zemidjan vus par les européens». Récupéré de : <http://latribunedelacapitale.com/conditions-generales-d-utilisation/20-frontpage/365-transport-urbain-au-benin-les-Zemidjan-vus-par-les-europeens.html> Teiga Marcus Boni,». Consulté le 24 Juillet 2014.

¹²⁹ Médecin spécialiste en toxicologie clinique à la Faculté des sciences de la santé de Cotonou.

¹³⁰ Teiga M. B., (2011), Les Zemidjan, taxis-motos empoisonneurs, récupéré de Slate.fr le 24.07.2011.

¹³¹ Récupéré de <http://www.wgactu.com/wgmastnew/wgactu/politique-beninoise/5.html>. Consulté le 16 Juillet 2014

Par ailleurs, certains membres de la société civile, comme le professeur Roger Gbényonvi,¹³² vont jusqu'à citer cet article¹³³ publié le lundi 20 Juillet 2009 et intitulé : « Zemidjan : des "criminels" à arrêter ! » pour montrer comment la pollution est un problème à régler en urgence au Bénin. Cet article a également été publié sur un blogue appelé « Les dessous de la Politique ». Le professeur Gbégnonvi¹³⁴ de son côté relate également sur le blogue politique de ebeninois.com comment « les Zemidjan ont bel et bien de beaux jours devant eux, en dépit des risques évidents auxquels ils exposent le pays »¹³⁵.

C'est pour cette raison que l'ABE a tout fait pour présenter cette initiative qui vise à régler le problème de la pollution à Cotonou. C'est cette initiative que nous analysons. La grande innovation est qu'elle propose le remplacement des motos à Deux Temps par celles à Quatre Temps.

L'étude de cette initiative de l'ABE et surtout la mise en contexte des différents types de communications adoptées par les principaux acteurs de cette initiative nous amènent alors à percevoir les complexités entourant l'usage des taxis motos – se servant au maximum des motos à Deux Temps - à Cotonou. C'est cette initiative ABE qui est l'objet principal de notre recherche et nous voudrions l'analyser de même que les

¹³² Gbégnonvi R., (2012), L'Afrique entre enfer et purgatoire, Cotonou, « Editions Multi-Schémes », 256 pages.

¹³³ Zemidjan, des criminels à arrêter. Récupérer de : http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html. Consulté le 25 Mai 2013. Il faut dire que Roger Gbégnonvi a été aussi politicien et ancien ministre dans le gouvernement de Yayi Boni)

¹³⁴ Gbégnonvi Roger est professeur chercheur et anciennement dirigeant de la société civile avant de faire un court séjour dans un des nombreux gouvernements de Yayi Boni comme ministre de l'Alphabétisation.

¹³⁵ Gbégnonvi Roger sur le blog politique www.ebeninois.com. Consulté le 15 Octobre 2014.

différentes communications qui l'entourent dans le but de faire ressortir la complexité du concept de communication pour le développement durable.

Selon le Professeur Félix Iroko¹³⁶ le métier du Zemidjan dont traite cette initiative est désormais lié à la culture et au mode de vie des béninois et surtout à celui des citoyens. Ils seraient officiellement 160.000 inscrits à la mairie de Cotonou (statistique en 2012¹³⁷) et constituent la première source de la main d'œuvre pour la classe ouvrière béninoise. Selon plusieurs observateurs, c'est le porte-drapeau de la mentalité béninoise, symbole de persévérance, de démocratisation et de débrouillardise. Il est enregistré par la plupart des touristes comme la vitrine de la capitale économique qui est Cotonou. Mais le Zemidjan est aussi source de grande pollution atmosphérique¹³⁸. Toutefois, il faudrait réduire la pollution à Cotonou. Les conducteurs de taxis-motos sont officiellement inscrits à la mairie de Cotonou, ils participent donc à son développement, mais en même temps ils sont immédiatement pointés du doigt et considérés comme les premiers pollueurs de cette ville. Ils seraient des agents économiques et de développement importants en même temps qu'ils sont considérés comme des fauteurs (ou faiseurs) de troubles. Ils accomplissent 87 % du trafic quotidien dans la capitale économique, mais ils sont en même temps les premières causes des accidents de route très graves. Ils prennent de l'ampleur dans les autres grandes villes du Bénin et dans les pays limitrophes, mais en même temps ils sont des dangers publics. Par contre les politiciens en ont besoin pour leur électorat, mais en même temps, une fois au pouvoir ils veulent s'en débarrasser. C'est pour cela, que

¹³⁶ Iroko Abiola Félix, est un historien béninois originaire de Kétou [1], auteur de plusieurs ouvrages sur les civilisations de l'Ouest africain. Il a également écrit sur l'esclavage en Afrique. Maître conférencier et Professeur au département d'histoire et d'archéologie de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin).

¹³⁷ Les récentes publications encore non officielles de la Mairie de Cotonou parlent de 125.000 en 2012.

¹³⁸ Fanougbo Avoce Viagannou 2002 Mémoire de DEA « La régulation de la pollution atmosphérique d'origine motorcycle: Cas des taxis-moto "Zemidjan" dans la ville de Cotonou ». Université Cocody Abidjan -

l'ABE a proposé cette initiative visant à remplacer par des motos à Quatre Temps¹³⁹ celles à Deux Temps et qui sont actuellement utilisées par la grande majorité des Zemidjan. Ce changement diminuerait la fumée engendrée par les moteurs à Deux Temps pour lesquels l'usage nécessite (en même temps dans le moteur) de l'huile à moteur ainsi que de l'essence pour son bon fonctionnement. Les moteurs à Quatre Temps ne nécessitent pas d'huile à moteur qui brûle dans le moteur en dégageant de la fumée et, donc, polluent l'environnement. La diminution de la fumée aurait un effet positif sur la santé de l'environnement et donc des populations du Bénin. Or, nous voudrions considérer la population ou mieux la personne humaine, comme étant la première ressource durable dans une économie qui se veut être celle d'un développement durable.

Dans les propositions de l'ABE, il existe d'autres volets de ce projet qui concernent la formation au code de route et la maintenance des nouvelles motos. L'ensemble de cette initiative financée en partie par l'Agence Française de Développement, est présentée dans ses grandes lignes sur un site web¹⁴⁰. Cette initiative ABE - traduite ensuite en décret ministériel par l'actuel gouvernement du Bénin en Janvier 2007 - et son rejet par la grande majorité des Zemidjan a conduit à la naissance de grandes controverses. Pourquoi parler de controverse?

¹³⁹ Encore appelée pour la plupart « djénana » qui signifie « la princesse aux colliers et aux chaînes d'or » en « fon », une des langues du Sud Bénin.

¹⁴⁰ <http://www.huitfoisoui.fr/2011/12/lutter-contre-la-pollution-de-l%E2%80%99air-a-cotonou-benin/>. Consulté le 10 Juillet 2012.

2.1.1 Controverse autour de l'initiative ABE

Selon plusieurs usagers des taxis-motos, les raisons avancées par le gouvernement du Bénin, ne doivent pas l'amener à imposer un changement de technologie sans une étude plus approfondie qui conduirait à l'usage d'une nouvelle technologie pouvant garantir un développement durable dans ce pays en voie de développement.

Cette initiative à la base civile, qui propose une solution technique pour régler un problème socio-économique devrait donc rester civile et non politisée par un décret. Ce décret fut largement contesté; nombreux sont les groupes qui de l'intérieur comme de l'extérieur du pays s'opposent à sa mise en application. Ainsi, le Professeur Kapko Mahugnon, ¹⁴¹lors d'une entrevue radiophonique (sur Cap Fm) le mardi 17 Février 2009 affirme que : « à travers ce décret, ce gouvernement du Bénin, a su, de façon subtile et habile, lier la lutte contre la pollution pour la santé des populations, à la protection de l'environnement et au respect du protocole de Kyoto dont il est signataire »¹⁴². Il faut dire que ce décret fut également soulevé dans le cadre de la politique générale 2007 du gouvernement du Bénin qui n'est autre qu'une politique de développement.

Ceux qui s'opposent à ce décret gouvernemental apportent aussi leurs arguments. Plusieurs raisons sont présentées pour justifier leur opposition; ils disent par exemple que derrière ce décret, il y a une question économique voire une décision prise par le gouvernement du Bénin sous la pression et la corruption imposées par des constructeurs – étrangers - de nouvelles motos. Pour d'autres encore, il s'agit d'une « précipitation ou d'une agitation » d'un gouvernement du Sud voulant être un bon

¹⁴¹ Poète écrivain, professeur Béninois de lettres modernes à l'Université d'Abomey Calavi et directeur des examens et concours de la république du Bénin.

¹⁴² Propos avancés sur les antennes de la Radio Cap Fm, du Bénin le 27 Février 2009.

élève dans l'application des suggestions et théories inventées par des organismes des pays du Nord. Pour d'autres encore, le gouvernement du Bénin en acceptant le métier de Zemidjan à travers les vignettes accordées par les municipalités aux conducteurs de taxis-motos, n'a pas exigé un type précis de moto encore moins un type d'essence à utiliser dans ce métier. Pourquoi donc imposer une nouvelle technologie de façon rétroactive?

Pour les plus sceptiques, opposants et critiques du gouvernement, l'échec de ce décret serait déjà garanti, car, les pays en voie de développement s'essoufferaient à vouloir suivre les théories, les techniques ou les technologies venues du Nord. La preuve serait que les motos à Quatre Temps imposées par le gouvernement aujourd'hui seraient déjà d'une très ancienne génération en Occident. Ils pensent que certains capitalistes du Nord, veulent juste se débarrasser de ces motos en les proposant aujourd'hui au Bénin. Ces motos ne seraient plus conformes aux normes environnementales dans le Nord. Pour les opposants à cette initiative, très vite les motos Djenana (Quatre Temps) proposées aujourd'hui comme solution, cesseraient dans quelques années de faire partie de la solution durable et deviendraient un nouveau problème. Il faudrait les changer à nouveau sans pouvoir les recycler. De plus, elles ne feront qu'accroître la dépendance économique des populations du Bénin vis-à-vis de ces technologies, et du pétrole (essence) qui est une denrée rare que le Bénin ne fabrique pas et qu'il doit importer.

C'est donc une solution délicate qui est proposée comme l'ont été certaines solutions importées du Nord dans le cadre du développement économique par exemple.¹⁴³ Ces

¹⁴³ Au début des indépendances, des tracteurs et des engins de culture de masse ont été proposés pour développer l'agriculture. Mais ces engins sont devenus des obstacles au développement. Car ils sont souvent de vieilles générations et tombaient en panne aux temps forts de la saison. Ce qui ne faisait qu'accroître la pauvreté et la dette des agriculteurs.

solutions étaient censées aider au développement des pays en voie de développement, mais finalement n'ont fait qu'aliéner ces derniers¹⁴⁴.

Le processus d'acquisition des motos par les Zemidjan est très long et périlleux. Si certains passent toute leur vie à conduire une moto en sous-traitance et dont ils ne seront jamais les propriétaires, d'autres finissent par la payer après de longues années de durs labeurs; ce sont surtout ces derniers qui ne veulent vraiment pas abandonner ces motos chèrement acquises. Toutefois, le gouvernement dans son décret a pourtant inclus un volet « subvention » à l'achat des nouvelles motos. Mais les anciennes motos faisaient partie du capital emploi des Zemidjan. Par ailleurs, les conducteurs professionnels de Zemidjan savent réparer et maintenir les motos à Deux Temps alors que les motos Djenana, à Quatre Temps, sont d'une nouvelle technologie, fragile et délicate. Cette nouvelle technologie que constituent les Djenana demeure pour les conducteurs de Zemidjan une grande source d'incertitude.¹⁴⁵ Dans leur message de contestation, nous remarquons que selon eux, l'initiative ABE, devrait en principe conduire à une solution apolitique et collectivement acceptée. Quelle approche de solution?

2.1.2 L'initiative ABE au cœur de la recherche de solution

Les problèmes de pollution, de santé publique, de développement et de DD sont certes là au cœur de l'initiative ABE. Il faut protéger la santé des populations et amorcer un DD. Dans ce cadre, les visions du protocole de Kyoto qui intègrent la protection et

¹⁴⁴ L'usage des technologies agricoles comme les tracteurs a été par exemple une source d'endettement pour les premiers agriculteurs qui l'ont essayé en Afrique. La raison principale a été la maintenance et le manque de pièce de rechange de ces engins importés.

¹⁴⁵ Pour en savoir plus sur cette controverse, on peut lire ce publi-reportage sur e lien récupéré de: <http://www.dw.de/popups/pdf/1269348/la-pollution-de-lenvironnement-%C3%A0-cotonou.pdf>. Consulté le 16 Avril 2011

l'amélioration de la santé publique dans les approches de DD nous paraissent plus que justifiées, c'est-à-dire objectives et pertinentes, pour les pays en voie de développement comme le Bénin. L'initiative ABE va dans ce sens. Pour la population, il est vrai, la pollution est grandissante dans la ville de Cotonou et c'est urgent d'agir. Mais le processus et le timing poseraient problème à ce changement de technologie qui devenait de plus en plus critique.

Ainsi donc, faire l'analyse de cette initiative ABE, c'est quelque part faire une étude de controverses sur des messages divergents et sur des voies et stratégies de développement durable. Les éléments de développement durable étant entre autres, la santé des populations et la protection de l'environnement par le biais de l'adoption d'une nouvelle technologie. Comment se servir donc de l'analyse des discours et des débats au cœur de cette controverse dans le but de proposer une nouvelle communication pour le développement durable? Il nous reviendra alors d'une part de faire ressortir les différents intérêts au cœur de l'analyse de la controverse engendrée par l'initiative ABE et d'autre part de voir comment optimiser la communication faite, par les différents acteurs, autour de cette initiative en vue du développement durable.

Notre démarche est de cerner cet objet principal (d'étude et de recherche) qui est l'initiative ABE. Cette étude pourrait nous conduire à la redéfinition d'un nouveau concept de communication pour le développement durable proposé par les populations interrogées à Cotonou; mais pour y arriver, nous avons analysé les contenus des différents types de communications ou de discours entourant ou émergeant de cette controverse ABE. Ces communications et les messages qu'elles véhiculent, évoquent parfois des enjeux internationalement attribués au construit de communication pour le développement durable en Occident; mais parfois aussi, elles sont spécifiques à une grande majorité de personnes interrogées à Cotonou au Bénin.

Nous avons ainsi étudié et analysé des propositions des différents acteurs de cette controverse sur le développement durable au cœur des enjeux de l'environnement. Ceci

nous a conduits à un essai de redéfinition de la communication pour le DD comme émanant de l'analyse de discours pour le développement durable dans le contexte béninois. Cette communication permettrait de prendre également en considération les principaux accords et protocoles internationaux signés dans ce cadre. Les propos de Fanougbo Avoce Viagannou le révèlent en ces termes :

En vue de contrôler les externalités causées à l'environnement, deux principaux accords internationaux ont été mis en exergue. Il s'agit du protocole de Montréal (1987) sur les substances destructrices de la couche d'ozone, et le protocole de Kyoto (1997) qui porte sur les mécanismes de développement propre. Dans chacun de ces protocoles, la question est de définir le droit et les obligations des différents pays, au regard des quotas de pollution autorisés pour les différents pays industrialisés. Aujourd'hui, quel que soit le pays, industrialisé ou non, le problème de la pollution atmosphérique se pose avec acuité du fait de la forte consommation des combustibles fossiles responsables de l'émission des gaz à effet de serre. La consommation de ces combustibles s'observe généralement dans les transports. Par conséquent le secteur des transports au Bénin n'est pas en marge de ce problème, surtout avec le développement anarchique des taxis-motos « Zemidjan » en forte concentration dans la ville de Cotonou.¹⁴⁶

De façon spécifique il s'agit pour nous d'analyser cette initiative de développement durable autour des messages entourant une régulation spécifique de la pollution venant des taxis-motos, les « Zemidjan » de Cotonou. C'est sans nul doute, toutes sortes de considérations qui ont amené le gouvernement du Bénin à prendre des décrets dans le but de trouver selon lui, les meilleures solutions à la crise de pollution à Cotonou. Il serait aussi intéressant de présenter ces décrets gouvernementaux issus de l'initiative ABE et qui veulent réglementer l'usage des taxis motos à Cotonou.

¹⁴⁶ Fanougbo A. V., (2002), « La régulation de la pollution atmosphérique d'origine motocycle : cas des taxis-motos, Zemidjan dans la ville de Cotonou », Université Cocody, Abidjan, DEA, 2002.

Les lignes qui suivent seront alors consacrées à la présentation de ces décrets.

2.1.3 Les décrets ministériels sur l'environnement

2.1.3.1 Le premier décret

Ce décret plus récent prend en compte d'autres décrets ministériels relatifs au changement de technologie dans le cadre du développement durable et de la lutte pour la santé des populations. Voici une partie de cette décision¹⁴⁷ :

Suite à l'étude et à l'adoption d'une communication à visée écologique du ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature (auparavant nommé MEHU), « le Gouvernement marque et affirme sa volonté de lutter résolument contre la pollution atmosphérique, et la destruction de l'environnement dans nos grosses agglomérations en général et à Cotonou en particulier, par la mise en place effective de mécanismes juridiques, économiques et fiscaux de protection de l'environnement. À cette fin, il sera incessamment mis en œuvre la composante d'un programme financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Ce programme qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique et la protection de l'environnement à Cotonou permettra le renouvellement du parc des motocyclettes à Deux Temps plus polluantes grâce à l'importation de motocyclettes à moteur Quatre Temps moins polluant et moins émetteur de gaz à effet de serre avec leurs pièces détachées¹⁴⁸.

¹⁴⁷ <http://illassa-benoit.over-blog.com/article-benin--38611893.html>. Consulté le 12 Mai 2011.

¹⁴⁸ Projet d'appui au passage au Quatre Temps des Zémidjan de Cotonou récupéré de http://www.ffem.fr/accueil-FFEM/projets/projets_ffem-par-secteur/Projetschangement-climatique/CBJ1135-Benin-Zemidjans et présenté sur le site du Fonds Français pour l'Environnement Mondial et consulté le 25 Mars 2012.

Dans la perspective et la mouvance de ce décret, l'État Béninois a également affirmé qu'il apportera sa contribution sous la forme d'une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des taxes douanières sur les motocyclettes Quatre Temps importées; estimée à 524.765.600 FCFA¹⁴⁹. L'exécution de cette composante du Programme d'Appui à l'Agglomération de Cotonou (PAACO) s'accompagnera de :

- La prise de mesures pour encourager l'importation massive effective des motocyclettes moins polluantes;
- L'interdiction de l'importation et de la mise en consommation des motocyclettes à Deux Temps polluantes et de leurs pièces détachées au Bénin durant les cinq prochaines années;
- Le renforcement des contrôles antipollution et le respect par les motocyclistes et automobilistes des normes d'émission et de qualité de l'air dans les principales villes de notre pays;
- La formulation d'un plan de stratégie et d'action de transports non polluants au Bénin. »¹⁵⁰

Ce décret rendu public le Jeudi 19 Avril 2007 n'a laissé aucune couche de la population béninoise indifférente. À ce stade, il était déjà pertinent d'avancer le terme « Controverse »¹⁵¹ pour caractériser les débats qui entouraient cette initiative devenue

¹⁴⁹ Sur un taux fixe et permanent, l'Euro se change à 656. FCFA

¹⁵⁰ http://www.sonangnon.net/actualites/2007/avril/intlematinal2304_4.php. Consulté le 16 Octobre 2014.

¹⁵¹ Nous reviendrons plus loin sur ce concept de « controverse ».

décret ministériel. Les différentes réactions qui ont suivi ce premier décret ont conduit le gouvernement du Bénin à en prendre un autre.

Cette décision bien que s'améliorant de jour en jour - selon les propos du gouvernement - n'est pas sans conduire à des débats contradictoires. C'est pourquoi un autre décret a été pris par ce même gouvernement pour améliorer le premier.

2.1.3.2 : Un second décret et des améliorations

Voici le contenu d'un compte rendu de conseil des ministres à ce sujet:

Le Conseil des ministres s'est réuni en séance ordinaire le mercredi 28 octobre 2009 à Cotonou. Au cours de ladite séance, le Conseil des ministres a également examiné et approuvé, outre des comptes rendus de missions, une communication du Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature relative à l'appui de l'État aux conducteurs de taxis-motos dans le cadre du passage des moteurs à Deux Temps aux moteurs à Quatre Temps des engins deux roues. Il convient de rappeler que dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, le Gouvernement du Bénin, l'Agence Française de Développement et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial ont conclu de cofinancer la «Composante D» du «Programme d'Appui à l'Agglomération de Cotonou» (PAACO). Cette composante a pour objectif l'élimination de 10.000 motocyclettes à moteur Deux Temps plus polluantes du parc de taxis motos et le renouvellement dudit parc par des motocyclettes à moteur Quatre Temps moins polluantes et moins émettrices de gaz à effet de serre et d'hydrocarbures imbrûlés, responsables entre autres du changement climatique.

Depuis lors, il faut dire que d'autres actions du gouvernement ont suivi. Ces actions s'apparentent à la politique de la carotte et du bâton. Il s'agit parfois de répressions et parfois de négociations. Mais c'est comme si rien n'a changé.

En effet, le métier de Zemidjan au Bénin est depuis fort longtemps un élément culturel et plus encore un pourvoyeur de métier aux nombreux diplômés sans emploi. Les composantes de cette activité sont nombreuses. Une fois sur le terrain, nous avons pu voir, à travers l'analyse de ce décret, les différentes associations et les différents acteurs qui gravitent autour de ce métier. Ce qui est encore plus étonnant pour nous c'est cette idée au cœur de la proposition du gouvernement qui fut également rejetée :

Dans ce cadre - continue le décret - une prime sera allouée aux conducteurs de taxis-motos déjà recensés au niveau de la Mairie de Cotonou et qui adhéreront au projet en acceptant de remettre volontairement à la casse leurs engins de moteur à Deux Temps. En approuvant la communication du ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, le Conseil des ministres a décidé de relever à deux cent mille (200.000) francs CFA, le montant de cette prime initialement fixé à cent mille (100.000) francs CFA par motocyclette Deux Temps. De ce fait, le montant global de la prime s'élève désormais à deux milliards (2.000.000.000) de francs CFA financés pour moitié par l'AFD et à hauteur d'un milliard (1.000.000.000) de francs CFA par le budget national. Cette contribution complémentaire du Gouvernement s'ajoute aux exonérations fiscales et douanières consenties sur les motocyclettes Quatre Temps importés et leurs pièces détachées.¹⁵²

Il est surprenant que cette tentative dans le but d'améliorer les décrets gouvernementaux n'ait pas pu convaincre les Zemidjan qui sont restés insensibles aux nouvelles propositions et ont même continué de renforcer leur lutte. Leurs nombreuses

¹⁵² Compte rendu du conseil des ministres du Bénin du 28 Octobre 2009. Récupéré de <http://egbade.over-blog.com/tag/conseil%20des%20ministres/14> cionsulté le 29 Mars 2012.

réactions de rejet de cette initiative malgré les grands efforts de communications de masse, de persuasion, de négociations, des relations publiques et même de séduction de la part du gouvernement et de l'ABE sont à la limite incompréhensibles et donc intéressantes à analyser au cœur de cette initiative.

2.1.3.3 Les réactions face à ce décret

Ainsi, suite au décret ministériel ABE, plusieurs groupes ou réseaux se sont rapidement formés et se sont érigés les uns en face des autres afin de défendre, chacun, son intérêt. Ce qui a parfois conduit à des conflits ouvertement déclarés. Car le contexte socio-économique était que plus de 110.000 personnes étaient officiellement inscrites en ce moment-là comme conducteurs de taxi-moto à Cotonou en 2006¹⁵³. Ils sont en janvier 2014 plus de 250.000 et ce sont des pères de famille qui constituent les premières sources de revenus des familles souvent nombreuses et jeunes. Le fait de toucher à l'organisation de ce métier revient à toucher au fonctionnement de toute une société.

En effet, la municipalité de Cotonou enregistrait officiellement en 2006 plus de 110.000 conducteurs de taxis-motos utilisant pour la grande majorité les motos à Deux Temps¹⁵⁴. Ce métier, selon le Professeur Armand Guidiganssou¹⁵⁵, est la première source d'emploi du pays; « tous les jeunes, selon les propos de Armand G.- rêvent d'avoir une moto pour survivre au chômage ou au Salaire Insuffisant Difficilement

¹⁵³ Selon les travaux de Adomou André, « Gros plan sur le phénomène Zemidjan au Bénin » lors d'un atelier des médias en 14 août 2012, ils seraient aujourd'hui (2014), plus de 250.000.

¹⁵⁴ Et on sait qu'officieusement ils sont plus du double; car nombreux sont les fonctionnaires qui se donnent à cette activité comme deuxième source de revenu.

¹⁵⁵ Responsable d'un groupe de syndicats de Zemidjan.

Acquis (SIDA). L'état n'est plus fournisseur de main-d'œuvre et les jeunes, même diplômés s'accrochent à ce métier pour ne pas sombrer dans la délinquance, le vol, le braquage ou le brigandage¹⁵⁶». La moto est - selon un observateur de Radio France Internationale¹⁵⁷ - pour les Zemidjan, « un capital, un chiffre d'affaires qu'ils maîtrisent parfaitement et qu'ils ne veulent en aucun cas négocier; surtout qu'au Bénin le système de crédit et de financement des projets est presque inexistant et que les assurances restent encore timides à se mettre en marche ». Ces propos relatifs aux sous financements des projets au Bénin et aux assurances ont été soutenus, dans une recherche de mémoire de maîtrise, présentée par Tchegoune Koba.¹⁵⁸ Pour ce dernier c'est d'ailleurs l'une des grandes raisons pour laquelle les différents groupes de Zemidjan, dans un premier temps refusent catégoriquement cette proposition qui est de changer les motos à Deux Temps - qu'ils utilisent et dont la plupart sont des propriétaires ou des copropriétaires - par des motos à Quatre Temps. Mais il faut reconnaître tout de même qu'au cœur de l'initiative ABE, il y avait un volet de subvention pour l'achat de nouvelles motos. Mais ce volet est tout simplement ignoré par les Zemidjan et leurs interlocuteurs. Mais le gouvernement du Bénin n'apportant pas non plus sa part de contribution financière et laissant seul l'apport extérieur financer ce projet met suffisamment de doute dans la tête des Zemidjan.

Armand G., un des acteurs de la controverse du côté des Zemidjan disait que ces conducteurs de taxis-motos en ont vu d'autres; il faisait ainsi allusion au gouvernement de Mathieu Kérékou qui avait tenté le 21 Septembre 1998 d'amener ces derniers à se

¹⁵⁶ Interview accordé sur les ondes de Radio Planète le 03 Juillet 2007.

¹⁵⁷ La Radio Internationale la plus écoutée à Cotonou.

¹⁵⁸ Koba T. (2008) « Impacts des politiques de financement et d'accompagnement à la création des entreprises dans l'espace UEMAO : cas du Bénin » Université Cheikh Anta Diop de Dakar - Maîtrise de sciences Économiques 2008.

reconvertir en cultivateur et producteur de manioc¹⁵⁹. Malgré sa force et sa ruse, le pouvoir exécutif de Mathieu Kérékou n'a pas réussi; car les Zemidjan ont tenu bon et ont refusé d'abandonner leur métier. M Armand G., syndicaliste Zemidjan de la première heure, prêche pour le statu quo. Il ne croit pas non plus que le gouvernement actuel de Yayi Boni parviendra à régler ce métier pour les Zemidjan, car, ils pensent que ces derniers ont de solides arguments. C'est pourquoi il ajoute :

D'ailleurs, en 1991, ce métier a été officialisé par le gouvernement de Mathieu Kérékou [...] et dans cette convention collective, entre le gouvernement du Bénin et les syndicats de Zemidjan, personne n'avait lié l'exercice de ce métier à un quelconque type précis de motos. Or cette convention a clairement établi en 1989, la reconnaissance de ce métier de Zemidjan par le gouvernement du Bénin... et l'État est une continuité.¹⁶⁰

C'est comme s'il y a une boîte noire que la plupart des associations de Zemidjan ne veulent plus ouvrir. Elles préfèrent donc s'en tenir aux accords déjà établis.

De son côté Bonaventure Ahitcheme, président du Synaprozeb¹⁶¹, en convient : « Entre 7 h 30 et 9 heures du matin, on ne voit pas au-delà de 150 mètres. Il y a trop de smog et de pollution », mais « la destruction de la couche d'ozone n'est pas due seulement aux Zemidjan ! », s'insurge-t-il¹⁶².

¹⁵⁹ Le manioc est l'aliment de base de la grande majorité de la population du centre et du sud du Bénin. Une grande partie de la population Nigériane se nourrit de Ebâ qui est un plat à base du Manioc. Le Nigéria pays voisin du Bénin y importe le Gari qui sert à préparer ce repas. Ce gari importé est un dérivé du Manioc que les Nigériens aiment consommer. Le Nigéria avec ses 117 Millions d'Habitants en 2014 est le pays le plus peuplé de l'Afrique et le 7^{ème} au Monde et donc un terrain d'exportation pour le Bénin.

¹⁶⁰ Intervention archivée à l'Agence Béninoise de l'Environnement pour le dossier du projet Zéco-4.

¹⁶¹ Le Syndicat National des Zemidjan Béninois.

¹⁶² <http://jacqver.pagesperso-orange.fr/texte/zemidjan.htm> consulté le 27 Juin 2014.

À travers ces réactions contradictoires, se pose la question de savoir si le développement durable peut-il s'accommoder du statu quo? La réponse est certes non.

En écoutant ces réactions des Zemidjan, il faut comprendre qu'il y a cette boîte noire, ce fait accompli et ce droit apparemment acquis que ces Zemidjan ne veulent plus ouvrir ou négocier. Pour eux donc il faut le statu quo et appliquer un certain principe d'avantage acquis. La proposition du gouvernement les amènerait à changer de moto, à rouvrir cette boîte noire et c'est ce qu'ils redoutent le plus. Toutefois, le gouvernement du Bénin n'entendait pas reculer devant cette protestation. Chaque camp reste alors sur sa position. C'est alors qu'apparaît un problème de société ou mieux un conflit social sans qu'il n'y ait un contrat social établi sur le métier de Zemidjan. Et semble alors qu'il faudra chercher à changer de société. Il faudrait une nouvelle stratégie d'analyse de messages. Toutefois, au plan politique, il est un fait social que le gouvernement a besoin des Zemidjan pour se faire réélire.

Avec l'étude de l'initiative ABE on découvre que le gouvernement met en place des actions aussi bien économiques (financement/achat de Djenana), sociales (subventions et créations de nouveaux syndicats pro-Djenana), politiques (incitation à la création de partis politiques comme Mouvement des Zemidjan pour un Bénin Émergent : le MOZEBE), que scientifiques où des experts en environnement viennent du groupe des altermondialistes pour le soutenir dans cette initiative avec à l'appui, « une vérité qui dérange »¹⁶³ film de Al Gore; des commerçants et distributeurs de même que des ingénieurs viennent vanter les avantages des Djenana. Depuis 2006, la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) finance un programme de formation pour les Zemidjan membres de l'Union des Conducteurs de Taxis-motos de Cotonou (UCOTAC). Les conducteurs de taxis-motos sont initiés au Code de la route, à la

¹⁶³ En savoir plus sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Une_vérité_qui_dérange consulté le 10 Octobre 2006.

sécurité et à l'hygiène au travail. Ils sont plus de 250 (deux cent cinquante) à ce jour, à avoir été formés dans le cadre de ce programme, qui s'est terminé en 2011.

L'État, avec le soutien de l'AFD, continue d'octroyer une aide financière aux conducteurs pour remplacer leurs motos à Deux Temps par des motos à Quatre Temps. Une partie de la somme sert aussi à financer l'obtention d'un permis de conduire pour auto. Le Centre National de la Sécurité Routière (CNSR) appuie également les syndicats. Nestor Vitchodjégnin, un des responsables du projet affirmait ceci :

Nous formons les responsables syndicaux de ces taxis-motos, nous sensibilisons leurs syndiqués et les résultats sont bons, du Service informatique, aux statistiques, études et ce jusqu'à la documentation. En revanche, il est difficile de travailler avec les usagers ordinaires de taxis-motos qui ne sont pas organisés en groupes¹⁶⁴

Dans le même temps, des rapports du ministère de la Santé publique évaluaient la gravité du problème et de même que l'urgence d'y trouver des solutions en ces termes : « D'ici l'an 2015, les premières sources de la maladie et de mortalité seront les maladies pulmonaires liées à la qualité toxique de l'air respiré à Cotonou »¹⁶⁵.

Selon l'ABE l'introduction de la nouvelle technologie apportera certainement des changements profonds et une nouvelle qualité de vie dans la population. Toutefois, ces changements influenceront la population et les Zemidjan en particulier et à différents niveaux. Ceci conduit aussi à des résistances voire au refus de coopération dans certaines couches de la société. Nombreux sont-ils aussi bien les protagonistes et les

¹⁶⁴<http://eqda.ch/site/2011-05-18-12-55-08/pays/benin/taxi-moto/item/taxi-moto-a-cotonou-un-gagne-pain-qui-coute-des-vies.html>. Consulté le 12 Juillet 2012.

¹⁶⁵ Rapport Annuel du ministère de la santé publique du Bénin, 2003.

antagonistes de cette initiative ABE. Pour les opposants à ce projet, l'introduction des nouvelles motos et par conséquent l'interdiction des anciennes motos conduirait à des changements néfastes. Ils avancent certains autres arguments comme :

- Le remplacement des anciennes motos par de nouvelles motos conduirait beaucoup de Zemidjan à abandonner leur métier étant donné que les nouvelles motos ont un coût trop élevé. Ceci aurait des incidences graves sur le transport à Cotonou et conduirait à l'augmentation de la pauvreté dans les familles de ces Zemidjan qui se retrouveraient au chômage. Que fait un jeune en chômage?
- Le recyclage, la reconversion ou la formation des réparateurs ou maintenanciers de ces engins devrait durer assez longtemps étant donné que peu de gens sont formés à la réparation des nouvelles motos.
- L'adaptation des conducteurs de Zemidjan à ces nouvelles motos, jugées trop fragiles et moins performantes que les anciennes motos, n'est pas évidente.
- L'obligation pour les usagers de ces nouvelles motos de s'approvisionner aux stations d'essence semble un marché de dupe. Car les nouvelles motos ne fonctionneront qu'avec une qualité précise d'essence (gaz) vendue seulement dans le réseau formel de distribution. Ceci ne fait pas l'affaire des vendeurs informels d'essence qui sont très nombreux dans la ville de Cotonou et qui sont en réseau plus ou moins formel, mais solide avec les Zemidjan. Il y a comme un pacte entre les conducteurs de Zemidjan et les vendeurs d'essence dans le circuit informel. Il faut dire qu'à Cotonou 89 % de l'essence est distribuée par ce secteur informel constitué de contrebandiers. Ceux-ci sont liés au conducteur de Zemidjan. Cependant au Bénin, une partie de l'industrie cette essence vendue de

manière informelle et publiquement illégale provient aussi de puissants lobbyings; ces derniers sont également très influents auprès du gouvernement.

- Ce décret ministériel est également une manière subtile de supprimer la vente de l'essence dans le secteur informel souvent lié au réseau des taxis-motos. Ce serait alors une manière d'affaiblir le réseau en portant un coup dur à la distribution informelle de l'essence.
- Les nouvelles motos compte tenu de leur carapace conduiraient au changement de mode d'habillement¹⁶⁶ des femmes – premières usagères de ce mode de transport - qui n'ont pas toujours envie de porter des pantalons (souvent des jeans) mieux adaptés¹⁶⁷ pour monter sur les nouvelles motos¹⁶⁸.
- La question du développement durable est vue autrement par les opposants à cette initiative. Pour eux, le DD est lié à d'autres éléments spécifiques et non d'abord à l'usage ou non de métiers polluants.

L'analyse de tous ces messages aussi contradictoires que divergents nous permet à présent de redéfinir le concept de développement durable dans un pays comme le Bénin. Mais surtout d'intégrer ses éléments spécifiques dans la construction du concept de développement durable.

Mais des réactions plus politiques viennent encore complexifier ce concept et ce débat autour de l'initiative ABE.

¹⁶⁶ Et donc culturel

¹⁶⁷ Il se pose ici un problème de transfert de connaissance - au cœur du développement durable - que nous n'aborderons pas dans cette thèse.

¹⁶⁸ On peut voir quelques-unes de ces réalités à travers quelques photos présentées sur ce lien Récupéré de : <http://pedagogie84.pagesperso-orange.fr/zem.htm>. Consulté le 11 Février 2011.

Cette figure suivante montre que les Zemidjan, sont le moyen de transport le plus utilisé à Cotonou par les femmes.

Figure 2.1 Zemidjan le moyen de TC le plus utilisé à Cotonou par les femmes



2.1.3.4 Les réactions plus politisées en face de ce décret.

- Les partis d'opposition comme le PRD (Partie du Renouveau Démocratique) de maître Adrien Houngbédji¹⁶⁹ tirèrent à boulet rouge sur ces décrets. En effet, la base électorale de ce parti est à Porto Novo, le fief et le lieu d'émergence des conducteurs de taxis motos. Il ne saurait s'aliéner cette base électorale. Les autres chefs de file de l'opposition comme la RB (Renaissance du Bénin, anciennement au pouvoir avec M. Nicéphore Soglo qui avait déjà tenté les mêmes actions) et le PSD de Amoussou Bruno ont des réactions mitigées et souvent de circonstances.

¹⁶⁹ Considéré comme l'éternel chef de fil de l'opposition au Bénin et actuellement président de l'Assemblée Nationale du Bénin.

Par ailleurs, les usagers et premiers conducteurs de Zemidjan sont très largement politisés. Ainsi, les syndicats voient derrière cette nouvelle proposition une sorte de lobbying provenant de nouveaux fabricants de motos à Quatre Temps désirant écouler des produits invendus et indésirables dans leur pays¹⁷⁰. En face de ces résistances, les tenants de l'initiative ABE et surtout le gouvernement firent des contre-propositions dont voici à peu près la teneur :

- Il faut laisser introduire la nouvelle technologie et faire un essai avec une partie (10 %) des conducteurs de Zemidjan avant de commenter ou de juger de l'avantage ou du désavantage de ces nouvelles technologies de motos sur le marché des taxis-motos.
- Il faut faire cet essai pendant trois mois et récolter les avis de tous les usagers tout en faisant des tests scientifiques sur le niveau de pollution de la ville pendant ces trois mois.
- Il faut faciliter l'acquisition des nouvelles motos non polluées.
- Il faut associer le syndicat des chauffeurs de taxis-motos dans cette initiative et les amener à mieux contrôler l'intégration de nouveaux membres dans ce secteur.
- Il faut former des groupes de jeunes pour la maîtrise de la nouvelle technologie afin de pouvoir assurer leur maintenance.

¹⁷⁰ Cette réaction est en rapport avec d'autres initiatives comme par exemple celle du port obligatoire de casque qui avait été imposé par le gouvernement de Kérékou Mathieu en 1997. Ce dernier voulait juste donner satisfaction à des fabricants et vendeurs de casque. Finalement la population s'est rendue compte que ces casques sont de mauvaise qualité et qu'on voulait s'en débarrasser dans leurs pays de fabrication.

- Il faut trouver des moyens pour diminuer les secteurs sous-jacents aux taxis-motos comme les vendeurs de gaz ou d'essence de mauvaise qualité.
- Il faut avant tout atteindre un objectif de réduction du gaz à effet de serre. Ceci aurait un impact positif sur la santé des populations.
- La bonne santé des populations est pour le gouvernement un élément important pour le développement durable.

Ainsi l'introduction de nouvelles motos fabriquées grâce aux nouvelles technologies est le principal objectif des nouvelles propositions dans le cadre de l'initiative l'ABE qui voudrait entre autres, faire de ces conducteurs de taxis-motos des co-acteurs dans la gestion de la crise et non des cibles.

En plus de ces nouvelles propositions, des suggestions ou propositions de loi ont été initiées par l'ABE pour la résolution de cette crise.

Mais toutes ces raisons ne semblent pas pertinentes pour justifier une si grande controverse environnementale. Il nous paraît à cette étape que si le problème demeure, c'est peut-être aussi pour d'autres raisons qu'il faut aller chercher à travers des hypothèses et des données à recueillir sur le terrain.

Les éléments de cette résistance qui nous intéressent se situent au cœur des enjeux du développement durable. Nous nous demandons alors ce qui est développement durable pour ces populations du Bénin. C'est pour cela que nous pourrions même poser la question de savoir quels messages et quels éléments retenir en vue d'une meilleure mobilisation sociale autour des objectifs précis pour un développement durable conçu par les populations du Bénin ?

Nous nous rappelons que nombreuses sont encore ces femmes (premiers usagers de Zemidjan) qui continuent de refuser de monter sur les Djenanas.¹⁷¹ Ce qui fait peur aux conducteurs de taxis motos faisant déjà usage des motos à Quatre Temps; plus nombreux encore sont ces Zemidjan, innovateurs (c'est-à-dire ayant acheté les nouvelles motos) qui sont déçus de voir leurs chiffres d'affaires baisser, leurs dettes d'achats de nouvelles motos s'augmenter et surtout leurs nouvelles motos trop fragiles pour bien se tenir sur les routes de Cotonou souvent remplies de nids de poule et mal entretenues¹⁷². Mais le débat se resserre autour des enjeux du développement durable et de la détermination des éléments devant servir à le définir.

Des partisans sont mobilisés de part et d'autre; des intellectuels entrent dans le débat qui par des satires littéraires, qui par des poèmes. Des vedettes de la chanson populaire sont également mobilisées par les différents camps. Plusieurs artistes aussi bien du Togo que du Bénin apportent leur grain de sel dans le débat. Nous pouvons citer le groupe artistique Toofan¹⁷³ du Togo, de même que les chansons Zemidjan¹⁷⁴ 1 et 2 de Tohon Stan¹⁷⁵, de H2O Assouka¹⁷⁶, Taxi-moto¹⁷⁷, Zemidjan¹⁷⁸ qui dénoncent d'un côté comme de l'autre les différentes initiatives autour des Zemidjan. Il faut dire que c'est

¹⁷¹ Pour être à l'aise sur les Djénanas, les femmes doivent porter des pantalons. Ce qui n'est pas dans leur mode vestimentaire. Celles-ci préfèrent souvent se mettre en robes, en pagne ou en boubou traditionnel.

¹⁷² Souvent les gens de Cotonou eux-mêmes appellent leur ville non sans humour « Cototrous ».

¹⁷³ http://www.dailymotion.com/video/x1wj74_zemidjan_creation. Consulté le 1 Août 2015.

¹⁷⁴ <http://www.afrisson.com/Stan-Tohon-475.html>. Consulté le 20 Septembre 2014.

¹⁷⁵ Tohon Stan, le roi du tchink système a composé deux chansons sur le Zemidjan. La première chanson est une moralisation adressée aux Zemidjan; mais la deuxième va à leur défense.

¹⁷⁶ <http://www.musicme.com/Pierre-Belkos/titres/Zemidjan-Cotonou-t3312449.html>. Consulté le 26 Octobre 2014.

¹⁷⁷ H2O Assouka, taxi-moto

¹⁷⁸ Toofan, Groupe Artistique Togolais, (2009) « Zemidjan » Parole de Chanson sortie le 26 janvier 2009

Tohon Stan¹⁷⁹ qui, avec sa chanson « Zemidjan nouvelle version »¹⁸⁰, va donner une grande visibilité à cette cause - dans la lutte contre ce décret de suppression des motos à Deux Temps - dans le groupe des artistes. Mais comme on peut le constater sur le terrain, les artistes sont également diversement répartis; les antagonistes comme les protagonistes les enrôlent chacun dans leur camp.

Ainsi, chaque tentative d'action est comme une nouvelle porte ouverte à d'autres types de réactions. Les solutions proposées sont aussi divergentes que contradictoires. Des chansons enregistrées sur les téléphones cellulaires expriment la position de chacun.

Mais en face de tout cela, il y a tout de même une urgence : la santé des populations, le respect du protocole de Kyoto (et les autres accords qui ont suivis dans divers pays) avec l'ensemble de ces recommandations faites par la suite qui visiblement ne sauraient attendre longtemps. Il en va de la santé publique et donc de la survie des populations, de l'univers, mais aussi de la crédibilité du gouvernement du Bénin. Dans le même temps, tous les Zemidjan ne veulent pas forcément subir le martyre pour laisser vivre un avenir incertain.

Le gouvernement du Bénin compte tenu du poids économique et surtout politique¹⁸¹ des Zemidjan qui attirent la sympathie de la population par des actions très émouvantes¹⁸² ne veulent pas non plus se les mettre totalement à dos.

¹⁷⁹ En 1991, il triomphe avec « Zemidjan » Il s'illustrera également par le titre « Solo », un hommage au « taxi-moto » de Cotonou et à leur débrouillardise. La couverture internationale que lui procure ce tube fait découvrir au monde ce style électrique puisant au cœur des rythmes vaudou.

¹⁸⁰ Atchèwantchedié : Zémidjan, nous ne sommes pas les gros pollueurs.

¹⁸¹ « Les Zemidjan », Teiga Marcus Boni

¹⁸² Œuvrer pour la scolarisation des filles en les amenant gratuitement à l'école et en accordant des bourses d'étude au plus méritants.

Par exemple, les Zemidjan ne font pas que transporter des passagers sur leurs motos. Bien souvent, ils sont aussi d'infatigables commentateurs de l'actualité politique. Ils sont très largement courtisés par les partis politiques, qui ont vu en eux une force électorale considérable. Ils sont nombreux à « rouler » pour telle ou telle formation politique et à afficher leur logo sur leur chemise. Ils sont de véritables affiches publicitaires et une grande force de vente inestimable. Au Bénin, dit-on, on ne devient pas président de la République si les Zemidjan en décident autrement. Car les conducteurs de taxis-motos, en se déplaçant continuellement, sont « des vecteurs d'information et de communication », explique Robert Yèhouénou, secrétaire général de l'UCOTAC¹⁸³. Ils font la vraie campagne électorale qui est le porte-à-porte et la bouche à oreille.

Par ailleurs, les Zemidjan sont eux aussi conscients de ce qui se dit dans la population sur leur responsabilité vis-à-vis de la pollution montante à Cotonou. Ils sont aussi les premiers à souffrir de maladies pulmonaires¹⁸⁴ et ils voient parfois leurs enfants s'éteindre à petit feu pour cause de maladies pulmonaires ou d'accidents liés aux Zemidjan. Ils entendent aussi les médecins donner leur avis et poser leur diagnostic sur leur état de santé relié au métier de Zemidjan. Souvent, ces maladies sont les conséquences de la pollution liée à la fumée aux gaz émis par leur propre moto ou par celle des autres. Il faut trouver des solutions pour protéger la santé publique, diminuer la pollution, protéger l'environnement et surtout enclencher un vrai processus de DD. Ce processus de DD dépend aussi d'eux, les Zemidjan. Ils ont leur avis sur le DD. L'initiative ABE regroupe des questions liées au DD, à la santé publique, à l'emploi.

Le problème que pose l'usage des taxis-motos à Deux Temps en général est réel et complexe; on voit son impact négatif sur la santé publique. Toutefois la solution

¹⁸³<http://eqda.ch/site/2011-05-18-12-55-08/pays/benin/taxi-moto/item/taxi-moto-a-cotonou-un-gagne-pain-qui-coute-des-vies.html>. Consulté le 12 Juillet 2012.

¹⁸⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=avLV1nSKDtc> consulté le 25 Août 2014.

apportée par le gouvernement du Bénin est loin d'être elle aussi claire et objective. La réaction des conducteurs de taxis motos est, elle aussi, loin d'être claire, objective, unique et unanime. En effet, le gouvernement parle de réduction de gaz à effet de serre, tandis que les Zemidjan pensent non seulement à leur survie, mais aussi à leur adaptation aux nouvelles technologies. Les deux groupes d'antagonistes parlent de DD. Or, nous remarquons que la réduction de gaz à Effet de Serre et l'adaptation aux changements sont pourtant deux aspects très importants de ce développement durable.

Avant d'aller plus loin, il serait important de définir ou de montrer l'importance actuelle du poids des Zemidjan dans la sphère démographique du Bénin.

La figure suivante montre que le Zemidjan est un moyen important de transport à Cotonou.

Figure 2.2 Les Zemidjan, premier moyen de transport à Cotonou



Les Zemidjan ne se laissent donc pas imposer une initiative devenue décret. Par ailleurs ils apportent au débat une nouvelle vision de durabilité. Ainsi, l'analyse des différentes communications autour de ces différents enjeux de développement devient alors le point d'ancrage au cœur de cette recherche. Comment dégager de ces différentes communications des éléments pertinents et importants en vue d'une communication pour le développement durable d'après les populations du Bénin? C'est tout ceci qui apporte à notre étude son lot de pertinences et sa justification.

2.2 Justification et pertinence

2.2.1 Justification par un contexte global ouest-africain

En avril 2014, l'OMS a publié de nouvelles informations estimant que : « la pollution de l'air ambiant était responsable de près de 3,7 millions de décès de personnes de moins de 60 ans en 2012 ». L'Organisation a également souligné que « si l'on considère à la fois la pollution de l'air extérieur et intérieur, celle-ci figure parmi les risques les plus importants pour la santé dans le monde »¹⁸⁵.

Au-delà du contexte africain, l'OMS affirme que la qualité de l'air se détériore dans de nombreuses villes du monde¹⁸⁶ et reconnaît que la pénurie de données est particulièrement aiguë dans les Régions OMS de l'Afrique et de la Méditerranée orientale.

Toutefois, pour nous, la justification de cette recherche est liée au contexte ouest-africain caractérisé entre autres par :

- Les différentes alertes de l'OMS sur l'avancement de la population et son impact négatif sur la santé publique.
- Le risque de faire subir à l'Afrique un concept de développement durable qui omettrait les éléments importants considérés comme faisant partie de la croissance et de la durabilité en Afrique en General et au Bénin en particulier. Il

¹⁸⁵<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-quality/fr/>. Consulté le 20 Septembre 2014.

¹⁸⁶ <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-quality/fr/>. Consulté le 20 Septembre 2014.

faillait pour nous faire ressortir ces éléments qui ne feront qu'enrichir le concept de DD.

- Une pauvreté, un grand attentisme et une nette agitation autour des moyens à prendre pour le développement durable.
- Une augmentation des maladies pulmonaires.
- Une augmentation du nombre des conducteurs de taxis-motos et donc de la pollution dans plusieurs villes de l'Afrique et surtout à Cotonou.
- Une baisse pluviométrique de 20 à 30 % ces dernières années,
- Une réduction des surfaces cultivables et une faiblesse progressive du rendement des zones arides et semi-arides.
- Une désappropriation de certains secteurs économiques du Bénin par des puissances financières étrangères. La question était de savoir et si ces Zemidjan se convertissaient réellement en opérateurs économiques?
- Sans oublier le manque d'adaptation des populations aux différents défis de l'environnement changeant et de plus en plus menaçant.

Ainsi les populations de l'Afrique en général et du Bénin en particulier semblent être mal préparées pour faire face aux inconvénients qu'engendrent les effets négatifs des changements climatiques. Par ailleurs les dirigeants de ces pays semblent importer des solutions à leurs problèmes sans pour autant en chercher à l'intérieur de leur population. Ces propositions de solutions aux questions de développement souvent importées sont inadéquates et sans doute le cas de l'initiative ABE devenue décret.

Toutefois, plusieurs nations du Sud ou Pays en Voie de Développement (PVD) en Afrique de l'Ouest ont eu à subir les effets néfastes de la colonisation sous toutes ses

formes et surtout sur le plan économique et il se peut que cela arrive sur le point de vue du développement durable. Dès lors, pour ne pas commettre les mêmes erreurs que pour le développement économique, il convient de voir les besoins réels et le réalisme de ces projets venant du Nord. Il convient également selon une approche analytique de la communication de voir comment faire ressortir les éléments de DD avancés par les populations en général. C'est ce qui justifie la présente hypothèse : Certains pays du Sud comme le Bénin peuvent définir leur propre politique de développement. Il convient de les interroger et de faire ressortir leur vision du DD au lieu de leur faire subir des initiatives plus ou moins adaptées à leur contexte comme ce fût le cas de l'initiative ABE en République du Bénin.

Il est donc important que des initiatives ou des intuitions politiques ou civiles soient mises en place pour faire valoir des points de vue des pays du Sud. Il n'est donc pas étonnant de voir que certaines de ces initiatives comme celle de l'ABE fassent naître des controverses.

En effet, l'étude de l'initiative de l'ABE sur les taxis-motos à Cotonou et surtout la mise en contexte des différents types de communications adoptées par les principaux acteurs de cette initiative nous amène à percevoir les complexités entourant l'usage des taxis-motos à Cotonou. Cette initiative a été adoptée d'abord en vue de la lutte contre la pollution pour une meilleure santé publique et ensuite dans le but de promouvoir le développement durable. Tous les débats autour de ses enjeux en vue du développement durable au Bénin constituent pour nous un objet principal et pertinent de recherche. L'analyse des éléments émanant de ces débats peut faire ressortir entre autres des idées ou des stratégies spécifiques de développement durable.

2.2.2 Justification du contexte spécifique béninois

L'initiative de l'ABE concernant le renouvellement du parc moto cyclique de Cotonou est une initiative d'inspiration collective. En effet, elles sont nombreuses, ces personnes anonymes qui, dans le secret de leur maison et presque dans une indifférence totale et parfois coupable, souffrent des effets sanitaires et pervers de la pollution atmosphérique à Cotonou. Plusieurs parmi elles meurent à petit feu. Et si rien n'est fait, le risque n'ira qu'augmentant. Un article de Avoce Viagannou, Fanougbo « Private cost of morbidity due to air pollution in Cotonou »¹⁸⁷ du 30 Novembre 2011, a permis de déterminer le coût privé moyen par mois de la maladie liée à la pollution de l'air pour un chef de ménage à partir des Consentements A Payer (CAP). Ainsi, le CAP moyen qui représente le coût privé dont la valeur est estimée à 1.617 F CFA/mois par adulte¹⁸⁸; ce coût est déjà trop élevé pour un chef de famille du Bénin. Dans ce pays, le salaire minimum est de 40.000 F CFA par mois soit 75 dollars par mois ce qui fait 900 \$ en une année¹⁸⁹. Le salaire moyen étant de 68.000 F CFA par mois soit 120 dollars par mois et 1440 dollars par an.

Ainsi, les différentes études réalisées, soit par le ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), soit par des structures médicales et universitaires indépendantes, dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'air à Cotonou parviennent toutes à la conclusion que : « la pollution de l'air est associée à un risque

¹⁸⁷Récupérer de http://mpira.ub.uni-muenchen.de/35115/1/mpira_paper_35115.pdf. Consulté le 11 Juillet 2012.

¹⁸⁸ À peu près quatre euros/mois.

¹⁸⁹Récupérer de <http://www.votresalaire.org/benin/home/salaire/salaire-minimum>. Consulté le 17 Novembre 2014.

accru et à de nombreux risques sanitaires, par exemple, la mortalité, les maladies respiratoires et le cancer »¹⁹⁰.

Pour mesurer la qualité de l'air et l'ampleur de la pollution à Cotonou, le ministère de l'Environnement a fait réaliser, entre les années 2000 et 2007, deux grandes études. La première, effectuée en 2000 par la société Tractobel et consacrée à la mesure de la qualité de l'air au niveau de certains principaux carrefours de la capitale économique, notamment ceux de Saint Michel et de Notre Dame, révèle « une forte concentration en monoxyde de carbone de 18 mg/Nm³, presque le double de la normale. Pour les oxydes d'azote (Nox), les concentrations maximums sont de 50µg/m³ et celles des hydrocarbures sont fortes, mais difficilement mesurables. La concentration en dioxyde de soufre (So₂) est inférieure à la limite de détection des équipements de mesure et la concentration en ozone (O₃) troposphérique (un polluant d'origine anthropique) est importante et dépasse dans certaines conditions le seuil critique en Europe »¹⁹¹. De plus selon les résultats d'une étude réalisée sur la qualité de l'air en milieu urbain : cas de Cotonou, étude réalisée en 2000, il a été révélé que « l'émission journalière dans l'atmosphère de monoxyde de carbone (CO) est d'environ 83 tonnes dont 59 % sont rejetés par les deux roues et les 41 % par les quatre roues », renchérit Imorou Ouro-Djeri, directeur adjoint du MEPN ».¹⁹²

¹⁹⁰ Récupérer de <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-quality/fr/>. Glenn Thomas Département OMS Communication La qualité de l'air se détériore dans de nombreuses villes du monde. Consulté le 25 Août 2014.

¹⁹¹ Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne Banque mondiale et Commission économique pour l'Afrique. Initiative sur la qualité de l'air dans les villes d'Afrique subsaharienne. ssatp - mobilité urbaine en partenariat avec l'Institut de la Banque mondiale. Étude sur la qualité de l'air en milieu urbain Cas de Cotonou. Synthèse Octobre 2000. Récupéré de : <http://www.ssatp.org/sites/ssatp/files/publications/PapersNotes/aircotonou.pdf>. Consulté le 25 Août 2014

¹⁹² Récupérer de <http://cameroun-online.com/actualite,actu-8418.html> consulté le 12 Juin 2012.

Par ailleurs, comme nous l'avions dit plus haut, pour parer au plus pressé, l'AFD a accompagné en 2006 un projet du gouvernement à travers le ministère de l'Environnement qui vise à renouveler 10 % du parc automobile des Zemidjan de Cotonou, soit 10.000 motocyclettes. Il s'agit de remplacer les motos les plus polluantes par celles à Quatre Temps. La prime à la casse est de 200.000 francs CFA (près de 305 euros) et comprend la formation au permis de conduire A2 et une assurance à responsabilité civile d'un an. Encore faudrait-il que ce programme soit suivi d'une réorganisation des transports collectifs et d'une réinsertion sociale pour produire des résultats probants.

Le gouvernement du Bénin voudrait utiliser cette initiative pour atteindre le développement durable dans les normes de Kyoto et des autres accords sur la protection de l'environnement. Ainsi, l'analyse de cette initiative et les communications entourant sa mise en œuvre peuvent-elles nous amener à redéfinir le concept de communication pour le développement durable.

Dans ce contexte nous constatons qu'on doit conceptualiser tout changement en tenant compte des comportements qui prévalent au sein des populations ainsi que des dynamiques qui s'y développent. Et là nous ne pouvons que faire appel à la communication dans un processus analytique. D'où la pertinence de cette recherche.

2.3 Argumentation de la pertinence du sujet de la thèse

La pertinence de cette recherche se trouve au quadruple niveau social (civil), scientifique, politique, économique.

Au niveau social, l'enjeu à court terme est la santé publique; à long terme c'est l'avenir de la planète. Mais c'est aussi la survie au quotidien des usagers de Zemidjan au Bénin.

Au niveau scientifique, peu d'études existent ou ont été faites sur l'analyse complexe que constitue ce phénomène de taxis-motos pourtant présent un peu partout en Afrique, en Asie, en France¹⁹³ et dans le monde entier. Les études qui ont été faites sur les taxis-motos à Cotonou l'ont été pour démontrer leurs impacts négatifs sur l'économie et sur l'image de la ville; mais très rares ont été ces études qui ont porté sur l'analyse des messages contradictoires entourant l'initiative ABE dans le but de faire ressortir les éléments spécifiques au développement durable. On peut également faire un lien entre cette initiative et le film « La vérité qui dérange » d'Al Gore de même que le documentaire « Isolés pendant 430 jours » de Jean Lemire qui abordent techniquement et scientifiquement les menaces qui pèsent sur le climat lorsque les humains abusent de l'environnement.

Sur le plan sociologique, on devra faire le lien entre ce phénomène et les différents débats qui ont lieu sur l'environnement. Plus de 250.000 familles à taille moyenne sont plus ou moins liées à ce métier dans la ville de Cotonou.

Au niveau politique, on ne peut pas du tout prendre en considération cette décision du gouvernement du Bénin, car, le protocole de Kyoto (et aucun autre après) n'a vraiment pas fixé d'objectifs précis de réduction de gaz à effet de serre pour les PVD. Il invite seulement ces pays à s'aligner ou à s'engager dans cette cause commune de protection de l'environnement.

Au niveau purement civil, il faut dire que concrètement le rapport sur la qualité de l'air à Cotonou réalisé par le MEPN sur financement de la Banque Mondiale, a fait l'objet d'un atelier de validation¹⁹⁴, et a recommandé l'urgence d'agir, mais est-ce assez

¹⁹³ Récupérer de http://paris-motos-services.com/index.html?Gclid=cpnlk-C_4q8cfyykkgodwi-w2w consulté le 21 Avril 2011.

¹⁹⁴ Le 20 Novembre 2007 à Cotonou.

suffisant pour l'application de l'initiative ABE? Quels sont les enjeux socio-économiques et anthropologiques de cette initiative?

Au niveau scientifique, il n'y a pas non plus d'études approfondies sur ce sujet au Bénin. Ainsi, le phénomène « taxi-moto » n'est pas encore élucidé dans son ensemble. De plus cette initiative ABE semble juste vouloir changer une coutume et une culture pour atteindre un objectif d'abord économique et social. Elle voudrait également faire advenir un autre mode de vie. Bref, les résultats au niveau scientifique semblent dire tout au plus : il faudrait certes un changement, mais pour un objectif encore incertain.

Au niveau économique, on peut dire qu'aujourd'hui l'usage des taxis-motos est un moteur de développement pour le Bénin. Mais est-ce assez suffisant dans la perspective d'un développement durable? Selon les membres de la société civile béninoise comme le Professeur Roger Gbégnonvi¹⁹⁵, les motos à Quatre Temps proposées actuellement ne sont pas forcément la solution. De ce point de vue, disait-il, nous sommes conscients que le développement durable exige des sacrifices, du moins un changement de comportement pour un meilleur avenir à travers une économie rentable, performante, compétitive, juste et responsable.

Toutefois, que faire si par exemple, la survie de plus de 250.000 familles dépend d'un métier aussi polluant que celui de conducteur de taxis-motos? C'est ce qui nous conduit à étudier ou à analyser les discours des protagonistes de l'initiative ABE à travers certains principes et concepts clés de la CDD.

Pour ce faire, et à l'avenir, il faudra faire appel à certaines théories comme l'approche du transfert de connaissance (innovation/valorisation/...dissémination et transformation) et même à la communication de risque. Seulement, étant donné l'ampleur de cette étude, nous nous concentrerons sur la perspective

¹⁹⁵ Professeur de lettres à l'Université Abomey-Calavi, Bénin, écrivain et président de l'ONG Transparency Bénin

communicationnelle au cœur du développement durable. Car la communication pour le développement durable (CDD) est déjà une longue et vaste tradition qui est appelée à évoluer et à se complexifier à travers des générations de chercheurs aussi bien internationaux, africains que béninois.

Pendant longtemps, les responsables au niveau politique et les intellectuels africains et béninois ont voulu faire du développement la priorité des tâches à accomplir dans leur pays. Si nous retournons aux premiers discours de Hubert Maga, premier président de la République du Bénin, alors Dahomey, et à ceux des premiers africanistes, le développement était toujours au cœur de leur préoccupation.

Nous essayons à présent de faire le point sur cette question de développement qui semble être au cœur de l'initiative ABE afin d'y déceler le manque de considération des points de vue typiquement africains et surtout béninois. Or si on ne tenait pas compte de ces points de vue, on risque d'imposer les visions d'un certain développement durable à une population qui vit d'autres réalités. Le développement durable, tel qu'il est défini aujourd'hui ne serait alors qu'un échec de plus dans les pays en voie de développement comme le Bénin; quels sont donc les points de vue de ces derniers à travers une initiative comme celle de l'ABE présentée actuellement. Comment faire de cette initiative ABE un moyen de complexification du développement durable qui prend en compte l'impact négatif d'une activité humaine (taxi-moto) sur l'environnement, mais qui en même temps semble être une ressource durable du fait du capital travail que ce métier offre à une grande partie de la population active? Nous pouvons aussi nous poser la question de savoir quelle est la part des PVD dans la définition ou la détermination des actions à entreprendre pour atteindre les objectifs de développement durable? Doit-on leur imposer ces visions venues d'ailleurs comme ce fût le cas dans d'autres circonstances? L'initiative ABE, ou mieux le projet Zéco-4 n'est-elle pas un autre moyen d'imposer ou de faire imposer une nouvelle vision de développement conçue et venue d'ailleurs? Une communication

pour le développement durable peut-elle émerger des débats qui entourent cette initiative?

C'est donc pour combler ces insuffisances communicationnelles que nous avons décidé de porter notre étude sur l'analyse de l'initiative ABE en vue d'une complexification du concept de communication face aux défis du développement durable. Nous espérons y apporter une contribution pertinente à ces enjeux communicationnels. Notre préoccupation est de savoir comment se servir d'une analyse de communications, de messages et de discours au cœur d'une controverse pour optimiser la prise en compte des éléments identitaires des Béninois en vue de la complexification du concept de développement durable. Ceci peut-être une des contributions de cette recherche.

2.4 Objectifs généraux de l'étude

L'un des objectifs principaux de cette thèse est que nous voulons faire une contribution pertinente aux progrès de la science par le biais d'une recherche au Bénin sur le concept de communication pour le développement durable. Elle voudrait se baser sur l'analyse de discours dans le but d'atteindre la promotion des objectifs de ce développement durable conçu et défini par les populations même du Bénin. En outre, notre recherche contribuera d'une manière générale à l'accélération des prises en comptes des visions des populations du Sud pour aboutir à des progrès vers l'atteinte du développement durable. En particulier elle proposera aux décideurs politiques une approche intégrée de gestion de l'information et des éléments identitaires. Ainsi, la communication participative pour le développement durable sera comprise et adoptée à travers les projets et les prises de positions mis en œuvre dans le cadre de la réalisation des propositions de l'ABE. La communication pour le développement durable serait alors

définie et conçue comme étant une approche répondant aux besoins et surtout aux visions des populations interrogées et concernées à Cotonou.

Pour y parvenir, cette recherche essaiera d'une part de comprendre à travers certains auteurs ce qu'est le développement durable de même que ses implications et d'autre part, elle permet de concevoir ce qu'en pense une population précise; nous tâcherons de comprendre - vers la fin de notre recherche - comment la communication - comme outils de promotion, mais aussi d'analyse - pourrait également accompagner les changements de comportements et surtout des méthodes d'adaptation des populations. Tout ceci concernera la protection de l'environnement et les divers problèmes de communication qu'elle pose dans les pays en voie de développement. Généralement, dans ces pays, plusieurs métiers de survie sont non seulement polluants, mais sont également reliés à l'exploitation des ressources naturelles souvent non renouvelables comme le pétrole qui vient d'ailleurs. Ces métiers épuisent également les seuls éléments renouvelables et pertinents que sont les êtres humains dont la santé physique et morale se dégrade du fait de ces métiers polluants comme le Zemidjan.

Comment être certain des apports scientifiques de cette thèse sans avoir parcouru les différentes études qui ont précédé cette recherche et qui se sont déjà penchées sur la question de développement, de développement durable et surtout de communication pour le développement durable? Nous allons donc à présent parcourir un ensemble de documents portant sur ces différentes études et recherches qui ont été effectuées dans ce sens. Ceci nous permettra par la suite de pouvoir spécifier notre problématique de recherche et d'avancer également nos hypothèses.

CHAPITRE III

REVUE DE LITTÉRATURE

Dans cette revue de littérature, nous essayerons de faire, de façon succincte, un point global et optionnel sur ce qui a été dit et fait dans le domaine du développement jusqu'au développement durable. L'évolution du concept de développement n'est pas facile à suivre et il nous est impossible de nous situer dans ce cadre théorique sans en faire ressortir les ambiguïtés. C'est pourquoi nous préférons, après notre problématique, définir dans un autre chapitre notre cadre théorique qui est celui de la communication pour le développement durable. En effet, le principe du développement en est un et celui de la CDD nous semble en être un autre.

3.1 De l'évolution du concept de développement

Le concept du développement comme nous le disions a beaucoup évolué. Un long chemin a été parcouru. Faisons un peu d'histoire.

3.1.1. Historique sur les questions de développement

Avant de parler de développement durable, le monde a d'abord parlé de sous-développement, de développement économique, de développement humain ou intégral. En effet, « le 20 janvier 1949, le président des États-Unis Harry Truman prononçait le discours d'investiture de son deuxième mandat à la Maison-Blanche. À cette occasion,

il désigne du doigt la grande pauvreté qui affecte la moitié de l'humanité »¹⁹⁶. Ainsi, le terme du développement et surtout du sous-développement est un discours et un concept qui émergea en 1949 suite à ce discours inaugural de Truman¹⁹⁷.

Ce concept repose sur l'idée que le degré de civilisation d'un pays, d'une région, se mesure par son niveau de production. C'est aussi une vision évolutive des sociétés qui est élaborée pour faire écho à la vision marxiste de la marche historique des sociétés. L'idée de développement redéfinit les sociétés non pas comme un ensemble de possibles manières de vivre, mais comme des sous-échelons dans la marche vers l'atteinte des critères de production de la civilisation occidentale. Ainsi, la réalité du terme de développement serait comme un concept polysémique avec un a priori vertueux. Selon Rist (2010), le développement est un ensemble de discours partagés par des élites occidentales. Il définit le développement comme la transformation générale de l'environnement et des structures sociales dans le but d'augmenter la production de commodités (biens et services) pour répondre, via le marché, à la demande.

Mais c'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale que le concept de développement prit son importance. Il apparaissait évident pour certains pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne de soutenir l'économie de certains pays comme l'Allemagne - ayant perdu la guerre - afin d'aider ces derniers à maintenir un marché de consommateurs de qualité et à contribuer à l'équilibre économique dans le Nouveau Monde d'après-guerre. Ces deux pays vainqueurs voulaient également aider d'autres nations à ne pas tomber dans les rangs du bloc communiste en recevant surtout de l'aide

¹⁹⁶ Récupérer de http://www.herodote.net/20_janvier_1949-evenement-19490120.php. Consulté le 13 Décembre 2014

¹⁹⁷ C'est la première fois qu'est employée l'expression «sous-développé» à propos des pays qui n'ont pas encore atteint le stade industriel. Elle fait florès de même que l'expression «tiers monde» inventée peu après, en 1952, par le démographe Sauvy Alfred.

venant de ce dernier. Ainsi, les pays vainqueurs de la guerre redoutaient que des pays à cause de leur fragilité à répondre à certains besoins de leur population, ne se tournent vers les pays comme la Russie (alors l'Union Soviétique encore appelée URSS) ou la Chine. C'est alors, en ce moment, que le monde allait être séparé entre pays développés et pays sous-développés (encore appelés pays du tiers monde ou pays en voie de développement).

Ainsi, la communication sur le développement dès son origine apparaissait comme un outil de contrôle et de pouvoir dans les mains d'un ensemble de pays, qui pour des intérêts économiques veulent « voler au secours » d'autres pays. Mais il y avait dans cette stratégie d'aide aux pays vivants dans des situations de précarité, une certaine réponse à l'urgence de sauver la situation économique des uns pour l'équilibre du monde et donc des autres aussi. Le plan Marshall¹⁹⁸ s'aligne également dans cette perspective.

Le discours sur le développement semble donc avoir été au départ un discours égoïste et hypocrite ou alors il est à la limite mensongère. Les pays se disant développés présentaient l'aide au développement comme étant une faveur qu'ils faisaient aux pays qu'ils qualifiaient de sous-développés. Mais concrètement ils craignaient une trop grande faiblesse des pays sous-développés; et pour eux une trop grande faiblesse de ces pays sous-développés serait un manque à gagner pour les pays développés. Ces derniers ne pourront plus profiter du marché de consommateurs de qualité que constituaient les pays vaincus ou sous-développés. Par ailleurs, il y avait la crainte des pays développés de perdre la maîtrise des PVD qui pourraient leur tourner dos et se retrouver dans le giron de l'URSS¹⁹⁹ d'alors.

¹⁹⁸ Était un plan américain de l'administration Truman pour aider la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre mondiale.

¹⁹⁹ L'Union des républiques socialistes soviétiques qui a existé du 30 décembre 1922 jusqu'à sa dissolution le 26 décembre 1991.

Ce concept de développement a maintenant beaucoup évolué. Cependant, si les formes de développement ont changé, les stratégies de domination et d'exploitation restent toujours présentes sous différentes formes. On peut parler de l'évolution du concept de développement. Son aspect d'aide financière a progressivement évolué et est graduellement devenu une forme d'aide humanitaire vis-à-vis des pays classés comme PVD.

Le terme de développement qui a commencé dans l'esprit du président Truman a donc progressivement évolué pour devenir peu à peu une mentalité, un esprit, un état d'esprit, une mentalité, un concept. Que retenir alors de ce concept de développement qui a lui aussi beaucoup évolué?

3.1.2 De l'évolution du concept du développement

Les premiers éléments du développement, après l'aide financière apportée aux pays vaincus, à l'origine étaient d'ordre humanitaire. En effet, selon Mark L. Duffield²⁰⁰

Le développementalisme encore appelé théorie du développement repose sur l'hypothèse de l'universalité de formes linéaires de progrès social²⁰¹». Il serait alors « un processus normatif d'évolution : une suite de mouvements interconnectés menant de la pauvreté à la vulnérabilité, à la sécurité et au bien-être.²⁰²

Pour la plupart des théoriciens, dont Mark L. Duffield, ce concept fait partie du mythe de la modernité, « c'est-à-dire de la certitude que le progrès partagé est l'aboutissement

²⁰⁰ School of Public Policy, The University of Birmingham Juin 1994

²⁰¹ Norgaard, 1994

²⁰² Delvenne Pierre, Erpicum Martin, Hupet Pierre et Vasen Federico, Cahier n°19 - «Modernités multiples et critique sociale des technologies en Europe et en Amérique latine», Cahiers des sciences politiques de l'Université de Liège, 02.03.2011.

normal et à long terme de tout changement social²⁰³». Et toujours selon Mark L. Duffield, pendant plusieurs décennies, le paradigme moderniste a dominé le système d'aide internationale :

Simultanément, ce système a toutefois fait preuve d'impuissance et d'incompréhension face à la crise systémique et à la fragmentation politique grandissantes. Une telle tendance constitue l'antithèse de la vision développementaliste du monde. On en est aujourd'hui rendu au point où le principal défi pour une politique d'aide progressiste est de transcender la crise du développementaliste. Pour cela, il est essentiel de comprendre les situations d'urgence complexes.²⁰⁴

L'expression "situation d'urgence complexe", ou "complex emergency situation" en version originale, est apparue à la fin des années 80. Son usage s'est ensuite répandu au cours des années 90, pour définir la grande majorité des contextes où la communauté internationale, notamment l'Organisation des Nations Unies (ONU), à travers certaines grandes Nations Développées, et par ses opérations de paix, était amenée à intervenir. Selon Scognamillo Corrado²⁰⁵,

Les commentateurs s'accordent à situer la genèse de l'expression "situation d'urgence complexe" dans le cadre du conflit en Mozambique, au cours de la seconde moitié des années 80. Sa définition a par la suite été affinée par plusieurs des acteurs impliqués sur de tels terrains. Celle qui est le plus souvent partagée

²⁰³ Par Duffield Mark L. op. Cit

²⁰⁴ Paru dans IDS Bulletin: Linking Relief and Development, Vol. 25, no 3, octobre 1994)

²⁰⁵ Centre d'Études et de Recherches Internationales de Sciences Po Paris (CERI)

est proposée par l'Inter-Agency Standing Comite²⁰⁶. D'après cette définition, la situation d'urgence complexe est "une crise humanitaire dans un pays, une région ou une société dans laquelle on constate un effondrement substantiel ou total de l'autorité à la suite d'un conflit interne ou externe, et qui demande une réaction internationale dépassant le mandat ou la capacité d'un seul organisme²⁰⁷.

Une réflexion de plus s'impose pour comprendre la portée de cette définition sur la scène internationale et pour les acteurs de l'aide en particulier. Il est significatif tout d'abord que cette expression ait été lancée et diffusée par les acteurs humanitaires. Elle désigne en effet des contextes d'intervention très distincts des situations d'urgence où ceux-ci agissaient jusqu'à la fin des années 80.

Toujours selon la même source citée, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), catégorisait ainsi les situations qui nécessitaient une intervention d'aide humanitaire :

- Les catastrophes soudaines telles que séismes, inondations, invasions de sauterelles et autres calamités imprévues du même ordre;
- Les situations d'urgence d'origine humaine, telles qu'afflux de réfugiés;
- Les pénuries alimentaires provoquées par la sécheresse, les mauvaises récoltes, les parasites et les maladies.

Puis, de l'aveu même du PAM,

²⁰⁶ Structure de coordination des acteurs d'urgence, reliée à l'ONU et à son Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires / OCHA, mais comprenant également d'autres organisations internationales et certaines grandes ONG humanitaires.

²⁰⁷ <http://www.operationspaix.net/Situation-d-urgence-complexe,7317> et sur le site du Groupe de travail de l'iasc, 1998

Le moment est venu par la suite d'ajuster cette définition pour refléter les nouveaux défis et les nouvelles pratiques, et notamment pour insister sur la spécificité des "situations d'urgence complexe" comme activité distincte. La naissance et la diffusion de la définition correspondent donc à l'évolution historique liée à la fin de la guerre froide : la notion de "situation d'urgence complexe" résulte de la tentative de nommer ces contextes d'un type nouveau où l'aide humanitaire est confrontée à de nouveaux éléments. Plus précisément, l'existence d'un conflit ou d'une instabilité politique est le facteur déterminant de cette notion, sans être pour autant suffisant à son identification, le conflit étant lui-même situé au sein d'une série de dynamiques interconnectées²⁰⁸.

Mark Duffield ajoutera alors que :

Le terme « situation d'urgence complexe » est certes apparu en Afrique à la fin des années quatre-vingts toutefois, son usage serait étendu davantage lors de la guerre du Golfe. Pour l'ONU, une situation d'urgence complexe est une crise humanitaire majeure à causes multiples qui nécessite une réaction à l'échelle de tout le système²⁰⁹.

Mais il (Mark Duffiel) va conclure en affirmant qu'à part un nouvel élément de maintien de la paix, il ne s'agit pas d'une conception originale ou pertinente du développement. Il ajoute d'ailleurs ceci :

À bien des égards, ce modèle à causes multiples est devenu interchangeable avec une catégorie antérieure d'urgence déclenchée par l'homme. Les situations d'urgence à causes multiples aussi bien que celles créées par l'homme se

²⁰⁸ <http://www.operationspaix.net/Situation-d-urgence-complexe,7317>. Construit et posté le 06 Juin 2007 mais consulté le 20 Mai 2015

²⁰⁹ 50 Section 2 Cahier de travail/Lectures/4 Les situations d'urgence complexes2 les situations d'urgence complexes et la crise du développementalisme.

définissent habituellement par opposition aux catastrophes naturelles à cause unique²¹⁰

Ainsi les premières approches du développement ont donc trait à l'aide matérielle et humaine accordée en urgence. Mais progressivement ces éléments vont évoluer vers des aspects plus économiques, voire même financiers, démographiques et démocratiques. Qu'en est-il du Bénin?

Il faut dire que le Bénin n'a jamais été dans une situation d'extrême urgence, car il n'a jamais connu de guerre ou de famine ayant nécessité une large et une urgente intervention massive des pays du Nord. Ce qui ne veut pas dire que les urgences n'existent pas; au contraire, ce pays a été toujours « sous perfusions ²¹¹» du point de vue alimentaire et budgétaire²¹². Selon Mede Nicaise²¹³,

Le Bénin, sous l'impulsion de la Banque mondiale, s'exerce aussi au programme « budgeting » depuis 2000. Le « program budgeting » est devenu la manifestation d'un souci plus général, celui de la modernisation de la gestion publique, dans le contexte d'un État sous-développé qui doit mettre en balance ses besoins

²¹⁰ Op cit <http://www.operationspaix.net/Situation-d-urgence-complexe,7317> Construit et posté le 06 Juin 2007.

²¹¹ Ce qui veut dire que le Bénin a toujours bénéficié de l'aide au développement et de divers programmes alimentaires comme le PAM. Encore en 2013, il existe un déséquilibre financier au niveau de l'établissement du Budget National. Les Ambassadeurs des pays de l'Union Européenne accrédités au Bénin, en marge de la conférence de presse qu'ils ont animée le 06 Mai 2013 ont affiché leurs inquiétudes par rapport à la relance de la croissance économique au Bénin alors que l'Afrique connaît une croissance soutenue de l'ordre de 6 %. Récupéré de : <http://www.africatime.com/benin/>. Consulté le 08 Mai 2013.

²¹² Depuis les indépendances, l'équilibre budgétaire n'a jamais été une réalité. Les gouvernements du Bénin ont toujours bénéficié d'aide ou de prêts pour financer leurs dépenses publiques et équilibré chaque budget annuel.

²¹³ Docteur en droit et chercheur associé au Centre d'Études et de Recherches sur l'Administration et les Finances (CERAF), à l'Institut de recherche en Droit Public (IRDP), Université Montesquieu Bordeaux IV, chargé de cours à l'Université d'Abomey Calavi et auteur du rapport intitulé : « La Nouvelle gestion budgétaire : l'Expérience des budgets de programme au Bénin » présenté en ligne. Récupéré de : <http://www.afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/04dos5mede.pdf>. Consulté le 02 Mai 2012.

énormes et ses ressources limitées, avec cependant des contraintes méthodologiques non négligeables²¹⁴.

En face de tous ces problèmes récurrents et conjoncturels liés au transport surtout, il y a urgence de les maîtriser. Le problème des moyens de transport en commun au Bénin, selon Agossou N.S.A, n'est plus à démontrer; il est grave et il faut agir. Car pour lui, la présence et l'état des infrastructures sont signe de niveau de développement.

D'un autre côté, la course à relais que constitue le développement dans la plupart des pays en Afrique subsaharienne se poursuit de nos jours dans le combat qu'est le développement durable.

Voyons à présent ce en quoi constituait le concept de développement qui fut d'abord défini à travers des éléments purement économiques.

Ainsi donc, s'il est vrai que le terme de développement qui n'était qu'une simple vision du monde est devenu un concept il est aussi vrai que ce concept ne tenait compte que des aspects économiques et financiers. D'où la nécessité pour nous de présenter ce concept de développement économique.

²¹⁴ Introduction au rapport intitulé : « La Nouvelle gestion budgétaire : l'Expérience des budgets de programme au Bénin » Publié en décembre 2004 à Cotonou au Bénin.

3.1.3 Du concept de développement économique

3.1.3.1 Essai d'une définition globale

Longtemps la notion de développement - conçu comme un processus de croissance permettant de passer d'un point « a » vers un point « b » jugé supérieur au point « a » - n'a intégré que des éléments mesurables et quantifiables comme la monnaie, les finances, des richesses ou éléments matériels. Le développement se définissait par une certaine hiérarchie matérielle. Le processus était souvent de passer d'un point « a » vers un point « b ». C'est ainsi que des scientifiques et les premiers développementalistes ont pour la plupart encouragé les États à s'investir dans la construction d'infrastructures routières, d'hôpitaux, de micro et de macro projets qui sont des éléments de soutien au développement encore appelés indices de développement. De même des économistes, de par le monde entier, ont longtemps appelé les pays matériellement riches à aider les autres pays dits en voie de développement. Le rapport annuel sur la Coopération pour le Développement rendra au fur et à mesure compte de l'utilisation de l'aide de la communauté internationale et de la contribution nationale au développement socio-économique dans les pays comme le Bénin. Mais pendant des années, la problématique de l'aide au développement et de la gestion de cette aide n'a pas cessé de croître et surtout de se complexifier.

Il y a quelques années encore, seules des données purement économiques sont avancées pour estimer le niveau de développement de ce pays. Ainsi, au Bénin comme un peu partout dans le monde, les indices de développement ont longtemps été mesurés à l'aide de données matérielles comme les recettes journalières estimées en dollars américains. Comme établi, par les pays vainqueurs de la Deuxième Guerre, tous les pays qui reçoivent de l'aide économique ou financière, sont classés dans le groupe des pays

sous-développés. Ainsi l'aide au développement était l'indice de développement ou de sous-développement, et ce, indépendamment de la situation conjoncturelle du pays qui donne ou qui reçoit cette aide. Plus tard, le développement va se définir également par des indices appelés Indices de Développement Humain (IDH).

3.1.3.2 L'indicateur du développement humain (IDH)

L'IDH est une mesure sommaire du développement humain, créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'IDH se fonde sur trois critères majeurs :

- L'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Il mesure les réalisations moyennes dans un pays à travers trois dimensions fondamentales.²¹⁵
- Une longue vie et en bonne santé, mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
- Les connaissances ou l'instruction, mesurées par le taux d'alphabétisation chez les adultes (avec un coefficient de pondération de deux tiers) et le taux d' enrôlement combiné primaire, secondaire et tertiaire (avec coefficient de pondération d'un tiers).

²¹⁵ Calcul des indicateurs du développement humain : Récupérer de http://hdr.undp.org/en/media/hdr_20072008_fr_Technique1.pdf Fiche technique 1, consulté le 24 Avril 2012.

- Un niveau de vie décent, mesuré par le produit intérieur brut (PIB) par personne en termes de Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) en dollars US.

Avant de calculer l'IDH, il a été convenu de créer un indicateur pour chacune de ces dimensions. Pour calculer ces indicateurs - l'espérance de vie, l'éducation et le PIB - des valeurs minimum et maximum (objectifs) sont choisies.

Mais trop souvent, même avec la présence des IDH, ce sont les indicateurs purement monétaires ou financiers qui sont pris en considération dans la définition du développement. Par exemple, en parlant de la situation développementale du Bénin, Bruno Amoussou²¹⁶, affirmait que dans ce pays, le financement du développement peut être évalué à 263,41 milliards de FCFA, soit 378,47 millions de \$US.

Mais nous avons remarqué que le concept du développement humain est plus large que ce qu'en décrit l'IDH qui n'en est qu'un indicateur créé par le PNUD pour évaluer ce qui n'était mesuré auparavant qu'avec imprécision. C'est ainsi que pendant des années des indices matériels et financiers vont servir même à mesurer le niveau de développement des pays.

Au Bénin et selon les recommandations du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) les principaux secteurs auxquels sont affectés des déboursements et des investissements dans le but d'atteindre un niveau de développement humain acceptable sont : le Transport (29,2 %), la Santé (12,8 %), le Développement Social (11,5 %), la mise en valeur des Ressources Humaines (10,1 %), l'Administration du Développement (8,9 %). Des apports financiers extérieurs viendront soutenir le développement humain du pays dans ce sens. Il s'agit de l'Union Européenne (41,85 millions de dollars), l'Association Internationale de Développement

²¹⁶Rapport annuel (2003) sur la Coopération pour le Développement au Ministère de développement du Bénin. Récupérer de http://www.developpement.bj/IMG/pdf/Rapport_rcd2002.pdf consulté le 25 Avril.

(29,42 millions de dollars), l'Allemagne (29,36 millions de dollars), le Danemark (23,50 millions de dollars), les États-Unis d'Amérique (20,82 millions de dollars) et la France (18,77 millions de dollars) qui demeurent jusqu'ici les principaux partenaires au développement du Bénin.

Jusqu'en 2012, les indicateurs de développement humain sont définis en rapport aux perspectives économiques. Dans le rapport 2002 de la Banque Mondiale parlant du développement humain, la situation économique nationale du Bénin a connu une évolution plus ou moins favorable en 2002. Le taux de croissance du PIB réel avait atteint 4,6 % contre 6,2 % en 2001, soit une baisse de 1,6 point due essentiellement à la mauvaise tenue du prix du coton-graine²¹⁷ au cours de la campagne 2002-2003.

Le rapport du FMI sur les perspectives économiques régionales avait donné de manière détaillée le taux de croissance de chaque pays y compris celui du Bénin. Une lecture attentive dudit document indique que le taux de croissance du Bénin en 2012 était de 3,8 %. Ce taux a été de 4,1 % en 2014 et serait pareil ou plus élevé en 2015. Selon ce même rapport, le taux de croissance du Bénin est passé de 5 % en 2006 à 2,7 en 2007, 2,6 en 2009. Par ailleurs les rapports de la Banque Mondiale et du FMI indiquent que depuis 10 ans la croissance de l'économie du Bénin se serait reposée sur un taux d'investissement de l'ordre de 18,5 %.

À la suite de ces données monétaires et économiques, d'autres données au niveau social ont été avancées pour rétablir de nouveau des indices de développement humain. Au Bénin, au plan social, selon Bruno Amoussou, ces indicateurs auraient moins progressé, indiquant un profil social mitigé. En effet, si cette évolution d'ensemble a permis de réduire, la pauvreté en milieu urbain, elle n'a pas eu assez d'impact sur la

²¹⁷Principales ressources économiques exportées en grande partie. Pendant des décennies, le Bénin a été le premier producteur et exportateur africain du Coton.

vie quotidienne des populations en milieu rural où la pauvreté et les inégalités se sont encore accentuées.

Que cela soit au niveau économique ou au niveau des indices de développement humain, la réduction voir l'élimination de la pauvreté matérielle demeure un des objectifs à atteindre. Dans ce cas, le flux de l'aide humanitaire demeure une variable importante dans le concept de développement économique ou le sous-développement d'un pays. Que dire alors du flux de l'aide!

3.2 Développement et la nature changeante du flux de l'aide

L'un des effets remarquables de la fin de la guerre froide a été la réduction de l'importance stratégique de l'aide des anciens alliés de l'Occident vers les pays du Tiers-Monde (Griffin, 1991). Mais quelle était désormais la nature de l'aide ?

3.2.1 La nature de l'aide de l'Occident en général.

Bien avant la fin des années quatre-vingt, le total de l'aide au développement avait commencé à stagner et à diminuer. Les observations de Mark, Duffield²¹⁸ dans ce sens sont pertinentes. On observe toutefois l'inverse pour les dépenses relatives aux situations d'urgence, ce qui est un reflet de la crise systémique (Borton, 1993). Ces dépenses augmentent sensiblement depuis les années quatre-vingt. « Ainsi le niveau de

²¹⁸Duffield M., (1994), « Les situations d'urgence complexes et la crise du développementaliste » Paru dans IDS Bulletin: Linking Relief and Development, Vol. 25, no 3, octobre 1994 School of Public Policy, The University of Birmingham.

développement ou de sous-développement d'un pays ne se mesurait plus par rapport à l'aide humanitaire qu'il reçoit ou émet, mais plutôt par rapport à sa capacité de faire face à ses urgences »²¹⁹. Les budgets des organismes de l'ONU, de l'Union Européenne (UE), des donateurs bilatéraux et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) illustrent très clairement ce fait. Par exemple, la part du budget d'aide que l'Overseas Development Administration de Grande-Bretagne consacre au secours est passée de 2 % au début des années quatre-vingt à 11 % en 1991-92. Pour l'UNICEF, ces chiffres s'élevaient respectivement à 7 % en 1987 et à 23 % en 1993 (UNICEF, sd). Les dépenses de l'Union Européenne au chapitre du secours humanitaire externe ont été multipliées par plus de cinq fois entre 1990 et 1993, passant ainsi de 114,3 millions à 605 millions d'écus (Commission, 1994)²²⁰.

Les statistiques d'ordre général ont été plus difficiles à obtenir (Borton, 1993). Ce fût probablement une sous-estimation de dire qu'environ 4 milliards de dollars, soit approximativement 7 % du total de l'aide au développement étranger sont consacrés aux dépenses relatives au secours.

Il convient aussi de garder à l'esprit l'escalade des coûts de maintien de la paix de l'ONU. Ces coûts se chiffraient à 3,2 milliards par an et ils continuent de croître (Elliot, 1994). Par ailleurs, étant donné que les activités de secours n'ont jamais été prises au sérieux : « On ignore dans une large mesure jusqu'à quel point la politique des donateurs s'est déjà accommodée dans les faits à la situation d'urgence permanente. Au lieu d'essayer de lier le secours en cas d'urgence à un hypothétique état de

²¹⁹ Cité par Borton, (1993) dans ce même document.

²²⁰ Il s'agit actuellement des chiffres dont nous disposons. Nous aurions aimé avoir des statistiques plus actuelles.

développement, mieux vaut selon nous analyser cette accommodation déjà existante »²²¹.

Sur les questions de développement donc, chaque personne et plus encore chaque nation peut avoir son avis et sa vision. Notre recherche sur le terrain nous a montré que les personnes interviewées ont aussi leurs positions qu'il convient de faire ressortir. Ainsi, le Bénin ou les penseurs Béninois ont été longtemps influencés par des réflexions extérieures surtout venues des indépendances.

3.2.2 De l'Afrique au Bénin.

Il serait impossible de faire ressortir la position de la communauté intellectuelle du Bénin sans parler de celle du NEPAD²²² et des OMD²²³. Car toutes ces positions sont liées et s'influencent mutuellement. Lorsque les intellectuels du Bénin parlent de développement, il leur est souvent très difficile de faire la distinction entre le développement du Bénin et celui de l'Afrique. Ils vont souvent du général (Afrique) au particulier (Bénin) et du particulier (Bénin) au général (Afrique). Ils confondent le pays au Continent et vice versa. Même si nous-mêmes, nous sommes souvent frustrés de voir plusieurs personnes considérer l'Afrique comme un pays ou le Bénin comme un continent, il nous est à présent impossible dans cette revue de littérature de faire clairement et distinctement la part des choses et surtout de distinguer dans les interventions de ces auteurs ce qu'ils pensent séparément du développement du Bénin ou celui de l'Afrique. D'ailleurs beaucoup croient que la solution au problème de

²²¹ Borton (1993).

²²² Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique.

²²³ Objectifs du Millénaire pour le Développement.

développement des pays africains ne se trouve que dans une approche régionale et même continentale. Et ils ont raison en grande partie. Cependant dans cette thèse, nous nous sommes donné pour consigne de faire la part du particulier (Bénin) dans le général (Afrique) et vice versa; mais il n'est pas certain que nous ayons réussi à le faire sur tous les points.

Ainsi, les intellectuels du Bénin réunis eux aussi au sein de cette instance qu'est le NEPAD, n'arrivent pas à faire cette distinction entre le développement de l'Afrique et celui de leur pays. Au fait pour la grande majorité d'entre eux, le développement est vu plus au niveau régional que national. Le développement est une affaire d'intégration. Selon eux donc, aucun pays en Afrique subsaharienne ne pourra se développer seul. C'est d'ailleurs pourquoi, ils affirment que le développement humain aura pour ultime objectif d'aider les PVD à combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés. Cette notion de fossé à remplir (bridging gap) est au cœur même du NEPAD.

Mais les intellectuels du Bénin refusent de s'aligner tous sur les visions du NEPAD. Pour le professeur Cakpo Mahougnon, il ne s'agit pas seulement de financer des projets tous azimuts. Pour lui l'Afrique (le Bénin) doit jouer un grand rôle dans la globalisation et il s'inquiète moins que ce pays soit en marge de l'évolution du monde. Pour lui donc, la vulnérabilité de l'Afrique vient plutôt de l'économie de marché au sein duquel elle trouve mal sa place au point qu'elle ne représente que 1.7 % du commerce international. L'Afrique apparaît aussi comme le dernier des continents en termes de croissance et de développement. Mais elle amorce un taux de croissance assez enviable depuis 2008. En effet, en 2014, la croissance économique africaine dépasse celle de l'Europe. Selon un document²²⁴ de la Banque Mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait continuer d'augmenter, passant de 4,7 % en 2013 à 5,2 % en 2014 selon les prévisions. Durant ces dernières années, le taux de croissance dans la

²²⁴<http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/04/07/africas-growth-set-to-reach-52-percent-in-2014-with-strong-investment-growth-and-household-spending> consulté le 5 Août 2014.

zone UEMOA²²⁵ (Bénin, Togo, Niger, Burkina Faso, Mali, Cote d'Ivoire, Guinée Bissau et le Sénégal) a été très fort.

Par ailleurs, Cotonou a abrité en janvier 2015, la 18^e session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). À la fin de ce sommet, le ministre des Finances de la République du Niger et président du Conseil des ministres de l'Uemoa, Gilles Baillet, lors de son discours de clôture a fait l'état d'avancement du processus d'intégration de l'UEMOA. Il disait en effet que :

Au plan économique, la reprise amorcée au sein de l'Uemoa en 2012 et confirmée en 2013, s'est poursuivie en 2014. En effet, l'année 2014 a été marquée par une nette progression de l'activité au sein de l'Union. Le Produit Intérieur Brut de l'Union s'est accru de 6,8 % contre 5,8 % en 2013. Dans un contexte de faible inflation, la Banque Centrale a mené une politique monétaire accommodante, en maintenant ses taux directeurs à leur plus bas niveau historique et en accroissant ses refinancements aux banques²²⁶

Il faut aussi ajouter que :

Au titre des chantiers à poursuivre, en 2015, l'activité économique dans l'Union sera bien orientée. Il est attendu un taux de croissance de 7,2 % du produit intérieur brut, après 6,8 % en 2014. La croissance économique serait portée principalement par la poursuite des investissements dans les infrastructures ainsi que l'essor des activités minières et industrielles.²²⁷

²²⁵<http://fr.africatime.com/benin/articles/18eme-session-de-la-conference-des-chefs-detat-de-luemoa-le-taux-de-croissance-de-74> consulté le 19 Janvier 2015.

²²⁶<http://fr.africatime.com/benin/articles/18eme-session-de-la-conference-des-chefs-detat-de-luemoa-le-taux-de-croissance-de-74> consulté le 19 Janvier 2015.

²²⁷<http://fr.africatime.com/benin/articles/18eme-session-de-la-conference-des-chefs-detat-de-luemoa-le-taux-de-croissance-de-74> consulté le 19 Janvier 2015.

Cette idée a été renforcée par le président en exercice de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa (2015), Boni Yayi. Selon cet économiste et ancien directeur de la BOAD²²⁸ « Cette évolution économique dans nos États serait consolidée en 2015 avec un taux de croissance prévisionnel de 7,4 % dû au regain de dynamisme des secteurs agricole et industriel ainsi que par les performances dans les Bâtiments et Travaux Publics ».

Ces résultats sont liés à la hausse des investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures ainsi qu'à la forte consommation des ménages, selon le nouveau rapport *Africa's Pulse*²²⁹, de la Banque mondiale. Tout en demeurant comme le continent le plus pauvre l'Afrique est également le plus riche en potentialités diverses. Car il existe plusieurs ressources à explorer et à exploiter. Toutefois, ce retard a un lien dangereux avec la dégradation des ressources naturelles ce qui ne fera qu'aggraver de façon durable la pauvreté dans ces pays. Selon Mohamed Chakirou Roufai²³⁰, « La pauvreté est une cause et une conséquence de la dégradation continue de l'Environnement. Elle exacerbe cette dégradation en forçant les populations pauvres à exploiter des terres marginales ou à épuiser des ressources halieutiques dans une lutte désespérée pour survivre²³¹ ». Pour cet auteur²³² qui a présenté sa thèse de doctorat le 20 Février 2012 sur - Environnement, santé publique et risques sanitaires liés à l'eau à Cotonou au Bénin - les pouvoirs humains n'ont jamais été aussi puissants et il va falloir les limiter dans l'utilisation des ressources non renouvelables surtout en Afrique.

²²⁸ Banque Ouest Africaine de Développement.

²²⁹ Il s'agit d'une publication semestrielle qui analyse les perspectives économiques de l'Afrique.

²³⁰ Étudiant à École Doctorale de Paris – Université la Sorbonne – Paris IV (France),

²³¹ http://www.beninensis.net/Pauvrete_Democratie_et_Developpement_Durable.pdf. Pauvreté, démocratie et développement humain durable : Enjeux et perspectives dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, NEPAD, consulté le 1 Mai 2012.

²³² ROUFAÏ Mohamed Chakirou

C'est dans ce sens que, en réfléchissant aux divers moyens qui permettront de sortir l'Afrique de cet engrenage, qu'est né le NEPAD²³³ qui a été le fruit d'une inspiration collective venant d'abord des initiatives diverses et par la suite regroupées ensemble en vue d'un objectif commun qui est le développement de l'Afrique.

En effet, les anciens Présidents Thabo MBEKI d'Afrique du Sud, Olusegun OBASANJO du Nigeria et Abdel Aziz BOUTEFLIKA d'Algérie proposèrent le Millenium African Plan (MAP) pendant que l'ancien Président Abdoulaye WADE du Sénégal proposait le plan OMEGA. Ensuite, les deux plans furent fusionnés en un plan unique : la Nouvelle Initiative Africaine (NIA) qui sera plus tard baptisée NEPAD. Le Sommet des Chefs d'État de Lusaka adopta la NIA et élargit la direction politique à dix autres Chefs d'État, à raison de deux par région.

Plus simplement l'objectif du NEPAD est de développer les technologies de l'information, de promouvoir la santé, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer l'enseignement et l'éducation, d'inverser la tendance des fuites des cerveaux du Nord au Sud et d'investir dans les infrastructures partagées.

Si les éléments humains sont pris en compte dans cette approche du NEPAD, il demeure toujours que les grandes lignes de ses objectifs sont toujours matérielles.

Toutefois, quel est l'apport proprement dit de la communauté intellectuelle et économiste du Bénin sur la question de développement? Avant de présenter cette vision des différentes communautés béninoises, il serait préférable, pour diverses raisons de voir l'impact de la pensée chrétienne catholique qui a longtemps influencé les visions du développement dans le monde, en Afrique et au Bénin en particulier.

²³³ Avant le NEPAD, les instances qui réfléchissaient sur le développement de l'Afrique étaient réunies au sein de l'Union Africaine.

3.3 Le concept de développement dans le contexte global religieux

3.3.1 Église Catholique et les questions de développement

Pourquoi l'Église Catholique?

Il y a eu certes des travaux d'ordre universitaire qui ont été réalisés sur l'impact de la religion traditionnelle²³⁴ et les questions de développement en Afrique. Les recherches intitulées « La prise en compte du magico-religieux dans les problématiques de développement durable : le cas du Ngondo chez les peuples Sawa du Cameroun²³⁵ », ou encore : « L'influence de la culture sur le développement en Afrique noire²³⁶ » en sont des exemples. Toutefois la grande majorité de ces réflexions sont produites par des gens de l'extérieur, c'est à dire par des non-Africains. Ces travaux sont pour la plupart de l'interprétation ou de la description d'un phénomène culturel africain, mais qu'on ne peut saisir que de l'intérieur. La grande majorité des travaux de réflexion sur le développement qui viennent du milieu catholique sont d'abord religieux et massivement catholiques. Cependant, nous ne dénisons pas le rôle ou la réflexion des autres confessions religieuses (musulmane, protestante ou évangélique) qui, elles aussi apportent leurs contributions aux concepts de développements humain et intégral. Mais bien au contraire nous reconnaissons qu'il y a des recherches qui ont été également faites au cœur de la pensée protestante, musulmane ou évangélique sur le développement. Pendant longtemps d'ailleurs la doctrine calvinisme puritaine²³⁷ du

²³⁴ Qui est la religion première et encore dominante en Afrique noire

²³⁵ <http://vertigo.revues.org/2685>. Travaux réalisés par Esoh Elamé consulté le 20 Juillet 2014

²³⁶ Travaux réalisés par AMOUZOU Essé

²³⁷ Les puritains ont été les premiers américains venus de l'Europe et qui se sont installés aux Etats Unis tout en continuant le Far West. Selon la doctrine puritaine de développement, Dieu récompense les justes en leur accordant la prospérité. Selon Sombart W., ce mouvement a eu une influence positive sur l'essor

développement a souvent relié la prospérité économique et matérielle à la bénédiction de Dieu. Cependant plusieurs autres raisons nous²³⁸ poussent à donner une certaine importance à la réflexion catholique sur l'objet de notre recherche. Il faut dire que nous avons également fait notre choix d'aborder cette réflexion que nous avons initié au cœur de notre mémoire de maîtrise.

3.3.2 Pourquoi tenir compte surtout de la pensée catholique du développement dans ce contexte ?

D'abord, parce que sur le continent noir et surtout en Afrique Sud Saharienne, la religion catholique, est la plus ancienne des institutions religieuses ayant défini une pensée claire et écrite sur le développement²³⁹ et, de plus son impact sur la réflexion²⁴⁰ et le développement des peuples est non seulement réel, mais aussi porteur et tributaire d'une longue tradition²⁴¹; ensuite la réflexion catholique a été rendue concrète par la création d'œuvres et de structures concrètes²⁴² de développement; enfin, la présence

du capitalisme dans la mesure où il a repris des idées qui se trouvent exprimées avec « plus de force dans la religion juive qui, naturellement, en a aussi la priorité. Weber Max de son côté a repris dans son ouvrage « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » publié en 1905, sa fameuse thèse sur l'affinité qui existerait entre l'éthos du calvinisme puritain et la mentalité de l'entrepreneur capitaliste.

²³⁸ Et ce en dehors du fait que nous sommes nous-même prêtre catholique

²³⁹ La religion traditionnelle est certes présente sur le continent noir avant l'Église Catholique. Nous ne nions pas qu'il y ait dans cette religion et dans bien d'autres des réflexions sur le développement.

²⁴⁰ Plusieurs lettres apostoliques et encycliques sociales ont été produites dans ce sens.

²⁴¹ Depuis le Pape Léon XIII (2 mars 1810 - 20 juillet 1903), qui est le 256^e pape de l'Église catholique, l'Église a amorcé de grands développements sur les grandes questions sociales du monde actuel à travers les encycliques sociales. Le pape Léon XIII est essentiellement connu pour son encyclique *Rerum Novarum*, publiée en 1891 qui est la première encyclique sociale.

²⁴² L'Église Catholique dans presque tous les pays où elle est présente a manifesté l'importance de développement par son implication dans les œuvres d'éducation, de santé intégrale (physique, morale, psychique, spirituelle et autres) et des questions sociales

plus ou moins sensible de la hiérarchie catholique dans la gestion des États au plus haut niveau est encore d'actualité. En effet plusieurs nations en Afrique (comme le Bénin²⁴³, le Togo²⁴⁴, le Congo²⁴⁵ et le Burkina Faso²⁴⁶) ont eu plusieurs fois recours à la neutralité, à l'intégrité, mais aussi à l'implication de l'Église catholique pour se sortir de certaines crises. Si ces interventions des hommes d'Église ont été vivement sollicitées, c'est parce que l'Église comme au Bénin était déjà présente sur le terrain de la réflexion sur le développement et en plus, elle était déjà très critique vis-à-vis des pouvoirs politiques en place.

Dans plusieurs cas, l'Église traçait des voies et menait des réflexions en vue d'un réel développement intégral et durable.

²⁴³ Mgr de Souza Isidore a dirigé la Conférence Nationale du Bénin (19 au 28 Février 1990) qui conduit le pays sur le chemin de la démocratie moderne en mettant fin au régime marxiste-léniniste de Kérékou Mathieu. Ce prélat de l'Église Catholique participait à la conférence nationale en tant que délégué de la conférence épiscopale. Désigné au dernier moment pour remplacer son collègue Monseigneur Sastre Robert, il sera plébiscité par les participants pour diriger le présidium, rôle qu'il a joué avec foi et sagesse et a réussi à surmonter tous les obstacles et amener le Bénin à la démocratie. Il fut d'ailleurs proposé comme président de cette assemblée par une des déléguées de confession musulmane. Plusieurs observateurs reconnaissent que Mgr de Souza Isidore a dirigé avec dextérité les travaux de la conférence et a joué un rôle important en tant que président du Haut Conseil de la République, la structure législative qui a conduit à l'adoption par référendum de la nouvelle et actuelle constitution qui porte sa signature.

²⁴⁴ En 1991, le Togo, à la recherche d'une voie démocratique, choisit son Excellence Monseigneur KPODZRO Philippe Fanoko comme Président de la Conférence Nationale. Alors que tout allait bien finir, les forces du mal se sont liguées et la croix resurgit. L'Evêque - Président, en pleine assemblée, fut séquestré pendant vingt-quatre heures et subit l'humiliation que l'on connaît.

²⁴⁵ Mgr Kombo Ernest, a joué un rôle notable dans la vie politique de son pays, à la suite de son élection en mars 1991 comme président du présidium de la Conférence nationale, puis président du Conseil supérieur de la République du Congo en juin 1991.

²⁴⁶ Au Burkina Faso, en Novembre 2014, l'armée, la société civile et l'opposition au président déchu Compaoré Blaise ont annoncé avoir choisi leurs candidats pour le poste de président de la transition, qui dirigera le pays jusqu'aux élections fin 2015. Un nom semble susciter l'adhésion générale : l'archevêque de Bobo-Dioulasso (sud), Mgr Ouédraogo Paul, que l'armée et l'opposition ont placé dans leur shortlist malgré les réticences de la hiérarchie catholique. Le président de la Commission épiscopale Burkina-Niger a pourtant déclaré publiquement qu'il n'était pas candidat.

Cependant, plusieurs personnes à tort ou à raison associent le colonialisme à l'arrivée des missionnaires dans certains pays du Sud. Certes, il y a des réalités qui ne trompent pas. Toutefois, reconnaissons-le, au Bénin comme ce fut le cas au début de la création du Québec ou du Canada moderne, les premières écoles, hôpitaux et structures sociales traditionnelles et même modernes de développement ont été l'œuvre des premiers missionnaires catholiques. Personne ne peut réécrire l'histoire et qu'on le veuille ou non, cette étape de l'histoire du monde²⁴⁷ et de plusieurs sociétés modernes restera gravée dans les annales de l'humanité.

La doctrine de l'Église catholique Romaine sur le développement est en lien étroit avec l'Évangile qui donnait l'annonce de la « Bonne Nouvelle » aux pauvres comme signe de sa mission. D'entrée de jeu, les pères de l'Église ont appuyé la thèse selon laquelle : " toute discussion sur le développement doit être axée sur la dignité humaine". Les diverses encycliques sociales²⁴⁸ sont allées dans ce sens.

Conformément aux Principes de Rio²⁴⁹, l'enseignement de l'Église Catholique sur le développement stipule que "les êtres humains sont au centre des préoccupations pour le développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive, en harmonie avec la nature."²⁵⁰ Ainsi, l'implication de l'Église Catholique dans les questions de développement économique, humain, intégral ou durable semble être aussi vieille que le monde moderne. En effet, le Pape JEAN XXIII²⁵¹ faisait de cette implication un devoir des chrétiens eux-mêmes. Il enseignait que :

²⁴⁷ Qui concerne l'implication de l'Église dans le développement des peuples.

²⁴⁸ Comme « le développement le nouveau nom de la paix » ou « *Populorum Progressio* » de Paul VI.

²⁴⁹ « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » récupéré de <http://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126voll1.f.htm> consultée le 30 Mars 2015

²⁵⁰ Intervention conclusive de Mgr Martino Renato au Sommet de Johannesburg, dans La Documentation catholique, 20 octobre 2002, n. 2278, p. 863.

²⁵¹ De son vrai nom Roncalli Angelo Giuseppe (Né le 25 novembre 1881 et mort à Rome, le 3 juin 1963), il fut élu pape le 28 octobre 1958 sous le nom de Jean XXIII c'est lui qui convoqua le II^e concile

L'insertion de l'Église dans un peuple comporte toujours d'heureuses conséquences dans le domaine économique et social, comme le montrent l'histoire et l'expérience. Nul, en effet, de ceux qui deviennent chrétiens ne pourrait ne pas se sentir obligé d'améliorer les institutions temporelles par respect pour la dignité humaine et pour éliminer les obstacles à la diffusion du bien.²⁵²

Il ne serait donc pas juste de toujours relier la domination des peuples du Sud à l'arrivée de missionnaires dans ces pays. Au contraire, comme le présente le « Compendium de la doctrine sociale de l'Église²⁵³ » les missionnaires ont longtemps œuvré pour la libération de ces peuples. Car, les questions de développement pour l'Église sont reliées aux questions des droits de la personne. Il en existe d'ailleurs un lien très étroit²⁵⁴. En effet, sur les questions de développement en particulier, Jean Paul II, à la suite de plusieurs évêques²⁵⁵ et papes avant lui, et surtout à la suite du Pape Léon XIII²⁵⁶, a plusieurs fois souligné :

œcuménique du Vatican (1962-1965, appelé aussi concile Vatican II), dont il ne vit pas la fin car il mourut le 3 juin 1963, deux mois après avoir achevé l'encyclique *Pacem in Terris*.

²⁵² JEAN XXIII, *Encycl. Mater et magistra*, III

²⁵³ http://www.vatican.va/roman_curia/pontifical_councils/justpeace/documents/rc_pc_justpeace_doc_20060526_compendio-dott-soc_fr.html. Consulté le 13 Juillet 2014.

²⁵⁴ <http://www.croire.com/Definitions/Mots-de-la-foi/Eglise/Droits-de-l-homme-et-Eglise> consulté le 13 Juillet 2014.

²⁵⁵ Par des écrits, des sermons, des manifestes, des lettres pastorales, des messages, des évêques ont essayé de répondre aux défis de la nouvelle ère, tandis que naissaient des organisations sociales et des syndicats au sein desquels les travailleurs s'unissaient en vue de défendre leurs droits. Il s'inscrit ainsi dans la droite ligne du magistère de l'Église.

²⁵⁶ L'Encyclique *Rerum novarum* de LÉON XIII (1891) sur la condition ouvrière, est comme l'aboutissement de ce long processus historique et révolutionnaire, qui contribua à susciter une conscience nouvelle de la dignité des travailleurs.

La nécessité de prendre en compte les valeurs culturelles des peuples, que des idéologies hégémoniques, sous couvert d'aide économique et financière, cherchent à détruire par le recours à certaines pratiques immorales qui tendent à imposer des comportements antinatalistes aux antipodes de l'amour de la vie et du sens de la famille, en particulier tels qu'ils sont perçus en Afrique.²⁵⁷

Les propos de MGR Renato Raffaele²⁵⁸ lors de son passage à Cotonou dans le cadre d'un colloque sur le rôle de l'Église dans le développement, la Justice et la Paix en Afrique, iront dans ce sens. Parlant du rôle de l'Église, il faisait remarquer que, « s'appuyant sur l'enseignement des Saintes Écritures et sur la tradition, l'Église a non seulement enseigné des principes directeurs, mais elle a mis la main à la pâte en offrant son apport spirituel et même matériel à la construction d'un monde solidaire ²⁵⁹ » C'est

²⁵⁷ Jean-Paul II est très préoccupé "de constater, dans beaucoup de pays, le lancement de campagnes systématiques contre la natalité, à l'initiative de leurs gouvernements, en opposition non seulement avec l'identité culturelle et religieuse de ces pays mais aussi avec la nature du vrai développement. Il arrive souvent que ces campagnes soient dues à des pressions et financées par des capitaux venant de l'étranger, et ici ou là, on leur subordonne même l'aide et l'assistance économique et financière. En tout cas, il s'agit d'un manque absolu de respect pour la liberté de décision des personnes intéressées, hommes et femmes, fréquemment soumises à d'intolérables pressions, y compris les contraintes économiques, pour les plier à cette nouvelle forme d'oppression. Ce sont les populations les plus pauvres qui en subissent les mauvais traitements; et cela finit par engendrer parfois la tendance à un certain racisme, ou par favoriser l'application de certaines formes, également racistes, d'eugénisme" (Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, 25). Cf. JEAN-PAUL II, Encycl. *Centesimus annus*, nn. 33 et 39. Pour le Bénin, cf. la Lettre pastorale de Carême des évêques du Bénin, "Ne laissons pas bafouer la famille africaine sur sa propre terre" (15 février 2000), in GOUDJO, Raymond B., Discours social des évêques du Bénin de 1960 à 2000, Les Editions du Flamboyant, Cotonou, 2000, pp. 193-212; voir également INSTITUT DES ARTISANS DE JUSTICE ET DE PAIX, La santé de la reproduction. Promotion humaine ou nouvel impérialisme économique, Cotonou, Les Editions du Flamboyant, 2001.

²⁵⁸ Ancien Président du Conseil Pontifical Justice et Paix. Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

²⁵⁹ Son Excellence Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

en parlant du développement du Continent Africain, que Mgr Renato²⁶⁰ - qui a conduit la délégation du Saint-Siège²⁶¹ au sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002 - présentera l'être humain, c'est-à-dire le «vivant»²⁶² comme l'élément moteur de tout développement durable. Pour lui, l'homme « vivant » c'est l'humain qui, contrairement à l'esclave, est une personne « debout » et qui a sa destinée en main. Il s'agit d'ailleurs là de la vision que Dieu aurait souhaitée pour chaque humain. Mgr Renato s'appuyait ainsi sur la thèse de Saint Irénée²⁶³ qui disait que : « La Gloire de Dieu, c'est l'homme vivant et la vie de l'homme c'est la vision de Dieu²⁶⁴ ». Ces propos de Mgr Renato faisaient également suite à ceux du Pape Jean Paul II qui dénonçait un certain type de développement :

²⁶⁰ Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix « La sollicitude de l'Eglise catholique pour le développement, la justice et la paix » A présenté ce thème lors de la Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003). Il fut président du Conseil Pontifical "Justice et Paix". Il a été pendant seize ans, jusqu'au 1er octobre 2002, Observateur Permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies à New York. A ce titre, il a eu des contacts avec plusieurs de ses collègues diplomates et africains en poste à New York et il a pu suivre les problèmes du continent tels qu'ils se présentaient à l'attention des membres et observateurs de cette assemblée des Nations Unies. Nommé Président du Conseil Pontifical "Justice et Paix", en 2003, il a commencé, à un titre spécial, à toucher du doigt les problèmes des peuples du monde. Il était en Colombie, où il a participé au Congrès sur "la réconciliation comme horizon de la paix" à Bogota, à une rencontre des agents de la Pastorale Sociale sur "la pastorale sociale et la réconciliation en temps de conflit" à Medellín, ainsi qu'au Colloque organisé dans la même ville par l'Université "Bolivarienne" sur "l'application de la doctrine sociale de l'Eglise à l'ère de la mondialisation".

²⁶¹ « Liste des accords multilatéraux dans le domaine de l'environnement » Récupéré de : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/ratifications.pdf>. Paragraphe « B ». Consulté le 25 Août 2014

²⁶² « Liste des accords multilatéraux dans le domaine de l'environnement » Récupéré de : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/ratifications.pdf>. Paragraphe « B ». Consulté le 25 Août 2014

²⁶³ La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant. Traduction des textes d'Irénée par Rousseau Adelin, Cerf, Paris, 2007 (ISBN 978-2-204-08478-9), Comby Jean et Singles Donna, Récupéré de : <http://vie.belle.free.fr/Documents/Le%20bonheur%20de%20Dieu%20Nov%2006.PDF>. Consulté le 18 Février 2013.

²⁶⁴ La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant. Traduction des textes d'Irénée par Rousseau Adelin, Cerf, Paris, 2007 (ISBN 978-2-204-08478-9), Comby Jean et Singles Donna, Récupéré de : <http://vie.belle.free.fr/Documents/Le%20bonheur%20de%20Dieu%20Nov%2006.PDF>. Consulté le 18 Février 2013.

qui ne respecterait pas et n'encouragerait pas les droits humains, personnels et sociaux, économiques et politiques, y compris les droits des nations et des peuples, ne serait pas non plus vraiment digne de l'homme. Aujourd'hui plus que par le passé peut-être, on reconnaît plus clairement la contradiction intrinsèque d'un développement limité au seul aspect économique. Il subordonne facilement la personne humaine et ses besoins les plus profonds aux exigences de la planification économique ou du profit exclusif. Le lien intrinsèque entre le développement authentique et le respect des droits de l'homme révèle encore une fois son caractère moral: la vraie élévation de l'homme, conforme à la vocation naturelle et historique de chacun, ne s'atteint pas par la seule utilisation de l'abondance des biens et des services, ou en disposant d'infrastructures parfaites²⁶⁵».

Cependant les premiers missionnaires qui ont œuvré en Afrique, et beaucoup d'autres comme eux, avaient sans doute leur propre vision du développement. Cette vision ne correspondait pas forcément avec la doctrine de l'église, et encore moins avec la vision et l'identité propre des populations évangélisées. Comme le disait le Pape Paul VI²⁶⁶ « Sans doute leur œuvre, pour ce qu'elle avait d'humain, ne fut pas parfaite, et certaines durent se mêler parfois à bien des façons de penser et de vivre de leur pays d'origine , constituant ainsi un obstacle et s'opposant indirectement à l'annonce authentique du message évangélique²⁶⁷ » .

Mais aujourd'hui encore et comme toujours, l'Église Catholique continue de jouer un rôle de premier plan en Afrique. Cette considération de l'Église Catholique en Afrique malgré des hommeries commises par quelques-uns de ses responsables, se fait toujours grandissante. Au Burkina Faso, après la chute du l'ex président Blaise Compaoré

²⁶⁵ Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, nn. 33-34

²⁶⁶ Du Vatican, en la fête de Pâques 26 mars 1967

²⁶⁷ Pape Paul VI : Lettre Encyclique de sa Sainteté le Pape Paul VI sur le Développement des Peuples http://www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum_fr.html consulté le 19 Février 2013.

militaires et civiles selon la charte de la transition²⁶⁸, ont sélectionné leurs candidats pour le poste de président intérimaire du Pays. Ce fut une étape déterminante pour permettre le retour au pouvoir des civils au pays des hommes intègres. Un nom a semblé susciter l'adhésion et le consensus : l'archevêque de Bobo-Dioulasso, Mgr Paul Ouédraogo qui même se sentant honoré par ce choix a tout de même refusé d'être le président de transition dans ce processus²⁶⁹. Il est impressionnant de voir qu'un prélat catholique qui fasse d'abord cette unanimité dans un pays à grande majorité musulmane (90 %)²⁷⁰. Cette désignation, selon le prélat lui-même, était une reconnaissance de toute la société civile pour le travail accompli par l'Église Catholique dans ce pays.²⁷¹ En effet, les prélats de ce pays ont été les premiers à dire publiquement non à Blaise Compaoré qui voulut alors modifier la constitution pour se maintenir au pouvoir.

Aussi les questions d'ordre économique au cœur du développement ont-elles été également abordées dans la doctrine sociale de l'Église sur le développement. Il s'agit surtout de l'endettement. Il y a comme une question éthique à laquelle personne ne peut rester indifférent. C'est du moins ainsi que l'a compris le Conseil Pontifical en soulignant dans son document de 1986 que :

²⁶⁸<http://www.youscribe.com/catalogue/tous/charte-de-la-transition-burkina-faso-2517507> consulté le 20 Novembre 2014.

²⁶⁹ Un processus combien honorable des Burkinabè

²⁷⁰<http://fr.canoe.ca/infos/international/archives/2014/11/20141115-075504.html>. Consulté le 20 Novembre

²⁷¹ <http://www.lefaso.net/spip.php?article61722> consulté le 20 Novembre 2014.

« L'endettement international est une question d'éthique qui a des retombées socio-économiques sur les populations des pays endettés, contraintes à payer des dettes qu'elles n'ont pas contractées, et sur le progrès des pays créanciers ²⁷²» .

D'un autre côté, il est également urgent, comme le souligne le Père Raymond Goudjo de l'Institut des Artisans de Justice et de Paix, qui s'adressant aux pays en développement affirmait qu'il fallait « savoir s'endetter²⁷³», afin de ne pas mettre sur le dos des pauvres et des générations futures des fardeaux qu'ils ne peuvent porter.

Le développement passe aussi selon la vision de l'Église Catholique par les questions de droit de la personne, mais aussi par la Solidarité, le Partage et la Justice. Jean Paul II affirmait avec force que l'Afrique n'avait pas besoin de pitié, mais de solidarité et de justice²⁷⁴. Les Africains, n'ont pas faim, mais ont soif de justice pouvons-nous dire à la suite du Pape. Jean Paul II, en clôturant le Grand Jubilé de l'An 2000, a rappelé aux responsables des pays industrialisés et des institutions financières internationales leur obligation morale de se montrer plus souples et plus généreux pour résoudre « une question dont dépend le processus de développement de nombreux pays, avec de

²⁷² Les efforts imposés par les organismes de crédit en échange d'une aide accrue, lorsqu'ils ne considèrent la situation que sous son angle monétaire et économique, contribuent souvent à entraîner pour les pays endettés, au moins à court terme, chômage, récession et réduction drastique du niveau de vie, dont pâtissent en premier lieu les plus pauvres, ainsi que certaines classes moyennes, bref une situation intolérable et à moyen terme désastreuse pour les créanciers eux-mêmes" (COMMISSION PONTIFICALE "IUSTITIA ET PAX", Au service de la communauté humaine: une approche éthique de l'endettement international, Typographie polyglotte vaticane, Cité du Vatican, 1986, Présentation, p. 4.

²⁷³ Institut des Artisans de Justice et de Paix, Ne plus s'endetter ou savoir s'endetter. Notre part de responsabilité en Afrique, Les Editions du Flamboyant, Cotonou, 1999.

²⁷⁴ L'Afrique, affirmait Jean-Paul II à son retour de ce continent en 1995, porte les marques de sa longue histoire d'humiliations. On s'est trop souvent tourné vers ce continent uniquement pour servir des intérêts égoïstes. Aujourd'hui, l'Afrique demande à être estimée et aimée pour ce qu'elle est. Elle ne demande pas la pitié, mais la solidarité" (Angelus, 24 septembre 1995), in L'Osservatore Romano, édition en langue française, n. 39, 26 septembre 1995, p. 1.

lourdes conséquences pour la situation économique et existentielle d'innombrables personnes²⁷⁵». Jean Paul II critiquait les obstacles au développement. Il disait alors :

C'est pourquoi je voudrais ici m'adresser aux responsables politiques de ces pays : si la conquête violente du pouvoir devient la norme, si l'ethnocentrisme continue à tout imprégner, si la représentation démocratique est systématiquement laissée de côté, si la corruption et le commerce des armes sévissent encore, alors l'Afrique ne connaîtra jamais la paix ni le développement, et les générations futures porteront un jugement impitoyable sur ces pages de l'histoire africaine²⁷⁶.

Jean Paul II en appelle aussi à la solidarité africaine pour aider le développement de ce continent :

Les Africains ne doivent pas tout attendre de l'aide extérieure. Parmi eux, beaucoup de femmes et d'hommes ont toutes les aptitudes humaines et intellectuelles pour relever les défis de notre époque et pour gérer adéquatement les sociétés. Mais il faudrait davantage de solidarité « africaine » pour soutenir les pays en difficulté, et aussi pour que ne leur soient pas imposées des mesures ou des sanctions discriminatoires²⁷⁷».

²⁷⁵ Jean-Paul II, Lettre apostolique. *Novo millennio ineunte*, n. 14.

²⁷⁶ Jean-Paul II, Discours au Corps Diplomatique, 10 janvier 1998, n. 4, in Conseil Pontifical "Justice Et Paix", Jean-Paul II et la famille des peuples. Le Saint-Père au Corps Diplomatique (1978-2002), Librairie Editrice Vaticane, Cité du Vatican 2002, p. 268.

²⁷⁷ Discours de Jean Paul II au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège Samedi, 10 janvier 1998

Il mettait ainsi les Africains en garde contre les programmes d'aide internationaux qui au lieu de les faire sortir de la pauvreté les y plonge davantage; alors que la solidarité africaine tiendrait compte en principe d'une justice équitable entre les peuples d'un même continent. Il parle ainsi d'une solidarité qui se traduit dans le partage des richesses et des compétences : « Ouvriers de leur propre développement, dit-il, les peuples en sont les premiers responsables. Mais ils ne le réaliseront pas dans l'isolement.²⁷⁸ » Cependant Jean Paul II ne rejette pas pour autant l'aide internationale :

Ainsi donc, à eux seuls les Africains ne pourront pas sortir du marasme où les ont plongés des décennies de dépendance et d'oppressions, de violences et d'antagonismes de tout bord. Ils n'y parviendront qu'avec l'aide et la solidarité de la communauté internationale. D'où la nécessité des réformes institutionnelles à ce niveau également²⁷⁹.

Toutefois, le plus grand du travail revient aux Africains eux-mêmes, qui ne doivent pas seulement compter sur l'aide extérieur. Mais si les structures extérieures ne changent pas, les Africains ne pourront pas se sortir de marasme. Il y a comme un fardeau qui pèse sur ce continent et qui empêche son épanouissement. Ainsi, à de nombreuses occasions, JEAN-PAUL II²⁸⁰ a souhaité une réforme des institutions internationales afin de permettre aux pays pauvres d'influer sur le cours des décisions qui engagent leur avenir dans le concert des nations et le bien-être de leurs populations. Il disait :

²⁷⁸ Paul VI, *Encycl. Populorum progressio*, n. 77.

²⁷⁹: Discours de Jean Paul II au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège Samedi, 10 janvier 1998.

²⁸⁰ Message pour la Journée Mondiale de la Paix 1999, n. 6 et Message pour la Journée Mondiale de la Paix 2000, n. 12.

Il est donc urgent d'organiser la paix de l'après-guerre froide et la liberté de l'après 1989 en se fondant sur des valeurs morales qui sont aux antipodes de la loi des plus forts, des plus riches ou des plus grands imposant leurs modèles culturels, leurs diktats économiques ou leurs modes idéologiques²⁸¹.

Tout n'est cependant pas obscur dans le processus de développement de l'Afrique. Mgr Renato reconnaîtra des efforts :

Je pense que les efforts des Africains, d'une part sur le plan politique pour la naissance de l'Union Africaine (UA), et, d'autre part, sur le plan de la coopération économique dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de ²⁸¹Afrique (NEPAD), constituent un pas dans cette direction de solidarité africaine indiquée par le Saint-Père ²⁸³

Au-delà de ces efforts communs, il faudrait ajouter un capital humain et spirituel sans lequel rien ne pourra changer. Ce sont les propos défendus par Richard Lama lorsqu'il affirmait que :

Parler du capital social, c'est parler d'un certain nombre de réalités : réseaux, normes de réciprocité et confiance, valeurs, culture, engagement, participation,

²⁸¹ Jean-Paul II, Discours au Corps Diplomatique, 13 janvier 1997, n. 4, in Conseil Pontifical "Justice et Paix",

²⁸² Jean-Paul II et la famille des peuples. Le Saint-Père au Corps Diplomatique (1978-2002), Librairie Editrice Vaticane, Cité du Vatican 2002, pp. 261

²⁸³ Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

honnêteté, société civile, institutions, groupes, communautés, etc., autant d'éléments qui sont de nature à atténuer les obstacles au développement que sont la corruption, les détournements, la gabegie,²⁸⁴ etc.

Ces propos de Richard Lama, font échos à ceux du cardinal Béninois Bernardin Gantin.²⁸⁵ On peut faire ressortir ces propositions avancées dans l'interview accordée au Journal « La croix du Bénin » par le Feu Cardinal Bernardin Gantin. Cette entrevue a été intitulée par l'abbé Quenum André : « Qu'il croisse mon pays et que je diminue²⁸⁶ ». Selon ce prélat, le développement passe par le travail, l'accumulation de biens positifs, mais aussi et surtout de biens spirituels comme le partage des biens matériels et immatériels. Le Cardinal fait donc recours au concept du partage au cœur du développement. Ainsi, nous remarquons qu'en terme de développement, beaucoup sont encore dans le principe de l'aide (et du partage). Mais la réflexion de l'Église lui apporte une autre dimension, un autre dynamisme nouveau qui est le partage. D'ailleurs toute la doctrine sociale de l'Église Catholique, répartie dans les diocèses, de cette Église Universelle – exprimée dans les encycliques sociales – va dans le sens du partage des biens et des ressources comme élément essentiel du développement des nations. Cette doctrine a été très influencée par la pensée des derniers pontifes²⁸⁷ comme Paul VI lorsqu'il affirmait que le Développement est le nouveau nom de la Paix.

²⁸⁴ Lama R., (2012) *Le Capital Social : Un défi pour l'enseignement et l'engagement Social de l'église de Guinée*. Thèse de doctorat soumise à la Faculté de théologie de l'Université Saint-Paul dans le cadre des exigences du programme de Ph. D., Doctorat en théologie.

²⁸⁵ Le Cardinal Gantin Bernardin fut le premier Archevêque de Cotonou et ancien doyen du Collège des Cardinaux. À sa mort tout le pays lui rendit hommage en rebaptisant l'aéroport international de Cotonou au Bénin qui porte désormais son nom.

²⁸⁶ Abbé André, Quenum, (2005), « Qu'il croisse mon pays et que moi je diminue » Interview accordé par le Cardinal Gantin Bernadin au journal "La Croix du Bénin" du 02/08/05.

²⁸⁷ Surtout Jean Paul II, Paul VI et Pie XII sans oublier Benoit XVI.

Pour Paul VI, l'analyse des messages et de la réflexion catholique sur le développement fait comprendre que le développement ne peut se construire sur des conflits, des discriminations, des haines, des exclusions, ni sur la force des armes. Il requiert l'entente, la solidarité, l'union des forces, l'attention à l'autre, la justice, le respect de la dignité de la personne et de ses droits. Mais cela signifie aussi que le développement est source de paix, car là où règne la prospérité pour tous et où toutes les ressources sont équitablement réparties, là fleurissent la justice, la paix et l'entente entre tous.

Le développement, disions-nous à la suite de PAUL VI, est le nouveau nom de la paix. Comment faut-il comprendre également ce développement? Pour l'Église, le développement doit être entendu dans son sens plénier comme "le développement intégral de tout homme et de tous les hommes²⁸⁸". Il est donc important de rappeler la place centrale de l'homme dans le développement, de cet homme créé à l'image de Dieu, qui tire de cette origine surnaturelle sa dignité, ses droits et ses devoirs; de cet homme concret, situé, dans un contexte socio-culturel déterminé, que JEAN-PAUL II considère comme "la première route et la route fondamentale de l'Église" Pour lui, le développement ne doit donc pas être laissé à la discrétion des individus et des peuples: il s'agit d'un droit fondamental de la personne humaine en même temps que des peuples. Il s'agit ici d'une approche holistique qui veut dire aussi que la question de la pauvreté à surmonter doit être perçue de façon plus englobante. Ainsi, les questions de développement doivent permettre à chaque personne de se prononcer. Mais le fait de laisser les personnes jouir de leur liberté ne doit pas empêcher de les aider. L'aide au développement ne doit donc pas être liée à la privation de la parole ou à une vision nouvelle et spécifique sur les questions de développement. Mgr Renato d'ajouter :

²⁸⁸Paul VI, *Encycl. Populorum Progressio*, n. 42.

Que l'on pense par exemple à ceux qui vivent dans la pauvreté absolue, qui ne peuvent avoir accès à l'éducation, aux soins médicaux, à l'emploi, à l'eau, ceux qui sont exposés à la violence et au conflit, au mauvais fonctionnement du système judiciaire ou de l'administration publique, c'est-à-dire à tous les facteurs qui contribuent à l'exclusion et à l'insécurité²⁸⁹.

Ces nouvelles formes de pauvreté²⁹⁰ doivent être soigneusement examinées et l'on doit faire montre d'initiative dans la recherche de solutions à des formes de pauvreté auxquelles on avait jusque-là prêté moins d'attention²⁹¹. Et ceci parce que c'est l'homme qui est au centre du développement, comme le disait le Mgr Renato, « personne ne peut avoir la conscience tranquille face à l'opulence d'une partie de l'humanité qui contraste avec la faim et la misère de millions d'êtres humains qui mènent chaque jour un combat contre tout ce qui les empêche de mener une vie digne de l'Homme »²⁹².

Le partage devient un moteur de développement et de promotion. Dans ce sens, nous reconnaitrons qu'avec l'Église Catholique, les priorités du développement et surtout du développement durable en plus de partage sont : la protection et la gestion équitable et durable des ressources hydriques mondiales, de même que la question du développement rural, où les pauvres n'ont souvent pas accès aux services sociaux de base. Mais l'église parle souvent de développement intégral qui signifie aussi, comme l'a rappelé Mgr Renato aux Nations Unies le 27 octobre 2000, « une approche holistique dans la lutte contre la pauvreté qui appelle une coopération internationale

²⁸⁹ Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

²⁹⁰ Jean-Paul II, *Novo millennio ineunte*, n. 50.

²⁹¹ Jean-Paul II, *Encycl. Redemptor hominis*, n. 14

²⁹² Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

plus intense et une appropriation plus grande du développement par les pays qui en sont bénéficiaires²⁹³.

Ainsi donc pour l'Église Catholique, le développement est relié à l'être humain, à l'être vivant, à l'homme debout. Participer au développement d'un pays, c'est relever ces habitants et ses populations. Mais « La vraie élévation de l'homme s'obtient par le respect des valeurs comme le droit à la vie, l'identité de chaque peuple, l'égalité entre les Hommes, la solidarité, la liberté, la vérité et le bien ainsi que l'attention à l'environnement²⁹⁴. »

Enfin, soulignons-le encore une fois, que sur les questions du partage, la conférence épiscopale du Bénin s'est basée dans sa lettre encyclique sur l'importance à accorder à l'être humain, qui est le moteur de tout développement. Maintenant que retenir alors de la réflexion de l'Église Catholique sur le développement? La vision se retrouvera dans les diverses approches conçues et présentées par des Béninois qui se réclament de cette ligne de pensées chrétienne.

²⁹³ Statement by H. E. Archbishop Martino Renato R., Permanent Observer of the Holy See to The United Nations before the Third Committee of the 55th Session of the United Nations General Assembly on Item 116: Human Rights Questions B) Human Rights Questions, Including Alternative Approaches for Improving Effective Enjoyment of Human Rights and Fundamental Freedoms: Human Rights and Extreme Poverty, The Right to Development, 27 October 2000, in The Holy See at the United Nations: Messages of His Holiness Pope John Paul II and Statements of the Permanent Observer Mission of the Holy See to the United Nations 2000, The Permanent Observer Mission of the Holy See to the United Nations, New York, pp. 56-59.

²⁹⁴ Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

3.4 Le développement

Dans ce paragraphe, nous voudrions d'abord présenter les points de vue de l'Église Catholique sur les questions de développement.

3.4.1 Le développement vu par l'église catholique du Bénin

Aujourd'hui, au Bénin, surtout après le rôle joué par l'Église Catholique dans l'avènement de la démocratie, il serait difficile de séparer ou même de renier l'impact et l'influence de la doctrine sociale de cette Église dans la réflexion des intellectuels ou des politiciens de ce pays sur le développement. Un proverbe populaire Africain disait : « La reconnaissance est une plante éminemment africaine. Ses racines s'enfoncent au plus profond de votre terre²⁹⁵ ». Nous ne pouvons qu'être reconnaissants de cette réflexion catholique sur le développement même si tout le monde n'y adhère pas. Encore de nos jours, nombreux sont les pays d'Afrique de l'Ouest et d'ailleurs qui sont redevables à l'Église pour le rôle qu'elle a joué dans l'Éducation, la Santé, l'Économie et le Social. Ainsi, l'Église Catholique du Bénin a joué un rôle prédominant dans son processus de développement. Elle a marqué l'histoire de peuple. Et a voulu depuis lors non seulement un développement intégral, mais aussi durable. Nous retiendrons de la réflexion catholique et béninoise qu' : « un développement durable, dans la perspective englobante qui doit le caractériser, doit accorder une attention

²⁹⁵Homélie de Monseigneur Robert Sarah, secrétaire de la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples, à l'occasion du 150e anniversaire de la fondation de la Société des Missions Africaines. Récupéré de <http://www.lejourduseigneur.com/Web-TV/Homelies/Temps-Ordinaire/12eme-dimanche/B/Homelie-de-la-messe-celebree-en-la-basilique-N-D-de-Fourviere-a-Lyon-69> Consulté le 17 Juillet 2013.

particulière aux générations et ... tout particulièrement aux enfants et aux jeunes qui sont l'avenir de l'humanité²⁹⁶ ».

C'est ainsi que la conférence épiscopale du Bénin a poussé la réflexion sur le développement du pays à travers des lettres pastorales dont la plus marquante sur ces questions de développement est celle intitulée : « Convertissez-vous et le Bénin vivra²⁹⁷ ». L'histoire de cette réflexion est longue. D'abord, les missionnaires enseignaient souvent aux « populations du pays » le moyen de tirer la meilleure partie de leurs ressources naturelles. Ils leur demandaient ensuite d'entretenir le « vivant » en eux. C'est-à-dire de promouvoir tout ce qui en l'être humain lui permet de se relever, d'avoir de l'espoir et de continuer ses luttes quotidiennes tout en donnant du succès à ses aspirations. Les premiers missionnaires dans leur aspiration ont protégé les peuples du Bénin de la cupidité des colons étrangers et des commerçants véreux.

Ensuite, l'Église Catholique du Bénin a essayé de promouvoir l'élévation humaine des peuples auxquels elle apportait la foi au Christ. Les premiers missionnaires européens et canadiens ont construit, avec des églises, des hospices et des hôpitaux, des écoles et des universités. Ces missionnaires voyaient dans l'Éducation, la Foi et la Santé des éléments indispensables au Développement Durable. Comme le dira d'ailleurs, l'actuel président Thomas Yayi Boni du Bénin :

Ainsi, à peine installés à Ouidah, les premiers missionnaires y ont-ils ouvert une école primaire dans laquelle furent accueillis de nombreux enfants en âge d'être

²⁹⁶ Mgr Martino Renato Raffaele, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, Colloque sous-régional sur "Stabilité politique et développement: l'apport de la doctrine sociale de l'Eglise" (Cotonou, 13-15 mai 2003).

²⁹⁷ Lettre pastorale des évêques du Bénin pour le carême de l'an de grâce 1989

scolarisés et plus tard, sur l'ensemble du territoire national, d'autres écoles primaires et des collèges de renom.²⁹⁸

Enfin, les évêques du Bénin, dans cette perspective rappelée par Mgr Renato, acceptent de souligner qu'au cœur du DD ce qui est en jeu n'est pas seulement une écologie physique, mais une écologie humaine "qui repose principalement sur la garantie et la sauvegarde des conditions morales qui guident les actions de l'homme sur l'environnement humain"²⁹⁹.

C'est pourquoi, il est aisé de penser que les évêques du pays³⁰⁰ de même que la communauté des intellectuels catholiques du Bénin³⁰¹, croient que le développement commence par un amour désintéressé, de chaque citoyen pour sa patrie dans son ensemble, mais aussi que le développement se maintient à travers le partage des biens de toutes sortes.³⁰² C'est aux réflexions de l'abbé Damien Mekpo que nous devons le développement de ce concept de partage comme multiplicateur de richesses.

Mekpo³⁰³ le reconnaît et il l'affirme également que le développement de l'Afrique doit être basé sur une économie centrée sur l'Homme en Afrique. L'analyse de ses propos le place dans une perspective critique à la fois éthique et théologique du sous-

²⁹⁸ Discours de Bienvenue au pape Benoît XVI par le président du Bénin Boni Yayi dans la peau du Président de l'Afrique.

²⁹⁹ Intervention de Mgr Martino Renato au Sommet de Johannesburg, in La Documentation catholique, n. 2278 (20 octobre 2002), p. 860.

³⁰⁰ « L'Église et le développement en Afrique » consulté en ligne le 1 Mai 2012.

³⁰¹ Présentés dans Collection XWEFA, Du développement humain au Bénin. Actes des conférences sociales mensuelles 2004.

³⁰² Ce qui n'est pas toujours le cas chez les politiciens

³⁰³ Mekpo D. (2011) : « Pour une économie centrée sur l'Homme en Afrique - Approches éthique et théologique du sous-développement » chez l'Harmattan paru le 01 Novembre 2011

développement. Damien Mekpo, comme bien d'autres auteurs avant lui, fait d'abord le triste constat que " Le continent noir est malade " : Malade de ses erreurs, de son histoire, de ses enfants, de ses cadres, de leur prise de conscience, de leurs réflexions, mais aussi de tout ce qu'on continue de lui fait subir. Il a situé la question du développement dans le cadre de la promotion de la dignité humaine contre tout ce qui l'avilit, en particulier la pauvreté. Toutefois Mekpo refuse d'abonder dans le fatalisme et affirme alors que :

Certes, les mass média ne cessent de présenter la destinée de l'Afrique noire dans une approche apocalyptique. Mais encore ne faudra-t-il pas céder au fatalisme que " le présent n'a pas d'avenir en Afrique.³⁰⁴

Ensuite, l'abbé Damien rejette l'idée selon laquelle le sous-développement soit un héritage exclusif aux peuples d'Afrique noire. Toutefois, contrairement aux africanistes de premières heures, il reconnaît cependant que le marasme économique du continent n'est pas seulement une question économique, mais aussi politique et socioculturelle. Selon, lui donc, le développement est le fruit de l'effort, de l'être humain lui-même :

C'est le fait de l'humain dans sa triple relation avec lui-même, avec son semblable, avec le monde et les institutions qui le régissent. C'est le fait de toutes les dispositions naturelles et humaines qui, dans un contexte culturel ou historique précis, dénaturent l'économie et la transforment en un vecteur de mal-développement.³⁰⁵

³⁰⁴ Mekpo D., (2011): « Pour une économie centrée sur l'Homme en Afrique - Approches éthique et théologique du sous-développement » chez l'Harmattan paru le 01 Novembre 2011. Page 123

³⁰⁵ Mekpo D., (2011): « Pour une économie centrée sur l'Homme en Afrique - Approches éthique et théologique du sous-développement » chez l'Harmattan paru le 01 Novembre 2011. Page 123

Sur le plan théologique, Mekpo (2011) aborde la question du développement de l'Afrique dans une perspective très pertinente à la fois sociologique et anthropologique. Il se sert d'abord des travaux du théologien Arthur RICH, en partant de la place centrale de l'Homme au cœur de l'économie pour souligner la dimension éthique de l'économie dans la vision spécifique de « l'homme parfait » : Jésus-Christ, le Fils de Dieu fait homme selon la doctrine Catholique. Il s'agit ici d'une approche théologique dite « christologique ». Ce qui permet par la suite à l'abbé Damien de présenter comme acteur idéal du développement en Afrique « le sujet éthique doté de foi, d'espérance et de charité ». Enfin, on voit que c'est en faisant une recherche pertinente sur le développement du Bénin avec ses tares et ses retards que Damien Mekpo propose « la rude tâche théologique et éthique » de la conversion des cœurs et des mentalités comme alternative de transformation sociale et économique en Afrique et donc de son développement.

Nous ne sommes plus ici dans le principe de l'aide, mais plutôt dans un autre dynamisme de transformation radicale des cœurs et des mentalités. D'ailleurs toute la doctrine sociale de l'Église Catholique et de l'Église Universelle – exprimée dans les encycliques sociales – va aussi dans ce sens de la conversion des cœurs. Mais c'est une des rares fois que l'on associe cette conversion comme condition sine qua non de développement.

Cette conversion des cœurs entraînera plus de solidarité, plus de justice et plus de participation saine à la gestion de ces ressources.

Damien Mekpo apporte une autre réflexion à la question du développement. Pour lui, par exemple, les multinationales quant à elles ne pourront plus indéfiniment continuer l'exploitation illégale des ressources qui devraient contribuer au développement de leurs propriétaires légitimes. Ainsi, selon Mekpo, la devise selon laquelle « Nul n'a le droit de s'arroger ce qui ne lui appartient pas » deviendrait une réalité. Le droit à la propriété privée et au respect des biens d'autrui est sacré. Mais le partage aussi est un

fruit de la conversion. C'est un principe de la doctrine sociale de l'Église, fondé sur le droit naturel, qui justifie la destination universelle des biens de la terre, à laquelle doivent être subordonnés la propriété privée et les intérêts individuels

3.4.2 Points de vue ou critiques de l'Église catholique sur les tendances traditionnelles du développement.

En général donc, la hiérarchie catholique du Bénin est sévèrement critique des deux tendances traditionnelles du développement. En effet, selon cette perspective, la solution n'est ni dans le libéralisme avec la recherche effrénée du profit encore moins dans le socialisme avec le mépris des libertés humaines et individuelles. L'Église Catholique du Bénin reconnaît tout de même les apports constructifs de ces deux systèmes économiques, mais privilégie avant tout le travail de tous en vue du respect de la personne humaine intégrale. En effet, cette hiérarchie catholique, n'a pas cessé de louer la solidarité, l'unité et le respect du principe de la destination universelle des biens de la terre que prône l'approche socialiste. Les évêques du Bénin, dans leur lutte contre le régime marxiste-léniniste que connut le Bénin pendant 17 ans, ont également exprimé leur désaccord en face de la suppression de la propriété privée. Ils affirmaient ainsi qu'il est dangereux d'enlever aux populations l'espace de liberté et de créativité nécessaires à l'humanisation et surtout au caractère perfectible de chaque personne, des individus avec leur aspiration légitime. Dans cette perspective alors, il faudrait respecter le droit à la propriété privée tout en appelant à la solidarité et donc au partage. Le partage revient encore et semble ici être une obligation et le fondement idéal du principe de la destination universelle des biens de la Terre. Mais ce partage ne serait pas moteur du développement si, comme le dit Mekpo, il n'est pas soutenu et accompagné par une conversion des cœurs.

L'analyse du message des évêques³⁰⁶ du Bénin nous amène à constater qu'en fin de compte, pour le développement du Bénin et des pays d'Afrique, ces évêques souhaitent que les pays africains deviennent davantage maîtres de leur destin et qu'ils construisent leur avenir sur les piliers formulés par JEAN XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris* : vérité, justice, amour et liberté.

Ce principe sera très intéressant pour définir et comprendre les éléments de temps et surtout d'espace avancés dans la définition du développement durable dont l'aspect politique et économique semble prendre le dessus. Mais avant d'aborder la question politique et économique, essayons de voir réellement l'impact de cette pensée catholique sur les populations civiles et leurs réflexions.

Qu'en est-il alors de ce concept de développement vu par la communauté des croyants au Bénin? C'est cette approche de développement qui apportera au concept de développement son aspect humain et social.

3.4.3 Les croyants

Il est très important pour nous de cerner l'influence ou l'impact de la doctrine sociale de l'Église et surtout de sa réflexion sur les intellectuels catholiques de ce pays. En effet, les anciens comme les nouveaux cadres du Bénin pour la plupart ont été formés à cette doctrine catholique. Du premier président Hubert Maga³⁰⁷ à l'actuel Thomas

³⁰⁶, Mensah. I. (2011) de Souza Isidore: figure fondatrice d'une démocratie en Afrique : la transition Politique au Bénin (1989-1993). Paris : Karthala, 2011

³⁰⁷ Maga Hubert, né le 10 août 1916 à Parakou et mort le 8 mai 2000 à Cotonou, est un homme politique béninois, président de la République du Dahomey (premier nom du Bénin indépendant) de 1960 à 1963 et de 1970 à 1972. Il fut pendant longtemps fils adoptifs des missionnaires blancs

Yayi Boni³⁰⁸ en passant par les plus anciens Justin T. Ahomadégbé³⁰⁹, Émile D. Zinsou³¹⁰, Sourou Migan Apithy³¹¹ Mathieu Kérékou³¹² et Nicéphore Soglo³¹³ tous ont été à l'école des missionnaires et ont maintenu une relation Amour/ Haine avec cette Église Catholique. S'il est vrai que tous ces cadres ne sont plus des chrétiens catholiques pratiquants, il est aussi vrai qu'ils épousent pour la plupart la vision de cette Église sur le développement³¹⁴. En effet, les autres Églises au Bénin n'ont pas encore des structures ou des institutions aussi fortes avec une pensée systémique générée à travers une hiérarchie comme c'est le cas de la conférence épiscopale qui regroupe tous les évêques du Bénin. Cette conférence est également en forte communion avec tout le magistère de l'Église Catholique.

Leur réflexion sur les questions de développement du Bénin, est souvent confondue dans leur discours avec celui de l'Afrique (noire, subsaharienne ou de l'Ouest). De plus

³⁰⁸ Yayi Boni Thomas, né le 1^{er} juillet 1952 à Tchaourou (AOF), est un homme politique béninois, président de la République depuis le 6 avril 2006

³⁰⁹ Ahomadégbé Justin Tometin né le 16 janvier 1917 à Abomey – et décédé le 8 mars 2002 à Cotonou. Il était une personnalité politique béninoise. Il fut Premier ministre de la République du Dahomey du 25 janvier 1964 au 29 novembre 1965, puis exerça brièvement les fonctions de chef de l'État (président du Conseil présidentiel) du 8 mai au 26 octobre 1972, avant d'être renversé par le coup d'État du général Kérékou Mathieu

³¹⁰ Zinsou Émile Derlin (23 mars 1918 à Ouidah) est une personnalité politique du Bénin. Il fut le président de la République du Dahomey de 1968 à 1969.

³¹¹ <http://www.rfi.fr/emission/20131214-1-portrait-sourou-migan-apithy-12/>

³¹² Kérékou Mathieu (né le 2 septembre 1933 à Kouarfa non loin de Natitingou), est un homme d'État béninois. Il a été le président de la République du Dahomey, puis de la République populaire du Bénin du 26 octobre 1972 au 1^{er} mars 1990 puis celui de la République du Bénin du 4 avril 1996 au 5 avril 2006. Il a été à l'école catholique durant des années au primaire et secondaire.

³¹³ Soglo Nicéphore Dieudonné est un homme d'État béninois, né le 29 novembre 1934 à Lomé (Togo). Il fut d'abord premier ministre de la transition (1990 à 1991) puis président de la République du 4 avril 1991 au 4 avril 1996

³¹⁴ Jean Clotaire BOCO (2006) discours des grands leaders politiques et catholiques du bénin : critiques et propositions en vue d'une stratégie de communication pour le développement, Mémoire de Maîtrise, UQAM. Récupéré de <http://www.archipel.uqam.ca/3502/1/M9643.pdf>. Consulté le 25 Mars 2014.

il existe encore au Bénin un observatoire chrétien catholique de la bonne gouvernance³¹⁵. L'objectif de cet observatoire est d'accompagner les chrétiens catholiques dans leur participation à la gestion de la cité et pour restaurer les valeurs chrétiennes. Cet observatoire est doté d'une Charte du Chrétien engagé dans la cité et est soutenu par des statuts de l'Observatoire chrétien catholique de la gouvernance.

À de nombreuses occasions, plusieurs cadres béninois occupant de grandes responsabilités au niveau civil et étatique se retrouvent pour réfléchir sur les défis actuels de l'Afrique à la lumière de leur foi, mais aussi à la lumière de la doctrine sociale de l'Église Catholique. Leur réflexion constitue parfois une nuance pour la doctrine sociale de l'Église et demeure un constat souvent amer à accepter de part et d'autre. À Cotonou, il existe aussi des institutions laïques qui les soutiennent et qui leur sert de cadre de réflexions.

C'est ainsi que l'Institut des Artisans de Justice et de Paix³¹⁶ a organisé, en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer³¹⁷ des réflexions sur des documents du magistère de l'Église. Parmi ces documents on peut citer De « Caritas in Veritate³¹⁸ » et « Africae Munus³¹⁹ ». Ces laïcs sont souvent soutenus par des représentants de

³¹⁵<http://lacroixdubenin.com/lobservatoire-chretien-catholique-de-la-gouvernance-installe-le-22-mai/> consulté le 23 Août 2014.

³¹⁶http://www.chantdoiseau.net/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=187&Itemid=274

³¹⁷ La Fondation Konrad Adenauer a une longue tradition en matière de formation des masses populaires, bénéficie d'une grande expérience et jouit d'une grande réputation internationale dans la divulgation des notions de paix, de dialogue, de justice, d'économie sociale de marché. Le bureau de Cotonou, travaille d'ailleurs sous le sceau du « Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest ». Ses objectifs cadrent parfaitement avec ceux du séminaire de la conférence épiscopale.

³¹⁸ Lettre encyclique du souverain pontife Benoît XVI Donnée à Rome, près de Saint-Pierre, le 29 juin 2009, fête des saints Apôtres Pierre et Paul, en la cinquième année de son pontificat.

³¹⁹ Exhortation Apostolique Post-Synodale du pape Benoît XVI à l'épiscopat, au clergé, aux personnes consacrées et aux fidèles laïcs sur l'église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix. Donnée à Ouidah, au Bénin, le 19 novembre 2011, en la septième année de mon pontificat

l'Église Catholique dont le Président de l'Institut pontifical « Iustitia et Pax », les Nonciatures Apostoliques et la conférence épiscopale du Bénin. Mais ces personnalités au niveau civil, à travers leurs propres vécus, discutent entre eux des solutions aux défis actuels du continent africain et du rôle de l'Église Catholique.

C'est ainsi par exemple que des personnalités aussi colorées comme 'Albert Tévoédjrè reconnaissent que le continent africain a connu plusieurs soubresauts, qui n'ont pas manqué de ruiner son tissu économique. Mais selon lui, l'Afrique ne manque cependant pas de ressources minières et humaines pour faire face aux défis qui se posent à lui. Cet ancien médiateur de la république affirme que l'Afrique est « une terre bénie par le Seigneur » mais qui peine à se relever.

Albert Tévoédjrè, auteur de l'Ouvrage *Mes certitudes d'Espérance*³²⁰, dans ses nombreux ouvrages va affirmer que l'Afrique est certes une terre d'expérience de la foi chrétienne, mais que les partisans de l'église sont pourtant bien des fois à l'avant d'actes très peu élogieux, voire même source de barbarie. Il a posé le problème de manque de résultats de l'enseignement de la doctrine, ce dont la conférence épiscopale a pris conscience à travers son département en voulant faire renaître l'Homme. Albert T. partira ensuite de sa foi chrétienne pour dire qu'il ne faut pas désespérer de l'Avenir de l'Afrique. C'est ainsi qu'il défendra également la vertu de l'humilité³²¹ qui consiste à servir³²² et non à se servir, et ce, envers et contre l'Humiliation³²³ que subit l'Afrique. Enfin Albert Tévoédjrè, auteur du concept du minimum social commun, a souvent

³²⁰ Tévoédjrè A. (1984) *Mes Certitudes d'Espérance*, Les Éditions Ouvrières; Paris 136p.

³²¹ *Vaincre l'humiliation: Rapport de la Commission Indépendante sur l'Afrique et les enjeux du 3^e Millénaire*, Avant-propos par Amanthya Sen Prix Nobel d'Économie

³²² Tévoédjrè, A. (2009) *Le bonheur de servir*, L'Archipel, Paris 2009. 332p.- isbn : 978-2-8098-0242-9

³²³ Tévoédjrè A. (1958) *L'Afrique Révoltée*, Préface d'Alioune, Présence Africaine; Paris. 157p

défendu la thèse du partage³²⁴ comme créateur et multiplicateur de richesses. Il reconnaît que le partage et l'amour du prochain sont une obligation de chaque chrétien en vue de l'édification de la société et donc de son développement durable. Pour lui donc, l'entraide mutuelle est un « chantier de la justice de la réconciliation et de la paix ». À plusieurs occasions, Albert Tévoédjrè³²⁵ martèle que « l'heure de l'Afrique a sonné », mais il faudra que chaque Africain prenne ses responsabilités, et se mette au service de Dieu et du prochain. Il ne manque pas depuis lors de rappeler les propos du Cardinal Turkson³²⁶ qui, citant le Pape Benoît XVI,³²⁷ parle de l'engagement social de l'Homme et invite chaque chrétien à apporter selon son charisme, ses moyens pour les nouveaux défis de l'Afrique. Pour Albert T. « l'Homme politique doit être caractérisé par la motivation de son travail, car la politique doit être un engagement pour la paix et non pour ses propres intérêts³²⁸ ». Donc on y arrive pour servir et non pour se servir. Et il renchérit en disant que : « Or ce même esprit est aussi à la base de la vocation de l'Homme de Dieu. Ce parallélisme entre le Politique et le Religieux, amène l'Église à accompagner l'État sur cette voie³²⁹ ».

³²⁴ Tévoédjrè A., (1978) *La Pauvreté Richesse des Peuples*, Préface de Tinbergen Jan (Prix Nobel) et de Camara Dom Helder; Les Éditions Ouvrières, Paris 1978. 207p.

³²⁵ Tévoédjrè Albert., (né le 10 novembre 1929 à Porto-Novo), ancien haut fonctionnaire du Bureau International du Travail, surnommé le renard de Djègbé, a été nommé médiateur de la République du Bénin le 28 juillet 2006. T. Albert organise en Mai 2015, un symposium sur le dialogue interreligieux en vue de la Paix en Afrique et donc de son développement.

³²⁶ Président du conseil pontifical Justice et Paix

³²⁷ Auteur de «Africae Munus »,

³²⁸ Tevoédjrè Albert citant le Pape Benoît XVI à l'ouverture du symposium qu'il organisa sur la Paix par un autre chemin. Cotonou Mai 2015

³²⁹ <http://www.kas.de/westafrika/fr/publications/30450/> consulté le 13 Juillet 2014.

La plupart des intellectuels catholiques du Bénin ont reconnu lors d'un colloque organisé par la conférence épiscopale du Bénin³³⁰ qu'après plusieurs années d'expériences douloureuses de la dictature marxiste, le peuple Béninois devrait comprendre que l'ignorance des règles civiques et politiques est un terreau fertile des régimes autoritaires et donc de sous-développement : « Pour y pallier, il semble indispensable de doter l'être humain, de connaissances nécessaires à la compréhension du fonctionnement de la communauté, car des citoyens formés et informés constituent la base d'une société démocratique partageant des valeurs fondamentales de la justice et de la paix³³¹ ».

C'est dans ce sens que Monsieur Irénée Koukpaki, alors premier ministre, croyant et pratiquant, a rappelé au cours de ce même colloque que les relations entre l'Église Catholique et le Bénin sont des relations bien établies. Pour lui, « l'action des évêques pour la cohésion sociale est combien édifiante.

Il a salué au passage la mémoire de très Hautes Grandes Figures, dont son Éminence le cardinal Bernadin Gantin, discret, mais efficace, qui montre le patriotisme de l'Homme de l'église. Son Excellence Monseigneur Isidore De Souza, ex-archevêque de Cotonou, celui dont sans la foi et la détermination, nul ne saurait prédire l'issue de l'historique conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990. Monseigneur Lucien Agboka, ex-archevêque d'Abomey, pour la création de multiples centres d'apprentissage tant pour les garçons que pour les filles. Pour lui, ces positionnements concrets des évêques du Bénin ont maintenu les bases d'un développement durable³³².

³³⁰ Colloque organisé à Cotonou du 06 au 09 mars 2012 sur Les défis actuels de l'Afrique à la lumière de la doctrine sociale de l'Église Catholique

³³¹ <http://www.kas.de/westafrika/fr/publications/30450/> consulté le 15 Juillet 2014.

³³² Colloque organisé à Cotonou du 06 au 09 mars 2012 sur les défis actuels de l'Afrique à la lumière de la doctrine sociale de l'Église Catholique

Pour cet ancien Premier ministre du Bénin, les lettres pastorales de la conférence épiscopale béninoise, spécialement celle de Février 1992, contiennent des valeurs sûres pour le développement du Bénin et de l'Afrique. Cette lettre selon lui : « appelle à une révolution de nos valeurs pour de nouvelles relations entre gouvernants et gouvernés, l'amour du prochain, la préservation de la vie, le sens de responsabilité, le travail, la dignité, la fraternité, la justice, la paix, la vérité, valeurs contenues dans la nouvelle charte du gouvernement³³³ ».

M. Koukpaki en homme de foi rappelle qu'il faut une rupture avec le vécu sociétal actuel, car dit-il :

Nous avons les solutions à nos maux ». Enfin, Koukpaki n'a pas manqué de souligner l'importance de la charité qu'exige la justice, la reconnaissance et le respect des droits des individus et des peuples, car seule selon lui « la charité éclairée par la lumière de la raison et de la foi permettra d'atteindre les objectifs de développement porteurs d'une valeur plus humaine.³³⁴

Le docteur Camillus Kassala³³⁵, problématise la question de l'influence des Catholiques sur leurs milieux de vie. Cherchant à répondre à la question de savoir : dans quelle mesure les Catholiques sont le sel et la lumière de la société africaine? Selon le rapporteur général de ce colloque, M. Kassala « a et de façon très pratique étudié la proportion des Chrétiens Catholiques dans plusieurs pays d'Afrique et l'évolution de ces derniers. Ce qui lui a permis de s'apercevoir, que plus il y a des

³³³ Irenée Koukpaki, ancien premier ministre du Bénin, communication faite au colloque organisé à Cotonou du 06 au 09 mars 2012 sur les défis actuels de l'Afrique à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise Catholique.

³³⁴ Irenée Koukpaki communication faite au colloque organisé à Cotonou du 06 au 09 mars 2012 sur les défis actuels de l'Afrique à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise Catholique

³³⁵ Chercheur et Ex enseignant à l'institut de management et de financement en Tanzanie

Catholiques dans une société, plus le niveau d'éducation est élevé; plus il y a des Catholiques, plus le développement humain est effectif, mais malheureusement aussi, plus il y a des Catholiques, plus le niveau de la corruption est élevé.»³³⁶ Toutefois, ces recherches de M. Kassala ne sont pas nature à souligner que les Catholiques sont particulièrement favorables au phénomène de la corruption. Dans le même temps, Claude d'Almeida³³⁷ a de son côté insisté sur la marche vers « une économie à visage humain » et a essayé également de proposer des pistes de réflexion pour une humanisation de l'économie. Parti du constat selon lequel la pauvreté recule partout dans le monde sauf en Afrique (22 % de la population sous les 1,25 \$ et 42 % sous les 2 \$), il suggère que l'église se base notamment sur ces quatre principes (dignité humaine, bien commun, subsidiarité, et solidarité) pour véritablement lancer le continent sur la voie de développement durable.

Bruno Amoussou quant à lui, se penchera sur la question de la globalisation et de l'aide internationale. Il fera remarquer que tout autant l'Église que la communauté africaine sont confrontées aux mêmes défis, car se demande-t-il, comment se fait-il que l'aide internationale a bien souvent des visées stratégiques? Pour Lawrence Honny, « l'Afrique environ trois fois plus grande que l'Europe de même que les États-Unis, reçoit toujours de l'aide de ces parties du monde³³⁸ ». Ainsi, l'église peut si elle le veut, appuyer le continent et aider à maîtriser l'exploitation de ses ressources naturelles.

³³⁶ <http://www.kas.de/westafrika/fr/publications/30450/> Erlecke Elke Directrice du Programme "Dialogue Politique en Afrique de L'ouest" (PDWA) consulté le 16 Juillet 2014.

³³⁷ Consultant international et Financier

³³⁸ <http://www.kas.de/westafrika/fr/publications/30450/> Erlecke Elke Directrice du Programme "Dialogue Politique en Afrique de L'ouest" (PDWA) in consulté le 16 Juillet 2014.

Tous ces chercheurs se disent pourtant convaincus qu'une prise de conscience, à temps, notamment soutenue par une formation du laïcat dès le bas âge pourrait être d'une grande utilité.

Ceci n'est pas forcément l'avis d'autres intellectuels catholique comme Robert Dossou³³⁹. Pour Maître Dossou³⁴⁰ le rôle de l'église pour un ordre juste ne pourrait s'opérer sans une identification des ressources humaines et un renforcement des capacités des autorités catholiques elles-mêmes à divers niveaux. Ainsi, de Juriste à Juriste Grâce Adamon répondra à son confrère Dossou. De l'avis de Mme Grâce Adamon³⁴¹, il faut souligner l'importance d'inculquer aux jeunes, les méthodes et les retombées d'une meilleure gestion des affaires publiques. Ainsi, Julien Pénoukou³⁴², de son côté,

[...] part du constat amer selon lequel le leader politique africain apparaît selon des études scientifiques menées comme un vil individu, assoiffé de pouvoir et de gain facile. 53 % des sondés pensent que les militants ne sont pas mobilisés autour d'un thème politique, et que la démocratie et l'alternance ne sont pas dans les parties; mieux, très peu d'Hommes politiques ont le cœur au discours de l'église. Face à ce tableau très peu reluisant du monde politique, l'orateur préconise entre autres, de faire connaître les exigences du christianisme, enraciner la foi du leader politique, faire comprendre que la croyance donne une

³³⁹ Dossou Robert est un homme politique béninois né en 1939 à Covè au Bénin. Avocat au Barreau de Cotonou (Bénin), plusieurs fois membre du Conseil de l'Ordre, il était le président de la Cour constitutionnelle du Bénin de 2006 jusqu'au 11 juin 2013. Diplômé de l'institut d'études politiques de Bordeaux (1962), il est également diplômé d'études supérieures de Droit Public (Paris en 1966), de Droit Privé et de sciences criminelles (Paris en 1968). Président du Comité National Préparatoire de la Conférence Nationale au Bénin (Décembre 1989-Février 1990), il fut Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération (1993-1995).

³⁴⁰ <http://www.lanouvelletribune.info/benin/politique/889-le-cv-de-me-robert-dossou-nouveau-president-de-la-cour-constitutionnelle> consulté le 20 Juillet 2014.

³⁴¹ Juriste de grande renommée Adamon d'Almeida Grâce a été la seule femme au présidium de la Conférence nationale. Adamon d'Almeida Grâce a mis son savoir-faire d'avocat à la disposition du peuple en occupant le poste de conseiller juridique. Récupéré de <http://news.acotonou.com/h/17636.html> consulté le 25 Juillet 2014.

³⁴² Président de l'Aumônerie des Cadres Politiques et Administratifs du Bénin.

force renouvelée à réussir sa mission, initialiser à la crainte de Dieu, et renforcer l'amour pour la patrie³⁴³

Mme Marie-Odile Attanasso,³⁴⁴ a dans son analyse³⁴⁵ fait ressortir l'évolution de la femme dans la société depuis sa naissance avec à la clé le type de contribution au tissu économique selon la tranche d'âge. Elle démontre de son côté qu'une femme bien instruite et mieux imprégnée des réalités du développement peut mieux jouer son rôle d'agent économique.

Il faut dire que cette réflexion des intellectuels catholiques est vraiment diversifiée. C'est ainsi que Emmanuel Ntakarutimana³⁴⁶, parle souvent de « Développement Humain Intégral et la Paix Durable en Afrique » et propose de renforcer le couple justice transitionnelle et développement; de rechercher le développement par un retour à la base des valeurs notamment catholiques.

Enfin, les intellectuels catholiques à travers leur réflexion abordent aussi les préoccupations d'ordre environnemental. À travers leurs publications, ils font le lien entre « le développement de l'Afrique et la protection de l'environnement, vers une maîtrise responsable sur la nature », ils questionnent à la lumière de leur foi la « Gestion des ressources naturelles, les biens communs et la justice sociale ».

³⁴³ Erlecke Elke Directrice du Programme "Dialogue Politique en Afrique de L'ouest" (PDWA) récupéré de <http://www.kas.de/westafrica/fr/publications/30450/> consulté le 16 Juillet 2014.

³⁴⁴ Enseignante chercheur à l'UAC

³⁴⁵ Qui abordait la fameuse question de la participation des femmes au développement, sous le thème de l'ouverture à la vie et contribution de la femme au développement

³⁴⁶ <http://cnidh.bi/gallery/frère-emmanuel-ntakarutimana> consulté le 27 Octobre 2014.

Ainsi par exemple, Théophile Worou³⁴⁷, affirme que la foi des chrétiens devrait les pousser à œuvrer pour la protection de l'environnement. Dieu demande aux humains de protéger la nature. Or ce qu'on remarque en Afrique aujourd'hui et dans le monde, dit-il, c'est la désertification, l'eau douce qui se fait rare un peu partout, la diversité biologique les forêts et les zones urbaines qui sont mises à rude épreuve. Il suggère pour garantir le développement et une meilleure qualité de vie, de grandes réformes politiques et de fortes politiques sociales soutenues par la foi des citoyens à la base de laquelle se trouve ce commandement de Dieu : « Rendez le monde plus beau ». Le professeur Léopold Fakambi³⁴⁸, quant à lui, « s'appuie sur les encycliques *Laborem exercens* (1981) et *Centesimus annus* (1991), et se dit convaincu de la nécessité de travailler à une égalité d'accès aux ressources. Ce qui est aussi pour lui une « vertu chrétienne ».

Aussi, pour les intellectuels catholiques du Bénin, le droit au développement et le droit à la paix sont-ils deux droits indivisibles et interdépendants³⁴⁹.

Plusieurs autres travaux au niveau civil et laïc ont été effectués dans ce sens. Ils arrivent souvent à la même conclusion : l'évangélisation d'un peuple passe avant tout par le développement entier et intégral de ses populations. On peut citer par exemple le document intitulé « Église et développement au Bénin. Orientations pour une plus grande participation de l'Église au développement authentique au Bénin³⁵⁰ » de Badou Germain, sous la direction du Père Jules Adjovi. En effet, dans les premières et

³⁴⁷ Worou Chabi Théophile, ancien directeur de cabinet du ministère de l'environnement

³⁴⁸ Professeur FAKAMBI Léopold K. Ingénieur Agro-Nutritionniste Professeur de Nutrition à la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi.

³⁴⁹ JEAN-PAUL II, Message pour la Journée Mondiale de la Paix, 2000, n. 13

³⁵⁰ Badou G. (2007) Église et développement au Bénin. Orientations pour une plus grande participation de l'Église au développement authentique au Bénin ». Mémoire de fin de cycle de Bac en Théologie au Grand Séminaire Mgr Parisot Louis de Tchanvédji Au Bénin.

deuxièmes parties de son mémoire de fin premier cycle universitaire, Germain Badou fait un bilan assez pertinent des interventions des évêques du Bénin sur ces enjeux sociaux en vue du développement. Il présente l'urgence de faire intervenir sa foi au service du développement de son pays. Si tous les Béninois étaient de vrais chrétiens, disait-il, ils vivraient alors durablement dans un pays développé.

Les travaux de Pasteur Reto Gmünder iront dans ce sens. Parti du paradoxe que traverse le continent africain, qui a été étranglé, qui a souffert et qui souffre encore, mais qui dispose de forces de vie extraordinaires qui l'empêche de mourir, Reto Gmünder s'est intéressé à ces deux dynamiques du développement et de la foi religieuse comme fondements d'une véritable reconstruction de l'Afrique. Il affirme ceci :

Pourtant, en Afrique peut-être plus qu'ailleurs, les convictions religieuses pourraient constituer à la fois un fondement et un levier puissant pour l'engagement des populations dans la transformation sociale. Les communautés religieuses elles-mêmes sont le lieu de cristallisations des convictions et énergies susceptibles d'agir efficacement sur le contexte de crise ambiante³⁵¹.

Si la plupart des intellectuels catholiques se laissent influencer par les réflexions de l'Église sur le développement. Il n'en est pas toujours ainsi pour les politiciens, qui de leur côté même influencés par elle, tentent également d'autres avenues. Il faut dire que le Bénin a également connu des partis politiques communistes et révolutionnaires comme le PCB (Parti Communiste du Bénin). Même si la majorité des politiciens béninois ne sont pas du PCB, bien au contraire, ils ont aussi des visions sur le développement parfois différent de leur conviction religieuse.

³⁵¹ Pasteur Bafoussam Reto Gmünder, Conférence sur 'Evangile et développement : pour rebâtir l'Afrique' le 10 décembre 2004

Voyons à présent les autres lignes de pensées plus ou moins influencées par cette réflexion catholique.

3.5 Le développement vu par les partis politiques et politiciens du Bénin

3.5.1 Les partis politiques du Bénin : toujours dans la même lignée que le contexte global africain

Dans le rang des politiciens du Bénin, le concept de développement donne lieu à des définitions aussi divergentes que contradictoires. Une seule tentative de définition est une porte ouverte à de nouvelles définitions. Un tel état de choses ne peut que nous obliger à cerner et à préciser de près ce que ces politiciens entendent par développement et plus tard comment ils définissent le développement durable.

En parlant des politiciens du Bénin, nous citerons d'abord Roger Gbégnonvi ³⁵² qui en écrivant *Paroles interdites* en 1981, déclarait ceci : « J'ai décidé une fois pour toutes de rompre en visière à toute hypocrisie et à tout romantisme lénifiant parce que déformant. J'ai décidé de prendre le train d'enfer de la lucidité, quitte à ramer à contre-courant des flots de paroles soporifiques, béatifiantes et faussement sécurisantes. ³⁵³ » Le livre ³⁵⁴,

³⁵² Même s'il se réclame de la société civile, M. Gbégnonvi a fini par mordre à la tentation d'entrer en politique et de devenir ministre de la culture et de l'alphabétisation sous le premier gouvernement de Yayi Boni.

³⁵³ Gbégnonvi R., (2012) Note de lecture : *L'Afrique entre enfer et purgatoire*, Cotonou, Editions Multi-Schémes, 256 pages. Récupéré de : <http://togocultures.com/note-de-lecture-roger-gbegnonvi-lafrique-entre-enfer-et-purgatoire-cotonou-editions-multi-schemes-2012-256-pages/>. Consulté le 7 Avril 2013.

³⁵⁴ Gbégnonvi R., (2012), *L'Afrique entre enfer et purgatoire*, Cotonou, «Editions Multi-Schémes», 256 pages

qu'il vient de publier, apporte explicitement ses réponses à ce « Et pourtant... si on voulait... » En effet, nous remarquons que ses réponses sont concrètes. Dans le fondement intellectuel de ses réflexions. Roger Gbégnonvi convoque avec faveur les penseurs qui trouvent grâce à ces yeux : Aimé Césaire, Axelle Kabou, Frantz Fanon, et « l'homme de Galilée ³⁵⁵ » dont il refuse que le message soit assimilé à ce qu'en font les religions et les églises. Plus concrètement l'auteur formule deux propositions : d'une part, l'instauration partout sur le continent noir d'un « haut-commissariat à l'écriture » dont la mission serait d'amener tout Africain à lire et à écrire dans sa langue maternelle parallèlement à la maîtrise éventuelle d'une ou de plusieurs langues étrangères. Cette proposition trouve son écho dans la récente déclaration de Mgr Barthélémy Adoukonou, Secrétaire du Conseil Pontifical pour la Culture, selon laquelle « aucun peuple ne s'est développé dans la langue d'autrui ³⁵⁶ ». Et d'autre part, l'avènement d'une vraie démocratie avec toutes les balises qui évitent d'en faire, comme aujourd'hui en Afrique, des « démocraties », la négation même de la démocratie; et ces balises qui n'ont pas été prévues par les théoriciens et pères historiques de la démocratie, R. Gbégnonvi les analyse et les met à jour à la lumière des expériences et des dérives africaines. Cette Afrique toujours considérée comme « un pays sous-développé »

En effet pendant longtemps, faut-il le rappeler, les notions de développement et de sous-développement ont été perçues comme essentiellement économiques. Mais au fil des décennies, il est apparu pour les politiciens béninois que le facteur économique évalué en termes de PIB ou PNB n'a un sens que s'il correspond à des réalités sociales et à l'existence quotidienne des populations. Ainsi, la notion de développement socio-

³⁵⁵ Jésus de Nazareth

³⁵⁶http://fr.radiovaticana.va/news/2015/03/23/pour_mgr_adoukonou_l'interculturalité_se_vit_à_partir_de_l'eglise_d'afrique_/1131603. Consulté le 29 Juillet 2015.

économique se rapporte-t-elle à des dimensions tant concrètes comme les revenus par habitant, qu'abstraites comme le bien-être de chacun des membres de la société.

Pour rendre compte des divers aspects du développement socio-économique, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a lancé le concept du développement humain qui a le mérite de tenir compte des indicateurs individuels aux niveaux macros et micros. C'est dans cette approche que se situe la classe politique béninoise dans sa majorité. Contrairement au NEPAD, la plupart des grands partis politiques - actuellement représentés au parlement du Bénin comme la Renaissance du Bénin (RB)³⁵⁷, le Parti du Renouveau Démocratique (PRD)³⁵⁸ et la Force Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE)³⁵⁹ et même le Parti Social Démocrate (PSD)³⁶⁰ - sont en accord avec cette ligne de pensée du PNUD. Pour le président Bruno Amoussou, les échecs enregistrés au niveau du développement dénotent d'inconséquences bien nourries dont la désintégration continentale. Car, selon lui :

La tactique choisie par le Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB) n'a pas permis de rompre avec le système capitaliste... le laxisme, le clientélisme et la corruption. Il urge alors de combler ce retard sur les autres. "Plus il y a d'intégration, plus on a des capacités de résistance...Ramenons dans le champ de la discussion la question de l'intégration régionale", a-t-il dit. Et cette intégration passe surtout par la finance. Même le rôle que les pays développés ont joué dans la gestion de la crise financière en 2008 est passé en revue. Fort

³⁵⁷ De Soglo Nicéphore : Ancien président et actuel maire de Cotonou,

³⁵⁸ De Maître Houngbedji Adrien, considéré comme le véritable chef d'opposition à l'actuel gouvernement de Yayi. Il vient d'être élu président de l'Assemblée Nationale du Bénin.

³⁵⁹ De l'actuel président Yayi Boni

³⁶⁰ De Amoussou Bruno, président de l'Union fait la Nation, qui le principal parti d'opposition, et creuset de tous les partis d'opposition

d'allusions et de compréhension, le président du PSD appelle la jeunesse à s'engager dans le combat politique ³⁶¹

On retiendra avec ces politiciens que la notion de développement humain souvent présente dans leur vision est aussi traduite en des données chiffrées c'est-à-dire les indicateurs de développement. L'indicateur du développement humain en sigle IDH combine trois éléments : La Santé, l'Éducation et l'Économie.

À ces indices, il faut ajouter la qualité de vie et l'accès aux soins de santé. C'est cette qualité de vie qui fait que le développement devient un développement intégral et, c'est à travers cette notion dont l'origine est avant tout ecclésiale³⁶² que nous développerons un peu plus loin, le concept du développement durable qui doit prendre en compte toute la personne humaine, dans ses aspirations, ses convictions, son identité culturelle et tous ses droits.

Il apparaît donc que pour définir la notion de développement socio-économique, les politiciens du Bénin s'alignent sur la vision du NEPAD. Cette vision, bien que d'autres, l'appellent déjà l'éléphant blanc³⁶³ - regroupe des dimensions aussi variées que l'accès des populations aux services de santé, à l'eau potable, à l'alimentation, à l'emploi, à la sécurité, à l'information, à la démocratie, à la liberté d'expression, d'opinion et de culte, à l'urbanisation, aux infrastructures, etc. Le sous-développement en ce sens correspond à la faiblesse relative des taux de ces divers indicateurs.

³⁶¹ <http://koaci.com/articles-72773> consulté le 08 Juin 2011.

³⁶² Depuis la première encyclique sociale de Léon XIII « Rerum Novarum », l'Église a toujours invité les dirigeants du monde entier à « placer la personne, son développement intégral et le bien commun » au cœur de toute réflexion. Ce fut également les propos de Mgr Follo qui en Novembre 2011 a plaidé « pour le bien commun universel » Au sein de l'action de l'unesco.

³⁶³ Tchibozo P., (2008), «Magister dixit : Le NEPAD, un véritable éléphant blanc», Nouvelles Mutations, 09 juin 2008

Toutefois, cette définition est déjà une première étape vers la réalisation du développement durable. En effet, très souvent sous l'influence des critiques des églises, que cette classe politique sera également contrainte à parler de concept de développement intégral. Ainsi, la deuxième étape sur l'élaboration du concept de développement durable au Bénin va consister à intégrer un nouveau concept qui est celui du développement intégral. Ce concept prend d'abord en compte une autre notion appelée le minimum social commun.

C'est ainsi qu'au Bénin, le développement a été également étudié sous l'angle de ce concept du minimum social commun. Mais avant d'aborder ce concept de développement sous l'angle du minimum social commun, il convient de voir ce qu'en pensent les politiciens du Bénin de façon individuelle.

3.5.2 Le développement selon les politiciens

Chez les politiciens béninois comme chez l'ensemble des politiciens africains, deux approches ont souvent été retenues; les uns comme les autres se réclamant de l'une d'entre elles. Toutefois il commence par y avoir une nouvelle approche qui se retrouve chez ces politiciens; il s'agit d'une approche mixte en développement soutenu aussi par des alter développementalistes. Nous présentons ici les grandes lignes de ce concept de développement tel qu'il est conçu par les deux grands courants de pensée libérale et marxiste.

3.5.2.1 L'approche libérale

Le regard libéral sur les questions de développement est soutenu par les systèmes capitalistes dans lequel le laisser-faire et le laisser-aller constituent une règle pour la promotion des initiatives. Dans ce cadre, W. Rostow apparaît comme le principal tenant de l'approche libérale. Avec la publication de son ouvrage : *Les étapes de la croissance économique* en 1960. Dans sa version anglaise, il a fait le point et s'est présenté comme leader de ce courant de pensée. Ce courant de pensée continue de nos jours à évoluer dans la pensée et l'action des politiciens. En réalité, cette théorie entend tirer les leçons de l'histoire. Elle suppose que le coût fondamental du développement est établi selon une logique intrinsèque qui devrait s'imposer aux sociétés en voie de développement.

Toutefois, de nos jours, une grande partie des penseurs libéraux tout en reconnaissant le bien-fondé de la propriété privée rejette dans le libéralisme le souci aveugle de la recherche égoïste du profit qui avilit et déshumanise l'être humain. En effet, aujourd'hui les politiciens du Bénin pensent qu'il ne peut y avoir de développement durable sans le partage des richesses, des connaissances, du savoir et des valeurs. Cependant ils n'épousent pas pour autant l'approche socialiste ou marxiste.

3.5.2.2 L'approche socialiste ou marxiste

Même si les préoccupations du développement surviennent après 1945, l'origine de la conception marxiste du développement remonte à 1916 avec la publication par Lénine de « *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*³⁶⁴ ». Cette approche un peu proche du

³⁶⁴ Lénine (1917) *L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme*. Livre écrit en 1916 et publié en 1917

marxiste se résume généralement dans ce qui est appelé la théorie de la dépendance dont Fernando H. Cardoso et Pablo³⁶⁵ Casanova et autres socialistes ont été les principaux théoriciens. Dans leur lancée se retrouvent des marxistes, des développementalistes ou des africanistes comme Samir Amin, René Dumond, Jean Ziegler, etc.

Cependant, il convient de mettre une petite réserve sur le fait que la théorie de la dépendance soutient tout de même que les causes fondamentales du sous-développement doivent être recherchées à l'extérieur des sociétés concernées dans le fonctionnement du système capitaliste. Ce sont les facteurs extérieurs comme l'exploitation, les échanges et le colonialisme sous toutes ses formes qui maintiennent certains pays dans la situation de sous-développement. Mais cette approche a été de plus en plus remise en cause par une autre génération d'africaniste, dont Axelle Kabou qui veut bien trouver les causes profondes du sous-développement dans le fonctionnement même des sociétés dites sous-développées.

L'ouvrage d'Axelle Kabou³⁶⁶ – Et si l'Afrique refusait le développement? - constitue un des plus beaux exemples de cette catégorie d'intellectuels que nous pourrions appelés protectionnistes ou même nationalistes. Elle va le sens de ce disait Frantz Fanon :

Il reste qu'une catégorie d'intellectuels africains continue à assumer des thèses dépassées, victimes qu'ils sont du mythe de la malédiction du Noir et de l'aliénation du colonisé. Ils situent toujours l'histoire de l'Afrique au niveau des tribus, c'est-à-dire des sociétés archaïques, ou au niveau des États actuels alors

³⁶⁵ Leur théorie ne coïncide pas forcément avec celle de Lénine.

³⁶⁶ Kabou Axel, (1991), «Et si l'Afrique refusait le développement? » Editions L'Harmattan, Paris.

que Cheikh Anta Diop a montré sa dimension continentale; ils s'obstinent à l'isoler pendant qu'elle s'intègre tout naturellement dans l'histoire universelle ³⁶⁷

Dans son approche plus sociale donc, la problématique du développement part de deux questions essentielles. La première question : En quoi le niveau de vie des masses de la population est-il affecté par la croissance économique? 2e question : Comment les bénéfices de cette croissance sont-ils distribués ou partagés ?

Pour y répondre, la conception la plus sociale du développement fait recours à des concepts comme la justice sociale, la justice distributive, la participation, la solidarité, le partage, etc. Autant de vertus et de dispositions morales et humaines que prennent en compte la notion du développement intégral avancée par la hiérarchie catholique et certains cadres parmi les intellectuelles catholiques comme le Professeur béninois et ancien médiateur de la République, Albert Tévoédjrè.

3.5.3 Le point de vue communautariste

Il existe un autre point de vue appelé communautariste.³⁶⁸ Ce point de vue est venu principalement d'auteurs sud-américains, champions de la théologie de la libération, qui

³⁶⁷ Fanon F., (1952) *Peau noire, masques blancs* est un ouvrage écrit par Frantz Fanon et publié au Seuil.

³⁶⁸ Les "communautariens" considèrent que l'identité de l'individu ne peut se construire qu'au sein d'une communauté dans laquelle il peut trouver les ressources et l'estime de soi nécessaires. Pour cela la communauté doit se libérer du moule de la "culture dominante" et faire respecter ses particularités, notamment au sein des écoles. Certains mettent en avant la nécessité de protéger des cultures menacées de disparition. Les "libéraux" estiment, quant à eux, que pour se développer l'individu n'a nul besoin de s'appuyer sur des cultures ethniques ou raciales sources d'enfermement ou de sclérose. Récupéré de : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Communautarisme.htm>. Consulté le 26 Mai 2015.

ont été les pionniers de cette approche avec un auteur de référence : Paulo Freire. Ce dernier a écrit l'ouvrage de base intitulé : « Pédagogie des opprimés ». Paulo Freire et bien d'autres auteurs ont tous œuvré dans le sens de la théologie de la libération et selon eux, les pauvres sont l'envers de l'histoire. Pour les tenants de cette approche, il n'y a de développement que communautaire et les indices de développement sont définis par la communauté. Ainsi pour eux, la communauté qui arrive donc à satisfaire tous les besoins de ses membres tant au niveau individuel que collectif est en voie de développement.

Il faut dire que la plupart des intellectuels du Bénin et les membres de sa société civile se rapprochent également de cette vision. Nous trouvons aussi que dans la même critique, à plusieurs égards, cette théologie peut servir, mais surtout doit être prise en compte et être améliorée étant donné l'identité et la culture socio-religieuses des contextes d'études comme celui du Bénin.

Mais aujourd'hui il est vrai que la richesse des pays d'Afrique et surtout leur développement durable se retrouvera dans le bien-être de la plus grande majorité de sa population active et surtout de sa classe moyenne.

Avec l'évolution historique ainsi sommairement présentée, nous pouvons déduire qu'aujourd'hui, l'approche du développement embrasse aussi bien des considérations internes et externes des sociétés dites sous-développées et tend à mettre en œuvre des stratégies qui valorisent les ressources locales avec le concours de tout apport extérieur bien identifié. La notion de développement commence donc par se complexifier. Mais avant d'aborder cette complexification, essayons d'approfondir, de façon spécifique ce que les économistes du Bénin entendent par concept de développement.

3.5.4 Le développement vu par les économistes du Bénin.

Pour les économistes béninois comme Abdoulaye Bio Tchané³⁶⁹ le développement des peuples, vise tout particulièrement ceux qui s'efforcent d'échapper à la faim, à la misère, aux maladies endémiques, à l'ignorance. Ce développement vise ainsi les humains qui cherchent, non pas une aumône, mais une participation plus large aux fruits de la civilisation, une mise en valeur plus active de leurs qualités humaines et qui s'orientent avec précision vers leur plein épanouissement. Cet économiste et ancien candidat à la présidence du Bénin a longtemps appelé à l'aide internationale au développement. Depuis 2010 avec l'annonce de sa candidature à la présidence de la République du Bénin, il est devenu presque utopique de vouloir distinguer les propos de l'homme politique et ceux de l'économiste. Mais ceci n'enlève rien à la pertinence de ses analyses. Il affirmait³⁷⁰ que :

« Ces ressources économisées ne suffisent pas, c'est pour cela que nous, au Fonds Monétaire, nous avons continué de prêcher pour une additionnalité des ressources ³⁷¹». Il propose un programme économique ambitieux dont voici les grandes lignes :

- Investir 2 000 milliards de F CFA et créer 200 000 emplois sur 5 ans,
- Générer une croissance annuelle de 8 % et réformer les filières agricoles,
- Développer la « plate-forme » béninoise dans les services et les transports³⁷²

³⁶⁹ Ex directeur du département Afrique au FMI et actuellement directeur de la Banque Ouest Africaine pour le Développement, il est un économiste, entrepreneur et homme politique béninois

³⁷⁰ À cette étape il est pour nous difficile de séparer les propos du candidat à la présidentielle de 2011 de ceux de l'économiste dont la renommée est approuvée au plan international

³⁷¹ http://www.afriklive.com/Abdoulaye-Bio-Tchane,-Directeur-Afrique-au-Fonds-Monetaire-International_a264.html

³⁷² Bio Tchané A., « Je ne fais pas aux Béninois le coup de l'homme neuf », Jeune Afrique du 05.09.2013

Ce candidat malheureux aux élections présidentielles de février et Mars 2011 au Bénin, ancien haut fonctionnaire de la Banque Mondiale, ancien directeur de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD) et actuellement membre de la Commission Économique pour l'Afrique (CAE) des Nations Unies, mais aussi à la tête du Fonds de Garantie de la Banque Africaine de Développement ne fermait donc jamais la porte à l'aide extérieure³⁷³. Il affirmera également que :

Il faut que nous appliquions les méthodes qui ont eu du succès dans les pays en développement et pourquoi pas dans les pays développés....On doit faire des efforts tout simplement... C'est pour cela que je me refuse à accepter la thèse culturelle. L'Afrique australe qui dispose d'un système financier plus dynamique se trouve aussi en Afrique subsaharienne³⁷⁴.

Pour lui le développement est certes une mentalité, mais aussi une approche régionale, mais soutenue par les grandes institutions financières. Bio Tchané continue de soutenir ses propos en affirmant que :

La crise économique et financière pose d'énormes défis à la communauté internationale et aux financiers eux-mêmes dans la mesure où elle constitue un test pour tout ce qui a été fait auparavant. Et dans ce contexte, la première réponse de l'Afrique est la mobilisation plus accrue de l'épargne³⁷⁵.

M. Tchané mettra également l'accent sur l'épargne dans le processus de développement des pays du Sud alors que dans le monde occidental, l'accent sera mis

³⁷³<http://www.rfi.fr/emission/20141206-economie-benin-tchane-fmi-boad-fonds-garantie-banque-africaine-developpement/> consulté le 15 Décembre 2014.

³⁷⁴ <http://www.afrik.com/article17558.html> consulté le 1 Février 2012

³⁷⁵ <http://www.afrik.com/article17558.html> consulté le 1 Février 2012

sur le crédit, les prêts, les investissements et les subventions diverses. Il faut dire que plusieurs raisons d'ordre culturel, identitaire et historique l'amènent à affirmer cela. En effet, dans la mentalité des Béninois, Bruno Amoussou³⁷⁶ également, c'est l'épargne et non le crédit qui constitue au Bénin, les signes de richesse. Le crédit ou la dette, même s'il n'est pas un crime (un vol) est considéré dans la culture béninoise comme un handicap³⁷⁷, un échec et à la limite une honte. C'est ainsi que l'analyse des messages sur le crédit dans ce pays doit être prise en compte pour aborder le processus de développement durable. Bruno Amoussou fait aussi le bilan des luttes des Pays d'Afrique pour leur développement et constate que « c'est de la lutte que naît la liberté, le développement et la prospérité.³⁷⁸»

Ainsi à travers les propres commentaires de Bio Tchané, on est encore loin de ce concept de développement durable qui plus tard amènera les économistes béninois à se tourner vers l'intérieur et vers des Béninois eux-mêmes pour les amener à se mettre au travail et au service des uns et des autres.

Des intellectuels béninois comme Damien Mekpo iront également dans le même sens. Mekpo pense qu'il faut une mobilisation pour une prise de conscience générale afin d'aider les intellectuels à saisir toutes les dimensions de ce grand défi, mais aussi pour les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant décisif de l'histoire de l'humanité. Pour lui donc, la solidarité collective africaine doit être à la base de son

³⁷⁶ Homme politique béninois cet ingénieur en Agronomie a été le leader du Parti social-démocrate (PSD) et fut président de l'Assemblée nationale du Bénin de 1994 à 1999 et Ministre d'État, du Plan de la perspective et du développement de 1999 à 2005. Il est surnommé par la classe politique béninoise "le renard de Djakotomey". Il est l'auteur du livre «L'Afrique est mon combat» publié en 2009 et qui retrace son parcours et notamment les débuts de l'indépendance du Dahomey, futur Bénin.

³⁷⁷ Aucun parent responsable ne veut laisser des dettes aux générations futures. Au Bénin, on veut leur laisser une terre, une parcelle.

³⁷⁸ Bruno Amoussou (2009) L'Afrique est mon combat, ed. Archipel (L'). 200 Pages.

développement certain. Ceci rejoint la vision de la réflexion chrétienne sur le développement.

Si nous avons pris la peine d'analyser les différents messages au cœur de ces questions de développement présentées par diverses forces vives de la nation béninoise, c'est pour essayer d'en retenir un construit. Et le pont d'encrage de toutes ces réflexions se retrouve, selon nous, dans le principe de minimum social commun.

3.6 Le minimum social commun et le concept de développement intégral.

Mais avant d'aborder ce principe, il serait juste de dire qu'il a été influencé par le concept de développement intégral qui a fait suite à celui du développement économique.

3.6.1 Le concept du développement intégral

Le développement intégral est un concept plus complet au niveau de la prise en compte des éléments psychosociologiques, humains et spirituels de l'individu. Il s'agit en plus des éléments matériels et financiers, des conditions qui garantissent un développement complet de l'humain.

Selon les propos de Dominique Juhé-Beaulaton il faut reconnaître que jusqu'à nos jours l'être humain en général et au Bénin en particulier dans sa grande majorité croit en un être suprême et que la dimension religieuse ou spirituelle devient un fait social à considérer. Et dans cette vision, on reconnaît qu'au Bénin, il y a déjà comme un respect sacré de la protection de la nature. Le développement intégral passe donc par ce respect de l'environnement qui apporte « être » et « subsistance » ou existence à chaque

individu. Ainsi, plusieurs organismes parlent et œuvrent dans le sens du développement intégral. Les plus anciens viennent à se pencher sur des préoccupations de l'Église Catholique. C'est ainsi que dans le scoutisme on affirme que « Si l'on veut contribuer à l'avènement d'un monde meilleur, l'amélioration de la société passe nécessairement par l'amélioration des individus qui la composent et cette amélioration ne peut venir que du développement intégral de chaque personne ³⁷⁹»

Ce concept fut longtemps agité aussi bien par la classe politique que par la hiérarchie catholique et protestante du Bénin. En effet, selon ces derniers, le développement n'est complet que lorsqu'il atteint le niveau de développement intégral. Pour eux donc, voici de manière concrète les facteurs sine qua non du développement intégral. Ces facteurs sont comme résumés au cœur du message de la VIe Assemblée plénière des évêques du Bénin à la communauté scientifique de la sous-région et aux hommes de bonne volonté. Il s'agit d'un ensemble de recommandations qui exposent la vision de l'Église sur le développement intégral; nous citons ici les plus importantes lignes de ces recommandations :

- Aux agents pastoraux de s'appliquer à être les premiers artisans de paix et de réconciliation, notamment en évitant tout acte susceptible de favoriser l'exclusion et l'ethnocentrisme; il leur revient d'éduquer les chrétiens à la culture de la paix;
- Aux fidèles chrétiens de s'engager davantage à tous les niveaux, par la prière et par des actions, notamment de solidarité, de justice et de paix pour l'édification d'une communauté, Famille de Dieu.
- Aux hommes politiques de travailler ardemment pour l'instauration d'un État de droit dans chaque pays avec ce que cela implique en termes de souveraineté d'État, de libertés citoyennes, de respect des droits humains, de justice sociale, d'élections libres et démocratiques.

³⁷⁹ Cité par Jean Paul 1er BINDIA (2010) culture et éducation pour un développement intégral en pays bassari conférence du 28 mai 2010.

- Aux magistrats de rejeter la corruption et de rendre une justice équitable pour chacun et pour tous, conformément à la mission qui leur est dévolue dans un État de droit.
- Aux forces de l'ordre d'assurer la sécurité des États, des citoyens, des expatriés et de toute autre personne en séjour dans nos pays, sans oublier la protection de leurs biens;
- Aux éducateurs et formateurs de la jeunesse (les parents, les enseignants, l'Église, l'État) de veiller, chacun en ce qui le concerne, à l'éducation adéquate de la jeunesse, notamment l'éducation aux valeurs, au sens de l'effort et du travail; de s'opposer à l'enrôlement des enfants dans l'armée et les milices et d'assurer leur intégration après la démobilisation.
- À la jeunesse de refuser résolument tout ce qui conduit aux guerres et aux conflits et de rechercher ardemment tout ce qui contribue à la paix;
- À tous les acteurs de la vie sociale d'œuvrer pour la promotion des liens naturels de fraternité et d'amitié, conditions de compréhension et de meilleure collaboration entre nos peuples. Ainsi se développeront le rapprochement culturel et la solidarité en vue de soutenir les plus pauvres, notamment les veuves, les orphelins, les handicapés et les déplacés de guerre;
- À tous les acteurs de la vie économique d'améliorer la qualité de vie de nos populations, remettre nos pays au travail, recréer les conditions d'un développement intégral et durable, compte tenu des conditions actuelles de la mondialisation. Que l'exploitation des ressources des pays se fasse pour l'intérêt des peuples.
- À la communauté internationale d'envisager, une conférence internationale sur les États de l'Afrique, afin de résoudre le problème du sous-développement de manière globale; de donner une suite aux recommandations des experts des Nations Unies concernant l'exploitation illégale et le pillage des ressources naturelles des pays ³⁸⁰».

³⁸⁰ Contribution de l'Église catholique au processus de paix dans la sous-région des Grands Lacs " Recherchons ... ce qui contribue à la paix" (Rm 14,19)" 17 mai 2002" Message de la VI^{ème} Assemblée Plénière de l'ACEAC aux fidèles catholiques de la sous-région des Grands Lacs et aux hommes de bonne volonté

Voilà en grandes lignes ce que la communauté des intellectuels catholiques entend développer comme indices ou actions à mener en vue du développement intégral. On peut également dire que cette conception du développement intégral rejoint celle du scoutisme international qui affirme que :

Lorsque nous parlons de "développement dans tous les domaines", c'est des diverses dimensions de l'être: physique, intellectuelle, émotionnelle, sociale et spirituelle que nous voulons parler. Chacune d'entre elles peut être développée, tout au long de l'existence. Chacune d'entre elles peut se trouver dans un état de dépendance par rapport à quelqu'un ou à quelque chose³⁸¹.

3.6.2 Que retenir de ce concept de développement intégral?

Le concept de développement a évolué dans le cadre d'idées théoriques et idéologiques qui valorisent pour les uns les dimensions économiques et les dimensions plus sociales, culturelles, humaines et morales. Aujourd'hui, on peut dire du développement qu'il est un processus par lequel une communauté, une société ou une nation améliore ses conditions générales d'existence matérielles, économiques, sociales, psychologiques, politiques, culturelles, scientifiques, religieuses, etc. de même que celles de chacun de ses membres. Ce processus devrait intégrer des notions comme l'inventivité, l'ingéniosité et des emprunts à d'autres civilisations dans ce qu'elles ont de meilleur. Et c'est cela le développement intégral qui n'est pas facile à atteindre. Toutefois de nos

³⁸¹<http://orientationpourtous.blogspot.ca/2013/02/comprendre-le-concept-didentite-en.html> . Brodeur V. consulté le 20 Novembre 2013.

jours, il n'y a de développement que de développement durable. Que retenir alors exactement de ce concept de développement durable?

3.6.3 Le minimum social commun et le concept de développement

Au Bénin, il n'est pas rare de noter qu'un type de discours politique peut être réaliste. Il s'agit de ces discours produits par cette classe politique qui parle d'un « minimum social commun » et qui serait le point de départ de tout développement durable. Le « minimum social commun », bien qu'initié par le Professeur Albert Tévoédjrè³⁸², est l'un des points saillants du programme politique du candidat Kérékou³⁸³. Une simple caricature de ce concept le confondrait aux besoins fondamentaux de l'homme; ou mieux encore à la satisfaction des cinq niveaux des besoins indiqués par Maslow³⁸⁴. Mais le minimum social commun plaide pour d'autres valeurs comme le partage et la justice équitable pour tous.

Si pour Maslow, les humains cherchent à donner satisfaction à ces besoins fondamentaux de façon successive et progressive, pour Albert Tévoédjrè, le minimum social commun est un ensemble de bases et il est indispensable de façon inclusive pour chaque citoyen vivant au cœur de la Nation dite développée.

Ainsi, ce minimum social commun va plus loin et bien au-delà d'une simple survie. Au cœur de ce concept, une nation développée est une nation qui assure à ses citoyens le minimum social pour se nourrir, se vêtir, se loger; s'instruire, se distraire, bénéficier

³⁸² Ancien ministre béninois du plan et de la restructuration et aujourd'hui Médiateur à la présidence de la République. Il pilote aujourd'hui le projet mondial de prospective sur l'Afrique

³⁸³ Revenu au pouvoir en 1996 à 2006 pour dix ans après avoir dirigé le Bénin pendant 17 ans sous une idéologie soutenue par une révolution marxiste.

³⁸⁴ En effet la pyramide de Maslow est une classification hiérarchique des besoins humains

d'une justice équitable et d'un travail adéquat. Toutefois, sur le plan politique, d'autres discours apparemment plus ambitieux reprennent cette vision scientifique et locale au sein même du concept de développement. Ce nouveau concept intègre non seulement la justice pour tous, mais aussi la lutte contre toute sorte de pauvreté.

Ce « construit » du minimum social commun a donc été longtemps débattu. Il semble alors que le développement passe d'abord par la lutte contre la pauvreté morale, intellectuelle et matérielle.

En effet, Monsieur Claude Sinzogan³⁸⁵ a rappelé lors d'un séminaire international (sous le thème de développement et lutte contre la pauvreté) le long processus qui, depuis la fin des années 80, a permis la prise de conscience du problème de la pauvreté. Puis il a, en bon économiste, dressé le bilan des principales réformes engagées par les gouvernements africains sous l'impulsion des institutions de Bretton Woods. Pour mieux asseoir et consolider ces efforts, il a ciblé certains éléments à savoir : la lutte contre les maladies, l'amélioration de la qualité des institutions, la démocratie et la bonne gouvernance. Il a montré combien il est important de tenir compte des aspects culturels du développement. Parmi les initiatives et stratégies nouvelles, il a relevé le minimum social commun, le volontariat pour le développement, l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), les Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), le NEPAD...

Au cours de ce même séminaire, une équipe de scientifiques du Bénin s'est efforcée de cerner le sujet et de montrer comment oser lutter contre la pauvreté et surtout comment la vaincre. Pour cela, Yves Gérard Aklamavo³⁸⁶ proposa encore le concept du «

³⁸⁵ Expert national et économiste.

³⁸⁶ Séminaire sur la pauvreté : Publications de l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture. Récupéré de <http://www.isesco.org.ma/francais/publications/Pauvrete/Menu.php> -ISESCO-1425H/2004 consulté le 20 Avril 2012 <http://www.isesco.org.ma/francais/publications/Pauvrete/Menu.php> consulté le 20 Avril 2012.

minimum social commun » comme stratégie de lutte contre la pauvreté. Pour vaincre la pauvreté, il va falloir intégrer ce processus au cœur du développement durable. Ainsi donc, jusqu'ici le développement passe par une lutte contre la pauvreté; il ne se présente pas comme une vision positive d'un projet d'avenir, mais comme une lutte contre une situation conjoncturelle de pauvreté matérielle et immatérielle. Le développement durable va corriger cet aspect.

3.7 Le développement durable : de son historique au contexte béninois.

Le concept du développement durable a lui aussi évolué.

3.7.1 De l'historique du développement durable

Il n'est pas aisé de trouver les pères fondateurs de ce concept du développement durable. Car du récit de la création à la « nouvelle Bible » d'Al Gore en passant par Saint-François-d'Assise, aux premiers environnementalistes ou naturalistes, des individus se sont préoccupés de la protection de l'environnement. Pendant longtemps, des recherches ont été faites sur la relation et l'influence mutuelle entre les humains et l'écosystème; cette relation serait même aussi vieille que le récit de la création, elle était déjà présente dans les écrits et pensées des philosophes grecs et romains.

Toutefois, ce n'est que dans la deuxième moitié du XXe siècle que les réflexions sur cette relation (humain\environnement) de même que leur impact réciproque ou mutuel ont commencé par trouver forme. Ces réflexions se sont poursuivies pour finalement se traduire au travers du concept de développement durable, progressivement construit

au cours des trois dernières décennies. En effet, au début de l'année 1951, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a publié le premier Rapport sur l'État de l'Environnement dans le Monde. Et ce document fut le premier précurseur dans la recherche d'harmonie entre économie et écologie.

Quelques voix se sont levées : les unes, en majorité, pour décrier les impacts négatifs de l'économie sur l'écologie et les autres pour appeler que l'exploitation des ressources de la nature est certes indispensable, mais qu'elle doit aussi se faire en harmonie de sorte que l'environnement soit protégé. Selon ces derniers, la nature est une ressource au service des humains et rien d'autre.

Déjà les années 60 ont été marquées par des idéologies selon lesquelles, les activités économiques génèrent des atteintes à l'environnement (déchets, fumées d'usine, pollutions des cours d'eau, etc.).

Citons aussi le Club de Rome qui dénonça en 1970 dans un rapport final intitulé : 'Halte à la croissance'³⁸⁷ « le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources (énergie, eau, sols), de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels ». C'est aussi à cette période que déjà on a prôné le concept de la croissance zéro. On est allé de façon radicale à faire du développement économique une antinomie de la protection de l'environnement. Les pays dits émergents ne voulaient pas voir leur économie ralentir à cause de ce principe de croissance zéro. Ce principe Croissance Zéro fut donc contesté par un ensemble de Nations.

Plus tard, dans le but de contenter et de tenir compte de l'avis des champions de la croissance économique plus présente sur le terrain (que dans la pensée systématique entre les corrélations interhumain/environnement) plusieurs chefs de gouvernement

³⁸⁷ <http://www.universalis.fr/encyclopedie/halte-a-la-croissance/> consulté le 08 Mai 2013.

dans leur politique économique ont dû revenir sur la radicalisation de cette opposition. Ils ne veulent plus opposer l'économie à l'écologie, mais ils veulent faire de l'écologie et de l'environnement une source de richesse et de développement économique performant, c'est-à-dire durable. C'est ainsi qu'à la veille de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain de Stockholm (1972), il y eut une réévaluation des liens entre environnement et développement animée par Maurice Strong³⁸⁸, son organisateur et qui permet « d'introduire un modèle de développement économique compatible avec l'équité sociale et la prudence écologique, qui serait basé sur la satisfaction des besoins plutôt que sur une augmentation incontrôlée de l'offre ³⁸⁹».

Grâce à un puissant pétrolier, on commence donc par assister à la naissance du concept d'écodéveloppement. Ce concept fut repris par l'économiste français Ignacy Sachs, qui y voit « le moyen de réconcilier le développement humain et l'environnement, indissociables l'un de l'autre, et qui affirme la nécessité de remettre en cause les modes de développement du Nord et du Sud, générateurs de pauvreté et de dégradations environnementales³⁹⁰ ». Commencent ainsi les divers débats sur l'environnement. Mais l'absence de la réflexion africaine sur ce concept se fait encore plus remarquée.

³⁸⁸ Cette puissante personnalité canadienne et grand baron pétrolier, a travaillé pour de nombreuses personnalités telles Tongsun Park, Koffi Annan et Paul Martin. Impliquée dans plusieurs théories du complot, elle s'est finalement engagée pour l'environnement; ce qui l'a mené au secrétariat du sommet de la Terre. Les sommets de la Terre sont des rencontres entre dirigeants mondiaux ayant lieu tous les dix ans. Elles constituent une occasion pour se pencher sur l'état de l'environnement de la planète, et pour définir les moyens de stimuler le développement durable au niveau mondial. Le premier (ou le précurseur de ces sommets) serait celui qui s'est tenue du 5 au 16 juin 1972 à Stockholm (Suède). Récupéré de : http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Strong. Consulté le 08 Mai 2013.

³⁸⁹ Sommet mondial sur le développement durable. Récupéré de : http://www.bourgogne.gouv.fr/assets/bourgogne/files/dvlppt_durable/Historique%20du%20DD.pdf. Consulté le 08 Mai 2013.

³⁹⁰ Sommet mondial sur le développement durable 2002 : Histoire du développement durable. Récupéré de : <http://www.cms.ac-martinique.fr/structure/eedd/file/historiqueeedd.pdf> consulté le 02 Mai 2012

3.7.2 De l'historique aux débats

La Conférence de Stockholm fut un grand tournant dans la corrélation entre environnement et développement. En effet, cette conférence qui auparavant devrait porter sur l'environnement humain s'est timidement et modestement ouverte aux questions de développement. C'est alors qu'on a assisté à la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) qui est en même temps vu comme un complément du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ainsi la notion d'écodéveloppement est rapidement écartée du vocabulaire international : « l'idée d'un développement qui ne soit pas uniquement guidé par des considérations économiques, mais également par des exigences sociales et écologiques va poursuivre son chemin, notamment grâce à l'action des associations de protection de l'environnement.³⁹¹»

La grande vulgarisation de la question va vraiment débiter au cours des années 80. Durant cette période, le public va de plus en plus découvrir « l'existence de pollutions dépassant les frontières de même que les dérèglements globaux, tels que le " trou " dans la couche d'ozone, les pluies acides, la désertification, l'effet de serre, la déforestation³⁹²».

Les scientifiques les plus prévoyants pour les uns ou les plus alarmistes pour les autres vont exiger une solidarité planétaire en matière de protection de l'environnement; il faut dire que ce sont les pays les plus développés économiquement qui sont en vue et

³⁹¹Sommet Mondial sur le Développement Durable 2002.Récupérer de http://www.fnh.org/francais/fnh/uicn/pdf/smdd_historique_dd.pdf consulté le 5 Octobre 2012.

³⁹² Historique de développement durable. Ce dossier fait partie d'une série de dossiers publiés à l'occasion de la tenue, du 26 août au 4 septembre 2002, du sommet pour le développement durable de Johannesburg (Afrique du sud). Récupérer de <http://www.futura-sciences.com/sinformer/o/johannesburg.php> Consulté le 10 Mai 2010

que les pays dits les moins avancés (ou en voie de développement) comme le Bénin n'avaient rien à voir avec la pollution de l'environnement; du moins, ces pays ne sont ciblés comme ceux devant atteindre des cibles déterminées.

En Avril 1987, la publication du rapport « Notre Avenir à tous » de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement³⁹³ consacre le terme de « Sustainable Development », proposé par l'UICN en 1980 dans son rapport sur la Stratégie Mondiale de la Conservation, et successivement traduit en français par 'développement soutenable' puis 'développement durable' ou 'développement viable'.

Le développement durable est alors défini comme « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »³⁹⁴. C'est ainsi que commence un nouveau combat pour le développement durable. Toutefois, il faut qu'aujourd'hui encore, il persiste une grande différence entre le terme « durable » et « soutenable ». Ce nouveau concept sera accepté et adopté par 182 États lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement³⁹⁵ (CNUED), en 1992 à Rio de Janeiro.

Une autre Conférence mondiale sur les droits de l'homme s'est tenue à Vienne en 1993. Ces principes viennent comme pour renforcer ceux qui protègent déjà l'environnement, les humains et les espèces animales même en temps de guerre. Durant cette conférence, les participants insisteront sur le droit des populations à un environnement sain et le droit au développement; ces droits deviennent fondamentaux au même titre que les droits à la liberté, à la vie privée et à la liberté d'expression. Mais ces allégations

³⁹³ Publié en Avril 1987 ce rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, fut présidé par Madame Brundtland Gro Harlem

³⁹⁴ Récupérer de http://www.fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_à_tous_-_Rapport_Brundtland Cf le rapport Brundtland, Notre Avenir à Tous. (Avril 1987). Consulté le 20 Septembre 2012.

³⁹⁵ Au Sommet de la planète Terre à Rio. Récupéré de <http://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp317-f.htm>. Consulté le 11 Novembre 2014.

deviennent également sujettes à controverse. Plusieurs États membres s'y opposeront jusqu'au Sommet de Rio.

On ajoutera un autre Sommet mondial sur le développement social qui s'est tenu à Copenhague en 1995, et qui référera à la notion de développement durable en approfondissant son volet social. C'est ainsi que « la notion de développement social renvoie à une approche intégrant l'économie et le social et à une volonté de valorisation des ressources économiques, sociales³⁹⁶ ». [9]s d'une société, notamment celles des groupes les plus vulnérables³⁹⁶ ». En Mai 2015, « l'Allemagne et la France ont lancé, à Berlin, la sixième édition du 'dialogue de Petersberg pour le climat' en présence de 35 ministres. Créée par la chancelière allemande en 2009 après l'échec de la conférence de Copenhague (COP 15), cette rencontre se veut une structure informelle destinée à reprendre la discussion sur le climat »³⁹⁷. En effet, suite aux récents échecs à trouver des accords sur la protection de l'environnement, il fallait relancer les débats afin de parvenir à sauver la planète. Cette rencontre devra préparer la prochaine rencontre aura lieu à Paris en Décembre 2015.

À présent, comment résumer présentement ce concept de développement durable à travers les différents discours sur l'environnement?

³⁹⁶ Récupérer de <http://www.futura-sciences.com/sinformer/o/johannesburg.php> consulté le 14 Mai 2010.

³⁹⁷ Récupérer de http://www.lemonde.fr/climat/article/2015/05/18/la-france-et-l-allemande-font-pression-pour-obtenir-un-accord-sur-le-climat_4635561_1652612.html consulté le 14 Mai 2015.

3.7.3 Les discours sur l'environnement

Il existe plusieurs discours sur l'environnement. Au plan international, les chefs d'État et de gouvernement affichent leur divergence lors des sommets et peinent à trouver une réponse commune aux enjeux de l'environnement. Au niveau social, scientifique ou civil, les positions ne sont pas non plus unanimes. Nous présentons en premier lieu les discours altermondialistes.

3.7.3.1 Les discours altermondialistes

Certains altermondialistes sont partisans de la décroissance ou de la croissance zéro afin de protéger les ressources naturelles de la planète et de limiter le réchauffement climatique.³⁹⁸ Selon certains économistes la croissance économique serait nocive pour l'environnement dans les premiers stades du développement, mais à partir d'un certain seuil de revenu par habitant (déjà atteint par les pays développés) elle deviendrait de plus en plus profitable³⁹⁹. Cette idée - qui repose sur le principe que l'environnement est donc « un bien » dit « supérieur »- qui est davantage susceptible d'intéresser les riches que des pauvres qui pensent avant tout à se nourrir. L'élévation du PIB permet par ailleurs de disposer de ressources accrues permettant des politiques

³⁹⁸ Même avec la décroissance ou un arrêt total des activités anthropiques, le processus est enclenché : les gaz à effet de serre sont présents pour des années, des siècles.

³⁹⁹ Voir Courbe environnementale de Kuznets

environnementales.⁴⁰⁰ L'idée de la décroissance ou de la croissance zéro afin de protéger l'environnement est donc remise en question par certains analystes⁴⁰¹.

L'économiste australien Kym Anderson⁴⁰² a analysé les effets de la politique agricole de l'Union Européenne dont le caractère est protectionniste⁴⁰³. Il note que la libéralisation des échanges provoquerait selon lui un déplacement de la production vers les pays en développement. Là encore, les freins à la mondialisation apparaissent, pour certains, comme nuisibles à l'environnement.

Bien sûr on trouve des exemples où le libre-échange a contribué à des problèmes environnementaux. Le développement d'activité économique est en soi cause de problèmes environnementaux : les économistes dénoncent souvent les propositions restrictives de certaines ONG remettant en cause l'implantation de certaines activités dans les pays en développement. À ce propos Jagdish Bhagwati⁴⁰⁴ prend l'exemple de la polémique sur l'élevage de crevettes en Asie du Sud-Est, effet de la libéralisation du commerce ayant de graves conséquences écologiques⁴⁰⁵ dans les régions où il est pratiqué. Il explique que « de nombreuses organisations non gouvernementales ont argué de ce fait pour dénoncer ce commerce et réclamer sa restriction. Mais cela revient

⁴⁰⁰ La description de ce phénomène constaté dans les pays riches, voire certains pays en voie de développement comme la Chine récemment, est permise par une courbe en U inversé (pollution en ordonnée et revenu par habitant en abscisse) le plus souvent intitulé « courbe environnementale de Kuznets ».

⁴⁰¹ « Décroissance, analyse globale » Récupérer de : http://biosphere.ouvaton.org/index.php?Option=com_content&view=article&id=1012:decroissance-analyse-globale&catid=44:d&Itemid=65 article intitulé. Consulté le 1 Mai 2012

⁴⁰² Récupérer de <http://www.adelaide.edu.au/directory/kym.anderson> consulté le 22 Décembre 2014.

⁴⁰³ Récupérer de <http://www.fao.org/docrep/003/w2612f/w2612f11a.htm> consulté le 1 Juin 2015.

⁴⁰⁴ Récupérer de http://www.libreafrique.org/Debat_Templeton_Bhagwati consulté le 1 Juin 2015.

⁴⁰⁵ Destruction des mangroves, effets similaires à la surpêche, plus de détails dans : Effets environnementaux dans l'article élevage de crevettes. Récupérer de <http://fr.wikipedia.org/wiki/Altermondialisme>. Consulté le 08 Mai 2013.

à « jeter le bébé avec l'eau du bain », car le commerce est un puissant levier de prospérité et donc aussi bénéfique pour la société⁴⁰⁶ ». Il faut faire la part des choses puisque tout n'est pas aussi mauvais.

Ainsi, l'ensemble de ces discours permet de soulever la problématique entourant l'initiative ABE. Et en plus, ces positions permettent de dire que très tôt la question de l'économie a été présente au cœur du concept de développement durable aussi bien que les questions écologiques et environnementales.

3.7.3.2 Des autres discours sur l'environnement

Pour certains penseurs ou critiques africains, les discours sur l'environnement sont souvent biaisés et on peut y trouver plusieurs dérives à ce concept.

En effet, le développement durable montre plusieurs dérives déjà au niveau politique. Le développement durable apparaît comme un prétexte pour les pays du Nord à mettre en avant leur protectionnisme afin de limiter la croissance commerciale des pays du Sud (en voie de développement). Cette vision sera soutenue particulièrement par la géographe et spécialiste du Tiers-monde Sylvie Brunel. Ainsi :

À la veille du 5e Sommet de l'Environnement, on ne peut que constater la tragique stagnation de la situation : fin mai 2012 l'ambassadeur de l'Inde disait à la sénatrice française Laurence Rossignol, coordinatrice du rapport d'information du Sénat "Rio + 20" (www.senat.fr) qu'il fallait que l'Occident arrête de vouloir brider la vitesse de développement des pays tels que l'Inde, la

⁴⁰⁶ Jagdish Bhagwati, (2005) *Éloge du libre-échange*, Éditions d'Organisation, Editions d'Organisation, 2005, respectivement 128 p.

Chine ou le Brésil, car ces pays ne sont encore qu'en phase de rattrapage. Il ne fallait pas utiliser l'argument de l'environnement pour handicaper leur développement ⁴⁰⁷» : « Laissez-nous d'abord atteindre votre niveau de vie, et ensuite, une fois l'égalité atteinte et que vous nous accueillerez au sein des Grandes Puissances, nous pourrions discuter des moyens de traiter des problèmes d'environnement ⁴⁰⁸

Les pays en voie de développement reprochent donc aux pays développés du Nord d'utiliser l'argument de l'écologie pour justifier le fait de mettre des barrières et de handicaper le développement des pays du Sud. Le développement durable apparaîtrait comme un simple alibi pour éviter la concurrence des pays émergents et même limiter leur production. Comme l'ambassadeur de l'Inde, Sylvie Brunel et autres, nombreux sont les politiciens des pays en voie de développement qui pensent qu'à travers le concept de développement durable, les politiciens du Nord cherchent à servir la logique capitaliste. Ils font perdre ainsi au concept de DD un de ses objectifs premiers qui est d'être socialement équitable. C'est peut-être en ce sens que le penseur Edgar Morin déclare que « Le développement, notion apparemment universaliste, constitue un mythe typique du sociocentrisme occidental, un moteur d'occidentalisation forcée, un instrument de colonisation des sous-développés du Sud par le Nord. ⁴⁰⁹».

Par ailleurs, une des limites du développement durable c'est qu'il n'est malheureusement pas basé sur de véritables appuis juridiques. Il montre une grande lenteur dans les débats, mais encore, la plupart des conclusions issues de ces débats n'aboutissent pas et n'entraînent pas des sanctions (exemples des sommets de Rio). On

⁴⁰⁷ <http://www.netoyens.info/index.php/contrib/09/06/2012/le-developpement-durable-cest-le-probleme-pas-la-solution?navlang=ja> Consulté le 15 Mai 2013.

⁴⁰⁸ <http://www.netoyens.info/index.php/> Le développement durable c'est le problème, pas la solution. Consulté le 15 Mai 2013

⁴⁰⁹ Morin E., (2009), « Une mondialisation plurielle », Synergies Pays Riverains de la Baltique n°6 - 2009 pp. 19-24, Centre d'Études Transdisciplinaires - Sociologie, Anthropologie, Histoire EHESS – CNRS, France

remarque donc qu'il y a un manque d'engagements fermes de la part des politiciens et qu'il n'y a pas de réelle éthique et d'action morale au sein des entreprises et institutions en faveur du développement durable. La multiplication des chartes et des programmes en faveur du développement est très critiquée⁴¹⁰ par Bernard Salengro⁴¹¹. Un autre risque, plus pernicieux encore au cœur de DD, est souligné par Bernard Salengro. Dr Salengro,⁴¹² citant une étude réalisée par les experts du cabinet Alpha Études, sur les chartes et autres déclarations de bonnes conduites qui se multiplient dans le cadre des programmes de développement durable dénonce une manipulation mentale et regrette « le manque d'engagements fermes » qui se cache « derrière un vocabulaire pompeux », où l'on retrouve les expressions « développement durable⁴¹³ », « entreprise citoyenne », « responsabilité sociétale », bref tout un « vernis éthique ». Pour ce médecin on peut craindre que le manque d'éthique⁴¹⁴ dans les institutions et dans les entreprises masque en réalité le manque d'action morale, au nom de l'intérêt (en fait de l'entreprise)⁴¹⁵.

Une analyse profonde de tout le processus entourant la mise en œuvre du protocole de Kyoto, fait également remarquer une limite au concept du développement durable.

En effet, le protocole de Kyoto apparaît trop lourd pour certains pays, la plupart n'ont pas voulu le renouveler (exemple du Canada). Les pays en voie de développement et

⁴¹⁰ http://fr.wikipedia.org/wiki/Manipulation_mentale consulté le 17 Avril 2013.

⁴¹¹ Salengro B., (2006), *Management par la manipulation mentale*, Edition L'harmattan. ISBN : 9782296015388 2296015387

⁴¹² Salengro B. (2006), *Management par la manipulation mentale*, Edition L'harmattan. ISBN : 9782296015388 2296015387

⁴¹³ Alpha Études. *Chartes éthiques et codes de conduite : état des lieux d'un nouvel enjeu social. Étude sur les principales sociétés privées et publiques françaises.*

⁴¹⁴, Salengro B., (2006) *Le management par la manipulation mentale*, Éd. L'Harmattan; 238p. Récupéré de books.google.fr consulté le 19 Septembre 2014.

⁴¹⁵ Comte-Sponville A., (2004) *Le capitalisme est-il moral? Comte-Sponville en conclut à la nécessité d'une morale dépassant le cadre de l'entreprise (les quatre ordres).*

ceux dits émergents ne veulent pas rentrer tout de suite dans ce processus en faveur du développement durable, car ils privilégient leur propre processus de développement économique. Les pays du Nord voient alors le protocole de Kyoto comme une contrainte, une sanction, voire un sacrifice et non pas comme une responsabilité. Comme le Canada, ils craignent de se faire rejoindre par les pays émergents.

Le développement durable démontre également des limites au niveau social. On y dénote plusieurs difficultés à prendre en compte dans les diverses traditions et cultures de chaque pays. Il peut être un moyen pour les puissances de limiter les libertés individuelles et d'asservir les minorités. Selon Claude Allègre⁴¹⁶, il est principalement axé sur l'environnement et l'écologie tout en délaissant la partie sociale et donc la culture. Les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) soutiennent en 2010 l'idée d'un quatrième pilier dans le développement durable s'ajoutant à l'économie, la politique et le social : la culture.

Ainsi, le terme de développement durable a toujours évolué. Lors du rapport Brundtland en 1987 on mettait l'accent sur les besoins des générations futures, « or aujourd'hui les problèmes écologiques et sociaux apparaissent aux premiers plans, les tenants du concept de développement durable pensent qu'au cœur de ce processus, on doit se consacrer d'abord aux besoins des sociétés actuelles qui sont confrontées à une multiplication de crises sociales et environnementales. Aujourd'hui on n'est donc plus dans l'anticipation, mais dans la résolution⁴¹⁷ ».

Le développement durable, à court terme, montre des solutions superficielles et peu efficaces, puisqu'on n'a toujours pas trouvé d'alternative assez efficiente et disponible pour remplacer le pétrole et limiter la pollution. Les recherches et les technologies

⁴¹⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Claude_All%C3%A8gre consulté le 20 Mai 2013.

⁴¹⁷ <http://www.mddep.gouv.qc.ca/developpement/definition.htm> . À propos du développement durable' consulté le 17 Avril 2013

alternatives sont là. Il reste à les vulgariser, mais cela ne semble pas aussi rentable que les technologies déjà existantes sur le terrain et dont l'usage présente pour les entreprises de grosses opportunités.

À la suite de cette revue de littérature, nous pouvons dire que le concept de développement durable a également démontré des limites au niveau social sur les questions d'éducation et de santé. On sait, en quelque sorte, que la seule ressource renouvelable qu'il faut conserver et surtout protéger c'est l'être humain. C'est pourquoi les questions en matière de Santé et d'Éducation ne doivent en aucun cas être mises de côté puisqu'elles impliquent directement les êtres humains. Tandis qu'un des principes du développement durable est justement de favoriser et de permettre la santé et l'éducation de chaque être humain, on y dénote encore aujourd'hui plusieurs limites, car, les objectifs ne sont pas encore atteints. Le financement de la santé reste faible. L'OMS a reconnu que le financement public des services de santé ne permettait pas d'assurer la performance des services sanitaires (OMS 2000). Or les politiques sanitaires et sociales doivent contribuer au développement durable, puisqu'on sait qu'elles constituent un enjeu déterminant pour les pays d'accéder au processus de développement durable.

Depuis les années 80, les politiques publiques de santé se sont inspirées de la logique libérale et ont subi de nombreux échecs, dus notamment à l'inadaptation des institutions. Il faut une cohérence entre l'économie d'une part et l'environnement social et institutionnel d'autre part. Les idées de santé publique, de prévention et de gestion des risques sont au cœur de la logique de développement durable. Ces idées font la promotion d'une qualité de vie et d'une réduction des inégalités sociales, notamment au niveau de l'accès à la santé. C'est donc un des défis du développement durable; et au Bénin cette question de santé est reliée à celle de la réduction de la pollution. Toutefois, le défi est qu'il ne faut pas que certains acteurs, tels que les organisations non gouvernementales, et même le gouvernement (sous l'influence des constructeurs de

motos) utilisent la notion de développement durable et sa notion de protection de la santé afin de faire des profits. Le développement durable « est une énorme avancée en faveur de l'environnement, de l'écologie et de l'égalité entre les êtres humains, il permet aux populations de prendre conscience des conséquences de leurs faits et gestes sur la planète⁴¹⁸ ». Il convient également d'analyser les messages avancés et les réflexions avancées par les pays du Sud comme le Bénin. En effet, tout au long de cette réflexion sur le concept de développement durable, nous pouvons remarquer que la réflexion africaine et surtout béninoise semble négligée ou carrément absente.

Que retenir alors de ce concept de développement durable vu par les populations béninoises ?

3.7.4 Le concept de développement durable dans le contexte béninois.

Tous ces discours et débats autour du concept de développement durable, nous permettent de nous rendre compte que non seulement la réponse africaine aux défis du développement durable tarde à surgir concrètement, mais aussi qu'il faut les construire, les produire et les promouvoir. L'Afrique et surtout le Bénin en particulier est presque inexistante au cœur de la réflexion générale sur le développement durable; de plus ce concept pourrait servir de moyen d'exploitation des PVD et enfin, l'analyse que nous faisons de l'initiative ABE pourrait en être un modèle de réflexion sur le développement durable vu par les populations du Bénin. Cette revue de littérature nous permet ainsi d'aborder la problématique au cœur de cette thèse.

⁴¹⁸ http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-104_mono.html L'Afrique est notre avenir in consulté le 16 Avril 2013.

CHAPITRE IV

PROBLÉMATIQUES, HYPOTHÈSES ET QUESTIONS DE RECHERCHES

Les réflexions sur les questions du développement sont nombreuses et diverses. Pendant longtemps, elles ont semblé hégémoniques. Les intellectuels qui font cette réflexion en occident ne font pas exprès d'exclure certaines personnes. Mais, comment se fait-il que la pensée des pays du sud soit si absente de cette construction du concept de développement durable? Il arrive que les gouvernements n'écoutent guère leur population; ou alors pour des raisons plus ou moins inavouées, ils cherchent à imposer des visions venues d'ailleurs. L'analyse de l'initiative ABE⁴¹⁹ en est un exemple. Soucieux de l'écho pris, des populations cherchent à faire valoir leur propre vision sur les questions de développement et de développement durable. Ainsi, comment comprendre qu'en dépit des efforts fournis par le gouvernement du Bénin à faire passer cette initiative, des années plus tard, celle-ci n'est pas encore adoptée? Ceci nous permet déjà de spécifier notre problématique de recherche.

⁴¹⁹ Pour lutter contre la pollution de l'air à Cotonou, le ministère béninois de l'Environnement et de la Protection de la nature a mis sur pied le projet « Zéco-4 » encore appelé Initiative ABE dont le lancement officiel a eu lieu le 13 avril 2010. Cofinancé par l'Agence française de développement (Afd) et le Fonds français pour l'environnement mondial (Ffem), le projet vise à remplacer les motos deux roues à deux temps par des motos deux roues à quatre temps. Celles-ci ont l'avantage d'être moins polluantes, la pollution étant avec l'apparition des Zemidjan, l'une des plaies de la ville de Cotonou, qui compte aujourd'hui un peu plus d'un million d'habitants. Le transport public quant à lui fait toujours défaut. – Récupéré de <http://www.ouvertures.net/les-motos-taxis-Zemidjan-pallient-le-deficit-du-transport-public/#sthash.Hxr7Dl4c.dpuf> consulté le 30 janvier 2011.

4.1 Spécification de la problématique de recherche

Cette thèse se propose d'analyser et de comprendre en quoi les diverses controverses engendrées par cette initiative ABE permettent de construire un nouveau concept de développement durable en tenant compte des différents points de vue de la communauté béninoise.

La stratégie de l'ABE ou celle du projet⁴²⁰ Zéco-4 qui vise à réduire l'émission du gaz à effet de serre et à diminuer la pollution en vue de la santé publique a été cadré par le gouvernement du Bénin, comme faisant partie d'un projet de développement durable dans la vision de Kyoto. L'analyse de ce projet et des différentes communications entourant sa mise en œuvre nous amène à comprendre ce que les populations du Bénin entendent d'abord par développement durable et ensuite, ce qui est important à promouvoir selon eux au cœur de ce nouvel enjeu qu'est le DD.

En effet, il est évident de constater qu'à Cotonou, l'usage des taxis-motos est la première cause de pollution dans la ville, qui compte plus de 160.000 conducteurs de taxis-motos officiellement inscrits (en 2012) sur une population de 1.250.000 habitants. Les derniers recensements (2014) des taxis-motos à Cotonou font état de plus de 250.000 Zemidjan officiellement inscrits dans les annales de la ville. Ces conducteurs de taxi-moto refusent de porter l'entier blâme de la pollution. Cependant, ce secteur d'activité permet d'avoir très rapidement un gagne-pain. Ce sont là, les populations qui en profitent de par sa disponibilité, de la grande et large facilité qu'il offre dans les déplacements. Les Zemidjan eux-mêmes affirment être des acteurs de développement. Ils sont d'ailleurs organisés en associations et syndicats. Toutes les familles de Cotonou sont touchées par ce secteur d'activité qui, du reste, demeure le premier employeur et

⁴²⁰ http://www.afd.fr/webdav/shared/ELEMENTS_COMMUNS/infos-projets/Telechargements/Lutte-contre-pollution-Cotonou.pdf Lutter contre la pollution de l'air consulté le 17 décembre 2013.

pourvoyeur de métiers aux bras valides de la nation. Mais, l'exercice de ce métier est comparable à une rose à épines.

Nombreux sont les discours qui parlent de cette situation des Zemidjan. Les détracteurs⁴²¹ comme les protagonistes de l'initiative ABE sont également nombreux; les commerciaux, les artistes, les intellectuels, les scientifiques et les littéraires se mêlent aussi de la question et chacun y apporte ses idées vis-à-vis de cette question du développement durable.

Seulement, depuis que les Zemidjan ont compris qu'ils pouvaient représenter une force pour défendre leurs intérêts, ils ont formé différents syndicats dont certains sont d'ailleurs affiliés à des mouvements politiques. On peut citer le MOZEBE qui soutient le régime du Président Thomas Boni Yayi, sous la bannière FCBE. D'autres soutiennent aussi la RB de Léhady Soglo⁴²² ou le PRD d'Adrien Houngbédji⁴²³. À travers le pays, les groupes de syndicats de Zemidjan augmentent en nombre, avec des objectifs plus ou moins avoués. « Selon sa ville d'origine ou selon son appartenance à tel ou tel syndicat, la vision des Zemidjan peut aussi être différente »⁴²⁴. Mains discours entourent ainsi l'usage des Zemidjan suite à l'initiative ABE.

Au regard de ces discours, nous voudrions citer, une satire intitulée : « Au procès des dupés, j'étais là »⁴²⁵. Cette partie de la satire nous permettra de bien présenter ou

⁴²¹ Nous reviendrons sur la liste des agonistes et des protagonistes de cette initiative étant donné que la recherche sur le terrain a permis de voir les liens et les associations de même que les trafics d'influence et de pouvoir révéler sur le terrain.

⁴²² Vice maire de Cotonou et le chef de parti de la RB.

⁴²³ Candidat unique de l'opposition officielle aux élections présidentielles de 2011.

⁴²⁴ Teiga M. B., « Les Zemidjan taxis-motos empoisonneurs ». Récupéré de <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-zemidjans-taxis-motos-empoisonneurs>. Consulté le 17 Novembre 2014.

⁴²⁵ Une œuvre d'inspiration collective dirigée par Houngpatin Philémon, Professeur d'Histoire de l'art à l'Esma SOS Village d'enfant de Calavi, Bénin.

résumer notre problématique. Les auteurs de cette satire, dont Germain Hounkpatin, s'inspiraient d'une vedette de la chanson Burkinabè, Black So Man assassiné pour raisons sociale et politique. Cette satire pose le problème de façon précise au niveau de la société béninoise. En effet, elle fait le lien entre les responsables de l'initiative ABE et le gouvernement qui sont d'une part considérés comme les accusateurs et, d'autre part les Zemidjan qui sont regardés comme les accusés, mais qui se présentent eux-mêmes comme des victimes.

Voici une partie de cette satire que nous nous permettons de citer abondamment afin de faire ressortir toute la problématique entourant cette recherche.

J'étais au procès où le «préssumé accusé» avait pour nom le Zemidjan man, conducteur de taxi-moto. Accusé d'être l'auteur ou le coauteur d'un mal social. Quel genre de mal social? La pollution, le sous-développement et l'insécurité routière.

À l'ouverture du procès, le plaignant, donne le ton en ces termes je cite :

« Le Bénin souffre d'un mal dont l'auteur sans doute s'appelle le Zemidjan. Il ne se rend pas compte des nombreuses maladies causées par sa moto. Si rien n'est fait pour l'arrêter, nos populations mourront et avec elles, c'est l'avenir de la planète qui est en jeu. Vraiment j'en ai ras le bol. !!! »

Monsieur l'accusé levez-vous disait le président de jury en s'adressant au conducteur de Zemidjan. Reconnaissez-vous les faits qui vous sont reprochés, oui ou non dans les cas, monsieur l'accusé, nous vous écoutons. Un silence de deuil envahit toute la salle... connaissant l'accusé, disaient nos auteurs, sa prestation est vivement attendue. L'accusé prend la parole en ces termes, je cite :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je vous remercie pour l'occasion que vous m'offrez de parler au nom de tous ces conducteurs de taxi-moto, de toutes ces victimes du dérapage éducatif, de la déviation sociale, de la réprime et de la corruption politicienne. Combien sont-ils, mes frères et sœurs qui dès leur bas âge sont mis dans la rue par leurs parents soi-disant qu'ils sont grands qu'ils peuvent maintenant se débrouiller? C'est pourquoi vous verrez, Monsieur le

Président, des adolescents gangsters parce qu'ils sont éduqués par la rue. C'est pourquoi vous verrez également des adolescentes pratiquer le plus vieux métier du monde au grand plaisir de ces vampires politiques qui roulent dans de gros carrosses (voitures à gros cylindre) et qui sont les premiers à détruire notre environnement et nos modes de vie. C'est pourquoi vous verrez des jeunes et des vieux, des travailleurs comme des chômeurs choisir d'être conducteur de Zemidjan parce que c'est leur seul moyen de survivre. Sans calcul mathématique, voici, la part de culpabilité de nos chers parents.

Hier, continue de dire l'accusé, hier, nous étions sous le soleil brûlant. Hercule⁴²⁶ est porté au pouvoir parce qu'il nous avait promis le paradis : il montait sur nos motos... c'était à l'approche des élections présidentielles. Aujourd'hui, nous sommes sous le même soleil, je demande à Hercule : « démissionne » parce que tu as trahi la cause, tu as vraiment fait une déviation idéologique; nous sommes passés de la démocratie à l'autocratie, le trésor public est privatisé et passé à l'héritage familial du président, les fonctionnaires ne sont plus bien payés; ils s'obligent après une longue journée de travail à conduire les taxis-motos pour arrondir le salaire insuffisant difficilement acquis; les nombreux diplômés de l'intérieur comme de l'extérieur ne trouvent plus de travail; les étudiants sont martyrisés, la misère se lit sur tous les visages. Sans avoir peur de rien, ni même d'être emprisonné ou d'être éliminé, je dis, voici, la part de culpabilité de nos chers dirigeants. Ceux-ci veulent nous éliminer et prendre nos terres pour construire des jardins et de lieux de détente pour leur famille. En tout cas, sachez le bien, s'il est vrai que l'arme revendicatrice des droits d'un bébé est son cri perturbateur qui réclame ses parents, il est aussi vrai que nous dérangeons, mais que nous mobilisons de la main-d'œuvre disponible et nos jeunes peuvent travailler et trouver leur compte pour survivre et faire vivre leur famille. En conclusion, je dis, monsieur le président, je reconnais être la fumée gênant la visibilité des citoyens, mais les flammes précitées en sont l'origine. Alors, arrêtez qui de droit, destituez les vrais auteurs... en vertu des pouvoirs qui vous sont conférés je dis sanctionnez les vrais auteurs, punissez les vrais pollueurs; car nul n'est au-dessus de la loi.

Comme dans tout procès, le dernier jour - après l'intervention de l'accusé qui plaide non coupable - est consacré à la représentation sur sentence. Mais contre toute attente, le juge au lieu de délibérer et de prononcer la sentence a encore renvoyé la foule à

⁴²⁶ Surnom donné au président de la République du moment (Soglo Nicéphore).

une date ultérieure. En effet, comme les auteurs le souligneront dans l'épilogue de cette satire, la sentence n'est pas encore donnée et c'est parce que le procès se déroule encore de nos jours, sous nos yeux. Les Zemidjan continuent la lutte et mobilisent des associés à leur cause. L'un d'eux⁴²⁷ affirmait tout dernièrement :

Si l'État nous propose des emplois meilleurs et décents, je suis sûr que beaucoup d'entre nous seront prêts à abandonner ce travail bien plus pénible qu'on ne le pense. On oublie souvent qu'il y a beaucoup de diplômés sans emploi parmi nous. Mais en attendant de trouver mieux, il ne faut pas nous demander de laisser tomber notre gagne-pain pour le travail de la terre avec la houe et la daba⁴²⁸,

À lire cette satire, nous nous rendons compte que toute la problématique tourne autour d'une controverse environnementale, politique et socio-économique. Les uns accusent les autres et les Zemidjan surtout, refusent de porter tout seuls le blâme; et ils font un diagnostic des différentes plaies de la société qui sont à la base du phénomène Zemidjan. Comment faire alors le lien de cette satire avec la problématique ou la question de développement durable et spécialement avec la communication pour le développement durable?

En réalité, en lien avec ces débats qui ont lieu partout dans le monde sur l'environnement, il s'agit pour les Zemidjan de savoir : comment réussir « l'aujourd'hui » sans hypothéquer « le lendemain » ? Or, pour le gouvernement du Bénin et pour une bonne partie de la population, il s'agit de voir comment embrasser

⁴²⁷ Déclaration sans ambages de Kouagou Jean, conducteur de taxi-moto à Natitingou.

⁴²⁸ Propos rapportés par Teiga Marcus Boni. Récupéré de <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonneurs> consulté le 2 avril 2011.

le réel développement durable à partir de la réflexion sur l'analyse des messages qui entourent l'initiative ABE.

Comment situer alors cette problématique dans une démarche communicationnelle?

4.2 De l'usage des Zemidjan à la communication pour le DD.

4.2.1 L'idée de la recherche

Le constat fait autour des diverses controverses ayant entouré l'initiative ABE nous a conduits à observer qu'il y avait matière à étude. Par conséquent, les mots : communication, information, développement, développement durable, emploi et sécurité revenaient souvent dans les débats. C'est donc l'analyse de ces débats qui nous a permis de faire cette recherche.

En effet, à Cotonou, l'usage des taxis-motos - à la fois outil de développement et cause première de mortalité brutale - est une source permanente de controverses. Les membres de chaque organisation, de l'ABE, le gouvernement et les syndicats des conducteurs de taxis-motos poursuivent des intérêts en soi louables. Cependant, comment comprendre et harmoniser les avis pour ou contre l'usage des motos écologiques et quels sont les enjeux réels de ces controverses engendrées sur leurs usages? Voici une première question.

En effet, défini en 1987 par la commission mondiale sur l'environnement et le développement dans le Rapport Brundtland, le concept de développement durable se trouve à la confluence de trois préoccupations, présentées comme « les trois piliers du

développement durable », à savoir : l'écologie, le social et l'économie. On peut y ajouter aujourd'hui le juridique et le politique.

Déjà à ce niveau du social, il faudra intégrer le culturel, l'humain et l'historique. Ainsi, le développement durable apparaît à travers les lectures faites, comme un arbre dont les racines économiques, écologiques et sociales se trouvent dans le terroir de la création, mais dont l'avenir, c'est-à-dire les branches, embrasse, majoritairement pour l'occident d'aujourd'hui, des notions spatiales et temporelles. Mais ces notions sont loin d'être une première préoccupation pour les pays en voie de développement comme le Bénin, car elles y sont vécues autrement.

La dimension spatiale de ce concept pourrait s'identifier à l'ensemble de l'œuvre de Raoul Follereau lorsqu'il disait dans un de ses discours sur le désarmement : « Nul n'a le droit d'être heureux tout seul ». ⁴²⁹ La dimension temporelle revient à dire que le développement durable doit amener chaque société organisée à répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. En date d'aujourd'hui, nous remarquons que cette dimension prend de plus en plus d'ampleur et se concrétise dans des projets et protocoles internationaux dont le plus connu est le protocole de Kyoto; mais aussi cette dimension se concrétise dans des initiatives particulières comme celle de l'ABE. Le problème est que cette initiative semble ne tenir compte que de ces notions occidentales du moins en premier lieu, mais occulte d'autres dimensions très pertinentes au niveau local et c'est là le risque pour les pays du Sud de se voir imposer des visions venues d'ailleurs. En effet, ces motos proposées aujourd'hui sont adaptées à d'autres réalités. Les analyses au niveau purement civil et technique prouvent que de nos jours dans les pays du Nord, de nouvelles technologies sont mises en œuvres pour la construction de nouveaux moteurs de motos moins polluantes. Les motos djenana ⁴³⁰ ne sont plus conformes aux

⁴²⁹ Thévenin É., (1992) Raoul Follereau hier et aujourd'hui, Fayard, 1992 (ISBN 978-2-213-02897-2)

⁴³⁰ Motos à Quatre Temps.

normes environnementales en France, au Royaume-Uni et en Belgique. Depuis 2004 elles sont bannies en Hollande et en Autriche. Le Japon et la Chine entrevoient des moteurs à batteries.

Au plan international, les recommandations du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)⁴³¹ sont sans ambiguïtés sur l'urgence d'agir pour protéger l'environnement. Toutefois, la non-certitude absolue des résultats de ses recherches avec ses grandes nuances nourrit encore les débats scientifiques sur l'environnement. Il existe comme un melting-pot (un mélange non hétérogène d'éléments de toutes sortes) des notions de changement climatique, de réchauffement de la planète, de la lutte contre la pollution et de différentes stratégies à mettre en place pour parvenir au développement durable dont émergent tous ces construits.

Selon un scientifique du Bénin, M. Koukoui⁴³² une certaine compréhension du développement durable mis en rapport avec certains agissements d'activistes environnementalistes serait à la source de grands malaises qui perdurent dans plusieurs pays en développement. En effet, une présentation du concept de DD l'opposerait à la performance économique. Ce qui est difficilement acceptable surtout en période de crise économique. Les pays les plus avancés ne veulent pas toujours freiner leur élan économique et se laisser rattraper par les pays émergents.

Par ailleurs, le désir de protection de la faune et de la flore, qui conduit des activistes à empêcher un type de pratique de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de l'exploitation de quelques forêts n'est pas pour apaiser ce malaise. C'est un peu dans le sens de ce que disait Raoul Follereau qui voulait qu'on regarde le pauvre non

⁴³¹ Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat.

⁴³² Orb/Conférence – débat sur l'environnement de contrôle base de la bonne gouvernance (14 Mai 2015). Cotonou.

pas pour ce qu'il a, mais pour ce qu'il est.⁴³³ Dans une grande partie des pays en développement, comme le Bénin, des habitations et des plantations sont détruites en vue de la construction d'espaces verts. La tentation est donc grande que des métiers et des habitations jugés malpropres, polluants et salissants soient supprimés au détriment de leurs premiers bénéficiaires et aux crédits du bien-être des plus riches. La tentation est encore plus grande que le parcours historique de certains pays comme le Bénin qui, se sont endettés et qui ont beaucoup investi dans la recherche de quelques sources d'énergie comme le pétrole et dont les populations finissent à peine de constituer un capital économique (comme les motos à Deux Temps), soient appelées à tout laisser pour s'aligner subitement dans la course de fond et à relais que constitue aujourd'hui le développement durable et surtout aux énergies renouvelables. C'est comme si ces populations ont envie de dire aux pays développés : « laissez-nous d'abord atteindre votre niveau de développement par nos propres moyens avec les énergies dont vous vous êtes servies et ensuite, nous écouterons vos discours sur les réductions de gaz à effet de serre »⁴³⁴. Ces populations ont également leur vision du développement durable.

Il apparaît que le débat sur l'environnement est un sujet controversé. D'autant plus qu'il faudrait, qu'on le veuille ou non, que tous les pays soient prêts pour affronter les inconvénients liés aux changements climatiques et mieux encore à s'y adapter. Mais, comment y parviendront-ils s'ils n'ont pas eux-mêmes défini et exprimé clairement ce qu'ils comprennent par le développement durable? Cette thèse devrait donc conduire à la prise en considération des éléments identitaires les plus importants dans la culture béninoise, mais aussi à la vulgarisation de tous ces enjeux environnementaux grâce à l'étude des nouvelles technologies. Les éléments spatiaux et temporels sont certes

⁴³³ Terras C., (2012) « Fondation Follereau Raoul : la face cachée d'une œuvre », Golias Hebdo, n° 203, 2011, p. 19. Récupéré de <http://golias-news.fr/article5319.html> consulté le 19 Janvier 2015.

⁴³⁴ Pour paraphraser les propos du premier ministre de l'Inde.

importants, mais bien d'autres encore qui restent à définir si l'on considère les communications faites autour de l'initiative ABE. Les nations dites aujourd'hui économiquement sous-développées ne peuvent pas se permettre d'adopter ce même concept de développement durable – tel qu'il est défini actuellement – par les pays du nord au détriment de leur propre histoire. Ils ne pourront même pas, car, il faudra qu'elles pensent à leur adaptation en face des nouveaux défis environnementaux qui seront incontournables pour le monde entier c'est-à-dire pour la planète terre. Car, si tous les pays envisagent une certaine durabilité dans leur développement, tous ne sont pas aux mêmes niveaux. Les bases de ce développement sont très larges et divergentes. Ainsi pour les scientifiques du Bénin⁴³⁵ comme M. Raphaël James Ogounchi⁴³⁶, à la suite des propositions entourant le NEPAD, tout développement durable doit viser l'amélioration des infrastructures physiques et la mise en œuvre de réformes majeures à travers quatre grands projets que sont :

- L'accès au capital foncier (un capital humain ou non humain comme le terrain ou l'espace);
- L'accès aux services financiers (comme le prêt, les subventions ou le crédit);
- L'accès à la justice équitable; et l'accès aux marchés (au libre marché, mais à l'abri des méfaits de la mondialisation ou de la globalisation; c'est-à-dire la protection des plus vulnérables sur le marché commercial);
- L'accès aux soins de santé, à l'instruction et à l'éducation.

⁴³⁵ <http://www.presseafricaine.info/article-20455871.html>. Consulté le 08 Mai 2013.

⁴³⁶ Secrétaire Permanent de la Commission Nationale du Développement Durable du Bénin.

- Ainsi l'Afrique pourrait apporter d'autres dimensions spécifiques à ce concept. C'est d'ailleurs aussi l'avis de Isabelle Hajek⁴³⁷ et de Philippe Hamman⁴³⁸. En effet, ces derniers affirment que :

Une vingtaine d'années après la conférence des Nations unies de Rio tenue en 1992 et la Campagne des villes européennes lancée en 1994 à Aalborg, les notions de "ville durable" et de "gouvernance urbaine" se sont imposées sur les agendas des acteurs politiques, économiques et sociaux à travers le monde. Devant le succès de ces notions, les ruptures qu'elles étaient censées apporter dans le devenir des villes et des métropoles, au regard de la montée de préoccupations environnementales globales, méritent d'être interrogées.⁴³⁹

En plus, un autre aspect de la problématique dans ce contexte est qu'aucune des solutions politiques ou techniques ne semble convenir aux usagers de Zemidjan. Eux-mêmes en proposent d'autres et nous présentons en ici quelques-unes. Mais dans le même temps, ces approches de solutions révèlent encore d'autres problématiques de développement durable

Il nous semble pertinent dans ce cas de cerner au maximum les différents positionnements communicationnels et stratégies mises en place par les différents acteurs en présence dans l'initiative ABE. L'analyse de l'initiative ABE bien qu'étant un problème de fonds au niveau de la communication pour le développement durable

⁴³⁷<http://www.eyrolles.com/Accueil/Auteur/isabelle-hajek-128186> consulté le 02 Février 2015.

⁴³⁸ <http://www.eyrolles.com/Accueil/Auteur/philippe-hamman-112545> consulté le 02 Février 2015.

⁴³⁹ Isabelle, Hajek et Philippe, Hamman. (2015) La gouvernance de la ville durable. Entre déclin et réinventions - Une comparaison Nord-Sud, Presses Universitaires de Rennes (PUR), Collection : Espaces et territoires, 286 pages, page 255.

gagnerait à faire ressortir dans une cartographie exhaustive les positions de chaque acteur ou actant présent dans la controverse.

Il s'agit donc d'une controverse sur l'environnement et portant sur des enjeux politiques et socio-économiques; car, nombreux sont les discours qui opposent les visions protectionnistes de l'environnement aux champions de la performance économique. Ce faisant, nous pourrions parler d'une polémique ABE dont l'analyse permettra de voir comment dans un contexte d'oralité une controverse peut évoluer pour aboutir à une solution concertée et à un mode de communication pour le développement durable majoritairement accepté et prenant surtout en compte des éléments locaux et spécifiques avancés dans les pays en voie de développement durables comme le Bénin.

Le concept de développement durable, au Bénin, « est très souvent associé au luxe, à l'esthétique, à l'augmentation du coût de vie et à l'humiliation des pauvres par les riches. »⁴⁴⁰ Pour Alphonse Gnanhoui, responsable des syndicats des conducteurs de taxi-moto de Cotonou, le défi de la lutte pour la protection de l'environnement et donc pour le développement durable au Bénin, serait d'inviter les populations d'aujourd'hui à subir le martyre pour les générations à venir et ce, sans même d'avoir compris ce que signifie pour elles le DD. S'il est vrai qu'il faut vivre l'aujourd'hui sans hypothéquer le lendemain, il est toutefois difficile selon Gnanhoui de se priver du métier qui donne sens à son existence. Pour eux donc, lorsqu'on pense trop à régler les problèmes du futur, on finit par ne plus vivre ni dans le présent encore moins pour le futur. Car le futur est toujours incertain. Toutefois, dans le cas des taxis-motos, le problème n'est pas à long terme ; il est lié à la santé des populations d'aujourd'hui et à l'adaptation

⁴⁴⁰ Philippe, Hado et Alfred E, Opoubor. (2007) : Yayi Boni, société civile et dynamique du changement au Bénin, L'Harmattan, 2007, 344 p. page 244.

des populations en face des dangers futurs liés aux changements climatiques, mais aussi à leur santé.

Il reste donc à cerner au maximum les différents positionnements, arguments et stratégies mis en place par les différents actants en présence dans l'initiative ABE dont l'objectif principal sera d'optimiser la lutte du gouvernement pour l'amélioration de la santé publique dans le cadre du développement durable. L'intérêt de cette étude serait donc de voir comment dans un pays comme le Bénin, pays en voie de développement, des solutions locales sont en train d'être négociées dans le cadre des débats sur l'environnement. La parole sera donnée aux principaux acteurs et actants⁴⁴¹ et les approches de solutions en vue du développement durable spécifique au Bénin émaneront de leur position sur les controverses. C'est pour cela que nous avons fait la revue des différentes études et recherches effectuées sur les questions de communication sur le développement durable pour mieux cerner ces enjeux.

4.2.2 Quelques tentatives de solutions

Plusieurs approches de solutions ont été apportées à cette controverse. Parmi elles deux retiennent particulièrement notre attention.

D'abord celle politique que nous pourrions appeler « pro-djénana ». Cette proposition de solution vient du gouvernement du Bénin qui, soutenu par des constructeurs de moto-Djenana, se propose d'offrir une somme de 150.000 CFA (230 euros) à chaque conducteur de Zemidjan qui accepterait de remettre sa moto Zemidjan (moto à Deux

⁴⁴¹ Nous utilisons ici le terme actants pour désigner les acteurs non humains de cette controverse. Il s'agit par exemple de la « Moto » Quatre Temps ou Deux Temps, des organisations, des discours et différents traités portant sur cette initiative.

Temps) et d'acheter une Djenana (moto à Quatre Temps). Il s'agit donc d'un système de troc rendu possible par une subvention de nouvelles motos.

Ensuite, la seconde proposition qui est technique provient d'un atelier qui a réuni à Lomé (capitale du Togo) en Mars 2009. Elle a été avancée par des experts venus de toute la sous-région ouest-africaine.

Leur proposition consiste à installer un catalyseur sur toutes les motos à Deux Temps. Le catalyseur est une pièce de moto placée entre le moteur de la moto et son pot d'échappement. Son rôle est de réduire de façon sensible la fumée et donc la pollution, mais aussi de diminuer la consommation de gaz et donc le dioxyde de carbone (CO₂) qui est le principal élément d'émission du gaz à effet de serre. Il s'agit d'une solution technique pour un problème social. Toutefois, qu'en est-il des coûts et des dimensions socio- politico-économiques?

Enfin, ces solutions semblent recevoir le consentement d'une majorité de Zemidjan. D'autres par contre, continuent de refuser catégoriquement aussi bien les Djenanas que les catalyseurs; autrement dit, ils ne veulent pas changer pour une nouvelle technologie⁴⁴² plus chère et plus fragile que les motos à Deux Temps qu'ils possèdent actuellement. Par ailleurs, utiliser les motos à Quatre Temps, les obligerait à aller s'approvisionner aux stations d'essence au lieu d'aller chez les vendeurs informels dont ils sont encore les partenaires plus ou moins officiels. Ainsi ces conducteurs de Zemidjan, pourraient voir progressivement leur groupe soit grossir (par les déçus du Djenana ou du catalyseur) ou dégraisser progressivement (à cause du succès opéré par les Djenana ou le catalyseur).

Il faudrait à présent observer et analyser les différentes stratégies communicationnelles mises en place par les différents acteurs de ce débat soit pour faire avancer leur projet

⁴⁴² Ce qu'ils ignorent.

ou pour faire échec aux initiatives des groupes adverses. Ceci nous permettra de voir ce que ce débat environnemental peut apporter aux questions de développement durable au Bénin. En effet, dans ces communications, chacun avance des éléments spécifiques au concept de développement durable. D'autre part, il serait intéressant de se pencher sur un aspect particulier de la façon dont les motos (Zemidjan ou Djenanas) de même que le catalyseur sont traités. Nous avons l'impression que les conducteurs de Zemidjan comme leurs motos sont considérés comme de purs objets, des outils dont il faut juste se servir pour atteindre un objectif.

Encore faudrait-il rappeler que l'initiative ABE a émergé dans un contexte où le gouvernement du Bénin cherchait les voies et moyens pour se sortir des PVD et pour enclencher le processus d'un développement durable. Est-ce que la solution proZemidjan ou procatalyseur aide vraiment le Bénin à atteindre un niveau acceptable du développement durable? L'analyse des messages nous permet alors de le savoir. C'est ici une deuxième question.

L'ensemble de ces questions nous permet désormais d'aborder la problématique de cette recherche en elle-même.

4.3 La problématique elle-même

Dans le cadre du développement durable, on peut se demander si les populations du Bénin sont informées des risques potentiels auxquels, elles s'exposent à cause de l'usage des taxis-motos à Deux ou à Quatre Temps tout en sachant aussi que ces motos constituent pour elles un moteur de développement économique. Si oui, quels sont les moyens établis pour les informer et les amener eux-mêmes à participer à la découverte des solutions? D'autre part, est-ce qu'on écoute cette population afin de savoir ce que

dit cette population vraiment sur le développement durable ? Il nous semble que leur poser la question de savoir ce qu'elle pense du DD, pourrait les amener à y réfléchir et à trouver par elles mêmes les solutions afin d'agir en conséquence.

Dans le cas où la solution Djenana est adoptée, quelles sont les stratégies mises en place pour recycler ou transformer les anciennes motos? En effet, le recyclage ou la transformation fait partie intégrale du processus de développement durable.

C'est alors ici que les approches du transfert de connaissance pourraient se révéler très importantes. Ce processus de prise de décision et du transfert de connaissance⁴⁴³ pourrait être sans aucun doute selon nous une étape intéressante (mais négligeable dans cette thèse) dans la méthode de cartographie. Nous nous sommes posé la question de savoir qu'elle pourrait être l'importance de cette étape dans le changement de technologie proposé par cette initiative en vue du développement durable ?

En effet, l'étape du recyclage méritait d'être réfléchie avant de demander aux Zemidjan de venir échanger leur moto. Car, si les motos ne sont pas recyclées, on ne réduit ni leurs degrés de dangerosité sur l'environnement et encore moins leur effet nuisible sur la planète; étant donné qu'elles peuvent être réutilisées ailleurs au Bénin. Ces anciennes carcasses, si elles ne sont pas recyclées ou mieux détruites restent un danger pour l'environnement même si elles ne sont plus utilisées. Puisqu'elles sont maintenant plus de 250.000 officiellement enregistrées à Cotonou, on peut imaginer que le système de corruption aidant, ces motos risquent de se retrouver dans d'autres villes ou villages du Bénin. Peut-on considérer que le gouvernement du Bénin, malgré son implication de changer les motos résistera ou empêchera vraiment que les anciennes motos ne soient revendues ailleurs?

⁴⁴³ Que nous n'aborderons pas en profondeur dans cette thèse.

Quant aux Djenanas, la preuve de leur maîtrise par les conducteurs de taxis motos, n'étant pas évidente, elles risquent de ne plus fonctionner faute de réparation ou de pièces d'échange. En effet, dans le cadre du développement économique, plusieurs tracteurs ont été apportés au Bénin, mais plus tard la qualité de vie des populations les ayant adoptés s'est empirée parce qu'elles se sont endettées pour les acheter. Ceux qui ont réussi à maîtriser cette technologie ne pouvaient pas gérer leur surproduction et ceux dont les machines sont tombées en panne ne pouvaient pas les réparer et alors, ils connaissent la famine en plus de voir ces machines polluer l'atmosphère. Ces machines sont déjà d'une autre génération et les constructeurs ne les fabriquent plus; leurs pièces de rechange sont en rupture de stock. C'est ce qui risque de se reproduire si les Zemidjan ne maîtrisent pas la nouvelle technologie et que les Djenanas devenaient très rapidement d'une autre génération.

Mais est-ce que l'une ou l'autre de ces propositions peut vraiment résoudre le problème et permettre au Bénin d'avancer vers le développement et le développement durable?

En effet, dans les pays du Nord, ces questions sont déjà prises en compte et les changements de technologie sont suivis de mesures d'accompagnement. Nous devons donc dire que s'il existe beaucoup - mais pas trop - d'organismes qui se penchent sur les enjeux de l'environnement en Occident, il n'en existe presque pas en Afrique encore moins au Bénin. De plus, selon certains altermondialistes (Al Gore, Greenpeace et autres) à long terme les pays en voie de développement seront les premiers à souffrir des conséquences néfastes du réchauffement de la planète. Car ils seront les moins préparés à s'adapter aux conséquences des changements climatiques dont ils ne sont pas les premiers responsables. Le danger existe encore que ce soit d'autres personnes qui parlent au nom des autres et qui disent⁴⁴⁴ en leur nom ce qu'ils doivent penser faire ou ne pas faire. Il faut reconnaître que tout savoir construit ici et là tend à

⁴⁴⁴ Généralement ils le disent au niveau intellectuel non pas dans le sens de nuire aux autres.

s'universaliser. Cette situation dure parce qu'il n'y a presque aucune recherche qui se fait sur cette question de façon spécifique en Afrique, au Bénin. C'est pourquoi l'objectif de cette thèse est de s'interroger sur les messages que lancent les populations du Sud, mais aussi de prendre en compte leur préoccupation en matière de durabilité.

Relier la résolution de la problématique de la présence en grand nombre des Zemidjan à Cotonou aux questions de développement durable n'est pas évident. Toutefois, au fur et à mesure, en écoutant les différents acteurs, nous nous sommes rendu compte qu'il s'agit plus d'une réflexion sur le processus et les moyens à prendre pour atteindre un développement durable selon différentes visions. Au cœur des débats sur l'Initiative ABE se trouvent donc des communications à couleur de développement durable vu par les acteurs principaux.

Pour cette raison nous voudrions commencer par interroger le « réseau » de chaque association présente dans la controverse. Au regard des arguments avancés ici et là, nous avons constaté qu'il y a des réseaux qui se forment, des liens et des associations qui se nouent et se dénouent. Il est donc pertinent de savoir par quelles stratégies les différentes associations qui apparaissent dans cette controverse, sont-elles tissées et quels sont les liens auxquels elles font appel. Mais aussi il est juste de savoir quels sont les stratégies et les arguments communicationnels qui sont mis en place pour adopter ou rejeter les différentes solutions politiques ou techniques proposées de part et d'autre.

Effectivement, la direction de l'ABE se fait amie des altermondialistes. Elle parle au nom de l'environnement et du gouvernement, elle se dit défenseuse des nouvelles technologies, veut le bien-être des générations présentes et futures; elle se fait le héraut des concepteurs et distributeurs des nouvelles technologies et des djénanas et elle finit toujours par diaboliser le Zemidjan. Ce dernier affirme parler au nom de ses frères et sœurs qui sont dans la rue, c'est-à-dire les chômeurs et les diplômés sans emploi; il s'identifie aux victimes des puissances publiques, politiques, éducatives et économiques. Il se dit véritable agent de développement et retourne la responsabilité

de la pollution aux riches. Le Zemidjan implique plusieurs acteurs ou agents économiques à savoir: les maisons de commerce ou de production de motos; les propriétaires de motos, les prestataires et les bénéficiaires du service Zemidjan.

Les deux groupes s'entendent sur le caractère sacré de l'environnement et revendiquent le bien-être des habitants de Cotonou; ils veulent avoir cette population dans leur réseau. Nous avons de la difficulté à associer cette population⁴⁴⁵ à un réseau précis; elle semble tirillée par les groupes ci-dessus mentionnés, mais aussi dans sa chair. C'est ce qu'exprime Mme Flore au Journal Fraternité :

Ce que je pense du changement proposé par le gouvernement? Eh oui... si je regarde mes enfants malades... les accidents de route causées par les Zemidjan, les maladies et autres inconvénients causés par leurs motos, je trouve que cette initiative est une bonne chose... mais les Zemidjan n'ont pas les moyens de changer de motos... et ne veulent pas... sans eux comment pourrions-nous nous déplacer et que feront-ils sans leurs motos : le vol ou le brigandage?⁴⁴⁶

Si le débat continu au conseil des ministres, c'est parce que le gouvernement du Bénin se trouve obligé de présenter aux Nations Unies et aux différentes conventions sur l'environnement un plan de réduction du gaz à effet de serre par le biais d'actions concrètes pour des objectifs mesurables et sensibles à court terme⁴⁴⁷. Il essaie alors de fermer la controverse par le biais des initiatives de financement et de formations à la maintenance des nouvelles motos. Dans ce contexte, sa position est en train d'évoluer. C'est ce que semble insinuer un rapport du conseil des ministres qui affirmait ceci :

⁴⁴⁵ Il s'agit ici de l'ensemble des usagers des taxis motos et non des conducteurs.

⁴⁴⁶ Le Journal « la fraternité » du 26 Février 2008.

⁴⁴⁷ Il s'agit ici des obligations ou des directives imposées de l'extérieur et qui influencent le processus de développement durable au Bénin.

« Les conducteurs de taxis-motos longtemps considérés comme des cibles sont aujourd'hui des Co-acteurs et des partenaires privilégiés dans la lutte contre la pollution et ceci en vue du développement durable de notre nation »⁴⁴⁸.

Ainsi, le gouvernement à cause du poids politique que constituent les Zemidjan ne veut pas forcément les mettre à dos en interdisant de façon radicale l'usage des motos à Deux Temps. Il essaie de régler le problème en s'attaquant maintenant à la vente de l'essence frelatée dite kpayo qui est la source de ravitaillement majeur des taxis-motos. Sans ce circuit de vente d'essence frelatée, le réseau des Zemidjan ne saurait tenir longtemps. Cependant, il semble que si ce n'était pas la pollution de l'environnement grandissante à Cotonou, cette initiative serait déjà laissée de côté. La problématique est alors environnementale.

Avec la course au développement économique, on a vu que des terrains agricoles jadis possédés par la population locale ont été vendus ou presque appropriés par des forces économiques étrangères qui réduisent presque en esclavage ces populations qui auparavant propriétaires devenaient des employés sur leur propre territoire. Que faire? Avec ces nouvelles technologies, les propriétaires de Zemidjan ne deviendront-ils pas simplement des employés des multinationales ou d'autres riches propriétaires capables de s'acheter ces nouvelles motos? En effet, les nouvelles motos sont plus chères et seuls les riches peuvent profiter du financement pour les acheter et les sous-louer par la suite aux Zemidjan. Ceux-ci feront le travail à leur place. Les revenus des Zemidjan professionnels vont grandement baisser et ils vont se retrouver dans une nouvelle position de pauvreté et d'esclavage des temps modernes au Bénin. Ce qui serait un handicap majeur pour le développement durable.

⁴⁴⁸ Décret N° 2010-415 du 13 octobre 2010 portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi de finances pour la gestion 2011. Récupéré de <http://mjpacbj.over-blog.com/article-budget-de-l-etat-exercice-2011-le-gouvernement-decide-a-mettre-fin-au-job-de-taxi-moto-zemidjan-60829411.html> consulté le 16 mars 2012.

L'autre question est alors de savoir : comment répartir le financement de ces nouvelles motos dans une culture où l'endettement se conjugue en échec ? Peut-on adopter en contrepartie une politique de compensation de la taxe carbone ou mieux de pollueurs payeurs ? Comment convaincre les usagers de taxis-motos que ce mode de déplacement qui s'inscrit progressivement dans leur culture et qui perdure depuis longtemps nuit à leur santé ? Par quel processus les femmes, premières usagères de ce mode de déplacement, arriveront-elles à changer de mode vestimentaire (souvent composé de pagnes ou de boubous) ⁴⁴⁹ afin de se sentir plus à l'aise sur les motos à Quatre Temps ? Quel type de communication peut vraiment permettre de fédérer et surtout d'analyser de façon profonde toutes ces positions ? Comment éviter que l'introduction de nouvelles technologies ne devienne pas un nouveau moyen d'asservissement et une porte ouverte pour des capitalistes et commerçants occidentaux de réduire une fois encore les populations du sud en esclavage de tous ordres ?

Au cœur de cette controverse se trouve une préoccupation des Zemidjan qui ne veulent pas brader leur bien pour s'acheter une nouvelle moto dont ils ne seront peut-être jamais les propriétaires. Car, ils ont remarqué que sur d'autres projets, des populations, propriétaires terriennes, sont devenues des esclaves de ceux qui ont acheté leurs propriétés.

Que retenir alors du refus des Zemidjan ? En quoi est-ce que continuer d'utiliser les motos à Deux Temps est un élément de durabilité ? Est-ce parce que la moto à Deux Temps est une propriété, leur propriété ? Est-ce que la propriété est un élément de durabilité ? Est-ce que le métier de Zemidjan est un emploi garanti à vie, c'est-à-dire durable ? Est-ce que la grande majorité des femmes continueront de refuser de les utiliser ? Ou deviendront elles-mêmes des conductrices de Zemidjan ?

⁴⁴⁹<http://www.rfi.fr/afrique/20110125-journees-textile-cotonou-mondialisation-cause> : mode vestimentaire des femmes béninoises

Voilà autant de questions qui méritent d'être abordées à partir du projet « Zeco-4 ». Ce qui semble aussi important à observer ce sont les différentes parties qui reçoivent du renfort ou carrément de la pression. Quels sont leurs messages, leurs alliances et quelles sont leurs forces majeures?

Par ailleurs, le gouvernement et l'ABE reçoivent des pressions venant des environnementalistes tels : l'ancien vice-président des États-Unis Al Gore, l'économiste Sir Stern, le chantre de TF1 Nicolas Hulot, Greenpeace et d'autres écologistes. Pour ces derniers, « c'est maintenant qu'il faut agir; demain, il sera trop tard ». Il faut changer de moto.

Les conducteurs de taxis-motos de leur côté peuvent se renforcer avec les arguments critiques venant des opposants de la pensée unique pour qui l'environnement devenait la nouvelle religion. Parmi eux, Michel A. Bouchard pour qui les discours sur l'environnement sont trop souvent alarmistes; ce dernier affirmait qu'il y a une industrie de la peur qui s'installe dans les esprits alors que nul ne peut prédire de façon certaine, même avec l'aide des ordinateurs ou des robots les plus performants, le temps qu'il fera demain, comment peut-on savoir les changements dans les 30 ou 40 années à venir? En effet, les changements climatiques sont d'abord des effets de la nature et rien ne peut prédire le comportement de la nature qui s'impose à tout le monde. Les changements climatiques sont des faits naturels et surviennent souvent de façon imprévisible car n'étant commandés que par eux-mêmes ou par la nature elle-même. Même si les actions humaines agissent sur la nature ou les accélèrent, rien ne commande cette nature-là; alors puisqu'on ne peut pas prédire avec certitude ce qui va arriver pour les changements climatiques dans quelques années, comment peut-on avancer des arguments aussi alarmants? Pour les Zemidjan, cette initiative semble du point de vue environnemental du « Blackwashing »,⁴⁵⁰ nous pensons qu'il faut se

⁴⁵⁰ À l'inverse du Greenwashing, il s'agit d'un subtil tour de passe-passe marketing utilisé par une entreprise se servant de l'argument écologique pour vendre des produits soi-disant verts alors qu'ils sont polluants, le Blackwashing, lui, noircit volontairement le tableau. Autrement dit, c'est une sorte de

préparer même devant les nombreuses incertitudes. Toutefois la question du développement durable passe aussi par la santé des populations qui constituent la première ressource propre et renouvelable pour des années à condition de l'entretenir.

Il y a ainsi beaucoup de réponses à aller chercher. Le fou du roi⁴⁵¹ pourrait poser des questions pertinentes, relever quelques incompréhensions, contradictions et incohérences au cœur des différentes positions avancées ici et là. À savoir par exemple:

- Pourquoi les Zemidjan répondent-ils aux problèmes techniques par des préoccupations politiques ou sociales?
- Pourquoi le gouvernement confond-il la question de la lutte contre la pollution (protection de la santé publique) avec le réchauffement de la planète?
- Et quelle est la part réelle des concepteurs et vendeurs des nouvelles motos dans cette controverse?
- De plus il est certain, comme le soulignent les députés de l'opposition Yayi Boni, que ces motos à Quatre Temps dites écologiques sont déjà d'une autre génération. Pourquoi donc le gouvernement et les bailleurs de fonds s'obstinent-ils à ce que les Zemidjan eux-mêmes investissent dans ce projet?
- Que faire des anciennes motos et quels arguments de DD avancer pour l'adoption de cette nouvelle technologie que nous appellerions de l'innovation⁴⁵²? Est-ce parce que les uns et les autres ne s'entendent pas encore

catastrophisme vert dont l'ambition n'est autre que de réveiller les consciences, et pour cela, certaines ONG n'hésitent pas à accentuer la réalité. Récupéré de <http://www.toutvert.fr/blackwashing-quand-leco-communication-frappe-fort-pour-marquer-les-esprits/> consultée le 25 janvier 2013.

⁴⁵¹ Il s'agit de la personne qui n'a peur de rien ni de personne; c'est celle qui est prête à poser les vraies questions et à relever les grandes contradictions. Elle révèle à tout le monde surtout aux plus puissants de ce monde les incohérences de leurs actions.

⁴⁵² Cette notion ne sera pas abordée dans cette thèse.

pour regarder ce que les populations elles-mêmes pensent du développement durable et qu'elles ont une idée précise de ce concept?

- Six mois après le lancement de l'initiative ABE encore appelé projet « Zéco-4 », est-ce que les objectifs spécifiques fixés pour ce projet ont été atteints?
- Cette mesure concerne-t-elle uniquement les Zemidjan? Si oui, pourquoi?
- Si le Zemidjan vient volontairement, quelles conditions doit-il remplir pour pouvoir bénéficier du Zéco-4 ? Aura t-il des mesures d'accompagnement?
- Et l'étape suivante? Que fait-on pour aider les Zemidjan une fois qu'ils ont changé de moto?
- Il est prévu des actions de formation professionnelle en direction des mécaniciens qui seront chargés de la maintenance de ces motos à Quatre Temps. Ces actions sont-elles déjà effectives?

Au milieu de ces nombreuses interrogations apparaît notre question centrale de recherche qui fait suite à l'analyse de nos objectifs de recherche.

4.4 La question centrale

Étant donné que la moto à Quatre Temps et le catalyseur sont les deux objets se trouvant maintenant au centre de tous les débats concernant la controverse ABE, nous trouvons qu'ils sont des éléments intéressants à suivre dans la résolution de la controverse. De

même, il faudra tirer de débats les messages qui se font autour d'eux et qui apportent des éléments nouveaux au concept de communication pour le développement durable.

Ces éléments ne doivent plus être considérés comme de simples outils ou arguments. Car, leur importance sur la prise en compte de la moto ou directement sur l'environnement influence qu'on le veuille ou non le processus de développement durable tel que conçu actuellement; ils influencent également le risque encouru par les gens de Cotonou. Mais de façon concrète, les différentes interventions autour de la moto à Quatre Temps ou du catalyseur seraient les éléments à suivre pour bâtir une nouvelle communication pour le développement durable en prenant en compte les points de vue des populations du Bénin.

Mais pourquoi le problème demeure-t-il ? C'est certainement pour des raisons qu'il a fallu que nous allions chercher à travers des hypothèses et des recherches de données sur le terrain. Enfin, nous pourrions nous questionner sur quelle méthode faudrait-il adopter dans le but d'avoir pour une meilleure mobilisation sociale des idées autour des objectifs précis pour un développement durable ?

Notre question centrale est donc de savoir : quels sont les éléments de développement durable que nous révèlent les débats au cœur de la controverse ABE par les populations de Cotonou ?

Avant d'aller sur le terrain, nous avons alors osé avancer des hypothèses afin de chercher à répondre à ces questions, surtout à la question centrale.

4.5 Nos hypothèses de recherche

4.5.1 Première hypothèse

Les populations du Bénin ont leur propre vision sur les questions de développement durable et il faudrait les évaluer (interroger) pour mieux les intégrer au cœur du concept du développement durable. Analyser leur message nous permettrait de comprendre leur vision du Développement durable. De plus, discuter avec eux de leurs propres visions pourrait mieux les préparer à prendre des mesures nécessaires pour freiner l'évolution grandissante de la pollution engendrée par les Zemidjan tout essayant de relever et de promouvoir leurs éléments de durabilité. Ainsi, étant donné que chaque acteur et actant de cette controverse aurait une vision propre du développement nous supposons qu'ils ont chacun un agenda caché et qu'il faudrait les confronter pour savoir les éléments pertinents qui sont au cœur du débat et qui pourront faire la promotion du développement durable.

4.5.2 Deuxième hypothèse.

L'atteinte des objectifs du développement durable au Bénin semble être compromise, parce que tous les acteurs nationaux (décideurs politiques, élus locaux, société civile, média, la population, etc.) ne sont pas suffisamment informés et outillés pour travailler efficacement à leur réalisation; ainsi donc, les populations ne seraient pas suffisamment informées des enjeux de l'environnement et de leurs implications dans leur vie; c'est pour cette raison qu'il y a une controverse autour de l'initiative ou du projet Zeco-4 en lieu et place d'une concertation. Les enjeux ou même l'esprit au cœur du

développement durable seraient loin des intérêts partisans et l'analyse des messages des acteurs de ce débat pourrait le démontrer.

Une nouvelle technologie peut certes conduire à un développement durable tout en sauvegardant les éléments identitaires relatifs à la durabilité. Toutefois, il n'y a pas d'innovation sans un savoir constant et sans création et partage des connaissances. Dans ce cas, l'introduction d'une nouvelle technologie conduit la majorité des acteurs à découvrir une nouvelle moto, un nouveau procédé et implique par la même occasion le développement de nouvelles connaissances au sein du réseau. L'enjeu est donc d'organiser l'émergence et la confrontation des savoirs nouveaux, produit/processus d'intégration. Et ce savoir peut également provenir de la réflexion des populations interrogées.

Pour cette situation de projets innovants, nous remarquons que cette cartographie est très instable avec l'arrivée progressive de nouveaux acteurs, apportant de nouveaux critères d'évaluation à différents stades du projet. Ce serait par exemple le cas de ceux qui apportaient des contre-propositions soit pour le statu quo ou pour l'introduction ou le rejet des nouvelles technologies. La confrontation entre les différents points de vue implique des processus d'échanges largement informels. De cette analyse, les caractéristiques d'un outil de collaboration peuvent être proposées.

Avant de considérer les messages au cœur des débats entourant l'initiative ABE, il faudrait alors chercher à savoir le degré de compréhension des enjeux du DD par les différents acteurs ou même population du Bénin. Il faudrait ensuite analyser les différentes communications qui entourent l'initiative ABE et nous laisser guider par ce que disent les différents acteurs et actants impliqués dans l'élaboration de ce nouveau concept de communication pour le DD. En effet, « selon la théorie développée par Michel Callon et Bruno Latour rien ne doit séparer l'humain du non-humain et c'est par la controverse que s'élaborent les faits. Ainsi la controverse précéderait toujours

l'émergence d'un énoncé scientifique et d'une innovation »⁴⁵³. Il serait intéressant de percer le processus qui permet à ce fait sociologique de se construire.

4.5.3 Troisième hypothèse

On ne peut comprendre l'échec de la communication autour de l'initiative ABE qu'en supposant une absence de stratégie efficace de communication globale pour accompagner la réalisation d'un projet de développement durable. La communication des responsables de l'ABE ou du gouvernement aurait été certainement unilatérale et normative. Elle gagnerait à être aussi analytique. Ce manque de communication analytique et efficace ne favorise pas une cohérence et une synergie des actions des différents acteurs (décideurs, partenaires au développement, société civile et médias, la population) en vue de l'atteinte de l'initiative ABE au Bénin.

Ainsi, nous imaginons que l'une des solutions à la question de l'environnement en lien avec la protection de la santé publique voulue au cœur de l'initiative ABE serait: « d'impliquer les associations et même d'impliquer physiquement les citoyens par des événements festifs, de marche de santé ou de comités citoyens et de témoignages; mais aussi d'agir plus sur l'émotionnel, car, on convainc souvent mieux avec des événements festifs que par des arguments scientifiques. Cette stratégie gagnerait donc à faire une analyse de situation et de messages.

⁴⁵³ Henri, Amblard., Philippe, Bernoux., Gilles, Herreros, et Yves-Frédéric, Livian. (1996) « Les nouvelles approches sociologiques des organisations », Éditions du seuil. Récupéré de : <http://mon.univmontp2.fr/claroline/backends/download.php?url=L1Ro6W9yaWVzX2Rlc19PcmdhbmlzYXRpb25zL1BvbHlj3Bp6XNfMjAxMy9UaGVvcmlhc1NvY2lwbG9naXF1ZXMuMucGRm&cidReset=true&cidReq=AGC1> consulté le 24 Mai 2015.

4.5.4 Les autres hypothèses

Puisque la réalisation des objectifs pour le développement durable fait intervenir plusieurs acteurs à des degrés divers, nous pourrions également émettre les autres hypothèses ci-après :

Hypothèse 4.

Il n'y a pas d'innovation en vue d'un développement sans une remise en cause des outils et dispositifs d'évaluation du couple nouveau, produit/processus d'intégration. Dès lors, dans le cas de projets plus routiniers, la cartographie des acteurs impliqués et les principaux critères mobilisés sont relativement vite établis et stabilisés.⁴⁵⁴

Hypothèse 5

Il nous semble que tous les actants de cette controverse ne connaissent pas de façon équitable et totale les enjeux des débats sur l'environnement. C'est pourquoi de façon concrète notre analyse visera aussi l'évaluation des connaissances et des attitudes des populations en face de ces enjeux environnementaux; ensuite, il faudrait envisager la possibilité d'établir des réseaux de réflexion entre les diverses ressources humaines et

⁴⁵⁴ Souvent les aspects techniques tels que les choix de solutions, calculs, simulations et aspects économiques tels que devis ou estimations.

non humaines qui existent en la matière dans le but de maximiser les éléments de communication sur la question de développement durable au Bénin.

Hypothèse 6

Les intérêts de chaque acteur dans cette controverse paraissent aussi divergents que contradictoires.

Hypothèse 7

Les populations ne sont pas suffisamment informées des objectifs du développement durable et de leurs implications dans leur vie. Mais en plus, l'absence d'une stratégie de communication globale pour accompagner la réalisation de cette initiative ne favoriserait pas une cohérence et une synergie des actions des différents acteurs principaux (décideurs, partenaires au développement, société civile, médias, et la population) en vue de l'atteinte d'un développement durable au Bénin.

Tout ceci nous permettrait de voir les particularités des éléments que ces acteurs du Bénin apportent au développement durable. C'est à cela que nous voudrions nous appliquer en adoptant une méthodologie de recherche spécifique. Cette méthodologie qui va se faire révéler au travers de notre cadre théorique.

Toutefois, avant d'aborder notre cadre théorique, nous voudrions rappeler que s'il existe déjà beaucoup - mais pas trop - d'organismes - ⁴⁵⁵sur ces enjeux⁴⁵⁶ en occident, il n'en

⁴⁵⁵ Comme Greenpeace; Québec vers Kyoto et autre qui œuvrent dans le domaine du développement durable.

⁴⁵⁶ Enjeux liés à l'environnement.

existe presque pas en Afrique encore moins au Bénin. De plus, tout le monde⁴⁵⁷ s'entend pour dire qu'à long terme les pays en voie de développement seront les premiers à souffrir des conséquences du réchauffement de la planète. Car ils ne seront pas prêts à faire face aux dangers du réchauffement excessif, aux inondations et autres catastrophes dont ils ne sont pas les premiers responsables. Ils sont déjà parmi les premiers réfugiés de la nature ou de l'environnement, il faut les préparer tout en sachant les éléments qu'ils trouvent importants dans la définition du concept de développement durable; ceci va également les aider à mieux se préparer à une adaptation technologique aux changements climatiques.

Il se peut que comme ce soit d'autres personnes (des penseurs ou des capitalistes) qui parlent au nom des populations du Sud et qui leurs disent ce que sont, ce qu'elles doivent être ou doivent faire. Notre objectif serait donc de laisser les populations du Sud parler ou tout au moins de les laisser s'interroger. Sans compter qu'il faut produire ou vulgariser leur réflexion pour le bien de la Science.

D'autre part, il faut ajouter que cette controverse porte sur des enjeux pluri ministériels. Des solutions peuvent venir de partout: l'économie, l'urbanisation ou le transport public. Au contraire, cette thèse la traitera au plan anthropologique, sociologique et surtout communicationnel. Parce qu'il y a suffisamment d'action et d'interaction en jeu et surtout en perspective. Ainsi, l'étude de cette problématique est pertinente au triple niveau socio-politique, économique et scientifique. Cette démarche nous permettra de parvenir à une approche intégrée du DD.

Finalement, à travers les enjeux de la communication pour le développement durable et considérant la confrontation entre la logique marchande et la logique environnementale au sein de l'initiative ABE, quelles orientations pourraient être adoptées pour assurer une approche intégrée du développement durable? Cette approche intégrée contribue à

⁴⁵⁷ Récupéré de <http://danaya.over-blog.com/article-34520315.html> consulté le 16 Juin 2014.

lutter contre toute sorte de pauvreté, à s'inscrire dans une vision de durabilité en intégrant aussi les apports et les constructions théoriques diverses. D'où, l'importance de l'analyse et surtout de l'Intégration des Objectifs comme ceux du Millénaire pour le Développement, de tenir compte les éléments spécifiques (de chaque population) qui relèvent de la durabilité selon les populations interrogées.

Par conséquent, cette approche intégrée du développement en lien avec les OMD constitue d'ailleurs le cadre référentiel et théorique de cette thèse.

CHAPITRE V

CADRE THÉORIQUE

S'il est vrai que les populations du Bénin, comme du monde entier, ont leur propre vision du développement durable, il est aussi vrai que la communication pour le développement durable devrait être considérée comme un processus analytique et intégratif. En communication, tout regard analytique tend certainement à considérer le réel social comme essentiellement multilatéral et les processus de production de sens comme étant à la fois incessants et multidimensionnels.

S'il est vrai que les enjeux (social, économique, environnemental, politique et juridique) au cœur du développement durable ne sont pas saisis par tous au même moment et au même degré, il est aussi vrai qu'il va falloir les présenter et les enrichir. Pour cela, la communication pour le développement durable devrait être vue comme un processus normatif. Cette communication pourrait prendre la forme d'un plaidoyer pour le dialogue et l'intégration de ces enjeux dans la culture béninoise.

S'il est vrai que malgré tous les moyens mis par le gouvernement du Bénin pour promouvoir l'initiative ABE, le but n'est pas toujours atteint, nous pouvons considérer que c'est parce que le processus de communication pour le développement durable n'est pas encore bien saisi par ces acteurs principaux, dont ce même gouvernement. Dans ce sens, la communication peut servir de véhicule de transmission de messages et d'objectifs précis. Nous nous demandons alors ce que peuvent apporter les théories contemporaines de communications sociales et tous les savoirs pratiques actuels en face d'une telle complexité de visions.

Nous considérons quant à nous que la communication pourrait être prise comme un outil analytique de messages et non d'abord comme un moyen de diffusion et de massification d'idées préconçues et imposées. Car elle semble être au cœur du développement durable en Afrique qui passe par l'analyse des OMD, proposée aux pays en voie de développement durable. Ainsi, nous pensons que le gouvernement du Bénin, étant un acteur principal dans cette controverse, peut, tout en transmettant des contenus aux divers acteurs de la controverse, concrétiser certaines finalités politiques. Il pourrait mettre en place un dispositif institutionnel de communication interactive qui suscite l'interaction. Pour nous, cette option va certes majorer le rôle du gouvernement comme acteur dans la résolution de cette controverse. C'est dans ce sens que nous allons situer les différentes entités qui interviennent dans cette controverse et à qui nous avons donné soit le statut de réseaux, d'acteurs ou soit d'actants. Les différentes stratégies locales mises en place de même que les différents enjeux sont étudiés sous l'œil de la communication pour le développement durable.

Enfin, s'il est également vrai que plusieurs logiques s'opposent au cœur du développement durable, il serait aussi intéressant d'aller interroger les messages ou les éléments de développement durable que présentent les protagonistes et les antagonistes de l'Initiative ABE encore appelé projet « Zeco-4 ». Ainsi, la communication comme moyen d'écoute, de réflexion et d'analyse sera en même temps un outil permettant de considérer les jugements et les réactions des publics pour évaluer les écarts entre ce qui a été désiré et qui a été provoqué.

Ce type de communication sera l'instrument ou le modèle organisateur de notre recherche. La communication représente également pour nous un droit d'exister, de penser, de s'exprimer, de vivre à travers ses idées et ses opinions.

Ce cadre théorique s'impose à nous et nous guidera vers une recherche pertinente sur le terrain. Mais avant tout, qu'est-ce que la communication? Quel est son rôle, sa place

et son importance au cœur du développement durable? Dans quel cadre faudra-t-il l'ancrer concrètement pour mieux réussir notre recherche?

5.1 L'ancrage communicationnel.

Prendre la communication comme un processus de circulation de message (dont les éléments fondamentaux sont : l'émetteur, le récepteur, le canal⁴⁵⁸, le contenu du message et le feedback) est une définition largement acceptée par la plupart des théoriciens de la communication. Mais en plus, nous considérons qu'au cœur de la communication pour le développement durable, lors de la circulation du message, le processus de communication s'enrichit de plusieurs éléments apportés aussi bien par les émetteurs que par les récepteurs. Ceux-ci rendent ce processus de communication très intéressant pourvu que chaque émetteur du message, humain comme non humain, apporte un élément très important au sujet ou à l'objet en débat. C'est ce qui est considéré comme complexification ou encore enrichissement du message.

Ce cadre théorique voudrait donc s'inscrire dans la complexification du concept de communication pour le développement durable. S'il est vrai que dans notre vision de départ, nous nous sommes engagés dans une perspective d'analyse de communication, il est aussi vrai que la communication peut être aussi vue non seulement comme un outil de promotion, mais aussi comme outil d'analyse. Toutefois, c'est ce dernier angle qui sera préféré à l'angle normatif. Comment la définir alors dans ce cadre?

⁴⁵⁸ Qui inclut parfois le texte de production et de réception.

5.1.1 Communication

D'abord, étymologiquement, ce mot vient du latin « *communicare* » qui signifie mettre en relation. C'est surtout l'échange d'information, la circulation du message entre un émetteur et un récepteur au moyen d'un canal. Dans la communication, il y a le feedback. Dans ce cas, l'émetteur devient récepteur. La communication par définition est donc la possibilité pour un sujet (un émetteur) de transmettre des informations à un autre sujet (un récepteur) dans le but de recevoir de la part de ce dernier, un feedback qui pourrait être une modification de comportement ou d'attitude ; ou encore une interrogation ou une suggestion. On distingue fondamentalement trois types de communication :

D'une part, la communication média qui est véhiculée soit par les médias de masse classiques encore appelés médias traditionnels (la télé, la radio, la presse, l'affichage, le cinéma et l'internet), soit par les nouveaux médias ou les réseaux sociaux (Facebook, Twiter ou autre).

D'autre part, il y a la communication hors média. Son objectif principal est la communication avec une cible définie par des actions opérationnelles. Il s'agit de la promotion des ventes, des relations publiques, du marketing direct, du sponsoring, du mécénat, la foire, le salon, etc.

Il y a aussi la communication interpersonnelle ou de groupe. Contrairement à la communication média, cette communication est hors média et n'utilise pas des moyens de massification pour diffuser son message. Ainsi, la communication intervient aujourd'hui à divers niveaux et c'est pourquoi on parle de plusieurs niveaux de communication comme celui de la communication sociale par exemple.

Pour Hervé Collet⁴⁵⁹, la communication sociale comme la communication pour le développement durable, reste très largement à découvrir, et même à inventer, dans la mesure où ce concept, qui s'est développé en France dans les années 1970, recouvre des réalités très diverses et a fait l'objet de peu de travaux scientifiques. Alors que selon Demont-Lugol et al (2006 : 344), la communication sociale vise à créer des attitudes et des comportements positifs à l'égard de causes d'intérêt général. Elle couvre un champ très vaste : emploi, environnement, santé, sécurité, comportements sociaux, aides humanitaires, etc.

La communication sociale est utilisée par les gouvernements, les agences publiques, les administrations, les collectivités locales et les associations pour faire prendre conscience d'un problème, expliquer ou pour faire adopter un nouveau comportement.

Selon le dictionnaire suisse de politique sociale, édition 2002 et mis en ligne, la communication sociale, au sens strict, se définit comme l'ensemble des actes de communication qui visent à modifier des représentations, des comportements ou à renforcer des solidarités⁴⁶⁰. On peut distinguer trois buts :

- Informer sur des problèmes sociaux, afin de faire prendre conscience, de redonner du pouvoir aux individus,
- Transmettre des valeurs pour renforcer des réseaux de solidarité
- Modifier des idées ou des comportements à risque pour les personnes ou la collectivité

⁴⁵⁹ Collet H. (2004) Communiquer : pourquoi, comment? - Le guide de la communication sociale, ed. CRIDEC Editions 607 pages

⁴⁶⁰ www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?Id=155. Consulté le 15 Décembre 2014.

La communication sociale vise également à instaurer, renforcer, entretenir la cohésion, le dialogue, la mobilisation et le consensus.

Ce type de communication va parfois à l'encontre de l'opinion du destinataire du message et contrairement à la publicité (communication produite), puisqu'on désire la modifier. Or, la plupart des études sur les effets de la communication mettent en avant le renforcement de l'opinion du récepteur. Aussi, la communication sociale nécessite-t-elle d'une part du temps et d'autre part, une articulation entre une campagne médiatique, afin de rendre visible les problèmes et d'établir une proximité avec les personnes concernées pour agir par la relation et le dialogue.

Par ailleurs, il y a aussi la communication publique. Qu'en est-il réellement?

La communication publique, encore appelée communication de fait publique, la communication publique utilise l'argument du développement durable pour renouer avec l'habitant, c'est-à-dire avec chaque personne présente dans la cité. Ainsi la communication publique couvre un large domaine. On y retrouve entre autres la communication des institutions publiques (Parlement, gouvernement, institutions nationales et européennes, corps constitués...), la communication des organismes assurant une mission de service public (établissements publics, organismes paritaires, sociétés d'économie mixte, entreprises nationales, associations...) et la communication des collectivités locales (Régions, départements, communautés, communes...). Il s'agit pour la plupart du temps de communication présentée de façon normative, hégémonique et diffusionniste. Toutefois, la communication publique est appelée à analyser des faits sociaux pour en faire des événements ou encore des objets ou des sujets d'analyse dans le sens du bien social commun.

Il y a également plusieurs types de communications, dont la communication pour le développement et la communication pour le développement durable, principale théorie de notre cadre de référence. Mais la communication en générale est soit un outil d'information, de promotion, mais aussi d'analyse. Toutefois, comment peut-on passer

de la communication pour le développement à la communication pour le développement durable? Le fossé est grand entre ces deux types de communication étant donné que les défis et les enjeux ne sont pas les mêmes. Cependant entre ces deux types de communication, il y a la communication au cœur des Objectifs du Millénaire pour le Développement : Les OMD. C'est dans ce sens qu'il devient pertinent pour nous de cerner la communication au cœur des OMD.

5.1.2 Communication au cœur des OMD

Il convient de reconnaître que le concept de communication telle qu'elle se présente au cœur des OMD est d'abord et avant tout normatif. Toutefois, si nous voulons nous servir aussi de ce type de communication, c'est surtout qu'elle nous permet d'aller chercher les éléments spécifiques au développement durable en poussant à travers nos questions les populations interrogées à faire la promotion de ce qui les concerne et qui leur tient à cœur comme élément de développement durable.

Ainsi, après avoir travaillé sur de différentes possibilités de concepts comme point d'ancrage, nous nous sommes décidés à nous inscrire dans ce cadre théorique de communication pour le développement durable dans un Pays en Voie de Développement à la suite des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Bien que les OMD soient un programme de lutte contre la pauvreté, ils exposent un exemple de communication faite autour de l'environnement et du développement et du développement durable.

Pour nous une campagne sur les OMD⁴⁶¹ devrait inclure des indicateurs ou des indices capables de mesurer son impact et les résultats de sensibilisation. Et, ceci se fera non seulement en termes d'augmentation de couverture médiatique des questions de développement, mais sera aussi une représentation accrue des perspectives des groupes marginalisés dans les débats publics, des changements de politiques générées par ces débats, et l'utilisation efficace de l'information par ces groupes.

Certes, le manque de sensibilisation de la contribution potentielle de la communication à la réalisation des OMD est une remarquable contrainte de passer de la théorie à la pratique. Dans ce sens, Pagliani⁴⁶² a fait un travail remarquable en élaborant un cadre de suivi des OMD et d'y définir le rôle précis de la communication. Elle a présenté les objectifs et les cibles, les indicateurs de progrès des OMD ainsi que les supports de communication potentiels.

Partant des écrits de Pagliani, nous pourrions définir la place de la communication dans l'atteinte des OMD durable, ceci pourrait conduire à atteindre le développement durable.

Signalons également la position non moins importante de Wijayananda Jayaweera, ancien directeur de la Division de l'UNESCO pour le développement de la communication qui a rappelé, lors d'un bref historique de la table ronde des Nations Unies pour la communication durant la cérémonie d'ouverture que « La liberté d'expression représente une condition sine qua non à la participation communautaire »⁴⁶³. Des penseurs du Sud plaideront pour la formation d'alliances en

⁴⁶¹ [http://www.un.org/fr/millenniumgoals/Les objectifs du Millénaire pour le Développement](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/Les%20objectifs%20du%20Mill%C3%A9naire%20pour%20le%20D%C3%A9veloppement). In consulté le 20 Avril 2011.

⁴⁶² http://www.albacharia.ma/xmlui/bitstream/handle/123456789/32002/Missing_dimensions_summary_FR.pdf?sequence=1 consulté le 26 Mai 2015.

⁴⁶³ La communication pour le développement durable Récupéré de <http://www.portal.unesco.org/ci/fr/ev.php->

communication comme stratégie pour accélérer l'action de développement et contribuer aux OMD. Ces formations vont pouvoir permettre de procéder à une harmonisation des nouvelles approches, une mise en commun des progrès des programmes sur le terrain et l'élaboration de lignes directrices pour de meilleures pratiques.

Après avoir défini le rôle de la communication, nous pouvons mettre en exergue sa place au niveau conceptuel.

5.1.2.1 Quelle place pour la communication?

La place de la communication au cœur du développement et même de la résolution d'une controverse est prédominante pourvu qu'elle permette tout au moins de saisir les préoccupations de chaque acteur. C'est Bessette⁴⁶⁴ qui nous aidera dans ce sens lorsqu'il affirme que : « La manière dont la communication sera établie avec les gens conditionnera la façon dont ils se sentiront concernés par les problèmes abordés et le degré avec lequel ils participeront à une initiative concrète visant à les solutionner ⁴⁶⁵».

Cette affirmation est plus que pertinente pour les différents acteurs impliqués dans l'initiative ABE. Il s'agit ici d'une affirmation qui établit également le dialogue comme facteur clef des échanges (communication horizontale, participative, démocratique, multidirectionnelle). La communication se présente-t-elle comme un outil

URL_ID=17116&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html, Ressources > Service des actualités > Archives des actualités 2004 >. Consulté le 21 Mars 2011.

⁴⁶⁴ Bessette G., (dir.) (2007), *Eau terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/Éditions L'Harmattan.

⁴⁶⁵ Bessette G., (2004) *Communication et participation communautaire. Guide pratique de communication participative pour le développement*. Québec, Presses de l'Université Laval.

d'organisation sociale, de partage, d'échange égalitaire, et de renforcement des capacités locales, etc. Ceci rejoint toujours la position de Bessette⁴⁶⁶ (2004), qui distingue la recherche traditionnelle d'une approche axée sur la Communication Participative pour le Développement (CPD).

Selon lui, la CPD repose sur :

- La participation de la communauté que le projet du développement vise.
- La mobilisation et la responsabilisation des personnes pour qu'elles prennent contrôle direct de leurs vies.
- La démocratie, droits humains et liberté d'expression.
- L'utilisation stratégique de la communication pour faciliter la participation communautaire.

D'une manière générale donc, force est de constater que beaucoup reste à faire en matière de communication autour des OMD. L'accélération des progrès vers les OMD au Bénin nécessite une intensification des actions de communication à divers niveaux. À cet égard, nous reconnaissons avec la FAO (1994 : 7) que:

Le problème de l'utilisation de la communication au service du développement réside moins dans la disponibilité des instruments techniques que dans la volonté politique d'exploiter son potentiel. La communication a déjà beaucoup été utilisée à des fins politiques ou commerciales. Il est temps de la mettre au service du développement.

⁴⁶⁶ Bessette G., (2004) Communication et participation communautaire. Guide pratique de communication participative pour le développement. Québec, Presses de l'Université Laval.

En Afrique et au Bénin en particulier, la première préoccupation des dirigeants politiques est le développement. Et de nos jours, il n'y a pas de programme ou de communication sur le développement qui ne soit pas une communication pour le développement durable. De plus, la réflexion des acteurs politiques et scientifiques africains semble être unanime sur les OMD comme point important de départ pour l'atteinte du développement durable.

Les OMD servent à notre avis de pont, de lien valable au passage entre la communication pour le développement à la communication pour le développement durable. En effet, le volet communication et environnement inscrit comme objectif numéro sept (7) des OMD semble vraiment inviter à prendre en compte certaines positions de chaque population.

Nous nous appliquerons dans notre méthodologie de recherche à tenir compte de ces aspects - et surtout au cœur de la cible numéro 7 - des OMD.

L'étude de ce cadre référentiel nous apparaît comme le plus pertinent élément pour analyser les messages de DD au cœur de l'initiative ABE et nous permet de voir réellement quels sont les différents messages qui sont lancés par les différents protagonistes au cœur de leur communication sur l'Initiative ABE pour atteindre un DD. La confrontation des OMD avec ceux de la communication pour le DD à partir des réalités béninoises devient pour nous le point d'ancrage qui s'impose. Ainsi, pour mieux exprimer notre cadre théorique, il serait intéressant de faire le point sur le concept du développement durable, vu par des politiciens, théoriciens et scientifiques du Bénin qui, comme nous l'avons présenté dans la revue de littérature, veulent s'inscrire eux aussi; s'inscrire d'abord et avant tout dans le cadre des OMD.

5.1.2.2 Pourquoi ce cadrage théorique sur les objectifs du millénaire?

Il faudrait se rappeler qu'en 2004, le PNUD publiait « Le Livre Bleu »; il s'agissait d'une approche pratique du plaidoyer en faveur des OMD. Cet ouvrage est une réelle trousse à outils, qui propose une compréhension à la base de la communication et du plaidoyer en valeur du développement des PVD; il s'agit d'outils pouvant aider à éduquer, à faciliter le dialogue et à créer des partenariats et des coalitions en vue du développement.

Dans cette vision, la communication devient un droit; le droit de savoir, d'être informé et aussi de s'exprimer. Il s'agit donc d'appel en faveur de la concrétisation des droits de la communication, et aussi de la réaffirmation que chacun a - ou devrait avoir- le droit de communiquer. Ces droits deviennent alors entièrement complémentaires, inaliénables et surtout non substituables.

Le « droit à la communication » peut être utilisé comme un cri de ralliement informel pour un plaidoyer, mais il peut aussi être utilisé dans un sens juridique et formel, dans lequel il trouverait sa place au côté d'autres droits fondamentaux garantis par le droit international. Les « droits de la communication » renvoient immédiatement à un ensemble de droits humains existants et qui sont niés ou refusés à de nombreux peuples qui ne peuvent prendre leur sens complet que lorsqu'ils sont considérés globalement comme un groupe étroitement lié.

« Le Livre Bleu », donne suffisamment d'informations sur la manière dont on peut réaliser une campagne de communication sur les OMD. Il reste toutefois théorique et il revient à chaque nation de définir de façon pratique sa communication autour d'objectifs précis de développement durable au niveau local.

Le défi à présent est qu'il faut étudier le rôle assigné à la communication au sein de toutes les interventions liées aux OMD. Mais aussi, il faudrait utiliser les éléments des OMD, afin d'améliorer le flux de communication entre les groupes dits marginalisés, les populations pauvres et les décideurs de leur pays.

Dans cette vision de la communication avancée dans la ligne des OMD, la communication est présentée de façon normative. Elle est un instrument qui guide et dirige. Ainsi, la communication comme outil de développement et surtout de développement durable, est ici considérée comme instrument de promotion. Elle permet aux populations de se servir de la communication pour promouvoir leur cause, mais aussi leur vision.

Mais la communication doit être analytique et c'est cette démarche qui permettra de passer de la CD au CDD, car, entre les deux visions, il y a ce type de communication telle que présentée au cœur des OMD. C'est dans ce sens, qu'un rapport des Nations Unies intitulé ``La communication pour le développement : Accroître l'efficacité des Nations Unies``⁴⁶⁷ affirme que :

Le rôle qu'elle (la communication) joue dans les processus d'émancipation distingue la communication pour le développement d'autres formes de communication, par exemple la communication interne ou la communication des entreprises, est en fait un élément essentiel des programmes axés sur la réalisation des OMD et d'autres priorités de développement équitable et durable⁴⁶⁸.

⁴⁶⁷http://www.unicef.org/cbsc/files/Inter-agency_C4D_Book_FRENCH_2011.pdf consulté le 08 Mai 2013.

⁴⁶⁸ La communication pour le développement : Accroître l'efficacité des Nations Unies. Récupéré de <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/OGC/c4d-effectiveness%20of%20UN-FR.pdf> consulté le 03 Avril 2013

Et à Elizabeth McCall⁴⁶⁹, consultante aux Nations Unies, d'ajouter dans un document de l'UNICEF⁴⁷⁰ dont elle est l'auteure principale que :

La communication pour le développement est l'un des moyens les plus importants d'étendre l'accès aux nouvelles opportunités en ce domaine. Plus qu'une simple stratégie, la communication pour le développement est un processus social fondé sur la promotion du dialogue entre les communautés et les décideurs à l'échelon local, national et régional. Elle a pour but de promouvoir, développer et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui améliorent la qualité de la vie pour tous⁴⁷¹.

Ainsi, l'approche de la communication comme outil de développement et/ou de promotion pour le développement durable ne pourrait-elle pas dans un premier temps servir de cadre conceptuel pour cette thèse. Car, nous voudrions nous servir de communication dans une approche d'analyse de message et de véhicule d'intégration d'éléments spécifiques et identitaires au développement durable.

À présent, comment faire le suivi des OMD, afin de pouvoir exposer les types de communication dans l'atteinte du développement et du développement durable? Pour nous en effet, il ne s'agit pas de faire l'étude des huit objectifs définis par les Nations

⁴⁶⁹http://www.unicef.org/cbsc/files/Inter-agency_C4D_Book_FRENCH_2011.pdf consulté le 19 Juin 2012.

⁴⁷⁰ La communication pour le développement : Accroître l'efficacité des Nations Unies. Récupéré de <http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/OGC/c4d-effectiveness%20of%20UN-FR.pdf> consulté le 14 Décembre 2014.

⁴⁷¹ Internet et le développement agricole et rural - une approche intégrée : « Les meilleurs pratiques d'appui aux initiatives liant internet et le développement » Récupéré de : <http://www.fao.org/docrep/w6840f/w6840f06.htm> consulté le 30 Février 2012

Unies dans les OMD⁴⁷², mais plutôt de faire ressortir le suivi du septième objectif qui concerne l'environnement.

5.1.2.3 Le suivi des OMD sur la question de la communication sur l'environnement

Plusieurs travaux de recherche ont été menés sur la communication relative aux OMD. Il s'agit par exemple de l'étude de Pagliani dans « The MDGs as a Communication Tool for Development⁴⁷³ ». Dans cet ouvrage, l'auteur a démontré que les OMD doivent être considérés comme un outil de communication au lieu d'être seulement un objet de communication. Elle a montré comment les OMD cadrent bien avec la communication pour le développement et plus particulièrement avec la communication comme outil de promotion du développement de développement durable.

Il est important de développer les capacités des communautés et des populations vulnérables à analyser l'information et à communiquer leurs points de vue aux décideurs politiques, ce qui est tout aussi important que le développement de la capacité des gouvernements centraux et locaux pour écouter, enregistrer et répondre aux commentaires.

Nous remarquons que le fait de soumettre des initiatives politiques à l'examen et de susciter le débat public autour de la communication pour le développement est une piste à suivre pour aller chercher les différents positionnements des populations

⁴⁷² Cette thèse paraîtra trop lourde si nous essayons d'y inclure l'étude des huit objectifs des OMD. Bien qu'ayant fait l'étude minutieuse de ces huit objectifs, nous ne présenterons que celui qui nous intéresse directement, le septième qui se concentre sur la communication.

⁴⁷³ Pagliani P. (2007) The MDGs as a Communication Tool for Development. Récupéré de <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?sessionid=8B0A809C67621BF719185E50B3D70051?doi=10.1.1.136.8678&rep=rep1&type=pdf> consulté le 15 Octobre 2014.

interrogées sur le DD. Aussi, les OMD constituent-ils pour les personnes démunies et les groupes marginalisés des occasions de mettre à l'attention du public leurs préoccupations et perceptions. Ils peuvent créer ainsi des espaces de dialogue public, placer les personnes les plus touchées au cœur du débat et garantir ainsi un principe de durabilité basé sur le partage, le dialogue et l'alternance des forces et des idées de la communauté. Ceci pourrait s'appliquer dans l'étude de l'initiative ABE.

Qu'en est-il concrètement du rôle et de l'importance de la communication pour le développement et surtout le développement durable?

Les OMD comme l'indique son nom, sont un ensemble d'objectifs définis par des dirigeants du monde et qu'il faut atteindre en vue du développement. Il s'agit pour nous à présent d'une étape dans la réalisation du développement durable. Les OMD sont au nombre de 8. Et c'est le septième qui nous intéresse au plus haut point ici, car il parle vraiment du rôle de la communication dans l'atteinte de ces objectifs.

OBJECTIF 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

OBJECTIF 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

OBJECTIF 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

OBJECTIF 4 Réduire la mortalité infantile

OBJECTIF 5 Améliorer la santé maternelle

OBJECTIF 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

OBJECTIF 7 Assurer un environnement durable (qui nous concerne dans cette recherche). Nous choisissons de ne développer que cet aspect des OMD.

OBJECTIF 8 Mettre en place un partenariat pour le développement.

Tableau 5.1 Présentation du 7ÈME Objectif des OMD

| OBJECTIF 7 : ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE | | |
|---|---|---|
| | Mesures | Moyens |
| Cible 9 | <ul style="list-style-type: none"> - Proportion de régions terrestres couvertes par la forêt - Émission totale de CO2 par habitant et par \$ du PIB(PPA) - Utilisation de substances détériorant la couche d'ozone - Proportion de stocks halieutiques dans des limites biologiques sûres - Proportion des espèces menacées d'extinction | <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'information et le débat public sur le changement climatique et d'autres questions environnementales pour sensibiliser la population et créer le consensus sur la nécessité de mettre en place des politiques et comportements respectueux de l'environnement. - Promouvoir l'approche participative au niveau communautaire de tous les projets ayant un potentiel impact sur l'environnement (ex : les projets de grandes infrastructures) |
| Cible 10 | Proportion de population utilisant une installation sanitaire améliorée | - Promouvoir des débats publics sur l'utilisation efficiente des ressources en eau aux niveaux central et local |
| Cible 11 | Proportion de population urbaine vivant dans les taudis | - Promouvoir le dialogue avec les personnes vivant dans les taudis pour identifier les interventions les plus appropriées pour améliorer leurs conditions de vie et d'habitation |

Adapté des 8 objectifs du PNUD. Source : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/>

L'argument principal développé dans ce document est que les OMD sont un outil, en d'autres termes, un canal de communication et non un objet. Toutefois, ceci est discutable, lorsque l'on se réfère au processus de communication développé par Shannon, où l'émetteur envoie un message au destinataire à travers un canal qui peut être considéré comme le medium. Or précisément, la communication sur les OMD

amène à utiliser plusieurs outils et canaux de communication. Toutefois, aucun des tenants de cette théorie au cœur du développement à travers les OMD comme Pagliani ne propose une action de communication visant à atteindre l'objectif N°8 qui consiste à mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Or dans cette vision, plusieurs penseurs et scientifiques du Bénin, comme Noël Dossou-Yovo⁴⁷⁴ propose une certaine collaboration même s'il en existe encore d'autres comme Cakpo Mahougnon⁴⁷⁵ qui œuvre pour une certaine affirmation identitaire en vue d'une libération culturelle.

Dans la perspective que cela serve de contexte pour nous, voyons à présent quelques stratégies mises en place pour atteindre les OMD.

5.1.2.4 Des stratégies de communication pour les OMD

Les travaux de la chercheuse Ida Mc Donnel « An International Perspective on Communications Strategies for the MDGs »⁴⁷⁶ nous donnent l'occasion d'aborder le cadre stratégique de cette recherche. Mc Donnel fonde son idée sur le fait que la sensibilisation et la communication sur les OMD dans les pays industrialisés sont cruciales pour rappeler et tenir les gouvernements responsables de leurs engagements vis-à-vis des pays en développement. Il s'agit surtout, en matière d'aide publique au développement, de commerce et d'allègement de la dette, d'éléments qui se retrouvent dans les OMD notamment l'objectif N°8 qui consiste à mettre en place un partenariat

⁴⁷⁴ Dossou Yovo N., (2010), Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement? Dilemme d'un continent 1945-2005, «Edition Harmattan». Date de parution : 23/03/2010.

⁴⁷⁵ Dans le journal « Le Matinal » du 29 Mars 2012

⁴⁷⁶ Une perspective internationale sur les stratégies de communication pour les Objectifs du Millénaire pour le développement récupéré de <http://www.mdgafrica.org/pdf/MDG%20Africa%20Steering%20Group%20Recommendations%20-%20French%20-%20highres.pdf>. Consulté le 08 Mai 2013

mondial pour le développement. Ce qui est un point très important pour l'atteinte aussi du développement durable et qui met en avant le principe de la destination universelle des biens de la nature. Ainsi, le partage devient un élément important de développement durable; il n'est pas une charité, il n'est pas facultatif, mais une obligation faite aux plus forts de voler au secours des plus faibles tout en les respectant dans leur dignité de personne humaine. La plupart des auteurs béninois que nous présenterons dans ce cadre théorique vont aborder cet élément de partage comme outil de développement durable.

Toutefois, en dépit des discussions de haut niveau, le débat et la sensibilisation sur les OMD n'ont pas rejailli sur l'opinion publique. Ida Mc Donnel argue que sans une pression des dirigeants pour leur responsabilité publique, les engagements ne sont pas susceptibles d'être respectés. Cette auteure a non seulement présenté les OMD mais aussi le rôle de la société civile dans la campagne sur les OMD et quelques idées sur des campagnes menées dans certains pays de l'OCDE. Pour elle donc la communication sert d'outil de distribution et de soutien au développement des peuples.

Ida Mc Donnel a aussi présenté la communication sur les OMD au niveau du PNUD désigné par le Secrétaire Général de l'ONU comme acteur clé dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et la réalisation des OMD. Selon elle, la communication du PNUD sur les OMD a plusieurs facettes et est menée par le Bureau des Communications des Nations Unies. Il produit des documentaires pour la télévision, organise des conférences, publie des annonces dans la presse écrite. Toujours selon Mc Donnel le PNUD estime qu'il est difficile de cibler le message des OMD par rapport aux différentes audiences. Bien que dans le cadre de son mandat, le PNUD possède le rôle de tenir les gouvernements responsables de leurs engagements, il reste prudent surtout si le gouvernement ne fonctionne pas selon les standards requis pour favoriser l'atteinte des OMD. Face à cette complexité, elle fait recours à la société civile. La réflexion de la société civile sera certes cruciale pour déterminer les objectifs

apolitiques qu'il faut atteindre au cœur du DD. Ceci nous permet d'aborder, dans ce cadre théorique de référence, les contours et les enjeux de la communication pour le développement durable ; mais avant cela, nous parlerons du développement durable.

5.2. Développement durable

5.2.1 Du point de vue historique

Du point de vue historique, voici quelques grandes dates liées au concept du développement durable à travers le temps et l'espace; ces dates qui marquent un ensemble d'évènements sont liées à la maturation et à la poursuite des réflexions sur ce concept.

- 1972: Conférence de Stockholm (Suède) : il s'agit du premier sommet de la terre qui a mis l'accent sur l'écodéveloppement, sur la naissance de PNUE (Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement). Il y eut également un Rapport Meadows avec 'halte à la croissance' (club de Rome) – mais aussi la controverse sur la croissance zéro.
- 1987: Protocole de Montréal. On parle de la couche d'ozone; 191 pays ont signé ce protocole en 2009; il y eut aussi le rapport Brundtland qui établit les principes de Développement Durable à la conférence de Kyoto.

- Il faudrait aussi faire recours à l'échec du sommet de Nairobi (Kenya) en 1982 et celui de Copenhague en 2010 qui ont été le fruit de la Guerre Froide et des intérêts incompatibles⁴⁷⁷ de certaines grandes nations.

Toutefois, plusieurs éléments ont été ajoutés au concept du Développement Durable.

- 1992: Sommet de Rio (Brésil) et la CNUED : au cours de ce sommet, les Nations tentent de lutter contre le changement climatique et privilégient la conservation de la biodiversité. Dans le même temps, le PNUE émet son Agenda 21, « penser global, agir local » (ratifié par 173 pays).
- 1997: Protocole de Kyoto. C'est le protocole le plus important. Il veut réduire les émissions de GES (de 5.2%) par des réglementations (données scientifiques sur le réchauffement climatique = GES). Ce protocole a été préparé depuis 1995, et est entré en vigueur depuis 2005 et ratifié par 183 pays. Mais ce protocole apporte également plusieurs types de divergences en UE, en Asie, et surtout en Amérique du Nord...
- 2002: Sommet de Johannesburg (Afrique du Sud). Durant ce sommet, les chefs d'État et de gouvernement invitent les états à respecter leur engagement vis-à-vis du Développement Durable. Dans le même temps, 5 thèmes ont été développés et mis en avant dans le but de parvenir au développement durable. Il s'agit de : eau, santé, biodiversité, énergie et, de la production agricole. Durant ce sommet, on veut également forger un partenariat Nord /Sud dans des entités interdépendantes.

⁴⁷⁷Pour plusieurs raisons certains gouvernements comme le gouvernement conservateur de Harper Stephen, ne voulait pas signer la reconduction du protocole; en effet, pour eux, la réduction de la production du gaz à effet de serre conduisait à la diminution de leur production et surtout de leur performance économique. Ces pays ne voulaient surtout pas que les pays émergents les rattrapent.

- Le plus récent rassemblement qui est en même temps le plus important a eu lieu en 2012 à Rio de Janeiro au Brésil.

Mais c'est le rapport Brundtland qui a été l'élément marquant de tout ce débat sur le développement durable. Nous en retenons ici quelques éléments clefs.

Ce rapport Brundtland abondamment utilisé dans ce cadre théorique met en avant quelques points que nous jugeons nécessaire de relever :

- L'évolution qualitative du Développement Durable.
- La responsabilité et la justice.
- On y concilie les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du Développement Durable.
- Le droit au profit y est reconnu, mais aussi le renforcement de la responsabilité.
- La nature globale des problèmes reconnus (paix, sécurité alimentaire, réchauffement planétaire et l'énergie).

Ce rapport nous permet aussi de mettre l'accent sur certains éléments comme :

- La conscience partagée sur la dégradation environnementale qui jusque-là était comme un monde indivisible.
- Le lien entre la pauvreté et l'épuisement des ressources naturelles. Ceci active notre conscience à tous sur la conservation des ressources naturelles.
- Les droits sociaux et droits environnementaux de même que les modes de vie adaptés à la capacité planétaire.

- La rupture avec les modèles classiques des profits et des exploitations. Aucune nation ne peut embrasser un développement durable lorsque ses importations sont toujours supérieures à ses exportations.
- Le développement durable fait entrevoir autrement les concepts de temps et de l'espace. S'il est vrai que toutes les richesses naturelles sont la propriété de toute l'Humanité, il est aussi vrai que le réchauffement est global et qu'il faudrait tenir compte des avis et des éléments propres à chaque nation et à chaque génération.

Vis-à-vis de tout cela, on se questionne sur la pertinence du rôle de la communication pour le développement durable ou mieux encore pourquoi la communication environnementale?

Cette communication permettrait la sensibilisation environnementale aux niveaux interne/externe et croisée.

Elle permettrait la responsabilisation des référentiels⁴⁷⁸ sur le développement durable. En effet, aujourd'hui, le développement durable n'est plus un concept, mais un véritable enjeu pour les organismes (entreprises, collectivités locales...).

Elle réduirait aussi la pauvreté par l'utilisation responsable des ressources naturelles et renouvelables par exemple.

Ces points intéressants du Rapport Brundtland nous permettent d'affirmer avec Laulan que : « ...les sociétés humaines sont directement responsables du réchauffement de la

⁴⁷⁸ Les référentiels sur le développement sont d'abord présentés comme un "Plan Vert" qui accompagne toute communauté dans la définition et la mise en œuvre de sa démarche de Développement Durable. Le référentiel, est un document de synthèse qui regroupe l'ensemble des données relatives à la mise en œuvre concrète du Plan Vert. Par ailleurs, le référentiel "Développement Durable" est un outil qui permet d'évaluer l'état d'avancement et la pertinence des actions menées en matière de Développement Durable dans la communauté. Il constitue à la fois un guide d'autodiagnostic, un tableau de bord, un guide stratégique et une base pour la certification. Il peut être la première étape d'un processus de labellisation.

planète, de la pollution, de la pénurie énergétique, de la raréfaction de l'eau, de la déforestation».⁴⁷⁹ Et à Waridel d'ajouter que « Le choix de notre café, tout comme celui des autres produits que nous consommons, a une incidence sur la planète et ses habitats ⁴⁸⁰»

La réflexion sur le développement durable continue. Plusieurs débats viennent complexifier également le rôle que doit jouer la communication dans ce domaine. Avant d'aborder cet aspect théorique, il convient de faire une analyse sémantique de ce concept.

5.2.2 L'analyse sémantique du concept de développement durable.

Une contestation sémantique sur le terme même de développement durable a existé depuis l'apparition du terme dans le rapport Brundtland et certains préfèrent parler de développement soutenable : ainsi, lors de la première traduction en français du rapport Brundtland, c'est le terme « développement durable » qui est retenu, tandis que lors de la seconde traduction⁴⁸¹ c'est le terme « développement soutenable » (traduction littérale de l'anglais « sustainable development ») qui est utilisé, à la demande de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (note de l'éditeur, page IX). Comme le dit Amidou Bamba DIE⁴⁸² : « Les tenants du terme « durable » insistent

⁴⁷⁹ Jean-Paul Lafrance, Carmen Rico, Anne-Marie Thibault-Laulan – (2006) Place et rôle de la communication dans le développement international, PUQ., 168 pages. Voir Laulan, (2006:56).

⁴⁸⁰ Waridel, 2005 : 13-14 récupéré de <http://simplicitevolontaire.org/?s=waridel>. Consulté le 19 Août 2014.

⁴⁸¹ Selon Amidou Bamba D. récupéré de <https://www.linkedin.com/grp/post/4389885-106515504>. Consulté le 16 Août 2014. Edité Par Les Éditions du Fleuve.

⁴⁸² Consultant & Management Planning for Sustainable Human Development.

quant à eux sur la notion de durabilité⁴⁸³ plutôt que sur l'idée d'une recherche de la limite jusqu'à laquelle la Terre sera capable de nourrir l'humanité »⁴⁸⁴.

Enfin, la définition classique du développement durable issue de la commission Brundtland (1987) peut apparaître, à certains égards, dépassée. En effet, il ne s'agit aujourd'hui plus de viser, comme il y a une vingtaine d'années, la satisfaction des besoins lointains de générations futures. C'est la satisfaction actuelle des besoins qui est maintenant compromise par les crises environnementales et sociales que connaît le XXI^e siècle. Il ne s'agit plus d'anticiper les problèmes, mais de les résoudre. Le développement durable pourrait alors laisser place à la notion de « développement désirable » qui regroupe l'ensemble des solutions économiquement viables aux problèmes environnementaux et sociaux que connaît la planète. Déjà les changements climatiques imposent des déplacements de populations aussi bien humaine, animale que matérielle. On parle même de réfugiés d'environnement. Ce nouveau mode de développement, facteur de croissance économique et d'emplois, serait une véritable « économie verte », basée sur l'économie sociale et solidaire, l'éco-conception, le biodégradable, le bio, la dématérialisation, le réemploi-réparation-recyclage, les énergies renouvelables, le commerce équitable, la relocalisation.

Le concept rencontre toutefois des critiques à plusieurs niveaux. John Baden écrivait qu'« En économie comme en écologie, c'est l'interdépendance qui règne. Les actions isolées sont impossibles. Une politique insuffisamment réfléchie entraînera une multiplicité d'effets pervers et indésirables, tant au plan de l'écologie qu'au plan strictement économique. »⁴⁸⁵. Selon Baden, « l'amélioration de la qualité de

⁴⁸³ Cohérence entre les besoins et les ressources globales de la Terre sur le long terme.

⁴⁸⁴DIE Amidou Bamba Controverses sur le développement durable : Critiques Consultant & Management Planning for Sustainable Human Development récupéré de <http://www.linkedin.com/groups/Controverses-sur-développement-durable-Critiques-4389885.S.106515504>. Consulté le 23 Septembre 2012.

l'environnement dépend de l'économie de marché et de la présence de droits de propriété légitimes et garantis ». Elle permet de maintenir l'exercice effectif de la responsabilité individuelle et de développer les mécanismes d'incitation à la protection de l'environnement. L'État peut dans ce contexte « créer un cadre qui encourage les individus à mieux préserver l'environnement », en facilitant la création de fondations dédiées à la protection de l'environnement.⁴⁸⁵ Pour Claude Allègre le terme de développement durable se présente comme une religion de la nature, qui a oublié que la préoccupation essentielle devait être l'homme. Il est en partie critiqué des associations écologistes qui voudraient faire passer l'homme au second plan : « La moulinette écologique a, hélas, amplifié le mot « durable » et effacé le mot « développement » au fil des années. Toutefois, nous revenons sur le respect de cette exigence dans son intégralité. Car, ce n'est pas parce qu'on défend la nature qu'on peut laisser de côté la culture.

5.2.3 Des débats au concept de développement durable

Plusieurs débats nous permettent de cerner cet aspect du développement durable.

5.2.3.1 Les débats autour du développement durable

Le développement durable apparaît comme un arbre dont les racines économiques, écologiques et sociales se trouvent dans le terroir de la création, mais dont l'avenir, c'est-à-dire les branches, embrasse aujourd'hui des notions spatiales et temporelles. La dimension spatiale de ce concept pourrait s'identifier à l'ensemble de l'œuvre de Raoul

⁴⁸⁵ <http://www.theatregerardphilipe.com/uploads/pdf/ecologie-ville.pdf> Baden John, Président de la Foundation for Research on Economics and the Environment consulté le 20 Janvier 2012

⁴⁸⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable#cite_note-65 consulté le 18 Février 2011

Follereau lorsqu'il disait : « Nul n'a le droit d'être heureux tout seul ». L'autre dimension temporelle revient à dire que le développement durable amène chaque société organisée à répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Aujourd'hui, ces deux dernières dimensions prennent de plus en plus d'ampleur et se concrétisent dans divers projets et protocoles dont notamment celui de Kyoto.

À voir les objectifs de ce protocole de Kyoto, et en raison du lien direct avec la politique énergétique, les données scientifiques concernant le réchauffement climatique (et les émissions de gaz à effets de serre et tout particulièrement le CO₂) ont été très controversées.

Cette thèse prend en considération quelques éléments identitaires, mais voudrait intégrer la vulgarisation de tous les enjeux environnementaux à travers les nouvelles technologies. Les éléments spatiaux et temporels sont certes importants, mais bien d'autres le sont encore plus. Ces éléments se regroupent également, mais en partie dans le rapport Brundtland. Qu'en est-il réellement de ces données?

5.2.3.2 Les éléments conceptuels dans le rapport Brundtland.

Tous les experts s'entendent avec le rapport Brundtland pour dire que « le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins » (rapport Brundtland, 1987). Ainsi selon Passet, il s'agit d'un concept qui « souligne le risque de perturbation des grands mécanismes régulateurs de la planète. » (Passet, 1995:44). Pour Vivien, le développement durable est un « développement soucieux de transmettre un patrimoine humain et environnemental,

autoréflexif, et mesuré, fondé sur l'équité et la responsabilité » (Vivien, 2004). Selon ce rapport, on remarque qu'à la base de ce concept de développement durable deux logiques s'affrontent :

Logique marchande (entreprises et profits) et la logique environnementale (épuisement de la nature et risques). Dans le même temps, il faut dire que « l'économie contemporaine, en privilégiant les seules valeurs marchandes, risque de transformer le marché en instrument de violence et de dénaturation ⁴⁸⁷» et que « ...pour les communicateurs, il faudra désormais considérer le développement durable comme un élément essentiel des politiques publiques ⁴⁸⁸». Par ailleurs, il faut dire que le concept du développement a été toujours complexe (diversifications thématiques) et multidimensionnel (rapports entre l'homme et la nature y sont inclus). On y trouve aussi un lien entre le DD et la spiritualité.

5.2.3.3 Spiritualité et Environnement.

Il y a un rapport entre l'humain et la nature. Ces textes mettent l'accent sur le caractère religieux et sacré de la nature. En effet, il existe d'autres sources pour penser le DD et le rapport entre religion et environnement, en particulier, c'est l'ouvrage publié par José Prades, Jean-Guy Vaillancourt et Robert Tessier⁴⁸⁹ intitulé Environnement et

⁴⁸⁷Passet R., (1995) récupéré de <http://grit-transversales.org/archives/revue/45/passet.html> consulté le 23 Avril 2014

⁴⁸⁸ Lachapelle, 2007:78. Cité par Tremblay S. : (2007) Développement Durable Et Communications: Au-dela` Des Mots, Pour Un Ve ...269 pages.

⁴⁸⁹ Guay L., (1993) « Environnement et développement. Questions éthiques et socio-politiques » José A. PRADES, Jean-Guy VAILLANCOURT et Robert TESSIER (dirs), Recherches sociographiques, vol. 34, n° 1, 1993, p. 181-184. In <http://id.erudit.org/iderudit/056760ar>

Développement. Robert Tessier⁴⁹⁰ part de l'étude des fondements religieux de l'ascétisme séculier de type protestant selon Max Weber pour étudier l'articulation des fondements de l'éthique environnementale. Le développement durable, selon lui, serait un comportement séculier qui tire son origine du protestantisme ascétique. Il y a effectivement une ressemblance formelle entre l'éthique protestante et celle proposée en 1987 par le rapport Brundtland de la commission mondiale sur l'environnement et le développement. En somme, la Terre et l'Humanité sont des figures importantes de la rationalité et de la symbolique religieuse⁴⁹¹. La spiritualité au cœur du développement durable se retrouve dans deux des aspects les plus fondamentaux au cœur de ce concept. Il s'agit du Temps et de l'Espace. Ainsi, ces débats entre autres nous permettent d'aborder le concept de développement durable proprement dit.

5.3 Des débats au concept de développement durable

Le développement durable tel que vu par les théoriciens est un développement qui dure aussi bien dans le temps que dans l'espace.

5.3.1 Le développement durable et la question du temps

Pourquoi dans le temps? Au-delà des projets écologiques et des progrès enregistrés ici et là, les environnementalistes et les acteurs du protocole de Kyoto, ont estimé que tout

⁴⁹⁰ <http://robert.tessier.phare.uneq.qc.ca/publications/> consulté le 03 Juin 2015.

⁴⁹¹ Vaillancourt J-G., (2001) « Religion, écologie et environnement », l'étude de la religion au Québec. Bilan et prospective, pp....439-534. Québec : Les Presses de l'université de Laval.

développement devant hypothéquer ou « empoisonner » la vie des générations à venir est à l'encontre des droits humains. Même aux États-Unis, des mouvements religieux se dressent pour dire que le désir du Créateur qui demandait à l'homme de rendre le monde plus beau doit être respecté. Pour protéger l'environnement, il faudra selon ces mouvements religieux retourner à l'avertissement du prophète Ézéchiél qui disait : « Les pères ont mangé des raisins verts et les enfants ont les dents agacées ».

Les agissements des générations antérieures ou présentes qui nuisent aux générations présentes ou futures sont un comportement qui ne doit plus jamais se reproduire selon plusieurs auteurs ; à travers ces propos, nous constatons une ferme détermination à condamner toute attitude humaine dont les conséquences doivent rejaillir négativement sur les générations futures. Nous faisons alors recours ici aux propos de Bertrand Blanchet. Dans un petit livre de 60 pages, Bertrand Blanchet⁴⁹² (1994), diplômé en foresterie et évêque émérite de Rimouski, jette un triple regard sur l'environnement, sur la société et sur nous-mêmes. Et pour contrer la détérioration et l'épuisement des ressources, il propose le développement durable, l'austérité joyeuse, les solidarités concrètes contre les inégalités sociales, des débats sérieux sur les grands enjeux, ainsi que le ressourcement éthique⁴⁹³. Il signale qu'il existe quelques sources bibliques aux solutions de l'environnement ; ces sources ne sont pas nombreuses, mais elles insistent toutefois et pour la plupart sur la solidarité comme solution de base au développement durable.

Cette solidarité commence par la prise en compte de son propre environnement présent. Antoine de Saint-Exupéry disait : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, mais nous l'empruntons à nos enfants. » Les agissements de la présente génération sur

⁴⁹² Mgr Blanchet B., évêque de Rimouski (2004) Le développement durable de la forêt. Commission d'Étude sur la gestion de la forêt publique. In <http://www.diocesisrimouski.com/mgr/bb/foret2004.pdf> consulté le 03 Juin 2015.

⁴⁹³ Ibidem,

l'environnement actuel peuvent nuire aux futures générations. Ce qui veut dire que chacun pourrait citer encore et encore des actes irréfléchis ou conscients du passé ou du présent qui ont ou qui auront des conséquences désastreuses sur notre génération ou sur les générations à venir : que ce soit par exemple l'affaire de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl, dont toute l'humanité n'a peut-être pas fini de subir les conséquences.

« Les pères ont mangé du raisin vert et les dents des fils ont été agacées » : comme cela, il n'y a pas de grande différence entre le mépris des puissances capitalistes à l'égard des pays pauvres et des autres personnes exploitées du temps d'Ezéchiél et le mépris des capitalistes à l'égard de l'environnement. Il y a aussi comme une double injustice. D'une part, seuls les plus riches ont les moyens de s'enrichir en polluant, mais d'un autre côté ce sont les plus pauvres qui souffriront de la pollution, car, ils seront les moins adaptés à faire face aux effets néfastes du réchauffement de la planète. Ainsi, ce ne sont pas les pollueurs qui payent, mais les plus pauvres qui vont recevoir la facture de la pollution et le paieront de leur santé, de leur milieu de vie qu'ils seront obligés de quitter en devenant des réfugiés de l'environnement.

Mais du point de vue des mouvements religieux, nous pouvons affirmer avec Jean-Guy Vaillancourt que ce sont quand même les religions amérindiennes et orientales qui sont suggérées par plusieurs, dont Hofbeck, sinon comme solution totale et concrète, du moins comme contribution partielle en vue d'une meilleure praxis écologique⁴⁹⁴. Ces religions ont inclus dans leur théologie une certaine praxis du respect de la nature. La réflexion de la hiérarchie catholique sur la question est également abondante. Elle va dans le sens où Dieu a créé l'homme qui doit prendre soin de la nature et la rendre plus belle, car la nature devient la source de protection, de vie et de survie de l'être humain. D'ailleurs le 19 mars 2013, le pape François lançait un appel à être « gardiens de la

⁴⁹⁴ Vaillancourt J-G., (2001) «Religion, écologie et environnement» op cit. Page 49.

création, du dessein de Dieu inscrit dans la nature, gardiens de l'autre, de l'environnement »⁴⁹⁵. Plus loin encore, lors de sa 5ème catéchèse sur les dons de l'Esprit Saint, le 21 mai 2014, le pape François médite sur le don de science qui « nous porte à saisir, à travers la création, la grandeur et l'amour de Dieu, sa relation intime avec toute créature », et permet selon lui, « de ne pas tomber dans deux comportements excessifs vis-à-vis de la création : nous en sentir propriétaires et nous arrêter aux créatures ». Par ailleurs, insistant sur la « première voie erronée », le pape déclare : « Nous devons protéger la création parce qu'il s'agit d'un don que le Seigneur nous a fait, c'est le don que Dieu nous a offert ; nous sommes gardiens de la création. Lorsque nous exploitons la création, nous détruisons le signe de l'amour de Dieu. Détruire la création signifie dire à Dieu « cela ne me plaît pas ». Et cela n'est pas bon : voilà le péché »⁴⁹⁶. Par ailleurs, il n'est pas rare d'entendre aussi des discours teintés de greenwashing⁴⁹⁷, de socialwashing⁴⁹⁸ ou de speakwashing⁴⁹⁹. À travers ces discours,

⁴⁹⁵<http://www.eglise.catholique.fr/sengager-dans-la-societe/developpement-durable/369486-pape-francois-protger-la-creation-toute-entiere-protger-chaque-personne/> consulté le 16 Mars 2013.

⁴⁹⁶<http://www.eglise.catholique.fr/sengager-dans-la-societe/developpement-durable/369486-pape-francois-protger-la-creation-toute-entiere-protger-chaque-personne/> consulté le 16 Mars 2013.

⁴⁹⁷ Le terme Greenwashing est un terme anglophone qui peut être traduit par verdissement d'image. Il est utilisé par les groupes de pression environnementaux pour désigner les efforts de communication des entreprises sur leurs avancées en termes de développement durable, avancées qui ne s'accompagnent pas de véritables actions pour l'environnement. À la notion de Greenwashing est opposée celle de publicité éthique. Le terme Greenwashing trouve son origine dans la contraction des mots green, vert et brainwashing, ou lavage de cerveau. Ce terme a été employé pour la première fois suite à un article paru dans la revue Mother Jones au début des années 1990. (Source : Publicitaires Eco-Socio-Innovants). Ce terme est également utilisé pour désigner le rapprochement d'une entreprise avec l'ONU dans le cadre du Global Compact. Récupéré de http://www.dictionnaire-environnement.com/greenwashing_ID2629.htm consulté le 08 Mai 2012.

⁴⁹⁸ Le Socialwashing a une ressemblance avec le Greenwashing. En effet, on connaissait déjà le greenwashing, autrement dit le fait pour une marque de s'engager dans une démarche de développement durable pour suivre la tendance verte et améliorer son image auprès du grand public, sans réels efforts derrière. Désormais on parle aussi de socialwashing. C'est à peu près le même principe. Les responsables d'entreprise savent désormais qu'une « présence » sur les réseaux sociaux peut augmenter le capital sympathie de leur marque et leur rapporter de l'argent. Ils foncent alors tête baissée et se retrouvent vite largués, car ils n'ont pas élaboré de stratégie communautaire et sont persuadés qu'un matraquage publicitaire suffira. Récupéré de <http://www.editoile.fr/apres-le-green-washing-le-social-washing/> consulté le 08 Mai 2012.

même des sociétés pétrolières utilisant des ressources non renouvelables de la nature font semblant à travers un discours environnementaliste de se placer en défenseurs de la nature ; mais à l'opposé, il faut dire que d'autres exagèrent les conséquences des exploitations des ressources non renouvelables. Il s'agit du discours appelé *blackwashing*.⁵⁰⁰ Toutefois, ce qui est encore plus embarrassant c'est lorsque des sociétés des plus polluantes se présentent comme des champions du développement durable. Il serait donc très important et pertinent de voir si les motos à Quatre Temps proposées aujourd'hui dans l'initiative ABE sont réellement des motos moins polluantes et si elles font réellement partie de la solution. Ceci peut aider à comprendre le positionnement des certains acteurs sur la question de développement durable au cœur de l'initiative ABE.

Ainsi cet aspect non moins important du concept de développement durable qui réside dans cette notion de temps concerne les agissements des premières générations, qui mangent des raisins verts alors que ce sont leurs enfants (les générations à venir) qui subissent les conséquences. Leurs propres actions ne devraient nuire qu'à eux seuls et surtout qu'à leur « dent », et ne doivent pas avoir des conséquences négatives sur les dents des générations futures. Pour les environnementalistes et les altermondialistes, le développement ne doit avoir que des retombées positives sur les générations à venir.

Concrètement, pourquoi demander aux conducteurs de laisser tomber une moto qu'ils viennent à peine de s'acheter au prix de sacrifices de plusieurs années? Plusieurs raisons ou théories peuvent expliquer cette initiative, mais nous pouvons dire que c'est

⁴⁹⁹ Les politiciens parlent surtout de l'importance de l'environnement dans leur discours. Mais en réalité ce discours est vide et juste électoraliste ou visant à améliorer leur propre image.

⁵⁰⁰ Cette technique de communication vise à exagérer les mauvaises nouvelles pour faire bouger les consciences, loin du bon sens requis dans la communication responsable. Même si l'intention des *blackwashers* d'alerter sur certaines situations est louable, tout comme le *greenwashing*, les conséquences du *blackwashing* sont souvent préjudiciables aux causes défendues. Récupéré de <http://vedacom.fr/2010/02/11/greenwashing-socialwashing-blackwashing/> consulté le 08 Mai 2012.

aussi parce que la pollution envahit l'espace territorial et international. D'où les questions relatives à l'espace en lien avec le développement durable.

5.3.2 Le développement durable et la question de l'espace

Pourquoi dans l'espace?

Chaque bien de la terre, chaque ressource naturelle est utilisée pour le bien du monde entier. À cela s'ajoute le principe de partage universel qui est fondamental au cœur du développement durable. Ainsi au regard des analyses concernant les éléments Temps et Espace au sein de la perspective du développement durable, ce concept devra-t-il prendre une forme typique selon les réalités béninoises avec des acteurs conscients de l'enjeu temporel et spatial dont il est question. C'est pourquoi, dans les lignes qui suivent, nous allons explorer certains concepts qui permettront de faire la cartographie des éléments de cette controverse environnementale.

Il y a toutefois certaines limites au concept de développement durable tel qu'il est conçu actuellement.

5.3.3 Limites du concept de développement durable

Il y a quelques exemples qui laissent entrevoir des limites à cette théorie de développement durable. Le développement durable peut être critiqué en ce sens qu'il peut n'être qu'un outil des pays du Nord contre les pays en développement : la

géographe et spécialiste du Tiers-Monde Sylvie Brunel⁵⁰¹ estime que les idées de développement durable peuvent servir comme paravent aux idées protectionnistes des pays du Nord pour empêcher le développement par le commerce des pays du Sud. Pour Sylvie Brunel, le développement durable « légitime un certain nombre de barrières à l'entrée »⁵⁰². En offrant un prétexte au protectionnisme des pays développés, « le sentiment que donne le développement durable, c'est qu'il sert parfaitement le capitalisme ».⁵⁰³

Certains auteurs dénoncent une dimension religieuse ou irrationnelle du développement durable. Sylvie Brunel parle de « technique de marketing digne des grands prédicateurs » et le souligne aussi dans une conférence « Naissance d'une religion » : le développement durable. Il affirme que « le développement durable est le produit ⁵⁰⁴de la dernière mondialisation et de toutes les peurs qu'elle peut entraîner. ⁵⁰⁵»

À cela il faut ajouter le détournement informationnel (greenwashing, speakwashing ou socialwashing) par les multinationales (ex. Monsanto⁵⁰⁶). En plus, certaines mesures mises en place pour la conservation environnementale sont vues comme menaces socioculturelles (ex. Les Inuits et la pêche, les phoques, etc.).

Il faut aussi ajouter le non-engagement étatique et les politiques environnementales faibles ou hypocrites ex. les ratifications et les détournements de projets

⁵⁰¹http://www.paris-sorbonne.fr/IMG/pdf/Sylvie_BRUNEL_CV.pdf consulté le 18 Février 2011

⁵⁰² <http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/> consulté le 15 Mars 2012

⁵⁰³ <http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/> consulté le 17 Février 2013.

⁵⁰⁴ <http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/> consulté le 17 Février 2013.

⁵⁰⁵ <http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/> consulté le 17 Février 2013

⁵⁰⁶ À titre d'exemple, Monsanto a été condamnée pour publicité mensongère sur le Roundup, puissant désherbant nocif pour l'environnement et la santé, car ses «vertus environnementales et sa biodégradabilité» étaient vantées dans les différents messages publicitaires diffusés en France.

environnementaux au profit des initiatives politiques et économiques comme le décret sur l'usage des Zemidjan au Bénin.

Pour appréhender les grands principes du développement durable, il faut dire qu'il s'agit en général d'un nouveau projet de société qui vise à remédier aux excès d'un mode de développement industriel pointé du doigt, car étant à l'origine de phénomènes écologiques catastrophiques tels que la déforestation, l'érosion de la biodiversité ou encore le réchauffement climatique.

Pour la mise en place de ses grands principes que sont la prévention, la bonne gestion, la responsabilité, la participation ou encore la solidarité, ce processus vise à mettre en corrélation les trois piliers majeurs du développement durable que sont : l'écologie, l'économie et le social. Or, ces enjeux deviennent de plus en plus difficiles à coordonner étant donné la multiplication des acteurs et de leurs différents intérêts. Les différents gouvernements et leurs politiques internes ont souvent du mal à s'accorder avec les organisations de la gouvernance globale voulant renforcer les « politiques universelles » et avec la société civile se préoccupant davantage des « biens publics ».

La diminution de la pression mise sur les ressources naturelles, sur l'environnement et sur la santé publique tout en assurant le développement économique est le principal enjeu. En effet, au-delà de repenser la gestion des ressources qui s'épuisent au fur et à mesure, il est important de rappeler que le but du développement durable est également de pallier le plus possible aux inégalités qui persistent et qui se sont même creusées au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Pour limiter les inégalités, le développement durable soutient considérablement le processus de croissance économique via la performance, la compétitivité et la rentabilité. Au cœur de ce défi s'affrontent les deux logiques du développement durable: la logique marchande, rimant avec entreprises et profits et la logique environnementale rimant avec risques et dangers de l'épuisement de la nature.

Le terme de « développement durable » est également critiqué pour le flou qui l'entoure. Luc Ferry écrit ainsi : « Je sais que l'expression est de rigueur, mais je la trouve si absurde, ou plutôt si floue qu'elle ne dit rien de déterminé. »⁵⁰⁷ Et à Luc Ferry d'ajouter que le terme est en fait l'évidence, en raisonnant par l'absurde : « qui voudrait plaider pour un « développement intenable » ! Évidemment personne ! L'expression chante plus qu'elle ne parle. »⁵⁰⁸.

Rechercher un certain profit n'est pas le problème pour plusieurs auteurs qui poussent désormais au développement durable. L'objectif est de rechercher des profits responsables, justes et équitables envers les populations, la génération présente et celles à venir. La logique du développement durable est de faire comprendre aux politiques économiques que la planète n'est pas qu'un moyen à utiliser en vue du profit, mais un allié à se faire pour assurer notre futur. Mais il est souvent utopique de penser que l'économie actuelle dans la plupart des pays développés puisse épouser les grands principes du développement durable.

Suite à cette réflexion, nous pouvons affirmer que dans notre cas, notre recherche sur le terrain tentera aussi de répondre à cette question « Est-il possible pour le modèle économique dans lequel nous sommes au Bénin avec l'usage des Zemidjan d'épouser les grands principes du développement durable ? »

Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'avec nos technologies, aucun comportement ou sacrifice individuel n'est suffisant pour changer la donne environnementale. Certes tout le monde devrait agir le plus écologiquement possible, mais pas par désir d'accomplir un sacrifice personnel, parce que c'est l'alternative la plus simple et la plus bon marché.

⁵⁰⁷<http://www.lepetitjournal.com/rome/societe/908-environnement/36139-rome-actu-developpement-durable-grenelle-kyoto-agenda-21-pack-climat-energie-charte-daalbo> Développement durable : Une notion floue? Consulté le 17 Février 2013

⁵⁰⁸Organisation des réseaux d'action solidaires : Une définition du développement durable, récupéré de <http://www.oras-conseil.com/> consulté le 17 Février 2013.

Et seules des initiatives économiques bien pensées pourront faire en sorte que cela soit le cas. D'ici 2050, il s'agit de diminuer la totalité des émissions de GES au moins de moitié par rapport à leurs niveaux actuels. Mais est-ce au risque de perdre des emplois?

Lors de la campagne présidentielle de 2012 aux États-Unis, le président Obama avait résumé la chose de la manière la plus éloquente qui soit : « Ce n'est pas en changeant chez moi mes putains d'ampoules à incandescence que nous pourrons résoudre le réchauffement climatique. Il faudra quelque chose de collectif ». Le défi est donc collectif et les solutions doivent l'être aussi.

Il est aussi nécessaire de viser plus haut, à plus grande échelle et d'établir des changements au niveau des principaux secteurs pollueurs : l'industrie et les transports. Les bonnes idées sont entre les mains des économistes, mais le pouvoir en grande partie dans celles des politiciens qui ne doivent pas se laisser corrompre en imposant n'importe quel projet ou modèle de développement à leurs pays, surtout dans les pays Sud. Ainsi, pour que le Bénin développe ses actions environnementales tout en poursuivant sa logique d'économie efficace et prudente, quelques exemples peuvent être donnés et suivis.

Selon une certaine vision, Paul Lanoie et Georges A. Tanguay affirment que la réglementation environnementale ne doit pas être associée à des effets négatifs sur la compétitivité, mais plutôt à des effets positifs nets amenant les projets à être plus compétitifs. Selon Jourdain⁵⁰⁹, le développement durable peut rimer avec rentabilité. Pour lui, les entreprises, qui ont investi dans le recyclage et anticipé les attentes environnementales, sont doublement gagnantes aujourd'hui. Ainsi, le développement durable peut définitivement rimer avec rentabilité et Monsieur Jourdain le prouve en démontrant le retour de gains supérieurs dans les entreprises ayant investi dans le

⁵⁰⁹ Le développement durable peut rimer avec rentabilité, La Croix, 15.07.07, Paris. Récupéré de http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Developpement-durable-peut-rimer-avec-rentabilite-_NG_-2007-07-15-524322 consulté le 5 Mai 2015.

recyclage et dans les diverses attentes environnementales.

De même, pour le PDG du géant américain General Electric (GE) Jeffrey Immelt, le respect de l'environnement offrirait une nouvelle source de rentabilité et d'emplois. Il expliquait en effet que : « Les nouvelles technologies liées à l'environnement n'en sont qu'à leur début. Leur développement est ce qui va nous permettre de créer des emplois et de développer nos activités si nous savons l'aborder correctement. »⁵¹⁰

Par ailleurs, selon les taux de l'office statistique européen Eurostat, les activités liées à la préservation de l'environnement et aux écotecnologies représentent près de 3,4 millions d'emplois aujourd'hui en Europe. Il s'agirait ici d'un exemple inspirant pour le Bénin. En comparant, nous pouvons dire que le modèle économique présenté par des économistes en Occident comme au Canada montre encore quelques limites à l'instauration d'une économie adéquate aux grands principes de développement durable. En raison de son a priori et de sa prudence, le Canada par exemple, constitue un exemple typique de la façon dont les pays industrialisés appréhendent encore le développement durable. Ils ont vraiment peur de faire le saut dans l'inconnu. Or, on peut dire qu'une économie aussi bien performante qu'« environnementale » était bel et bien atteignable.

Ainsi, tout système économique tel qu'il se présente partout dans le monde ne peut aborder un réel développement économique sans appréhender les principes de responsabilité, de justice et d'éducation qu'une communication normative essaiera de promouvoir, mais que nous voudrions plutôt observer et analyser au cœur de la controverse ABE.

⁵¹⁰Développement durable peut rimer avec rentabilité. Consulté le 14 Avril 2015 Récupéré de http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Developpement-durable-peut-rimer-avec-rentabilite-_NG_-2007-07-15-524322 Développement durable peut rimer avec rentabilité. Consulté le 14 Avril 2015.

Enfin, d'autres penseurs soulignent encore les menaces potentielles que les idées au fondement du développement durable peuvent représenter pour les libertés individuelles. Le philosophe Luc Ferry voit par exemple dans les idées de Hans Jonas des idées potentiellement totalitaires et souligne les risques du développement durable à cet égard⁵¹¹. Cette crainte est également partagée par nombre de libéraux : « L'environnement peut être le prétexte à une nouvelle augmentation du pouvoir et à des dérives dangereuses de la part des personnes les plus assoiffées de puissance. Même les personnes les mieux intentionnées ne sauraient très probablement pas gérer les pouvoirs immenses dont certains écologistes voudraient voir dotés les gardiens de l'écologiquement correct. »⁵¹²

5.4 Communication pour le développement

L'expression « communication pour le développement » proprement dit, selon le Clearinghouse for Development Communication, aurait d'abord été employée aux Philippines dans les années 1970 par le professeur Nora Quebral pour qualifier les procédés de transmission et de communication des nouvelles connaissances dans le domaine de l'environnement rural. Selon lui, « le champ a ensuite été étendu à tous ceux qui cherchaient à améliorer les conditions de vie des plus démunis »⁵¹³. À la même époque, Erskine Childer a ardemment défendu le concept de « développement support communication » (communication d'appui au développement) au PNUD, en insistant sur l'importance d'avoir une composante communication dans chaque projet de

⁵¹¹ <http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/> consulté le 22 Avril 2012.

⁵¹² Ferry Luc cité par Gattini Pierre in Salernes en Haut-Var, Durabilité – Culture – Intégration, Bulletin N° 14 du 05 octobre 2012. Compte-rendu de la réunion statutaire.

⁵¹³ <http://moristamb.blogspot.ca/> Erskine Childer consulté le 10 Octobre 2013 Erskine Childer

développement. Luis Ramiro Beltran, quant à lui, exposera lors d'une conférence sur les 50 ans de la Communication sur le développement, sa vision d'une communication intégrée en vue du développement. Les propos de Noël Dossou-Yovo se rapprocheront de ceux de Luis Ramiro lorsqu'il affirme que:

L'approche intégrée des politiques et de la planification de la communication embrasse un champ plus large que les approches axées sur la technologie ou sur les institutions. La nécessité d'un cadre conceptuel intégré apparaît dès lors que l'on admet qu'un système de communication, considéré dans ses relations avec les processus de développement, est un système social relativement complexe, déterminé par des activités menées dans le cadre de la réalité sociale interne, mais aussi externe à la communauté et à la société dans lesquelles ce système fonctionne⁵¹⁴.

Les cinquante dernières années ont largement démontré l'importance de la communication dans le domaine du développement. Dans ce contexte, deux tendances principales se sont développées successivement : la première favorise des actions à porter très vastes et repose sur les médias, tandis que la seconde favorise la communication à la base, où l'on retrouve plutôt des projets à l'échelle communautaire, qui exploitent principalement les médias légers (vidéo, affiches, diapositives, etc.). Cette dernière tendance veut inscrire les succès des projets dans la continuité et la durabilité.

Selon Guy Bessette, « ces tendances, qui coexistent encore aujourd'hui à divers niveaux dans le domaine de la communication pour le développement, sont liées à

⁵¹⁴. Les approches de développement centrées sur les gens mises en œuvre à la FAO récupéré de <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001343/134365fo.pdf> Page 22 consulté le 19 Juin 2012.

l'évolution des modèles de développement et de communication qui ont marqué les efforts de développement jusqu'à aujourd'hui »⁵¹⁵.

Il faut préciser que la communication pour le développement n'est pas un domaine homogène, mais plutôt un champ d'études vaste où plusieurs approches, idéologies et écoles de pensées se côtoient. La communication participative, les médias communautaires, l'éducation des adultes, l'information, l'éducation des peuples, la communication (IEC), la plaidoirie, les activités de vulgarisation, la promotion des projets de développement à travers les ONG, les programmes d'éducation divertissement et de marketing social sont les principales approches qu'on rencontre sur le terrain de la communication pour le développement.

Le concept de communication pour le développement que nous considérons ici est celui-là même qui est né dans le contexte de la contribution apportée par les médias et les communications au développement dans les pays du tiers-monde. Ces théories ont pour la plupart du temps insisté sur le droit à la communication et à l'information. Dans les années 50 et 60, plusieurs organismes de développement international tels que l'UNESCO, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'UNICEF ont subventionné de nombreux projets exploitant les médias à des fins de communication, d'information ou d'éducation, en vue de faciliter le développement. Ils ont ensuite fait la promotion de la communication pour faciliter l'implantation de projets de développement.

⁵¹⁵ « La communication pour le développement en Afrique de l'ouest et du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche » récupéré de <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/19387/1/104466.pdf> consulté le 30 mars 2011.

Toutefois, il faut préciser qu'à présent, dans le cas de la communication pour le développement durable, il semble que les populations présentes sur le terrain⁵¹⁶ veulent elles-mêmes choisir les voies à prendre pour le développement de leur pays sans pour autant rejeter les apports extérieurs⁵¹⁷ de tout genre. Qu'est-ce donc la communication pour le développement durable? Avant d'aborder cette partie, il serait bien de se pencher d'abord sur le Développement durable sous l'angle purement théorique.

5.4.1 Comment définir la communication pour le développement durable ?

La communication pour le développement durable dans ce cadre théorique, peut être définie comme « une discipline qui, à partir des théories de développement et celles de la communication consiste à élaborer et à appliquer des stratégies et des concepts de communication dans le cadre d'un processus de développement. » Selon Lafrance,⁵¹⁸ elle est souvent associée à la communication pour le changement de comportement.

La communication pour le développement durable sans être instrumentalisée pourrait être structurée. Cette vision de communication structurée se rapproche de celle de Lasswell, que plusieurs considèrent comme l'un des pionniers de la communication moderne. En définissant le principe fondamental de 5 questions : Qui dit Quoi, à Qui, par Quel canal, et avec Quel effet, Lasswell entrevoyait largement la porte à la communication comme un processus d'influence et de persuasion. Toutefois, nous

⁵¹⁶ Il s'agit des membres de la communauté locale.

⁵¹⁷ Venant également de l'Occident

⁵¹⁸ Jean-Paul LAFRANCE, Anne-Marie LAULAN et Carmen RICO DE SOTELO (dir.), Place et rôle de la communication dans le développement international. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006

reconnaissons que « Lasswell néglige la notion de rétroaction (feedback) tout comme les aspects psychologiques et sociologiques d'une relation. Dans ce modèle, le récepteur reste passif et n'a pas un rôle primordial, à l'inverse du Modèle d'Aristote. On peut critiquer le Modèle de Lasswell en disant qu'il s'apparente davantage à un modèle de propagande que de communication globale »⁵¹⁹. Pour nous, la communication devrait par exemple permettre de répondre à des questions comme :

- Pour atteindre quoi?

Elle définit les objectifs généraux et les enjeux au cœur du développement durable. Préciser les objectifs à atteindre de même que le résultat final attendu constitue le point d'ancrage de la communication au cœur du développement durable.

- Quoi?

Il s'agit de produire ensuite et de composer les contenus à transmettre. S'il est vrai que la communication pour le développement durable impose une certaine concertation générale des visions et une association des forces vives de la nation, il est aussi vrai qu'elle doit tenir compte de certains contenus venus d'ailleurs et surtout issus de recherches empiriques et scientifiques. Il s'agit donc de transmettre :

- des connaissances issues de la recherche. (Résultats de recherche et résultat d'évaluation).
- des connaissances issues des savoirs tacites de tout un chacun. Par exemple, savoir d'intervention et savoir de gestion.
- des connaissances issues des données analysées (données administratives, sur l'État de santé et du bien-être de l'environnement et des populations).

- Pour qui?

⁵¹⁹ « Les modèles de communication » Récupéré de <http://olivier-moch.over-blog.net/article-les-modeles-de-communication-72295675.html> consulté le 25 Mai 2015

Il s'agit de définir les publics cibles à rejoindre.

- Responsables de politiques publiques
- Décideurs et gestionnaires du réseau des Zemidjan, de la santé et des services sociaux et environnementaux.
- Praticiens et intervenants de divers ordres.
- Professionnels de l'ABE, de la santé publique aux différents paliers
- Partenaires des autres secteurs d'activités
- Milieu communautaire
- Médias
- Grand public

- Avec qui?

Il s'agit de définir les acteurs avec qui travailler.

Il serait important de voir comment en faire un outil d'analyse et un véhicule d'idées neuves et innovantes. C'est dans ce sens que la communication pour le DD sera considérée comme un mode de construction et d'inspiration collective. Ce type de communication pour le changement social ou pour la construction sociale nous permet de poser la question : avec qui agir? Il s'agit de voir les acteurs à impliquer.

Les acteurs à impliquer font référence aux personnes, groupes, organisations et réseaux qui peuvent aider à rejoindre les publics cibles. On peut vouloir les associer à la démarche en raison de leur crédibilité auprès du public cible, de leur intérêt à participer aux travaux de recherche ou encore de leur connaissance des publics cibles. Ils peuvent être des personnes représentatives des publics cibles (gestionnaires, décideurs, intervenants...), des partenaires du projet de recherche ou encore des représentants d'instances clés (ex. ordres professionnels, groupes de réflexion/d'influence, etc.). Ils peuvent également être des professionnels de soutien à impliquer dans la mise en œuvre de la démarche de la technologie de la communauté (courtiers, spécialistes du TC,

équipe des communications).

De par la nature interdisciplinaire du champ de la communication pour le développement durable et des sciences humaines et sociales, ces acteurs peuvent provenir: du milieu académique (les universités et les autres organisations de recherche); du milieu gouvernemental (Ministère de la Santé et des Services Sociaux MSSS et du Ministère de l'Environnement), les autres ministères ou encore des organismes consultatifs); du réseau de la santé et des services sociaux (les Centres de Santé et des Services Sociaux [CSSS], les agences de santé et de l'ABE, les tables de concertation); des autres secteurs d'activités; des médias ou bien du grand public.

Le processus de communication pour le développement durable n'oblige pas les communicateurs à se confiner à un seul rôle. Ils peuvent prendre part, tour à tour, dans la production, l'échange et l'utilisation des connaissances.

- Comment? Il s'agit de définir à présent les stratégies.

En effet, selon Zarinpoush, F., S. Von Sycowski, et al. (2007), « il n'existe pas de CDD éprouvée qui puisse convenir dans toutes les situations. Les stratégies plus linéaires (moins interactives) ont l'avantage de rejoindre un public très large (grande étendue de rayonnement), mais sont reconnues comme insuffisantes pour susciter l'utilisation concrète des connaissances dans la pratique »⁵²⁰. Ainsi, les stratégies interactives sont plus susceptibles de favoriser l'utilisation des connaissances par les publics cibles, mais ne rejoignent qu'un certain nombre de personnes à la fois (intensité élevée d'interaction) et impliquent un plus grand investissement de temps et d'argent. C'est ce qu'illustre le schéma des « pyramides inversées ». Dans tous les cas, un minimum d'interaction avec les publics cibles est recommandé puisque le développement de liens

⁵²⁰ Direction de la recherche, formation et développement (Octobre 2009) Institut National de Santé Publique du Québec : Animer un processus de transfert des connaissances Bilan des connaissances et outil d'Animation récupéré de http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1012_AnimerTransfertConn_Bilan.pdf consulté le 31 Juillet 2013.

de collaboration plus étroits entre les publics cibles et les producteurs des connaissances favorise la prise en compte des besoins des publics tôt dans le processus. Dans quel contexte?

Selon des études⁵²¹ en communication pour le développement durable, quatre types de facteurs sont favorables ou défavorables aux changements de comportements et donc au développement durable. Ces facteurs sont souvent :

- Liés aux connaissances transférées
 - Liés aux acteurs impliqués
 - Liés aux caractéristiques de l'organisation
 - Liés au contexte sociopolitique.
- Est-ce que cela fonctionne?

Il s'agit d'évaluer au fur et à mesure le processus de communication ou d'implanter de nouvelles technologies. Dans ce cas, il faut évaluer les effets en rapport au processus défini dès le départ. Toutefois, étant donné les ressources considérables et les efforts importants pouvant être investis dans la planification et la réalisation de ce processus, il apparaît également essentiel de vérifier si ces investissements portent des fruits. Les retombées du transfert des connaissances peuvent se produire sur le(s) plan(s) scientifique, professionnel, organisationnel, et sociopolitique.

En effet, l'évaluation des retombées de ce processus de communication comme transfert de savoir présente des défis méthodologiques importants. Car selon un rapport

⁵²¹ Études réalisées entre autres par Noel Dossou Yovo et Albert Tévoédjrè au Bénin.

de l'Institut National de Santé Publique du Québec « l'utilisation des connaissances est un processus en évolution constante et s'échelonnant sur une période plus ou moins longue. Conséquemment, les retombées qui en découlent peuvent être variées, survenir à différents moments, et parfois même, se produire de manière inattendue »⁵²².

Que retenir alors de ce modèle de communication pour le changement social ou mieux pour la construction d'un savoir collectif sur le DD?

Il nous apparaît de plus en clair que le CDD est foncièrement une communication pour le changement de comportement, mais aussi pour un changement social, de société.

Non seulement ce type de communication est « une tendance de la communication pour le développement qui se caractérise par la diffusion d'informations dans le but de modifier le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes. » Comme le dit Lafrance⁵²³; mais aussi elle se présente comme un modèle d'intégration de message sur le développement durable.

⁵²²Direction de la recherche, formation et développement (Octobre 2009) Institut National de Santé Publique du Québec : Animer un processus de transfert des connaissances Bilan des connaissances et outil d'animation récupéré de http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1012_AnimerTransfertConn_Bilan.pdf consulté le 31 Juillet 2013.

⁵²³ De Lafrance J-P. Cité dans : Jean-Paul Lafrance, Carmen Rico, Anne-Marie Thibault-Laulan (2006) Place et rôle de la communication dans le développement international PUQ. - 168 pages; 2006 :26

L'équipe de consultants experts en communication, en SSR⁵²⁴ et en MGF⁵²⁵ dans un rapport intitulé (SSR)⁵²⁶ affirme dans le : « Module IX: « La communication pour le changement social⁵²⁷ » que :

La communication pour le changement de comportement est un processus interactif et participatif, à double voie. Elle permet d'échanger des informations, des idées, des connaissances, des opinions et des décisions et de favoriser des changements durables de comportements ou l'adoption de comportements nouveaux en vue d'améliorer une situation donnée. Ce concept a vu le jour ces dernières décennies où les acteurs de développement ont senti la nécessité d'assurer une plus grande participation des communautés. Elle permet d'atteindre les communautés à travers la création de messages ciblés et en exploitant de multiples canaux de communication et diverses approches⁵²⁸.

Toujours selon ce rapport, la communication pour le changement de comportement (CCC) encouragerait les comportements bénéfiques et chercherait à induire des changements de comportements durables au niveau de l'individu, de la communauté ou de la société.

⁵²⁴ Santé Sexuelle et de la Reproduction

⁵²⁵ Mutilations Génitales Féminines

⁵²⁶ Récupéré de https://docs.google.com/viewer?A=v&q=cache:85v9jcqkkvaj:german-practice-collection.org/en/download-centre/doc_download/768+La+communication+pour+le+changement+de+comportement&hl=fr&gl=fr&pid=bl&srcid=adgeesgclbgfp6xc5otl6g0krnnwaxrbksajsobpap8e7q3kikn3imiv3luid5extcomqkberr3h8se4njraux6icj66odjj8glbcq5xqb0cycbincez_cpfewvx1ywekfqobv80map&sig=ahietbsjkgyti61j4jpdppo_udim0l7xow consulté le 08 Mai 2012.

⁵²⁷ Prosad Juillet 06 3e édition

⁵²⁸ Module XI : La communication pour le changement de comportement. Réalisé par le Programme Santé Sexuelle, Droits Humains (PROSAD), un programme germano-burkinabé, appuyé par la GTZ, en collaboration avec la kfw et le DED, sur ordre du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ).

Ainsi, la CCC permet selon Jolie Bolowa⁵²⁹ :

- Une amélioration des connaissances,
- Une stimulation du dialogue au sein des communautés,
- Une promotion des changements d'attitude indispensables,
- Une diminution de la stigmatisation et de la discrimination,
- Une stimulation de la demande d'informations et de services,
- Une sensibilisation des pouvoirs publics à la nécessité de politiques et de réglementations adaptées,
- Une promotion des services de prévention, de soins et d'assistance⁵³⁰.

Ainsi le concept de communication pour le développement permettrait de discuter de :

- Communication et développement
- Communication et changement social
- Communication pour le changement de comportement.

⁵²⁹ Université catholique du Congo - Licence en journalisme information et communication 2010.

⁵³⁰ Jolie Bolowa Vulgarisation du genre à travers le processus de la décentralisation enjeux et perspectives d'une communication de changement de comportement en RDC. Récupéré de http://www.memoireonline.com/03/11/4281/m_Vulgarisation-du-genre--travers-le-processus-de-la-decentralisation-enjeux-et-perspectives-dun21.html Consulté le 10 Septembre 2012.

Progressivement la CDD se précise au travers des études sur les objectifs du millénaire pour développement, mais aussi à travers certaines prises de positions. Nous pouvons également déceler une démarche spécifique au cœur de cette communication.

5.4.2 La démarche stratégique en communication pour le développement

Plusieurs écrivains béninois comme Moukaïla Amadou⁵³¹ proposent quelques étapes en vue de la démarche stratégique de la communication en développement durable :

L'analyse détaillée de la situation et son diagnostic

- La détermination du problème à résoudre par la communication.
- La définition des objectifs et des cibles de communication.
- L'élaboration des messages à faire passer.
- Le choix des moyens de communication les plus pertinents.
- La mise en œuvre des moyens de communication selon un calendrier précis.

Les travaux de Jacques Diouf⁵³² permettent aussi de tenir compte des dimensions humaines de la communication pour le développement durable. Pour lui, c'est

⁵³¹ «La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savè». Mémoire de Maitrise à Université d'Abomey-Calavi, UAC, Bénin INJEPS, Département des Sciences et Techniques de l'Action Sociale et Culturelle - Master en Développement Communautaire 2008 Dans la catégorie: Communication et Journalisme

⁵³²« La communication pour un développement à dimension humaine » Rapport publié en 2000, Archives de documentation de la FAO récupéré de <http://www.fao.org/docrep/t1815f/t1815f01.htm>, consulté en ligne le 13 Mars 2012.

important de faire des analyses détaillées de chaque situation. Avec des exemples concrets il arrive à démontrer l'importance de la communication dans la résolution de crises, mais aussi, et surtout dans l'atteinte des objectifs de développement durable. Comment faire l'analyse détaillée des situations?

5.4.3 Analyse détaillée de la situation et son diagnostic

L'analyse approfondie de la situation est indispensable pour en faire ressortir les forces, faiblesses, opportunités et menaces. Il est convenable aussi de répondre aux questions suivantes:

- Qui sont les personnes concernées par l'objet d'étude?
- Quel est l'état de la communication par le passé?
- Quels sont les obstacles à lever pour que le message des personnes concernées par l'objet d'étude puisse atteindre la cible?

L'analyse détaillée de la situation est souvent suivie de ce qu'on peut appeler le choix des positionnements. Qu'en est-il réellement du choix d'un positionnement?

- Le choix de positionnement

Il s'agit de procéder à un choix sélectif des éléments à prendre en compte pour mieux toucher les cibles. Le bon positionnement doit être crédible, distinctif par rapport à la concurrence ; attractif, il doit avoir une bonne résonance dans l'esprit du public, répondre à sa sensibilité et à ses attentes. Et que dire alors des choix d'objectifs?

Les grands types d'objectifs en communication sont :

- L'information
- L'image : modifier les attitudes et les opinions vis-à-vis d'une politique ou cause sociale.
- Le comportement : inciter à un changement de comportement, une adhésion.
- Analyser le message et le discours de tous les acteurs afin d'y déceler ce qui relève, selon eux, de développement durable et en quoi ces éléments semblent identiques et spécifiques au Bénin.

Ainsi, il serait convenable d'identifier précisément les éléments à prendre en compte pour établir une stratégie de communication adéquate.

5.4.4 Les éléments à prendre en compte pour établir sa stratégie de communication

Quelles que soient les formes de communications choisies par une institution, elles doivent s'inscrire, pour être efficaces, dans une stratégie. C'est pourquoi toute institution concernée doit établir une stratégie de communication, qui lui permettra de respecter la cohérence entre ses différents messages. La stratégie de communication a pour objet de déterminer les plans d'action que l'institution devra mettre en œuvre pour s'assurer un avantage concurrentiel sur une longue période. Est-ce le cas des responsables de l'initiative ABE?

Une stratégie de communication est donc un ensemble de réflexions, de choix et de décisions visant à définir :

- Les objectifs d'un investissement en communication ;

- Le budget permettant cet investissement ;
- Les canaux devant drainer les messages communicants selon les cibles à toucher ;
- La répartition dans le temps de l'effort de communication par message et par canal.

Elle se construit autour de l'analyse de différents éléments :

- L'analyse de la situation : le marché, la concurrence, les partenaires, les innovations,
- Les axes de la communication possibles
- L'analyse du positionnement actuel de l'identité et de l'image de la communauté.
- Les moyens de communication disponibles (supports et outils) pour transmettre le message »⁵³³.

Pour élaborer le processus de communication pour le DD, il serait important de respecter trois grandes étapes :

- La phase d'analyse,
- La phase de réflexion,
- La phase d'action.

⁵³³ Les stratégies de communication d'entreprise, récupéré de <http://www.creg.ac-versailles.fr/spip.php?article425> consulté le 10 Mars 2009

On peut également, dans ce cadre se référer aux études de Belbin⁵³⁴. En effet, à chacune de ces étapes, une stratégie précise s'impose pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Les pays concernés peuvent développer ces types de communication dans un document qui sera rendu officiel et disponible pour tous les acteurs. En plus ce document pourrait viser à donner des lignes directrices aux différentes parties prenantes pour les aider à définir conjointement une stratégie de communication harmonieuse et à développer ainsi l'échange d'informations sur les questions relatives à l'éducation au service du développement durable. Toutefois, notre objectif n'est pas de définir une stratégie commune, mais plutôt de nous situer dans une perspective de communication pour le développement durable.

5.5 Communication pour le développement durable

La définition de la communication pour le développement durable varie donc selon les approches méthodologiques ou théoriques. Toutefois, au-delà des divergences idéologiques et des différentes approches, les leçons tirées de l'expérimentation dans ce domaine ont démontré l'importance de mettre l'accent sur les procédés interactifs et participatifs plutôt que sur la production et la diffusion de l'information coupée des processus communautaires. D'où notre recadrage théorique en vue d'une communication analytique quand bien même les acteurs principaux de l'ABE se servent de la communication comme instrument de promotion et de diffusion au lieu de s'en servir pour aller chercher des éléments pertinents de développement durable. Mais ceci n'est pas toujours évident. C'est d'ailleurs l'avis de John Monyo. Selon ce sous-directeur général pour le développement durable à la FAO, « la communication

⁵³⁴http://ingenieur.overblog.org/pages/_Les_diff%C3%A9rentes_%C3%A9tapes_de_r%C3%A9alisation_dun_projet_La_d%C3%A9finition_du_Besoin-2201303.html Consulté le 08 Mai 2012.

pour le développement est au cœur d'un défi majeur – il faudrait associer les populations pauvres aux processus de prises de décisions qui influent sur leurs vies. Quand elle atteint ses objectifs, la communication pour le développement est un outil puissant qui contribue à la réduction de la pauvreté et de la faim tout en encourageant des processus démocratiques et des changements sociaux dans de nombreux pays, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural ».⁵³⁵ Ainsi comme le disent Jérôme Ballet, Jean-Luc Dubois et François-Régis Mathieu « la lutte contre la pauvreté s'inscrit aussi dans la durabilité et donc dans tout processus de développement durable »⁵³⁶.

Par ailleurs, Stéphane Boulc'h⁵³⁷ avance que « le besoin d'organiser et de systématiser va inciter les communicateurs pour le développement durable à s'inspirer des techniques du marketing commercial. On part de l'idée qu'à l'exemple de ce qui se ferait pour la campagne de promotion d'un produit de consommation quelconque, il est possible d'identifier un besoin socio-économique et d'aider ensuite les individus à satisfaire leur propre profit à l'aide d'une opération de communication adéquate »⁵³⁸.

Depuis lors, la communication pour le développement durable intègre des techniques de marketing telles que :

⁵³⁵ http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-url_id=17116&url_do=do_topic&url_section=201.html

⁵³⁶ Ballet Jérôme, Dubois Jean-Luc et François-Régis Mathieu. (2004) Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable A la recherche du développement socialement durable: concepts fondamentaux et principes de base. Récupéré de <http://developpementdurable.revues.org/1165> consulté le 10 Février 2013.

⁵³⁷ Boulc'h Stéphane (COTA) en collaboration avec l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO)

⁵³⁸ Plaidoyer pour l'appui des radios locales de service aux communautés en Afrique de l'Ouest. Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds. Hors-Série n°8 | Décembre 2008 récupéré de http://www.cota.be/?wpfb_dl=53 . Consulté le 17 Avril 2011.

- « La segmentation du public : les différences de croyances, attitudes et comportements, de sexe, d'éducation, de statut social, ce qui appelle des objectifs de développement spécifiques et des approches de communication différentes.
- Le test préalable : avant la diffusion d'un message, celui-ci doit être testé auprès d'un échantillon représentatif du public visé »⁵³⁹.

De plus, en 1997, les Nations Unies ont adopté une définition formelle de la communication pour le développement durable qui apparaît à l'article 6 de la Résolution 51/172 de l'Assemblée générale où celle-ci insiste sur la nécessité de soutenir :

Les systèmes de communication réciproque, qui facilitent le dialogue et permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement⁵⁴⁰.

Depuis, d'autres définitions de la communication pour le développement durable ont été proposées et celles-ci reflètent une prise de conscience croissante du rôle de la communication pour le développement dans les processus de développement. En 2006, le Consensus de Rome du Congrès mondial sur la communication pour le développement ⁵⁴¹a défini la communication pour le développement comme :

⁵³⁹ Stéphane Radios : communautaires en Afrique de l'Ouest : Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds récupéré de <http://www.cota.be/download/hors-série/HS5.pdf>Boulc'h Consulté le 16 Aout 2009.

⁵⁴⁰ Open Element. Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 51/172 récupéré de [http://daccess-dds-ny.un.org/doc/undoc/gen/n97/765/67/pdf/n9776567 .pdf?](http://daccess-dds-ny.un.org/doc/undoc/gen/n97/765/67/pdf/n9776567.pdf?) Consulté le 2 Mai 2015.

⁵⁴¹ World Congress on Communication for Development: Lessons, Challenges and the Way Forward, Banque mondiale, Washington DC, 2007.

[...] un processus social basé sur le dialogue et faisant appel à une gamme étendue d'outils et de méthodes. Elle vise aussi à susciter le changement à différents niveaux, notamment par l'écoute, le développement de la confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'élaboration de politiques, la discussion et l'apprentissage en vue de changements significatifs et durables. Elle se distingue complètement des relations publiques et de la communication des entreprises.

L'utilisation de la terminologie « communication pour le développement » est souvent un sujet de débat et pour cette raison le cadre de travail de cette thèse est guidé par l'article 6 de la résolution 51/172 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui

Souligne la nécessité de soutenir les systèmes et voies de communication qui permettent le dialogue et permettent aux communautés de s'exprimer, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions qui concernent leur développement.⁵⁴²

Une quarantaine de représentants de seize institutions des Nations Unies, de la Banque Mondiale, de l'OCDE/CAD ainsi que des experts en communication ont participé en février 2007 à Addis Abeba à la 10^{ème} table ronde inter institution des Nations Unies sur la communication au service du développement organisé par l'UNESCO. La table ronde avait pour thème : « Vers une approche commune du système des Nations Unies pour mettre la communication pour le développement au service de la réalisation des OMD ». Les participants ont convenu que les engagements prévus dans les huit (8) OMD nécessitaient la mise en place de processus et de systèmes de communication favorisant le dialogue et permettant aux communautés de s'exprimer, de faire entendre

⁵⁴²http://www.unicef.org/cbsc/files/inter-agency_c4d_book_french_2011.pdf consulté le 08 Mai 2012.

leurs aspirations et leurs problèmes, et de participer aux décisions concernant leur développement.⁵⁴³ Les mêmes participants constatent que la communication pour le développement durable n'est pas assez intégrée aux stratégies de développement. L'appropriation, la participation et le dialogue sont alors définis comme des objectifs de plus en plus mis en avant, mais aucune stratégie concrète n'est préconisée.

En abordant ce concept nous nous référons à ces études sur la communication pour le développement durable qui s'inscrivent dans le domaine de la communication sociale. Dans ce cadre de référence, il ne s'agit pas de faire une typologie des différentes théories de la communication pour le développement durable qui existent, mais de mettre l'accent sur celles qui ont un rapport direct avec l'objet d'étude notamment la communication pour le développement durable dans un pays en voie de développement durable comme le Bénin.

Pour le PNUD, la communication pour le développement durable vise à offrir une voix aux groupes marginalisés pour qu'ils communiquent leurs points de vue, elle constitue un espace au dialogue public, un canal à communiquer des renseignements aux personnes les plus touchées, et de feed-back de leurs perspectives. Ainsi, une campagne sur les OMD efficace est basée sur une compréhension des flux de communication qui affectent la vie de ceux et celles qui sont marginalisés dans un contexte spécifique. Cette compréhension impose qu'on prenne en charge leurs points de vue sur les éléments de durabilité par exemple.

C'est pourquoi nous considérons que des audits de communication devraient être réalisés afin d'évaluer les informations nécessaires reçues par les groupes marginalisés, les mécanismes par lesquels leurs voix puissent être entendues, et leur source la plus accessible à l'information au niveau local, national et international.

⁵⁴³http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.phpurl_id=24131&url_do=do_topi&url_section=201.html consulté le 6 Juin 2013

Les risques politiques dans le traitement de la communication doivent être soigneusement analysés. Dans les situations de conflit ou de post-conflit, par exemple, à la fois des obstacles d'infrastructures et politiques ne peuvent pas porter atteinte à la communication pour le développement durable. Même en temps de guerre, elles existent pour protéger l'environnement et les êtres humains les plus fragiles. Dans ce cadre doit-on prendre prétexte de la survie du métier de Zemidjan pour autoriser leur métier en sachant que leurs activités sont dangereuses pour la santé publique?

Pour la CDD, nous considérons que la présence des médias, même dans les cas où il y a une libéralisation de la presse, n'est pas suffisante s'ils ne sont pas engagés et capables d'atteindre et de refléter les aspirations de tous les citoyens.

La principale fonction de la réalisation des OMD dans ce contexte est de traduire le programme national de développement et notamment le Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSCR) dans les messages que les populations peuvent recevoir, comprendre, générer des informations pertinentes, localisées et encourager leur participation.

Dans un sens plus précis, Paola Pagliani (2007: 14), l'UNESCO et le PNUD soutiennent que:

[L'] omission de la communication pour le développement dans le Rapport général 2005 du Projet du Millénaire, conçu comme un guide pratique pour la réalisation des OMD, est révélatrice. D'autres documents majeurs de politique, normes et standards reflètent également le manque de reconnaissance et de priorité. Par conséquent, les gouvernements et les organismes de développement n'ont pas été en mesure d'exploiter la valeur ajoutée de la communication, et le potentiel des médias et d'autres formes de communication pour aider à apporter le changement social, demeurent largement inexploités et sous-utilisés⁵⁴⁴.

⁵⁴⁴ Traduction faite de l'Anglais en Français par Elsie Assogba.

Toutes ces considérations justifient notre intérêt de porter cette recherche sur l'analyse des communications entourant la controverse ABE en vue d'atteindre un développement durable au Bénin à travers l'initiative ABE et en partant de l'Étude des OMD et plus particulièrement de l'objectif numéro 7 qui concerne l'environnement.

Que dire des débats sur la CDD ?

Il serait également pertinent que nous rappelions à ce niveau que ce cadre théorique s'inspire également des travaux de Demont-Lugol et al (1996 : 13-20) dont les approches sur la Communication pour le Développement Durable sont pertinentes pour notre étude dans le sens où il traite de la communication comme un outil de partage d'informations, de connaissance et de savoir individuel et collectif. Elle présente aussi les enjeux de la communication et de la communication pour le développement durable.

5.6 Les enjeux de la communication

5.6.1 Qu'est-ce qu'un enjeu?

Les définitions du mot enjeu sont multiples. Mais on peut retenir que c'est la formulation d'une problématique à laquelle veut répondre l'action ou la conduite de l'action. C'est en effet, ce qui est « en jeu ». C'est également ce que l'on peut gagner ou perdre dans une action. Dans ce cas, l'enjeu est la survie d'un métier et d'une culture dans le cadre d'une stratégie de développement durable. Mais c'est aussi considérer ce qui est important pour les autres dans leur vision du développement durable. C'est

finalement de savoir si oui ou non cette initiative ABE conduit au développement durable et l'importance qu'elle en a.

Ainsi le développement durable doit être participatif pour être durable (cultures, réalités et compétences locales prises en compte). Ce concept met l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux à long terme d'où la nécessité de faire participer la communauté locale. Ainsi la question environnementale est-elle incluse dans le concept du développement. Cette étape nous permet alors de présenter les autres enjeux du développement durable. On peut dire qu'il existe plusieurs enjeux au cœur de la CDD. Mais il y en a trois qui sont majeurs au cœur de concept.

5.6.1.1 L'enjeu social

Son objectif est de :

- Satisfaire les besoins actuels des populations (ex. logement, nourriture, santé...)
- Satisfaire au droit à la survie (ex. respect culturel – pêcheurs), mais aussi en respectant la vie des autres (ex. ne pas polluer de l'eau)
- Lutter contre la pauvreté, mais aussi travailler pour lutter contre l'exclusion et les inégalités.

Nous pouvons à la suite de la réalisation de ces enjeux sociaux nous poser la question de savoir si les droits humains sont des facteurs du développement. La réponse est oui. Car ils le sont lorsqu'on les considère et qu'on permet à chaque citoyen d'en bénéficier. Ces derniers en bénéficient dans la mesure où ils ont accès aux ressources, prises de

décision politique et qu'ils jouissent également de l'émergence des médias alternatifs et communautaires (ex. radios communautaires) pour renforcer également les capacités de leurs ressources communautaires.

5.6.1.2 L'enjeu économique

Ces objectifs sont :

- Produire et consommer de façon à ne pas compromettre les besoins de la génération future (produits respectant les principes écologiques).
- Mener à la conservation énergétique (ex. éteindre son ordinateur).
- Œuvrer pour le droit au profit, mais en respectant aussi les principes environnementaux (ex. commerce équitable).

5.6.1.3 L'enjeu environnemental

Enfin ses objectifs sont :

- Gérer et utiliser les ressources naturelles de façon équitable (ex. entreprises non/peu-polluantes)
- Maintenir l'équilibre écologique (zones blanches, forêts)

À ces trois enjeux sociaux, environnementaux et économiques s'ajoute un enjeu technologique et d'autres encore dont nous parlerons plus loin. Toutefois, ces trois

enjeux deviennent de plus en plus difficiles à coordonner vu la multiplication des intervenants et surtout la complexité parfois irrévocable de leur position. Il s'agit :

- Des différents gouvernements et de leurs politiques internes (entreprises locales et la recherche des marchés).
- Des organisations de la gouvernance globale qui veulent renforcer les « politiques universelles » comme Green Peace et les altermondialistes.
- Et enfin la société civile qui présente au niveau national et international leur préoccupation à l'égard des « biens publics ».

Ainsi,

Le développement est aujourd'hui plutôt conçu comme une mobilisation économique, sociale de toutes les potentialités d'un pays (ou d'une région, ou d'une communauté locale) autour d'un certain nombre d'objectifs d'amélioration des conditions et de la qualité de vie des populations⁵⁴⁵ Nous sommes convaincus que le principal défi que nous devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière. Cet effort doit produire des politiques et des mesures, à l'échelon mondial, qui correspondent aux besoins des pays en développement et des pays en transition et qui sont formulées et appliquées avec leur participation effective.⁵⁴⁶

⁵⁴⁵Favreau (2004, 14) récupéré de <http://www4.uqo.ca/ries2001/Democratie/Theories/TheoriesCentre.html> consulté le 9 Janvier 2015.

⁵⁴⁶ Résolution 55/2, adoptée par L'Assemblée Générale des Nations Unies en décembre 2000. Récupéré de <http://www.un.org/french/documents/ga/res/55/> consulté le 5 Janvier 2015.

Nous pouvons retenir que, le succès d'une communication environnementale repose sur deux facteurs :

- Porter le message au bon endroit, d'une part,
- Rechercher la cohérence par l'exemplarité, d'autre part.

Qu'elle serait alors le succès de la communication pour le développement durable au Bénin? L'étude de cette initiative controversée permettra-t-elle de développer des pistes indispensables aux capacités de formalisation, de modélisation, d'analyse et de calcul en vue d'une communication pour le développement durable au Bénin.

En dépit de la prise en compte des OMD dans les Objectifs Stratégiques de développement (OSD), certains freins au niveau de la communication ne favorisent pas l'accélération des progrès vers les OMD au Bénin. Cet état de choses nous amène à reconsidérer d'autres enjeux et à considérer la position de certains acteurs béninois. Ainsi, au-delà de ces enjeux universellement reconnus par les théoriciens du DD, nous reconnaissons dans le cadre qui nous concerne d'autres enjeux non moins importants au cœur de la controverse ABE. Ces enjeux sont au nombre de quatre.

5.6.1.4 Les enjeux informatifs

La communication est un acte d'information. Dans toute communication, il y a nécessairement transmission d'informations ou de message à travers un geste, un texte ou une action. Mais elle est plus qu'un simple échange d'informations. Il y a toujours une relation. Et dans cette relation, il y a l'écoute et une réflexion intégrative ou exclusive qui s'en suit.

5.6.1.5 Les enjeux relationnels

La communication fait partie de la relation humaine, c'est ce qui la concrétise. Elle se présente ici comme le mécanisme par lequel les relations humaines existent et se développent. Elle inclut les attitudes, les gestes, les mimiques, le ton de la voix, les mots et tous les moyens de communication⁵⁴⁷. Communiquer c'est donc, en partie, établir et spécifier la relation avec notre semblable. Ici, il s'agit de considérer les protagonistes de cette controverse surtout les Zemidjan et de les prendre comme des co-acteurs ou des co-responsables dans la recherche de solutions.

5.6.1.6 Les enjeux normatifs

Nous sommes ici d'accord avec Missone⁵⁴⁸ lorsqu'il affirme que « la communication est un acte d'élaboration de normes relationnelles. On ne peut pas communiquer sans respecter un système de règles »⁵⁴⁹. Avec Missone, nous faisons référence à des règles telles que les rituels de salutation, dire merci ou au revoir, etc. : « Communiquer c'est en partie, contribuer à la mise au point de règles de l'échange collectif »⁵⁵⁰.

Une stratégie de communication pour le DD est un ensemble de réflexions, de choix et de décisions visant à définir les objectifs d'un investissement en communication ; les

⁵⁴⁷ Écrits, téléphone, réseau Internet.

⁵⁴⁸ Université de Douala - Cameroun - Master 2 2010.

⁵⁴⁹ Missone : Enjeux et perspectives de la communication corporate dans les multinationales au Cameroun. Récupéré de <http://www.memoireonline.com/01/12/5093/Enjeux-et-perspectives-de-la-communication-corporate-dans-les-multinationales-au-Cameroun.html> Consulté le 23 Février 2013.

⁵⁵⁰ <http://www.abcdconseiller.qc.ca/default.aspx?ID=28> consulté le 2 Février 2013.

canaux devant drainer les messages communicants selon les cibles à toucher et surtout selon les messages à transmettre.

Au Bénin le concept des OMD⁵⁵¹ a été approprié par le gouvernement, car il est pris en compte dans les stratégies et politiques de développement. Cet aspect nous permet d'aborder les enjeux que nous pourrions appeler culturels ou identitaires. Le gouvernement du Bénin dans sa communication voudrait intégrer cette réalité des OMD à ses politiques nationales de développement.

5.6.1.7 Les enjeux identitaires ou culturels

La notion de développement a été perçue comme essentiellement économique. Mais tel que démontré dans ce travail, ce concept a évolué. Du développement tout court, on est passé plus d'un siècle après au développement durable. Un rapport du Programme des Nations Unies disait déjà en 1999 qu'il faut tenir compte des éléments immatériels comme la culture et les modes de vie. Au Bénin la vision qui s'est imposée est d'abord celle du minimum social commun. Selon les études d'Albert Tévoedjrè, ce MSC (Minimum Social Commun), s'explique par un certain nombre d'éléments: en plus de satisfaire aux besoins fondamentaux de sa population (se nourrir, se vêtir, se loger, s'éduquer et se protéger), tout gouvernement qui voudrait aborder le DD devrait satisfaire non seulement à ces besoins, mais aussi à d'autres obligations indispensables à sa population. Ces enjeux qui sont des objectifs se présentent comme suit :

Le capital permanent : il peut être économique, intellectuel ou immatériel.

⁵⁵¹ Qui est venu d'abord de penseurs des pays occidentaux.

Le travail : source de revenus, de fierté et d'épanouissement familial

L'énergie propre : c'est-à-dire renouvelable

L'éducation : au plan humain et intellectuel. Elle doit être offerte à tout individu à la limite gratuite et aussi longtemps qu'il le voudra.

Le partage source de croissance durable : car nul n'a le droit d'être heureux tout seul. Au lieu d'une vision de modernisation universelle ou de développement national, ce paradigme vise la participation et l'entraide des communautés dans le développement.

Les intellectuels béninois, comme Albert Tévoédjrè, pensent qu'à travers le partage il faudrait remettre en question le développement hiérarchique, et renforcer des stratégies communicationnelles axées sur le dialogue et l'inclusion. Il s'agit d'un type de développement participatif.

Pour le professeur Tévoédjrè, le développement durable d'un pays s'observe par la qualité de vie de sa classe moyenne. Si le Bénin veut s'engager dans un processus de développement humain, les ressources devraient être partagées de telle sorte que la classe moyenne ait la possibilité de satisfaire à ses besoins et de rencontrer un minimum social. Ces propos de Tévoédjrè sont renchérissés par Mario Pezzini⁵⁵² qui affirme que :

La « classe moyenne émergente » des pays en développement joue un rôle économique et social déterminant, puisqu'elle représente un moteur de croissance, surtout dans les pays les plus grands comme la Chine ou l'Inde, mais aussi en Afrique subsaharienne. Les classes moyennes ont toujours accumulé du capital, qu'il soit physique (usines, équipements ou logements) ou humain (éducation ou santé). En faisant de cette nouvelle catégorie de population à

⁵⁵² Pezzini Mario, Directeur, Centre de Développement de l'OCDE.

revenu intermédiaire une classe moyenne stable, on jettera des bases solides pour le progrès économique en stimulant la consommation et la demande intérieure.⁵⁵³

Ce développement participatif intègre aussi des idées des chercheurs latino-américains (Freire⁵⁵⁴, Pasquali), entre autres. Ainsi, le développement durable serait un développement renouvelable à l'infini, mais aussi contextuel. Dans ce cas, les nouvelles technologies jouent un rôle primordial. Elles permettent, en tant qu'être humain de changer réellement de manière de faire. Mais concerne également les non humains. Par exemple, les nouvelles inventions qui permettent d'utiliser des énergies renouvelables. Toutefois, la tentation est aussi grande que les pays du Sud se jettent sur cette nouvelle technologie présentée comme la solution miracle et qu'après quelques essais se retrouvent encore désavoués et fortement déçus

Dans le cas des motos à Quatre Temps qui sont proposées dans l'initiative ABE, on découvre que certes, les nouvelles motos sont moins énergivores et moins polluantes, mais toutefois, on découvre aussi que cette technologie est déjà d'une ancienne génération écologique... Dans ce cas, s'agit-il encore d'un développement durable?

La réponse est oui à condition que ce soit une planification intégrée des ressources humaines et naturelles des pays du Sud. Ce concept de planification intégrée s'oppose à une certaine culture où à un genre de capitalisme occidental qui propose aux pays du Sud un type d'avancement alors que ces capitalistes du Nord veulent souvent faire des territoires du Sud ou de leur population un réservoir d'entreposage de déchets toxiques. Plusieurs scandales d'enfouissement de déchets toxiques ont éclaté en Afrique.

C'est cette approche ou mentalité à la limite culturelle, mais poussée par un capitaliste avide de se débarrasser d'anciens produits à la limite toxiques et envoyés en Afrique -

⁵⁵³http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/3070/Une_classe_moyenne_E9mergente.html#sthash.117X024i.dpuf consulté le 15 Mars 2015.

⁵⁵⁴ Freire a beaucoup travaillé pour les opprimés, les analphabètes, les pauvres

que rejette le concept de développement durable. Dans la ligne du développement durable, il faudrait laisser les pays du Sud s'assurer de ce dont ils ont besoin en puisant dans leur propre ressource de tous ordres et en s'inspirant aussi de l'expérience des pays du Nord. Ceux-ci peuvent également les aider en leur accordant les ressources dont ils ont vraiment besoin et vice versa.

Maitre Adrien Hounbedji, affirmait qu' « il n'y a développement durable que d'Homme ». Hounbedji parle aussi de la classe moyenne, il déplore sa vulnérabilité au Bénin et reconnaît que :

Une telle vulnérabilité est d'autant plus préoccupante que, si les classes moyennes ont des revenus précaires et des emplois instables, on ne peut compter sur leur consommation pour tirer le développement national, et leur croissance ne constitue pas un signe de progrès social. Surtout, leurs préférences politiques peuvent tendre vers des courants populistes qui ne sont pas nécessairement propices à une bonne gestion économique⁵⁵⁵

Alors que pour le Professeur Béninois Albert Tévoédjrè, ancien médiateur de la république, il n'y a pas de développement durable sans un minimum social commun défini par les populations concernées. Et ce minimum social commun au Bénin semble être le capital; or la moto en constitue un.

Les populations de ce pays l'ont adoptée comme un mode de vie et la nouvelle moto amènera plusieurs mutations aussi bien culturelles, économiques et sociales.

Le Professeur Noël Dossou Yovo dans son livre « Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement! Dilemme d'un continent » apporte aussi son poids de notoriété aux

⁵⁵⁵http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/3070/Une_classe_moyenne__E9mergente.html#sthash.117X024i.dpuf consulté le 15 mars 2015.

réflexions basées sur le développement de l'Afrique après les cinquante années d'indépendance. Il parle d'une nécessité de développement planifiée et intégrée. La pertinence de ses propos est basée sur son expérience dans le domaine politique et diplomatique international. Pour lui, il faut repenser autrement le développement en Afrique ; il faudrait une superstructure du développement africain face au défi du totalitarisme de ses dirigeants, mais aussi face à l'avidité de l'esprit capitaliste et occidental. Dossou-Yovo fait un tour d'horizon des principaux problèmes de développement économique de l'Afrique dans le sillage de l'ouvrage de René Dumont. Selon lui, l'Afrique a refusé un certain développement et ne peut que s'en prendre à l'ensemble de ses dirigeants, mais elle doit aussi refuser un type de développement et prendre rendez-vous avec son destin à court moyen et à long terme. Et le développement durable devient alors un virage à court terme que l'Afrique ne saurait rater. C'est pourquoi il propose cette approche de planification intégrée du développement. Cette approche amènerait les Africains à refuser d'entrer dans une logique de marché dominé par la satisfaction immédiate de l'offre et la demande. Dossou Yovo préconise une gestion planifiée à long terme des besoins dans tous les domaines. Il amènerait les dirigeants à œuvrer avec courage pour ce qui est nécessaire et non pas toujours pour ce qui semble urgent. Ainsi, aucune nation ne pourrait se développer durablement lorsque les solutions à ses problèmes ou ses grandes actions à court, moyen ou à long terme sont toujours imposées du dehors ou sont toujours guidées par la résolution d'un problème conjoncturel, immédiat et qu'il faut régler en urgence.

Le modèle de développement chinois ou japonais serait préférable selon Dossou-Yovo qui préconise aussi une intégration sous régionale des économies et des actions. Pour lui, le développement ne serait pas durable en Afrique sans l'intégration et la prise en compte du capital humain et des espaces territoriaux des pays.

Les propos et la réflexion de Dossou Yovo, mais surtout ses interrogations sur le modèle de développement que propose l'occident ont amené l'abbé André Quenum⁵⁵⁶, ancien directeur de la Croix du Bénin à se poser une question de remise en cause du modèle occidental dans sa dernière chronique intitulé « Et si l'occident se trompait? »

Malgré un titre aussi provocateur et un peu généraliste, nous observons que ses réflexions peuvent nous situer dans ce cadre théorique. Quenum affirme que « pendant longtemps dans l'histoire de l'humanité, une civilisation pouvait atteindre son apogée, puis toucher à son déclin, par les mécanismes de la mondialisation, il est à craindre que le déclin des civilisations occidentales n'étouffe dans leurs germes les autres civilisations, capables de proposer des alternatives à l'humanité »⁵⁵⁷.

Pour André Quenum, la manière dont l'Occident, dans sa pluralité, prend les devants pour les questions concernant le genre, la famille et la santé de la reproduction est un exemple poignant.

Selon lui, l'occident a souvent fonctionné parfois même aux dépens de la liberté d'expression, de façon hégémonique et toute personne ou toute culture qui n'est pas en accord avec certains projets diffusés par les medias occidentaux pourrait être taxée d'homophobe ! Selon lui, « Il faut, sur le plan simplement du débat intellectuel, poser la question que voici : et si l'Occident se trompait? L'histoire autorise d'ailleurs une telle interrogation.

Et le père André Quenum de clarifier sa pensée en ses termes :

⁵⁵⁶ Né au Bénin le 30 novembre 1966, le Père Quenum André a été ordonné prêtre par le pape Jean-Paul II le 3 février 1993. Il a vécu 8 ans aux États-Unis, où il a suivi des études de journalisme (MA en journalisme (1999) et PhD en communication (2004) à l'Université de Duquesne à Pittsburgh) et y a enseigné le français. Depuis septembre 2004, il est directeur de publication de l'hebdomadaire La Croix du Bénin. Il a tiré sa révérence le Lundi 10 Novembre 2014.

⁵⁵⁷http://blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2014/11/la-derniere-chronique-du-pre-andr-quenum.html consulté le 25 Novembre 2015.

Pendant la révolution industrielle, qui pouvait mettre en doute ce modèle de production avec une extrême violence faite à la nature? Cette violence prométhéenne dans laquelle Prométhée lui-même ne se retrouverait pas, a été intellectuellement, culturellement, religieusement et politiquement théorisée, acceptée et vécue pendant des siècles. Elle a conduit à des victoires à n'en pas douter. Et pourtant, l'Occident s'est bel et bien trompé et a poussé la terre et ses ressources au bord du gouffre. Il commence seulement maintenant à reconnaître son erreur, d'où la promotion de la protection de l'environnement⁵⁵⁸.

L'abbé Quenum continuait dans sa dernière Chronique de dire qu' : « Il fut un temps aussi où, à travers tout l'Occident, dans l'ancien comme dans le Nouveau Monde, l'esclavage était démocratiquement, religieusement et culturellement accepté, défendu et promu. Et pourtant c'était une erreur. Et quelle erreur ! » Alors, nous pouvons légitimement nous poser la question avec André Quenum : et si aujourd'hui encore, pour les nouveaux modes définition de la communication pour le développement durable l'Occident se trompait encore en n'y intégrant pas toutes les visions?

Et à Daniel Ataigba d'ajouter : « toute civilisation conçue pour exploiter des êtres humains est erronée même si elle conquiert des victoires. L'Occident s'est trompé à plusieurs reprises dans l'histoire de l'humanité.⁵⁵⁹ Il n'a certainement pas fini de se tromper ».

Comme le critiquait déjà Jean de la Fontaine, « selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »⁵⁶⁰ et plus encore selon il semble encore que « la raison du plus fort est toujours la meilleure »⁵⁶¹. On peut

⁵⁵⁸ Quenum A. (2014) Éditoriale du journal La croix du Bénin du 07 Novembre 2014 : Et-si-loccident-se-trompait/ Récupéré de <http://www.lacroixdubenin.com/> consulté le 09 Novembre 2014.

⁵⁵⁹ Quenum A. (2014) Éditoriale du journal La croix du Bénin du 07 Novembre 2014 : Et-si-loccident-se-trompait/ Récupéré de <http://www.lacroixdubenin.com/> consulté le 09 Novembre 2014.

⁵⁶⁰ Jean de la Fontaine (1678) Les Fables > Livre VII > Les Animaux malades de la peste.

⁵⁶¹ Jean de la Fontaine (1668) Les Fables > Livre I > Le Loup et l'Agneau.

ajouter cette citation de Bernard Werber : « Ce n'est pas parce qu'ils sont nombreux à avoir tort qu'ils ont raison ». On ne gagne pas parce qu'on a raison et on ne perd pas toujours parce qu'on a tort. Le pauvre peut aussi avoir raison et avoir de bonnes visions sur le développement durable. Toutefois, il ne s'agit pas de se lamenter encore moins de nous associer à un courant de pensée marxiste ou anti occidentale. Pourquoi et comment ce sous-développement de l'Afrique et du Bénin en particulier? Notre approche dans ce cadre théorique se rapprocherait même des solutions apportées par Quenum : « évidemment, répondait-il, ce n'est pas aux Occidentaux qu'il faut poser la question. C'est aux intellectuels africains et de « la périphérie » du monde qu'il revient de labourer ses interrogations avec rigueur et profondeur ».

L'audace que les Africains auront à faire face à leur destin en interrogeant et en remettant en cause leur manière de vivre, est une occasion à saisir. L'appel du Pape Benoît XVI lors de son passage au Bénin en ce sens est plus que prophétique : que se lèvent donc les Africains, s'ils ont quelque chose à dire... s'ils ont une contribution à apporter. Que retenir alors des opinions béninoises sur la CDD?

5.6.2 Cadre théorique béninois

Ces politiciens, scientifiques et intellectuels et les populations du Sud comme Raphaël James Ogounchi⁵⁶², Jules Codjo Assogba⁵⁶³ veulent aller choisir ce qui, dans les

⁵⁶² Secrétaire Permanent de la Commission Nationale du Développement Durable du Bénin. Voir sa vision

⁵⁶³ Ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme
<http://www.cndd.bj/document/sndd%2031%2001%2005.pdf>. Consulté le 03 Mai 2012

théories et pratiques du Nord, peut aider au développement de leur pays de façon durable.

Depuis longtemps, pour marquer le réveil et la prise de conscience des pays du Sud, le terme communication pour le développement sera souvent confondu à celui de la communication pour le développement durable. Car tout développement d'un pays du Sud doit s'inscrire dans un contexte de durabilité. En sens, Noël Dossou Yovo⁵⁶⁴, affirme que la communication est un outil de la sensibilisation qui permet de prendre conscience des différentes réalités liées au développement durable et d'agir en conséquence. Elle permet selon lui « de maintenir la paix au sein des peuples et entre les peuples »⁵⁶⁵. Il rejoint la position de Paulo Freire⁵⁶⁶, qui considère que la communication doit avoir pour base de principes des valeurs comme l'inclusion, l'égalité et le respect mutuel. Il faut dire que la communication est aussi considérée par Kakpo Mahougnon⁵⁶⁷ comme un outil de contestation contre la domination étrangère et qu'elle conduit au maintien d'un principe sacré : celui de la souveraineté économique, politique et surtout culturelle. Elle permet un ensemble de critiques envers la puissance médiatique surtout contre l'impérialisme culturel et économique. Cette position même proche de celle des premiers africanistes révèle un aspect important du droit des peuples à la communication. Celle-ci devient aussi fondamentale comme le droit de vivre, de pensée et d'opinion. Accorder à un peuple le droit de communiquer

⁵⁶⁴ http://www.bj.refer.org/benin_ct/edu/univ-be/rep_ens/rec00001/r0000059.htm consulté le 02 Septembre 2010.

⁵⁶⁵ Noël, Dossou Yovo. (2010) Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement? Dilemme d'Un continent 1945-2005. Paris: Harmattan, c2010. 318p. voir page 49.

⁵⁶⁶ 1973: «Pédagogie des opprimés» de Paulo Freire, n'autre école / n° 12, printemps 2006

⁵⁶⁷ <http://fr.eannu.com/mahougnon.html>. (Kakpo Mahougnon est professeur de Littératures africaines à l'Université Nationale du Bénin) consulté le 08 Mai 2013.

c'est lui reconnaître le droit d'intégrer son opinion et le droit de produire une inspiration collective et de l'intégrer dans la pensée universelle et collective de l'humanité.

Cette pensée va un peu dans le sens des propositions du NOMIC⁵⁶⁸ qui œuvre pour une demande d'équilibre informationnel, entre le Nord et le Sud. Toutefois, ce concept « des droits à la communication » encore présent dans la pensée des intellectuels béninois est désormais plus difficile à critiquer étant donné qu'il ne prend pas en considération les implications du NOMIC. Plus précisément on peut dire au niveau politique que:

Il y a aussi eu des appels en faveur de la création d'un nouveau droit à la communication dépendant du droit international. Il reposerait sur le cadre juridique international existant, et établirait le « droit de la communication » comme un droit non équivoque de tous les peuples. Cette position reconnaît clairement que de nombreux droits humains existants en sont des éléments clés, mais un « droit à communiquer » explicite les soutiendrait à la fois au niveau conceptuel et dans la pratique. Toutefois, les spécificités de ce droit, sa formulation précise, la forme légale sous laquelle il serait intégré, etc., n'ont pas été complètement déterminées⁵⁶⁹.

D'ailleurs, le diplomate ghanéen et ancien Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan déclarait que « Des millions de personnes dans les pays les plus pauvres sont toujours exclues du droit à la communication, considéré de plus en plus comme un droit humain fondamental »⁵⁷⁰. Ainsi, à la suite de cette allocution de Koffi Annan, le Père

⁵⁶⁸Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). Mais ce terme n'est plus d'actualité.

⁵⁶⁹ Alegre Alan, *Enjeux de mots*, éd, C & F, 2005

⁵⁷⁰ Déclaration du secrétaire général Annan Kofi à l'assemblée générale, new York, le 21 mars 2005.
Récupéré de

Godfrey⁵⁷¹ Nzamujo, va déduire que chaque communauté ou association devrait déterminer ses priorités en termes de développement durable et en termes de politique protectionniste en matière des industries culturelles et donc en matière de communication ou d'expression de soi.

Le professeur de communication Armand Amoussouga, lors d'une conférence-débat sur le DD⁵⁷², se disait intéressé par les propos de Lafrance lorsque celui disait qu' « on peut aussi déduire que le déséquilibre dans les flux d'information est un obstacle au développement, à l'atteinte de la souveraineté économique, politique et culturelle des pays [...] »⁵⁷³

Les actions de communication pour le développement durable ne figurent dans les programmes de développement que si des questions qui s'y rapportent sont posées tout au long du cycle de programmation, à commencer par le niveau communal ou mieux communautaire. En appui à cette vision, nous pouvons citer une source de l'Organisation des Nations Unies qui selon ses propres directives du Bilan Commun de Pays (Common Country Assessment : CCA), du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF)⁵⁷⁴, affirme qu'au minimum, une haute qualité de l'analyse au sein des pays devrait « impliquer les parties prenantes non gouvernementales et assurer la participation active et significative des groupes victimes

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=10112&Cr=libert%C3%A9&Cr1=Annan#.VXmUhU1FDcs> consulté le 9 Juillet 2014

⁵⁷¹ Fondateur du projet Songhai au Bénin.

⁵⁷² À Cotonou le 26 Mars 2013. Cette conférence avait lieu au « Chant d'Oiseau ».

⁵⁷³ Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan et Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006

⁵⁷⁴ http://www.pnud.org.ma/pdf/undaf_action_plan_2012-2016_final.pdf consulté le 08 Mai 2013.

de discrimination, y compris les pauvres, les femmes, les populations, les personnes déplacées et les migrants »⁵⁷⁵.

Ainsi définie, la communication pour le développement durable se déploie au Bénin à travers un certain nombre de réalités qu'il convient de conceptualiser.

5.7 Les Concepts

Dans cette partie nous essayerons de définir les termes et concepts utilisés dans cette thèse et nous élaborerons le sens que nous voudrions leur donner. Cette définition conceptuelle est très importante pour la suite de la recherche.

Au cœur de cette controverse ABE, nous nous sommes interrogés pour savoir comment comprendre le refus et même le rejet de l'initiative par les conducteurs des Zemidjan. Il est même surprenant de voir leur résistance à visage découvert. Un tel état de choses dans un pays où le gouvernement possède un pouvoir presque autoritaire malgré la démocratie et la séparation des pouvoirs est surprenant. Il convient pour nous de nous interroger alors sur le concept de l'autorité au cœur de la communication.

5.7.1 Autorité

L'autorité, c'est le sujet ou parfois « l'objet » qui a le pouvoir ou le droit de commander ou d'influencer. Elle doit toujours, d'une manière ou d'une autre, arriver à influencer. L'autorité d'un chef est toujours créditée d'une influence plus ou moins grande et d'un ascendant sur l'autre. Cette autorité est soit scientifique, technique, naturelle, liée à une

⁵⁷⁵ http://www.ohchr.org/Documents/Issues/mdgs/mdgsinfonotefinal_fr.pdf consulté le 08 Mai 2013.

responsabilité, à une notoriété ou une popularité. L'autorité selon Gaston Fessard⁵⁷⁶ s'acquiert soit par la notoriété, la popularité ou par une connaissance certaine, approuvée et bien éprouvée. Gaston Fessard définit par des recherches l'origine linguistique du mot autorité et révèle son sens originel. Ainsi le mot autorité viendrait du latin et du grec et signifierait « faire croître, accroître, augmenter », puis plus tard ce mot va exprimer le fait de « produire, faire naître... parfaire, accomplir ». Ainsi, nous pouvons considérer que l'autorité de toute génération et même de celle du gouvernement serait de chercher à faire des choix et même des sacrifices pour le bien-être des générations à venir. C'est aussi ce que disait Gaston Fessard⁵⁷⁷ lorsqu'il affirmait « qu'une société qui perd le sens du bien commun est une société condamnée à disparaître ».

5.7.2 Le bien commun

C'est sans doute Thucydide⁵⁷⁸ qui a écrit le premier essai sur cette question du Bien commun : « Thucydide explique la défaite athénienne (...) par des ambitions privées pour le bonheur et le profit, des ambitions qui ne furent plus contenues, après la mort de Périclès, par la direction intelligente et civique du premier des citoyens. L'harmonie qui avait caractérisé Athènes sous Périclès n'exista plus entre les ambitions privées des chefs et le bien commun »⁵⁷⁹.

⁵⁷⁶ Fessard Gaston s. J., 1944, *Autorité et bien commun*, coll. Théologie, 5, Aubier, Paris, 1944, 120 p.

⁵⁷⁷ *Autorité et Bien Commun* ; Paris 8 janvier 1992.

⁵⁷⁸ Cité Par Rochet Claude , in Conseil associé Secor Montréal – Paris. Consulté le 20 Juin 2012.

⁵⁷⁹ Rochet Claude Conseil associé SECO Montréal – Paris, « le Bien commun face au relativisme ».

La perte de l'intérêt public serait donc le vice et la source de plusieurs maux. Thucydide donne par ce texte plusieurs caractéristiques de ce qu'est le bien commun.⁵⁸⁰ Pour lui donc le bien commun :

- Transcende les intérêts privés et n'en est pas la somme.
- Il n'est pas défini au sens d'une loi ou d'une norme qu'il suffirait d'appliquer : il suppose le débat, la délibération au regard de ce qui semble juste et bien.
- Enfin, le sens du bien commun peut s'opposer aux valeurs définies par voie de convention. Il se fonde sur la capacité de chaque individu à discerner l'essentiel au cœur de l'important. C'est une catégorie qui transcende le droit positif et qui appelle chacun à douter et à rechercher une vérité toujours en construction.

Les autorités et les leaders d'opinion qui exercent leur pouvoir sur leur public cible ont besoin d'une stratégie pour faire passer leur message. Et qu'est-ce donc une stratégie?

5.7.3 Stratégie

Le mot vient du grec *strategos* qui signifie « conduite des armées ». Selon Kotler et Dubois⁵⁸¹, elle a une origine militaire et son histoire est riche de plus de 2500 ans. Modification de la chaîne de valeurs d'une entreprise, la stratégie peut être définie comme une allocation de ressources qui engagent l'entreprise dans le long, moyen et court terme. Ces ressources peuvent être matérielles, humaines, financières,

⁵⁸⁰ Cf Thucydide in La guerre de Péloponnèse et Rousseau Jean-Jacques in Du contrat social.

⁵⁸¹ Kotler Philip, Dubois Bernard, Manceau Delphine.(2012) Marketing management, 11e édition (Broché). EDITEUR

industrielles, technologiques et commerciales. La stratégie peut être mise soit au service du développement ou soit à celui de la communication ou soit encore au service de la communication pour le développement durable. Il convient maintenant de définir ce que nous entendons par durable ou durabilité.

5.7.4 Durabilité

La durabilité est la qualité de ce qui dure, qui a une longévité.

En droit civil, c'est la période d'utilisation d'un bien. Dans le domaine de la sûreté de fonctionnement, c'est l'aptitude d'un bien à accomplir une fonction jusqu'à ce qu'un état limite soit atteint (voir la norme NF X 60-500).

Les termes de durabilité et de développement durable ont été popularisés dans les années 1990. Le concept de durabilité est utilisé depuis les années 1990 pour désigner la configuration de la société humaine qui lui permet d'assurer sa pérennité.

Toute organisation humaine repose sur le maintien d'un environnement vivable, sur le développement économique à l'échelle planétaire, et, selon les points de vue, sur une organisation sociale toujours équitable. La période de transition vers la durabilité se fait par le développement durable. Et ici encore la communication a un rôle crucial à y jouer.

Devant la difficulté d'intégrer la contrainte environnementale dans le fonctionnement global de l'économie, on a vu apparaître deux paradigmes écologiques. La durabilité faible et la durabilité forte. L'hypothèse de la durabilité faible est compatible avec les économistes néoclassiques, et défendue par Hartwick (1977), il y a substitution entre capital artificiel (richesse créée) et capital naturel (ressource naturelle). Dans l'autre hypothèse de la durabilité forte défendue par Daly (1990), le stock de capital naturel ne doit pas baisser. Daly soutient que capital naturel et capital artificiel sont

complémentaires et non substituables. Pour ce qui en est alors du concept de la communication pour le développement durable, l'enjeu est de diminuer la pression mise sur les ressources naturelles/environnementales tout en assurant le développement économique. Toutes les initiatives en ce sens s'inscrivent dans le cadre du développement durable. On parle parfois de durabilité faible et de durabilité élevée.

5.7.4.1 Durabilité faible

L'environnement est pris comme un capital naturel. Le professeur Walid Oueslati⁵⁸², affirme que deux mécanismes se présentent pour la durabilité du développement économique ou social; pour notre recherche, c'est la moto à 2 ou à 4 Temps. La substitution du capital matériel et humain au capital naturel : il est envisageable d'épuiser une ressource naturelle si celle-ci est remplacée par davantage de biens marchands, d'éducation, d'hôpitaux.

Le progrès technique permet de repousser la limite imposée par le caractère fini de certaines ressources.

Qu'en sera-t-il alors de la durabilité de la moto? Pour s'insérer dans la perspective du développement durable, la moto devrait être « d'une durabilité élevée »⁵⁸³.

5.7.4.2 Durabilité élevée

Ici, le capital naturel est traité de manière spécifique :

⁵⁸² OUESLATI Walid, professeur d'économie. Institut National d'Horticulture- Angers.

⁵⁸³ OUESLATI Walid Développement durable Analyses, enjeux et perspectives récupéré de http://ww2.ac-poitiers.fr/ses/IMG/pdf/confoueslati_part1.pdf. Consulté le 13 Octobre 2013.

- Il y a une exigence du maintien d'un stock minimum de capital naturel.
- L'environnement est multifonctionnel.
- Il fournit des matières premières et des inputs énergétiques au processus.
- Il est perçu par sa capacité à assimiler les déchets.
- Il fournit un certain nombre de fonctions récréatives : support de vie, paysage, etc.

Il faudra trouver dans tout le processus concerné ce qui relève véritablement du développement durable, de durabilité faible ou élevée. Ceci conduit à confectionner des unités de mesure qui permettront de savoir comment les évaluer. Et surtout comment les hiérarchiser.

5.7.5 Le concept d'acteur et d'actant

Selon la théorie de l'acteur réseau avancée par Bruno Latour, l'acteur est un participant actif au cœur d'un réseau et comme tel, nous pouvons dire par exemple que les leaders politiques ou scientifiques du Bénin, parce qu'ils parlent souvent de développement⁵⁸⁴ sont des supposés acteurs directs de ce développement.

Il y a en a d'autres. Les premiers acteurs sont les premiers concernés par le développement; il y a aussi les récepteurs, les destinataires des discours scientifiques et politiques sur l'environnement et le développement durable. Les acteurs dans cette étude sont regroupés à plusieurs niveaux. Chacun apporte un élément pertinent dans le

⁵⁸⁴ Nous y reviendrons dans la méthodologie.

débat. Tous possèdent leur vision spécifique sur le développement durable ; l'usage de la communication dans ce sens peut permettre de tirer le meilleur de leur vision et la partager ensuite dans le but d'en débattre. C'est ainsi que même l'usager de la moto à Deux Temps apporte aussi sa vision sur la question du développement durable. Les premiers acteurs sont : l'ABE, le gouvernement, les Zemidjan, les vendeurs de motos, les usagers de taxi motos. Mais qui sont les acteurs de développement?

Lorsque nous parlerons d'acteur de développement, nous faisons allusion à ceux et celles qui interviennent dans le débat et qui font un discours ; il s'agit aussi de ceux et celles à qui sont destinés les messages des leaders au niveau civil, politiques et scientifiques sur l'environnement. Ils sont d'abord à Cotonou, ils sont soit des scientifiques ou de simples citoyens ou membres d'un parti politique ou responsables de partis politiques ou encore des agents économiques ou sociaux ayant à leur tour une responsabilité ou un pouvoir d'influencer au moins une douzaine de personnes. Leur niveau d'éducation est supérieur ou égal au CEGEP complété (fin d'études secondaires au Bénin).

Ainsi, après avoir présenté, plus haut, le concept de communication pour le DD , le minimum social commun et les concepts de partage, d'environnement, d'acteur et d'actants au cœur du développement durable nous pouvons en faire le lien avec l'Initiative ABE.

5.8 Liens théoriques avec la controverse ABE.

La question ici est de savoir quels sont alors les enjeux de cette communication pour le développement durable à travers cette initiative ABE?

Nous considérons qu'au cœur de la controverse ABE, le problème est d'abord communicationnel. En effet, les conducteurs de Zemidjan répondent d'abord à des préoccupations techniques du gouvernement par des préoccupations économiques, sociales et politiques. Une approche transactionnelle de la communication leur aurait permis de se parler tout en se situant de part et d'autre sur le même État du Moi. Toutefois, le terrain intéressant sur lequel les acteurs se battent est celui du développement durable. Le gouvernement voudrait à travers cette controverse atteindre le DD par la protection de la santé publique et de l'environnement alors que les Zemidjan voudraient atteindre ce même objectif par la protection de leur emploi. Le cadre conceptuel est alors celui de la communication pour le développement durable.

Justement l'emploi est un des éléments importants du minimum social commun défini par Albert Tévoédjrè comme concept fort incontournable du développement durable au Bénin. Le minimum social ici est l'emploi, mais ne concerne que le bien des Zemidjan. De même ce projet Zéco-4 serait aussi un cheval Blanc ou même de Troie⁵⁸⁵ qui permettrait aux vendeurs de motos de se débarrasser de leur ancienne technologie. Il est alors important de considérer la moto comme un actant, c'est-à-dire un acteur non humain dont l'interrogation apporterait quelque éclaircissement au débat alors que tous les autres protagonistes qui apportent des éléments au débat seraient des acteurs. Chaque acteur au cœur de cette controverse se fait des alliés ou appartient à une association. Ils constituent un réseau. Chaque réseau voudrait mettre en exécution son plan d'action encore appelé stratégie.

Ainsi, s'est posée notre question centrale : comment comprendre le refus des Zemidjan d'adopter l'Initiative ABE malgré les grands moyens mis en place par le gouvernement et les bailleurs de fonds? Comment arrivent-ils à résister à une autorité dans une culture comme celle du Bénin? Mais de façon plus spécifique quels sont les éléments de

⁵⁸⁵ Voir l'histoire du cheval de Troie récupéré de <http://www.commentcamarche.net/contents/1234-chevaux-de-troie-informatique> consulté le 4 Avril 2013

développement durable que nous révèlent les débats au cœur de la controverse ABE par les populations de Cotonou?

Les réponses à ces questions peuvent être multiples et les hypothèses multiformes. Nous voudrions encore une fois les reformuler avant de présenter notre méthodologie de recherche.

5.9 Reformulation des hypothèses et objectifs

Cette partie est consacrée à la démarche de recherche en relation avec les questions ou les hypothèses de recherche et le cadre théorique de référence. Elle présente globalement la nature des données et des informations à recueillir et à analyser de même que les instruments et outils de collecte et de traitement des données.

5.9.1 Questions de recherche

La première question de recherche pour nous serait d'aller savoir à travers une technique d'analyse de discours en quoi consiste le développement durable pour les acteurs impliqués dans la controverse ABE. Ceci nous permettrait de savoir ce qui advient du développement durable lorsque la survie d'une bonne partie de la population dépend de l'exercice d'un métier polluant. La recherche pourrait apporter ce en quoi consiste la communication pour le développement durable dans un pays du Sud comme le Bénin.

5.9.2 Autres hypothèses de recherche

Ce cadre théorique, une fois élaborée, nous a amené à reformuler nos hypothèses de départ et à les reconsidérer sans toutefois les changer. Ainsi, par exemple, le concept de CDD nous fait comprendre que la réalisation de l'Initiative ABE fait intervenir plusieurs acteurs à des degrés divers. Ainsi nous pourrions considérer les hypothèses ci-après :

- D'abord, reconnaître que les populations du Bénin ont leur propre vision sur les questions de développement durable et qu'il faudrait les évaluer (interroger) pour mieux les intégrer au cœur du concept du développement durable. Analyser leur message nous permettrait de comprendre leur vision du Développement durable.
- Ensuite, nous osons avancer que l'atteinte des objectifs de l'Initiative ABE et du développement durable au Bénin semble être compromise, parce que tous les acteurs nationaux (décideurs politiques, élus locaux, société civile, médias, la population, etc.) ne sont pas suffisamment informés et outillés pour travailler efficacement à leur réalisation ; ils ne seraient pas tous informés et formés au même niveau encore moins au même moment. C'est ce qui expliquerait le déficit ou le fossé au niveau communicationnel.
- Enfin, reconnaître qu'on ne peut comprendre l'échec de la communication autour de l'initiative ABE qu'en supposant une absence globale de stratégie efficace de communication pour accompagner la réalisation de ce projet de développement durable.

Par ailleurs, nous considérons qu'il n'y a également d'autres sous hypothèses qui gravitent autour de notre recherche :

- Il n'y a pas d'innovation en vue d'un développement sans une remise en cause des outils et dispositifs d'évaluation du couple nouveau, produit/processus d'intégration.
- les intérêts de chaque acteur dans cette controverse sont aussi divergents que contradictoires.
- les populations ne sont pas suffisamment informées des objectifs du développement durable et de leurs implications dans leur vie.

- l'absence d'une stratégie de communication globale pour accompagner la réalisation de cette initiative ne favorise pas une cohérence et une synergie des actions des différents acteurs (décideurs, partenaires au développement, société civile, médias, et la population) en vue de l'atteinte d'un développement durable au Bénin.

Nous verrons dans le chapitre qui suit et qui est consacré à la démarche méthodologique de recherche et de collecte des données, comment nous pourrions confirmer ou informer ces hypothèses. Mais avant cela, il convient de ressortir le lien qui unit notre cadre théorique à nos hypothèses de recherche et à notre démarche méthodologique.

5.10 Confrontation inter cadre théorique, hypothèses de recherche et méthodologie d'enquête.

Né dans un contexte d'approche multilatérale du devenir des sociétés humaines, le concept de développement durable s'est enrichi de l'intégration progressive de ces sociétés. Une pensée globale formulée à l'échelle mondiale en a émergé; le concept se renouvelant sur la base d'une action locale éclatée, tiraillée en permanence par le conflit récurrent entre le particulier et l'universel pour un consensus sur l'idée de justice et l'impérieuse nécessité de la justice sociale. Mais une pensée semblait toujours hégémonique et sa communication s'inscrivait dans une logique diffusionniste. Dans ce contexte, la prise en compte de l'appréhension qu'ont les populations locales des enjeux et des défis de ce concept évanescant de développement durable s'impose plus que jamais. Il y a lieu de recueillir les avis de la Société civile organisée ou inorganique pour qu'émerge une opinion publique éclairée à même de susciter une solidarité inter

temporelle et inter spatiale et de se transcrire institutionnellement en une action concertée pour le mieux-être individuel et collectif durable. Le rôle de la société civile devenait alors plus important que celui des entreprises ou des États constitués.

Un tel mieux-être sociétal sectoriel et ciblé, à travers les Objectifs de Développement Durable (ODD), est socialement équitable et postule nécessairement la réduction des inégalités dans les sociétés du Nord ainsi que celles du Sud; dans les rapports économiques entre le Nord et le Sud, l'intégration régionale et mondiale projetant ces deux pôles inégaux de développement durable dans un système normatif et institutionnel unifié. La communication devient alors un processus analytique.

Le cas singulier du secteur socioéconomique des Taxis-motos de Cotonou qui n'a pas échappé aux exigences du progrès technologique offre un cas de figure pour une analyse optimale des enjeux de la communication pour le développement durable.

Ainsi donc, étant donné que nous nous sommes inscrits dès le départ dans ce processus analytique de la communication, nous pensons qu'il est bien d'élaborer un questionnaire et des guides d'entrevues surtout que la population ciblée vit dans une culture et un contexte d'oralité. Mais comment savoir qu'il s'agit là des idées spécifiques et propres aux populations interrogées ? C'est en distinguant leurs idées de durabilité de celles qui sont déjà émises par d'autres en occident. Ce qui nécessite que nous analysions certaines données déjà rédigées et compilées par des penseurs du Nord ou du Sud; et ce, sans faire d'analyse comparative. Cette analyse de contenu, mis ensemble avec les données recueillies, nous inscrit dans une méthodologie de recherche mixte. Toutefois, ce sont les résultats au plan qualitatif (entrevues à Cotonou) qui nous intéressent le plus. Cette méthodologie est donc d'abord qualitative. Une fois ces résultats qualitatifs compilés, ils seront réanalysés avec les données quantitatives (analyse documentaire). Les trois focus groups permettaient de faire surgir la prise de conscience du concept de durabilité de façon collective et concertée. Ceci justifie notre présence sur les places publiques de discussion autour de cette initiative ABE.

Enfin, l'ensemble des questions aussi bien des guides d'entrevues que du questionnaire ou des focus groups est orienté dans le but de faire ressortir ce que pensent les populations interrogées sur le développement durable et comment elles ont reçu l'initiative ABE. Cette approche nous permet donc d'analyser leurs messages et de voir l'impact réel des moyens de communication mis en place par le gouvernement pour sa vulgarisation. Les résultats permettront certainement de cerner le processus d'innovation au cœur de cette nouvelle technologie qu'est la moto à Quatre Temps. Ces enquêtes en fin de compte nous permettent de faire une analyse de communication autour d'une initiative, celle de l'ABE, encore appelé projet Zéco-4.

CHAPITRE VI

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce chapitre consacré à la méthodologie de recherche nous permettra d'expliquer la méthode de recherche choisie, mais aussi nos outils et notre démarche de recherche avant, pendant et après la recherche.

6.1 Quelle méthodologie de recherche ?

En fonction des objectifs de recherche, il nous a semblé opportun de faire appel à la méthodologie mixte de recherche, afin de recueillir à la fois des données qualitatives et quantitatives. Toutefois, l'analyse des résultats sera largement dominée par un regard qualitatif. Les données recueillies au cours des entretiens seront au cœur de notre analyse et seront prioritaires quant aux conclusions à tirer de cette recherche. Notre méthodologie est donc plus qualitative que quantitative. Mais nous ne pourrions pas ignorer tout le travail fait à travers les analyses des données documentaires et du questionnaire qui a fini par s'imposer à nous. C'est ce que montrera le corpus des éléments d'enquête. Cette méthodologie mixte

[...] permet en fait le mariage stratégique de données qualitatives et quantitatives, de façon cohérente et harmonieuse, afin d'enrichir les résultats de la recherche. Cette approche mixte permet en effet d'emprunter

à diverses méthodologies, qualitatives ou quantitatives, en fonction de nos objectifs de recherche. »⁵⁸⁶

Cette approche s'est imposée à nous après la présentation de notre projet de thèse. Il a fallu revoir une partie du corpus documentaire et les documents présélectionnés, recomposer le questionnaire et redéfinir les personnes à interroger. Cette méthodologie a été largement influencée par le cadre théorique. Certes si nous voulons nous tenir uniquement au théorique de la CDD, nous aurions fait uniquement une recherche qualitative, mais les réalités du terrain nous ont poussé à tenir compte aussi d'éléments quantitatifs. Nous expliquerons comment cette méthodologie a été influencée par notre cadre théorique et comment nous avons dû la réajuster en ajoutant des données quantitatives.

Nous voudrions préciser que nous avons dû réviser plusieurs pistes de recherches théoriques avant de mettre notre focus sur le concept du développement durable comme principale théorie dominante de la collecte des données. Toutefois, il se peut que certaines théories comme celles de l'acteur réseau ou du transfert de connaissance aient influencé cette recherche sur le terrain. Ces théories ont certainement permis de définir les liens et de faire voir les associations mises en place par les acteurs en présence dans la controverse.

La méthodologie s'est fondamentalement concentrée sur le désir de faire le point de la question sur le DD telle qu'elle a été conçue à travers certains auteurs béninois ou des documents produits au niveau international, national et sur Internet.

⁵⁸⁶ Beaud Stéphane et Weber Florence (2014) Apprivoiser les méthodes mixtes : Nouveau paradigme de la recherche. Première publication dans Éducation Canada, Récupéré de <http://www.cea-ace.ca/fr/education-canada/article/apprivoiser-les-m%C3%A9thodes-mixtes> consulté le 19 Novembre 2014.

Notre démarche méthodologique et la collecte des données ont été faites de façon tripartite.

La première a consisté à recueillir des données documentaires surtout amassées pour l'essentiel au Bénin en tenant compte du sujet. Il s'agit des recherches faites avant de partir sur le terrain.

La deuxième a consisté à interroger des personnes et surtout des acteurs de la controverse (comme les membres de l'ABE, les Zemidjan, les scientifiques, les politiciens, les membres de la société civile). Ceux-ci ont été interrogés à Cotonou. Il s'agit des acteurs humains et des objets non humains comme les organisations, les décrets, les associations et des objets techniques comme le catalyseur et les deux types de motos en jeu. Interroger des objets non humains, c'est analyser ce qu'ils nous apprennent ou nous disent d'eux-mêmes, de leur fonctionnalité et de leur caractère intrinsèque.

La troisième a consisté à compiler les données, à les catégoriser, les comparer, les analyser et les théoriser.

Cette démarche méthodologique tient alors fondamentalement compte des documents ou des débats présentés par les protagonistes ou antagonistes de l'Initiative ABE. Les deux derniers ensembles de données ont été analysés et comparés à celles qui ont été recueillies lors de l'étude documentaire. L'intérêt de cette démarche est de voir ce qui est vraiment important et qui distingue la conception du développement durable des personnes interrogées au Bénin du reste du monde.

Avant d'aborder la préparation de notre enquête sur le terrain, il serait intéressant d'expliquer l'avantage de la méthodologie mixte de recherche que nous avons adopté dans notre cas.

6.1.1 Explication de la méthodologie de collecte de données mixte

Le contexte des participants et la temporalité de la recherche proposée ou imposée par notre cadre théorique nous ont amenés à faire appel à huit principales techniques de collectes de données. Ce sont ces techniques de collectes de données qui, une fois appliquées, nous ont donné ce que nous appelons le corpus des données recueillies. Il s'agit de :

- La lecture ou la revue documentaire où nous avons constitué un ensemble de 13 documents fondamentaux produits par⁵⁸⁷ :
 - Le ministère du Développement Durable du Bénin : Les rapports d'experts, de différents accords et conventions.
 - Les experts en environnement et en questions de développement du Bénin :
 - D'autres acteurs importants dans la controverse.

Il y a eu aussi :

- Le questionnaire : pour ce faire, et avant d'aller sur le terrain, nous avons appelé des personnes pour prendre des rendez-vous avant de nous mettre en route pour le Bénin. Une fois sur le terrain, nous avons rappelé pour confirmer les rendez-vous et expliquer le but de la recherche.
- Le guide d'entretien.

⁵⁸⁷ Il s'agit de 13 documents (livres ou articles) référentiels de base. Ces documents sont présentés dans la bibliographie sélective.

Le questionnaire est un document que les personnes interrogées remplissent elles-mêmes alors que le guide d'entretien prévu est un document dont nous nous sommes servis pour poser les questions et que nous remplissions par nous-mêmes.

Il faut dire que cette méthode du questionnaire n'était pas prévue alors que le guide d'entretien l'était.

Le questionnaire a été rendu indispensable suite au fait que nous n'avions pas pu rencontrer l'ensemble des personnalités de la classe politique identifiées au départ de Montréal et avec lesquelles nous avions pourtant pris la peine d'entrer en contact et de rappeler pour prendre des rendez-vous précis avant de partir pour le Bénin. Leur calendrier extrêmement chargé, ajouté surtout à leur grande difficulté à le respecter, nous ont obligés à avoir recours à cette méthode d'enquête qu'est le questionnaire.

C'est ainsi que nous avons dû administrer d'abord un questionnaire auprès de l'ensemble de ces personnes; ce qui nous a permis par la suite d'obtenir des informations en lien avec les cinq premiers objectifs de l'étude.

Ce questionnaire est composé à la fois de questions ouvertes (a), mais aussi de questions fermées (b) permettant notamment d'évaluer la motivation de ces participants⁵⁸⁸.

Pour ces deux ensembles de questions, nous avons décidé à chaque fois d'élaborer d'une part des questions et d'autre part de valider des versions adaptées qui répondent aux spécificités du contexte de l'étude.

Enfin, il faut noter que cette partie de l'enquête a été réalisée sur papier et par téléphone : le téléphone était devenu la seule façon de soutirer quelques informations

⁵⁸⁸ Passey, Rogers, Machell et mchugh, (2004) , d'une version adaptée et validée (auprès d'un sous échantillon de répondants) du questionnaire de la British Educational Communications and Technology Agency sur les barrières rencontrées par les apprenants dans les formations faisant appel aux TIC (c).

à certaines personnes que sont les cadres politiques. Sur les sept politiciens identifiés et pour lesquels le questionnaire était devenu la dernière option valide ou possible, il a fallu les appeler au moins quatre fois au téléphone et remplir le questionnaire nous-mêmes en écoutant leur réponse; trois parmi ces gens ont pu eux-mêmes remplir les questionnaires et ils les ont envoyés par la poste. Nous avons appelé quatre politiciens et rempli nous-mêmes leur questionnaire. Il faut dire tout de même que la collecte par le questionnaire et l'analyse des résultats ont été grandement facilitées grâce au fait que toutes les personnes identifiées et contactées ont donné leur avis auparavant, même si nous aurions aimé avoir avec chacun d'eux des entretiens semi-guidés en direct. Ceci nous aurait surtout donné l'occasion de capter le non verbal de toutes ces personnes qui nous parlaient et qui remplissaient le questionnaire. Mais nous devons tenir compte de ces données tout aussi bien pertinentes.

Par la suite, nous avons fait les dépouillements des réponses par le questionnaire une à une. Nous avons réuni tous les résultats dans un seul fichier. Et enfin nous les avons analysés et en avons tiré les conclusions suite aux analyses qui s'imposent. Il a fallu aussi élaborer un second questionnaire d'enquête.

6.1.2 Second questionnaire d'enquête

Nous savons que cette démarche de composer un deuxième questionnaire est discutable. Mais elle était pertinente pour nous de la faire surtout avant de partir sur le terrain. Un second questionnaire d'enquête (voir en annexe) a été réalisé auprès des sept activistes, économistes et experts de la société civile ou membres d'organisations internationales œuvrant pour la protection de l'environnement et le développement durable. Le but de ce second questionnaire auprès de ces derniers était de mieux comprendre le profit qu'apporte « l'objectivité du terrain technologique » au cœur des

débats sur le développement durable. Ces activistes ont été sélectionnés à Montréal et à Ottawa. Ils ont donné des avis techniques et nous ont parlé de leur engagement pour la cause de l'environnement.

Les nouvelles technologies sont certes un moyen de réduire la pression de diverses sortes sur l'environnement, mais elles pourraient être aussi une autre source de pollution. Ce questionnaire permettait aussi de voir l'avantage du terrain technologique vierge que constituent les pays dont le développement durable n'est pas encore hypothéqué par d'anciennes lourdes technologies (mécaniques, bétonnières) ou encore par des structures de plus en plus vétustes et dangereuses pour les populations.

Cette partie de l'enquête a été réalisée auprès de dix personnes impliquées dans la politique du développement durable au Canada. Il s'agit de chercheurs, d'économistes, de politiciens, d'activistes ou altermondialistes qui donnent leur vision du développement durable dans les pays du Sud. Les résultats de ce second questionnaire permettent de mieux comprendre les enjeux du développement durable et l'intérêt que constituent les pays en voie de développement pour les penseurs du Nord. Il ne s'agira toutefois pas d'étude comparative ou d'enquête entre le développement durable au Canada comparé à celui du Bénin. Le Canada est d'ailleurs l'un des pays où la question de développement durable est l'une des plus controversées.

Enfin, le tableau suivant nous permet de mettre en évidence notre approche méthodologique. Les éléments de tableau sont aussi expliqués en grands détails dans l'Appendice C.

Tableau 6.1 Mise en évidence de notre démarche méthodologique

| Quoi | Revue Documentaires | Interviews | Focus groupes | Observations |
|-------------|--|---|---|--|
| Combien | 13 | 40 et plus | 2 | Autant que je peux, mais seulement les plus pertinents |
| Par qui | Moi | Moi Je suis le chercheur impliqué de recherche et je le fais en objectivité. L'Eglise catholique du Bénin n'a pas pris position sur le sujet. Je ne suis pas membre de Québec vers Kyoto | Moi et Mr N'Bessah | Moi et mon regard |
| De qui | ABE Alter mondialiste Experts | · 4 de la société civile · 6 du gouvernement · 20 acteurs · 5 usagers de taxi moto · 5 non-usagers de taxi moto | 10 Personnes dont 2 de chaque groupe constitué : ABE, gouvernement. Zemidjian pour., Zemidjian contre., 2 femmes usagers de Zemidjian ou djénana | · Les usagers et les différents médias · Le téléphone cellulaire |
| Où et quand | · Livres · Articles · Journaux maintenant jusqu'à soutenance | Dans une salle de réunion ou chez eux à Cotonou et si possible à Porto Novo et à Bohicon compte tenu de leur proximité | Les deux à Cotonou à l'Université de Calavi | · Durant le temps de mon séjour à Cotonou · Porto Novo et Bohicon |

Tableau 6.2 Mise en évidence de notre démarche méthodologique (suite)

| Quoi | Revue Documentaires | Interviews | Focus groupes | Observations |
|-----------|--|---|--|---|
| Comment | Lectures et résumés 'Fiches de lecture | <ul style="list-style-type: none"> 1 questionnaire de 17 questions groupées sous 4 grandes rubriques Interviews semi-guidé Analyse de différentes réponses | Technique d'animation de focus groupe . Animation de débat - Mr N'Bessah est régulateur. | <ul style="list-style-type: none"> Selon le hasard Aussi la revue de presse télévisuelle hebdomadaire |
| Pourquoi | Obtenir des avis précis de chercheurs sur la question. Ces documents et textes sont des actants, car apportent quelque chose au débat. | <ul style="list-style-type: none"> Voir les types de communications sous-jacents à l'initiative'. Les questions et problèmes de communication 'Un diagnostic du concept de communication | Les focus groupes serviront de validation et de discussions des résultats auprès des types d'Acteurs enquêtés. | Ce sont des acteurs et des acteurs de la controverse. Selon la controverse, je peux découvrir d'autres acteurs et actants. |
| Questions | Que disent-ils sur l'environnement? 'Quels sont les moyens de communication mis en route 'Que retenir du débat? | Questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement. Questions sur initiative ABE et développement durable Questions sur les moyens de communication Questions sur les alliances pour et contre l'initiative ABE | Connaissez-vous l'ABE et son initiative? Si oui comment? Quels liens avec la santé et le développement durable? Que proposez-vous pour améliorer cette communication? | Qui est ce qui se passe? Qui dit quoi? À qui? Comment? Pourquoi? Pour quelles raisons et quels effets? |
| Effets | Me permettre de faire le point au niveau scientifique | Connaissance des stratégies de communication autour de l'initiative Connaître les motivations des différents acteurs et leurs intérêts Hiérarchiser les éléments importants qui selon eux définissent la communication sur le développement durable | Dans les contradictions, je verrai les zones d'ombre qui restent à éclaircir. Je vais valider les éléments reçus, pouvoir revenir sur mes interviews, recueillir d'autres éléments dont je ne savais même pas qu'ils existaient. | Cerner le maximum des enjeux qui entourent la communication autour de l'initiative ABE. |

Tableau 6.3 Les outils ayant servi à l'analyse des données

| Les outils et lieux de recherches | Total | Détails 1 | Détails 2 | Détails 3 | Détails 4 |
|-----------------------------------|-----------------------------|--|---|---|--|
| Guide d'Entrevue adressé à : | Pour 51 personnes | 20 Acteurs impliqués dans la controverse | 5 usagers de Zemidjan 5 non usagers de Zemidjan | 4 de la société civile 6 politiciens dont 3 personnes pro gouvernement 3 de l'opposition. | 11 Experts impliqués dans le DD |
| Questionnaires | 2 | 1 adressé aux politiciens et cadres | 1 adressé aux altermondialistes | | |
| Focus groupes | 3 | Un premier entre les acteurs de la controverse + population. | Un deuxième entre les acteurs de la controverse + population. | Un troisième avec les politiciens et les hauts cadres. | |
| Documents de bases | 13 | 2 provenant de l'ABE | 4 provenant du Gouvernements | 5 des béninois et de l'Église Catholiques | 2 Sur des recherches portant sur la communication pour le DD |
| Recherche bibliographie | Indéterminée | Automatisée et semi-automatisée | Mots clés | Catalogues | Manuelle |
| CD roms | 4 | Bibliothèque de Montréal | Bibliothèque de Calavi au Bénin | 4 fournies par des acteurs à Cotonou | |
| Doc-Thèse | Indéterminée | UQAM ET Udm | Cotonou et Calavi | Paris et Lyon II | Cocody en Côte d'Ivoire. |
| Logiciels | 2 | EndNote | Francis | | |
| Listes de diffusions | Indéterminée | ACFAS | Colloques à l'UQAM | adbs-info, biblio-front | contacts personnels |
| Internet | Indéterminé | Site Web | Google | Wikipédia | |
| Lieux de recherches | | Surtout Cotonou | | | |
| Vidéo et enregistrements | 4 | À Cotonou | Observation | 5 enregistrés par nous-mêmes à Cotonou | |
| Bases de données | Dictionnaires Encyclopédies | Copernic 2000 | | | |

Tableau 6.4 Profil des personnes interrogées ou ayant rempli le questionnaire

| Personnes | Total de personnes | Genre | Profil 1 | Profil 2 |
|---------------------------|--|----------------------------------|---|---|
| Entrevues | 51 | 28 Femmes | 2 Société Civile 1 Politicienne 2 propriétaires de motos Zemidjan 1 pour le Djenana 4 pour le catalyseur | 5 usagers de Zemidjan 2 non usagers de Zemidjan. 6 Experts en Environnement 4 contre tout changement |
| | | 23 Hommes | 2 Société Civile 3 Politiciens 1 propriétaire de Zemidjan 2 Étant pour le catalyseur | 5 Usagers de Zemidjan 2 non usagers de Zemidjan 4 Experts en environnement 5 contre le changement. |
| Questionnaire Numéro 1 | 7 | Hommes et Femmes | Politiciens du Bénin | Hommes et Femmes cadres |
| Questionnaire Numéro 2 | 7 | Hommes et Femmes | Greenpeace | Québec vers Kyoto et MCN21 |
| Focus groupes 3 | Des cadres et une partie de la population. | Hommes et Femmes | Cadres Experts en Environnements | Des cadres et une partie de la population |
| Focus groupes 2 | 14 | Hommes et Femmes et jeunes | Experts et représentants des Zemidjan | |
| Focus Groupes 1 | 16 | Hommes et Femmes | Société civile et populations et représentants du gouvernement | |
| Total | 107 | | | |

6.1.2 Type de recherche

Même si l'objet a été défini comme étant l'Initiative ABE concernant l'usage des Zemidjan, il faut préciser qu'il est encore très vaste. En effet, il faut dire qu'avec les deux nouvelles propositions, il y a désormais trois groupes en présence dans le réseau des conducteurs de Zemidjan. Il y s'agit de :

- Ceux qui rejettent tout changement;
- Ceux qui adoptent le changement pour la nouvelle moto qu'est le Djenana (Quatre Temps) ;
- Et ceux qui préfèrent l'installation de catalyseur.

Nous nous sommes intéressés à ces deux derniers groupes⁵⁸⁹ de même qu'aux acteurs de l'initiative qui eux-mêmes, selon les syndicats des Zemidjan, poursuivent des intérêts divers et partisans.

Enfin, une attention particulière a été portée à l'élément non humain qu'est le catalyseur⁵⁹⁰. La majorité des intervenants dans cette initiative sont conscients que la moto Zemidjan dans son état actuel ne peut qu'être changée. C'est pourquoi nous avons trouvé qu'il serait aussi inutile à moyen terme de nous intéresser aux arguments de ceux et celles qui résistent au changement. C'est cette raison qui nous a poussé dans un premier temps à nous concentrer sur les deux derniers groupes et à laisser tomber les

⁵⁸⁹ Le premier groupe ne saurait résister pour longtemps ; car presque tous savent que les motos à deux temps dans leur état actuel sont appelées à être changées. Cependant, il aurait été intéressant de voir les raisons de leur opposition.

⁵⁹⁰ C'est un élément technique, une pièce mécanique qui est placé entre le moteur et le pot d'échappement de la moto et qui permet de diminuer l'émission de la fumée et donc réduit considérablement la fumée.

arguments de ceux et celles qui résistent au changement. Toutefois, ces conducteurs de Zemidjan (Deux Temps) qui résistent à tout changement font partie de notre corpus de personnes à interroger. Ils ont effectivement participé aux enquêtes et aux focus groupes. Car de façon plus large, ils nous apportent des éléments sur le développement durable.

Comment avons-nous fait la confrontation de cette méthode avec notre cadre théorique ?

6.1.3 Rapport entre la méthodologie et le cadre théorique

Plusieurs séries de données ont été utilisées, mais elles ont été choisies selon une organisation théorique précise.

D'abord au niveau socio-économique, ces données ont été capitalisées et documentées par les programmes et projets précédents ou similaires ; ceci a permis d'orienter l'analyse des changements technologiques et la gestion de leurs impacts par rapport aux perceptions des populations.

Ensuite, cette recherche a été exécutée selon l'approche participative ou concertée, mais aussi prescrite dans la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, recommandée par le GIEC et développée dans les lignes directrices du Groupe d'Experts des Pays les Moins Avancés (LEG).

Enfin, l'enquête de terrain s'est portée, non pas sur des individus pris isolément – ce qui aurait nécessité un travail d'échantillonnage dont l'issue aurait été incertaine –, mais surtout, dans des cadres d'échanges contradictoires, sur des personnes ressources détentrices d'informations pertinentes comme lors des trois focus groupes et les débats

sur les places publiques, les assemblées nationales et autres. Les personnes ont été sélectionnées en tenant compte de leur appartenance ou non à un réseau. Les résultats ont toutefois été renforcés par des enquêtes individuelles. Il faut préciser que les personnes qui sont choisies l'ont été en fonction de certains critères précis qui se sont avérés pertinents. Nous avons alors fait un échantillonnage non probabiliste où n'importe quel individu n'avait pas la chance d'être choisi.

Ainsi, en ce qui nous concerne, il faudrait prendre les résultats venant des personnes impliquées à divers niveaux dans la controverse ABE et sur les questions de développement durable au Bénin. Il serait alors pertinent d'établir un lien méthodologique avec la théorie de la CDD.

6.1.4 Lien entre « la théorie pour la communication » et « le développement durable »

La perception des personnes interrogées est importante et sert de lien ou de guide dans l'entretien; ainsi tout en essayant de collecter les éléments que nous permettent de recueillir les questionnaires, nous avons laissé à plusieurs occasions les personnes interrogées nous parler d'autres éléments (qui les intéressent) aussi longtemps qu'elles ne s'éloignent pas trop du sujet. En réfléchissant sur nos questions ces personnes apportent elles-mêmes des solutions aux questions du DD. C'est ce que nous imposait le guide d'entretien semi-guidé. Car selon notre conception de l'enquête, les personnes interrogées sont considérées comme les sources de solutions et non de problèmes. Notre communication avec elles les aidait juste à mieux exprimer et à approfondir leur réflexion. Ce qui est encore plus intéressant pour notre recherche.

Ceci nous permet de présenter à présent l'organisation de notre recherche.

6.1.5 Organisation de la recherche.

L'organisation de l'enquête a commencé bien avant notre départ sur le terrain. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes.

Avant de finaliser la méthodologie de recherche, nous avons réalisé, par téléphone, une-pré investigation sur le terrain afin de préparer :

- La rédaction des protocoles d'accords,
- Le principe éthique
- Et l'organisation de l'enquête.

Il y a eu aussi la revue documentaire qui a précédé les enquêtes de terrain et qui a continué jusqu'à la fin de la rédaction : cette étape a été réalisée avant, pendant et après les enquêtes sur le terrain. Elle a commencé systématiquement à l'automne 2008.

Les documents sélectionnés sont présentés dans la bibliographie.

Nous avons sélectionné un ensemble de 13 documents produits par des experts béninois qui traitent de la question du DD dans les pays en développement, mais aussi de l'impact du GES sur la santé des populations et sur la dégradation de l'environnement. Ce corpus documentaire a été soutenu par d'autres documents produits par des experts internationaux et surtout Canadiens et Québécois.⁵⁹¹

D'autre part, nous avons choisi des auteurs qui nous permettent de saisir comment organiser des enquêtes de terrain à travers un questionnaire et un guide d'entretien

⁵⁹¹ Sans toutefois chercher à comparer, cette étape permet d'avoir un point de vue tout au moins objectif de ce qui se dit sur l'environnement et sur le développement durable dans le monde des experts en environnement.

précis. Ces documents nous ont aidé à poser un ensemble de 29 questions qui ont servi d'un guide d'entretien semi-guidé et/ou de questionnaire d'environ 45 à 60 minutes. Cette étape s'est déroulée de mai à novembre 2009.

Au départ, le questionnaire ne faisait pas partie de notre stratégie de recherche. C'est à notre retour du Bénin⁵⁹² que nous avons dû composer un questionnaire pour obtenir des réponses venant de certaines instances dont les interventions ou les interrogations nous paraissaient vraiment pertinentes. Cette étape a duré trois mois (novembre 2009 à février 2010).

6.2 Démarche méthodologique avant de partir sur le terrain

Comme nous venons de le souligner, avant de partir sur le terrain, nous avons réalisé un questionnaire pour un guide d'entretien semi guidé.

6.2.1 Le questionnaire.

Voir l'ensemble du questionnaire en Appendice D.

Le questionnaire de recherche s'est basé sur un ensemble de questions qui se trouvent en annexe numéro 1. Il a permis d'atteindre à travers ces questions les objectifs principaux suivants :

- Elaborer avec les populations interrogées une nouvelle communication pour une meilleure santé ; la santé qui constitue un élément d'un développement durable.

⁵⁹² Car nous n'avions pas pu interroger tout le monde sur place surtout les hommes politiques

- Evaluer l'importance des divers enjeux du développement et recueillir leur priorité

Les objectifs spécifiques de ces questions étaient de :

- Recueillir ce qui selon les populations interrogées entre en ligne de compte dans la perception du développement durable.
- Identifier les besoins d'adaptation ressentis par les populations, mais non satisfaits faute de ressources ou par manque de plan de communication de développement durable.

Ces questions nous ont non seulement permis d'identifier précisément l'objet de la controverse (fait, méthode, théorie, etc.), mais aussi de cartographier les polarités : acteurs, institutions et positions défendues actuellement, aussi aberrantes qu'elles soient, sans prendre parti⁵⁹³. Ces questions nous ont aussi permis de rechercher les tensions, conflits et hiérarchie entre les personnes impliquées dans la controverse. Même si ces résultats ne faisaient pas partie de nos objectifs, nous les avons trouvés sans les avoir cherchés.

Un premier questionnaire a été rendu nécessaire pour obtenir les interventions de certaines personnes qui ne pouvaient visiblement pas donner des rendez-vous et surtout les respecter. Il s'agit surtout des politiciens et hommes d'affaires.

Le deuxième questionnaire a été nécessaire pour obtenir auprès d'économistes, d'activistes ou de membres de la société civile du Bénin un avis précis sur la question

⁵⁹³ Voir par exemple le nombre de camps.

de développement durable dans un pays en développement et le contexte où la survie de plusieurs familles dépend d'un métier polluant.

Toutefois, après cette étape, il a fallu que nous nous concentrons sur l'angle du développement durable vu par les populations de Cotonou à travers leur critique de l'Initiative ABE. Cela a été possible à travers des questions pertinentes posées aux personnes rencontrées ou appelées au téléphone avant de partir sur le terrain, mais aussi rencontrées sur le terrain. Nous avons eu leur compréhension précise de ces termes. Nous reconnaissons que c'est avec la consultation des personnes sur ce sujet que l'approfondissement de l'objet et du sujet de notre recherche a été rendu possible de même que l'obtention d'une idée nette de son statut.

Le terrain à Cotonou a permis de profiter d'une part de la présence des sources de première main concernant le sujet et d'autre part de parler aux premiers instigateurs de l'Initiative et à leurs premiers antagonistes.

Pour les questionnaires d'enquête, nous avons fait le pré-test sur une dizaine de personnes rencontrées à Cotonou. Celles-ci ont été choisies en fonction de leur correspondance à notre échantillon de personnes.

Les techniques de collecte de données tout en étant rigoureuses et des plus objectives possibles nous ont tout de même obligé à certaines occasions à retourner sur le terrain (une fois entre Février et Mai 2012) ou encore à rappeler⁵⁹⁴ les personnes interviewées en vue de préciser certaines de leurs réponses.

⁵⁹⁴ Nous avons eu à rappeler à des personnes à 6 occasions entre Novembre 2010 et Mai 2012. Certes, le fait de rappeler une ou deux années plus tard, sort le répondant de son contexte. Mais ceci nous a permis aussi de voir ce qui n'a pas changé depuis dans les réponses que ces personnes nous ont données. Et comme il s'agit juste de 6 personnes qui ont été rappelées, nous avons une idée de ce qui change et de ce qui demeure une constante dans cette controverse et surtout dans leurs messages sur la durabilité.

En plus, cette méthode d'enquête a permis de préciser et d'identifier - une fois que les diagnostics ont été réalisés- les motivations des usagers de Zemidjan dans leur adaptation ou non aux changements technologiques, mais aussi leurs visions du développement durable.

Enfin les réponses à ces questions nous ont donné l'occasion de voir réellement les stratégies de communication mises en place par ces acteurs présents dans la controverse ABE. Et, nous avons l'impression que toutes ces stratégies sont fortement motivées par leur conception du développement durable. Suite à l'analyse des données recueillies, nous avons pu évaluer ces stratégies et faire nos propositions dans le but de redéfinir un type de communication pour le développement durable en partant des conceptions des personnes interrogées au Bénin.

Il y a eu aussi le choix des documents avant de partir sur le terrain.

6.2.2 Sélection des documents

La sélection des documents s'est faite en plusieurs étapes (voir la liste des documents sélectionnés en Appendice E). Ainsi, avant de partir sur le terrain, nous avons eu à consulter un certain nombre de documents dans les bibliothèques de l'UQAM, de l'Université de Montréal et de celle de l'Université d'Ottawa. Ces bibliothèques nous offraient des données et des documents disponibles aussi bien en version numérique que papiers sur notre sujet de recherche. Il s'agit des données sur le concept de développement, de développement durable et de communication pour le développement durable. À ces documents nous avons ajouté d'autres aussi bien pertinents qui nous ont été référés par notre direction de thèse, des professeurs et des collègues rencontrés au doctorat ou durant des présentations à différents colloques.

Dans cette première étape, nous avons donc sélectionné ici et là des données pertinentes sur la question. Celles-ci sont écrites en français ou en l'anglais.

Dans une deuxième étape nous avons choisi des références qui semblaient intéressantes d'après la lecture de leurs préfaces et/ou de leurs résumés.

Dans une troisième étape nous avons éliminé certains documents qui finalement ne se sont pas révélés pertinents.

Dans une quatrième étape, nous avons cherché par Internet ou par des appels téléphoniques des documents pertinents sur le sujet en débat à Cotonou. Certains de ces documents nous ont été envoyés depuis Cotonou par la poste ou par personnes interposées. Dans les cas, où c'était possible nous avons obtenu la version numérique de ces documents.

Nous avons également reçu des documents venant d'autres pays comme la France, le Togo et la Cote d'Ivoire.

De plus, nous avons consulté des écrits et les actions qui ont été prises par plusieurs instances dans le but de régler les difficultés engendrées par l'Initiative ABE.

Ensuite il y a eu des recherches qui ont été faites à travers d'autres bibliothèques.

6.2.3 Techniques de recherche bibliographique

Cet ensemble de démarche a été fait avant de partir au Bénin. Elle a permis d'avoir une idée bien précise sur l'ensemble des questions concernant le concept de la Communication pour le développement durable tel que présenté et conçu de façon générale dans le reste du monde, en Afrique et surtout au Bénin.

Cette recherche bibliographique a été faite de plusieurs façons. D'abord de manière automatique.

6.2.3.1 Recherche automatisée

Une partie de la recherche a été faite à travers une méthode automatique ou semi-automatisée.

Il s'agit d'une recherche par auteurs. Il y a des bases de données présentes à la bibliothèque de l'Université d'Abomey-Calavi⁵⁹⁵ à travers des CD roms; il y avait aussi d'autres bases de données et d'autres références utilisées via l'internet.

Sur internet, des thèses et des articles intéressants sur le sujet ont été utilisés en respectant les normes de la propriété intellectuelle.

La recherche sur internet est devenue presque l'unique moyen d'avoir accès aux sources étant donné que l'objet de notre recherche est encore très jeune et qu'il n'y avait pas assez de documentations précises sur le sujet. De plus, la plupart des documents dont nous avons vraiment besoin n'ont pas été tous publiés.

Il faut dire que les informations même si elles existent sur une base de données, ne sont pas forcément classées, catégorisées ou organisées par thème encore moins par ordre alphabétique. On ne trouve pas toujours mentionnées les références relatives aux auteurs de ces rapports.

⁵⁹⁵ Jusqu'en 2001, cette université s'appelait l'Université Nationale du Bénin.

À la suite de la recherche par nom d'auteurs ou par thèmes, nous avons également procédé à une recherche par mots clés.

6.2.3.2 Choix des mots clés

La deuxième étape dans notre recherche bibliographique ou documentaire est relative à la sélection des mots ou des concepts signifiants pour le sujet traité. Il s'agit des « mots clés ». Le choix de ces mots est déterminé par :

- Les mots signifiants du titre, de l'objet d'étude et du sujet
- Les mots connexes extraits des articles et/ou des revues ou des documents consultés manuellement.
- Les mots proposés ou avancés par les différents acteurs de la controverse.

Dans ce cadre, nous avons consulté des dictionnaires généraux et spécifiques comme « Le Petit Larousse » et les dictionnaires encyclopédiques comme « l'Encyclopediae Universalis » qui font, chacun à sa façon, une synthèse sur la question de développement. Ceci nous a permis de pouvoir éclaircir et mieux élargir le sens de notre sujet de recherche.

Enfin les mots clés utilisés majoritairement pour la recherche sont les suivants : Zemidjan, Environnement, Djenana, Développement, Développement Durable, Communication; protocole de Kyoto, Initiative ABE.

Nous avons ensuite fait des recherches sur des supports numériques comme les CD roms.

6.2.3.4 L'usage des CD roms

Il s'agit souvent de supports techniques audiovisuels qui ont été pour la plupart réalisés sur le sujet. Il s'agit surtout des reportages (court métrage) sur des sujets relatifs au phénomène des Zemidjan à Cotonou. Nous y avons sélectionné des éléments pertinents de leurs messages, leurs luttes, leurs stratégies et organisations en réseaux, leurs associations sans oublier leurs propres réflexions sur leurs vies au quotidien⁵⁹⁶.

Nous avons également eu accès à plusieurs reportages qui ont été faits sur la question et principalement dans le cercle de l'ABE et du gouvernement.

Enfin, l'accès à des éléments de recherche scientifique a été également orienté sur des thèses ayant traité de la question de l'environnement en rapport à l'usage des taxis motos ou des autres moyens de transports dans les pays en voie de développement. Ce sont notamment des thèses ou des mémoires de recherches universitaires de cycles supérieurs. C'est ce que nous appelons des Doc-thèse.

⁵⁹⁶ Cette partie de la recherche a été favorisée par la présence de mon frère BOCO Mellon qui était responsable du service infographie et informatique de l'ORTB.

6.2.3.5 Doc-thèse

Cette littérature des Doc-thèse vient en appui à la recherche sur le terrain, ayant eu recours à des catalogues regroupant ou faisant références à des thèses soutenues à :

- L'Université du Québec à Montréal.
- L'Université d'Abomey-Calavi du Bénin
- L'Université de Montréal
- L'Université de Paris IV,
- L'Université de Lyon II
- L'Université de Cocody

Toutes ces thèses ont été sélectionnées compte tenu d'un certain nombre de variables inclusives qui sont:

- Le sujet (communication)
- Le domaine (développement)
- L'objet d'étude (pollution, environnement)
- Le terrain de recherche (en Afrique sud saharien)
- L'année de recherche ou de publication doit se trouver entre 2005 et 2012.
- Le rapport du chercheur avec son objet d'étude ou le terrain d'étude.

Ces thèses recensent également et principalement des sujets de doctorat soutenues dans le domaine de la communication pour le développement et/ou durable dans les pays en voie de développement comme le Bénin. La plupart de ces chercheurs sont de l'Afrique de l'Ouest et surtout du Bénin.

Grâce au moteur de recherche de la bibliothèque de l'Université d'Ottawa, nous avons aussi bénéficié des outils de localisation qui ont permis de connaître l'adresse des différentes bibliothèques de dépôt.

Par ailleurs, nous avons eu recours à des logiciels.

6.2.4 Les logiciels

Plusieurs logiciels nous ont aidés dans notre recherche.

D'abord EndNOTE : cet outil de gestion de bibliographies interfaçable avec MS Word nous a permis d'insérer facilement des références bibliographiques à tous les documents. Toutefois, à l'automne 2012, nous avons perdu notre abonnement à ce logiciel et avons dû continuer la compilation des données bibliographique de façon manuelle.

Le second logiciel utilisé est « Francis », qui est une base de données bilingue (français, anglais) couvrant l'essentiel de la littérature mondiale (périodiques, ouvrages, compte-rendu, thèses, rapports) en sciences humaines, sociales et économiques. L'usage de Francis a été pertinent seulement dans la recherche de données au niveau international sur la question. Les réalités du terrain n'ont pas objet de recherche avec « Francis ». Les résultats de « Francis » nous ont permis de comprendre ce que disent des auteurs sur cette question de CDD surtout en Occident. Ceci nous a également donné l'occasion de trouver ce qui est pertinent et surtout spécifique au pays dits développés sur les questions de développement durable. Pour l'usage de cette base de données, « Francis, » nous avons fait la recherche avec les mots clés du titre (MT) et mots clés du sujet (MC). Et les résultats ont été pertinents.

Comment avons nous procédé avec Francis ?

Dans notre première requête, nous avons utilisé le descripteur « communication » tout seul et ensuite le descripteur « Pour le développement durable » tout seul. Le résultat de cette première recherche pour chacun de ces deux descripteurs a donné un nombre trop volumineux de références. Ceci nous a obligés à faire des équations de recherche tout en croisant le terme « développement durable » avec les termes « Bénin », « pays en développement », « Communication pour le développement durable ».

Nous avons aussi fait des recherches sur les mots « Agence Béninoise pour l'Environnement », « Zemidjan » « Djenana » « catalyseur » avec les autres descripteurs, en utilisant des moteurs de recherche comme Google. Et ceci pour voir ce que l'Occident pense de ces réalités. Les résultats de la formulation de ces croisements devenaient : parfois nuls, tantôt très modestes. Toutefois, « Francis » et « Google » nous ont donné l'occasion d'avoir en main des ressources intellectuelles de premières qualités et des idées sur la réflexion de certains auteurs surtout en occident, mais parfois en Afrique et même au Bénin. Nous avons également consulté des catalogues.

6.2.5 Consultation des catalogues de bibliothèque

Le principal catalogue que nous avons consulté est « le Sudoc ». Il s'agit d'un catalogue qui comprend des documents de plus de dix millions de références bibliographiques. On y trouve des monographies, des publications de thèses et beaucoup d'autres documents. Il faut dire que « le catalogue Sudoc permet de localiser les documents possédés par les bibliothèques des universités françaises et autres établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche participant au réseau Sudoc. S'y ajoute le

recensement des collections de publications en série d'environ 2400 autres centres documentaires français »⁵⁹⁷.

6.2.6 Les listes de diffusion et les colloques

En plus d'avoir consulté des catalogues et des revues scientifiques sur la question de développement et de développement durable en Afrique, nous avons participé à plusieurs listes de diffusion qui ont pour objectif de faciliter les échanges d'informations, d'idées et d'expériences ainsi que de faire circuler les informations concernant le développement durable, les événements des altermondialistes, les rencontres ou des colloques de réflexion sur notre avenir à tous, et les offres d'emploi.

Toutefois, ce sont les participations à des colloques comme ceux organisés par l'ACFAS qui nous ont permis d'entrer en contact non seulement avec des personnes de référence, des chercheurs, mais aussi avec des documents⁵⁹⁸ et qui nous ont permis d'avoir encore de la des données et des idées plus larges sur la question du développement durable dans les pays en voie de développement.

Parmi ces listes de diffusion nous avons choisi deux sur bibliothéconomie et une sur l'histoire de la communication pour le développement durable. Et nous avons lancé des requêtes sur toutes ces listes. En date du 13 Mai 2011, les listes adbs-info, biblio-front nous ont renvoyés 13 mails. Elles ont offert beaucoup d'informations précieuses. Par exemple, les pages de références de documents concernant le sujet de la CDD; nous

⁵⁹⁷ <http://www.abes.fr/Sudoc/Sudoc-public/Le-catalogue-Sudoc> consulté le 08 Janvier 2009.

⁵⁹⁸ Il s'agit des documents et des logiciels venants d'un peu partout et qui ont servi à enrichir notre recherche.

avons reçu des rapports, des adresses des spécialistes de la communication pour le développement durable et des questions de développement.

Nous avons eu également l'occasion d'avoir des citations de sites web, des listes des auteurs concernés, des propositions de recherche, et même une brochure intitulée « les étapes de la communication pour le développement durable » qui introduit les références sur le sujet et une vingtaine de références de fonds venant de spécialistes de la communication.

6.2.7 La recherche sur Internet proprement dite

La recherche sur Internet a été faite en 4 étapes :

D'abord, comme nous l'avons dit, nous avons interrogé les dictionnaires encyclopédiques en ligne pour avoir une vue générale de l'histoire de la communication pour le développement et le développement durable en Afrique et au Bénin.

Ensuite, nous avons commencé la recherche sur le méta-moteur « Copernic 2000 » qui interroge en une fois différents outils de recherche pour fournir la réponse la plus exhaustive sur une question. Ce genre de méta-moteur a permis de :

- Obtenir plus rapidement des résultats pertinents et de haute qualité.
- Accéder à plus de 90 moteurs de recherche regroupés dans 8 domaines.
- Eliminer automatiquement les informations inutiles et les liens désuets.
- Rechercher à l'aide de moteurs groupés selon la langue, le domaine et la région géographique.

- Personnaliser des éléments de présentation à l'aide de skins (habillages, peaux)

Les résultats de recherche sur Copernic ont été les suivants :

Recherche: Communication pour le développement durable (Tous les mots) Date: 30/04/09

Trouvé: 79 document(s) dans le web en français Tri: Score

Copernic: Résultats de recherche

Recherche: Communication pour le développement durable (Tous les mots) Date: 02/01/12. Trouvé: 54 document(s) dans le web en français Tri: Score.

Enfin, nous avons fait des recherches avec le moteur de recherche Google afin de vérifier certaines informations. Les résultats ont été nombreux et certains très pertinents. Par ailleurs, il y a eu également des recherches qui ont été faites de façons aléatoires sur des auteurs, des livres et des événements.

Cependant, il existe quand même un inconvénient. C'est qu'il y a souvent beaucoup trop d'éléments non désirés. Sous la requête « communication pour le développement durable », nous avons par exemple effectué deux fois la même recherche. La première a eu lieu le 30 Avril 2009, la deuxième le 8 janvier 2012. Les résultats ont été très nombreux et vastes. Nous avons alors sélectionné ceux qui nous paraissaient les plus pertinents. En plus de ces recherches faites sur internet, il y en a eu d'autres qui ont été faites de façon manuelle.

6.2.8 Recherche manuelle

La recherche manuelle a consisté à interroger ou à lire des ouvrages et des livres exposés en bibliothèque. Il s'agit des documents qui ont été cités par des auteurs étudiés sur le sujet ou à qui d'autres auteurs ont fait référence.

Cette démarche était nécessaire, car elle permet d'avoir une meilleure connaissance et un meilleur rapport ou approche avec le sujet de recherche et de déterminer les réalités relatives aux mots clés plus précis. Cette recherche manuelle a donné l'occasion de consulter une large série de bibliographies cachées pour des fins d'articles précieux. La plupart de ces documents se trouvaient à la bibliothèque d'Abomey Calavi au Bénin.

En plus des documents sélectionnés et consultés, il y a eu des personnes et des organisations que nous avons interrogées avant d'aller sur le terrain. Et ce, dans le but d'avoir une idée précise de ce que des personnes pensent du DD en dehors du Bénin.

6.2.9 La préparation des personnes à interviewer

Une pré-enquête (le pré questionnaire) sur le terrain a été faite pour la rédaction des protocoles et l'organisation des enquêtes. Nous avons testé les questions à un ensemble de 5 (trois femmes et deux hommes) personnes⁵⁹⁹. Celles-ci habitent à Cotonou et ont

⁵⁹⁹ Il s'agissait pour nous de faire un pré test de notre questionnaire. Ces personnes n'ont pas de rapport direct avec le terrain de recherche mais elles connaissent le sujet, le terrain de recherche et l'objet de recherche. Elles ont le même profil que notre échantillon. Ce pré-test nous a permis de valider la compréhension, la simplicité et la clarté de nos questions. Ainsi cette étape nous a donné l'occasion de corriger et de tester nos questions; mais aussi d'enlever des questions toute ambiguïté ou gêne.

été appelées depuis Montréal avant de partir à Cotonou. Elles sont toutes informées des enjeux du sujet.

Ainsi, avant d'aller sur le terrain, nous avons surtout essayé de réaliser par téléphone (de Janvier à Mars 2009) une investigation afin de préparer la rédaction des protocoles et l'organisation de l'enquête. Nous avons également fait signer le formulaire du comité d'éthique protégeant les personnes à qui nous allions nous adresser pour recueillir leur opinion. Et enfin, choisi les personnes qui devraient faire partie du focus groupe. Nous avons en effet, prévu de faire deux focus groupes et d'interroger 51 acteurs appartenant à 3 différents types de réseaux. Mais finalement, une fois sur le terrain, nous avons dû faire trois focus groupes et interviewé 51 personnes.

Toutes ces démarches préalables nous ont préparés à un départ un peu plus aisé sur le terrain de recherche même si ce terrain est aussi notre terre natale. Après avoir ainsi présenté et exposé notre préparation avant le départ sur le terrain, nous présenterons la démarche méthodologique une fois arrivé sur le terrain.

6.3 Le terrain et les outils de recherche.

Une fois arrivé sur le terrain, nous avons d'abord essayé de définir et de comprendre quelques mots ou réalités comme : Zemidjan, Djenana, environnement, communication, développement et développement durable.

6.3.1 Lieux ou le terrain de la recherche

Le terrain de recherche s'est déroulé principalement dans la ville de Cotonou⁶⁰⁰ en République du Bénin. Ainsi la plupart de nos enquêtes ont été effectuées à cette ville, surtout aux ministères de l'Environnement à l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), à la ville de Cotonou et aux sièges sociaux de quelques associations de Zemidjan à Cotonou. Cotonou est la capitale économique du Bénin. Même si les Zemidjan, originellement appelés taxi-cana⁶⁰¹, ont pris naissance dans la ville de Porto-Novo⁶⁰², capitale politique du Bénin, il faut dire que c'est à Cotonou qu'ils ont pris leur grand essor.

La ville de Cotonou abrite toutes les grandes institutions de la république, dont le port autonome et l'aéroport international du Bénin; elle est donc la vitrine du pays. Si les Zemidjan en 2012 sont au nombre de 250.000 officiellement inscrits⁶⁰³ dans les annales de la ville de Cotonou, ils sont par contre à peu près 60.000 à Porto Novo.

On peut trouver une carte administrative de la République du Bénin sur le lien suivant :

⁶⁰⁰ Pliya Jean, (1997), « L'histoire de mon pays le Bénin », Librairie Notre Dame, Cotonou-Bénin, 1997.

⁶⁰¹ Parce qu'ils servaient seulement à Porto Novo à transporter de la marchandise appelée « cana » la patte blanche fabriquée à base de maïs fermentée ; les taxis de ce moment étaient seulement des vélos.

⁶⁰² Située à 30 kilomètres de Cotonou

⁶⁰³ Pour être officiellement inscrit comme conducteur de Zemidjan dans la ville de Cotonou, il faut deux conditions :

Être enregistré à la municipalité de Cotonou en payant la taxe annuelle, appelé « Droit Taxi », qui s'élève à 5 100 Fcfa (7€). Après cela, selon la norme, les conducteurs de Zemidjan reçoivent un numéro qui leur est attribué. Avoir une moto deux roues, à deux ou à quatre temps qu'on utilise pour son activité. Le conducteur n'est pas obligé d'être le propriétaire de la moto. Il peut être locataire de la moto, employé du propriétaire de la moto, en processus de location - achat avec les concessionnaires et/ou vendeurs de la moto ou déjà ou simplement emprunteur de la moto.

La mairie de Cotonou enregistre les conducteurs de Zemidjan qui payent leur « droit taxi ». Toutefois l'administration de cette mairie ne peut pas officiellement déterminer qui sont les Zemidjan professionnels, amateurs ou occasionnels. En effet, tout le monde peut s'inscrire comme Zemidjan en s'inscrivant et en payant leur droit taxi pour obtenir de la ville en plus du droit taxi (vignette) un numéro d'usager. C'est-à-dire un numéro précis de conducteurs. Les numéros sont attribués aux conducteurs de Zemidjan. Toutefois, ces conducteurs Zemidjan s'échangent les mêmes numéros et ce entre les professionnels et les occasionnels. Ainsi, la même moto et le même numéro sont souvent utilisés par deux ou trois ou même quatre personnes.

Par ailleurs, à Cotonou, nous avons aussi utilisé plusieurs bases de données et profité de l'accès à des sites internet en cas de besoin. En l'occurrence nous avons utilisé les bases de données de la Bibliothèque de l'Université d'Abomey Calavi qui a été pendant longtemps la seule Université d'État au Bénin. Quelques archives et mémoires qui ont été réalisés sur la question s'y trouvaient.

6.3.2 Les outils de la recherche

La démarche fondamentale dans l'usage de chacun de ces outils a été celle de la lecture, de l'observation, de l'interrogation et de l'écoute active qui sera définie plus loin.

Nos outils fondamentaux dans cette recherche sont au nombre de trois :

- Les documents de base produits dans le cadre de l'Initiative ABE de même que dans les interventions ou les écrits de chercheurs et penseurs béninois sur le développement durable.

- Les guides d'entretien développés pour interroger les personnes à Cotonou d'une part et les entrevues de groupe présentiel auprès des syndicats de Zemidjan d'autre part.
- Les trois focus groupes.

D'autres outils de recherches se sont ajoutés à ces trois méthodes de collectes. Nous expliquerons plus loin ce qui nous a conduits à ajouter chacune de ces options qui, loin d'être des choix aléatoires, se sont presque imposées dans notre démarche méthodologique de recherche et de collecte de données. Il s'agit des:

- Recherches automatisées ou semi-automatisées sur le web
- Deux questionnaires
- Enregistrements audio et vidéos (qui ne seront finalement pas prise en compte dans l'analyse).

Cette recherche documentaire a permis de faire le point de la question de développement et de bien élaborer la revue de littérature. Mais surtout, elle a donné l'occasion de préciser ce qui pourrait être différent et spécifique de la conception des personnes interrogées à Cotonou dans l'élaboration du concept de communication pour le développement durable.

Durant notre séjour à Cotonou, nous avons eu l'opportunité de nous rendre à des assemblées de discussions et de voir les antagonistes et les protagonistes de l'Initiative ABE débattre de la question. Nous avons eu le choix d'enregistrer ou non ce qui se disait.

Cette étape nous permet d'aborder la recherche sur le terrain proprement dite.

6.4 La démarche méthodologique sur le terrain.

D'abord quelles sont nos stratégies de collecte de données ?

6.4.1 Stratégie pour la collecte des données

Nous rappellerons que l'étude a été organisée sur trois niveaux :

- La revue documentaire réalisée sur le terrain
- Le terrain en lui-même c'est-à-dire la compilation des données qui a précédé l'analyse des résultats.
- Des séances de validation et de discussions des résultats auprès des populations enquêtées.

L'analyse des informations et des données recueillies, à l'issue des échanges avec les populations rencontrées nous aurait aidés à répondre non seulement à notre question centrale, mais aussi à confirmer ou infirmer nos hypothèses de recherche.

Déjà nous avons pu constater par nous même

[...] que l'explosion urbaine et démographique de ces trente dernières années s'accompagnent partout d'une transformation profonde des sociétés et des rapports sociaux ». Sylvie Ayimpam, Fatoumata Ouattara, Jacky Bouju⁶⁰⁴, ont raison lorsqu'ils affirment que : « que ce soit au Mali, au Burkina Faso ou en République démocratique du Congo (et j'ajouterais surtout à Cotonou) la croissance, la densification et le brassage social et cosmopolite des populations

⁶⁰⁴ Société civile, pouvoirs locaux et développement durable des villes en Afrique. Récupéré de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00266549/> document consulté le 25 Avril 2013.

urbaines ont produit une exacerbation des problèmes de la vie en ville: difficultés de transport, d'évacuation des déchets, d'accès à la santé et à la propriété foncière, prolifération des activités informelles, etc ⁶⁰⁵.

Comment cette collecte de données s'est-elle alors réalisée concrètement ? En plusieurs étapes dont la première est l'observation. Que dire de l'observation?

D'abord, comme autrefois, nous sommes montés successivement sur trois motos dont le conducteur a été préalablement sélectionné compte tenu de son appartenance à un groupe donné de Zemidjan. Chemin faisant, nous avons observé son comportement vis-à-vis de sa moto.

Nous avons suivi un Zemidjan qui a adopté le djénana (la moto à Quatre Temps), un autre qui a installé le catalyseur et qui en est déçu et un dernier qui en est satisfait. Nous leur avons demandé leur impression et recueilli leur opinion sur l'Initiative ABE à l'aide du questionnaire défini à l'avance.

Ensuite nous avons filmé trois débats sur les espaces publics ; ces espaces étaient de différents lieux d'émergence et de discussion autour de cet élément technique. Il s'agissait entre autres d'un débat au parlement ; d'un autre qui a lieu dans les locaux des syndicats pro-Djenana et d'un autre qui a été organisé par les pro-catalyseurs au palais des congrès de Cotonou. Ce support vidéo devrait servir à confirmer ou à infirmer les éléments recueillis en direct à travers les questionnaires, guides d'entretien, documents écrits ou focus groupes. En fin de compte, il faut avouer que ces éléments visuels n'ont vraiment pas servi⁶⁰⁶ pour notre analyse.

⁶⁰⁵ Ayimpam Sylvie, Ouattara Fatoumata, Bouju Jacky, CEMAF-AIX Novembre 2007, Ministère de la Recherche Action Concertée Incitative « Sociétés et cultures dans le développement durable » Axe de recherche n°1 du CEMAF, Rapport Final, Société civile, pouvoirs locaux et développement durable des villes en Afrique, Kinshasa, Bamako, Bobo-Dioulasso. Voir introduction, paragraphe 2

⁶⁰⁶ Au moment de l'analyse des données, nous avons dû enlever tous les éléments recueillis par observation vidéo. Ces éléments ne font donc plus partie de notre analyse.

Nous avons également pris des documents déjà écrits.

6.4.2 Les documents écrits

Le corpus documentaire est constitué de :

- Documents ci-dessus cités et qui ont été recueillis avant de partir sur le terrain
- Documents retracés sur le terrain dans les bibliothèques et les réseaux ABE, associations de Zemidjan, gouvernement, bibliothèques et internet.
- Enquêtes réalisées sur le terrain à travers les questionnaires et les entrevues.

Nous avons constitué un corpus d'un ensemble de documents produits par le ministère du Développement Durable; il s'agissait aussi de rapports d'experts et des différents accords et conventions. Et nous avons aussi essayé de tracer jour par jour tous les documents écrits, mais aussi et surtout les discussions documentées qui ont eu lieu autour du catalyseur depuis sa conception jusqu'à sa dissémination en passant par son adoption/rejet, son appropriation, sa valorisation, sa réinvention, son adaptation et sa transformation.

L'avantage a été d'avoir un porte-parole pour chaque groupe constitué. Ces porte-paroles ou agents de relai nous ont immensément facilité la tâche. Nous avons alors remarqué que ces débats ont gagné en efficacité compte tenu de l'objectivité des porte-paroles.

Avant de présenter les résultats de cette enquête, nous présenterons l'échantillonnage.

6.5 Échantillonnage

L'échantillonnage: est la phase qui consiste à concevoir le modèle réduit de la population d'ensemble tout en la représentant le plus fidèlement possible. Son rôle est de prélever une partie représentative d'un ensemble pour déterminer avec la plus grande précision possible la teneur moyenne en divers éléments de cet ensemble.

L'échantillonnage est aussi important pour la collecte des données que pour l'analyse et l'interprétation des résultats. Comme l'affirment Miles et Huberman,

[...] peu importe ce que vous ferez, vous ne réussirez jamais à étudier tout le monde partout et dans toutes leurs activités. Les choix que vous faites (les personnes à qui vous parlerez, où, quand, à quel sujet et pourquoi) sont autant de limites aux conclusions que vous pourrez tirer, à la confiance avec laquelle vous les formulerez et au crédit que les autres leur accorderont.⁶⁰⁷

6.5.1 La constitution de l'échantillon :

Notre échantillon est constitué de :

- Trois focus groupes
- Guides d'entretiens pour interroger 51 acteurs appartenant à 3 types de réseaux.

⁶⁰⁷ <http://www.groupe.polymtl.ca/geo/marcotte/glq3401min/chapitre4.pdf> consulté le 20 Mai 2013.

- Deux questionnaires d'enquête auprès de 7 personnes (politiciens et hommes d'affaires béninois) dont nous comparerons les réponses avec celles de 7 altermondialistes ;
- Enquêtes semi-dirigées et de groupes de discussion.

6.5.2 Explication de l'échantillon.

Après avoir choisi la méthode de recherche et l'outil à utiliser, nous avons déterminé les paramètres de l'échantillon. Cet échantillon regroupe des répondants représentatifs de la population étudiée à Cotonou;

Les personnes et les documents ont été choisis en nombre assez suffisant.

Certaines personnes ont été choisies compte tenu de leur appartenance ou non à un des trois réseaux de Zemidjan, à l'ABE, au gouvernement, à l'assemblée nationale ou à la société civile.

En effet, le terme de société civile est employé pour parler globalement de personnes et de groupes de personnes organisées collectivement, indépendamment de l'État et surtout n'appartenant ni à un parti politique et encore moins à une association de syndicat de Zemidjan. Roger Gbégnonvi déclarait au Journal le Matin 19 Février 2010 :

Sous cette appellation, on regroupe des mouvements, organisations, associations qui agissent en dehors de l'État et des pouvoirs constitués, pour faire prendre en compte leurs valeurs ou leurs intérêts par les décideurs politiques et économiques. Les ONG, les syndicats, les associations d'usagers, les

groupements paysans, les entreprises par exemple, font en théorie partie de la société civile⁶⁰⁸.

Le choix des personnes à interroger n'est donc pas tout à fait anodin encore moins aléatoire. Au départ l'échantillon devrait contenir un maximum de 40 répondants. Mais une fois sur le terrain, nous avons dû reconsidérer le nombre total et porter le total des répondants à 51 pour avoir un pourcentage de 60 pour mille personnes de la population béninoise. Étant donné que le nombre total de conducteurs de Zemidjan officiellement enregistrés à Cotonou au moment de l'enquête était de 110 000.

En effet, d'après les lois de la statistique,

[...] un échantillon est considéré comme statistiquement significatif dans la mesure où il compte au moins 30 répondants choisis de façon aléatoire ; c'est le degré de précision et de fiabilité des résultats qui augmentent à mesure qu'on accroît la taille de l'échantillon. La même règle s'applique lorsque le chercheur désire tirer des conclusions à partir d'un sous-groupe d'individus membres de l'échantillon : il doit alors s'assurer d'obtenir au moins 30 répondants dans chacune des cellules constituées. Précisons qu'il est néanmoins possible d'analyser de façon rigoureuse les résultats d'une enquête, ou de sous-groupes d'un échantillon comptant moins de 30 répondants; il faut alors utiliser les méthodes de l'analyse non paramétrique, qui ne permettent toutefois pas de généraliser des résultats à l'ensemble d'une population.⁶⁰⁹

Pour nous, la taille de l'échantillon détermine le degré de confiance que nous voudrions accorder à l'information recueillie. Par exemple, en sélectionnant 51 personnes, nous posséderons:

- Plus de 30 personnes interrogées.

⁶⁰⁸ http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/societe_civile/societe_civile_intro.html consulté le 23 Mai 2012.

⁶⁰⁹ <http://www.gestiondesarts.com/index.php?Id=122> consulté en Avril 2011.

- 90 % de probabilité de ne pas nous tromper (niveau de confiance désiré) ;
- Plus de 5 % autour des estimations (marge maximale d'erreur tolérée).

Si l'échantillon augmentait à 82 personnes, notre niveau de confiance grimperait alors à 95 % pour une marge d'erreur maximale de 5 %.

Nous pourrions dire ou estimer avoir atteint ce nombre si nous y ajoutons les personnes présentes dans chaque focus groupe.

6.5.3 Explication des entretiens ou des entrevues individuelles semi-dirigées

Des entrevues individuelles semi-dirigées ont été réalisées auprès d'un ensemble d'acteurs; il s'agit de 51 personnes. Chacun de ces entretiens d'une durée moyenne de 45 à 60 minutes a été en bonne partie enregistré (de façon numérique) afin de pouvoir être analysé subséquemment. Les interlocuteurs ont parlé librement sans être stoppés par les prises de notes.

Pour les entrevues, nous nous sommes assurés d'avoir des catégories différentes de personnes cibles à interroger, selon différents paramètres comme :

- région(a),
- genre (b),
- âge (c),
- type d'acteur (d),
- niveau d'implication (e).

Il était devenu aussi important de réaliser des entrevues avec trois sous-groupes d'acteurs,⁶¹⁰ et ce, afin de comprendre :

- Leurs motivations à suivre tel ou tel chemin ou vision de développement durable.
- Les principales difficultés rencontrées en face des défis de l'environnement et surtout à cause ou grâce aux nouvelles initiatives;
- Les modes d'articulation entre Zemidjan, Santé et Développement durable
- Les représentations à l'égard des propositions de développement venant des pays du Nord et de les confrontés avec la vision des personnes interrogées.

C'est donc de façon bien ciblée que nous avons décidé d'interviewer 51 personnes (dont 28 femmes) réparties comme suit :

- 4 personnes de la société civile dont 2 pour et 2 contre l'Initiative ABE. Elles appartiennent toutes au monde des scientifiques⁶¹¹;

Il faut dire que les responsables de la société civile font partie directement du débat. Ils ne sont pas partie prenante et n'ont pas d'intérêt partisan à défendre. Parmi ces quatre personnes, il y a deux femmes et deux hommes. Même si les femmes sont en grande partie usagères de la moto, ce sont les hommes qui sont presque exclusivement conducteurs de taxi-moto⁶¹². En respectant la parité homme/femme à ce niveau, nous

⁶¹⁰ Il ne s'agit pas de focus group mais des assemblées d'acteurs comme ceux des syndicats de Zemidjan.

⁶¹¹ Le tableau méthodologique présenté plus haut présente l'ensemble de ces personnes. Le tableau est également représenté dans un format plus grand dans les pages annexes.

⁶¹² Roko Christian, Kpogue Marius, SYPIA Info, Agence de Presse en ligne, Article numéro 4893, 07.03. 2003.

sommes donc sûrs d'aller chercher des arguments pertinents pour ou contre l'initiative ABE. Nous avons donc choisi une femme qui est contre l'usage des motos à Deux Temps et une autre qui est contre ou qui préfère les motos à Quatre Temps.

- 6 personnes qui sont très proches du pouvoir exécutif (gouvernement) ou du pouvoir législatif, dont trois de la mouvance et trois de l'opposition;

En effet, c'est le gouvernement qui a validé les accords avec les partenaires pour l'Initiative ABE. Mais à l'Assemblée nationale, le projet et le décret ont été apparemment discutés, il y a également des députés pour et d'autres contre. Avec l'équité qu'il y a actuellement entre les députés de la mouvance et ceux de l'opposition, nous croyons avoir une idée bien équilibrée des versions officielles ayant entouré cette initiative.

- 20 principaux acteurs impliqués dans la controverse;

5 sont pour le djénana (nouvelles motos à Quatre Temps),

5 pour le catalyseur (élément technique qui permet de réduire la pollution) ;

5 contre tout changement et qui préfèrent donc la moto à Deux Temps;

2 propriétaires de Zemidjan (deux femmes commerçantes);

1 constructeur de nouvelles motos ;

2 revendeurs de motos (1 de Quatre Temps et 1 de Deux Temps) ; ce sont des acteurs directs de la controverse, car, plusieurs pistes de recherche de solutions ont conduit à eux. Ils sont des acteurs réseaux.

En effet, chaque acteur appartient donc à un réseau ou à un syndicat précis; ils sont alors des acteurs dits économiques au même niveau que les conducteurs de taxi-moto. Dans cet échantillon de personnes choisies de façon non probabiliste, et ciblée, nous

avons tenu compte de leur groupe d'appartenance, ils sont surtout des personnes se trouvant à l'avant-plan de la controverse.

- 5 usagers de taxis-motos dont 4 femmes ;
- 5 non usagers de taxis-motos dont 2 femmes.

En effet, les usagers de taxis-motos étant surtout des femmes, elles peuvent donner leurs avis qui sont aussi très importants dans cette catégorie. Par ailleurs, les personnes qui se déplacent le plus avec leur propre moto sont les hommes.

- 11 Experts béninois impliqués dans la question de développement durable en rapport avec les nouvelles technologies et la question de Zemidjan.

Il faut dire que le niveau intellectuel et surtout la maturité humaine et financière en terme de réflexion sur les questions de développement étaient recherchés. Ces personnes avaient leur avis à donner sur les questions de développement et comment il fallait procéder au Bénin pour y parvenir de façon durable.

6.5.4 Groupes de discussion ou focus groupes

Nous avons invité également 36 acteurs réseaux ayant des profils différents pour les faire participer à 3 groupes de discussion.

Au début, nous avions prévu d'en faire deux; mais une fois sur le terrain, l'impossibilité de réunir certains acteurs dans le même groupe, nous a obligé à en faire un troisième. Certaines personnes nous avaient demandé clairement de ne pas discuter avec un type de groupe de personnes données. Sur proposition du modérateur de ces focus groupes nous avons alors décidé de constituer un troisième groupe de focus groupes.

Étant donné que ce sont les politiciens du pouvoir exécutif qui ne voudraient pas être dans le même focus groupe que les Zemidjan, nous avons dû constituer un troisième groupe à part. Ces personnes étaient donc avec les techniciens et des membres de la société civile. Ce focus groupes a été organisé de telle sorte que les questions et les visions pertinentes des uns se retrouvent posées par le modérateur dans l'autre groupe.

Nous avons participé à ces focus groupes pour relancer les questions ou pour faire préciser certains détails que nous trouvions pertinents pour la question de développement durable spécifique au Bénin. Chaque fois, 12 acteurs différents d'un groupe à l'autre ont participé à ces discussions sur une plate-forme permettant d'enregistrer les échanges entre ces participants et l'animateur du groupe de discussion. Cet animateur d'une grande maturité intellectuelle et humaine qui a été le même à avoir dirigé les trois focus groupes, a été choisi compte tenu de son expertise de professeur, de maître conférencier et d'enquêteur certifié. Il a été choisi aussi et surtout compte tenu de son intérêt non partisan, mais très passionné pour la question. Il est un membre de la société civile.

L'ensemble de ces discussions, qui ont été réalisées sur des plates-formes que nous avons mises en place compte tenu des circonstances du terrain ont duré chacune en moyenne 135 minutes (2h15). Nous avons toujours assisté et participé à chacun de ces trois focus groupes sans influencer. Nos questions permettaient surtout d'avoir plus de précisions sur certains aspects contradictoires du débat.

Pour la sélection des 36 participants à l'un ou l'autre des 3 focus groupes, nous avons respecté les paramètres déjà identifiés pour les entrevues individuelles :

- la provenance géographique,
- le genre,
- la moyenne d'âge,

- le type d'acteur
- et le niveau d'implication dans le débat.

Ainsi, à chaque focus groupe, il s'agissait de 12 personnes prédéterminées (7 femmes, 5 hommes, moyenne d'âge de 35 ans, niveau d'éducation secondaire 5).

Les questions ont été orientées dans le but d'avoir des réponses précises à notre préoccupation de communication pour le développement durable, mais aussi de clarifier certains aspects du débat qui démontraient et relevaient des éléments spécifiques et identitaires importants de DD pour les populations interrogées. Toutefois, ces guides d'entretiens ne suffisaient pas pour faire comprendre ce phénomène. Il a fallu écouter et questionner de façon active et en même temps attentive. Cette écoute active nous a permis de mieux comprendre certaines réalités du Zemidjan qui nous paraissaient suicidaires. Aujourd'hui, le fait d'avoir utilisé cette technique nous permet de répondre à la question : comment avons-nous fait pour obtenir ces informations pertinentes de façon attentive à Cotonou ? C'est par l'écoute active dans la discussion simple à bâton rompu.

6.5.5 L'écoute et la discussion

Cette approche a été développée à partir du document : «L'art de l'écoute : Des chercheurs et des agriculteurs africains montrent le chemin ».⁶¹³ Selon l'auteur le degré d'apprentissage reçu dans une discussion dépend de la valeur accordée à la personne qui nous parle. C'est cette approche qui permet que l'être humain soit placé en avant

⁶¹³Adapté de Bessette, Guy, Communication et participation communautaire – Guide pratique de communication participative pour le développement, CRDI, (Centre de recherches pour le développement international) Ottawa, 2004

de tout : c'est la communication participative pour le développement en dix étapes. En effet, selon ce document étudié et réutilisé à maintes reprises, il existe une stratégie de communication participative pour le développement qui comporte dix étapes clairement définies :

- Etablir une relation avec une collectivité et approfondir sa compréhension du contexte local;
- Faire participer la collectivité quand vient le moment de cerner un problème, d'y trouver des solutions possibles et de décider de la mise en œuvre d'une initiative concrète;
- Identifier les groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème (ou l'objectif) et l'initiative;
- Déterminer les besoins et établir les objectifs et les activités de communication;
- Choisir les outils de communication appropriés;
- Préparer et tester au préalable les contenus et le matériel de communication;
- Favoriser la mise en place de partenariats;
- Etablir un plan de mise en œuvre;
- Assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement;
- Mettre au point une stratégie de diffusion et d'utilisation des résultats.

Ainsi, cette approche d'écoute et de discussion nous a permis de découvrir que le recours de plus en plus fréquent à la communication participative pour le

développement démontre que cet outil contribue incontestablement à améliorer la qualité de vie de ceux et celles qui habitent en milieu défavorisé dans toute l'Afrique, car elle permet de poser des questions, mais aussi et surtout de dire leur inquiétude, leur expérience et leurs espoirs. Ceci est vraiment fondamental et se présente comme le chemin vers le développement durable dans les pays en voie de développement.

Cette méthode devrait permettre surtout de faire en sorte que les populations interrogées puissent prendre leur destin en main. Ce qui n'a pas été le cas pour les questions de développement économique.

6.5.6 Entrevues de groupe présentiel auprès des syndicats de Zemidjan

La liste des questions posées lors de ces entrevues se trouve est Appendice F.

Cette étape a eu lieu au cours du dernier passage sur le terrain de février à avril 2012. Il s'agissait de valider certaines données recueillies il y a trois ans déjà et qui pourraient paraître vétustes.

Puisque tous les membres des syndicats sont impliqués dans différentes stratégies de communication politique, sociale ou technique sur la question, nous avons profité de notre présence sur le terrain pour réaliser des entrevues de groupe. Nous avons ciblé particulièrement les syndicats bien impliqués où il nous a été possible de réunir une douzaine de participants à ces entrevues de groupe. Ces entrevues avaient lieu juste après les débats au sein des différentes associations ou syndicats. Nous avons pu obtenir des éléments plus clairs et plus directs juste après les débats. Ces entrevues ont effectivement permis d'identifier les vrais leaders de la controverse et de savoir comment les changements ou les renforcements de positions se réalisaient; mais surtout

elles permettaient d'avoir une idée claire de ce que ces populations pensent du développement durable et comment les aider à y parvenir. Elles nous ont également donné l'opportunité de suivre l'évolution des idées et la construction des associations.

Ceci a enfin permis de voir l'évolution de la question de développement durable au sein de ces différents groupes.

Enfin, il faut dire que la curiosité et la peur de ne pas pouvoir tout observer nous a peut-être poussés à recueillir tellement de données. Après la sélection de ces données nous pouvons remarquer qu'en plus des éléments qui nous semblent aujourd'hui pertinents, que nous avons aussi collectés, d'autres données qui restent cependant en sourdine. Ces données obtenues surtout pendant des observations, n'apparaissent pas tant qu'elles ne venaient pas contredire énormément les réponses obtenues dans le corpus de données sélectionnées dans le cadre de cette recherche et que nous trouvons déjà très pertinentes.

Ceci nous permet d'aborder l'après enquête. En effet, qu'avons-nous fait après cette recherche sur le terrain ?

6.6 Démarche méthodologique après les enquêtes sur le terrain.

Le retour du terrain s'est également déroulé sur plusieurs étapes.

Il a fallu faire :

- Le dépouillement des données recueillies.
- La classification de ces mêmes données.

- La catégorisation des éléments recueillis.
- Des appels sur le terrain dans le but de repréciser certaines informations. Ainsi, de retour à Montréal, nous avons appelé 6 personnes pour repréciser leurs réponses.⁶¹⁴
- Essai de théorisation : En effet, à travers les réponses obtenues pour nos questions, nous avons essayé par la suite de déduire des éléments spécifiques pour la communication en vue du développement durable.
- Nous avons aussi compilé et vulgarisé des éléments de réponses auxquels nous ne nous attendions pas et qui nous ont été données par les personnes interrogées.

Mais avant tout, il s'agit de l'étape de l'analyse des données qui a permis de confirmer ou d'infirmar des perceptions d'origine ou des hypothèses de départ.

Mais tout cela, il va falloir présenter les résultats en vue de les analyser.

⁶¹⁴ Plus loin dans le dépouillement nous allons préciser comment la recherche sur le terrain a continué à travers les appels téléphoniques et les questionnaires.

CHAPITRE VII

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Nous soulignerons d'entrée de jeu que lors de notre recherche sur le terrain, nous nous sommes obligés et appliqués pour obtenir un certain nombre d'éléments de réponses apportés par les entrevues, les entretiens, les questionnaires et les débats. Parfois le non verbal parlait plus fort que le verbal ; les gestes aussi étaient souvent plus forts que les propos; les propos mis en rapport avec les gestes étaient parfois même contradictoires.

Dans le présent chapitre, nous allons nous concentrer sur les données recueillies et les interpréter au fur et à mesure avec chacune des questions posées. Il s'agira pour nous de prendre en compte de façon simultanée :

- La collecte des données pour les focus groupes.
- La collecte des données par la lecture des documents.
- La collecte des données à travers les guides d'entretiens, les entrevues de groupe présentiel auprès des syndicats de Zemidjan et les deux questionnaires.

Le questionnaire et le guide d'entretien – mis en annexe 5 – nous ont permis ainsi d'évaluer entre autres :

- La perception des différents protagonistes de l'initiative ABE et d'en faire le lien avec le développement durable.
- De savoir en quoi le refus ou l'acceptation de l'initiative ABE est important ou préjudiciable pour le développement durable aux populations du Bénin.

- L'intérêt des différents protagonistes pour le développement durable et son rapport avec la santé.
- Quels seraient, selon eux, les éléments pouvant entrer en ligne de compte dans la définition du développement durable. Et ce qu'ils entendent par développement, durabilité et développement durable.
- Si pour eux la santé est un moteur de développement ou en est un des aboutissements.
- De savoir enfin quels sont les éléments importants pouvant entrer en ligne de compte dans la nouvelle définition du développement durable.

Par ailleurs, nous avons effectivement réalisé trois focus groupes qui furent plus particulièrement de véritables séances de validation et de discussions des résultats auprès des différents types d'acteurs enquêtés. De façon concrète, notre analyse des informations et des données recueillies, à l'issue des échanges avec les populations, nous a aidés d'abord, à répondre à la question de savoir en quoi l'étude de la controverse ABE nous fait avancer dans la redéfinition du concept de développement durable. Et ainsi de comprendre désormais par rapport à l'environnement :

- Qui est vulnérable?
- Et à quoi ?
- Et dans quelle mesure?
- S'il y a conscience ou non des mesures ou risques de vulnérabilités.
- Quels sont les inconvénients de ces risques?
- Que proposent les populations interrogées comme éléments de DD ?

7.1 Collecte des données et interprétations des enquêtes et entrevues

Les compilations qui suivent ainsi que les réponses sont obtenues suite à l'analyse de tout le corpus. Mais les éléments les plus analysés sont ceux obtenus en faisant une compilation globale à partir du corpus documentaire, des questionnaires et guides d'entreviens, des focus groupes, de l'observation et de l'écoute active.

L'ensemble des tableaux du chapitre 7 présente la compilation des réponses à notre questionnaire.

7.1.1 Questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement

Ce premier ensemble de questions permet de savoir ce que pensent nos interlocuteurs (que nous nous avons interrogés ou lus) de l'environnement.

Tableau 7.1 Réponses aux questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement

| 1. Quelles idées vous viennent souvent à l'idée lorsqu'on vous parle ou lorsque vous entendez le mot environnement? | | | | | |
|---|--|---------------------------------|--|---|-------|
| | Idee 1 | Idee 2 | Idee 3 | Autres | Total |
| Réponses | Terre, l'air, l'eau et les forêts, la nature | La planète, le monde, l'univers | Tout ce qui nous entoure et qui agit directement sur nous. | La biologie, la chimie, les êtres humains et leurs actions. | |
| Nombre répondants | 19 (37.25%) | 12 (23.52%) | 11 (21.56%) | 9 (17.64%) | 51 |

17.6 % des personnes interrogées pensent que les gestes ou les actions des humains font partie de l'environnement. Pour la majorité, l'environnement est d'abord ce qui est déjà là. Mais à travers leur réponse on remarque aussi que l'environnement est tout

ce qui nous entoure. C'est l'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein duquel se déroule la vie humaine.

Avec les enjeux écologiques actuels, le terme environnement tend actuellement à prendre une dimension de plus en plus mondiale. Les propos de nos interlocuteurs ressemblent dans leur ensemble à ceux qui définissent l'environnement comme « l'ensemble des éléments (biotiques ou abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins »⁶¹⁵, ou encore aux propos de ceux qui le définissent comme « l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines »⁶¹⁶. La notion d'environnement naturel, désignée par la grande majorité comme ayant beaucoup évolué au cours des derniers siècles et des dernières décennies.

Dans les réponses des personnes interrogées on peut dire qu'aujourd'hui elles définissent l'environnement comme l'ensemble des composants naturels de la planète Terre, comme l'air, l'eau, le sol et le sous-sol, l'atmosphère, les roches, les végétaux, les animaux, et l'ensemble des phénomènes et interactions s'y déroulant, c'est-à-dire, comme tout ce qui entoure l'homme et ses activités.

La notion de l'environnement n'est pas toujours comprise par les personnes interrogées qui la confondent souvent à celle de la nature. Ainsi, plusieurs fois, nous avons dû l'expliquer à quelques uns de nos interlocuteurs. Mais la grande majorité des participants n'ont pas eu de la difficulté à y répondre.

⁶¹⁵ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155> consulté le 19 Avril 2011.

⁶¹⁶ <http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=3469> consulté le 19 Avril 2011.

Tableau 7.1 Réponses aux questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement (suite)

| 2. Pouvez-vous établir un lien entre l'environnement et la performance économique? Si oui, lequel? | | | | | |
|--|--|---|-------------------------------------|--------------------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | L'environnement est le capital de l'économie | La bonne qualité de l'environnement est le gage d'une performance économique. | L'économie détruit l'environnement. | Les deux s'influencent mutuellement. | |
| Nombres de répondants | 27 (52.94%) | 11 (21.56%) | 7 (13.72%) | 6 (11.76%) | 51 |

Plus de la moitié des personnes interrogées pensent que la performance économique dépend de l'environnement qui serait le capital naturel de départ pour toute action économique. Seulement près de 14% pensent que l'économie détruit l'environnement. Mais cette réponse est à nuancer lorsqu'on regarde le profil des personnes qui le pensent. Ce sont surtout les intellectuels, les universitaires et les initiateurs du décret projet ABE. Pour une grande partie de la population, l'environnement est un don de Dieu. Car selon eux, la Nature est sacrée. C'est ainsi que beaucoup de Béninois comprennent que les humains doivent seulement exploiter la Nature pour leur survie et il est normal aussi pour tous les citoyens de s'en occuper comme un enfant s'occupe de ses parents. Pour les Béninois, l'environnement est à la fois déifié et exploité dans le seul but de satisfaire les justes besoins de l'humanité.

L'importance ou l'exploitation des forêts sacrées est diversement abordée. Pour les uns c'est une méthode ancienne de protection de l'environnement, pour d'autres c'est la preuve qu'on ne peut détruire l'environnement sans être puni par les dieux.

Tableau 7.1 Réponses aux questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement (suite)

| 3. Selon vous l'environnement est-il fait pour l'humain ou l'humain pour l'environnement? | | | | | |
|---|--------------------------------------|--|----------------------------|--|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Environnement au service de l'humain | L'humain au service de l'environnement | L'un au service de l'autre | Ils sont comme égaux...c'est comme un mystère... | |
| Nombres de répondants | 27 (52.94%) | 13 (25.49%) | 10 (19.60%) | 1 (1.96%) | 51 |

Plus de la moitié des personnes interrogées pensent que l'environnement est au service des humains. C'est-à-dire que les êtres humains peuvent disposer des ressources de la nature dans le but de leur propre survie. L'environnement n'est pas pour autant considéré comme un dieu. Pourtant près de 26% pensent que les humains sont au service de l'environnement et qu'ils doivent la protéger. Pour certains, la survie de l'humanité et le bien-être des humains sont liés à l'environnement, c'est une question d'équilibre, puisque nous en dépendons. Il faudrait noter que l'un des intervenants a fait remarquer que l'environnement est comme notre –alma mater (mère nourricière des humains). Ainsi donc à un moment donné, il reviendrait aux humains de s'en

occuper. C'est comme les parents qui s'occupent de leurs enfants et qu'à un moment donné sentent le besoin que les enfants doivent aussi prendre soin d'eux.

De toutes ces réponses, il semble que la vie des êtres humains est liée à celle de l'environnement. S'occuper de la nature c'est surtout s'occuper de sa propre vie.

M. Martino AMISI⁶¹⁷ résume bien cet aspect de la question dans l'introduction de sa thèse « Les rapports entre l'homme et la nature. Une analyse critique de l'éthique de l'environnement »⁶¹⁸. Selon lui :

La domination de l'homme sur son environnement est devenue de plus en plus grande. Mais celle-ci conduit, en même temps, l'homme à l'excès dans son savoir-faire. Ainsi nous constatons aujourd'hui plusieurs défis à relever : l'érosion des sols, les pollutions atmosphériques et aquatiques, l'extinction d'espèces, le trou dans la couche d'ozone, l'effet de serre et les modifications climatiques, l'épuisement de certaines ressources non renouvelables, la disparition de certaines forêts, etc.⁶¹⁹

La plupart des personnes interrogées et surtout ceux et celles qui sont regroupés lors du deuxième focus groupe découvrent probablement pour la première fois que l'activité humaine n'est pas seulement génératrice de profits et de progrès pour l'espèce humaine

⁶¹⁷ Amisi Martino, (2009) Les rapports entre homme et la nature. Une analyse de l'éthique de l'environnement, Mémoire de fin de cycle à l'Institut facultaire Reyn Théophile - Graduat en philosophie 2009

⁶¹⁸ Institut facultaire Reyn Théophile - Graduat en philosophie 2009. Consulté le 19 Juillet 2011

⁶¹⁹ Amisi Martino (2009): Les rapports entre l'homme et la nature. Une analyse critique de l'Éthique de l'environnement Institut facultaire Reyn Théophile - Graduat en philosophie 2009 Dans la catégorie: Arts, Philosophie et Sociologie Philosophie. Mémoire online. Récupéré de http://www.memoireonline.com/09/09/2716/m_Les-rapports-entre-lhomme-et-la-nature-Un-analyse-critique-de-lEthique-de-lenvironnement8.html consulté le 10 Janvier 2015.

et pour tout ce qui l'entoure, mais qu'elle peut avoir aussi une incidence très néfaste sur le milieu naturel et conduire en droite ligne à des catastrophes inévitables.

Tableau 7.1 Réponses aux questions sur la connaissance des enjeux sur l'environnement (suite)

| 4. Quels sont selon vous, les éléments les plus importants qui composent l'environnement ? | | | | | |
|--|--|----------------------------|------------------------|---|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | La terre et le sous-sol, l'eau, l'air, les arbres, | Les humains et les animaux | Les activités humaines | Le bruit, l'écologie, les astres, Dieu et les dieux | |
| Nombres de répondants | 33 (64.70%) | 7 (13.72%) | 3 (5.88%) | 8 (15.68%) | 51 |

Près de deux tiers des personnes interrogées pensent que les éléments les plus importants de l'environnement sont les êtres vivants et les ressources naturelles. Une fois encore les activités humaines ne sont pas considérées comme éléments importants de l'environnement. Les réponses à cette question paraissent un peu biaisées, car ces mêmes personnes interrogées au focus groupes répondront en majorité que ce sont les activités des êtres humains qui détruisent le plus l'environnement et qu'il faudrait que le rapport de force entre nature et humanité change. C'est-à-dire qu'il faudrait redonner à la nature sa place de mère à nous tous.

Selon Xavier Heude⁶²⁰

[...] souvent, à long terme, les éléments qui composent notre environnement se régénèrent : les espèces animales ou végétales réapparaissent si des mesures de protection sont prises à temps, mais parfois à quel coût ! S'il fallait repousser le désert dans les régions où l'Homme est venu abattre la forêt au cours du 20^e siècle, le travail serait titanesque. Rappelons qu'il faut des milliers d'années à des déchets radioactifs pour devenir inoffensifs, et des centaines d'années au dioxyde de carbone pour se dissoudre. Nous dépassons généralement et très largement l'échelle de la vie humaine, si nous voulons observer les résultats de nos actions réparatrices⁶²¹.

Que retenir des questions 1 à 4 ?

L'ensemble des réponses à ces quatre premières questions nous permettent de comprendre que ce qui est spécifique aux populations interrogées ou lues, au Bénin, c'est que l'environnement est sacré et se confond avec la nature. Il faut en prendre soin tout en profitant de ces ressources de façon responsable pour sa survie.

⁶²⁰ Xavier Heude, (2005) «L'homme face à l'environnement ou le défi du temps», Notre-planète-info, 29 décembre 2005. Récupéré de http://www.notre-planete.info/actualites/actu_805_homme_environnement_defi_temps.php consulté le 10 Janvier 2015

⁶²¹ Xavier Heude : L'Homme face à l'Environnement, ou le défi du temps. Récupéré de http://www.notre-planete.info/actualites/actu_805_homme_environnement_defi_temps.php consulté le 20 Juillet 2014.

7.1.2 Questions sur initiative ABE et développement durable

Ces questions nous permettent de voir comment l'initiative ABE est vulgarisée et surtout perçue dans la population. Elles nous permettent aussi de savoir quel lien établir entre ABE et DD.

Tableau 7.2 Réponses aux questions sur initiative ABE et développement durable

| 5. Connaissiez-vous l'initiative principale de l'ABE en lien avec l'environnement? | | | | | |
|--|---|---|-----------------------------------|-------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Pour la protection de la santé publique | Pour l'hygiène et la propreté de la ville | Kyoto et autre sommet de la terre | Pour vendre | |
| Nombres de répondants | 5 (9.80%) | 39 (76.47%) | 4 (7.84%) | 3 (5.88%) | 51 |

Plusieurs, si ce n'est la grande majorité (plus des 2/3), pensent que l'initiative ABE a été créée pour l'hygiène et la propreté dans la ville de Cotonou. Ceci est dû au fait que suite à cette initiative, il y a eu des destructions massives de certaines cabanes jugées malpropres pour l'image de la ville; il y a eu des arrestations de motos à Deux Temps ici et là (surtout les motos et les voitures qui émettent beaucoup de fumée dépassant une certaine norme). Seul près de 8% des personnes interrogées pensent que c'est en rapport avec le protocole de Kyoto et donc le développement durable tel qu'il est défini par les environnementalistes.

Certains pensent même que cette initiative est juste pour vendre de nouvelles motos.

Tableau 7.2 Réponses aux questions sur initiative ABE et développement durable (suite)

| 6. Quels liens établissez-vous entre environnement et développement durable | | | | | |
|---|-----------|-------------|---------------------------------|----------------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Économie | Bonne santé | Création de nouvelles richesses | Progrès, Paix, Justice, Partage. | |
| Nombres de répondants | 3 (5.88%) | 2 (3.92%) | 25 (49.01%) | 21 (41.17%) | 51 |

Pour près de la moitié (49%) des personnes interrogées, le développement durable est synonyme de création de nouvelles richesses, de croissance et de partage. Ce qui veut dire que les activités économiques qui devront être mises en avant doivent être celles qui créent des richesses de façon nouvelle et sans cesse renouvelée. Il ne s'agit surtout pas d'activités qui épuisent les ressources naturelles, mais les multiplient et les fructifient. Certains ont cité ici les versets bibliques tels : « Soyez féconds et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la. Soyez les maîtres des poissons de la mer, des oiseaux du ciel, et de tous les animaux qui vont et viennent sur la terre. »⁶²². En regardant de près la réponse des intervenants, nous pouvons conclure que l'importance de l'environnement permet de procéder à un développement dans tous les secteurs d'activités aussi bien sociales, humaines, qu'économiques. Il s'agit pour la plupart d'un développement dans le milieu urbain et rural, et qui va dans la même vitesse que la croissance du pays. Pour beaucoup, ce lien va dans le sens de l'importance qu'on accorde au futur. Beaucoup pensent que c'est notre principale préoccupation à tous dans le futur. Chaque

⁶²² Du livre de la Genèse 1, 26-28.31a

produit, usine, voiture ou même moto qui est dans des conditions d'émettre une émission importante doit être abandonné ou taxé sur cette dite émission.

Tableau 7.2 Réponses aux questions sur initiative ABE et développement durable (suite)

| 7. Quels sont selon vous les indices de développement durable? | | | | | |
|--|---|-----------------------|------------------------------------|-------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Le capital humain, matériel et financier. | Le partage et la paix | Moins d'impact sur l'environnement | L'éducation | |
| Nombres de répondants | 25 (49.01%) | 13 (25.49%) | 6 (11.76%) | 7 (13.72%) | 51 |

Selon les lectures faites dans ce sens, ce constat sert de point de départ aux travaux engagés alors par l'INSEE⁶²³ pour élaborer des indicateurs plus satisfaisants de même que des travaux qui aboutissent à la sélection et au chiffrage de 45 indicateurs originaux en 2003.

⁶²³ INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques). Les indicateurs de développement durable. Dossier, l'économie française 2008

| 8. Que savez-vous du développement durable? | | | | | |
|---|---|---|---|------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Il faut respecter la nature et maintenir son équilibre. | Il faut utiliser les richesses de la nature de façon responsable et équilibrée en utilisant les ressources de façon renouvelable. | Il faut faire des sacrifices pour aider les prochaines générations. | Partager Économiser | |
| Nombres de répondants | 18 (35.29%) | 18 (35.29%) | 10 (19.60%) | 5 (9.80%). | 51 |

Le respect de la nature et son équilibre est mis en avant dans la connaissance du concept de développement durable. Ce sont donc ces éléments qui doivent être vulgarisés dans la communication pour le DD.

Le génie béninois considère que la nature est faite pour les humains qui s'en servent lorsqu'ils en ont vraiment besoin.

En parlant du développement durable, les personnes interrogées se mettent d'accord pour dire que tout d'abord, il faut assurer la promotion des technologies adaptées à l'environnement.

Selon une étude réalisée à Cotonou,

Ceci est une manière de réduire la pression sur les écosystèmes, et ainsi permettre l'amélioration des standards de vie et d'éducation. Cela passe aussi par une urbanisation durable et planifiée, et notamment une gestion de l'énergie, de l'eau

et des autres ressources naturelles pour assurer leur durabilité à long terme. Un programme d'une telle ambition implique une assistance par des organismes comme la F.A.O. et la Banque Mondiale aux pays Africains, afin de les assister et de les conseiller dans leur transition vers un développement durable basé sur l'environnement.⁶²⁴

En lien avec cette question, l'un des membres de la société civile présents au deuxième focus groupes a dû rappeler que le continent africain présente une grande richesse : des forêts humides peuplées de façon dispersée, des savanes, des zones arides et des zones côtières qui sont des pôles de fortes migrations. Selon lui, cette diversité nécessite des stratégies et des programmes particuliers, des travaux herculéens qui incombent aux gouvernements d'Afrique Subsaharienne. Et il complète en disant que : « les dirigeants africains devront travailler ensemble lors d'opérations intersectorielles et transfrontalières. Une collaboration inévitable pour aborder les problèmes de l'environnement, qui franchissent souvent les frontières des secteurs et des pays ».

⁶²⁴<http://www.afriqueavenir.org/2009/05/16/les-priorites-du-developpement-durable-en-afrique/> consulté le 25 Février 2011.

| 9. Quels sont selon vous les éléments importants pour le développement durable? | | | | | |
|---|---------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Le partage et le capital. | Les technologies écologiques | Le respect de la nature | La paix, la santé et la justice. | |
| Nombres de répondants | 11 (21.56%) | 20 (39.21%) | 10 (19.60%) | 10 (19.60%) | 51 |

Les réponses à cette question sont vraiment partagées. Autant les valeurs que les technologies propres sont mises en avant. Mais durant les échanges, nous avons remarqué que les valeurs comme le partage et le capital aussi bien matériel qu'immatériel sont au cœur même des nouvelles technologies, du respect de la nature, de la justice et autres avancées dans cette question.

Pour les personnes présentes au premier focus groupe, le partage aussi bien du matériel que des connaissances ne se fait pas exclusivement dans une seule direction: les uns peuvent aussi apprendre et recevoir des autres de meilleures façons de faire.

Du côté des populations de Cotonou, un échange de connaissances réussi avec l'extérieur proche ou lointain permet de devenir plus performant et ainsi augmenter les volumes de développement pour ces populations avec lesquelles on fait le partage et éventuellement pour d'autres peuples ou régions actuels ou potentiels.

Nous comprenons alors, avec ces échanges autour de cette question que les bénéfices des échanges de connaissances à travers le monde sont nombreux.

Ainsi, avec l'idée 2, nous pouvons dire que pour les Béninois, l'amélioration de la performance de l'aide extérieure se traduit par de meilleurs produits ou technologies, moins chers, et dans des conditions plus favorables en matière de développement durable. Le développement et l'optimisation du partage des nouvelles technologies permettent également d'accroître le bassin des échanges au niveau des compétences, ce qui diminue les risques pour les pays en voie de développement.

Que retenir de l'aspect technologique de la question?

Selon certaines réponses aux trois focus groupes, les technologies devraient permettre de respecter la nature et son équilibre. Les technologies comme le nucléaire ou d'autres sont dangereuses à plus ou moins long terme et de ce fait ont à bannir.

Mais les technologies qui viennent au secours des êtres humains, qui allègent leur souffrance et protègent les ressources naturelles sont recherchées.

7.1.3 Questions sur les moyens de communication

Cet ensemble de questions nous permettent de retracer les moyens de communication mis en avant et préférés par nos interlocuteurs.

Tableau 7.3 Réponses aux questions sur les moyens de communication

| 10. Avez-vous été informé de l'initiative ABE? Comment avez-vous été informés de l'initiative ABE? Et qui vous a informé par quel moyen ou canal ⁶²⁵ ? | | | | | |
|---|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | La radio et les Zemidjan | La radio et les politiciens | La télévision et les débats | La revue de presse et la mairie de Cotonou. | |
| Nombre de répondants | 25 (49.01%) | 10 (19.60%) | 7 (13.72%) | 9 (17.64%) | 51 |

Nous remarquons que près de 49% des personnes interrogées ont été informées de cette question par la Radio et les Zemidjan. Encore une fois, la radio et les revues de presse sont les meilleurs canaux d'informations dans ce contexte. Mais il faut dire que les Zemidjan eux-mêmes font partie du message tout en étant les messagers. Nous pouvons

⁶²⁵ Ces questions auraient dû être posées séparément ou alors elles auraient dû être une seule question posée de cette façon : Avez-vous été informés de l'Initiative ABE et si oui, comment, par quel moyen et par quel canal ?

oser affirmer ici que « le message, c'est le médium », phrase emblématique de la pensée de Marshall McLuhan. Kana GABA BOCO⁶²⁶, relevait que :

Le droit béninois de l'environnement embryonnaire, réduit jusque-là à quelques textes parcellaires, prend peu à peu de l'importance après RIO et s'incruste progressivement dans l'esprit des citoyens. Cette évolution relative correspond à la prise de conscience des enjeux environnementaux exprimés le plus souvent en termes de survie.⁶²⁷

| 11. Selon vous lequel des acteurs de ce débat doit on le plus écouter? | | | | | |
|--|--------------------------|--------------|---------------|-----------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Le ministère de la santé | Les Zemidjan | La population | Le gouvernement | |
| Nombres de répondants | 29 (56.86%) | 12 (23.52%) | 6 (11.76%) | 4 (7.84%). | 51 |

La population semble en accord avec la société civile sur les acteurs les plus crédibles au cœur de cette controverse ; car tous deux tiennent à la santé publique qui est un élément important du développement durable. Elle veut que le processus soit neutre et que le ministère de la Santé fasse le travail et communique les impacts de l'usage des Zemidjan sur la santé de la population.

⁶²⁶ Expert en droit international de l'environnement et Président de l'ONG/P en droit de l'environnement LOS

⁶²⁷ <http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf> consulté le 23 Mars 2012

En même temps qu'on fait confiance au ministère de la Santé, on ne veut pas croire en ce que dit le gouvernement. Car ici, on sépare le politique du civil ou mieux de la santé publique. Les débats au focus groupes nous ont alors permis de comprendre que le ministère de la Santé est représenté par les experts, les médecins et par la société civile et c'est pourquoi on lui fait confiance;

Par ailleurs, les populations interrogées comprennent que le débat autour des Zemidjan n'est important que par rapport à la santé et non par rapport au protocole de Kyoto. Pour eux, ce que dit le gouvernement par rapport aux objectifs de Kyoto et de développement durable n'a de sens que lorsqu'elle permet d'améliorer la santé des populations.

| 12. Que pensez-vous de ce qui se dit sur le débat entourant les Zemidjan | | | | | |
|--|-----------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | C'est de la politique | C'est de la corruption | Il faut changer de moto | On doit faire quelque chose | |
| Nombres de répondants | 24 (47.05%) | 5 (9.80%) | 16 (31.37%) | 6 (11.76) | 51 |

Près de la moitié des personnes interrogées pensent que ce processus est purement politique. Pour eux la politique n'est rien d'autre qu'une stratégie habile utilisée pour arriver à ses fins. Les personnes interrogées ne croient pas en ce que dit le gouvernement; près de 47% pensent que le problème est ailleurs même si la question de l'environnement et de la santé des populations est réelle. Comme le dit Fanougbo Avoce Viagannou⁶²⁸ : « En définitive il faut retenir que le MEHU chargé des questions

⁶²⁸«Coût privé de morbidité due à la pollution de l'air à Cotonou» un texte de Avocè Viagannou, Fanougbo (2011): récupéré de

de l'environnement a suffisamment sensibilisé la population et passe de plus en plus à la phase de sanctions selon les chapitres 2 et 3 du titre VI de la loi-cadre sur l'environnement (Loi n°98-030 du 12 Février 1999 au Bénin). Mais les quelques contrôles effectués qui ont abouti à des sanctions n'ont pas tellement changé les comportements des conducteurs de taxis-motos. Mais nous notifions que la sensibilisation continue toujours à travers tous les moyens de communication existants dans la ville de Cotonou. Nous signalons que le plan n'a pas ignoré les autres sources de pollution atmosphérique par rapport auxquelles des dispositions bien précises ont été prévues »⁶²⁹.

Par ailleurs, on remarque que de plus en plus, les Zemidjan sont utilisés par plusieurs structures pour porter des informations à l'endroit de la population de la ville de Cotonou. C'est donc à ce titre qu'il convient de les considérer comme un support de communication qui se développe apparemment bien.

http://www.cefred.org/system/attachments/11/original/article_avoce_cefred.pdf?1330883550, consulté le 22 mai 2012.

⁶²⁹ La régulation de la pollution atmosphérique d'origine motorcycle: Cas des taxis-moto "Zemidjan" dans la ville de Cotonou. Mémoire de DEA présenté à l'Université Cocody Abidjan - DEA 2002. Domaine de Géographie.

13. Sur quel média et canal avez-vous l'habitude de vous informer?

Et pensez-vous que les médias ont une certaine influence sur vous dans ce domaine?⁶³⁰

| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres réponses | Total |
|-----------------------|---------------|------------------------|-------------|-------------------|-------|
| Réponses | Oui, la radio | Oui la revue de presse | Oui la télé | Bouche à oreille. | |
| Nombres de répondants | 29 (56.86%) | 5 (9.80%) | 15 (23.52%) | 5 (9.80%) | 51 |

La radio, pour plus de 56% des personnes interrogées a une certaine influence sur les personnes interrogées. L'une des raisons est que chaque personne interrogée a une certaine préférence de sa chaîne de radio. Il faut donc distinguer la radio comme média et la radio comme message. À travers ces réponses et discussions, nous pouvons dire qu'au Bénin il y a plus souvent de radio participative et que chaque individu peut s'identifier à une chaîne de radio précise ou à un animateur précis. Une bonne partie de la population s'informe sur les revues de presse radio diffusée. Surtout celle présentée par un journaliste appelé Dah Houawé⁶³¹, qui veut dire le roi de Houawé. La popularité du « roi de Houawé » tient au fait que les revues de presse en langues locales sont l'un des principaux canaux par lesquels la grande masse s'informe au Bénin. « Nous ne savons ni lire ni écrire. L'émission de Capp Fm nous permet d'être informés sur tout ce qui se passe dans le pays et dans le monde », explique un Zemidjan interrogé. Au marché de Dantokpa, les radios des commerçants sont pratiquement toutes sur cette

⁶³⁰ Ces questions ont été posées telles quelles lors de nos entrevues. Toutefois, il aurait fallu les poser séparément. Ou encore de cette façon : « Pensez-vous que les médias ont une influence sur vous dans ce domaine et si oui, sur quel média et canal avez-vous l'habitude de vous informer ? »

⁶³¹ De son vrai nom Atinpkahoun Mathias plus connu sous le nom de Dah Houawé.

fréquence à l'heure où passe le journal des journaux (revue de presse). L'usage d'une langue nationale pour traduire les journaux permet de s'adresser à une grande masse d'analphabètes, tout comme elle permet de mettre au diapason tous ceux-là qui ne peuvent s'acheter des journaux au coût élevé. Mais, au-delà de ces facteurs, « Dah Houawé » cartonne surtout par sa manière de présenter cette revue de presse. Il a influencé la position des Zemidjan sur l'accueil de l'Initiative ABE. En effet, l'émission de la revue de presse en langue nationale fon intitulé « Xo jla wema lè » est la plus suivie de tous les Zemidjan qui à l'heure indiquée stationnent toutes leurs motos et suivent religieusement les commentaires de leur animateur préféré du nom de Dah Houawé.

| 14. Et que pensez-vous de la musique sur le téléphone cellulaire? | | | | | |
|---|-----------------------------------|--|------------------------|--------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Elle nous permet de nous affirmer | Elle permet de voir l'ampleur des débats et de la force des groupes. | C'est de la publicité. | C'est de la distraction. | |
| Nombres de répondants | 36 (70.58%) | 4 (7.84%) | 10 (19.60%) | 1 (1.96). | 51 |

Nous remarquons ici que ce débat est devenu un débat de société et plusieurs personnes peuvent s'engager en affichant leur soutien soit au Zemidjan ou soit au Djenana. En effet plus de 70% des personnes interrogées pensent que la musique sur les téléphones cellulaires est une manière de prendre position ou même de s'engager dans le débat. Lorsque l'utilisateur reçoit un appel téléphonique, le générique de son cellulaire, est soit une musique pour soutenir ou désavouer l'Initiative ABE.

Une des personnes interrogées⁶³² répétait ceci : « Je pense que la musique est un langage universel par lequel tout le monde, de n'importe quel pays et de n'importe quelle condition de vie peut se faire comprendre. Pas de barrière à travers la musique, un rapprochement universel. Une mixité gigantesque. La musique est bien sûr un art et comme toute forme d'art elle fait du bien à l'âme. Elle touche de façon simple, donne des sensations, des vibrations, et des émotions qui sont sans limites...Grâce à la musique, on peut s'évader, se ressourcer, et oublier... »⁶³³

Avec cette dernière question, nous pensons être dans un aspect très capital de ce débat. Pour nos interlocuteurs, la musique des cellulaires comme le « Reggae» est une façon de s'affirmer. Elle est un élément culturel indispensable au développement durable.

Elle est d'abord pour beaucoup de personnes de cette société béninoise d'Afrique, un moyen d'évasion et d'affirmation. Cette façon de s'exprimer est bien spécifique à la culture et représente un aspect bien identitaire. En effet, on choisit d'écouter une mélodie en adéquation avec un état d'esprit. Par contre le rôle de la musique est celui de transmettre ses émotions, comme toutes les formes d'art d'ailleurs, elle permet aussi de s'afficher. On peut dire aussi : dis-moi ou montre-moi quel genre de musique tu écoutes sur ton cellulaire, et je te dirai qui tu es. Le rôle de la musique ici est le même que celui de choisir, de lire un livre, c'est transmettre, mais d'une façon différente. C'est une manière pour les Zemidjan de s'affirmer, de lutter, de chercher de l'aide, de la sympathie, mais aussi de se faire des alliés.

Enfin, « le style de musique que l'on joue ou que l'on écoute reflète une façon de penser, mais plus encore, on peut dire que les textes d'une mélodie peuvent refléter notre façon de penser ou de vivre. Il faut savoir si l'on peut toujours dissocier la musique et les

⁶³² <http://fr.answers.yahoo.com/question/index?qid=20071110101038AA17t9d> consulté le 20 Août 2009.

⁶³³ <http://fr.answers.yahoo.com/question/index?Qid=20071110101038aal7t9d> consulté le 20 Août 2009

paroles. Parfois l'on écoute des mélodies pour la musique et le texte, et parfois juste pour la mélodie....tout est relatif. »⁶³⁴ Dans le second cas, elle nous conforte dans notre état d'esprit et se présente un peu comme une confirmation, qui nous apporte une certaine satisfaction. Ainsi, le type de musique que les Zemidjan choisissent de mettre comme générique d'appel entrant sur leur téléphone cellulaire leur permet d'aller chercher des alliés.

Les questions qui suivent nous permettent de voir ces associations et donc l'ampleur des idées conçues comme faisant partie du développement durable.

7.2 Questions sur les alliances pour et contre Initiative ABE

Tableau 7.4 Réponses aux questions sur les alliances pour et contre Initiative ABE

| 15. Qui sont ceux et celles qui polluent le plus à Cotonou? | | | | | |
|---|--------------|---|---|------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Les Zemidjan | Les voitures et surtout les gros porteurs | La population avec la mauvaise hygiène et les déchets ménagers. | Tout le monde ensemble | |
| Nombres de répondants | 15 (23.52%) | 15 (23.52%) | 15 (23.52%) | 6 (11.71%) | 51 |

⁶³⁴<http://www.comlive.net/Le-Role-De-La-Musique-Dans-La-Societe,208851.htm> consulté le 20 Août 2009.

Il s'agit ici de la question la plus discutée. Les réponses sont vraiment équilibrées. Seul 6 personnes sur les 51 interrogées se reconnaissent pollueurs. Sinon chaque camp rejette le tort sur l'autre ou alors, c'est pour dire que c'est effectivement tout le monde qui pollue.

Un fait nouveau qui ressort de cette question c'est de voir que certains participants mettent le ménage ou la famille au cœur de toutes les actions de pollution. Car, c'est là que les citoyens doivent recevoir l'éducation surtout par rapport à l'environnement. Par ailleurs, il faut dire surtout qu'au cours du deuxième focus groupe, nombreux étaient les participants qui parlaient de l'impact désormais important des voyages en avion sur le bilan carbone des foyers.

De plus, parmi les statistiques recueillies lors de la revue documentaire, nous avons noté que « les 18-24 ans et les plus de 65 ans ont les bilans carbone les plus élevés. On retient également qu'une personne vivant seule émet trois fois plus de Co2 qu'une famille nombreuse. On remarque aussi que le type d'agglomération où le bilan carbone est le moins fort est entre 100 000 et 200 000 habitants »⁶³⁵.

Au Bénin, la population interrogée fait remarquer que c'est le logement et tout ce qui l'entoure qui émettent plus de pollution. Le type de logement peut être déterminant pour réduire les émissions de GES.

Toutefois, de façon concrète et directe ce sont les moyens de transport qui constituent la première source de pollution. Les Zemidjan reconnaissent du bout des lèvres qu'ils polluent, mais ne sont pas, selon leur dire, les premiers pollueurs; tandis que les autres instances de la société civile veulent juste les pointer du doigt. Les Zemidjan rejettent ainsi le tort sur toute la société.

⁶³⁵<http://www.comlive.net/Le-Role-De-La-Musique-Dans-La-Societe,208851.htm> consulté le 20 Août 2009.

| 16. Quelle pollution nuit le plus à notre santé? | | | | | |
|--|--------------------|--------------|---------------------------------|-----------------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Celle des Zemidjan | Des voitures | L'odeur et les déchets ménagers | Les produits chimiques des usines | |
| Nombres de répondants | 10 (19.60%) | 25 (49.01%) | 10 (19.60) | 6 (11.76%) | 51 |

Les personnes interrogées semblent se mettre d'accord à 60% pour reconnaître que ce sont les moyens de transport qui polluent; mais elles affirment que ce sont davantage les voitures que les Zemidjan. Il faut reconnaître que les Zemidjan ont su défendre leur cause ou attirer la sympathie de la population si bien que le gouvernement ne peut même pas mettre en application et de façon claire et directe son décret.

Toutefois, de façon sinieuse, selon les propos recueillis, cette lutte du gouvernement à travers l'interdiction des motos à Deux Temps et la vente de l'essence frelatée dans le secteur informel a repris en 2012 et continue de façon répressive jusqu'à nos jours. La controverse reprend alors que les Zemidjan renvoient les premières causes de la pollution sur les gros camions et les voitures.

Pour plusieurs personnes interrogées, la pollution est l'introduction de polluants⁶³⁶ dans un environnement à un point que ses effets deviennent nuisibles à la santé humaine et publique, à celle des autres organismes vivants, à l'environnement ou au climat actuel. Or les voitures de même que les gros camions en émettent amplement. Il ne faudrait pas voir uniquement la fumée. Car en plus de la fumée il y a plus de pollution et de

⁶³⁶ Il s'agit des substances chimiques, des substances génétiques ou énergie sous forme de bruit, de chaleur, ou de lumière.

CO₂ qui sont encore plus nuisibles que dans la fumée émise par les moteurs de Zemidjan. Pour ces derniers, ce qui est encore plus nuisible, c'est la pollution atmosphérique due au nucléaire, à la chimie sans oublier celle liée aux engrais chimiques, aux OGM ou autres polluants. Ils savent qu'il y a aussi : « La pollution de l'eau qui peut avoir diverses origines parmi les exploitations agricoles industrielles, l'industrie et les eaux usées⁶³⁷ ». Les conséquences de la pollution de l'eau sur la santé sont aussi nombreuses. Car,

« La pollution de l'eau peut avoir des conséquences sur la santé de l'homme. De même, les maladies provenant de l'eau polluée tuent encore aujourd'hui des millions de personnes chaque année dans les pays pauvres comme le Bénin. Il s'agit de maladies provoquées par le fait de boire cette eau polluée et des maladies dues à un simple contact de la peau avec cette eau »⁶³⁸.

La pollution de l'air ou pollution atmosphérique peut être la cause de décès précoces. Dans un des documents consultés sur le débat et archivés à l'ABE, un des auteurs disait que « les effets chroniques de la pollution sur la santé sont deux à trois fois plus élevés que ceux estimés comme dans un environnement normal. Il n'y a jamais eu autant de CO₂ dans l'atmosphère⁶³⁹ depuis les deux dernières décennies. Selon certaines statistiques, la pollution atmosphérique fait 1000 morts chaque année sur l'Île de France »⁶⁴⁰ et ⁶⁴¹

⁶³⁷ Contre la pollution, les causes et conséquences de la pollution. Récupéré de <http://www.danger-sante.org/contre-la-pollution-les-causes-et-consequences-de-la-pollution/> consulté le 20 Juin 2013

⁶³⁸<http://www.danger-sante.org/contre-la-pollution-les-causes-et-consequences-de-la-pollution/> consulté le 17 Juin 2012.

⁶³⁹ Jerrett Michael, professeur associé de médecine préventive à la Keck School of Medicine de l'Université de Californie du Sud.

⁶⁴⁰ Source : O.M.S.

⁶⁴¹ Près de 30000 décès anticipés sont attribués à la pollution atmosphérique. 7 à 20% des cancers seraient imputables à des éléments environnementaux dont les produits chimiques, a déclaré le ministre de l'Écologie et du Développement durable, Serge Lepeltier, en ouverture des deuxièmes rencontres

| 17. Selon vous, qui sont ceux et celles qui sont impliqués dans cette controverse ABE | | | | | |
|---|---------------------------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Les Zemidjan et la population civile. | Le gouvernement et sa politique | Le monde entier | C'est de l'économie | |
| Nombres de répondants | 9 (17.64%) | 21 (41.17%) | 15 (29.41%) | 6 (11.76%) | 51 |

Pour plus de 71% des personnes interrogées, l'Initiative ABE ne concerne pas seulement les Zémidjans et la population de Cotonou. Il s'agit d'un enjeu mondial. La grande partie de cette population prend donc conscience de l'importance de la Planète qui est un village où les gestes des uns peuvent nuire aux autres et vice versa.

Ceci est un élément spécifique, car pour les personnes interrogées le développement durable doit être un point fondamental pour l'avenir de toute l'Humanité. Nous y reviendrons dans notre analyse un peu plus loin.

| 18. Que pensez-vous des altermondialistes? | | | | | |
|--|--|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Ils sont les veilleurs de notre conscience | Ce sont des rêveurs et des idéologues | Ils font aussi de la politique | Ils ont leur propre agenda | |
| Nombres de répondants | 29 (56.86%) | 12 (23.52%) | 7 (13.72%) | 3 (5.88%). | 51 |

À 56% les altermondialistes et donc les personnes de la société civile seraient mieux écoutés dans ce débat. Ils sont à 56.86% considérés comme les éveilleurs de conscience. Les altermondialistes peuvent aider à la résolution de ce conflit; même s'ils disent la même chose qu'un actant dans le débat, ils sont des interlocuteurs crédibles. En effet, un actant comme nous l'avions défini plus haut, est un élément non humain et constitue un élément objectif dans la controverse. Il impose sa présence et sa nature neutre sans parti pris. Les altermondialistes devraient être en principe comme des actants. Nous voudrions les considérer en un premier plan comme tel. Selon Marco Silvestro.⁶⁴²

Ce qu'on appelait auparavant l'anti mondialisme et maintenant l'altermondialiste n'est pas né spontanément. Plusieurs études montrent que cette mouvance émerge des luttes et des idéologies existantes dans les années post guerre froide. Plusieurs syndicats d'ouvriers ou d'employés, des organisations non gouvernementales et des associations citoyennes en sont les principaux porteurs. Ces organisations peuvent être assez vieilles et nées dans un contexte pré-mondialiste – comme certains syndicats ouvriers – ou assez récentes et nées

⁶⁴² Altermondialisme et individualisme: une critique libertaire (1990)

dans la mouvance mondialiste, comme l'organisation ATTAC ou une coalition comme l'Action mondiale des peuples. Une autre particularité est que plusieurs des propositions altermondialistes peuvent être accomplies dans l'individualité : la consommation responsable, l'action locale au quotidien, le tourisme responsable, la citoyenneté active, etc., ne nécessitent aucune affiliation ou adhésion volontaire à un collectif⁶⁴³.

Ainsi, le mouvement altermondialiste, ou l'altermondialisme, est un mouvement social composé d'acteurs très divers qui proposent pour l'essentiel un ensemble de valeurs sociales et soucieuses de l'environnement comme moteur de la mondialisation et du développement humain, en opposition à ce qu'ils analysent comme les logiques économiques de la mondialisation néolibérale. Ce mouvement est assez hétérogène et se mobilise souvent autour du slogan. La pensée altermondialiste veut, d'une part, faire prendre conscience de ce qu'elle considère comme les méfaits d'une forme de mondialisation trop centrée sur l'économie, et d'autre part, proposer des réformes ou du moins des alternatives selon la formule « un autre monde est possible ». Marco Silvestro⁶⁴⁴ affirmait que :

En définitive, l'altermondialiste a une conception de l'individu comme d'un être autonome et autogéré, qui s'identifie à sa qualité abstraite de citoyen d'un État national. En plus de cette appartenance, il s'identifie à « l'humanité qui résiste » et il se donne des traits identitaires qui correspondent le plus à « ce qu'il est, à son authenticité ». Or l'authenticité est une notion extrêmement malléable qui ne signifie rien : l'humanité n'a rien d'authentique. Ses racines sont essentiellement culturelles et toute culture humaine est objectivement « authentique », même la culture de la consommation de masse.⁶⁴⁵

⁶⁴³ SILVESTRO Marco, Altermondialisme et individualisme une critique libertaire. Communication dans le cadre de la nuit de la philosophie, 2^{ème} éd. UQAM 25-26 mars 2006. Récupéré de <http://www.crac-kebec.org/files/AltermondialismeEtIndividualisme-CritikLibertaire.pdf> consulté le 2 Février 2014

⁶⁴⁴ Doctorant en sociologie, UQAM Membre du Collectif d'étude des pratiques solidaires (CEPS)

⁶⁴⁵ Silvestro Marco, Communication dans le cadre de La Nuit de la philosophie, 2e édition. UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL. 25-26 mars 2006

| 19. Selon vous, doit-on les supporter ou lutter contre eux? (les altermondialistes). | | | | | |
|--|---------------|-------------------|-----------------|--|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Les supporter | Lutter contre eux | Collaborer avec | S'intégrer avec eux pour mieux s'impliquer et changer les visions. | |
| Nombres de répondants | 16 (31.37%) | 6 (11.76%) | 15 (29.41%) | 14 (27.45%) | 51 |

Seuls 6 des 51 personnes interrogées pensent qu'il faut combattre les altermondialistes. Toutefois, même en considérant les réponses, on peut voir que le problème ne vient pas de leur vision (celle des altermondialistes) mais plutôt des moyens à prendre pour en arriver à leur application.

Selon Claude Vaillancourt (1998)⁶⁴⁶, les altermondialistes eux-mêmes font part de leurs doutes. Bernard Cassen, l'un des fondateurs du Forum Social Mondial, utilise désormais le terme « postaltermondialisme ». Certains observateurs du mouvement, tel Eddy Fougier, parlent d'« essoufflement », mot qui revient le plus souvent selon lui, lorsqu'on évoque le mouvement altermondialiste. Qu'on soit d'accord ou non avec cette remise en cause, il faut admettre qu'il existe bel et bien un malaise au sein de l'altermondialisme. Les raisons en sont forcément complexes et diverses. Une courte histoire de l'altermondialisme nous permet de retracer un lien constant et systématique

⁶⁴⁶ Auteur, il est secrétaire général de l'Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens ATTAC-Q.

avec les grandes institutions internationales au service de l'idéologie néolibérale. Ainsi, serait-il pertinent de dire que l'altermondialiste reste viscéralement lié à des institutions, et que la déliquescence de ces dernières années produit nécessairement des effets sur ceux qui les combattent? Certes, il ne faut pas réduire l'altermondialisme à une simple force d'opposition. Mais il convient d'examiner comment l'évolution de ce mouvement a été marquée par une lutte parfois intense contre ces organisations puissantes que sont, par exemple, le FMI, la Banque mondiale ou OMC⁶⁴⁷. Les altermondialistes selon les personnes interrogées forcent une nouvelle vision du monde et arrachent le pouvoir décisionnel des mains des gouvernements et des entreprises.

⁶⁴⁷ <http://redtac.org/possibles/2009/07/31/altermondialisme-et-grandes-institutions-internationales/>
Consulté le 7 Juin 2013.

| 20. Que diriez-vous sur ce qu'on peut faire pour que la population de Cotonou soit mieux informée sur le débat entourant l'Initiative ABE | | | | | |
|---|--------------|---|---|---|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | La publicité | Dépolitiser le débat et laisser le ministère de la Santé et les médecins. | Créer une ligne ouverte lors d'une émission spéciale. | <ul style="list-style-type: none"> -Impliquer tous les medias. -Impliquer les Zemidjan. -Faire moins de politique. | |
| Nombres de répondants | 10 (19.60%) | 20 (39.21%) | 15 (29.41%) | 6 (11.76%) | 51 |

Plus de 39% des personnes interrogées pensent que les politiciens dans ce cas ne sont pas de bons interlocuteurs. Il faut qu'ils s'effacent du débat, car ils poursuivraient des intérêts partisans. Alors que près de 29.41% veulent que la population fasse partie de la solution à travers un débat public. Pour la plupart de ces personnes interrogées, le rapport entre l'initiative ABE et la santé des populations est la meilleure façon de présenter la résolution de la controverse. Par ailleurs, il faut reconnaître avec M. Kana GABA BOCO que :

Le Bénin à l'instar de la Communauté internationale comprend aujourd'hui mieux la relation Commerce international, Environnement et Biodiversité et s'efforce d'adopter des programmes commerciaux compatibles. Avec les impératifs de protection de l'environnement. Les répercussions possibles de la politique de protection de l'environnement sur les activités commerciales au Bénin et vice

versa peuvent s'observer sur plusieurs plans et leurs implications juridiques sont évidentes⁶⁴⁸

Au terme des débats, les participants aux trois focus groupes ont préconisé que :

- La communication ne soit pas à elle seule une politique autonome se substituant aux actes et suppléants en l'absence de politique ;
- Les moyens d'information de masse soient utilisés pour une communication de proximité, pédagogique et civique ;
- L'image promue de la cité soit en accord avec l'image vécue par la population ou perçue par les partenaires.
- Le fait de dépolitiser le débat serait un gage assuré de réussite pour atteindre les objectifs de développement durable.
- Créer une ligne ouverte pour informer, éduquer la population et la former aux enjeux de développement durable ; mais dans ce cas, la ligne ouverte servirait d'abord de moyen d'expression pour que la population s'exprime et s'écoute à travers ses propres perceptions du développement durable.

Dans le domaine du développement, selon Moukaïla Amadou⁶⁴⁹ on parle de communication pour le développement de la communication participative, de communication locale résumée selon la FAO (2002) comme « l'utilisation du processus de communication, des techniques et des médias pour aider les gens à prendre

⁶⁴⁸ <http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf> consulté le 22 Mai 2012.

⁶⁴⁹ «La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savè» Université d'Abomey-Calavi (UAC) Bénin INJEPS, Département des Sciences et Techniques de l'Action Sociale et Culturelle - Master en Développement Communautaire 2008

conscience de leur situation et des options à leur disposition pour toute action de changement, à résoudre le conflit social et à travailler vers un consensus, à aider des gens à planifier l'action de changement et du développement durable, à aider les populations à saisir les connaissances et les qualifications en vue d'améliorer leurs conditions et celles de leur communauté et à améliorer l'efficacité des établissements publics. Elle consiste en « l'utilisation de façon planifiée et organisée des techniques et des moyens de communication (médiatiques ou non médiatiques) pour promouvoir le développement, à travers un changement d'attitudes et/ou de comportements, en diffusant l'information nécessaire et en suscitant la participation active et consciente de tous les acteurs y compris des bénéficiaires au processus »⁶⁵⁰.

⁶⁵⁰. <http://www.fao.org/docrep/005/y4333f/y4333f04.htm> consulté le 2 Juin 2015.

| 21. Quels éléments de cette controverse vous interpellent le plus? | | | | | |
|--|-------------|--------------------------|--|---|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | La santé | Le capital et le partage | L'avenir à travers l'éducation et l'emploi | Le présent. La justice. La lutte contre corruption. | |
| Nombres de répondants | 22 (43.13%) | 12 (23.52%) | 13 (25.49%) | 4 (7.84%). | 51 |

L'élément santé qui a été mis en avant ici est un élément très intéressant qui s'ajoute aux concepts de temps et de l'espace, mais aussi à travers les idées de capital et de partage. Le capital et le partage sont des éléments spécifiques retenus dans la définition du concept de développement durable ; de même que l'éducation et l'emploi ; ils font partie de ces éléments sur lesquels nous reviendrions plus tard.

Plusieurs parmi les personnes interrogées ont compris qu'il s'agit de procurer aux populations un bien-être physique et moral satisfaisant, ainsi que de leur garantir des conditions sanitaires qui leur permettent de contribuer aux activités productives et au développement de leur société. Elles ont également compris que la dégradation de l'environnement, les pollutions diverses de l'eau, de l'air, des sols, la destruction de la biodiversité, l'urbanisation intensive... ont des répercussions importantes et graves sur la santé humaine. Mais le partage, l'éducation, l'emploi, et le capital (le terrain encore appelé parcelle) restent les plus importants.

| 22. Selon vous que doit-on faire pour aboutir à un développement durable? | | | | | |
|---|-----------------------------------|----------------------------|--|---|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Soutenir le capital et le travail | Respecter l'environnement. | Le partage. La paix Soutenir la santé. Créer de l'emploi et bâtir une éducation et intégrale. | Les infrastructures, la technologie, la communauté et le communautarisme, le NEPAD, la collaboration sous régionale, les sacrifices | |
| Nombres de répondants | 16 (31.37%) | 15 (29.41%) | 12 (23.52%) | 8 (15.68%) | 51 |

Certaines valeurs comme le partage, la paix, la justice et le travail seraient alors plus intéressantes pour le développement durable que les infrastructures et l'économie.

Seuls 15.68% pensent aux questions économiques lorsqu'on aborde le chemin à prendre pour un développement durable; cependant, on se rappellera que l'économie ne s'oppose pas au développement durable et que les moyens économiques doivent être mieux étudiés pour parvenir à un développement durable. Les éléments mis en avant non seulement par le NEPAD, les OMD sans oublier ceux avancés au cœur du concept du minimum social commun apparaissent ici et là dans les documents et au cours des débats. Ce qui est vraiment nouveau, c'est le partage, l'éducation, l'emploi et le capital.

La majorité des personnes interrogées, pour aboutir au développement durable, il faut passer par une économie soutenue par le partage, le capital garanti et le respect de

l'environnement. Selon ces populations, le DD est l'affaire de tous, de tout le monde et chacun des mondes. Toutefois, la solidarité et la coopération internationale sont essentielles. Ces populations reconnaissent que les pays industrialisés sont responsables de la dégradation de l'environnement global, du déséquilibre climatique et des conséquences qui touchent particulièrement les pays les plus défavorisés, qui n'ont pas les moyens de s'adapter à ces conséquences. Cette solidarité doit être mise en œuvre à la fois dans le temps c'est-à-dire entre les générations présentes et futures, mais aussi dans l'espace c'est à dire à l'échelle de la terre.

Ainsi, les choix d'aujourd'hui doivent être effectués en tenant compte des besoins des générations présentes, mais aussi de celles à venir, de leur droit à vivre dans un environnement sain. Ceci a été bien décrit dans le rapport Brundtland. Mais il est plus spécifique aux populations étudiées qui prennent cette obligation comme étant naturelle. Selon les réponses à cette question, le développement durable doit tenir compte aussi de l'espace. De l'espace, entre le Nord et le Sud, entre régions pauvres et régions riches, entre milieu urbain et milieu rural. Entre toutes les parties de la terre pour le partage des richesses spécifiques. En effet, selon le principe de destination universelle des biens, chaque humain a le même droit aux ressources de la Terre que n'importe qui dans le monde. Un bon gouvernement mondial devrait garantir que les ressources soient mises à disposition de tous, sans exclusion, afin que chaque personne puisse avoir un *aequa ratio* dans le contexte d'un partage réciproque. Donc, dans le cadre de cet important principe, on doit critiquer sévèrement les distorsions capitalistes qui ont engendré des discriminations injustes et exiger une réforme à tous les niveaux qui rétablirait une compréhension plus équilibrée et solidaire de la mondialisation. Cette préoccupation des populations interrogées nous rappelle la position de la doctrine sociale de l'Église Catholique :

De l'éthique à la législation du travail, de la paix mondiale au développement équitable, de la solidarité à la subsidiarité, de la propriété privée au partage des biens, de la politique locale au droit international...plusieurs thèmes clés sont influencés par l'implication de plusieurs personnes⁶⁵¹.

⁶⁵¹ <http://www.flte.fr/pdf/pdf273.pdf?PHPSESSID=acdc223e599ee9faa5ce50f384bb532c> consulté le 19 Mars 2012.

7.3 Sur les associations au cœur de la controverse : présentation des résultats.

Tableau 7.5 Réponses sur les associations au cœur de la controverse : présentation des résultats.

| 23. Pouvez-vous nous dire les différentes sortes d'associations que vous connaissez dans le processus. | | | | | |
|--|---------------------------------|--|-------------------------------|--|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Les vendeurs et le gouvernement | Le gouvernement et les altermondialistes | Les Zemidjan et la population | Le ministère de la Santé publique et l'ABE et la population. | |
| Nombres de répondants | 35 (68.62%) | 3 (5.88%) | 10 (19.60%) | 3 (5.88%) | 51 |

La population croit à 68.62% que cette initiative politisée par le gouvernement est le fruit d'une pure association entre le politique et l'économique. Par ailleurs, elle reconnaît que les Zemidjan, malgré tout, ont la sympathie de la population et en tout cas, mieux que les politiciens. C'est comme si les associations se forment autour des causes et que le gouvernement du Bénin habilement se faufile entre toutes ces causes. Cette initiative fait ressortir quatre grandes causes. D'une part, l'environnement et la santé de la population (ABE, les altermondialistes et le ministère de la Santé publique). D'autre part, le métier de Zemidjan et les différentes associations de Zemidjan. Par ailleurs les nouvelles motos à Quatre Temps (Les vendeurs de nouvelles motos s'allient avec le gouvernement). Sans oublier le protocole de Kyoto (le gouvernement du Bénin et les protagonistes de Kyoto).

| 24. Parmi les protagonistes de la controverse de qui pensez-vous être le plus proche? | | | | | |
|---|--------------|---|-----------------|------------------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Des Zemidjan | Du ministère de la Santé et des altermondialistes, des techniciens. | Du gouvernement | Des medias commerciaux | |
| Nombres de répondants | 8 (15.68%) | 38 (74.5%) | 4 (7.9%) | 1 (2%) | 51 |

Cette question permet d'établir le profil de crédibilité des répondants. En effet, la crédibilité du ministère de la Santé et des altermondialistes semble être à toute épreuve. Mais c'est surtout la santé des populations qui prend le dessus. Cette préoccupation de populations interrogées de même que les débats lors des focus groups et des lectures rejoignent d'ailleurs la déclaration de Rio sur « l'Environnement et le Développement » qui affirmait en 1992 que « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature »⁶⁵². Dans le cadre du développement durable, la santé est un objectif, mais également un préalable indispensable. Il s'agit de procurer aux populations un bien-être physique et moral satisfaisant, ainsi que de leur garantir des conditions sanitaires qui leur permettent de contribuer aux activités productives et au développement de leur société.

⁶⁵²<http://www.vedura.fr/developpement-durable/institutions/onu/principe-declaration-rio> consulté le 18 Janvier 2010.

| 25. Les Zemidjan parleraient au nom de qui? | | | | | |
|---|-------------|--------------------------|--|--|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | D'eux-mêmes | Des diplômés sans emploi | De l'avenir de notre pays à travers la débrouillardise | De leur famille Des personnes sans moyen de déplacement de la population | |
| Nombre de répondants | 13 (25.5%) | 13 (25.5%) | 13 (25.5%) | 12 (23.5%) | 51 |

On ne saurait dire vraiment qui parle au nom de qui. Tant la controverse est générale et que les différentes associations mobilisent de façon équitable des membres pour leur réseau. Chaque groupe met en place une stratégie plus ou moins sournoise pour mobiliser des soutiens. De plus, en ce qui concerne cette question de taxi-moto, il faut dire que le font remarquer Lourdes Diaz Olvera et Al⁶⁵³ :

Dans plusieurs villes africaines, une nouvelle forme de transport artisanal tend à s'imposer rapidement : le moto-taxi. Ce mode de transport public satisfait une partie importante des besoins de transport, mais suscite aussi de nombreuses critiques de la part des usagers, des autres opérateurs de transport public et des autorités⁶⁵⁴

⁶⁵³http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Diaz_Olvera.pdf, Les motos-taxis dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, article consulté sur le 23 Mai 2012

⁶⁵⁴http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Diaz_Olvera.pdf con, le résumé. Consulté le

| 26. Le gouvernement défend les intérêts de qui? | | | | | |
|---|-----------------|------------------|---------------|------------|-------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Des commerciaux | De la population | De la planète | Leurs amis | |
| Nombre de répondants | 26 (51%) | 12 (23.5%) | 7 (13.72%) | 6 (11.76%) | 51 |

Près de la moitié des personnes interrogées pensent que le gouvernement défend les intérêts des commerciaux, c'est-à-dire des vendeurs de nouvelles motos.

Officiellement, le gouvernement béninois a engagé la lutte contre la pollution atmosphérique dans les grosses agglomérations du pays et à Cotonou en particulier, par la mise en place effective de mécanismes juridiques, économiques et fiscaux de protection de l'environnement; mais plusieurs aussi lors des focus groupes que des entretiens affirment que le gouvernement du Bénin veut satisfaire des intérêts partisans des vendeurs de nouvelles motos de marque chinoise. Mais aucun document ni accord dans ce sens n'a été montré. Nous savons seulement que la volonté du Bénin se traduira par la mise en œuvre ou le décaissement ou non de son apport au cœur de la composante du programme financé par l'AFD et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).

| 27. Le protocole de Kyoto défendrait l'intérêt de qui? | | | | | |
|--|--|---------------------------|----------------------------|---|-----------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | La planète et l'avenir des générations futures | Un autre monde imaginaire | Les nouvelles technologies | De la population actuelle. L'antimatérialisme ou anti économique | |
| Nombres de répondants | 32 (62.75%) | 8 (15.68%) | 6 (11.76%) | 5 (9.80%) | 51 (100%) |

Près de 63% des personnes interrogées croient que le protocole de Kyoto défend les intérêts de la planète et de l'avenir des générations futures. Mais ne croient pas que le gouvernement du Bénin ait vraiment pour mission de remplir d'abord les exigences de Kyoto. Pour eux, même si ce gouvernement veut être un bon élève de Kyoto, c'est d'abord les intérêts partisans comme la vente de nouvelles motos qui le guident. Toutefois, les pays en développement ont, de nos jours, parlé d'une même voix tout en appelant au maintien du protocole de Kyoto, tandis que l'UE et les États-Unis sont en désaccord sur ce qui sortira de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique. Nous voudrions rappeler ici qu'au nom du Groupe des 7 (G-7) et de la Chine, à l'inauguration de la Conférence de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague, l'ambassadeur Ibrahim Mirghani Ibrahim, le responsable en chef de la délégation soudanaise, a déclaré que les pays en développement rejettent l'objectif des pays développés de « conclure un autre instrument juridiquement contraignant qui rassemblera les obligations des pays développés sous le protocole de Kyoto et les

actions similaires des pays en développement⁶⁵⁵ ». Ces propos rejoignent ceux tenus par la grande majorité des personnes interrogées lors de nos enquêtes sur le terrain. On pouvait entendre dire que :

Cela révoquera le principe de responsabilités communes, mais différenciées et de responsabilité historique sous la convention en imposant ces obligations également aux pays en développement sous le couvert d'une 'vision partagée', a expliqué M. Ibrahim, en référence à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC)

⁶⁵⁵ Xinhua : Protocole de Kyoto : les pays en développement unis, l'UE et les Etats-Unis séparent sur le document final (SYNTHESE) récupéré de <http://french.peopledaily.com.cn/International/6836151.html> consulté le 9 Septembre 2014.

| 28. Selon vous quelles sont les alliances subtiles ou cachées des protagonistes dans cette controverse? | | | | | |
|---|------------------------------------|-------------------------------|--|--|-----------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Le gouvernement et les commerciaux | La population et les Zemidjan | Le ministère de la Santé et l'ABE et le gouvernement | La population et les Zemidjan, Les partis politiques et les Zemidjan. Ou ne sait pas toujours. | |
| Nombres de répondants | 7 (13.72%) | 6 (11.76%) | 12 (23.5%) | 26 (51%) | 51 (100%) |

Le but de cette question est de pouvoir mesurer le degré de mobilisation dans les divers réseaux. On remarque ici que les alliances les plus subtiles sont celles qui réunissent les populations aux Zemidjan et celles qui regroupent les politiciens et les Zemidjan. Les Zemidjan se joignent à plusieurs actions au niveau social. Ces chauffeurs de Zemidjan, ces taxis-motos véritables icônes du pays, se joignent à l'effort national en faveur de l'éducation des filles. Des affiches proclamant « Toutes les filles à l'école » apparaissent un peu partout au Bénin, tandis que les conducteurs de Zemidjan arborent des tee-shirts d'un jaune lumineux, barrés dans le dos du même slogan, s'assurant ainsi que tous leurs passagers verront le message. L'un d'eux, Robert Kakpo⁶⁵⁶, disait d'ailleurs : « Il est de notre devoir de sensibiliser nos sœurs, nos mères, bref les femmes du marché qui ne connaissent pas l'importance de la scolarisation de leurs enfants

⁶⁵⁶ L'un des milliers de chauffeurs de Zemidjan qui sillonnent chaque jour les rues encombrées de Cotonou

filles », affirme-t-il. « Ces femmes constituent notre principale clientèle », a-t-il expliqué à IRIN. « Et comme c'est la période des vacances, c'est le moment idéal de les convaincre pour qu'elles sachent combien c'est important d'envoyer les filles à l'École ». ⁶⁵⁷ Depuis que les Zemidjan ont également compris qu'ils pouvaient représenter une force pour défendre leurs intérêts, ils ont formé différents syndicats dont certains sont d'ailleurs affiliés à des mouvements politiques. On peut citer notamment le MOZEBE qui soutient le régime du président Boni Yayi, sous la bannière des FCBE. D'autres soutiennent aussi la RB de Léhady Soglo ou le PRD d'Adrien Houngbédji. À travers le pays, les syndicats des Zemidjan poussent comme des champignons, avec des objectifs plus ou moins avoués. Selon la ville d'origine ou selon l'appartenance à tel ou tel syndicat, la livrée des Zemidjan peut aussi être différente.

Depuis quelques années, ce sont généralement des Zemidjan qui ouvrent par des caravanes les campagnes électorales, qu'elles soient municipales, législatives ou présidentielles. Dans leurs activités quotidiennes, ils profitent de leur contact permanent avec les citoyens pour les convaincre à voter comme eux. Nombre d'entre eux, moyennant rétribution, sont connus pour être militants de partis politiques. Ils pensent ainsi se venger des dirigeants politiques qui, une fois les élections terminées, ne songent plus à aider à la résolution de leur triste sort. En effet, tous reconnaissent que conduire les taxis-motos à l'heure actuelle et dans les conditions actuelles n'est pas une solution définitive. Mais au cours des campagnes électorales, ces Zemidjan se voient vraiment considérés et tous les candidats les courtisent, leur accordent une grande importance comme acteur économique. M. Marcus Boni Teiga affirme ceci :

Au regard de la masse électorale que les Zemidjan constituent, il va sans dire que les différents gouvernements ont tendance à se complaire de l'existence des taxis-motos. Sans pour autant chercher des solutions alternatives viables à leur

⁶⁵⁷ <http://www.irinnews.org/printreport.aspx?Reportid=69506> consulté le 23 Mai 2012.

réinsertion sociale dans d'autres secteurs qui feront courir moins de risques sanitaires et environnementaux aux populations⁶⁵⁸.

| 29. Qui sont les leaders ou les porte-paroles que vous connaissez dans cette controverse? | | | | | |
|---|---------------|---|-----------------|---------------------------------------|-----------|
| | Idée 1 | Idée 2 | Idée 3 | Autres | Total |
| Réponses | Les syndicats | Le ministère de la Santé et les altermondialistes | Le gouvernement | Les religieux ; les techniciens, etc. | |
| Nombres de répondants | 9 (17.64%) | 12 (23.52%) | 11 (21.56%) | 19 (37.25%) | 51 (100%) |

Pour une majorité des personnes interrogées, les porte-drapeaux dans cette controverse sont les religieux, les membres de la société civile dont font partie les médecins. Il faut dire aussi qu'au Bénin, dans la recherche des solutions, le ministre de l'Intérieur et des Cultes a souvent appelé à la rescousse les leaders religieux et autres têtes couronnées pour une médiation afin d'amener la paix sociale.

À la fin de cette compilation des données, nous voulons ajouter quelques éléments obtenus des focus groupes et que nous trouvons pertinents.

⁶⁵⁸ <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonneurs>

7.4 Ajouts de l'interprétation des résultats des focus groupes

Les trois focus groupes que nous avons eu à organiser sont tous des adaptations de la recherche bien établie en sciences sociales. Ils comprenaient chacun 12 membres sélectionnés à la fois de façon non probabiliste c'est-à-dire de façon prédéterminée à partir d'une population ciblée; ces 36 personnes ont été sélectionnées pour traiter de ce sujet spécifique et technique comme la communication pour le développement durable au Bénin à travers l'Initiative ABE. Les trois focus groupes ont été conduits par un 'facilitateur' qui les guide à travers une série de questions, tout en permettant un classement libre des échanges entre les membres du groupe. Les groupes ont bien discuté, mais ne décidaient pas et n'ont fait aucune recommandation. Ils ont toutefois apporté des éléments pertinents.

D'abord, ils ont parlé de l'efficacité énergétique ou de la question de l'essence frelatée vendue dans le secteur informel. Pour eux, en limitant cette vente, on réduirait de loin la pollution dans la ville de Cotonou. Au Bénin l'essence frelatée est de mauvaise qualité. Elle vient du Nigéria, 6^{ème} producteur mondial du pétrole.

Pour la plupart des gens présents aux focus groupes ce type d'essence appelé Kpayo est l'un des éléments renforçant le marché de la conduite de Zemidjan.

Le Zemidjan est rentable, car il utilise de l'essence kpayo et les revendeurs d'essence kpayo vivent grâce au concours des Zemidjan. Cotonou serait une des villes les plus polluées du monde, car les Zemidjan qui assurent au moins 85% des transports en commun en ville, utilisent l'essence de mauvaise qualité. Ainsi, ce sont les Zemidjan qui achètent l'essence kpayo⁶⁵⁹ avec les motos à Deux Temps qui contribuent largement à ce triste record.

⁶⁵⁹ <http://pedagogie84.pagesperso-orange.fr/kpayo.htm>

Ensuite, il ressort que les populations veulent contribuer de manière décisive à l'essor des filières du développement durable que constituent l'éolien, le solaire, les transports ferroviaires, le traitement de l'eau ou encore l'édification de réseaux électriques intelligents.

Enfin, les membres des focus groupes ont proposé de limiter les impacts négatifs des actions humaines sur l'environnement.

L'engagement des groupes sociaux, selon les personnes interrogées aux focus groupes, doit passer avant tout par leur propre application des standards les plus exigeants. Conçue pour protéger son environnement ou pour promouvoir le développement durable de son pays, toute démarche environnementale doit se déployer pour limiter ses impacts et réduire ses consommations d'eau, d'énergie et de matières premières surtout lorsqu'elles sont non renouvelables à moyen terme. Ce sont là des éléments nouveaux qui sont sortis des trois focus groupes qui peuvent aussi entrer en ligne de compte dans la justification des positions affichées par chaque acteur.

CHAPITRE VIII

ANALYSE DES DONNÉES

Dans ce chapitre consacré à l'analyse des données et, spécialement sur le plan méthodologique, en nous fondant sur nos enquêtes de terrain et les documents consultés, nous essaierons de préciser d'une part le contenu sémantique de la communication pour le développement durable ainsi que la perception qu'en ont les populations et d'autre part, de saisir la production discursive de chaque acteur ou actant sur le concept ainsi que le sujet controversé.

Dans un second temps, notre réflexion portera sur les éléments nouveaux et identitaires recueillis et qui offrent cette complexification au concept de la communication pour le développement durable au Bénin à travers l'analyse de l'initiative ABE. Nous verrons alors si nos hypothèses majeures sont confirmées ou pas.

Et, enfin, nous présenterons les éléments nouveaux que nous retenons de notre enquête sur le terrain, des découvertes qui méritent d'être présentées dans cette thèse. En effet, nous mettrons l'accent sur ces éléments que nous n'avions pas imaginés, des questions que nous n'avions pas posées, mais qui nous ont apporté des réponses ou des pistes communicationnelles très intéressantes.

Mais avant tout, nous essayerons de voir si nos hypothèses de recherche se vérifient dans le cadre de la démarche analytique que nous nous sommes imposée.

Cette analyse devrait surtout pouvoir nous aider à faire le lien entre nos hypothèses de départ, l'utilité de la revue de littérature, notre méthodologie et la reconsidération du concept de communication pour le développement durable en lien avec le cadre théorique. La présente démarche analytique nous permet d'aller vers une certaine

confirmation ou infirmation de nos hypothèses de départ. Cette analyse des données s'est faite d'abord et surtout avec le modèle général des étapes de l'analyse de contenu (adapté de L'Écuyer, 1990). C'est une analyse de données qui prend en compte plusieurs caractéristiques et qui permet de répondre à certaines questions, telles que :

- Comment analyser le corpus ainsi rassemblé? Dans cette vision, se met en place un cadre d'analyse assez simple que nous avons adapté à partir de l'ouvrage de Raynaud (2003). C'est pourquoi nous essayerons de nous recentrer pour analyser réponses aux mêmes questionnements qui ont été partout présents dans la réflexion sur le terrain. Il s'agit notamment de voir :
- Qu'est-ce qui est important pour les populations interrogées et que disent-elles du développement durable?
- Comment définir le développement durable à partir de ce qu'ils nous ont dit ou écrit?
- Et comment justifier l'échec du projet ABE malgré tous les moyens mis en place par le gouvernement pour le faire passer ?

Ce faisant, nous prenons quelque chose de circonscrit dans le temps qui nous permet aussi de dégager à travers les acteurs, une stratégie de communication pour le développement durable dans un pays en voie de développement comme le Bénin.

Toutefois, pour l'analyse proprement dite, nous avons souvent hésité à choisir, entre l'étude de l'accroissement du nombre des utilisateurs des taxis-motos ou bien encore, de définir leur positionnement par rapport à l'Initiative de l'ABE en vue de voir leurs messages sur le concept de développement durable. Nous avons fini par choisir de faire notre analyse avec la deuxième problématique. Nous voudrions à présent nous restreindre à cette controverse spécifique et tenir compte de cette chaîne d'évènements

avec un début et une fin. Comment justifier alors ce choix méthodologique avec cette méthode d'analyse des données?

8.1 Justification du choix méthodologique au cœur de la démarche analytique

Comme nous l'avons dit plus haut, nous avons fait un mixage de méthodologie aussi bien qualitative que quantitative.

Nos analyses qualitatives ont été effectuées à l'aide du logiciel NVivo 2.0, abondamment utilisé dans l'analyse des données qualitatives en recherche (O'Connor, 2002; Willis et Jost, 1999). NVivo permet, avec le module Merge, une mise en commun des données inter-sites, ce qui a été fort utile pour nos données de recherche collectées sur le terrain. À cette recherche 51 personnes ont participé.

Sur le plan des analyses quantitatives, les logiciels SPSS 11.0 et LISREL 8.51 ont été utilisés afin de réaliser des statistiques descriptives et inférencielles. Les résultats obtenus nous permettent à présent de voir concrètement les acteurs en présence dans cette controverse et surtout de comprendre le contenu de leur communication pour le développement durable; de plus, ils nous permettent de nous rendre compte de l'ampleur du débat et surtout de faire ressortir les éléments spécifiques retenus par ces acteurs pour amorcer le développement durable dans le contexte du Bénin.

Pour l'analyse des données, nous avons relevé les principaux thèmes qui reviennent souvent dans les écrits ou les discours (des auteurs béninois choisis) ensuite, nous avons sélectionné les mots, les phrases, et les expressions les plus utilisés (en indiquant aussi combien de fois pour marquer l'intensité).

Ce choix de la méthodologie mixte et celui des questions posées lors des entrevues ont été guidés par le cadre théorique. Avec le concept de communication pour le développement durable et surtout par la réaction des pays du Sud à Rio et 10 ans avant Rio, en 1972, lors de la conférence des Nations Unies où le concept « Halte à la Croissance » a été avancé pour la première fois, la société civile et les pays en développement refusaient un type de développement à sens unique. À cet égard, dans les années 1970, il y avait une volonté de puissance des pays du Sud, volonté de puissance dont la transcription normative a été formalisée par la revendication d'un Nouvel Ordre économique international. Il y avait également un mouvement écologique international.

En envisageant que la croissance économique puisse un jour avoir une fin et aussi en avançant la principale proposition que l'on en a tirée, mais qui ne s'y trouve pas explicitement¹ (la croissance zéro), le rapport « Halte à la Croissance » a suscité de nombreuses controverses. La croissance économique devrait certes avoir une limite, mais surtout ne devrait pas se faire aux dépens des pays en voie de développement. En lieu et place de la « croissance zéro » préconisée par certains chercheurs de ce rapport, la grande majorité des conférenciers a préféré le concept de développement durable plutôt qu'un arrêt de la croissance, car les pays en voie de développement ont encore « du millage économique » à faire. En effet, ces pays en développement ne se retrouvaient pas au cœur du concept de la « croissance zéro ». À partir de là, il a fallu écouter les populations concernées et intégrer leurs avis exprimés pour comprendre ce qu'est le DD. C'est cela le rôle de la communication pour le DD. Pour cette raison, il nous revenait d'interroger les diverses populations du Bénin et de leur demander ce qui est déterminant pour eux dans le concept de durabilité. L'ensemble des questions posées nous a permis alors d'aller chercher des réponses plus ou moins nuancées.

Cette analyse s'est précisée chaque fois autour de trois pôles:

- Les acteurs en présence (seuls ou en réseaux) et leur importance,

- L'ampleur et la pertinence des débats,
- Et les éléments spécifiques de développement durable.

Que dire alors de notre démarche analytique?

8.1.1 Démarche analytique

Notre analyse est essentiellement basée sur l'approche sociotechnique⁶⁶⁰ qui consiste en l'analyse participante et à l'étude empirique de l'Initiative ABE sur l'introduction des nouvelles motos dans le réseau des taxis-motos en vue du développement durable. Elle s'est aussi arrêtée sur les différents messages et récurrences qui apparaissaient dans les discours et les écrits. Ce choix reste généralement dans le domaine des technologies et donc dans le cadre de la problématique générale d'introduction des nouvelles technologies dans la société béninoise en vue d'un développement durable.

Cette nouvelle technologie devrait non seulement être utilisée et reconnue par les concepteurs,⁶⁶¹ mais aussi obtenir l'apport, l'accord et l'appropriation des principaux usagers que sont les conducteurs de Zemidjan.

Si les éléments recherchés dans les communications sont placés dans le cadre des messages à retenir sur le développement durable, la stratégie d'analyse sera au niveau de la théorie de la communication comme outil de développement durable. Nous tenons à notre analyse de terrain qui fut essentiellement basée sur la cartographie des études en développement durable.

⁶⁶⁰ Boujut J.F, et Tiger H, 2002, « A socio-technical research method for analyzing and instrumenting the design activity » Journal of Design Research, Vol. 2, Issue 2.

⁶⁶¹ Il s'agit ici de la nouvelle technologie comme la moto à quatre temps par exemple.

C'est donc cette démarche analytique que nous avons choisie pour procéder au traitement des données recueillies. Pourquoi et comment?

8.1.2 Justification de l'analyse des données.

Cette démarche consistera à analyser à travers les données recueillies l'importance et le rôle joué par chaque actant ou acteur de développement durable, et aussi à voir sa conception de la durabilité. Ces actants ou acteurs de développement ont été identifiés compte tenu de leur importance dans la controverse et surtout de ce qu'ils apportent dans la compréhension de ce que doit être le développement durable selon les populations interrogées. La démarche analytique a permis de comprendre les éléments de durabilités avancées par les populations interrogées et aussi entre autres :

- À éclaircir les enjeux et les préoccupations des acteurs.
- À analyser les arguments, la rhétorique et l'usage des concepts.
- À voir l'intensité : violence des procédés, degré d'irréductibilité des acteurs.
- Voir la durée : noter le déroulement chronologique, l'allure (lent, rapide) et les séquences (récurrence ou ponctualité) des actions entreprises au sein des réseaux.
- Considérer le type de forum : support de la controverse (rapports, articles scientifiques, média).
- À voir, les types de reconnaissance : tous les acteurs reconnaissent-ils la controverse? Enjeux de la reconnaissance.

- À analyser le type de règlement : abandon, adoption, réappropriation, etc.

Mais le plus important c'est qu'elle a permis de confirmer ou d'infirmer les hypothèses.

8.2 Discussion et interprétation des résultats

Commençons par l'analyse de l'Initiative ABE du point de vue communicationnel. Cette partie permet de présenter l'importance de la communication au cœur d'une controverse.

Les débats d'idées et d'action autour de l'Initiative ABE ont permis de faire ressortir des éléments capables de déterminer ce que représente le développement durable pour les personnes interrogées et c'est ici l'importance de l'étude d'une controverse. Nous avons identifié la controverse par des caractéristiques qui lui sont propres telles les complexités qui s'expliquent par des éléments difficiles à comprendre, des interdépendances et des ambiguïtés.

Bruno Latour parle aussi de situation d'incertitude créée par des connaissances non stabilisées, des incertitudes usuelles du social, de la politique morale qui se trouve compliquée. Pour lui, « Cette complexité se cache dans des boîtes noires et c'est à l'intérieur de celles-ci qu'on découvre les chaînes d'associations et les luttes de pouvoir. Ces relations sont de l'ordre des associations, des oppositions, très simples, ordonnées, complexes ou chaotiques : bref selon les intérêts des actants »⁶⁶².

⁶⁶² <http://fr.curriculumforge.org/SepTnc>. La forge du Curriculum : Synthèse des éléments intrinsèques à une controverse. Consultée le 13 Septembre 2013.

Le but de la plupart des actants est de fermer la controverse et de faire accepter leur version de la situation comme un fait. Pour ce faire, les différents actants vont chercher des appuis. Ils présenteront (traduire) la controverse d'une manière qui peut rassembler les alliés potentiels. C'est ce qu'on appelle traduction et intéressement. Cet intéressement mène à la mobilité et à l'enrôlement des actants et joue un rôle qui renforcera leur position. Ainsi, les usagers (le public en général) peuvent parfois se positionner dans une polémique parce qu'ils veulent être soit partisans d'un tel actant, soit opposants d'un tel autre actant (pas nécessairement par rapport à la controverse).

Il importe ici de souligner que les femmes sont les principales usagères des Zemidjan mais qu'aucune femme n'occupe l'emploi de conducteur de Zemidjan. C'est essentiellement une profession d'homme. La féminisation partielle, limitée ou intégrale de la profession est-elle envisageable dans une perspective de développement durable? L'échantillonnage sociologique de l'enquête ne permet pas d'y répondre, mais cet échantillonnage illustre les difficultés sociopolitiques et les obstacles structurels au développement durable; l'ensemble des populations concernées n'est pas pris en compte, certains acteurs étant plutôt passifs ou virtuels.

Les femmes, dans ce domaine, se limitent au rôle de consommatrices des biens et services durables. Quand bien même nous considérons le métier de Zemidjan comme bien durable. Leur voix ne compte ni directement en tant que voix de communicatrices pour le développement durable ni indirectement par le biais des porte-paroles. Peut-on alors parler du métier de Zemidjans comme emploi au cœur du développement durable si la grande majorité de la main-d'œuvre active et de la classe moyenne que sont les femmes ne sont pas des conductrices de Zemidjan ? Dans ce jeu de traduction et d'intéressement, le rôle des porte-paroles est très déterminant. En effet, les porte-paroles sont les représentants habitués à témoigner au nom de ceux qu'ils représentent. S'ils sont représentatifs et légitimes, alors ils ont la capacité de diffuser et d'informer

sur ce qui est entrepris, par conséquent, le micro-réseau pourrait s'allonger. Pourquoi, les femmes se taisent alors dans cette controverse ?

Latour (1987) présente différentes façons d'augmenter sa crédibilité aux yeux des autres : faire référence à des experts et présenter un énoncé comme si la personne qui l'expose n'est qu'un simple porte-parole de cet énoncé. En même temps qu'on cherche à se renforcer, on doit affaiblir les ennemis : «les règles sont assez simples : affaiblir les ennemis, paralyser ceux que l'on ne peut affaiblir, se porter au secours de ses alliés s'ils sont attaqués... assurer des communications en toute sécurité avec les fournisseurs d'instruments indiscutables; lorsque la victoire est incertaine, rester humble et discret⁶⁶³. »

Dans la théorie des acteurs réseau, Bruno Latour et al. font aussi allusion aux intermédiaires dont le rôle n'est pas des moindres. Dans notre analyse, nous avons pu les détecter et les montrer. En effet, les intermédiaires sont tout ce qui circule entre les différents actants d'une situation. Dans la présente controverse, il en existe quatre types d'intermédiaires comme Latour a pu les définir : informations, objets techniques, agents, les êtres humains et leurs compétences. Ces intermédiaires permettent de solidifier ou de cimenter le réseau. Les tâches ou les objectifs des intermédiaires sont de travailler à la fermeture de la controverse : il s'agit du principe de rallongement, d'irréversibilité et de boîte noire encore appelé ponctualisation. Dans ce cas les actants cherchent à bâtir un réseau qui se tient et qui est difficile à défaire. Les syndicats des taxis-motos jusqu'ici réussissent à le faire. Ils arrivent à parler et à établir des faits et des certitudes parce que tout le monde dans leur réseau s'entend pour ne pas rouvrir ce qui a été construit. Par exemple, la moto est un système complexe et lorsqu'un réseau d'acteurs est « brisé », l'effet de ponctualisation cesse en même temps. C'est ainsi que la communication pour le développement durable devient difficile et complexe. La

⁶⁶³ Latour, B. 1987 : 59). Cité par Jean-Claude Carrière (1995) (Inde, Grèce ancienne: regards croisés en anthropologie de l'..., Volume 576. 288 pages

solution du catalyseur a permis de faire réaliser que la moto est un ensemble de pièces détachables. On ne peut parvenir au développement durable du jour au lendemain. Il y a un ensemble de complexités qu'on peut détailler et considérer progressivement.

Cette prise de conscience peut aussi apparaître quand les éléments d'un réseau agissent de manière contraire au réseau comme un ensemble d'éléments complexes. C'est le cas, de ces mêmes Zemidjan qui se conscientisent et appellent au changement radical compte tenu des enjeux de l'environnement et de la santé publique alors qu'ils sont en même temps des pollueurs. S'il y a ambiguïtés et controverse, c'est aussi et d'abord à leur propre niveau. Il s'agit ici d'une question essentielle liée au Principe du Pollueur-Payeur élaborée par l'OCDE, mais le concept de développement durable va plus loin en ce qui concerne la Participation. En 1992, lors d'un Colloque international, GERPE, Université Laval (Québec), sur le Partage des responsabilités entre niveaux de gouvernement en matière d'Environnement, représentant un Organisme de la Société Civile qui regroupait Universitaires, Environnementalistes et Gens d'affaires, un universitaire et acteur local-global, Jean Maurice Djossou, avait présenté une communication intitulée : Entreprises et Environnement par-delà le Droit une action concertée dans laquelle il appelait de ses vœux un Droit du Développement durable qui intègre, entre autres, les principes de transparence et de participation à la gestion collective des risques. Le papier présenté avait été transmis aux organisateurs du Colloque international. Dans le cas de la présente recherche, l'action concertée implique celle de toutes les parties prenantes au commerce et industrie Zemidjan.

8.2.1 Éléments communicationnels.

8.2.1.1 En quoi consiste la communication pour le développement durable?

Elle se résume à un concept spécifique : la participation et le partage.

D'une part, nous pouvons dire que la CDD intègre un geste de participation, d'intégration et d'inclusion. C'est-à-dire, un geste « à prendre part à... »

En effet, 8 personnes sur 51 interrogées ont manifesté au moins 4 fois qu'elles aimeraient prendre part au processus d'intégration des nouvelles motos dans le réseau des Zemidjan. Le développement durable d'une nation intègre donc toutes les ressources humaines et matérielles de même que les forces vives de cette nation. Le rôle de la communication ici serait alors de chercher à intégrer toutes ces ressources, ces potentialités et ces performatifs; mas surtout de pouvoir les fédérer autour d'une même cause; celle du DD.

D'autre part, nous découvrons que la CDD intègre un geste « à faire part de... »

7 personnes sur 51 ont exprimé au moins 6 fois qu'elles auraient aimé que le gouvernement leur fasse part de ses intentions et leur dise ce qu'il adviendra. Ainsi, la parole, l'information ou mieux la communication devrait précéder l'acte ou l'action. Une communication autour du développement durable devrait annoncer et expliquer chaque action ou geste posé.

5 personnes sur 51 ont répété au moins 7 fois que le gouvernement doit leur faire part de son plan et intégrer leur feedback dans son plan d'action.

La CDD = Participation et Partage...

5 personnes sur 51 ont mentionné au moins 11 fois que le développement impose le partage du savoir, de l'avoir et de l'être. Pour ces personnes, le développement durable n'est pas envisageable sans le partage mutuel et réciproque de tout ce qui fait le capital humain, intellectuel et matériel.

Ainsi, lorsqu'on parle de développement durable, on parle de :

- Participation qui veut dire « promouvoir la solidarité » et s'intégrer dans une « Communication positive ». Il s'agit d'une communication qui apporte une plus-value et qui permet de gérer les conflits. Les conflits ou les controverses font partie d'une communication dite « communication négative », mais dont le but est de crever un abcès, de faire surgir une réaction en vue de l'intérêt commun.

- Communication Positive et Formation de l'Opinion publique.

C'était la fonction des partis politiques démocratiques. Dans le cadre du développement durable, une telle communication est également l'œuvre des Médias et de la Société civile.

Il s'agit en effet :

- Du « Partage » est aussi et surtout au niveau du savoir et du pouvoir. Car pour qu'il y ait un développement (47 % des participants en sont conscients) il faut un leadership qui partage le capital et qui redistribue la plus-value.

- D'une participation qui veut faire appel au partage d'éléments immatériels.

- D'une participation qui signifie aussi « partage de savoir et de pouvoir »

Pour 8 personnes sur les 51, le partage du savoir signifie que l'information doit circuler et qu'il faudrait surtout la liberté d'expression qui est un droit fondamental de l'homme.

Nous trouvons cet aspect très intéressant puisque l'information dans ce cas signifie le savoir ou la connaissance. Et il apparaît dans l'esprit des personnes interrogées comme une action de sincérité. Et comme le dit Dossou Yovo⁶⁶⁴ appuyé par Damien Mekpo⁶⁶⁵, « La sincérité et le degré d'implication de chaque personne dans le débat pour le développement durable, apporte la part d'information que chacun amène dans le débat ». Le développement durable ne peut donc pas advenir si chacun à son niveau ne livre pas l'information qu'il a ou qu'il produit à partir de sa propre expérience. Il s'agit surtout d'une information apportée sur honneur. C'est ce en quoi consiste le savoir collectif indispensable au développement durable.

8.2.1.2 Le développement durable participatif oblige aussi au partage du pouvoir

Dans ce cas, pour 6 des 51 des personnes interrogées, le partage du pouvoir veut dire « concertation » et « négociation pour la prise de décision » et « consensus » c'est-à-dire : démocratie participative. Ainsi, pour 47 des personnes ayant participé aux entretiens et aux trois focus groupes, les communications autour de cette initiative devraient tenir compte de ces deux éléments que sont : la participation et la communication.

⁶⁶⁴ Dossou-Yovo Noël (2010) Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement? Dilemme d'un continent. L'Harmattan, 309 pages

⁶⁶⁵ Damien, Mekpo. (2009) Pour une économie centrée sur l'homme en Afrique Approches éthique et théologique du sous-développement. L'Harmattan. 142 pages.

8.2.1.3 Le double concept : Participation et Communication

La participation-communication pousserait à l'optimisation de l'autorité de chacun et de tous; ce qui est en même temps intérêt et bien commun C'est aussi l'outil essentiel pour la motivation, mais c'est avant tout, selon 9 de nos interviewées, le moyen efficace pour faire ressentir le besoin de chacun ou mieux pour faire exprimer par chacun ses besoins et son avis sur le processus.

En ce qui concerne cet avis, et en tenant compte de nos recherches, nous pouvons affirmer que lorsqu'on demande aux personnes interrogées, les moyens à prendre pour mieux communiquer pour le développement durable, trois thèmes reviennent souvent : adaptation, appropriation, durabilité.

L'adaptation, c'est d'abord la recherche de la technologie adaptée et appropriée. Adaptation aux besoins et aux circonstances réelles de la ville ou mieux encore, des communautés; mais aussi adaptation aux exigences d'un développement durable.

Mais pourquoi? Demandait l'une des personnes présentes au deuxième focus groupe, pourquoi nous apporter une moto qui serait d'une autre génération? Et il continuait de dire : « Cette moto accroît notre dépendance au pétrole que nous ne fabriquons pas et qui est souvent la source de guerre, ennemi de la paix sans laquelle il ne peut jamais avoir de développement durable ». Pour eux donc, l'adaptation devrait prendre en compte les besoins d'un développement durable.

Transfert de technologie, Technologie adaptée, mais également recyclage et gestion des déchets dans une perspective de développement durable⁶⁶⁶. Ici, les populations

⁶⁶⁶ Développement - Paix, Pape Paul VI, Vatican II et mutations du système international, effondrement du Bloc de l'Est, Fin de la Guerre Froide, Nouvel Ordre Mondial, Role du Vatican et du Pape Jean-Paul II, Doctrine sociale de l'Eglise et Travaux de l'Académie pontificale des Sciences Sociales et de son Comité sur les Pays en voie de développement.

expriment leurs préoccupations face aux inégalités dans les rapports internationaux, la Révolution technologique et la Mondialisation. La Communication est également micro et macrosociologique : Solidarité interne et internationale.

La communication positive sur cette question aurait alors pour but de vulgariser toute sorte de solidarité dont parlent les personnes interrogées. Mais il faut réfléchir et interroger les messages émis par chaque actant ou acteur de la controverse.

De plus, les organisations à divers niveaux de la société à travers la communication sont invitées à la mobilisation des forces vives de la nation. C'est d'ailleurs l'opinion de 40 sur 51 personnes interrogées. En plus, plusieurs personnes durant les focus groupes ont parlé de la communication (circulation de l'information travaillée et orientée) qui doit servir à la mobilisation des forces vives du pays, mais aussi écouter et analyser chaque message. Ces forces vives sont constituées de tout ce dont le pays dispose comme potentialité en ressources humaines, matérielles, financières ou autres.

Pour la plupart des personnes reçues aux trois focus groups, il existe des solutions pour le développement durable et il faut les regrouper et les optimiser. D'où la communication comme moyen d'animation et surtout de production de richesses. Mais faudrait-il aussi que les leaders soient des « responsables » pour que cette production de richesses se fasse. Le principe de responsabilité était un élément nouveau qui a été avancé lors de deux focus groupes. Nous en parlerons plus loin. Ici, la Communication est autocentrée. Elle est Liberté-Responsabilité, car permettant aux populations de s'exprimer librement pour mieux se prendre en charge sous la direction de gouvernants ou de leaders éclairés. Le Concept de communication dans ce cadre précis vise un développement participatif autonome, mais connecté au Libéralisme économique ambiant et par conséquent non-déconnecté ou déconnecté par défaut après le report aux calendes grecques du Nouvel Ordre mondial de l'information et de la Communication antérieurement promu par l'UNESCO sous La direction de son Directeur Général, le Sénégalais Amadou M. M'Bow.

8.2.2 L'analyse des solutions apportées sur le plan communicationnel

Une des solutions qui aurait pu émerger comme élément de consensus est celle du catalyseur.

La discussion autour de cet élément technique comme solution à un problème socio économique politique aurait pu faire ressortir toutes les questions de durabilité au cœur de ce débat. En effet, la solution du catalyseur semble convaincre une bonne partie des protagonistes; elle n'obligerait pas à changer pour les motos à Quatre Temps qui, selon certaines personnes interrogées, n'émettent pas de GES, mais seraient plus énergivores. Le rôle de la technique dans le développement durable a toujours été prépondérant selon plusieurs développementalistes (Jean Ziegler, François Partant, etc.). Qu'il s'agisse de développement économique ou de développement durable.

Qu'en est-il ensuite de cette solution technique?

Parmi les recherches de solutions, quelques personnes interrogées ont fait recours à celle relative aux études du Prof. K. AGBOSSOU intitulées « Perceptions, adaptations et accompagnements des populations face aux changements climatiques, environnementaux et sociaux (Paapces) »⁶⁶⁷. Ce fut aussi le thème du projet de recherche sur lequel se sont penchés pour quelques mois des chercheurs béninois et dont les orientations ont été présentées le vendredi 13 février 2009 au Chant d'Oiseau de Cotonou. Nous faisons ici appel aux Travaux du GIEC, Groupe

⁶⁶⁷http://www.memoireonline.com/02/13/6986/m_Perceptions-savoirs-locaux-et-strategies-d-adaptations-aux-changements-climatiques-des-producteurs54.html. « Perceptions, savoirs locaux et stratégies d'adaptations aux changements climatiques des producteurs des communes d'Adjohoun et de Dangbo au Sud- Est Bénin par CODJIA Clément Olivier consulté le 20 Mars 2011.

intergouvernemental sur l'évolution du Climat ainsi que les travaux des comités préparatoires⁶⁶⁸ (prep.com) de la Conférence de Paris prévue pour Décembre 2015.

Huit personnes interrogées lors de nos enquêtes ont parlé de ce colloque du Champ d'Oiseau de Cotonou et les résultats de ce colloque ont également servi à appuyer notre analyse. C'est dire donc qu'autour de la question des taxis-moto, gravite également la question d'adaptation. Ceci est d'autant plus important que les environnementalistes commencent par parler de plus en plus de réfugiés de l'environnement. La question des réfugiés de l'Environnement s'imposera inévitablement dans le cadre des déplacements internes et des migrations internationales liés aux Changements climatiques.

Cela dit, le cœur de notre analyse reste de chercher à savoir si nos hypothèses sont confirmées, plausibles ou pas. Dans cette optique, il importe de souligner les transformations normatives et institutionnelles liées au concept de communication pour le développement durable avec l'élaboration ainsi que la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement dont la date butoir est décembre 2015. D'autre part il y a lieu de tenir compte des travaux préparatoires sur les Objectifs du Développement Durable 2030. En effet, il est proposé actuellement 17 ODD et le premier est l'élimination de la pauvreté. Éliminer toutes sortes de pauvreté est une avancée majeure vers le développement durable. Il importe alors de cerner la façon dont les populations interrogées entrevoient cette élimination de la pauvreté. Nous voyons quand à nous qu'il faut une approche quantitative et surtout qualitative du développement durable avec des objectifs ciblés et un partenariat mondial pour le suivi de leur réalisation; l'Assemblée Générale des Nations Unies devant se prononcer sur les ODD en septembre 2015, il urge de tenir compte des avis divers.

Les Négociations en cours à l'OMC sont également consacrées au Développement, Agenda de Doha pour le Développement. La Conférence ministérielle de l'OMC

⁶⁶⁸ Qui ont eu lieu à Bonn en Allemagne en Juin 2015.

prévue pour décembre à Nairobi devrait sceller les ententes ou les avancées sur cette question. Au niveau des communautés locales, La Conférence des Nations Unies, Habitat III, Quito 2016, est justement consacrée au développement urbain durable et des consultations nationales et régionales sont organisées dans ce cadre.

8.3 Retour aux hypothèses de départ

8.3.1 Première hypothèse.

Dans notre première hypothèse, nous avançons que les populations du Bénin ont leur propre vision sur les questions relatives au développement durable et qu'il faudrait les évaluer en les interrogeant pour mieux les intégrer au cœur du concept du développement durable. Ainsi, analyser leur message nous permettrait de comprendre leur vision du développement durable.

Les réponses apportées à ces questions par les populations et les documents lus ont permis d'éclaircir les enjeux et les préoccupations des acteurs dans la réalisation l'atteinte du développement durable. Les réponses aux quatre premières questions du formulaire montrent que les populations interrogées ont d'autres préoccupations. En effet, lorsqu'il leur arrive de parler d'environnement, les réponses aux questions 8 et 9 montrent que pour eux la durabilité c'est autre chose que la performance économique. Ces populations en grande majorité parlent plutôt de travail, d'emploi, de santé et d'éducation. Mais aussi de partage. Les personnes qui ont parlé de performances économiques et d'infrastructures sont pour la plupart des intellectuels ayant voyagé en Occident et, qui comparent la durabilité avec ce qui se passe dans les pays du Nord.

La population fait ressortir l'« Éducation » comme élément capital et important de développement durable. Pour elle, le développement durable passe par le capital humain, mais aussi par « un capital matériel et intellectuel de base »; l'éducation est un de ces éléments importants et un outil de développement durable.

Mais, la population a aussi avancé d'autres éléments comme faisant partie de la durabilité par exemple : « une moto » et, un terrain (avoir une propriété, une maison ou une parcelle) pour loger toute la famille ou pour servir d'espace cultivable pour chacun et pour tous. Nous retenons l'élément « capital » comme indispensable. Ce capital est humain, matériel et immatériel. Il s'agit pour les Zemidjan d'un élément de base qui se transmet de génération en génération. Les parents doivent léguer aux générations futures une éducation, une culture, des valeurs, une maison, un outil de travail, voilà ce qu'ils considèrent eux comme éléments de développement durable. Il s'agit justement des rapports entre Développement Durable et Développement Humain⁶⁶⁹. Nous faisons également recours aux questions de durabilité et approche téléologique du développement, c'est-à-dire du point de vue de ses finalités⁶⁷⁰.

La grande majorité des populations interrogées au Bénin ne font pas de comparaison avec l'occident. Il faut les écouter et interroger leur discours pour comprendre que le message qu'elles veulent faire passer en est un de durabilité. Et quelle durabilité! Pour ces populations, l'essentiel, c'est-à-dire ce qui permet à l'être humain de vivre, de survivre et de vivre au-delà de la simple vie (c'est comme cela que ces populations expriment la durabilité) ce sont vraiment les éléments comme le partage, l'éducation et le capital (cf. réponses aux questions 26 à 28). Toutefois, les responsables de l'ABE et ceux du gouvernement parlent souvent de Kyoto et de la fumée de la couche d'ozone.

⁶⁶⁹ Voir les travaux de Jean Maurice Djossou, Forum multiculturel pour le Développement Humain et international- Intercultural Forum For International and Human Development, FIDHI_IFIHD, <http://about.me/jmdjossou> consulté le 02 Juin 2015.

⁶⁷⁰ Voir Amartya Sen, Le Développement comme Liberté ainsi que son idée de Justice...

Le point commun entre les deux groupes (la majorité de la population et les autres informateurs), il s'agit de la santé des populations. S'il y a donc un point commun que soulèvent tous les participants, acteurs, protagonistes ou antagonistes du développement durable et surtout de l'ABE, c'est l'élément santé. Nous en parlons comme élément spécifique de développement durable au Bénin.

Il s'agit également là d'une contribution spécifique de l'ABE qui en a certes d'autres.

Le développement durable ne saurait se réaliser sans la préservation de ce capital humain fondamental qu'est la santé. Toutefois, il faut reconnaître que la stratégie de protection de ce capital est encore différente. La population parle de la santé dans son ensemble tout en reconnaissant que la fumée des Zemidjan nuit gravement à ce capital. Mais pour elle, il faut des centres de santé des hôpitaux et autres instances pour protéger cette santé. Dans ce cas, l'approche communicationnelle est réactive contrairement à celle de l'ABE et du gouvernement qui semble être proactive. Ainsi, contrairement aux responsables de l'ABE ou du Gouvernement, la population ne semble pas vraiment parler de la prévention. Alors que dans le discours de responsables de l'ABE, la prévention à travers la réduction des gaz à effet de serre et de la fumée émise par les motos à Deux Temps y est très présente.

Il y a également une dimension culturelle liée aux habitudes de consommation et d'approche de la Santé publique ainsi que la fonction communicationnelle, fonction de relais, de l'industrie pharmaceutique et des délégués médicaux. C'est dans ce sens que se vérifie notre hypothèse selon laquelle les populations du Bénin auraient leur propre vision sur les questions de développement durable. Il faudrait par ailleurs, les évaluer pour les préparer à mieux s'y adapter aux changements climatiques tout en les aidant à prendre des mesures nécessaires pour freiner l'évolution grandissante de la pollution engendrée par les Zemidjan. Il s'agit alors de la Conscientisation ou de la prise de

Conscience individuelle et collective sur le droit à la qualité de l'Environnement, le droit au développement durable.⁶⁷¹ En conséquence, cette hypothèse paraît plausible.

Du point de vue communicationnel, l'approche qui semble ressortir des éléments de l'analyse des données est celle que nous pouvons appeler communautariste ou participative. Mais au-delà de ces deux approches, nous voulons retenir une autre approche qui se lit à travers les messages des populations : c'est celle appelée « approche intégrée des ressources » qui veut lutter contre une certaine logique de loi du marché (offre et demande). Toutefois, nous retiendrons pour éviter les ambiguïtés le thème de l'approche participative qui va englober celle qui a été nommée « approche intégrée des ressources ». Il s'agit pour nous à présent de définir ou de relever ce que les personnes interrogées ont pu dire sur cette approche participative et intégrative sur le développement durable.

Il s'agit là d'une approche participative ou intégrée. A priori, il s'agit des volontés de pouvoir visant l'organisation d'une vie démocratique communautaire autonome en marge de l'économie libérale.

A posteriori, sur le terrain, les personnes ayant participé aux focus groupes, ont toutes exprimé leur opinion sur une approche que nous pourrions appelée participative ou intégrative. Nul doute que les attitudes attentistes relevées ici et là les années antérieures sont du passé. Nous ne pensons pas que ces personnes considèrent encore que le salut leur viendrait de l'Europe ou d'ailleurs. Comme aimait à le répéter l'ancien président français le général De Gaulle : « la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts »⁶⁷². D'autres personnes affirmaient que « les occidentaux ne peuvent pas nous

⁶⁷¹ Voir le Programme de recherche-éducation et de promotion et défense des droits Local-Global Awareness- Conscience Locale-Globale LGA-CLG <http://about.me/jmdjossou> consulté le 02 Juin 2015.

⁶⁷² http://www.claude.dupras.com/le_général.htm De Gaule cité dans « Le Général » consulté le 13 Juin 2011.

aimer plus que nous-mêmes... Ils ne peuvent pas laisser leur problème et venir régler les nôtres ».

En somme, les populations devraient avoir la maîtrise d'œuvre du développement durable, un développement intégré, autocentré et participatif. La question du modèle de développement occidental ou de Développement comme l'histoire d'une Croyance occidentale⁶⁷³, ou de refus du Développement⁶⁷⁴ se pose, mais l'Environnement international a beaucoup évolué. D'Anti-mondialisme on en est arrivé à l'alter mondialisme et a une prise de conscience grandissante des droits et libertés de la personne humaine. La question du Développement durable apparaît alors comme intégrant celle du Droit au Développement, du Droit au Développement Durable appréhendé comme Droit individuel et collectif⁶⁷⁵.

Les mots concernant la participation qu'ils aimaient utiliser sont les suivantes : adaptation, participation, intégration, éducation, capital, santé, minimum social. Mais au-delà-de ces réponses et de ces réalités, nous nous sommes posés la question de savoir : Quels sont alors réellement les acteurs en présence et que disent-ils et surtout qu'est-ce qui permet de les appeler « des acteurs de développement durable »? Est-ce leur action ou leur message?

La réponse est que les acteurs de développement ce sont les populations elles-mêmes.

Cette réponse et les constats observés à cet effet justifient aussi notre deuxième hypothèse.

⁶⁷³ Gilbert Rist - Le développement, Histoire d'une croyance occidentale, Presses de Sciences Po, Paris, 2007[1996](troisième édition revue et augmentée), 483 p.

⁶⁷⁴ Et si l'Afrique refusait le développement de la camerounaise Axelle Kabou

⁶⁷⁵ Voir les réflexions du Béninois Jean Maurice Djossou infra au cœur du Programme Local-Global Awareness-Conscience Locale-Globale, sous la coordination de Jean Maurice Djossou, FRIDHI_IFIHD, <http://about.me/jmdjossou> consulté le 5 Janvier 2015

8.3.2 Deuxième hypothèse

Nous avons osé avancer dans une deuxième hypothèse que l'atteinte des objectifs de l'Initiative ABE et du développement durable au Bénin semble être compromise parce que tous les acteurs nationaux⁶⁷⁶ ne sont pas suffisamment informés et outillés pour travailler efficacement à leur réalisation; ils ne seraient pas tous informés et formés au même niveau encore moins au même moment. C'est ce qui expliquerait le déficit ou le fossé au niveau communicationnel. Cette hypothèse est aussi confirmée. Les réponses recueillies à la question 5 nous permettent de le dire. En effet, dans cette question nous posons la question de savoir : « connaissez-vous l'initiative principale de l'ABE en lien avec l'environnement? » Les réponses à ces questions sont vraiment contradictoires. Pour les populations, c'est une initiative qui est créée dans le but de favoriser l'hygiène et la propreté de la ville. Près de 77 % de nos interviewées disaient cela. Mais pour d'autres, cette initiative est avancée dans le but de vendre (près de 6 %). Alors que pour les responsables de l'initiative c'est pour la protection de la santé publique (10 %) et pour les responsables du gouvernement, c'est pour atteindre les objectifs de Kyoto (près de 7 %). Cette initiative gagnerait donc à être mieux expliquée. Il y a donc réellement un fossé communicationnel. Ceci a aussi expliqué notre troisième hypothèse.

8.3.3 Troisième hypothèse

À l'évidence, nous avons supposé dans une troisième hypothèse qu'on ne peut comprendre l'échec de la communication autour de l'initiative ABE qu'en imaginant une absence de stratégie efficace de communication globale pour accompagner la

⁶⁷⁶ Décideurs politiques, élus locaux, société civile, médias, la population, etc.

réalisation de ce projet de développement durable. Cette hypothèse est également confirmée. L'Initiative ABE recommandera vivement au gouvernement du Bénin et à tous les usagers des taxis-motos de travailler pour la mise au point d'approches plus efficaces, inclusives et cohérentes de l'analyse du risque que représente l'usage des motos, et de préconiser l'adoption de telles approches lors de l'élaboration des normes environnementales internationales. Ceci pourrait se réaliser au travers des différentes commissions mises en place par le protocole de Kyoto ou dans d'autres cadres par exemple celui des dispositions portant sur l'analyse du risque énoncée dans l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur les normes Sanitaires et Phyto-Sanitaires (Accord SPS). Sur ces deux points, nous remarquons que les *prep.com*⁶⁷⁷ de la Conférence de Paris prévue pour décembre 2015 ainsi que la Conférence ministérielle de l'OMC sur l'Agenda de développement de Doha sont des références et vont aussi dans le sens de notre analyse.. Au reste, les questions environnementales et de développement sont abordées depuis plusieurs décennies dans le système du GATT-OMC.⁶⁷⁸ Cette approche devrait reconnaître l'importance de la participation publique et du dialogue tout au long du processus, en préconisant une plus grande ouverture et transparence. Ce qui n'a pas été fait par les responsables du gouvernement et de l'ABE; ou du moins ils n'ont pas atteint les objectifs.

Les gouvernements sont responsables de la réalisation des OMD et des ODD. Ce qui manque le plus est la volonté politique d'y parvenir. Mais la volonté politique n'est pas inaltérable. Tout peut changer si les citoyens décident de demander des comptes à leurs gouvernements, aux bailleurs de fonds et au secteur privé. Dans son rôle traditionnel de veille citoyenne, la société civile a le devoir de faire pression sur le pouvoir politique. Or, il faut dire que selon les propos recueillis au focus 2, le gouvernement

⁶⁷⁷ Travaux des comités préparatoires.

⁶⁷⁸ Jean Maurice Djossou,(2000) *L'Afrique, le GATT et l'OMC : entre territoires douaniers et régions commerciales*, Paris, Le Harmattan, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000

n'a pas su se faire aider ou peut-être n'a pas été aidé par la société civile. Ainsi dans ce processus de développement durable, le rôle de la société civile peut être de :

- Sensibiliser l'opinion publique sur les OMD et les ODD;
- Lancer des actions pour faire pression sur les décideurs puis examiner la réaction du gouvernement et/ou prêter son concours au gouvernement en lui donnant des exemples de façons de procéder;
- Renforcer les campagnes locales ou nationales en les reliant à une campagne internationale plus globale.

Par ailleurs, les réponses à la question 10 nous permettent aussi d'affirmer cela. Voici la question qui avait été posée : avez-vous été informé de l'initiative ABE? Comment avez-vous été informé ? Et qui vous a informé, et par quel moyen ou canal? On voit que les Zemidjan à 77 % s'informent surtout par la radio, la revue de presse en « fongbé » de Dah Houawé et, par eux-mêmes. Dah Houawé n'a pas été un acteur approché par les responsables de l'initiative. Selon nos recherches le gouvernement et l'ABE ont vraiment investi dans la télévision pour faire passer leur message. Or seulement 14 % de la population interviewée dit être informée de cette initiative par la télévision et les débats qui en ont suivi. L'échec de cette exhortation peut donc s'expliquer par le manque de stratégie efficace. Le canal qui est choisi n'était pas, dans les circonstances, celui qui était le plus indiqué.

Le medium n'avait pas été bien choisi. Il y a eu absence de leader d'opinion apprécié dans le groupe des Zemidjan pour les amener à changer de moto. Au fait, selon les rapports du troisième focus groupe il aurait fallu l'appréhension des leaders comme Dah Houawé et l'intégration progressive des nouvelles motos dans le réseau des Zemidjan.

Par-delà le choix du médium, se posent la question de l'éducation au développement durable en langues nationales, de l'intégrité des leaders d'opinion ainsi que celles de la formation des formateurs.

Ce constat nous permet d'aborder la quatrième hypothèse.

8.3.4 Quatrième hypothèse

Nous proposons dans la quatrième hypothèse qu'il n'y ait pas « d'innovation » c'est-à-dire de progrès en vue d'un développement sans une remise en cause des outils et dispositifs d'évaluation du couple nouveau, produit/processus d'intégration. Cette hypothèse se vérifie en un sens, mais pas complètement. Contrairement à ce que nous pensions, le processus d'intégration aurait été réussi si la stratégie de communication et, plus particulièrement le medium d'information avait été mieux choisi.

Nous reconnaitrons qu'à travers les réponses à la question 11, que les populations étaient prêtes à écouter plutôt le ministère de la Santé, c'est-à-dire les médecins et non le gouvernement. Plus de 58 % ont reconnu que le ministère de la Santé était le plus crédible. Les médecins crédibles auraient trouvé le type de règlement qui aurait été soit abandon de leur cause, soit une alliance, ou une association à une autre cause qui serait la santé d'abord.

Nous constatons dès lors que les données recueillies ne confirment pas totalement cette hypothèse. À vrai dire, avant notre départ sur le terrain, nous avançons comme quatrième hypothèse que dans le cadre de cette recherche qu'il n'y aurait pas d'innovation sans une certaine évolution ou même une révolution au sein de l'organisation (de l'entreprise ou de la communauté) et sans une mise en réseau des acteurs. Nous supposons également, que de leur interaction émergerait un dispositif

de « qualification » qualitative (ou d'acceptation) de la nouvelle technologie (moto) portée par les promoteurs d'une solution innovante, et un dispositif de « déqualification » (ou de rejet) porté par les promoteurs d'une solution plus routinière (ceux et celles qui optent ici pour le maintien des anciennes motos).

En effet, dans le cas de projets plus routiniers, la cartographie des acteurs impliqués et les principaux critères mobilisés sont relativement vite établis et stabilisés (souvent aspects techniques tels que choix de solutions, calculs, simulations et aspects économiques tels que devis ou estimations). Par contre, pour cette situation de projets innovants, nous trouvons que cette cartographie est très instable avec l'arrivée progressive de nouveaux acteurs, apportant de nouveaux critères d'évaluation à différents stades du projet. C'est le cas par exemple de ceux qui apportaient des contre-propositions soit pour le statu quo ou pour l'introduction ou le rejet des nouvelles technologies. La confrontation entre les différents points de vue implique des processus d'échanges largement informels.

Cette hypothèse ne se confirme donc pas complètement. Car de part et d'autre les groupes sont bien organisés et une mise en place d'une bonne stratégie de communication et d'information aurait aidé à faire ressortir les intérêts et les objectifs de l'initiative ABE encore appelé projet Zeco-4.

Autrement dit, plus nous avançons dans la collecte et l'analyse de données à travers les entretiens, les focus groupes et les lectures sur l'objet d'étude, plus nous nous rendions compte que le contexte de cette controverse est très complexe. Nous nous rendions compte également qu'à Cotonou, avoir une moto est non seulement une fierté, mais aussi une sorte de sécurité financière. Celui qui possède une moto sait qu'il peut se mettre du jour au lendemain à faire du taxi-moto. Survivre ainsi dans un pays en voie de développement qui ne possède pas de système d'assurance chômage est important. La moto est donc pour chaque citoyen en général et pour tout conducteur de Zemidjan, en particulier, un gagne-pain quotidien. Ils ne veulent pas changer pour un

avenir incertain avec les nouvelles motos. Pour cela, il aurait fallu engager les médecins qui auraient établi le rapport : moto vs dégradation du capital-santé alors que les politiciens ont amené les Zemidjan à établir le rapport Moto Quatre Temps vs Emploi.

Le métier de Zemidjan pour ces conducteurs est aussi une garantie d'assurance. Les conducteurs de Zemidjan connaissent bien leur moto à Deux Temps qui pour eux est comme « un tout » ou « un ensemble »; car ils maîtrisent pour la plupart la technologie de ces motos à Deux Temps. Ce qui n'est pas tout à fait le cas pour les motos à Quatre Temps.

De même, ils sont conscients de la valeur de l'environnement qui est vénéré.

L'âme du Béninois en général se confond à la nature dans une sorte d'union sacrée au niveau spirituel et religieux. C'est d'ailleurs ce que voulait exprimer Esoh Elamé⁶⁷⁹ dans sa publication : « Plaider pour une protection des bois sacrés en Afrique noire »⁶⁸⁰. En effet : « Les bois sacrés sont définis comme étant constitués de bois, d'îlots de forêts, de savanes, de steppes ou de déserts, réservés aux cérémonies traditionnelles y compris aux rituels magico-religieux. Ils sont un héritage des générations fondatrices des communautés autochtones africaines et ont une valeur qui les rend dignes de protection à n'importe quel prix. Les cultures de l'Afrique noire tirent en grande partie leur vitalité, leur richesse spirituelle et non matérielle, de la relation qu'elles entretiennent avec la nature et en particulier avec ces lieux sacrés. Parce qu'ils remplissent plusieurs fonctions: espaces de méditation pour les populations autochtones, lieux de réunions des notables où se prennent des grandes décisions qui concernent la Communauté, lieux de cultes et d'initiation, cimetières des ancêtres, lieu de recueillement, ils représentent pour les communautés autochtones, des lieux permettant de

⁶⁷⁹ Docteur en géographie (de l'Université Joseph Fourier de Grenoble). Chercheur à l'Institut de Géographie Alpine de l'Université Joseph Fourier de Grenoble/France et à la Fondation Universitaire Luxembourgeoise de Arlon/Belgique. Son champ de recherche porte sur : interface Interculturalité, environnement et développement durable.

⁶⁸⁰ Esoh Elamé : « Plaider pour une protection des bois sacrés en Afrique noire. » Ce texte est tiré de la version originale d'Un mémoire soumis au XIIe Congrès forestier mondial, Québec City, Canada. <http://www.fao.org/docrep/article/wfc/xii/1006-a3.htm>

maintenir la solidarité intra et intergénérationnelle, dimension importante du développement durable⁶⁸¹...

Les réponses et les débats autour de cette hypothèse nous ont permis de retenir un autre élément qui n'était pas prévu dans notre recherche. D'abord, nous avons relevé que cette controverse place tous les usagers de taxis-motos à Cotonou devant un dilemme. Comment respecter le spirituel et le religieux d'une part et survivre au jour le jour à travers un métier polluant et détruisant l'environnement d'autre part? Beaucoup préfèrent s'en tenir à cet adage latin approfondi et commenté par Miguel de Unamuno : « *primum vivere deinde philosophare* » (« vivre d'abord et philosopher ensuite »). Ainsi, les Zemidjan bien conscients du danger que représente la moto sur leur santé. Pourtant ils préfèrent opposer cette initiative au métier plutôt qu'à la santé. Il ne s'agit donc pas d'un processus d'intégration d'une nouvelle technologie.

Peut-être que les promoteurs du protocole de Kyoto et les usagers des taxis-motos à Cotonou sont conscients du caractère sacré, voire divin, de l'environnement; mais ils opposent à ce divin la première raison existentielle : vivre ou tout au moins survivre. La plupart des jeunes qui quittent leur village pour venir à Cotonou rêvent de conduire le taxi-moto en dépit des conditions que leur impose ce métier (deviennent) comme un drame? Qui, non seulement avorte leurs rêves, mais aussi les transforment en véritable cauchemar. Mais, l'Initiative ABE selon ces mêmes Zemidjan, si elle est bien reformulée, bien programmée et présenté comme projet de protection de la santé humaine pourrait être le champ d'un nouvel espoir. De ce fait, cette controverse politico-environnementale serait de façon précise, le débat entre la survie de l'environnement et la croissance de l'économie à travers une santé durable. C'est comme un champ de conflit d'intérêts sur lequel chacun peut trouver sa part si on se

⁶⁸¹ Esoh Elamé Plaider pour une protection des bois sacrés en Afrique noire récupéré de <http://www.fao.org/docrep/ARTICLE/WFC/XII/1006-A3.HTM> consulté le 12 Janvier 2015.

consacrait tous sur l'essentiel qui est le développement durable. Pour cela, le développement durable impose une innovation communicationnelle. Or, comme le dit Hervé OTT IECCC, « les conflits sont essentiels à l'innovation pour une meilleure prise en compte des besoins (des groupes, des cultures), de l'identité de chacun et des évolutions de l'environnement »⁶⁸². Comment survivre donc « aujourd'hui » sans hypothéquer « demain »? Comment sauvegarder l'environnement et permettre aux habitants d'aujourd'hui de survenir à leur besoin?

Toutefois, cette hypothèse met en contradiction les intérêts respectifs des différents tenants, ce qui fait que le débat ne va pas se concentrer seulement à ce niveau de Santé Vs Moto à Quatre Temps. C'est aussi une autre de nos hypothèses.

8.3.5 Cinquième hypothèse

Dans l'hypothèse 5, nous supposons que les intérêts de chaque acteur dans cette controverse sont aussi divergents que contradictoires. Les réponses apportées aux questions 26 à 29, nous permettent de dire que cette hypothèse se vérifie.

Par exemple, la réponse à la question 26 montre que plus de 63 % de la population pensent que le gouvernement défend les intérêts soit de commerçants ou soit de ses amis contrairement à ceux de la population.

Effectivement, l'usage des engins à deux roues à Cotonou est une source permanente de controverses et les enquêtes sur le terrain le démontrent bien. Les taxis-motos font l'unanimité de telle sorte que personne ne reste indifférent à leur présence dans la ville. Pour les uns, le taxi-moto est une source permanente de revenus, pour certains, il est

⁶⁸² http://www.ieccc.org/IMG/pdf/Comprendre_la_dynamique_des_conflits.pdf OTT Hervé IECCC (tous droits réservés) Pour comprendre la dynamique des conflits consulté le 16 Juillet 2013

un outil de développement, pour d'autres par contre il constitue la première cause de mortalité brutale des citoyens à moyen, à court et surtout à long terme. C'est donc l'avenir de toute une société et même par solidarité de l'humanité qui se joue à travers ce métier qui prend maintenant une allure internationale.

À travers l'initiative ABE, l'équation à résoudre pour les Zemidjan est de trouver le moyen de réussir l'aujourd'hui sans hypothéquer le lendemain. En clair, l'Initiative ABE qui concerne les Zemidjan en premier a amené toute la population du Bénin à réfléchir sur les moyens à prendre pour atteindre le développement durable. Cette population est partagée entre le gouvernement, les protagonistes et les antagonistes de la moto à Quatre Temps.

Il y a eu plusieurs types de forum qui ont présenté les intérêts de chacun. Ces types de forum ont été étudiés à travers des supports de la controverse (rapports, articles scientifiques, de presse, média, etc.). Ainsi, cette hypothèse a permis de « cartographier les polarités : acteurs, institutions et quelles sont actuellement les positions défendues en vue du développement durable; et tenir compte de toutes ces positions de façon neutre sans pour autant prendre parti. (Nombre de camps) »⁶⁸³.

Nous avons observé qu'effectivement, autour de ces questions plusieurs réseaux se sont créés par alliance ou associations, mais en se basant sur leur propre intérêt ou ceux de la population de Cotonou. De part et d'autre les actants ont leurs arguments. Il s'agit de points de vue qui tiennent. Au fait, c'est le même type d'argument qui anime les opposants au protocole de Kyoto. Ils avancent le maintien de la croissance économique via les énergies renouvelables. Les intermédiaires savent qu'il s'agit d'une question de temps, d'espace et d'économie. Mais il y a, en même temps, divers types de conflits d'intérêts.

⁶⁸³http://tel.archivesouvertes.fr/docs/00/87/44/29/PDF/2013_moscarelli_arch.pdf
Fernanda in consulté le 13 Mai 2012.

D'abord le pouvoir public qui doit respecter les opinions des chefs d'entreprises producteurs, vendeurs ou premiers propriétaires des motos; de plus il est sous la pression des vendeurs des nouvelles technologies; ensuite ils veulent agir de sorte à ne pas se mettre à dos la population encore moins les syndicats et les conducteurs de taxis-motos (leaders et faiseurs d'opinions); pour les politiques, imposer à toute la population les motos à Quatre Temps ou interdire celles à Deux Temps serait une décision trop courageuse, voire politiquement suicidaire. La question qui se pose aux hommes politiques dans ce cas est comment sauver et garder le pouvoir, tout en donnant satisfaction aux électeurs (Zemidjan) et bailleurs de fonds sans pour autant nuire à l'environnement de la ville (principe de développement durable et de développement urbain durable oblige). La question se pose autrement pour les responsables de l'initiative ABE. Pour eux, en dehors de la sauvegarde de la santé publique qui urge, le retard du Bénin pour amorcer la première étape de la réduction des GES est déjà cruel.

Toutefois, au regard des réponses recueillies au focus groupe numéro 2, la question ici aurait été de savoir : comment introduire le plus rapidement possible, mais en douceur, les nouvelles technologies sans nuire à l'économie, à l'emploi, à la santé des populations et surtout pour sauver l'environnement? Enfin, pour les syndicats des chauffeurs de taxis-motos, la question est de démontrer que l'Initiative ABE, dans sa phase en amont est nuisible non seulement à la population, mais réduirait de façon considérable la croissance économique. En face de tout ce monde, il y a les usagers des taxis-motos qui sont les premiers acteurs, les récepteurs de ces discours. Au fait, le dernier mot leur revient en grande partie. Puisque dans tout cela, ce sont eux qui paient les effets néfastes de la pollution en argent et en santé. Il va falloir que des acteurs réseau au sein de tous les groupes ci-dessus cités (gouvernement, ABE, Syndicat de taxis-motos, usagers) essayent de convaincre les autres et de les faire adhérer à leur position. Toutefois, il serait bien de faire remarquer que ces groupes ne sont pas des adversaires et qu'ils sont conscients que les solutions doivent être trouvées ensemble. Il s'ensuit une recherche permanente de consensus et un plébiscite circonstancié et

renouvelé des gouvernants censés faciliter le consensus et procéder à la redistribution des richesses collectives. Les Zemidjan participent activement à ces plébiscites. Car il s'agit de faits sociaux et comme le disent Nicole Corbin, Mario Gil, Monica Higgins et Carine Rousseau,

L'analyse de construction du réseau est un exercice qui a pour objet de comprendre la construction sociale des faits scientifiques et des innovations techniques en considérant la totalité des entités impliquées dans ces processus. La théorie de l'acteur réseau offre une façon d'analyser les controverses qui présentent un réseau complexe et dynamique. Il met l'accent sur le développement du savoir, la construction des « faits », en lien avec le pouvoir comme l'entend Michel Foucault.⁶⁸⁴

Ceci nous permet d'aborder la confirmation de notre hypothèse 6.

8.3.6 Sixième hypothèse

Cette hypothèse stipule que l'absence d'une stratégie de communication globale accompagnant la réalisation de cette initiative ne favorise pas une cohérence et une synergie des actions des différents acteurs (décideurs, partenaires au développement, société civile, médias, et, la population) en vue de l'atteinte d'un développement durable au Bénin.

Effectivement, le gouvernement n'a pas une stratégie claire pour implanter la nouvelle technologie et la soutenir. Nos résultats nous montrent, que non seulement le

⁶⁸⁴ <http://www.tuxcafe.org/~carine/Automne%202006/Textes/controverserabaska.doc> consulté le 11 Mai 2011.

gouvernement n'a pas encore mis dans cette initiative la part de financement qui lui revenait, mais que d'autre part, les populations ne savent vraiment pas les partenaires de ce gouvernement dans cette lutte. Cette hypothèse se confirme. En effet, notre question numéro 28 était de savoir : quelles sont les alliances subtiles qu'il y a entre les différents protagonistes de cette controverse. Pour plus de 41 personnes interrogées sur 51, il semble y avoir une alliance non avouée entre le gouvernement et certains syndicats de Zemidjan. Aussi, les réponses à la question 29 montrent-elles que la grande majorité des personnes interrogées arrivent seulement à identifier 21 % de personnes comme porte-parole du gouvernement.

8.3.7 Septième hypothèse

Dans cette hypothèse et par rapport à la première hypothèse de départ, nous disons qu'il n'y a pas d'innovation sans une certaine évolution ou même une révolution au sein de l'organisation (de l'entreprise ou de la communauté) et sans une mise en réseau des acteurs. De leurs interactions émerge un dispositif de « qualification » qualitative (ou d'acceptation) de la nouvelle technologie (moto a Quatre Temps) portée par les promoteurs d'une solution innovante, et un dispositif de « déqualification » (ou de rejet) porté par les promoteurs d'une solution plus routinière (ceux et celles qui optent ici pour le maintien des anciennes motos). Cette hypothèse se vérifie seulement en partie. En clair, les populations du Bénin ont leur propre vision sur les questions de développement durable et il faudrait les évaluer pour les préparer à mieux s'y adapter. Ils ont montré à travers leurs réponses aux questions 12 à 18 que leur avis est révolutionnaire. Lors des focus groupes 1 et 2 les avis étaient vraiment tranchés et la grande majorité des personnes présentes tenait à leur position de durabilité. De même lors des débats, les Zemidjan étaient prêts à en découdre avec le gouvernement. Ils n'étaient donc pas loin d'une révolution. Les tenants d'une proposition comme de

l'autre ont leur vision de développement ou alors, ils ont leur agenda caché et il faudrait les confronter pour savoir les éléments pertinents pouvant amener au DD.

Il n'y a pas d'innovation sans un savoir constant et sans création et partage des connaissances. Dans ce cas, l'introduction d'une nouvelle technologie conduit la majorité des acteurs à découvrir une nouvelle moto, un nouveau procédé et implique par la même occasion le développement de nouvelles connaissances au sein du réseau. L'enjeu est d'organiser l'émergence et la confrontation des savoirs nouveaux, produit/processus d'intégration.

Nous constatons de la sorte que notre septième hypothèse ne se confirme pas entièrement. Car l'intérêt de cette étude est de voir comment dans un pays comme le Bénin, pays en voie de développement, des solutions locales sont en train d'être négociées dans le cadre des débats sur l'environnement et sur le développement durable. Ainsi lors de nos enquêtes sur le terrain, la parole a été donnée aux principaux actants et les approches de solutions ont émané des controverses. Pour cela que nous nous sommes inspirés des différentes études et recherches effectuées sur les questions de controverse, de développement durable et de communication pour essayer d'avancer dans la complexification de la définition et de la communication pour le développement durable. Mais pour continuer cette analyse, il convient de refaire le point sur cette question de développement durable en nous basant sur les éléments recueillis.

8.4 Interprétation des résultats proprement dits

8.4.1 Interprétation de la méthode analytique.

Notre démarche analytique nous suggère ici que nos enquêtes ont mis à jour l'incapacité des gouvernements à gérer efficacement les risques environnementaux découlant des nouvelles technologies, tel l'usage des motos comme moyen de déplacement à Cotonou et ailleurs. Cette incapacité se retrouve également au niveau des éléments de durabilité que ces gouvernements doivent déceler à l'intérieur des préoccupations de leur population. En même temps, nous constatons une incapacité systématique à évaluer l'incertitude scientifique. Cela a été aggravé par un manque de transparence dans les processus décisionnaires qui a obscurci les vrais motifs derrière les décisions politiques ayant conduit à l'adoption d'un décret pour imposer les motos à Quatre Temps. Il faut ici constater l'échec du consensus habituel.

De plus, il y a eu un manque de cohérence entre l'approche adoptée par l'État béninois, les syndicats des chauffeurs de taxis-motos et les responsables de l'ABE à faire face au même risque. Cette incohérence a été mise en évidence par les évolutions récentes de l'essai d'introduction des nouvelles motos dans le réseau des taxis-motos.

Nous avons constaté la même ambiguïté entre la perception gouvernementale des risques environnementaux et celle du public. Pour l'instant, les prises de décisions politiques ne tiennent pas suffisamment compte des opinions des usagers.

Par ailleurs, il y eut d'autres éléments qui sont apparus au moment de la quantification, qualification et traitement statistique des données. Les éléments d'analyse ou de propositions de solutions et de critiques qui apparaissent à ce niveau sont aussi bien liés tant à la phase amont qu'à la phase aval de cette initiative. Les principales phases

amont⁶⁸⁵, consistaient à bien concevoir la nouvelle moto et à la faire accepter par l'Initiative ABE et par tous les membres de ce réseau hétérogène avant son introduction complète et concrète dans le réseau des motos. Cette stratégie aurait gagné en profondeur et révélé les principaux éléments de durabilité. Il s'agit là d'un processus d'innovation. Nous réalisons alors dans cette analyse une caractérisation de ces phases amont de conception basées sur les avantages de la communication en vue d'une définition de la communication pour le développement durable.

La dimension collective de l'innovation nous fait insister sur la solidarité qui s'établit entre les choix et les développements techniques et leur destin sociotechnique. De ce fait, comme le disent Jérémie Legardeur, Olivier Pialot et Stéphanie Minel⁶⁸⁶

Comprendre les raisons du succès ou d'un échec de l'innovation demande de se placer à ce croisement qui est difficilement identifiable entre l'analyse technique de l'objet en cours de sa conception, et l'analyse sociologique de l'objet, c'est-à-dire de comprendre les milieux (composés d'acteurs, d'objets intermédiaires et d'organisations) dans lesquels l'objet va évoluer et sur lesquels il va interagir⁶⁸⁷.

Selon les données recueillies au cours de l'étude, la proposition de changer de moto n'a jamais été annoncée auparavant. Elle est « tombée sur la tête » des usagers comme venant directement du ciel. Les usagers et surtout les conducteurs de Zemidjan veulent vraiment s'impliquer dans tout le processus d'implantation et de dissémination.

⁶⁸⁵ Les phases en amonts permettent de voir les objectifs et les propositions de départ de tout projet. Elles permettent aussi de veiller à l'approfondissement du projet tout en tenant compte de ses aspects environnementaux et technologiques.

⁶⁸⁶ Jérémie Legardeur, Olivier Pialot, Stéphanie Minel « Une caractérisation des phases informelles en amont des projets d'innovation » Laboratoire LIPSI, ESTIA Technopôle Izarbel 64210 Bidart – France

⁶⁸⁷ Legardeur Jérémie, Pialot Olivier et Minel Stéphanie Une caractérisation des phases informelles en amont des projets d'innovation récupérer de http://cours64.free.fr/Documents/recherche/evidence%20gpol%20papers/ERGOIA_LIPSI.pdf. Consulté le 18 Août 2013

Comment? Ils veulent être des acteurs de premier plan au moment de tout le processus de changement de technologie. C'est à dire de l'innovation, de la conception de la nouvelle moto jusqu'à sa transformation ou au recyclage des anciennes motos. Ils veulent donner leur avis sur le design de la nouvelle moto et sur sa puissance; ils veulent négocier le prix et la résistance.

Nous remarquons des possibilités pour indiquer comment les nouveaux objets et donc les nouvelles motos peuvent influencer les pratiques de travail, de conduite et d'approvisionnement de gaz (essence), mais aussi les changements dans les manières de s'habiller des femmes. C'est ainsi que nous avons confirmé l'hypothèse selon laquelle « l'apparition d'un objet technique dans un environnement peut conduire au changement de mode de vie ». Au final, « lorsqu'il s'agit d'une nouvelle moto qui est l'objet technique, vecteur de développement, il faudrait que la population soit prête à l'adopter pour des changements de comportement nécessaires »⁶⁸⁸. Si c'est le vélo ou un moteur à gaz naturel ou à énergie solaire, la population devrait être aussi préparée pour accepter les changements et les efforts connexes. Cette compilation de données en vue de ces changements de comportement pour le développement durable, nous conduit à dire qu'il faudrait mieux communiquer afin de décider les populations à préférer par exemple la marche, le vélo⁶⁸⁹ ou l'usage des moyens de transport en commun. C'est aussi le rôle de la communication pour le développement durable. C'est comme cela qu'en décrivant les différentes étapes du processus nous avons pu rencontrer de nouveaux acteurs, témoin de la création d'un réseau et que nous avons observé l'évolution du problème de conception. Il convient de faire l'analyse des nouveaux éléments que chaque acteur apporte.

⁶⁸⁸ Legardeur Jérémy, Pialot Olivier et Minel Stéphanie Une caractérisation des phases informelles en amont des projets d'innovation récupéré de http://cours64.free.fr/Documents/recherche/evidence%20gpol%20papers/ERGOIA_LIPSI.pdf consulté le 18 Août 2013

⁶⁸⁹ Pour raison de Santé dans la plupart des cas. On pourrait prendre appui sur le projet Bixi de Montréal.

8.4.2 Ce que chaque élément apporte au débat

D'abord, voyons les actants présents dans le réseau. Ces actants sont des éléments non humains. Il s'agit :

- Du protocole de Kyoto : Ce protocole qui continue de se préciser à travers d'autres rencontres attire notre attention sur l'importance de préserver la terre. Il recueille des données scientifiques apolitiques. Toutes les parties peuvent s'y référer. Ces données sont vérifiées et scientifiquement parlant, on ne peut pas ne pas en tenir compte. À ces textes issus des différents sommets sur la terre, il faut ajouter les avis techniques et juridiques des rapports d'experts. Nous retrouvons dans certains documents écrits⁶⁹⁰ par les chercheurs du Bénin et d'Afrique, que ces derniers parlent beaucoup « de perceptions, d'adaptations et d'accompagnements des populations face aux changements climatiques, environnementaux et sociaux »⁶⁹¹; c'est d'ailleurs le thème du projet de recherche sur lequel se sont penchés pour quelques mois des chercheurs béninois et dont les orientations ont été présentées le 13 février 2009 au Chant d'Oiseau de Cotonou. En effet, coordonnés par le vice-doyen de la Faculté des sciences agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi (Fsa/Uac), Pr Euloge K.

⁶⁹⁰ Transport urbain moto au Bénin : analyse et politique, Rapport Satoguina Honorat et Alinsato Alastaire, Conseil d'Analyse économique Cotonou, 2010

⁶⁹¹ Thiam Ibrahima, 2008, « Stratégie des exploitations agropastorales de Thiéul (Ferlo-Sénégal) dans un contexte d'incertitudes sur les ressources naturelles productives ». Thèse de doctorat, Institut National Polytechnique/Ecole nationale supérieure d'agronomie de Toulouse. Novembre 2008, Discipline ou spécialité : doctorat essor (développement rural).

Agbossou, les travaux de cette réflexion pluridisciplinaire ont visé trois objectifs généraux :

- Premièrement, évaluer la vulnérabilité aux changements climatiques des moyens et modes d'existence des populations béninoises.
- Deuxièmement, identifier les stratégies endogènes d'adaptation mises en œuvre.
- Troisièmement, envisager des mesures prioritaires urgentes d'adaptation pour faire face durablement aux effets néfastes de ces changements climatiques.

Il faut dire qu'au Bénin, ceci est d'autant plus opportun que le pays est caractérisé par une faible capacité d'adaptation, en raison de ses ressources limitées.

Nous retenons qu'au cours de leurs activités (colloque ci-dessus mentionné), les chercheurs ont procédé à la validation scientifique préalable de ces perceptions et adaptations avant de proposer des tests d'innovations techniques d'accompagnement des adaptations à ces populations.

Par ailleurs, deux études du centre et du nord Bénin présentées lors de cet atelier par des ingénieurs agronomes de la Faculté des Sciences de l'Agronomie ont souligné les impacts de ces changements climatiques et l'urgence des mesures d'adaptations. Il faut préciser que cette étude a réuni des spécialistes en hydraulique agricole, agronomes, sociologues agroéconomistes... et des partenaires que sont : l'Inrab (Institut National de Recherche Agronomique du Bénin), le CIRAD (Centre International de Recherche

pour l'Agronomie et le Développement), le LHME (Laboratoire d'Hydraulique et de Maîtrise de l'Eau).⁶⁹²

Le protocole de Kyoto est un actant dans le débat; ce protocole continue et dès décembre 2015, il doit être reconduit et mieux encore amélioré à Paris.

Mais est-ce que les résultats attendus seront au rendez-vous? Et plus encore sera est-ce que la voix des pays en développement sera prise en compte dans sa reconduction et son amélioration? Ou alors, va-t-on l'améliorer pour l'imposer à nouveau aux pays du Sud?

Au Bénin, les acteurs de développement qui parlent au nom de Kyoto dans la présente controverse ne s'identifient pas forcément à Kyoto et ne veulent pas nécessairement prendre part à l'évolution de ce protocole. Ils ne parlent pas dans le but d'améliorer Kyoto, mais juste dans le but d'atteindre certains objectifs qui ressemblent à ceux de Kyoto. Seul le décret gouvernemental en parle réellement et concrètement parce que le gouvernement du Bénin a ratifié ce protocole. Il y a, à ce sujet un problème de communication pour le Développement Durable, les acteurs du Développement étant censés être parties prenantes aux consultations ainsi qu'à la mise en œuvre du Protocole et des accords internationaux qui ont trait au développement durable.

- Du décret portant sur l'adoption de l'initiative ABE : ce projet Zeco-4 est mis en oeuvre par le gouvernement. Le décret de remplacer les motos à Deux Temps par celles à Quatre Temps est là. Étant un acte du pouvoir exécutif, il s'impose à tous les acteurs de la controverse. Même le gouvernement est obligé de se plier et d'honorer ses propres engagements au cœur de cette initiative. En même temps,

⁶⁹² http://www.slire.net/download/904/brab_59_entier-mars_2008.pdf Bulletin de recherche agronomique du Bénin, Numéro 59-Mars 2008 consulté le 08 Octobre 2013.

il est obligé d'expliquer cette décision et de la justifier. Les parties adverses ont la capacité de demander des améliorations ou des changements (ou même des retraits) de cette initiative.

- Des discours des différentes parties en présence : ces discours exposent les avis de chaque groupe. Les parties sont obligées d'en tenir compte pour avancer, pour faire des ralliements et justifier leur cause. Ces discours sont les premiers éléments qui protègent les intérêts de chaque groupe. Chaque membre de cette controverse doit être cohérent dans sa défense.
- La moto, qu'elle soit à deux ou à Quatre Temps : la moto aussi est un actant, car, au-delà de tout ce qu'on en pense, elle a des caractéristiques propres et intrinsèques que personne ne peut nier. Ces motos ont une action sur l'environnement, mais aussi elle aide les Zemidjan dans leur métier. On ne peut donc rien inventer sur les capacités de la moto. Celles-ci s'imposent aussi à tous les acteurs.

Tous ces éléments possèdent le statut d'acteur et plusieurs raisons ou données recueillies lors des entrevues justifient cela. En effet, la raison principale est que chacun de ces actants ci-dessus cités fait quelque chose d'important au niveau de la controverse à travers des personnes qui parlent en leur nom. Le statut d'actant est davantage accordé à un élément qui apporte quelque chose d'important au concept de communication pour le développement durable. Nous les distinguons des acteurs de la controverse qui eux sont des éléments humains. Toutefois il convient pour nous de définir d'abord ce que nous avons fini par considérer comme actant en partant des données recueillies. Ces relations interhumain/machine/technique et environnement ont été très intéressantes à observer.

Enfin, chaque groupe constitué devient alors un réseau et chacun cherche à avoir raison ou à consolider ses appuis. La grande majorité des personnes interrogées ou qui sont intervenues lors des entrevues ou des focus groupes reconnaissent que le concept de développement et de durabilité est variable et, que chaque pays tout en important de l'extérieur doit y ajouter du sien pour enrichir le concept au niveau international. Dès lors, le développement durable tiendra compte des éléments identitaires et culturels comme le capital, l'éducation, le réseautage, le partage et la communauté.

Un autre élément retenu dans cette analyse fut les réflexions autour du catalyseur comme solution.

8.5 Stratégie communicationnelle adoptée par les acteurs et les actants en vue du développement durable

8.5.1 Les conducteurs de Zemidjan

Ils sont la majorité des prestataires de service de moto; car c'est leur emploi quotidien et ils surviennent aux besoins de leur famille grâce au revenu lié à cet emploi; ils tiennent à signaler que le développement durable ne doit pas être imposé comme un diktat. Leur avis doit être pris en compte. Ils font savoir que le développement durable est l'affaire de tous et doit être identitaire, c'est-à-dire respecter les us et coutumes, mais aussi l'histoire et la potentialité de chaque peuple. De même, ils nous font comprendre que le capital est indispensable à tout développement durable. Leur moto est leur capital et la leur enlever, comme le suggère l'initiative ABE, c'est les replonger dans un perpétuel recommencement, puisque la plupart prennent beaucoup de temps pour acquérir la moto.

De ce point de vue, les conducteurs de Zémidjan sont des acteurs politiques prédominants, leurs revendications allant au-delà du corporatisme habituel pour s'étendre aux besoins et intérêts de la Société dans son ensemble. Dans les faits, ils produisent un discours dont la portée transcende Cotonou, discours qui, pour être légitime doit prendre en considération les points de vue des conducteurs de Zemidjan d'autres villes, à commencer par Porto-Novo lieu d'émergence de la profession Zemidjan, prolongement du taxi-vélo ou taxi-kana. Au demeurant, la contestation du décret imposant les motos à Quatre Temps fragilise le consensus comme principe de prise de décision applicable au développement durable des Zemidjan tout en ouvrant la voie à une action politique plus étendue et plus représentative des exigences de solidarité inter spatiale et intergénérationnelle du Développement Durable. Au reste, le Centre de cette action politique demeure Porto-Novo, Siège du Parlement béninois et par conséquent haut lieu d'expression de la Volonté Générale. Tous les acteurs politiques y sont en principe représentés et la voix des conducteurs locaux Zemidjan doit pouvoir se faire y entendre.

Ensuite, il y a les propriétaires de motos : ils sont des personnalités bien placées dans la hiérarchie politique et économique du pays. Ils achètent les motos pour les sous-louer aux conducteurs de taxis-motos; ceux-ci mettent en avant les apports techniques de l'extérieur et les résultats des études scientifiques sur l'impact des motos à Deux Temps sur l'environnement. Au-delà de leur intérêt financier et économique, on ne saurait ignorer dans toute communication sur le développement durable les résultats des études scientifiques et l'urgence de protéger l'environnement à travers de nouvelles technologies. Le rôle de ces propriétaires n'est donc pas négligeable puisque la grande majorité des Zemidjan ne sont pas propriétaires des motos, ils font la location-achat chez les propriétaires; mais souvent ils n'arrivent pas à la fin de leur contrat et doivent remettre leurs motos aux propriétaires; ainsi ces derniers ont le pouvoir d'achat; s'ils arrivent à être convaincus de l'achat des meilleures motos pour l'environnement, ils seront déjà des leaders en environnement.

Au niveau communicationnel, il est donc important de ne pas négliger le rôle de ces propriétaires qui peuvent faire l'acquisition des meilleures motos pour l'environnement. Si ces derniers sont convaincus des nouvelles motos, les conducteurs de Zemidjan, surtout les nouveaux, n'auront pas le choix d'en faire usage.

S'agissant de développement durable, on se rend compte alors que les vrais décideurs et les acteurs réseau ne sont pas toujours ceux qu'on pense. Qu'advient-il si les propriétaires de Zemidjan décident de n'acheter que des motos écolo? Nous pensons alors que dans le réseau des Zemidjan, une bonne majorité n'utilisera que ce type de moto. De même au centre du développement durable, il y a des acteurs aussi minoritaires soient-ils, mais qui sont capables de faire changer la société.

Dans cette partie nous rendrons compte aussi des réponses concernant les projets de conception et d'innovation. Mais nous avons aussi poussé la réflexion sur cet objet de façon simultanée sur les phases en aval. En effet, ce travail est basé sur le processus de résistances des Zemidjan depuis les toutes premières observations de la résistance aussi bien des syndicats de taxis-motos que des usagers habituels vis-à-vis de l'introduction des nouvelles motos.

Il y a aussi ceux qui utilisent leur propre moto en dehors de leurs heures de service afin de suppléer au déficit salarial. Ils sont des fonctionnaires de l'État ou travaillent dans le privé. Au moment où ils sont au bureau, ils remettent leurs motos aux Zemidjan professionnels qui conduisent leur moto durant les heures de travail. À la fin de leur journée de travail au bureau, ils reprennent leur moto chez les Zemidjan professionnels et conduisent à leur tour comme Zemidjan occasionnel. Ceux-ci nous rappellent qu'il y a un minimum à avoir avant de parler de développement durable. Puisque leur salaire est insuffisant, ils ne peuvent pas saborder la survie immédiate de leur famille pour la protection de l'environnement; de plus, ils sont conscients que les gros pollueurs sont les propriétaires de voiture.

Mieux, ils nous rappellent que dans ce processus tout le monde doit contribuer, car, à tort ou à raison, ils disent que ce sont les conducteurs professionnels de Zemidjan de même que les propriétaires de voitures et de gros camions, avions et bateaux qui sont les premiers responsables de la pollution atmosphérique.

Toutefois, en matière communicationnelle, s'il est vrai que tout le monde a besoin d'un minimum pour survivre et que c'est pour cette raison que les propriétaires de moto se débrouillent ainsi, il est aussi vrai que la moto doit être utilisée pour un maximum de temps (au plus 7 heures par jour) et, doit bénéficier de vidange et de repos pour émettre des normes acceptables de fumées, de CO₂ et de GES. Utiliser ces motos 24/24h et 7/7jours, c'est augmenter le nombre d'émissions de GES. Par ailleurs, les fonctionnaires qui font le Zemidjan en dehors de leurs heures de travail, retournent au bureau très fatigués et ne donnent pas le meilleur à leurs premiers employeurs encore moins à la société. Avoir un emploi est certes un signe de développement durable, mais encore faut-il y donner le meilleur de soi-même pour la société.

Finalement, ceux qui font le Zemidjan de façon professionnelle n'investissent pas le temps nécessaire dans l'éducation de leur famille. Or, cette éducation est primordiale à la consolidation du développement durable.

Ajoutons qu'une grande majorité de la population, surtout les commerçants, les fonctionnaires et les écoliers de Cotonou qui prennent ces taxis-motos, - font de ceux-ci le premier moyen de déplacement dans toute la ville. S'agissant de l'aspect communicationnel, cette population nous rappelle que le développement durable doit être d'abord un développement viable. Il s'agit d'un élément communicable de leur opinion sur le développement durable.

Les conducteurs de taxis-motos constituent une classe à part c'est-à-dire un groupe de syndicats protagonistes et très important dans la controverse. Le taxi-moto est leur métier. Une bonne partie d'entre eux ont travaillé dur pour rembourser le prix de leur

moto; d'autres sont encore sous contrat d'achat ou de prêt de leur moto. La moto est un capital de base important pour eux. Ils ont appris à utiliser et à réparer leur moto, car c'est leur outil important de travail et grâce à leur moto, ils peuvent se définir comme personne humaine et agent de développement; et c'est grâce encore à cette moto qu'ils peuvent subvenir à leur besoin et à ceux de leur famille. La moto est pour eux un outil de travail; elle regroupe des éléments pertinents de développement durable qui est le travail et le capital. Ainsi, leur arracher ou leur interdire cet outil de travail, c'est pour eux, les empêcher de contribuer au développement durable de leur pays à travers leurs emplois. Il s'agit là de l'avis de toute la majorité de la population. Aussi pouvons-nous à présent définir les conducteurs de Zemidjan comme agent de développement : ils couvrent près de 90 % des moyens de transport à Cotonou. Ils affirment que sans eux, les travailleurs de bureau ou d'industrie ne peuvent pas se rendre à leur travail encore moins les femmes au marché ou les élèves et étudiants sur leur lieu de mission.

Dans le cas de la controverse ABE sur les Zemidjan, la musique ou mieux le générique de la sonnerie sur leur téléphone cellulaire est comme une base de leur identité, une forme de « culture » que l'on l'apprécie ou pas....on que l'on y adhère ou pas, la transmission de l'émotion qu'a voulu exprimer le conducteur de moto qui a reflété sa sonnerie sur son téléphone cellulaire. Celle-ci attire l'attention même si on l'écoute ou pas. Concernant l'intolérance de la musique, en effet la musique crée des liens, elle regroupe; plus l'on possède une affinité avec un style ou un type de musique, plus les gens se rassembleront. Inversement, moins on tolère un style ou un type de musique, plus elle divisera. On y voit une forme de culture, donc une transmission à laquelle on adhère ou pas.

Comme un mauvais livre qui se présente soit comme un livre qui ne nous apporte aucune réponse essentielle, soit comme un livre dont l'auteur se saurait fait plaisir, mais ne faisant pas forcément plaisir à tout le monde, car l'auteur aurait éprouvé des

émotions là où l'autre ne voit que de l'ignorance par exemple. Certains éléments paraissent, non seulement importants pour les personnes interrogées, mais surtout ils constituent des éléments nouveaux que nous pensons suggérer dans la définition du concept de communication pour le développement durable.

Pour Alphonse Gnanhoui, responsable des syndicats des conducteurs de taxi-moto de Cotonou, le défi de la lutte pour la protection de l'environnement et donc pour le développement durable au Bénin, serait d'inviter les populations d'aujourd'hui à subir le martyre pour les générations à venir. S'il est vrai qu'il faut vivre l'aujourd'hui sans hypothéquer le lendemain, il est toutefois difficile selon Gnanhoui de se priver du métier qui donne sens à son existence. Toutefois, dans ce cas précis des taxis-motos, le problème n'est pas à long terme il est lié à la santé des populations d'aujourd'hui et à l'adaptation de sa population en face des dangers futurs liés aux changements climatiques.

Au cours des débats et de nos enquêtes, il en ressort que ce sont surtout les Zemidjan, se présentant comme agent de développement durable, qui ont voulu soutenir une action du gouvernement et ont décidé de conduire les filles⁶⁹³ à l'école gratuitement. En effet, le gouvernement du Bénin voulant soutenir le développement du pays avait identifié qu'il fallait envoyer les filles – en zone rurale - gratuitement à l'école puisque dans certaines régions du Bénin, certaines mentalités continuent d'empêcher les filles d'aller à l'école. Néanmoins, le gouvernement a aussi parlé de l'Éducation et de l'Instruction comme gage de développement durable. Ce qui est spécifique, c'est que l'actuel président du Bénin, Yayi Boni, disait souvent qu'en éduquant une fille on éduque une famille. Avec ce décret, les filles n'avaient en principe plus besoin de payer des frais de scolarité. Toutefois, les moyens de déplacement manquent; pour aller dans les écoles subventionnées par le gouvernement, il faut se déplacer sur une très longue

⁶⁹³ En zone rurale

distance;⁶⁹⁴ les filles ont besoin des moyens de déplacement comme les Zemidjan. C'est ainsi que les Zemidjan se sont mobilisés pour conduire les filles à l'école et les ramener chez elles de façon gratuite. Dans leurs discours et gestes, les Zemidjan démontrent que le gouvernement doit compter avec eux et qu'ils font partie du débat. Pour eux, il n'y a pas de développement durable sans travail (celui des Zemidjan et les personnes qu'ils conduisent) et sans éducation; surtout celle des filles, premières éducatrices de la société puisqu'elles sont les futures mamans des cadres de la Nation de demain.

En outre, le syndicat des chauffeurs de taxis-motos a pris position contre le projet Zéco-4 étant donné qu'il donnait un délai pour l'irradiation ou le remplacement complet de ces motos. Les chauffeurs de taxi-moto eux-mêmes individuellement trouvent les nouvelles motos trop chères et trop fragiles pour leur condition de travail; ils trouvent que même si elles sont non polluantes les nouvelles motos, à cause de la condition des routes et des conditions du métier de taxis-motos, seraient trop vite envoyées aux garages; et donc selon eux, même à moyen terme, la nouvelle technologie ne va pas régler le problème; au contraire, la gestion des caracaras des vieilles motos se posera.

Il faut en déduire qu'il y aurait également le problème des maintenances des nouvelles motos. La plupart des chauffeurs de taxis-motos réparent eux-mêmes leurs anciennes motos à Deux Temps. La nouvelle initiative les amènerait à confier cette réparation à des maintenanciers encore inconnus et non identifiés à la phase amont de cette initiative.

Même les propositions du gouvernement qui concernent la gestion des groupes de maintenances ne convainquent pas, car, il y a crise de confiance des taxis-motos vis-à-vis du gouvernement. Les chauffeurs de taxis-motos sont sceptiques vis-à-vis de l'initiative qui consisterait à former des groupes de maintenanciers. Beaucoup pensent

⁶⁹⁴ Les filles n'étaient pas autorisées à rester dans des internats comme les garçons

que la réparation de ces nouvelles motos serait l'apanage d'une industrie. Au contraire, pour les conducteurs de Zemidjan, il est un fait social et culturel que de réparer soi-même sa moto. C'est une activité qui conduit les Zemidjan à connaître leur moto même dans les détails de sa composition. Ils cherchent à les réparer pour augmenter leur puissance ou diminuer leurs risques. De plus, ceci leur permet de prévoir les pannes ou de ne pas s'affoler lorsqu'un bruit mécanique qu'ils ne prévoyaient pas surgit dans leur moteur. Que retenir des membres du ministère de l'Environnement?

8.5.2 Les membres (agents) du ministère de l'Environnement

Ce sont eux qui par le biais de l'ABE ont instauré le projet Zéco-4. Leur discours principal n'a pas changé; pas de développement durable sans la santé des populations. Leur solution n'était pas forcément politique, mais relève de leur mission en tant qu'agents de l'État au service de l'intérêt général.

Selon le ministère de l'Environnement, « il est émis chaque jour au Bénin 83 tonnes de monoxyde de carbone, dont 49 tonnes émises par les deux-roues. L'essence de contrebande, le "kpayo", y est pour quelque chose : de 15 % à 30 % moins cher que le carburant à la pompe, il est aussi beaucoup plus polluant »⁶⁹⁵. Bonaventure Ahitcheme, président du Synaprozeb, le syndicat national des Zemidjan Béninois, en convient : « Entre 7 h 30 et 9 heures du matin, on ne voit pas au-delà de 150 mètres. » Mais « la destruction de la couche d'ozone n'est pas due seulement aux Zemidjan! », s'insurge-t-il.⁶⁹⁶ Tous s'alimentent en effet en kpayo : camions, voitures, et jusqu'aux véhicules des

⁶⁹⁵ http://afrique.over-blog.org/pages/le_Zemidjan-5575327.html consulté le 18 Février 2010.

⁶⁹⁶ Dans le journal *Le Quotidien* parut à Cotonou le 21 Septembre 2009.

autorités. Cette pollution a de graves effets sur la santé : rhinites, maladies cardiovasculaires et respiratoires, intoxication au plomb, etc.

La société civile qui s'aligne derrière l'initiative de l'ABE est comme un réseau hétérogène. Il s'agit surtout des citoyens conscients du danger imminent et des risques de santé que l'accroissement des taxis-motos surtout à Deux Temps et à Quatre Temps pourrait engendrer. En clair, les motos à Quatre Temps actuellement proposées ne sont pas également la solution durable.

Il nous revient alors de présenter les différents positionnements, arguments et stratégies mis en place par les différents actants en présence dans l'Initiative ABE dont l'objectif principal est d'optimiser la lutte du gouvernement pour l'amélioration de la santé publique dans le cadre du développement durable.

Au ministère de l'Environnement, le projet Zéco-4 est piloté par la direction générale même de l'environnement qui est bien conscient de l'impact sur la santé publique.

La mise en application concrète du décret ou du projet n'est pas encore amorcée, mais une mesure est prise en amont. Le ministère de l'Environnement a demandé aux concessionnaires des motos qu'ils donnent aux conducteurs éligibles au troisième volet de l'initiative ABE des notions ou des cours pratiques en matière de maintenance des motos. « Le problème des Zemidjan selon les membres du ministère est qu'ils n'ont pas la culture de la maintenance. Selon les investigations menées par ce ministère »⁶⁹⁷, un Zemidjan circule entre 12 heures et 16 heures par jour. Pour d'autres, c'est même 24 h/24. Il faut laisser un répit de quelques heures à la moto, après tout ce temps passé dans la circulation. Il faut faire de façon régulière la vidange et régler d'autres paramètres mécaniques. Le ministère veut ainsi inculquer dans la conscience collective

⁶⁹⁷ http://www.ouvertures.net/portail/l_id.asp?Doc_id=399

des Zemidjan une culture de l'entretien de leurs véhicules qui est un geste primordial à l'environnement.

Pour en revenir aux actions de formation professionnelle en direction des mécaniciens, dès qu'elles seront concrètes, ces mécaniciens de proximité seront positionnés par rapport aux aires de stationnement des Zemidjan. Ces derniers pourront aller vers eux pour la maintenance de leurs motos. Le discours du ministère de l'Environnement se penche vers la maintenance; donc aussi vers le capital. Pour les experts en dehors de ce cercle ABE et du gouvernement, Kyoto est comme une frontière et de part et d'autre se trouveraient « les pour » ou « les contre » de l'environnement. Mais ce qu'ils proposent c'est un type de développement durable qui prenne en compte l'usage de l'énergie renouvelable. Ce n'est pas d'abord une question de démographie.

8.5.3 Le gouvernement du Bénin

Voici, en quelques lignes, la vision du gouvernement qui a été redéfinie et reprecisée lors de nos collectes des données, des interventions des membres du gouvernement ou du cabinet du président de la République. Nous nous sommes aussi servis d'un document gouvernemental intitulé : « Stratégie Nationale de mise en œuvre au Bénin de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques »⁶⁹⁸. À travers ce document, nous remarquons que la position du Bénin si elle semble s'aligner sur celle de la France (métropole), ou sur celle des OMD (comme le disent certains syndicats du Bénin), n'est pas pour autant linéaire. Si dans ce document, le

⁶⁹⁸ Ce document a été réalisé par le Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme avec l'appui technique et financier du Programme Des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et l'appui technique de l'Institut des Nations-Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR). Mai 2003

gouvernement du Bénin était préoccupé par le réchauffement de la planète et criait au scandale vis-à-vis des gros pollueurs que sont l'Europe et les États-Unis, au fil des temps, les discours des responsables de ce pays ont été liés au concept du développement durable.

Mais après le rapport annuel du ministère de la santé rendu public en Janvier 2003, la lutte contre le réchauffement de la planète passe par la lutte contre la pollution et pour la santé publique; en effet, rappelons-le, selon ce rapport d'ici 2015, les premières causes de mortalité à Cotonou seront liées aux maladies pulmonaires. C'est dans ce cadre que surgit le décret qui a poussé le gouvernement à forcer le remplacement des motos à Deux Temps par celles à Quatre Temps.

Le gouvernement du Bénin avec le décret portant sur l'adoption du projet ABE s'est placé au cœur du débat avec un aspect politique. L'initiative, à la base civile, est devenue une initiative politique ancrée sur le développement durable. Il paraît alors clairement que selon le gouvernement, le développement durable passe par un respect strict des normes que se sont fixées les pays signataires du protocole de Kyoto. Ce protocole quant à lui n'a alors rien imposé aux pays en voie de développement comme le Bénin. Mais le gouvernement du Bénin qui a ratifié le protocole de Kyoto a fait sortir un certain nombre de décrets qui permettent d'affirmer sa position sur la question. Parmi eux dont on peut voir un ensemble non exhaustif⁶⁹⁹ sur le site du gouvernement, il y a celui qui a notamment été pris le 19 avril 2007. Soulignons que selon le gouvernement du Bénin, les risques courus par les taxis- moto et les dangers qu'ils occasionnent à la population sont souvent plus directs : ils sont aussi la cause de nombreux accidents de la route, 15 à 20 par jour en 2003 dans la seule ville de Cotonou

⁶⁹⁹ <http://bj.chm-cbd.net/implementation/lois/fol655809>

Les autorités ont bien tenté d'instaurer des règles comme le port du casque obligatoire et l'interdiction de transporter plus d'un client à la fois. Malheureusement, force est de constater que cela n'a pas été suivi d'effets : les Zemidjan refusent de porter le casque parce qu'il fait trop chaud et qu'il coûte cher, et ils pensent qu'ils ne risquent pas grand-chose quand bien même ils prennent deux passagers ou plus... Les autorités n'ont pas la volonté de faire respecter les textes", écrit M. Ahitcheme, président d'un des plus grands syndicats de Zemidjan. Toutefois, un stage de formation au Code de la route serait prévu pour l'avenir par le gouvernement.

Il semble aussi selon les réponses apportées par les politiciens dans le questionnaire que le gouvernement ne fait pas sa part de contribution pour la poursuite de l'Initiative ABE. Ainsi, le projet serait-il en train de tomber.

Au plan communicationnel, nous voudrions faire remarquer que s'il est vrai que des mains invisibles, capitalistes étrangères ont souvent constitué des obstacles au développement des pays du Sud, il est aussi vrai que les dirigeants africains ont ralenti le développement durable de leur propre pays. Conformément à l'Initiative ABE, le projet était au départ tripartite, mais selon les données recueillies à l'enquête, le gouvernement du Bénin n'a jamais donné sa part pour l'avancement du projet. Il y a eu un grand manque de communication autour du projet Zeco-4. Plusieurs points auraient mérité d'être tout au moins mieux vulgarisés. De surcroît, les participants aux deuxième et troisième focus groupes ont fait remarquer que le gouvernement encore moins les responsables de l'ABE n'ont pas assez publicisé le volet formation au cœur de l'Initiative ABE. La formation professionnelle est bel et bien aussi un élément déterminant dans le processus du développement durable.

Le gouvernement béninois cherche à reconverter les Zemidjan dans d'autres secteurs. Selon Stéphane Dreyfus : « la tâche est ardue, car la plupart sont d'anciens paysans peu

qualifiés ». ⁷⁰⁰ Ils sont venus en ville au début des années 1980 pour y trouver de quoi subsister, ils se sont improvisés taxis-motos dans l'anarchie la plus totale ⁷⁰¹. Les autorités ne se sont pas très tôt inquiétées de cet exode rural qui a occupé une part importante du débat politique depuis les législatives Béninoises de mars 1999 jusqu'aux présidentielles de 2011. L'ancien président béninois, Mathieu Kérékou, avait même lancé un appel à « regagner les champs de manioc ». ⁷⁰²

Mais ils sont aussi des leaders d'opinion. Au cours des campagnes électorales, les Zemidjan sont d'ailleurs mobilisés et rétribués pour former un cortège et arpenter les artères de la ville de Cotonou. Leur message est qu'on doit toujours tenir compte du déjà là, pour avancer en développement durable. Ils sont des acteurs dont on ne peut pas se passer.

Le message du gouvernement du Bénin sur le sujet est fort simple, mais comporte aussi beaucoup d'éléments discutables : il faut changer de technologie, il faut utiliser les nouvelles technologies c'est-à-dire copier l'occident pour devenir comme eux. C'est donc une ancienne approche selon laquelle la solution aux problèmes de l'Afrique viendrait des pays du Nord qui est encore utilisée par le gouvernement. Mais dans ces discours, rien n'est dit sur la voie du Bénin dans l'adoption ou l'amélioration de Kyoto; rien n'est dit sur comment cette initiative aide véritablement au développement durable du Bénin; rien n'est dit sur le lien avec les constructeurs des nouvelles technologies encore moins sur les vrais acteurs qui sont réellement derrière cette initiative. Il serait alors intéressant de percer les discours. Le fait de devoir tenir compte de

⁷⁰⁰ <http://jacqver.pagesperso-orange.fr/texte/zemidjan.htm> blog intitulé Hep! Zemidjan! » Le Monde 08/04/2004 in consulté le 20 Mars 2009.

⁷⁰¹ <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonne> consulté le 10 septembre

⁷⁰² Josse Hervé, (1998) « Les Zemidjan sont fâchés avec kérékou », Le Citoyen, Numéro 566 du mercredi 30 septembre 1998. P.4

l'environnement pousse les uns vers les autres et offre un cadre précis et restreint, mais fructueux au développement durable. Ainsi, l'environnement oblige à travailler ensemble, au transport en commun et à la mise en commun des idées.

Toutefois, entre l'ABE et le gouvernement d'une part et les conducteurs de taxi-moto d'autre part, il y a un tiers groupe non moins important dans la controverse. Il s'agit des concepteurs, constructeurs et vendeurs de motos et de catalyseurs.

8.5.4 Les concepteurs, constructeurs et vendeurs de motos et de catalyseur

Les commerçants importateurs de nouvelles technologies et de nouvelles motos poussent à l'adoption des nouvelles technologies. Sans vouloir trop soutenir ouvertement les différents protagonistes de cette initiative, le gouvernement en place et surtout le ministère de la Santé publique voient d'un bon œil cette initiative. Et il y a aussi quelques citoyens et chauffeurs de taxi-motos qui militeraient pour cette cause.

Les concepteurs de nouvelles motos ne veulent pas se faire voir dans cette controverse quand bien même on peut deviner qu'ils poussent à l'adoption de la nouvelle technologie. Ces constructeurs font également du réseautage en payant de la publicité⁷⁰³ et en incitant des vedettes du pays à composer de nouvelles chansons pour faire la promotion des nouvelles motos. Cependant ils ne démontrent pas forcément le lien qu'il y a entre ces nouvelles technologies et la réduction du GES. Dans cette recherche de solutions, ces constructeurs veulent avant tout vendre. Ils sont conscients que le produit qu'ils proposent est d'une autre génération écologique et que ces motos sont plus conformes aux normes établies dans les pays du Nord. Nous revoilà dans une

⁷⁰³ Taxi-Moto «Zemidjan» de l'artiste Toofan

logique d'une Afrique dépotoir ou poubelle; dans cette logique, on voudrait se servir encore des nouvelles technologies afin de convaincre que son développement (celle de l'Afrique) passe par l'imitation et l'usage des technologies venues du Nord. Ces constructeurs font partie du débat. C'est-à-dire vérifier que ces motos Quatre Temps proposées aujourd'hui aux Béninois ne sont plus fabriquées en occident où elles sont déjà d'une ancienne génération. Les concepteurs et constructeurs de motos sont déjà à un autre niveau de construction, mais ils veulent épuiser leur ancien stock. Et si ces derniers construisaient des motos écologiques de première qualité pour les pays en voie de développement qui ne sont pas pris avec d'anciennes motos?

Ces constructeurs ont leur mot à dire dans cette controverse. Ils ont une part active à prendre; ils peuvent enclencher un véritable processus de transfert de connaissance. Ceci apporte au plan communicationnel des éléments assez pertinents. Ces motos font-elles vraiment partie de la solution? Non, car, elles sont déjà d'une autre génération.

Ce que cela démontre, c'est qu'il semble que l'Afrique devrait toujours se contenter de ce qui n'est plus à la mode dans les autres pays. Mais en ce qui concerne le développement durable, l'univers est un village planétaire et toute pollution est une pollution qui agit sur l'ensemble de la planète même si la pollution touche et salit d'abord le milieu immédiat.

Sur ce plan, il importe d'adopter une approche institutionnelle pour renforcer l'action de l'Afrique sur le système international mondialisé. L'émergence d'un consensus sur les enjeux des négociations internationales et la prise de conscience de la portée des engagements internationaux constituent les préalables pour une telle action régionale. Voir Jean Maurice Djossou, *L'Afrique, Le GATT et l'OMC : entre territoires douaniers et régions commerciales*, op.cit.

Mais d'un autre côté, il y a aussi les constructeurs du catalyseur. On peut les considérer comme les agents facilitateurs dans le débat. Leur action va certes faire diminuer la

pollution, mais ils n'ont pas les moyens encore moins les voies (ou voix) nécessaires pour se faire écouter. Les syndicats de Zemidjan qui doivent les soutenir ont peur d'ouvrir une porte au gouvernement. Ils pensent qu'en mettant cette proposition sur la table le gouvernement pourrait les convaincre de l'inefficacité de cette proposition pour imposer la nouvelle moto surtout si le catalyseur échoue dans sa mission de réduire la fumée. Leur action est donc d'aller chercher à présent des alliés; de convaincre des leaders d'opinion aussi bien au sein du gouvernement que parmi les Zemidjan et leurs syndicats.

Ce que cette solution apporte c'est la nécessité de s'asseoir pour évaluer toutes les solutions à un problème récurrent pour aborder le développement durable.

Enfin, au fur et à mesure de cette analyse, il se dégage qu'il y a aussi une pièce manquante à l'analyse de cette controverse en vue du développement durable, il s'agit de la population.

8.5.5 La population du Bénin

La population est prise en otage. Elle voit la fumée et la pollution émanées par les Zemidjan. Elle se résigne à subir. Si quelques-uns font leur choix en tenant compte du type de moto à choisir comme taxi, la majorité attend juste qu'une solution soit trouvée; or, c'est certain que cette majorité elle-même fait partie de la solution, mais comme elle est mise à l'écart dans toute communication sur le sujet, elle se résigne à se taire.

Pour 80 % des personnes interrogées, l'éducation relative à l'environnement, de même que celle relative au développement durable doit continuer à faire valoir l'importance de traiter ces questions comme des éléments du vaste agenda du développement durable. Ces liens avec les considérations sociétales et économiques permettront aux

apprenants de la présente génération ou de la génération future d'adopter une attitude nouvelle à l'égard de la protection des ressources naturelles de la planète, qui sont indispensables au développement de l'homme et même à sa survie. Par conséquent, « l'humanité dépend des biens et des services offerts par l'écosystème de la Terre et donc la protection et la restauration de l'écosystème de la planète constituent un défi majeur »⁷⁰⁴. C'est ici qu'apparaît la question de la propriété. Il faut comprendre pour les participants aux différents focus groupes, il est important que les populations locales dans une grande majorité soient propriétaires de leurs terrains cultivables de même que de leur moto.

Aussi, la quête d'une recherche maximum de profit qui constitue la priorité de la plupart des multinationales qui œuvrent dans les pays du Sud ne rime-t-elle pas forcément avec le développement durable. Pour ce qui est des motos à Quatre Temps, il semble qu'elles sont plus énergivores par rapport aux motos à Deux Temps plus polluantes mais moins énergivores. Si les conducteurs sont eux-mêmes propriétaires de leurs motos, ils savent mieux l'entretenir et font attention à l'émission de gaz. Mais il reste la question de l'essence ou du gaz qui permet le fonctionnement de la moto.

Les résultats de la collecte des données nous montrent que près de 87 % de la population de Cotonou est plus ou moins liée au réseau des taxis-motos. Seulement que ces moteurs sont la première source de pollutions sonores et atmosphériques de la ville et constituent du coup, un danger pour la santé des personnes et de l'environnement.

Ils sont les usagers de Zemidjan et ont de ce fait leur mot à dire sur le type de moto à utiliser. Car ce sont eux qui en définitive payent aussi bien les conducteurs occasionnels

⁷⁰⁴ http://www.grainecentre.org/dossier_cedd_p.htm consulté le 7 Juin 2011.

ou professionnels de Zemidjan. Or il ne nous semble pas que cette population soit prête à adopter cette loi. Car, le minimum n'y est pas.

Pour eux donc, le constat est clair, il ne saurait subsister de développement économique et social à long terme (durable) sur une planète dévastée. Pour la majorité des personnes interviewées, cet aspect économique lié au développement est presque la même que pour ceux des pays en développement. Le développement durable passe par une planète en santé. Toutefois, « au cœur de l'éducation en vue du développement durable se situent les efforts pour faire comprendre l'interdépendance et la fragilité des systèmes qui soutiennent la vie sur la planète et le capital des ressources naturelles qui sont indispensables à l'humanité »⁷⁰⁵.

Nous remarquons à travers une série de réponses apportées par les personnes interrogées que le concept de développement durable, au Bénin, est très souvent associé au luxe, à l'esthétique à l'élévation du coût de vie, à l'humiliation des pauvres par les riches. Il faut dire que l'essence n'est pas seulement l'élément destructeur de l'environnement elle détruit aussi la santé des populations. Comme les chercheurs internationaux, les personnes interviewées ont parlé d'autres ressources. En effet, ils partagent eux aussi les ressources que le sommet mondial pour le développement durable a désignées, à Johannesburg, comme d'intérêt prioritaire et qui sont : l'eau, l'énergie, le logement, l'agriculture et la biodiversité. Les membres des trois focus groupes les ont également identifiés.

Lors des enquêtes nous nous sommes rendu compte que les personnes interrogées sont conscientes du fait que l'initiative à la base de notre problématique de recherche est d'abord et avant tout un projet d'innovation technique pouvant conduire en principe au développement durable. Ils sont aussi conscients qu'il faut changer de technologie pour

⁷⁰⁵ http://www.svt.ac-aix-marseille.fr/ancien_site/eedd/generali/DDprimaire/p4.htm consulté le 6 Juin 2011.

amorcer le développement durable selon les propos du gouvernement qui a sorti un décret à ce sujet. Mais la population est également consciente qu'il ne faut rien changer juste dans le but de changer ou d'innover, car l'innovation doit pousser au développement réel donc durable. Toutefois, les résultats de la recherche ne nous permettent pas de produire une analyse convergente de la situation du développement durable et de pouvoir aboutir rapidement à des propositions d'orientations d'actions stratégiques consensuelles entre tous les membres des différents groupes en question.

Au niveau communicationnel, c'est un échec; car à tout problème de société, il faut une réponse de société. Ces populations ont leur propre solution aux questions de l'environnement. Voici d'ailleurs à ce sujet quelques propos pertinents recueillis lors de la collecte des données. Comme on peut le lire sur le site de Panapress⁷⁰⁶ « La mauvaise qualité de l'essence utilisée par ces milliers de conducteurs, le mauvais réglage des carburateurs, la vétusté des motos et leur manque d'entretien font le lit de la dégradation de l'air que respirent les usagers des principales artères de la capitale économique béninoise »⁷⁰⁷ Une analyse spécifique des données hospitalières montre clairement que la pollution de l'air à Cotonou est responsable d'une fréquence importante des infections respiratoires aiguës et du développement d'un certain nombre de symptômes neurologiques, principalement chez les tout-petits.

Bien évidemment, pour les personnes interrogées de même que pour les participants aux trois focus groupes, s'il est aujourd'hui un domaine dans lequel l'appellation de « Village planétaire » sied à notre vieille Terre, c'est celui des changements climatiques qui se moquent des frontières tant entre les pays qu'entre les continents. Parce qu'il ne pourra jamais avoir de frontières pour l'eau et l'air que nous respirons.

⁷⁰⁶ <http://www.panapress.com/> consulté le 15 Août 2013.

⁷⁰⁷ <http://www.panapress.com/Cotonou-sous-le-joug-de-la-pollution-atmospherique--13-695022-17-lang1-index.html> Cotonou sous le joug de la pollution atmosphérique 9 (date de consultation)

L'action de l'homme sur la nature, action le plus souvent pensée après coup, entraîne des déséquilibres sur la planète en menaçant dangereusement toute l'humanité.

La « Communication Initiale du Bénin sur les Changements Climatiques » présentée à la Communauté Internationale à la Huitième Conférence des Parties tenue à New Delhi en Octobre 2002 a permis au Bénin de répondre à l'un des plus importants engagements de toutes les Parties à cette Convention. La Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques offre l'opportunité au Bénin d'intégrer dans ses objectifs de développement, les préoccupations relatives aux changements climatiques. Fruit de réflexions d'experts béninois issus de tous les secteurs du développement, ce document propose :

Des mesures d'atténuation et/ou d'adaptation conséquentes, sur la base de l'analyse sectorielle des impacts probables des changements climatiques, dans les secteurs suivants : énergie, transports, procédés industriels, bâtiments, agriculture et foresterie. Les participants au troisième focus groupes en ont largement fait référence à ce document. Car, l'élaboration de cet outil d'action a nécessité l'intervention et l'implication des différents acteurs de la vie nationale. Effectivement, les problèmes de changements climatiques débordent le cadre environnemental pour s'intégrer dans toute la problématique du développement durable, cheval de bataille de tous les gouvernements⁷⁰⁸.

Notre analyse des résultats nous permet ici de faire remarquer que la situation est dramatique et que personne ne veut en parler sinon pour en faire de la politique.

⁷⁰⁸ Ministère de l'Environnement de l'Habitat et de l'Urbanisme avec l'appui technique et financier du Programme Des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et l'appui technique de l'Institut Des Nations-Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR).Mai 2003

Nous remarquons aussi dans les propos des populations, qu'au-delà de l'aspect pratique et économique de ces taxis-motos et; comme le disait aussi William Gomez⁷⁰⁹ : « qu'il est aujourd'hui du devoir de cette population béninoise de sonner la charge et d'obliger les autorités politiques à arrêter le massacre »⁷¹⁰.

Ceux-ci (les membres de la population du Bénin) ne cessent pas de tenir certains des propos suivants⁷¹¹ :

- Ce sont des Béninois qui meurent chaque jour soit pour cause de maladies respiratoires résultant de la pollution soit simplement par accidents souvent causés par ces conducteurs de Zemidjan indéclicats. Combien de temps cela devrait-il encore durer? Combien de décès veut-on encore compter?
- On le sait, ce n'est pas la priorité de Yayi Boni⁷¹² qui a pourtant fait campagne sous le thème de la reconversion des conducteurs de taxis-motos!
- Les gouvernements successifs, de Kérékou à Yayi, en passant même par l'actuel maire de Cotonou, Nicephore Soglo⁷¹³, ont toujours affiché leur volonté d'arrêter le phénomène, mais la réalité, c'est qu'il est plus facile de dire que de faire.

⁷⁰⁹ Wgactu.com

⁷¹⁰ <http://www.wgactu.com/WGMASTNEW/WGACTU/POLITIQUE-BENINOISE/5.html> consulté le 19 Janvier 2013. Les Zemidjan dans les grandes villes du Bénin

⁷¹¹ http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html consulté le 20 Septembre 2011.

⁷¹² Actuel président de la République du Bénin.

⁷¹³ Lui-même ancien premier ministre et ancien président de la République.

- Les Zemidjan constituent des lobbies au Bénin. Ils ont un pouvoir politique important et les hommes politiques ont la trouille de se les mettre à dos⁷¹⁴.
- « Les Zemidjan étant pour la plupart des diplômés sans emploi, ils comprennent profondément qu'ils exercent un métier qui ruine leur santé et qui met la vie des Béninois en danger »⁷¹⁵. La seule garantie qu'ils demandent avant d'abandonner ce boulot de tueur ambulancier, c'est qu'on puisse leur donner la chance de se reconvertir dans un autre domaine. Certains sont même prêts à accepter la proposition de la filière manioc qui leur avait été avancée par le Président Kérékou.
- Cotonou est aujourd'hui une ville pourrie et est classée première parmi les villes où le bilan de la contamination de l'air est très lourd à l'intérieur des habitations, phénomène qui selon l'OMS, est à l'origine de près de 5 % de la mortalité et de la morbidité dans le pays⁷¹⁶.
- Un gouvernement qui se respecte et qui nourrit des ambitions de développement économique doit pouvoir mettre en place une politique de transports en commun pour sa population. Cela y va aussi bien du renforcement du dynamisme économique que de la sauvegarde de la qualité de l'air et de l'environnement.
- Les Zemidjan aujourd'hui ne donnent pas non plus une bonne image de notre pays. C'est simplement une honte nationale. Le Bénin est le pays qu'on identifie par des conducteurs de motos aux uniformes jaunes (et sales!) et tant que cela restera en l'état, le Bénin sera toujours le parent pauvre du tourisme mondial. Il

⁷¹⁴ http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html consulté le 21 Septembre 2011

⁷¹⁵ Les Zemidjan dans les grandes villes du Bénin in <http://www.wgactu.com/wgmastnew/wgactu/politique-beninoise/5.html> consulté le 19 janvier 2013

⁷¹⁶ Statistiques de 2006.

est maintenant grand temps que Yayi Boni (l'actuel président béninois) tape du poing sur la table.⁷¹⁷

- En définitive, la majorité de la population voit d'un bon œil l'arrivée des nouvelles motos et des nouvelles initiatives dans la ville de Cotonou parce que ces motos aident à diminuer la pollution.

Toutefois, nous notons dans les propos recueillis que cette population forme la majorité des usagers, des bénéficiaires et des victimes du métier de Zemidjan. Elle fait partie aussi de la solution. Elle est aussi appelée à choisir entre les deux solutions possibles qui sont actuellement sur la table des négociations. Le troc ou l'échange-financement des nouvelles motos et le catalyseur qui aux dernières nouvelles semble recevoir l'assentiment de la majorité des populations.

Un bon groupe de femmes de leur côté ont peur de monter sur la nouvelle moto étant donné qu'elle est trop élevée et que son usage amènerait à un changement de comportement vestimentaire. Il faut être en pantalon pour être à l'aise sur ces motos alors que les femmes au Bénin aiment porter les robes ou encore le pagne ou les boubous C'est à cette population qu'il revient de faire ressortir au maximum les éléments nouveaux identitaires et culturels en vue d'un développement durable.

Nous regroupons ici ces discours en trois grandes catégories qui eux aussi peuvent donner lieu à des ramifications. Il s'agit des discours avant-gardistes, des discours sceptiques ou critiques et des discours attentistes. Dans cette catégorie, nous incluons la plupart des altermondialistes. Ceux-ci exigent particulièrement une certaine

⁷¹⁷ <http://www.wgactu.com/wgmastnew/wgactu/politique-beninoise/5.html> Par Gomez William, Wgactu.com «Les Zemidjan dans les grandes villes du Bénin » Mise à Jour: Dimanche, 2 Mai 2010, 6:00 du matin. Remis en ligne : Dimanche, 2 Mai 2010, 10:30 PM GMT. Consulté le 08 Octobre 2013

compréhension des enjeux de l'environnement de même qu'une éducation des générations présentes et à venir. Pour les tenants de ce discours, la problématique de l'environnement couvre plusieurs grands thèmes qui comportent des objectifs différents et s'adressent à des acteurs ou actants différents, y compris : la gestion de l'eau, les adaptations aux « changements climatiques⁷¹⁸ », la biodiversité et la prévention des catastrophes⁷¹⁹.

Ainsi « l'apprentissage de l'environnement » selon les experts de l'ONU repose sur cette compréhension. Les personnes que nous avons interrogées les ont également classées comme étant indispensables pour créer les conditions d'un tel apprentissage ». Cette analyse des données issues de la question numéro 11⁷²⁰ de notre questionnaire d'enquête nous permet « en outre de déceler les causes premières des menaces qui pèsent sur le développement durable et de trouver les valeurs, la motivation et les compétences nécessaires pour les surmonter »⁷²¹. Cette question nous permet aussi de lister les indices de développement durable selon la population enquêtée et de les comparer par exemple à la liste établie par d'autres gouvernements du Nord, celui du Québec par exemple⁷²². Enfin, il serait tout à fait judicieux de faire cette analyse en rapport au cadre théorique et surtout en tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement comme annoncé.

⁷¹⁸ <http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-sustainable-development> consulté le 17 Septembre 2012.

⁷¹⁹ (Section de l'EDD l'Éducation au Développement Durable de l'Unesco 2005-2014) 40 chapitre de l'Agenda 21 document officiel du Sommet de la Terre de 1992.

⁷²⁰ Selon vous lequel des acteurs ou actants de ce débat doit on le plus écouter?

⁷²¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance_environnementale Article intitulé Gouvernance environnementale. Consulté le 08 Juin 2011.

⁷²² http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/dev_durable/indicateur1.htm . Consulter le 20 Juin 2012

8.6 Nouveaux éléments recueillis pour le développement durable

D'autres éléments de développement durable apparaissent aussi dans les interventions. Il s'agit des grands thèmes moraux de la paix, de la non-violence, de la justice et du respect de la Création qui selon les personnes interrogées, confèrent en soi dignité et survie à l'Homme. Selon nos interviewés ces valeurs peuvent conduire à un développement durable. En effet, selon eux, la vie humaine a une dignité intrinsèque, pour la majorité de nos interviewés. Par ailleurs, quelques personnes interrogées ont fait allusion à la possibilité d'un projet éducatif qui explique que même inspiré de la doctrine sociale de l'Église Catholique, l'éducation des jeunes doit rechercher le développement de la personne selon toutes ses dimensions pour promouvoir les valeurs communes d'autonomie, de responsabilité de respect de justice et de solidarité comme facteur de croissance de la communauté éducative, tout en respectant les libertés de consciences et de religion de toutes les personnes qui fréquentent l'institution⁷²³.

Il y a donc un lien entre la fragilité de la vie et celle de l'environnement. L'être humain ne peut pas survivre sans l'environnement et vice versa. Dans ces phrases apparaît également, une fois de plus, l'importance de la démographie pour le développement durable, mais aussi la responsabilité des humains pour la préserver et la perpétuer.

⁷²³ Commentaire à propos de la section II sur le projet éducatif du guide de gestion au n.4 qui stipule que «l'institution d'enseignement privé reconnue comme catholique intègre, dans le respect des libertés de conscience et de religion, les croyances et les valeurs de la religion catholique dans son projet éducatif.» p. 3-103 du guide de gestion. La confessionnalité et sa pratique. Mai 1989

8.6.1 Que représente le terme de la responsabilité?

Il s'agit pour les personnes interviewées d'une démarche de concertation et du partenariat. Ainsi, l'autre thème qui ressort de ces discussions est celui de la responsabilisation qui veut dire aussi la distribution des tâches, l'implication des technologies et des personnes à divers niveaux de la couche sociale ; la concertation des personnes concernées et l'obtention de leur engagement dans le processus.

On parle de responsabilité au cœur de la communication pour le développement durable comme outil de la négociation. Ici encore, l'outil communicationnel est comme un pouvoir, une grande force d'analyse et de compréhension. La négociation est de la responsabilité des leaders. C'est souvent le plus fort ou le plus puissant qui ose demander de négocier. Le responsable doit alors savoir négocier. Et il se trouve qu'ici c'est le dialogue, la négociation ou la communication entre les protagonistes et antagonistes de l'initiative ABE qui serait l'objet de cette communication positive.

Par ailleurs, la notion de la société est elle-même incluse dans le concept du développement durable. En effet, cette thèse devrait permettre d'essayer de redéfinir le concept même du développement durable et de proposer des pistes pour la communication pour le développement durable. En effet, selon les personnes interrogées lors des trois focus groupes réalisés, il faut d'abord commencer par s'efforcer de changer la notion même du développement dont les critères ne sont pas hiérarchisés de la même façon par les différents peuples.

La notion même du développement varie d'une personne à l'autre. Mieux encore, il nous semble que le développement, lorsqu'il est durable, apparaît comme un vivre ensemble. Ce qui conduit alors à redéfinir la vie en société et donc concrètement à redéfinir l'usage des motos et leur importance pour le développement du Bénin. C'est pourquoi, les réponses des participants au focus groupes paraissent pertinentes pour

l'établissement d'une stratégie plus globale de tous les moyens de communication et de transport. Et la responsabilité des êtres humains est fortement ici engagée.

La nouvelle théorie de développement durable, une fois redéfinie, amènera chaque acteur à prendre en compte les conséquences de son geste et de ses propositions. Donc sa responsabilité. Mieux encore selon les membres des focus groupes elle aidera à prendre conscience que réellement et plus encore dans le cadre du développement durable, « toute âme qui s'élève, élève le monde et toute âme qui s'abaisse, abaisse le monde » comme le disait Rabelais des siècles auparavant. Elle permettra de réaliser comment le développement durable s'inscrit dans une stratégie globale en même temps qu'elle permet de voir comment elle peut être spécifique pour chaque acteur. Car chaque acteur apporte son savoir-faire et son savoir-être à son milieu spécifique sans oublier la solidarité commune de tous vis-à-vis de la planète et de l'environnement global et spécifique à tout le monde.

Dans notre cas précis, il semble que les citoyens de Cotonou, de leur côté prennent conscience de ce qu'ils font en optant pour telle ou telle technologie. Il en est de leur responsabilité. Il y a comme une prise de conscience des construits comme : « société », « sociologie », « développement » et « durabilité ».

En effet, à partir des propos recueillis aux focus groupes, une tension de plus en plus forte émerge entre pratiquer la sociologie, œuvrer pour le développement durable, penser la politique et croire en l'existence d'une société durable. Nous sommes tous habitants de la planète ou plus précisément citoyens de Cotonou disaient-ils; mais chacun possède une individualité qui tout en faisant partie de la société (espace) ne se confond ni ne se dissout à lui. C'est ainsi que pour trouver une issue, il faudrait pousser cette tension à bout en prenant ses responsabilités.

C'est parce que presque tous, ou mieux une bonne majorité de la population interrogée prend individuellement conscience de l'enjeu et surtout du risque de se laisser faire comme ce fut dans le cas du concept de développement économique. Dans les années 1960, les populations du Sud ont vite fait d'applaudir les technologies importées du Nord. Elles ont cru au miracle venu d'ailleurs. Elles vivaient dans une société dont les regards étaient tournés vers l'extérieur. Mais les résultats très mitigés et controversés de l'usage de ces technologies importées trop rapidement d'ailleurs ont vite amené au désenchantement social dans ces sociétés du Sud qui désormais aspire à prendre ses responsabilités.

8.6.2 Le développement durable, une notion de continuité.

Le développement durable dans les pays en voie de développement doit être considéré réellement comme l'œuvre des tresseurs de corde selon les propos de M. Jean Pliya, auteur du livre qui porte ce même nom⁷²⁴. Dans ce livre, il parle d'un travail de continuation. Un tresseur de corde a toujours besoin de continuer son œuvre en partant d'un bout tissé et laissé en suspens par un autre tresseur de corde. Comme quoi, pour le développement durable, on ne peut jamais partir du néant. Ce que cette philosophie apporte à notre débat c'est que le développement a besoin de partir de certains éléments non humains qui existent déjà et qui ne changent jamais de caractéristiques fondamentales comme la moto et l'environnement ; il s'agit là d'éléments neutres; mais qui s'imposent à tous.

Et nous dirons que ce concept du social amène tous les actants de l'Initiative ABE à choisir entre utiliser une nouvelle moto, maintenir la même moto ou vivre selon les

⁷²⁴ Pliya Jean, 1987, «Les Tresseurs de corde» Volume 44 de Collection Monde noir poche Volume 44 de Monde noir poche Éd Hatier, 239 p.

intérêts de la société. Ce qui signifie concrètement pour les personnes enquêtées il faut refaire les objectifs du développement durable à partir de l'histoire et de l'identité de chaque nation.

À la suite de notion de continuité, nous pouvons aussi retenir quelques propositions pour une future⁷²⁵ et probable « pédagogie du changement entremêlant pratiques technologiques, réflexion critique, conscientisation, négociation et prise de décision, dans une approche participative et intégrée du transfert de connaissance, d'introduction ou d'innovation technologique, du changement et de sa gestion qui découle des réponses »⁷²⁶. Mais ces éléments ne seront pas développés plus avant.

8.6.3 Les éléments communicationnels

Ces résultats pour la plupart semblent confirmer les conclusions du Prof. AGBOSSOU de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey Calavi au Bénin. Nous avons également discuté de ces résultats avec un de ses collègues, mais aussi lors des focus groupes. Les participants se mettent d'accord avec ses propos qui révèlent qu'il faudrait nécessairement :

- « Une nouvelle définition de la communication pour le développement durable avec comme toile de fond les propositions des populations interrogées à Cotonou.
- Les repères environnementaux locaux sont redéfinis au regard de l'impact des

⁷²⁵ Mais nous n'en discuterons pas ici.

⁷²⁶http://www.cwbci.be/cgi/objects3/objects/media/0/1/5/0/1/0150152_media/media0150152_media_1.pdf consulté le 13 Janvier 2009.

changements climatiques sur la perception des populations;

- Les menaces et atouts que constituent les changements climatiques pour les populations, leurs activités et les ressources de l'environnement sont précisés dans les secteurs géographiques et économiques considérés.
- Les stratégies d'adaptation développées par les acteurs locaux sont connues et mises en relation avec la capacité des populations à faire face aux changements climatiques.
- Les nouveaux besoins d'adaptation sont identifiés et les voies et moyens de les satisfaire durablement sont également définis.
- Des animateurs seront formés sur la thématique des impacts environnementaux et sociaux des changements climatiques et sur les besoins d'accompagnement des populations dans la recherche de solutions aux problèmes d'adaptation »⁷²⁷.

Enfin, par rapport à l'environnement nous avons pu voir d'autres éléments comme :

- la prise de conscience des mesures pour contrer la vulnérabilité, mais aussi assez de risque de vulnérabilités.
- Les inconvénients des actions de la population en général et des Zemidjan en particulier que proposent les populations interrogées.

Par ailleurs, les données recueillies nous ont permis entre autres d'évaluer les types de communication et aussi leur impact réel sur les acteurs.

⁷²⁷ Prof. Dr. Ir. Euloge K. AGBOSSOU Perceptions, adaptations et accompagnements des populations face aux changements climatiques, environnementaux et sociaux – PAAPCES. Récupéré de <http://afrique-ouest-continentale.cirad.fr/recherches-en-partenariat/principaux-projets/perceptions-adaptations-et-accompagnements-des-populations-face-aux-changements-climatiques-environnementaux-et-sociaux-paapces> consulté le 22 Août 2014.

Nous avons vu également quel est le réel impact entre l'humain et l'environnement et quel rôle joue la machine et entre eux.

Un autre élément qui s'est révélé pertinent au cours de l'analyse des données est le lien à établir entre l'écologique et la paix. La paix qui est selon certaines personnes un élément indispensable du développement durable.

8.6.4 Lien entre écologie et paix

À Cotonou, ville qui a été notre principal terrain de recherche, les populations interrogées établissent un lien étroit entre Écologie (protection des ressources de la nature) et la Paix. En effet, nous avons remarqué qu'il y a aussi un lien entre la paix liée au respect de l'environnement. Cette sensibilité et surtout cette crainte de la nature si présente dans la mentalité béninoise se vérifient par le respect des espaces dits sacrés. En occident on parle d'espace vert, mais au Bénin, ce sont des espaces soi-disant protégés par les dieux. Mais au-delà de cette protection, c'est d'abord le bien-être des populations. En effet, comme on peut le lire : « À côté de l'écologie de la nature il y a donc une écologie que nous pourrions dire 'humaine', laquelle, à son tour, requiert une 'écologie sociale' ». ⁷²⁸ Ces propos viennent appuyer d'autres selon lequel, « l'expérience montre que toute attitude irrespectueuse envers l'environnement porte préjudice à la convivialité humaine, et inversement ». ⁷²⁹

⁷²⁸<http://www.electron-economy.org/article-homme-et-nature-le-pape-met-en-garde-contre-le-pantheisme-ou-le-neo-paganisme-50014759.html>, consulté le 4 septembre 2013

⁷²⁹ Benoît XVI : (2007) « La personne Humaine, cœur de la Paix » Message de Sa Sainteté Benoit XVI pour la célébration de la Journée Mondiale de la Paix 1 Janvier 2007. Récupéré de http://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/fr/messages/peace/documents/hf_ben-xvi_mes_20061208_xl-world-day-peace.html consulté le 3 Février 2014.

Dans les propos des personnes interrogées, il existe un lien indissoluble qui « apparaît toujours plus clairement entre la paix et la création, et la paix entre les Hommes. L'une et l'autre présupposent la paix avec soi-même et ses propres aspirations. » Ainsi, l'environnement serait un don de Dieu pour tous et ni la nature, ni les Hommes, ne sauraient, en aucun cas, être considérés comme de simples produits⁷³⁰. Pour nos intervenants, au contraire, les humains sont tous solidaires et reçoivent de toutes parts, égales dignités. Plusieurs de ces interviewées sont restées perplexes face à la conception de l'environnement inspirée de l'écocentrisme et du bicentrisme, car cette conception efface la différence entre la personne humaine et les autres espèces. Les êtres humains demeurent maîtres de la nature et ne peuvent pas toujours la maîtriser « De cette manière, on en arrive à éliminer l'identité et la vocation supérieure de l'homme, en favorisant une vision égalitariste de la «dignité» de tous les êtres vivants »⁷³¹, et donc aussi des non humains qui apportent leur part de solution dans les conflits. Les interviewés considèrent le cosmos et ses merveilles à la lumière de l'œuvre créatrice de Dieu. Lors du deuxième focus groupes, ils ont beaucoup parlé de la Protection de l'environnement, du respect des valeurs humaines et de la vie, de la solidarité, le tout lié à leur croyance en un être suprême, créateur et sauveur. Pour nous, il s'agit là d'une vision complexe de la nature et du surnaturel, qui va bien au-delà de la simple idée écologiste.

Le respect de l'écologie s'impose même en temps de guerre où la destruction de quelque façon que ce soit de l'écosystème dans le but même de nuire à l'ennemi est considérée selon les lois comme un crime contre l'humanité. L'absence de guerre et donc la paix protège l'environnement. Or certains ont avancé que le Développement est le nouveau nom de la paix.

⁷³⁰ Ce constat est issu des réponses des personnes interrogées aux questions 1 à 5.

⁷³¹ http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/messages/peace/documents/hf_ben-xvi_mes_20091208_xliii-world-day-peace_fr.html consulté le 3 Juin 2013.

8.6.5 Lien entre développement et paix

Cette partie a été donc étudiée avec un ensemble de documents, dont l'encyclique du Pape Paul VI, intitulée : Développement, le nouveau nom de la Paix. En effet, plusieurs guerres et conflits ont éclaté lorsque des populations se sont senties démunies, maltraitées, exploitées ou volées. Les participants aux divers débats lors des rencontres des syndicats des Zemidjan ont avancé que le développement durable d'une nation provient non seulement de l'absence de conflits et de guerre, mais aussi du niveau de vie élevé de sa classe moyenne. Si cette classe moyenne est à l'aise et rencontre le minimum social il n'y aura pas de guerre encore moins de conflit. Car c'est la révolte de la classe moyenne qui est souvent source de conflits et d'instabilité. Donc la classe moyenne stabilise la société par ses ressources. Le développement durable dépend donc de la qualité de vie de cette classe moyenne.

Cette partie de l'analyse va dans le sens du développement de l'humanité. En effet, « devant l'ampleur du problème humanitaire et du développement, les autorités religieuses catholiques du Bénin, signalaient en tout, un programme présenté dans un corpus documentaire intitulé « Discours Social des Évêques du Bénin de 1960 à 2000⁷³² ». Selon les propos recueillis dans ce document et examinés lors de cette collecte de données, « les initiatives locales et individuelles ne suffisent plus pour aller de l'avant. La situation présente du monde exige une action d'ensemble à partir d'une claire vision de tous les aspects économiques, sociaux, culturels et spirituels »⁷³³. En effet, selon ces dirigeants, le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le

⁷³² Goudjo Raymond Bernard (Ed.), Discours Social des Evêques du Bénin de 1960 à 2000 (Collection Xwefa dirigée par Goudjo Raymond B., n. 5), Les Editions du Flamboyant, Publications de l'Institut des Artisans de Justice et de Pax (IAJP), Cotonou 2000

⁷³³ Paul VI : Populorum Progressio Lettre Encyclique De Sa Sainteté Le Pape Paul VI Sur Le Développement Des Peuples.

développement solidaire de l'humanité" qui est en même temps la base d'un développement durable.

Ces propos rencontrent ceux de Paul VI⁷³⁴ qui disait en effet que pour mettre l'économie au service de l'homme (n°26), il faut fonder toute action sur les valeurs de justice sociale et de charité universelle (n°44-48), contre la cupidité et l'avarice (n°18, 19). De plus « ces dirigeants s'entendent pour dire que le développement durable exige également la lutte contre le gaspillage, la course aux armements et le réaménagement des rapports commerciaux jusqu'ici inégaux et défavorables aux pays non-développés »⁷³⁵. Ceci nécessite l'application de tâches nouvelles par exemple :

- Appuyer le travail des ONG travaillant pour des plans concrets de développement.
- Contrôler l'aide publique pour le développement, qui est encore loin du 1% du Produit National Brut (PNB), pour qu'elle soit bien utilisée et ne devienne pas "l'aide des pays riches pour des riches des pays pauvres"⁷³⁶.
- Mettre en question, pour le modifier, le système du libéralisme économique qui, suite à l'écroulement des systèmes communistes et à la faiblesse des syndicats, fonctionne sans entrave dans la recherche du profit pour les possédants. Car "il faut que l'économie soit mise au service de l'homme" (*Populorum progressio*, n°26).

⁷³⁴ «Le développement est le nouveau nom de la paix», in http://paxchristi.cef.fr/docs/FT_dvpt_paix.pdf

⁷³⁵ <http://www.stephanedefis.com/arch/brundtland.pdf> Cf. le rapport Brundland consulté le 02 Août 2010

⁷³⁶ <http://www.aber.ac.uk/~mflwww/6thForm/aleveltop06.html> consulté le 02 Juillet 2011. Ce passage parle des riches et des pauvres

Il faut dire que ces leaders religieux comme la majorité des personnes interrogées de même que la communauté des intellectuels ont insisté sur le rôle des leaders dans cette controverse et surtout dans l'atteinte du développement durable. Car ces leaders travaillent pour la plupart à maintenir la paix.

8.7 Critiques et limites du CDD et de l'initiative ABE

8.7.1 Critiques et limites du concept de développement durable

Nos critiques à l'égard du concept de développement durable prennent en compte le fait que le débat autour du développement durable est un débat encore en cours d'exécution. Mais déjà, voici ce que nous pouvons retenir de tout à fait nouveau et dont les intellectuels du Nord ne tiennent pas forcément compte dans les ouvrages déjà lus.

La plupart des solutions apportées dans la résolution de cette controverse semblent critiquables. Avant de critiquer chacune de ces solutions du point de vue des théories de développement durable, il convient d'identifier qui sont ceux qui sont derrière chaque solution.

D'abord, la solution avancée par le gouvernement semble importée. Le risque est la précipitation dans l'adoption des nouvelles technologies. Cette solution semble ne pas tenir compte des aspects culturels et conjoncturels des premiers usagers des taxis-motos.

Nombreuses également sont les limites qui subsistent sur :

- L'ignorance de leur propre importance.
- L'approche du risque.
- La gestion du risque.

Il existe encore d'autres limites au concept de développement durable tel qu'il est présenté actuellement. Ces limites ont été révélées par les personnes interrogées à Cotonou. En effet, l'enjeu du développement durable n'est-il pas d'apprendre à gérer ensemble la contrainte écologique ou de se résoudre à disparaître? Les partis politiques eux-mêmes dans leur ensemble sont restés longtemps à la traîne du débat avant-gardiste et très frileux dans les mesures d'urgence que la répétition des catastrophes écologiques nécessitait de prendre.

C'est l'écologie politique qui a fait bouger les choses et obligé depuis 2007 les partis politiques à se positionner dans le débat national et international. « Il faut tout repenser et tout réinventer » disait dernièrement un homme politique comme Michel Rocard en appui à un débat national.

8.7.2 Critiques et limites de l'Initiative ABE

8.7.2.1 L'ABE aurait dû faire des séances d'évaluations planifiées pour ce projet

Selon les avis majoritairement partagés des personnes interrogées et de celles qui ont participé aux trois focus groupes, l'objectif principal en amont de cette initiative ABE aurait dû être de concevoir tout ou une partie (une pièce) des motos de façon industrielle en proposant, une technologie de construction favorable à l'environnement et de la faire accepter progressivement par tous les usagers. Cette initiative n'aurait jamais dû être politisée : c'est la part de la société civile dans le processus de développement durable.

Par ailleurs, au plan communicationnel, de l'avis de la majorité des personnes interviewées, cette initiative aurait dû être populaire au lieu d'être civile et ensuite politique.

8.7.2.2 Il aurait fallu une coopération durant tout le long du processus

Selon 69 % des personnes interrogées, il a manqué de collaboration dans ce processus. Ainsi, avec leur réponse, nous pouvons observer et analyser les processus de collaboration entre les différents acteurs qui sont :

- Les prestataires de service de taxis-motos dont les porte-paroles sont leur syndicat ;
- Les clients ou les usagers de taxis-motos,
- Les forces politiques et gouvernementales du Bénin et les responsables civiles représentées par l'ABE mais aussi au niveau international
- Les pro-Kyoto et anti-Kyoto
- Et enfin les organismes internationaux comme Greenpeace et les altermondialistes parmi lesquels les activistes de l'environnement présents partout dans le monde.

Ces différents acteurs ci-dessus cités auraient pu s'entendre sans pour autant imposer une technologie vétuste aux populations de Cotonou. Il s'agit d'une solution intermédiaire et non durable. À travers les opinions des intellectuels comme A. Tévoédjré et R. Gbégnonvi, il apparaît clairement que les approches de solutions aux problèmes de l'Afrique ont souvent été temporaires et non définitives. Or le DD

s'inscrit dans une approche de solution définitive. En effet, ce sont ces derniers acteurs qui devraient apporter leur part à la construction ou à la définition complète de la communication pour le développement durable.

8.7.3 Analyse du non verbal des personnes interrogées

L'analyse du non verbal⁷³⁷ et ensuite les propos des personnes interrogées ont permis de repérer qu'il s'agit avant tout d'une situation à risque dans tous les sens du terme. Et que ces populations s'en rendent compte. Mais leurs propos ne manifestent pas vraiment cette inquiétude. Est-ce de la résignation ou une politique d'autruche ?

Nous pouvons retenir dans leur propos que l'adoption d'une approche cohérente et systématique de l'analyse et du contrôle du risque de pollution environnementale et sonore est essentielle pour encourager la confiance des usagers de taxis-motos dans le choix des moyens de déplacement et plus encore dans le choix de type de motos à acheter. Ces populations insistent par ailleurs sur l'importance de la culture et sont également inquiètes des nouveaux modes de développement proposés. Pour elles, la culture est devenue et doit demeurer le quatrième pilier du développement durable, aux côtés des piliers social, économique et environnemental. La culture vient donc avant même le juridique et le politique. Ces visions de ces populations peuvent se retrouver dans les propos de Koffi Anan : « Regardons en face une vérité déroutante : le mode de développement auquel nous sommes habitués a profité à certains, mais a spolié la majorité. On se rendra bientôt compte qu'atteindre la prospérité en ravageant

⁷³⁷ Il s'agit des gestes ou attitudes observés chez les acteurs de la controverse et surtout chez les Zemidjan lors de nos entrevues ou des entretiens.

l'environnement et en abandonnant la plus grande partie de l'humanité à une misère noire est pour tous une voie sans issue. »⁷³⁸

8.8 Conclusions

Au terme de ces analyses, un certain nombre de conclusions s'imposent.

8.8.1 L'environnement comme phénomène surnaturel

Tout au long des entrevues, nous nous sommes rendu compte qu'au cœur des préoccupations des populations interrogées, la question de l'environnement est présente dans les débats et préoccupe la majorité de ces personnes rencontrées. À plusieurs reprises, sans que nous ne leur posions la question, les conducteurs de taxi-moto ont eux-mêmes spontanément abordé les questions relatives à la protection de l'environnement. Au point que certains, avec ironie, ont donné à Cotonou le nom de « La ville verte » ; bien sûr que cette étiquette ne rend pas justice à la réalité.

Certains de ces éléments reviennent souvent dans les propos des personnes interviewées de même que dans les propos de celles qui ont participé au focus groupes.

Ce qui revient souvent, c'est l'imaginaire religieux et son fond intime. Ainsi, selon eux les humains sont des administrateurs responsables de la création de Dieu ; ceci correspondrait à ce que l'un d'entre eux réaffirmait :

⁷³⁸http://www.rotary1730.org/admin-club-nouvelles/clubs/file/salernesenhautvar/2012108_nouvelles_bulletin_6522.pdf consulté le 08 Avril 2012.

« Nous voyons tous que l'homme pourrait détruire le fondement de son existence qui est sa terre, et que désormais nous ne devons donc plus faire avec cette terre, qui est la nôtre, avec cette réalité qui nous est confiée, tout ce que nous voulons et tout ce qui nous paraît sur le moment utile et prometteur »⁷³⁹. Ce sont là les propos de l'un d'eux en réponse à une de nos questions. Nous comprenons qu'il faisait allusion en effet aux travaux de Martino AMISI⁷⁴⁰. Cette attention à l'égard de la création se fonde sur une conviction qui dépasse le simple engagement écologique. Les personnes interviewées le disent clairement en répondant à nos questions sans même savoir qui nous étions. Ils soulignent que la protection de la création⁷⁴¹ et le développement durable étaient inséparables. Pour cela, ils sont prêts à s'imposer des sacrifices. Ils seront prêts à retourner au vélo et à utiliser des moteurs à gaz naturel pourvu que cette solution soit durable. Ce qui veut dire que parfois les personnes interrogées, pensent ne pas avoir à elles seules la solution. D'où l'importance des leaders dans un débat pour le développement durable.

Dans l'imaginaire socio-religieux de ces populations, ils ressortent une conviction spirituelle de la relation entre l'humain et la terre : les humains sont créés pour assujettir la terre. En effet, pour eux donc :

« Le salut⁷⁴² est dans la protection de l'environnement. Nous enlevons de la valeur aussi à notre survie si nous ne protégeons pas l'environnement », a aussi déclaré l'un des scientifiques, après avoir rappelé que ces dernières années les discours sur

⁷³⁹ AMISI Martino (2009) Les rapports entre l'homme et la nature. Une analyse critique de l'Éthique de l'environnement. Mémoire de Maîtrise en ligne.

⁷⁴⁰ Institut facultaire Reyn Théophile - Graduat en philosophie 2009

⁷⁴¹ Mot utilisé par une bonne partie des personnes interrogées en lieu et place de l'environnement par les interviewés.

⁷⁴² Nom donné par deux d'entre eux au développement durable.

l'environnement ne sont pas assez percutants dans les articles scientifiques et sur les médias. Si nous voyons la terre comme une création divine

[...] le devoir de « l'assujettir » n'a jamais été entendu comme un ordre à la rendre juste utilitaire, mais plutôt comme un objet de mission; donc les êtres humains sont appelés à être des gardiens de la création et à en développer les dons c'est-à-dire les potentialités; de collaborer nous-mêmes de manière active à l'œuvre du créateur, à l'évolution que lui a placée dans le monde, de manière à ce que ces dons de la création soient mis en valeur et non piétinés et détruits⁷⁴³.

La terre pour ce groupe de personnes est un élément performatif. Elle est reçue comme un héritage à faire fructifier et non à détruire. De plus la santé de l'environnement a un lien intrinsèque avec la santé des êtres humains.

C'est ici qu'apparaît la pertinence des propos de Adoukonou Barthélémy. Pour lui, la création offre aux humains, deux types de performatif : le performatif magico ancestral⁷⁴⁴ et le performatif magico thérapeutique⁷⁴⁵. Au fait, la nature est porteuse de toute une histoire de générations qui se sont succédées ; « les ancêtres y ont gravé leur marque tandis qu'elle-même garantit une certaine permanence par sa régularité à travers les saisons et leurs fruits »⁷⁴⁶. Le performatif magico thérapeutique est lié au

⁷⁴³ 27 Avril 2010 : Benoît XVI : Commentaire sur les commandements de l'Environnement. Récupéré de www.zenit.org. Consulté le 10 Juin 2013.

⁷⁴⁴ La relation avec les ancêtres, leur vénération mais aussi les leçons que leur récit de vis nous procure.

⁷⁴⁵ Mgr Adoukonou Barthélémy (1992) *Le Vodun en débat : proposition pour un dialogue*, Cotonou, octobre 1992. Le performatif magico thérapeutique est la force que nous procure la guérison par les plantes. Il s'agit surtout de la pharmacopée.

⁷⁴⁶ Mgr Adoukonou Barthélémy, (1992) *Le Vodun en débat : proposition pour un dialogue*, Cotonou, octobre 1992.

fait que la nature est un trésor, une mine de plantes qui guérissent tandis qu'elle demeure une oasis de paix pour la guérison spirituelle.

Mgr Bathélemy⁷⁴⁷ a poursuivi sa réflexion en disant ceci : « une autre observation positive qui tempère notre inquiétude à propos de la conscience historique de l'Église d'Afrique est la prise en compte de la vision holistique propre, sans être exclusive, à l'Afrique, vision grâce à laquelle les Africains pourraient promouvoir le respect de la nature et la défense du système écologique dans son ensemble. De fait, disait Mgr Adoukonou, au Bénin « dans la vision africaine du monde, la nature et le système écologique sont considérés comme le corps étendu de l'homme »⁷⁴⁸. Sa destruction par le pillage et la dévastation des forêts « est à interpréter comme une atteinte à la vie, atteinte portée non seulement à la nature – dénommée « vie » par de nombreux peuples africains –, mais aussi à la personne humaine elle-même dans ce qui est considéré comme sa peau »⁷⁴⁹.

Le récent Synode pour l'Afrique⁷⁵⁰ a d'ailleurs dénoncé cette atteinte à la vie humaine.

Par ailleurs, lors du deuxième focus groupes les intervenants ont également abordé le terme du développement durable comme le fruit d'un équilibre. Les réponses aux questions 1 à 6 le prouvent également. En effet, l'équilibre écologique offre à tous les

⁷⁴⁷ Mgr Adoukonou Barthélemy, secrétaire du Conseil pontifical de la culture, ordonné évêque le 8 octobre 2011, était l'invité du Centre culturel Saint-Louis de France, à Rome, le 14 mars 2011. Dans le cadre d'une soirée consacrée au thème « Voix de l'Église africaine », il a donné une conférence sur les défis actuels de l'Église d'Afrique

⁷⁴⁸ Conférence de Mgr Adoukonou Barthélemy Secrétaire du Conseil Pontifical de la Culture Au Centre Culturel Saint-Louis de France Rome, le 14 mars 2011 Défis actuels de l'Église d'Afrique

⁷⁴⁹ cf. B. Bujo, Le rôle du cosmos dans le processus de la constitution de la personne.

⁷⁵⁰ Exhortation Apostolique Post-Synodale *Africae Munus* Du Pape Benoît Xvi À L'épiscopat, Au Clergé, Aux Personnes Consacrées Et Aux Fidèles Laïcs Sur L'église En Afrique Au Service De La Réconciliation, De La Justice Et De La Paix

êtres humains le juste milieu de l'exploitation de la terre. Elles sont revenues dans leur conclusion sur le lien entre le naturel et le surnaturel, entre foi en Dieu et respect pour l'environnement. L'un d'eux disait :

Nous avons besoin du don de la terre, du don de l'eau, nous avons besoin de la Nature. Car le créateur réapparaît toujours dans sa création. Et nous pouvons ainsi parvenir à comprendre que nous ne pouvons pas être réellement heureux, nous ne pouvons pas véritablement défendre la justice pour le monde entier, sans un critère dans nos propres idées, sans un Dieu qui est juste, et nous donne la lumière et la vie.

Le devoir de la protection de l'environnement a aussi été cité par tous comme un devoir de l'humain. L'environnement est sacré disaient-ils, elle est comme la terre, l'eau, la forêt et la mer qui nourrit les êtres humains. Tous lui sont redevables d'y tirer leur substance pour vivre ; il redonnerait aux humains les soins qu'il reçoit d'eux. De plus, pour plusieurs il faut redonner à la création, au cosmos sa beauté et sa dignité : « c'est ce qui est engagé à la création et qui fait jubiler les humains et les rend heureux. »

8.8.2 Environnement : Don de la Nature et don d'un être suprême et créateur

L'environnement ou même l'univers est appelé dans la langue Fon⁷⁵¹, « Gbè » ce qui veut dire « Vie ». Et nous avons constaté qu'à travers les propos de nos interviewés, que le risque est grand d'assimiler la nature à un simple élément matériel ou de la rendre encore plus importante que la personne humaine. La survie des êtres vivants ne saurait

⁷⁵¹ Une des langues dominantes et parlées au Bénin

dériver de la seule nature, au sens purement naturaliste du terme. D'où l'importance de compléter cette vision parfois purement matérialiste avec les visions d'autres auteurs naturalistes. Pour ces derniers, les humains doivent certes gouverner et profiter de la nature de manière responsable, ceci impliquant également le devoir de remettre aux nouvelles générations une terre en bon état. « La beauté de l'environnement apporte aussi son lot au caractère sain de l'esprit ».

Comme le disait Benoît XVI qui invite tous les humains à être responsables face à la création, « cette question n'est pas qu'une question pour la science et l'économie, elle doit être perçue dans le cadre d'une écologie humaine qui comprend tout ce qui forme notre existence »⁷⁵². En effet comme le disait encore un des intervenants⁷⁵³ : « Le livre de la nature est unique et indivisible, qu'il s'agisse de l'environnement comme de la vie, de la sexualité, du mariage, de la famille, des relations sociales, en un mot du développement humain intégral »⁷⁵⁴. La nature et donc l'environnement possèdent cet aspect unique que rien ne peut remplacer ou substituer.

Dans cette mentalité africaine dont parle Félix Iroko⁷⁵⁵, professeur et historien à l'Université d'Abomey Calavi au Bénin, il y a une contradiction fondamentale quand d'un côté on insiste sur le respect de l'environnement alors que de l'autre on ne respecte pas le droit à la vie et la liberté des humains qui est de choisir ce qui est bien pour eux et pour les autres. En effet, ce lien entre le respect de l'environnement et le respect de la vie est un thème récurrent dans les affirmations concernant l'environnement. Le

⁷⁵² Benoît XVI, pape (2010) Benoît XVI et les commandements pour l'environnement. Récupéré de <http://www.zenit.org/fr/articles/benoit-xvi-et-les-commandements-pour-l-environnement> consulté le 12 Septembre 2014.

⁷⁵³ Qui faisait recours à un autre document du Pape Benoît XVI

⁷⁵⁴ Benoît XVI, pape (2010) Benoît XVI et les commandements pour l'environnement. Récupéré de <http://www.zenit.org/fr/articles/benoit-xvi-et-les-commandements-pour-l-environnement> consulté le 12 Septembre 2011.

⁷⁵⁵ «Les mentalités ont souvent la vie dure» Publié le 13 août 2013 par Afiavi magazine Bénin

professeur Iroko comme beaucoup d'autres font un lien alors entre le développement durable et le respect de la vie humaine. L'analyse des propos recueillis n'a pas fini de nous révéler alors que les populations du Bénin pensent du développement durable.

8.8.3 Vers une nouvelle approche du développement durable

Dans ce contexte, la perspective de la communication pour le développement durable recommanderait vivement au gouvernement du Bénin, surtout au ministère de l'Environnement, aux usagers de taxis-motos (c'est-à-dire à la société civile) et au syndicat des chauffeurs de taxis-motos de travailler ensemble pour la mise au point d'approches plus efficaces, inclusives et cohérentes de l'analyse du DD, et de préconiser l'adoption de telles approches lors de l'élaboration des normes environnementales nationales et internationales. Ceci pourrait se réaliser de façon plus générale, dans le cadre des dispositions portant sur l'analyse du risque énoncée dans OMC sur l'Accord SPS. Cela devrait aider à renforcer la confiance des usagers dans les contrôles des moyens de déplacement et dans ses choix d'habitation. C'est aussi l'une des visions présentes au cœur des OMD qui a d'ailleurs fait de la communication le 7^{ème} outil de la promotion de ses enjeux, mais aussi d'analyse de ses objectifs.

Cette approche reposerait sur les trois principes essentiels suivants :

- La participation du public et le dialogue
- L'ouverture et la transparence
- L'application du principe de précaution

La communication pour le développement durable se présente alors comme un ensemble de stratégies qui mettrait au point des prises de position sur le principe de

précaution. Notre analyse de cette situation nous permet à présent de viser la mise en œuvre de ce principe par les décideurs en intégrant des considérations de précaution tout au long du processus décisionnel en matière d'analyse du risque.⁷⁵⁶

8.8.4 Les obstacles au développement durable

Lorsqu'il est question d'identifier les éléments qui constituent un obstacle au développement durable, les personnes interrogées comme les membres des divers focus groups sont revenus sur le problème de capital et de territoire. Ces éléments selon eux sont indispensables au développement durable d'un pays. « Ceci est particulièrement vrai pour les petits États insulaires en développement, qui diffèrent entre eux par la dimension, la forme, la richesse et les ressources naturelles et économiques, mais ils n'en sont pas moins soumis aux mêmes difficultés à l'égard du développement durable en raison de leur faible superficie, leur dispersion géographique, l'exposition aux risques et aux catastrophes naturelles, la faiblesse de leurs ressources terrestres, la dépendance à l'égard des importations, la rareté des matières premières, l'éloignement des marchés et bien d'autres particularités et processus »⁷⁵⁷.

Nous remarquons qu'au lieu de parler de communication pour le développement durable beaucoup de nos intervenants ont plutôt parlé d'élément de développement durable. C'est pourquoi, depuis les accords du protocole de Kyoto jusqu'à ceux signés à Bali en 2007, on se demande comment les pays en voie développement souvent très

⁷⁵⁶ Ici le risque représente tout ce qui constitue un obstacle sur le chemin du DD.

⁷⁵⁷ <http://www.linguee.fr/francais-anglais/traduction/diff%E8rent+entre+eux.html> Traduction française consultée le 20 Juin 2012.

petits en territoire peuvent participer au processus de lutte pour le développement durable, mais aussi arriver à prendre des dispositions mesurables.

8.8.5 Que dire en guise de conclusion de notre analyse?

En République du Bénin l'ampleur que prend la pollution atmosphérique a conduit à la mise au point d'un plan d'action dont l'objectif est de mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la pollution atmosphérique. Cette stratégie analysée peut conduire à une complexification du concept de développement pour le développement durable. Selon nos enquêtes, cette communication permettrait :

- La sensibilisation et la participation de la population aux objectifs du développement et dans ce cas : le capital (humain et matériel), le partage, l'Éducation et la gestion du risque font partie de leur ambition.
- L'identification et l'estimation des sources de pollution atmosphérique : il ne faudrait pas juste s'attaquer aux Zemidjan mais à tous les pollueurs.
- « L'acquisition et l'installation des équipements nécessaires à la surveillance de l'atmosphère ; ces équipements peuvent et doivent être vérifiés pour tous »⁷⁵⁸ (motos et véhicules le degré d'émission de GES).

⁷⁵⁸ Fanougbo Avoce Viagannou (2002) « régulation de la pollution atmosphérique d'origine motocycle: Cas des taxis-moto "Zemidjan" dans la ville de Cotonou. Université Cocody Abidjan - DEA 2002 Mémoire en ligne.
http://www.memoireonline.com/12/08/1717/m_La-regulation-de-la-pollution-atmospherique-dorigine-motocycle-Cas-des-taxis-moto-zemidjan13.html consulté le 14 Septembre 2010.

- « La meilleure gestion des problèmes liés à la pollution atmosphérique en vue de la protection de la santé publique.
- La mise en place d'un cadre juridique et institutionnel.
- Le renforcement des compétences, l'éducation, la formation, et l'information,
- La meilleure connaissance des maladies résultant de la pollution atmosphérique »⁷⁵⁹.

Nous pouvons dire alors que la communication pour le développement est considérée comme cet outil de promotion selon lequel vivre, c'est aider à vivre. Comme cela, il est important que les uns aident les autres afin de pouvoir participer aux bonheurs de tous. C'est ainsi que nous sommes tous heureux ! Car personne n'a le droit d'être heureux tout seul. Enfin, Raoul Follereau pose la question : « qu'est-ce que le développement ou qu'est-ce que cela peut faire de parler de développement durable dans les pays en voie de développement durable si seulement les pays développés leur donnent quelque chose et ne leur donne pas la main » ! Comme le disait Archimède : « Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde. » Le point d'appui pour le développement durable, c'est le Capital, le Partage et l'Éducation. Cette communication pour le développement durable est aussi comme une veille, mais aussi comme une révolte. Oui, révoltez-vous ! disait Raoul Follereau: « La révolution ? Oui. En faveur de ceux qui tous les soirs se coucheront - souvent par terre - avec la faim, ces deux milliards d'hommes parmi lesquels 60% ont moins de vingt ans. Il est temps de clore à jamais l'histoire inhumaine de l'humanité. Les richesses du monde sont à tout le monde. Voilà la vérité qu'il vous faut conquérir, imposer »⁷⁶⁰

⁷⁵⁹ <http://www.unep.org/Documents.multilingual/Default.asp?DocumentID=52&ArticleID=54&l=fr>
 Commentaire issu de la lecture de document de consulté le 20 Septembre 2010.

⁷⁶⁰ <http://www.raoul-follereau.org/index.php/raoul-follereau/raoul-follereau-en-10-dates-cle-et-3-penseesFollereau> Raoul consulté le 13 Mai 2010.

CHAPITRE IX

CONCLUSION GÉNÉRALE

Pour conclure ce travail, nous allons avant tout présenter les nombreux éléments spécifiques de développement durable retenus par les populations interrogées au Bénin. C'est en tenant compte de leur avis que nous avons essayé (de redéfinir le nouveau concept du développement durable,) de déterminer la nature et la portée du développement durable dans l'action locale des Zémidjan à la lumière du cadre global et des objectifs spécifiques nouvellement ciblés pour 2030 au niveau mondial. Par la suite, nous présenterons l'outil de promotion et d'analyse que pourrait constituer la communication pour le développement durable. Puis nous présenterons un ensemble de conclusions à la suite de l'analyse complète des données recueillies. Nous ferons aussi des approches de solutions et des suggestions. Notre recherche nous a conduits à la prise en considération de certains éléments identitaires, des éléments spatiaux et temporels, mais bien d'autres encore restent à définir si l'on considère les communications faites autour de l'initiative ABE.

9.1 Que retenir de l'analyse de cette initiative ABE ?

Dans notre intuition de départ, nous disions que l'usage des taxis-motos avec tout ce qu'il engendrait comme destruction de l'environnement est comme un geste de suicide presque collectif. Nous ne comprenions pas comment un métier si polluant et si

dangereux pouvait survivre à travers des décennies. Les Zemidjan ont même résisté à divers projets et initiatives comme ceux de l'ABE malgré les énormes moyens de communication mis en place. Nous n'hésitions pas à considérer ou à comparer les conducteurs et les usagers de Zemidjan comme des fumeurs conscients de la dangerosité de leur geste, mais obstinés à continuer de fumer. En considérant que ces Zemidjan sont des pères de famille et qu'ils sont souvent la seule source de revenus de leurs familles, nous estimons que plus d'un million de personnes dépend de ce métier; il valait donc la peine d'y consacrer plus de 7 années de notre vie. La satisfaction en est que ce décret a permis à ces usagers de Zemdjans de nous dire ce qu'ils pensent de la durabilité et du développement. À la suite du gouvernement et de l'ABE, nous avons essayé de comprendre la situation en partant des différents messages émis. Cette initiative devenue décret a été ancrée dans une logique de développement et de développement durable. Nos recherches nous ont montré que les causes et les raisons de cette résistance des Zemidjan sont de nature et de poids divers.⁷⁶¹

Le Bénin dispose de nombreuses structures impliquées dans la problématique du développement durable ; de même beaucoup d'actions ont été entreprises par ses acteurs dans l'optique du développement durable. Toutefois, on peut s'interroger quant à l'incidence de ces initiatives menées pour l'atteinte de l'objectif de la reconsidération du développement durable au Bénin. Nous nous sommes rendu compte que « beaucoup reste encore à faire quant à la prise de conscience de nos populations pour qu'elles puissent comprendre la problématique du développement durable afin d'y œuvrer à travers la révision des modes de production et de consommation⁷⁶² ». Il reste qu'il faut tenir compte (d'elles) de ces modes de production et de consommation.

⁷⁶¹<http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Benin/PRSP/Benin%20SCR%20versionfinaleavril07.pdf>
Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (Avril 2007) consulté le 10 Juillet 2012.

⁷⁶² Copyright © 2011 Programme des Nations Unies pour l'environnement

Rappelons les divers volets, autour de l'initiative ABE :

- La réduction de la pollution dans les grandes villes du Bénin en commençant par Cotonou, la métropole
- L'augmentation de la sécurité routière à travers l'étude et l'apprentissage du code routier et le port obligatoire des casques de protection pour tous les usagers de moto
- La protection de la santé publique
- La réduction du gaz à effet de serre pour la protection de l'environnement et le développement durable
- Et le tout devant se solder par le troc et la subvention des nouvelles motos à Quatre Temps

Toutefois, lors de nos enquêtes, il s'est avéré que la grande partie des personnes interrogées ne retient de cette initiative que le changement de la moto à Deux Temps pour celle à Quatre Temps.

Au plan communicationnel, des éléments intéressants ont été retenus de cette controverse. Il ressort que cette initiative, projet Zéco-4, n'a pu continuer parce que le gouvernement du Bénin n'a pas honoré ses propres engagements vis-à-vis de ses partenaires pour la continuation et la mise en œuvre complète de son propre décret. Les partenaires économiques comme l'Agence Française de Développement et la Banque Mondiale ont pourtant apporté leur contribution financière. Le gouvernement du Bénin s'est donc discrédité sur ce plan aux regards de lui-même, des populations, des Zemidjan et surtout aux regards de tous partenaires au sein de l'initiative ou Projet Zéco-4.

Beaucoup reste encore à faire quant à la prise de conscience des Zemidjan pour qu'ils puissent comprendre la problématique du développement durable afin d'y œuvrer à travers la révision des modes de transport, de production et de consommation. Mais on ne doit pas occulter leur propre opinion sur le DD.

Certains documents, comme le cadre de mise en œuvre de l'initiative ABE nous révèlent que c'est même dans ce sens que le Bénin a adopté en juillet 1996 un Programme National de l'Emploi (PNE) dont l'objectif général est de " créer les conditions favorables pour que toutes les communautés de base jouissent du minimum social commun."⁷⁶³ C'est d'ailleurs l'avis des chercheurs et auteurs d'un document élaboré avec le concours de la CEA et du CRDI-Canada.⁷⁶⁴ Mais la question de l'aide au développement constitue aussi un élément fort discuté au cœur du DD. Beaucoup se sont interrogés sur sa pertinence comme moteur ou frein de DD.

Ces documents ont jusqu'ici révélé que les projets de développement durable ont été toujours en rapport avec l'aide au développement. Si les intellectuels du Bénin et surtout sa société civile ne rejettent pas totalement cette aide, leur réflexion les pousse à l'adoption d'une nouvelle stratégie inclusive vis-à-vis de cette aide. D'un point de vue institutionnel pour remédier au problème de la politique du court terme qui a mis les secours et le développement de ces pays en péril, des changements doivent se produire pour ce qui en est de la matière de financement, de structures de gestion et de régimes de gestion du DD. La société civile béninoise considère qu'à lui seul, le secours ne peut cependant venir à bout des situations d'urgence permanente dans le Sud. Il n'est, en aucun cas, élément de DD.

Au regard du rôle de la communication au cœur des OMD, il ressort que la réalisation

⁷⁶³ <http://www.reseauafricanet.org/anais/references/doc100.html>

⁷⁶⁴ Septembre 2000 et intitulé « Plan de développement de l'infrastructure d'information et de communication du Bénin - 2000-2004 - (Extraits) »

des progrès durables dépendra non seulement de la capacité des organismes d'aide, des associations religieuses, des ONG et des donateurs à établir un nouveau consensus politique et social, mais aussi de la possibilité d'écouter et d'analyser le message des populations en situation. Un tel consensus aurait besoin de rétablir un sens de responsabilité internationale collective envers la pauvreté et les conflits dans les pays en voie de développement. Les Objectifs ciblés de développement durable ainsi que l'élaboration d'une stratégie de développement urbain durable dans le cadre des Nations Unies constituent des références normatives et de politique concertée dont il faut tenir compte au niveau local en participant aux consultations préalables à l'adoption des normes en cause sur la base d'un consensus local, national et régional.

Roger Gbégnonvi, qui est rejoint dans sa critique par plusieurs intervenants lors de nos focus groupes, fait remarquer que depuis les indépendances, les pays africains ont été presque tous dirigés par une élite sans vision politique à moyen ou à long terme et même incapables d'ambition. Cette élite se serait davantage préoccupée d'elle-même que des peuples dont elle prétend défendre les intérêts. Même si certains africanistes ont lutté pour l'Indépendance totale de leur Nation et l'ont payé de leur sang⁷⁶⁵ il faut dire que, pour l'unanimité des personnes interrogées, les dirigeants africains en général ont massivement été la cause du sous-développement du continent.

Il s'agit donc d'un système de corruption qui n'aurait fait qu'augmenter l'insécurité de l'environnement économique et qui n'a pas non plus favorisé les investissements, mais a plutôt installé le règne de l'informel. Mais pour Dossou Yovo, ce serait injuste de blâmer seulement les dirigeants africains. Pour lui et bien d'autres⁷⁶⁶, il y a aussi en Afrique, le manque de marché de consommateurs, la négligence de l'agriculture, l'inadéquation du système éducatif et l'instabilité sociopolitique⁷⁶⁷. Ils reconnaissent

⁷⁶⁵ Voir plusieurs africanistes comme Sankara Thomas, Nkrumah Kouame et Lumumba Patrice.

⁷⁶⁶ Une partie des dirigeants de l'Église Catholique du Bénin.

⁷⁶⁷ C'est le continent qui connaît le plus de guerre et de coup d'État.

que la corruption constitue le cœur du sous-développement. Certes, la corruption est un véritable fléau en Afrique, elle touche particulièrement les élites. Il faut l'éradiquer dès la base à travers une éducation citoyenne.

Pour l'initiative qui nous concerne, la classe politique et surtout le gouvernement devrait faire preuve de leadership et montrer hors de tout doute que le changement de vision est d'une importance capitale pour tout le Bénin. Peut-être encore le gouvernement devrait-il laisser cette initiative civile continuer jusqu'à la fin et que ce soit une erreur d'avoir transformé ce projet de l'ABE en un décret ministériel qui impose les motos à Quatre Temps.

Pour les personnes interrogées en dehors du gouvernement, celui-ci avait trop à gagner au plan monétaire et individuel. C'est la pression des concessionnaires et leur désir d'enrichissement qui les auraient poussés à prendre ce décret.

Dans le même temps, la société civile dans ce débat manquait d'initiative.

Un autre volet de la corruption considérée comme le principal obstacle au DD en Afrique est le manquement à la bonne gouvernance qui ne serait pas le fort de la majorité des dirigeants africains. La corruption gangrène et paralyse le développement des nations. Mais malgré cette situation, les chefs d'État Africains ne veulent pas quitter le pouvoir, bien au contraire, ils s'y accrochent⁷⁶⁸

C'est ce constat général qui a fait que les Zemidjan ont su résister dans leur lutte contre le projet Zéco-4, car le gouvernement n'a pas su les convaincre en rapport à leur préoccupation principale qui est l'emploi, et du lien de ce projet avec le développement durable qui devrait lui permettre d'atteindre les objectifs de Kyoto.

⁷⁶⁸ R. Gbégnonvi, 2009.

L'intégrité des acteurs impliqués est en conséquence une exigence de communication effective pour le développement durable.

Nous nous sommes interrogés sur ce que devient le développement durable lorsque le métier qui donne sens et existence à la grande partie de la population est polluant et nuit gravement à la santé. Mais ce n'était pas la bonne question à poser : il nous revenait plutôt de chercher à savoir ce qu'est réellement le développement durable pour ces populations. Car, nous avons pu constater que ces populations avaient leur propre vision sur le développement durable.

C'est l'importance d'avoir inscrit cette recherche dans le cadre théorique dominé par la communication pour le développement durable.

9.2 L'apport d'un cadre théorique performatif.

La communication pour le développement durable permet, dans tout système organisationnel et aux différents acteurs externes et internes, d'appréhender le mieux les valeurs d'une institution, d'y adhérer et de lui permettre ainsi à terme d'accomplir ses projets et de réaliser ses objectifs ; d'où la mise en place d'un plan et des actions de communication. Par ailleurs, la CDD permet à la population d'identifier et de hiérarchiser ses problèmes, d'y rechercher des solutions individuelles ou collectives et de renforcer son sentiment d'appartenance à des activités, qu'elle a elle-même décidé d'entreprendre. Par rapport au cadre conceptuel de départ, nous remarquons que l'atteinte des OMD et des ODD relève de la responsabilité des gouvernements, que la plupart d'entre eux ont signé la Déclaration du Millénaire et affirmé ainsi leur intention de consacrer les moyens nécessaires, en termes de politiques, de plans d'action et de ressources, à la réalisation des objectifs.

Le gouvernement du Bénin signataire du protocole de Kyoto, et de la déclaration des OMD et éventuellement des ODD doit avoir traduit les objectifs et les cibles en termes d'objectif de développement durable au niveau national dans les documents de stratégies et politiques de développement, montrant la volonté de se conformer aux recommandations. Mais le Bénin veut faire plus que s'y conformer, parce que l'actuel gouvernement de Yayi Boni (2013) a conscience qu'il doit faire mieux⁷⁶⁹. À la fois, cadre et guide pour l'action, la CDD devrait exprimer la volonté de l'État de renforcer résolument son ancrage dans la lutte contre les impacts négatifs, potentiellement dramatiques des changements climatiques sur les différents secteurs d'activité de la vie nationale.

Toutefois, l'un des résultats auxquels nous sommes parvenus nous imposait d'inclure le partage comme outil de multiplication de richesses durables. Ainsi faudra-t-il inviter les nations à plus de solidarité dans leur manière d'affronter les problèmes d'environnement et à examiner chacun son propre style de vie, ses modèles et modes de consommation et de production.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus, surtout à partir des réponses aux questions 13 à 17 du questionnaire, nous amènent à formuler quelques suggestions dont la prise en considération permettrait d'ouvrir de nouveaux horizons pour établir le DD non seulement dans la ville de Cotonou, mais aussi dans toutes les régions du Bénin.

⁷⁶⁹ C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent document intitulé Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (SNMO – CCNUCC).

9.3 Une approche méthodologique de recherche et collecte des données complexes

La communication comme outil d'analyse. Toutefois, la société civile a un très grand rôle à jouer.

Les recherches sur le terrain nous ont également démontré que la cause de cet échec du projet Zeco-4 était dans le manque de sensibilisation à travers les medias. En effet, pour la société civile, ce sont les associations⁷⁷⁰ et les organisations non gouvernementales qui contribuent le plus à la sensibilisation du grand public. Les sites internet de ces associations sont par ailleurs des outils de mobilisation remarquables.

Mais le pouvoir exécutif dans ce sens a voulu procéder par une approche diffusionniste. Et cette remarque s'est fait entendre durant toute notre enquête. À travers nos questions, nous avons également remarqué que les populations accordent une importance surprenante à la réflexion et même à l'intervention de la diaspora. Ainsi, la diaspora a été reconnue comme ayant un rôle à jouer. Elle devrait servir à mettre la pression sur les gouvernements et surtout d'alerter l'opinion publique sur les dangers que transportent certaines entreprises ou des multinationales dans les pays en voie de développement. Les personnes interrogées nous rappelaient souvent ces propos de l'ancien président Français Charles De Gaulle lorsqu'il disait : « La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts. » Ainsi, aucun autre pays, aucune autre nation, aucune autre société ou entreprise venant d'ailleurs ne viendra développer les pays d'Afrique à la place des Africains.

Par ailleurs, les intellectuels et politiciens réunis dans le troisième focus groupes comptent sur la diaspora dans le rôle d'éveilleur de conscience des populations du Nord

⁷⁷⁰ En France, par exemple, la Maison d'Église Notre-Dame de Pentecôte a lancé dès 2002 un groupe d'échange sur le développement durable. Il s'agit de la même initiative qui a été reprise à Montréal sur plusieurs paroisses dont celle de Saint François d'Assise.

qui souvent ne sont pas au courant des vrais enjeux lorsque leur gouvernement décide de partir en guerre ou de soutenir tel ou tel projet dans le Sud.

La diaspora africaine est donc invitée non seulement à retourner construire le pays avec tout ce qu'elle a appris à l'étranger, mais aussi et surtout à travailler depuis leurs pays d'accueil pour éveiller la conscience des occidentaux sur les réalités africaines surtout en ce qui concerne les questions de DD. Il doit avoir comme un gain à faire sur la présence de la diaspora en occident (Cakpo Mahoungnon, 2011). Pour lui, il revient à ces Béninois vivants à l'Étranger de travailler à éclairer et à définir les questions de durabilité au Bénin.

Il faudra également un organe indépendant pour la suivie du DD au Bénin tel que proposés

Les populations interrogées ont insisté sur la création d'un organe indépendant. Pour elles, l'ABE serait même politisée, étant un organe du ministère de l'environnement dirigé par un ministre du gouvernement qui lui-même serait sous l'influence de certains lobbyings et bailleurs de fonds. Le mandat de cet organe indépendant serait de :

- Préserver et améliorer la qualité du milieu naturel
- Conserver les ressources renouvelables du Bénin
- Prévoir les variations météorologiques et les changements dans l'environnement
- Coordonner les politiques et les programmes sur l'environnement du gouvernement.

Ses activités pourraient être la préparation des conférences, ateliers, de suivi des projets et de s'assurer de faire le compte rendu avec les membres des communautés de base. Et enfin de préparer des zones de circulation sans voiture ou sans Zemidjan. Il pourrait

y avoir aussi des activités spéciales comme la célébration d'une journée de l'air pur (3 juin) et du transport.

Aussi la semaine nationale de la faune (31 mai au 6 juin) et celle de la conservation de l'énergie devraient-elles être soulignées, de même que songer à l'élimination des achats des sacs de toile ou en plastique. (par ex. en lançant une campagne la journée mondiale de l'environnement (5 juin) pour revoir les politiques environnementales(respecter les lois, les permis, les accords et règlements, faire voter plus de lois sur les espèces sauvages du Bénin en péril, etc. Parmi les mesures suggérées, on a aussi proposé une Loi béninoise sur la protection de l'environnement (pollution) et une autre Loi sur les ressources en eau du Bénin (conservation). Toutes ces actions pourraient encourager un 'geste écologique' auprès des citoyens et résidents Béninois.

9.4 Quelques réponses à nos questionnements.

Dans notre première hypothèse de départ, nous disions que les populations du Bénin avaient leur propre vision sur les questions de développement durable et qu'il faudrait les évaluer pour les préparer à mieux s'y adapter. Les tenants d'une proposition comme de l'autre auraient leur vision de développement ou alors, ils auraient leur agenda caché et il faudrait nécessairement les confronter pour savoir si les éléments pertinents qu'ils avançaient pouvaient amener au développement durable. Même si cette hypothèse s'est confirmée, nos recherches ont fait voir qu'on ne peut pas parler d'agenda caché.

En effet, tous au Nord comme au Sud semblent vouloir atteindre le même objectif, mais ne prennent pas les mêmes moyens pour définir le DD.

Ainsi, nous supposons que cette initiative suscitait des controverses parce que la population n'avait pas été informée de tous ces enjeux et des volets qu'elle contenait.

Cette hypothèse se vérifie avec nos enquêtes puisque l'introduction d'une nouvelle technologie telle que la moto à Quatre Temps a conduit la majorité des acteurs à découvrir une nouvelle moto, un nouveau procédé qui implique le développement de nouvelles connaissances au sein du réseau des conducteurs de Zemidjan. Il est donc évident que « l'enjeu est bien d'organiser l'émergence et la confrontation des savoirs nouveaux sur le produit / processus d'intégration »⁷⁷¹. Il faudrait alors intégrer les Zemidjan dans ce processus.

Pour notre troisième hypothèse, nous disions qu'il n'y a pas d'innovation en vue d'un développement sans une remise en cause des outils et dispositifs d'évaluation du couple nouveau produit / processus d'intégration. En effet, comme le confirment dans leurs travaux, Legardeur, Merlo et Pol :

Dans le cas de projets plus routiniers », la cartographie des acteurs impliqués et les principaux critères mobilisés sont relativement vite établis et stabilisés (souvent aspects techniques tels que choix de solutions, calculs, simulations et aspects économiques tels que devis ou estimations).⁷⁷².

Cela a été le cas des agents de la société civile et des techniciens qui apportaient des contres propositions soit pour le statu quo ou pour l'introduction ou le rejet des

⁷⁷¹ Perrenoud Philippe, 2001, «Les sciences de l'éducation proposent-elles des savoirs mobilisables dans l'action ?» Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation Université de Genève. In Texte d'une intervention au Symposium "La place des sciences humaines et sociales dans l'expertise et les savoirs professionnels des enseignants" dans le cadre des Rencontres du "Réseau Éducation et Formation" (REF), Montréal, UQAM, 10 au 12 avril 2001.

⁷⁷² Legardeur Jérémy, Merlo Christophe, Pol Guillaume année Instrumenter l'informel dans les phases amont des projets de conception innovante. Revue Document numérique. Vol. « Coopération et organisation numériques »
http://cours64.free.fr/Documents/recherche/evidence%20gpol%20papers/LIPSI_doc_num_final.pdf
 consulté le 15 Février 2013.

nouvelles technologies. Les conclusions autour de la confrontation de ces hypothèses nous permettent également de conclure sur la question du développement durable tel que conçu par les populations interrogées.

9.5 Retour sur les conclusions de l'analyse des données.

Aux dires des personnes rencontrées, cette controverse ABE est née parce qu'il y a eu déficit de communication et que les premiers usagers des motos à Deux Temps que sont les Zemidjan n'ont pas été toujours pris comme des partenaires au développement, alors qu'ils ont eux-mêmes des idées sur le développement durable. Ils sont des intellectuels communautaires et ont à cœur leur situation malgré cette précarité d'emploi. Plusieurs parmi les documents consultés dans les annales de l'ABE que nous avons consultés vont également dans ce sens.

La recherche a également montré qu'il y a déficit communicationnel à tous les niveaux du processus d'intégration de la nouvelle technologie que voulait introduire cette initiative ABE dans le réseau des taxis-motos. Les personnes présentes aux focus groupes l'ont répété et cela s'est aussi confirmé lors des entrevues. Ainsi cette hypothèse ne se confirme pas entièrement, car tous les volets de cette initiative ont été vulgarisés. La peur de l'inconnu, la méfiance envers les hommes politiques et surtout les arguments de développement durable, de Kyoto et les anciennes expériences vis-à-vis des nouvelles technologies venues d'ailleurs et présentées comme solutions miracles aux problèmes de l'Afrique seraient en grande partie à la base du rejet de cette initiative par les Zemidjan. On peut certes se questionner sur les méthodes employées pour vulgariser l'initiative, mais tous les volets de l'initiative devenue décret ministériel ont été présentés.

Toutefois les Zemidjan ont décidé pour d'autres raisons de s'engager dans cette controverse en se basant sur un élément de l'ensemble de l'initiative. Alors que l'ABE et le gouvernement veulent développer le volet santé au cœur de l'initiative pour le DD, les Zemidjan eux affirment le côté emploi.

Dans le cadre de la communication pour le développement durable, il aurait fallu prendre au sérieux tous ces aspects. Ainsi, cette vision de part et d'autre des protagonistes de cette controverse, ne semble pas être complète. À moins que chacun soit en train de faire exprès et ne pense aveuglement qu'à ses intérêts.

Par ailleurs, plusieurs autres volets de l'initiative sont passés sous silence. L'initiative ayant été politisée, il ressort que les premiers usagers eux-mêmes étant des leaders ou agents politiques se sont très vite braqués contre l'ensemble de l'initiative. Plusieurs enjeux au cœur du développement durable, comme l'économie, le social et l'écologie ont été mis de côté.

D'autres réponses nous amènent à comprendre que le refus des Zemidjan d'adopter la nouvelle technologie est dû à leur méfiance vis-à-vis du gouvernement et surtout de la politique partisane. Le fait que le gouvernement même n'honore pas ses engagements fait dire aux Zemidjan que cette initiative était d'abord imposée de l'extérieur et que ceux qui la financent seraient ses premiers bénéficiaires. Il y a une raison supplémentaire qui explique l'obstination et la résistance de la part des Zemidjan.

En effet, les réponses nous permettent de comprendre que les Zemidjan ont toujours opposé - n'eut été la solution du catalyseur - une interpellation sociale à un problème technique. Car le changement de moto ou le placement du catalyseur dans le pot d'échappement est une solution technique à laquelle les Zemidjan opposent les effets indésirables du chômage et de la corruption du gouvernement qui serait à la solde des constructeurs des motos à Quatre Temps et qui veulent juste se débarrasser de ses technologies qui sont déjà d'une autre génération écologique dans leurs pays en

occident. Il ressort que par le fait même de lier la naissance de cette initiative aux pressions des constructeurs de nouvelles motos, les protagonistes⁷⁷³ comme les antagonistes⁷⁷⁴ dans cette initiative bloquent l'évolution du projet et empêchent sa réalisation⁷⁷⁵.

Autrement dit les entreprises constructrices de motos polluantes ne doivent pas être directement impliquées dans la résolution du problème par la construction d'une nouvelle technologie. Ceci est rejeté par les populations et les conducteurs de taxi motos qui y voient de la corruption. Des participants d'un focus-groupe ont proposé qu'il faut éviter à ces entreprises de faire diffuser le message de changement de technologie, car ce serait postuler une solution économique à un problème social.

9.6 Les acteurs au cœur de cette controverse et leurs idées de développement durable.

Nos enquêtes à travers le suivi de ces acteurs et l'analyse de leur message nous amènent à dire que le gouvernement du Bénin pour aider à embrasser un développement durable devrait avant tout étudier sérieusement dans un nouveau décret la lutte contre la pauvreté, les exclusions et les inégalités. En effet, ces populations dans leur grande majorité parlent avant tout de la misère, de leur situation de vie et de l'économie. Leurs réponses aux questions 7 et 9 et le débat qui en a suivi nous permettent de voir que c'est au cœur de leur message qu'on peut déceler ce qui est d'abord durable sinon que pour elles-mêmes le plus important, c'est le minimum social commun. Par contre, le

⁷⁷³ Ex. les membres du gouvernement, l'ABE, les activistes de Kyoto.

⁷⁷⁴ Les Zemidjan, quelques membres de la société civile et africanistes.

⁷⁷⁵ http://www.mouvement-zeitgeist.fr/ftpmedias/pdf_mz/ou_allons_nous.pdf Traduction de l'exposé que Peter joseph a donné à l'université de gestion de maharishi (IOWA » le 15 Novembre 2009 consulté le 20 Septembre 2014

décret dans son état actuel négligerait les intérêts d'une grande partie de la population; c'est-à-dire des Zemidjan qui ont des doutes légitimes sur l'usage des motos Djenana. C'est dans ce sens que nous voyons l'importance de la réflexion de Tovoédjrè sur le concept du minimum social commun.

D'un autre côté, purement économique celui-là, nous trouvons aussi que l'approche intégrée dont parle Dossou Yovo, qui oblige à un équilibre réel entre l'offre et la demande est ici légitime.

Les discussions développées, personnes présentes aux focus groupes nous ont fait remarquer que l'initiative ABE permettait au gouvernement du Bénin, de prendre un décret qui, en fin de compte, va obliger les Zemidjan à produire et surtout à consommer (les nouvelles motos et l'essence du réseau officiel) de façon instinctive. Or le développement durable comme le souligne d'ailleurs Dossou-Yovo doit inviter à une consommation responsable, qui ne doit pas compromettre les besoins de la génération future. Il rejoint à peu près les avis du groupe d'experts qui a produit le rapport Brundtland. Il est vrai que les motos Djenana (Quatre Temps) dans leur état actuel sont d'une autre génération et elles ne sont pas la meilleure voie pour accéder au développement durable. De plus l'essence utilisée n'est pas produite au Bénin et n'est d'ailleurs pas une ressource non renouvelable. C'est dans ce sens qu'il faut penser investir dans la recherche pour une innovation de moto de nouvelle technologie; des motos qui fonctionneraient à énergie solaire.

En entendant le déficit ou la croissance zéro, n'est-ce pas un équilibre de croissance que le gouvernement doit rechercher ? C'est dans ce sens que Tévoédjrè propose que le gouvernement initie des réformes structurelles et sectorielles susceptibles de maintenir la croissance économique à un taux élevé et de façon durable, s'attachant à créer des conditions favorables pour l'organisation des communautés de base en vue de leur auto-promotion pour la jouissance d'un minimum social commun. La moto ou mieux encore le métier (l'emploi) de Zemidjan dans ce cas semble être un élément

important de ce minimum social commun. C'est ainsi que nous affirmons qu'au niveau communicationnel, il faudrait une mise en œuvre de cette stratégie qui s'appuierait sur deux concepts à savoir : 1) le minimum social commun ; et le développement des Unités Communautaires de Développement qui constituent le socle du développement durable dans les pays en voie de développement comme le Bénin.

Le minimum social commun deviendrait alors un enjeu au cœur du DD en République du Bénin. Par ailleurs, ce minimum social commun au plan économique est l'ensemble des biens et services nécessaires à une communauté de personnes en vue d'assumer son existence et de participer pleinement au développement humain. Au stade actuel de nos recherches, ce concept se limite aux cinq composantes essentielles suivantes :

- La sécurité alimentaire ;
- L'éducation de base ;
- L'accès au service des soins de santé primaire ;
- Le développement de la capacité à générer des richesses ;
- Le désenclavement.

À ces éléments, les populations ont ajouté pour un développement durable :

- Le partage : en effet, les visions de ces populations en faveur du développement durable demandent de promouvoir «des modes de production»⁷⁷⁶ et de « consommation plus durables ». ⁷⁷⁷ Pour eux donc il convient pour cela de briser

⁷⁷⁶ Jacques Serieys, les modes de production : un outil théorique du matérialisme historique pour éclairer le passé. Récupéré de <http://www.gauchemip.org/spip.php?article2794> consulté le 12 Janvier 2015

⁷⁷⁷ <http://www.infoconsommation.ca/eic/site/032.nsf/fra/00067.html> consulté le 16 Juin 2013

le lien entre « la croissance économique »⁷⁷⁸ et la dégradation de l'environnement, et de tenir compte de ce que « les écosystèmes »⁷⁷⁹ peuvent supporter, notamment en terme d'extraction de « ressources naturelles »⁷⁸⁰ par rapport au capital naturel disponible et en terme de déchets ou de pollution.

- La santé
- Le terrain (une parcelle ou encore une maison familiale)
- Le travail ou l'emploi.
- La justice équitable
- Une famille

Ainsi, selon nos acteurs, le minimum social doit également se complexifier au fur et à mesure avec ces éléments que sont : le travail et l'emploi, le partage des ressources matérielles et immatérielles, le droit à une justice équitable (la justice pour tous) et à un mariage (foyer) ou mieux à une famille (avec le droit d'avoir une progéniture).

Mais il ne faudrait pas oublier l'économie. Au plan purement économique les résultats sur le terrain nous permettent de constater qu'il se dégage au Bénin une vision de développement durable qui nous suggère les orientations et les actions stratégiques pour relever des objectifs induits à savoir : améliorer l'environnement macro-économique à travers des réformes hardies dans les domaines des finances publiques pour en faire un véritable instrument d'incitation. Il faut alors une lutte acharnée contre

⁷⁷⁸ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Croissance.htm> consulté le 17 Mai 2011.

⁷⁷⁹ <http://www.futura-sciences.com/magazines/environnement/infos/dico/d/environnement-ecosysteme-135/e> consulté le 17 Mai 2011.

⁷⁸⁰ <http://www.rncan.gc.ca/publications/faits-saillants/16014> consulté le 17 Mai 2011.

la corruption et pour le partage équitable des ressources et des richesses. Comme le disaient André Patrick TCHISSAMBOU & Consensus Citoyen, « cet instrument permettra de mobiliser des ressources pour financer le développement et assurer l'insertion dans le mouvement sous-régional d'intégration économique. Les efforts sont faits pour assurer la densification du secteur bancaire »⁷⁸¹ ; c'est d'ailleurs l'une des conclusions à laquelle ont abouti les auteurs d'un document intitulé : Plan de Développement de l'Infrastructure d'Information et de la Communication du Bénin⁷⁸²

Selon ce document que nous avons également cité dans notre revue de littérature - et auquel la grande partie des personnes interrogées au troisième focus groupes ont fait allusion - pour parvenir au développement durable au plan économique, il convient de :

- « consolider la croissance économique grâce aux actions devant contribuer à assurer la compétitivité des secteurs économiques et la diversification de la production. La transformation agro-industrielle, la mobilisation des Béninois de l'extérieur, la production du secteur privé, le développement du tourisme durable, la valorisation des avantages comparatifs avec la mise en place d'infrastructures de communication performantes et la dynamisation de la production minière seront judicieusement exploités pour insuffler une véritable dynamique aux secteurs à fort potentiel de croissance et pour impliquer davantage tous les groupes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes à la production nationale »⁷⁸³ ;

⁷⁸¹http://www.changerlecongo.com/index.php?Option=com_content&task=view&id=74&Itemid=73
Stratégie opérationnelle d'actions économiques et sociales, consulté en Août 2013.

⁷⁸² – 2000 à 2004- (Extraits) document élaboré avec le concours de la CEA et du CRDI-Canada, Septembre 2000.

⁷⁸³http://www.changerlecongo.com/index.php?Option=com_content&task=view&id=74&Itemid=73
Stratégie opérationnelle d'actions économiques et sociales, consulté en Août 2013.

- « développer le capital humain qui est le capital le plus précieux dont dispose toute nation. La réalisation de cet objectif passe par une meilleure résolution des questions de population, de santé, de logement, d'environnement et surtout de formation pour bâtir une armée de combat économique. La promotion de l'alphabétisation et la démocratisation de l'enseignement technique et professionnel, l'amélioration du cadre de vie et la santé sont les piliers sur lesquels doit s'appuyer le développement humain »⁷⁸⁴;
- « renforcer la bonne gouvernance par l'instauration d'un environnement juridique, réglementaire et institutionnel propre à promouvoir une meilleure gestion des affaires publiques et le développement des activités économiques »⁷⁸⁵

En plus de ces éléments pris en compte dans le minimum social commun et le DD, il y a aussi des éléments culturels qui selon l'analyse des messages issues des données recueillies, fait partie des éléments importants de durabilité.

9.7 Un troisième ensemble d'éléments culturels et identitaires.

Notre recherche nous a conduits à la prise en considération de certains éléments identitaires, mais aussi à la vulgarisation de tous les enjeux environnementaux à travers les nouvelles technologies. Les éléments spatiaux et temporels sont certes importants,

⁷⁸⁴ http://www.changerlecongo.com/index.php?Option=com_content&task=view&id=74&Itemid=73
chissambou André Patrick & Consensus Citoyen Stratégie opérationnelle d'actions économique et sociales, date

⁷⁸⁵ <http://www.reseauafricanet.org/anais/references/doc100.html> Document élaboré avec le concours de la CEA et du CRDI-Canada en Septembre 2000 et intitulé « Plan de développement de l'infrastructure d'information et de communication du Bénin - 2000-2004 - (Extraits) » date

mais bien d'autres encore qui restent à vulgariser si l'on considère les communications faites autour de l'initiative ABE.

Ainsi, selon nos personnes interrogées, les nations aujourd'hui dites économiquement sous-développées ne peuvent pas se permettre d'adopter ce même concept de développement durable - tel qu'il est défini actuellement par les pays du Nord - au détriment de leur propre histoire. Il faudra qu'elles pensent à leur adaptation en face des nouveaux défis environnementaux qui sont incontournables et certes pressants pour l'univers entier. Car, s'il est vrai que tous les pays envisagent une certaine durabilité dans leur développement, il est aussi vrai que tous ne sont pas aux mêmes niveaux. Les bases de ce développement sont très larges et divergentes. Par exemple, pour les scientifiques du Bénin⁷⁸⁶, à la suite des propositions entourant le NEPAD, tout développement durable doit viser l'amélioration des infrastructures physiques et la mise en œuvre de réformes majeures à travers de grands projets que sont :

- L'accès au capital foncier (un capital humain ou non humain comme le terrain ou l'espace) ;
- L'accès aux services financiers (comme le prêt, les subventions ou le crédit) ;
- L'accès à une justice équitable pour tous;
- L'accès aux marchés;⁷⁸⁷
- L'accès à la santé, à l'instruction et à l'éducation;

⁷⁸⁶ <http://www.presseafricaine.info/article-20455871.html> consulté le 20 Septembre 2014.

⁷⁸⁷ Au libre marché, mais à l'abri des méfaits de la mondialisation ou de la globalisation ; c'est-à-dire la protection des plus vulnérables sur le marché commercial.

- Le partage qui loin d'être une aumône devient dans le cas du développement durable, une obligation morale. Il faut également se rappeler que cette solidarité au cœur du partage est indispensable pour le développement durable; car le partage crée et multiplie la richesse selon Oyono.⁷⁸⁸ Cet aspect du Partage comme multiplicateur de richesses apparaît de nos jours en Occident et surtout en Amérique du Nord (Canada États-Unis surtout) à travers l'apparition de nouveaux systèmes économiques comme : Taxi Uber⁷⁸⁹ ou les nouvelles façons de locations de maisons pour des touristes.⁷⁹⁰
- La famille, c'est-à-dire un mariage béni par une fécondité responsable.

La définition du concept de communication pour le développement durable semble alors imposer dans la mentalité des personnes interrogées une certaine stabilité, une assurance et un changement de mentalité et donc une éducation ; toute sorte de concepts constituant un prérequis et une évidence dans les pays dits développés. Cependant dans la culture béninoise, les notions de temps et de l'espace dans le contexte de développement durable semblent déjà une évidence. Car, dans cette culture selon les personnes interrogées, on ne vit que pour sa progéniture et la solidarité est un devoir et non une charité facultative. Nombreuses sont les personnes qui ont cité en exemple le fait de devoir acheter très tôt une parcelle de terrain, d'y construire une maison et de la garantir pour sa progéniture. Souvent la valeur de ces maisons approche le prix du sang, tant ces personnes ont souffert pour les construire. Les personnes interrogées proposent que le gouvernement fasse du fait d'avoir une maison, une obligation et un droit

⁷⁸⁸ Un texte de Oyono sur « le développement durable, un enjeu pour l'industrie » récupéré de <http://www.vl.agora21.org/entreprise/these-Nlourdel-02.pdf> consulté le 14 Janvier 2015.

⁷⁸⁹ www.uber.com

⁷⁹⁰ À travers des sites comme ceux de Airbnb, Homelidays ou Windu. Cette façon de fonctionner comme Uber Taxi fait de la concurrence parfois déloyale mais profite aux usagers de la classe moyenne.

constitutionnels. Ainsi le Béninois semble vivre pour le futur, sa priorité est de laisser un héritage aussi bien matériel, humain que spirituel à sa progéniture.

Cette notion de la collectivité et de la famille nous amène à supposer que la dimension spatiale est également un prérequis, car tout le monde au Bénin appartient presque à la même famille et conçoit qu'il faut être solidaire et partager. C'est pourquoi, nous constatons que l'étude des différentes communications entourant cette initiative conduit à la mise en forme d'une stratégie de communication pour un développement durable spécifique au Bénin ou en Afrique subsaharienne avec des acteurs civils et politiques très conscients de l'enjeu temporel et spatial, mais aussi et surtout de la solidarité et du partage au cœur du développement durable au pays.

Selon nos recherches théoriques⁷⁹¹ testées sur le terrain⁷⁹², et selon Iroko⁷⁹³, le Béninois a déjà un respect pour la nature ; il dit souvent que la terre est sacrée ; dans la plupart des régions, les espaces cultivables sont délimités et les espaces verts non cultivables au Bénin sont appelés des forêts sacrées et nul n'a le droit d'y toucher au risque de perdre sa vie.

9.7.1. L'emploi

L'un des éléments qui se dégage de cet ensemble spécifique est le droit à l'emploi comme élément de développement durable

Selon les personnes interrogées. Il semble même avoir un consensus autour de cet élément-là. Plusieurs ont fait recours à l'adage qui dit que c'est l'emploi qui fait

⁷⁹¹ Cf Doguissimi de Hazoumé Paul et les écrits du Professeur historien Iroko Félix.

⁷⁹² Nous aurons l'occasion de vérifier si cette tradition se perpétue à travers la nouvelle génération.

⁷⁹³ « La Côte des esclaves et la traite atlantique. Les faits et le jugement de l'histoire ». Janvier 2003. Edition : Nouvelle Presse Publications. P 207

l'Homme. Ces personnes ont identifié l'emploi comme essentiel et primordial. Il semble que malgré toutes les richesses du monde si la grande partie d'une population n'est pas au travail, ce pays ne pourra jamais embrasser le développement durable. Qui dit développement durable dit alors - une population au travail et à l'emploi. On comprend alors pourquoi les Zemidjan tiennent à leur emploi, métier qui donne sens à leur vie. Pour les amener à changer, il faudrait leur en proposer d'autres. Le consensus se fait également sur ce point. Toutefois ce consensus devrait être lié, en outre à une nouvelle éthique du travail en situation de crise politique prolongée. Toutes les forces vives de la Nation sont alors appelées à se prononcer ou à s'engager pour que cette population se mette au travail et que tous les citoyens aient un emploi digne. Il ne devrait pas y avoir de neutralité encore moins d'opposition sur ce sujet. À cet égard, la notion de neutralité mérite un examen approfondi, mais les personnes interrogées pensent que c'est la solidarité même au cœur de la recherche du travail, plutôt que la neutralité, qui devrait être le principe directeur. Il s'agit dans ce cas d'un appel à un meilleur consensus au cœur de toute l'éducation.

9.7.2 L'éducation

L'autre élément spécifique au développement durable défini par les populations interrogées est l'éducation. En effet, l'éducation serait au développement durable ce que le cœur est pour la survie de tout être humain.

Une des fonctions de la communication, faisant suite à celle de l'information, est l'éducation allant de la sensibilisation du grand public jusqu'à la formation dans l'enseignement, afin de changer les pratiques et ainsi la société. L'éducation passe par la compréhension des enjeux et la possibilité d'agir à chaque niveau de la société selon ses facultés propres.

Nous proposons que des actions sur l'éducation soient intégrées dans « les stratégies nationales de développement durable »⁷⁹⁴ du Bénin, de telle sorte que l'éducation au développement durable puisse être intégrée dans les enseignements⁷⁹⁵.

Les personnes interrogées ont proposé que le ministère de l'Education Nationale puisse développer avec l'aide des experts locaux des méthodes d'éducation utilisant les techniques de l'information et de la communication pour l'éducation.

Il faut alors favoriser l'adhésion et la mobilisation des citoyens à chaque étape du développement durable afin de faire changer la société et d'accéder à une économie verte et équitable. Au Bénin nous pensons que, comme en France par exemple, il va falloir mettre en place un groupe de travail national de concertation pour l'éducation à l'environnement et au développement durable qui assure la collaboration avec l'UNESCO. Cette institution cherche à assurer les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour 2014 qui ont été mis en place en 2005, pour l'éducation en vue du développement durable.

Il n'est pourtant pas possible, selon nos recherches, d'affirmer que le Bénin dispose d'un modèle facilement exportable. Encore faudrait-il qu'il faille en créer. D'autre part, comme le soulignait l'Unesco lors du sommet de la Terre de Johannesburg en 2002 dans l'aide au développement, il est nécessaire de tenir compte des spécificités culturelles des pays aidés.⁷⁹⁶

⁷⁹⁴ http://www.ifdd.francophonie.org/docs/SNDD/SNDD_guide_8.pdf consulté le 17 octobre 2011.

⁷⁹⁵ http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=85723 consulté le 17 Octobre 2011

⁷⁹⁶ Diversité culturelle et biodiversité pour un développement durable [archive], consulté le 4 septembre

9.7.3 La santé

Mais l'éducation ne va pas sans la Santé, autre élément de ce développement durable. Nous pouvons réaffirmer qu'en lien avec ce que nous avons remarqué lors de nos enquêtes, les populations interrogées ont mis l'accent sur la bonne santé physique, morale, intellectuelle et spirituelle comme élément crucial de développement durable. Quant aux activités à réaliser en santé publique, ces populations recommandent l'adoption ou le renforcement au niveau des communes et des autres collectivités locales des « stratégies d'appui » qui mettent « l'accent sur la participation plutôt que sur l'assistance et qui créent un environnement favorable à la santé » ⁷⁹⁷

9.7.4 Consensus et partage comme outils de développement durable⁷⁹⁸

Nos analyses nous ont aussi prouvé qu'il y a un autre élément déterminant dans le processus du développement durable qui est le consensus Social. En République du Bénin le consensus qui consiste à recueillir l'assentiment de toutes les forces vives de la Nation sur des questions d'importance capitale a toujours été un vecteur de progrès. C'est grâce à ce consensus qui a permis de regrouper toutes les classes significatives de la société lors de la conférence nationale des forces vives de la nation en 1989⁷⁹⁹ que

⁷⁹⁷ <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/action6.htm> consulté le 22 Décembre 2014.

⁷⁹⁸ Duffield Mark, 1994, « Les situations d'urgence complexes et la crise du développementaliste » Paru dans IDS Bulletin: Linking Relief and Development, Vol. 25, no 3, octobre 1994 School of Public Policy, The University of Birmingham

⁷⁹⁹ http://www.racontemoilindépendance.org/Raconte_Moi_lindépendance/l_unite_-_du_dahomey_au_benin.html consulté le 14 Avril 2013

le pays a pu passer d'un régime de dictature à un régime de démocratie sans effusion de sang.⁸⁰⁰ Au cœur de nos analyses sur l'initiative ABE, nous pensons avoir décelé des différents enjeux, comme le consensus. Toutefois, nous comprenons que ce consensus ne peut s'accommoder à des compromissions.

Cet état de fait amène à une révision nécessaire des modèles utilisés jusqu'à présent en Afrique dans un certain nombre de domaines liés au développement. Cette notion de consensus qui fait l'objet⁸⁰¹ d'une communication importante n'est pas toujours suivie d'actions concrètes.

Ainsi, par rapport à cette question de consensus, il est plus réaliste d'envisager non pas une reprise discutable du développement durable, mais plutôt la poursuite de l'évolution et du renforcement de la structure d'accommodation.

Enfin, comme élément nouveau, nous pouvons dire que contrairement à la mentalité capitaliste, le crédit en République du Bénin n'est pas une valeur, mais plutôt une faiblesse et un handicap. Par ailleurs, les populations interrogées à Cotonou sont conscientes de ce qui se passe ailleurs et de l'injustice qu'il y a à leur imposer des sacrifices afin d'atteindre le DD. Elles auraient aimé qu'il y ait par exemple un principe juste de pollueur/payeur.

⁸⁰⁰ Le premier défi du comité dirigé par Dossou Robert est d'arriver à faire venir le délégué. Ceci n'est pas évident vu la psychose qui existait dans le pays en ce temps. Minutieusement, le comité préparatoire a convoqué les délégués des ONG, des mouvements politiques, des associations de développement, les personnalités dont les anciens présidents, les Béninois de l'extérieur, les structures administratives, les confessions religieuses... En moins de deux mois, le comité a abattu un travail immense et raffiné qui a commencé à faire même des émules, mais aussi à susciter des craintes à l'extérieur. Le 14 janvier 1990, le comité préparatoire est reçu en audience à Lomé par le président togolais Gnassingbé Eyadema. Après avoir écouté religieusement la présentation des missions, le timonier togolais demande à un membre de la délégation : « Et Mathieu a accepté tout ça? ». Une interrogation qui a posteriori en dit long sur les sentiments du dictateur togolais et la résistance farouche qu'il va opposer à ses opposants. La suite est connue.

⁸⁰¹ Dans les pays développés comme le Canada.

Selon les personnes interrogées, il faudrait alors que les gouvernements des pays en voie de développement fassent la promotion des « marchés publics »⁸⁰² écologiques qu'ils définissent avec les parties concernées, les conducteurs de Zemidjan par exemple, les objectifs de performance environnementale et sociale des produits, accroissent la diffusion des innovations environnementales et des techniques écologiques, et développent l'information et l'étiquetage appropriés des produits et services.⁸⁰³

Tout en présentant des limites au concept de DD, les personnes interrogées ont également identifié des éléments spécifiques pouvant entrer dans sa redéfinition.

9.8 Les éléments spirituels au cœur des nouveaux éléments.

Les nouveaux éléments retenus dans cette thèse se retrouvent aussi au niveau spirituel

L'Église catholique a une vision spécifique et multidimensionnelle du développement. C'est ce qui explique son engagement pluridimensionnel au service du développement dans les pays en voie de développement comme le Bénin. Ainsi selon les documents consultés sur place dans ce sens, l'Église a initié des activités éducatives pour former des acteurs du développement ; mener des actions sociales dont le but est d'aider les pauvres et de leur permettre de vivre dignement et décemment ; jouer le rôle de médiation visant à rétablir la paix et le bon ordre dans la société en période de crise sociale.

⁸⁰² In http://fr.wikipedia.org/wiki/Marchés_publics

⁸⁰³ http://europa.eu/legislation_summaries/environment/sustainable_development/128117_fr.htm
Stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable, synthèse consulté le 08 Juillet 2013.

Toutefois, plusieurs personnes dans le but de renforcer ces différentes actions, au troisième focus groupes ont fait des suggestions concrètes à l'Église, afin qu'elle puisse contribuer plus activement à l'avènement d'une ère prospère pour chacun et pour tous.

Une écologie intégrale à la Lumière de L'Encyclique a paraître facilitera l'harmonisation du développement durable et de la Liberté de religion et de conscience.

L'orientation donnée à notre thèse est donc le refus de tout pessimisme et de tout désespoir face aux difficultés que connaît actuellement le Sud dans sa marche sur la voie du développement durable. Comme le disait un intervenant dans sa réponse :

L'Église demeure pour notre pays un puissant moteur de ce changement possible. Les chrétiens ont été proclamés sel de la terre, lumière du monde, et levain dans la pâte par le Christ lui-même. Et l'auteur de la lettre à Diognète ajoute que les chrétiens sont dans le monde ce que l'âme est dans le corps, c'est-à-dire un principe de vie, d'épanouissement et de croissance⁸⁰⁴.

Les autres éléments qui apparaissent vont dans le sens où l'Afrique est riche, mais n'utilisent pas ses potentialités. Il semble que le continent n'exploite pas ses nombreuses riches potentialités et n'a pas su tirer les leçons des modèles sociopolitiques expérimentés à travers le monde. Si elle était consciente de cette richesse, elle n'aurait rien à envier à l'occident. En effet, c'est une vérité de lapalissade de dire que l'Afrique est un continent riche, tant elle regorge de ressources naturelles. Même si celles-ci ne sont pas inépuisables, l'Afrique est encore riche de ses terres en grande partie

⁸⁰⁴ Paul VI, (1963) Décret sur l'activité missionnaire de l'Église Ad Gentes. Récupérer de http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decree_19651207_ad-gentes_fr.html consulté le 25 Juillet 2014.

cultivables et de ses ressources humaines. Et pourtant, elle peine à se développer - c'est le moins que l'on puisse dire.

En plus, les résultats de nos recherches contrairement à notre deuxième hypothèse, nous amènent à constater qu'au lieu de tirer leçon des succès et des échecs des modèles de développement qui ont été expérimentés de par le monde, les pays africains comme le Bénin continuent de s'engluer dans ses politiques stériles. Suite à cette synthèse sur les éléments nouveaux, il serait pertinent de redéfinir la communication pour le DD au niveau régional africain par-delà les niveaux sous-régionaux, national et local.

9.9 Essai de redéfinition du Développement Durable

Nos enquêtes nous révèlent que les Zemidjan ne mesurent pas les impacts de la pollution issue de leurs motos sur la population même s'ils voient la fumée et ses effets négatifs sur leur propre santé. .

Il devient alors pertinent de saisir l'usage de ce mode de déplacement comme s'insérant dans un environnement cognitif constitué d'un réseau de ressources organisationnelles structurantes. Et pour paraphraser Serge Proulx « On pourrait alors définir cet environnement cognitif comme le réseau d'agents cognitifs humains et non-humains dans lequel l'usage se structure. Les pratiques liées à cet usage constituent en elles-mêmes la force structurante du réseau »⁸⁰⁵.

Au sein de ce mode de transport, il y a plusieurs réseaux :

⁸⁰⁵ Proulx S., 2006, «Pour comprendre l'usage des objets communicationnels, (re)penser le constructivisme Signe, culture et lien social à l'ère des réseaux», Degrés, no. 126-127, Bruxelles, p. B1-B18.

- Les conducteurs professionnels, amateurs et occasionnels de taxis-motos,
- les vendeurs d'essence frelatée,
- les premiers propriétaires des motos,
- les syndicats des taxis-motos et une partie de la population d'une part
- Et d'autres parts les constructeurs de nouvelles motos à Quatre Temps,
- Le gouvernement,
- Les propriétaires des stations d'essence et quelques environnementalistes.

Ces différents groupes s'affrontent. Au milieu d'eux il y a la population de Cotonou, et la ville de Cotonou. Ainsi, comme le dit Proulx (2007), « cet artefact informationnel peut être décrit comme un objet communicationnel, c'est-à-dire un dispositif qui induit des possibilités de communication pratique du seul fait de sa présence dans l'environnement cognitif (défini comme réseau d'actants cognitifs). »⁸⁰⁶ L'ensemble des stratégies retenues pour l'établissement de la communication pour le DD devra alors permettre, entre autres, de mieux gérer l'environnement et le cadre de vie des populations⁸⁰⁷; de moderniser l'administration publique; d'assurer l'efficacité et la transparence du système judiciaire; de constituer une société civile forte et dynamique⁸⁰⁸; d'élaborer des programmes de développement pour chacune des régions

⁸⁰⁶ Proulx S., 2007, «L'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social», TICE: l'usage en travaux, numéro hors-série, les dossiers de l'ingénierie éducative Centre national de documentation pédagogique, Paris, hors-série, p. 53-60

⁸⁰⁷ http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/DGUHC_Envvt.pdf consulté le 19 Avril 2011.

⁸⁰⁸ <http://www.memoireonline.com/02/09/1928/Du-role-de-la-societe-civile-pour-une-consolidation-de-la-democratie-participative-au-Senegal.html>. Deme Mamadou Hady du rôle de la société civile pour une consolidation de la démocratie participative au Sénégal Université Gaston Berger de Saint-Louis - Maitrise 2008. Consulté le 27 Mars 2012.

du pays⁸⁰⁹; d'analyser surtout et de promouvoir les éléments de DD au cœur des messages. Nos enquêtes nous permettent également de faire remarquer qu'il y a un certain nombre de domaines prioritaires qui se dégagent pour une piste du DD. Ces domaines prioritaires au plan national de développement économique et social constitueraient le socle de développement socio-économique du Bénin pour les années à venir. Ils peuvent permettre aussi d'atteindre le DD dans le cadre de Kyoto. Ces domaines se répartissent comme suit :

- Le secteur privé ;
- L'éducation et la formation professionnelle ;
- Les infrastructures de base ;
- La santé ; la bonne gouvernance ;
- Le secteur rural ;
- Les télécommunications;
- La justice et le partage.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans certains secteurs et sous-secteurs prioritaires aiderait dans l'atteinte des objectifs majeurs de développement. Il s'agit du secteur privé, du tourisme durable, de l'éducation et de la formation, de la santé et de la bonne gouvernance.

Ces domaines prioritaires définis par les personnes interrogées montrent que les préoccupations de ces dernières ne sont pas les mêmes que celles des pays développés.

⁸⁰⁹ http://www.ifdd.francophonie.org/docs/SNDD/SNDD_guide_8.pdf. Consulté le 10 Septembre 2009.

La CDD au regard de nos analyses devrait alors prendre en compte les préoccupations des pays en question. En effet, si on regarde les priorités définies par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et publier en 1951 sur le premier rapport sur l'état de l'environnement dans le monde, on remarque qu'il y a une grande différence. Ainsi, ce fût certes un rapport précurseur dans sa recherche de réconciliation entre économie et écologie, mais l'accent était encore mis sur la logique de la loi du marché, c'est-à-dire de l'offre et de la demande. Encore une fois on tentait en Occident de réconcilier l'écologie à l'économie alors qu'en Afrique, on veut réconcilier l'économie au social et à la nature. De plus, les préoccupations humaines et le bien-être des sociétés sont mis en avant.

Pendant plusieurs années, les développementalistes se sont posés la question de savoir comment on pourra réconcilier le développement durable et le développement économique. Il est légitime de se demander comment concilier au juste ce qui semble antagoniste. Il nous apparaît alors que sous le même vocable de Communication pour le Développement Durable, plusieurs combats et débats se mènent et que l'important sera d'abord de définir chaque terme, de l'expliquer et d'informer les populations de chaque pays ou nation, de présenter les enjeux du développement durable afin de les laisser choisir les combats qu'elles veulent mener et les sacrifices auxquels chaque Nation veut consentir.

Par rapport à tout ce qui précède, nous pouvons affirmer que les populations du Bénin ont déterminé des limites à ce concept de développement durable tel qu'il est présenté dans le rapport Brundtland et par certains chercheurs en Occident. Sur la question de Communication, de Développement et de Développement Durable proprement dit, nous pouvons affirmer que plusieurs possibilités s'offrent au pays en développement puisque les différentes personnes interrogées ont suggéré un certain nombre de points pertinents à avancer au plan communicationnel.

Ainsi, pour les personnes interrogées lors de nos enquêtes, un pays en développement comme le Bénin est d'autant plus concerné par les enjeux du développement durable dans la mesure où son économie est fondamentalement basée sur ses ressources naturelles et l'agriculture. Sachant que ces ressources ne sont pas forcément renouvelables ou qu'elles doivent au moins être appréhendées avec prudence, l'économie béninoise risque d'être sur la corde raide dans les décennies à venir si elle ne décide pas de prendre les mesures nécessaires pour protéger son environnement.

Nos recherches nous ont permis de nous rendre compte que le terme de développement durable n'est pas nouveau chez les Béninois et qu'il n'est pas isolé dans l'ensemble des vocables des populations interrogées. Au lieu d'être un mot, il est d'abord une réalité conçue et vécue par la population interrogée. Il est aussi un projet, un idéal asymptotique. Cependant « la recherche d'un équilibre entre protection de l'environnement et développement économique et social a été depuis longtemps au centre des préoccupations et des réflexions des populations »⁸¹⁰ et du Bénin en particulier. Ils conçoivent la même réalité, mais l'expriment différemment.

Toutefois, que l'occident disait à travers ses penseurs développementalistes, les peuples du Sud, comme le Bénin, auraient pensé et intégré la réalité du développement durable dans leur mentalité. Certes, pour eux aussi, « le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins » (rapport Brundtland, 1987), mais pour ces populations du Sud qui n'ont de sens et d'existence que dans leur progéniture, cette réalité n'est pas nouvelle et est moins pertinente.

Pour les populations interrogées également et comme l'avance Passet, le concept de développement durable, « souligne le risque de perturbation des grands mécanismes

⁸¹⁰ <http://www.vedura.fr/environnement> consulté le 15 Février 2013

régulateurs de la planète. »⁸¹¹ Et il fait appel avec Vivien à un « Développement soucieux de transmettre un patrimoine humain et environnemental, auto-réflexif et mesuré, fondé sur l'équité et la responsabilité. »⁸¹² Cette réalité soulignée par les penseurs du Nord comme le Temps, au cœur du développement durable n'est pas pertinente pour les gens du Sud. En effet, ces populations du Bénin ont leur propre vision du développement durable et le temps ne se mesure pas de la même façon, ces populations prennent le temps comme une éternité puisqu'elles vivent ou revivent à jamais par leur progéniture.

Une de nos hypothèses de départ ne se trouve pas confirmée, car on n'a vraiment pas besoin de préparer les populations du Bénin à s'adapter à une nouvelle vision du développement durable. Il faudrait plutôt voir comment ils conçoivent cette notion du temps et c'est seulement après cela qu'ensemble avec elles, on pourrait les préparer à s'adapter aux nouvelles réalités du temps au cœur de DD. Si la notion du Temps paraît importante dans la définition du développement durable elle est aussi présente dans la mentalité béninoise. Dans cette culture on affirme que c'est l'enfant et les générations futures qui entretiennent le feu de l'espoir et de la vie.⁸¹³ D'où les expressions Fon « Vidolé »⁸¹⁴ ou « Vi dé Kon on Zo ku na ci o »⁸¹⁵

Nous avons ainsi remarqué qu'il y a un équilibre à faire entre les besoins de motos et le type de moto, entre l'équilibre environnemental et les propositions de nouvelles motos. Il y a donc quelque part un équilibre à rechercher. C'est ainsi que se vérifient les propos de Dosou Yovo Noël et ceux de Lachapelle lorsqu'ils disent presque dans

⁸¹¹ Passet, op cit 1995:44

⁸¹² Vivien, op cit 2004 :26

⁸¹³ « Vi De kon on zo non tchi a » ce qui veut dire si l'enfant est là, le feu ne s'éteindra jamais.

⁸¹⁴ Avoir un enfant est un gain.

⁸¹⁵ Lorsqu'il y a un enfant dans la maison, le feu ne s'éteint jamais.

les mêmes termes que : « ...pour les communicateurs, il faudra désormais considérer le développement durable comme un élément essentiel des politiques publiques »⁸¹⁶

Or, au cœur de cette controverse cet équilibre semble difficile à obtenir. Et c'est même juste de dire que sur le terrain le gouvernement, les vendeurs et constructeurs de nouvelles motos (Djenana) de même que les propriétaires des nouvelles motos qui les sous-louent aux Zemidjan poursuivent pour la plupart un intérêt financier et non une logique de protection environnementale. L'équilibre serait difficile à obtenir dans ce cas si les parties restaient sur leurs positions et surtout si les raisons ou les discours de certaines personnes présentes dans la controverse comme les constructeurs de nouvelles motos restent ambigus et inaudibles sur les places publiques.

Il serait fort intéressant que dans la logique du développement durable, la place accordée à l'environnement soit bien précisée par les différents acteurs présents dans la controverse. Comme le disait l'un des intervenants au troisième focus groupes, « le concept du développement est complexe, c'est-à-dire délicat, à cause des multiples enjeux parfois inconciliables immédiatement et multi dimensionnel à cause des rapports conflictuels qui existent parfois entre l'Homme et la nature qui y sont inclus ⁸¹⁷ ». Toutefois, il faut dire que les trois enjeux du DD deviennent, aux regards de la controverse ABE, de plus en plus difficiles à coordonner vu la multiplication des intervenants. En effet, chaque réseau s'organise avec ou sans influence diverse pour faire passer ses intérêts. Les différents gouvernements et leurs politiques internes (entreprises locales et la recherche des marchés) veulent respecter Kyoto sans pour autant décevoir leur partenaire comme les constructeurs des nouvelles motos; ils veulent satisfaire la population qui souffre de maladies chroniques dues à la fumée et

⁸¹⁶ Lachapelle, op cit 2007:78

⁸¹⁷ Dussouy G., (2001), «Quelle géopolitique au XXI^e siècle ?» Un document produit en version numérique par Mme Bergeron Marcelle, bénévole Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec et collaboratrice bénévole.

ils ne veulent pas nécessairement engager une lutte ouverte contre les Zemidjan. Les Zemidjan ne veulent pas perdre leurs motos, encore moins accepter de s'engager dans une nouvelle politique de changement de technologie qui n'a pas encore fait ses preuves. D'un autre côté, les organisations de la gouvernance globale veulent renforcer les « politiques universelles ». Enfin, la société civile et l'ABE ont de leur côté, leur préoccupation précise à l'égard des « biens publics ». Nous retenons également que cette population, en parlant de DD, fait recours à la responsabilité et à la justice. Pour elle, il faudra concilier les enjeux économiques, sociaux et environnementaux au cœur du DD. Mais il faudrait hiérarchiser et mettre d'abord la société, c'est à dire le social et non l'économie, en tête des priorités.

Dans le domaine du développement durable, la communication constitue le quatrième pilier. Le développement a pour objectif de définir des schémas viables qui concilient les trois piliers (économique, social et écologique) des activités humaines et de trouver un équilibre cohérent et viable entre ces trois enjeux. Le développement durable est d'abord un échange, une mise en relations. La communication y a donc un rôle décisif à jouer. Sans elle il ne pourrait pas avoir de développement durable, car elle est au cœur des relations entre les trois piliers du DD. Dès lors une prise de conscience collective à l'échelle planétaire s'impose pour que l'interférence humaine dans le système climatique, à défaut d'être annihilée, soit réduite.

Les responsables de l'ABE et le gouvernement de la République du Bénin sensibles au phénomène, à travers l'Initiative ABE en ont très tôt mesuré l'importance. La communication pour le développement durable est fondamentale dans le rôle de la diffusion de l'information et d'éducation. Nous avons fait remarquer que pour le phénomène du « greenwashing », la communication a permis de le limiter et de le réduire au maximum en demandant une auto-régulation du secteur de la publicité. Les professionnels de la communication ont créé le collectif des publicitaires éco-socio-innovant et l'association pour une communication plus responsable. Par ailleurs, ils ont

aussi cherché à créer un conseil en communication afin de lutter activement et réellement contre l'éco-blanchiment. Dans ce cadre, la communication pour le développement durable apparaît comme vraiment essentielle dans le rôle de faire diffuser l'information au sein de chaque groupe d'individus, organisations et gouvernements. Elle doit montrer les aspects positifs de s'engager dans le développement durable au niveau des retombées économiques et sociales; elle doit également montrer que c'est une responsabilité et non pas un sacrifice, afin de lutter contre ces diverses dérives.

La communication doit sensibiliser l'opinion publique au développement durable. Elle doit donc de façon globale impliquer et convaincre tous, aussi bien les particuliers que les professionnels. Ainsi, la communication pour le développement durable aura pour but de montrer les modes d'emploi et les résultats bénéfiques d'un engagement en faveur du développement durable, en utilisant des mots accessibles à tous pour permettre une réelle compréhension des enjeux par le grand public et les professionnels. Comme le dit si bien Michel Rios⁸¹⁸, la communication permet de passer « d'une logique de conformité à une logique d'innovation ». Par exemple, la communication en développement durable dans le contexte de délocalisation a pour but de sensibiliser les systèmes de transport aux incidents qu'ils peuvent créer sur la société et l'environnement, tout en veillant à ce que les besoins environnementaux et socioéconomiques soient assurés. Quels rôles donner alors à la communication pour le DD?

La CDD aura pour objectifs de promouvoir la conscience partagée sur la dégradation environnementale (monde indivisible); de faire ressortir le lien entre pauvreté et épuisement des ressources naturelles (conservation des RN); de faire voter ou de

⁸¹⁸ Michel Rios, Spécial Rapport Développement Durable, Focus, Le rapport de développement durable : quelle utilité ? Récupérer de <http://www.comite21.org/newsletters/infos21/infos-21.html?id=11> consulté le 26 Mars 2013.

vulgariser les droits sociaux et les droits environnementaux (modes de vies adaptés à la capacité planétaire); et d'œuvrer pour la rupture avec les modèles classiques (profit et exploitation). Pourquoi la communication environnementale? Elle permettra entre autres : la sensibilisation environnementale (interne/externe/croisés)

La responsabilisation (ex. les référentiels), en effet, comme le définissent les Nations Unies avec des normes comme ISO 26000, le principe de la Responsabilisation s'annonce comme le référentiel incontournable en matière de Développement Durable. Elle offre la 1ère définition partagée au niveau international du concept de Responsabilité Sociétale et un cadre pour son intégration et sa mise en œuvre.

Il ne serait pas non plus inutile que la CDD fasse la promotion de certaines normes environnementales qui tiendront compte de l'environnement et des réalités africaines et locales. Pourquoi alors communiquer à travers ces normes (ex. écolabels, auto déclarations)? Ceci permettra d'une part d'interdire l'usage des produits nocifs (à la santé et à l'environnement), de réduire la pollution de l'eau et de l'air (parcs, lacs, rivières, etc.), d'encourager la consommation responsable (ex. energystar ou café équitable de Waridel); d'autre part, ces normes permettent d'encourager le recyclage des déchets et de réduire la dégradation climatique.

Comment développer une conscience environnementale? Notamment par les moyens suivants:

- Renforcement des règles/réglementation (ex. principe de pollueur-payeur)
- Payer une taxe pour les émissions de pollution émises/ à émettre le rachat de droit de pollution (ex. marché de carbone)
- Récompenser les entreprises moins polluées (ex. qui investissent dans les NT)
- Industries invitées à diminuer leurs émissions CO2 (ex. recyclage/disposition)

- Pression des organismes de la société civile et des ONG (ex. mouvement contre les OGM)
- Education nationale et citoyenne à l'égard de l'environnement (ex. recyclage des déchets)

Pour l'atteinte de tous ces objectifs, comme nous l'avions signalé, il va falloir un consensus national.

Au regard de tout ce qui précède, nous osons dire que la communication pour le développement durable est un outil de création et de partage de richesses matérielles et immatérielles nécessaires aux besoins des générations présentes et futures. Elle est un outil facilitateur d'épanouissement et garant de sécurité, de sérénité et de paix sociale.

Cette communication comme outil de création de richesse est un instrument incitateur à la production et à la compilation des connaissances individuelles et collectives. Elle permet aux populations locales et internationales de s'adapter aux réalités présentes et à venir. Elle conduit ainsi à sonder en permanence des pistes d'action individuelle ou collective afin de rejoindre les publics cibles. C'est ainsi que cet outil qu'est la CDD appuie la diffusion de toutes informations pertinentes au DD et les rend accessibles à tous à travers des stratégies media ou hors média. La CDD veille à ce que toute diffusion de message soit suivie de sa réception et de son adoption par les récepteurs. Mais son objectif final est que toutes les richesses techniques, matérielles ou immatérielles qui sont construites doivent être appropriées et bien utilisées par les bénéficiaires locaux et universels.

9.10 Essai de redéfinition du consensus au niveau communicationnel

Plusieurs pistes et éléments de réponses sont donnés par des professionnels interrogés à Cotonou. On a retenu qu'une communication efficace suppose « démystifier » le

développement durable. Cela implique de mettre en avant les bénéfices concrets de la démarche, de dresser un constat honnête de la situation, de décrire les initiatives en montrant l'implication de celui qui parle, et surtout, de donner les « modes d'emploi ». Cela suppose aussi d'éviter quelques écueils : les grands principes, les bonnes intentions comme : « La terre c'est important pour demain » ainsi que des jargons inaccessibles au public comme : « gouvernance », « stakeholders », « PADD »... « Il n'y a pas de communication miracle, mais un travail sur la durée ». Au niveau communicationnel, on peut également noter certaines actions menées par des acteurs au cœur de cette Initiative ABE :

- La multiplicité des cadres de planification et de gouvernance au niveau national (Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté, Stratégie Nationale du Développement Durable, Orientations Stratégiques de Développement du Bénin ; le Bénin Emergent 2006-2011, etc.) ;
- L'insuffisance des ressources accordées par la Communauté Internationale pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement Durable ;
- Le non-transfert de technologies propres, etc....

Mais il faut continuer les efforts, car le CDD est un objectif asymptotique. Il s'agit d'un objectif vers lequel les populations doivent toujours tendre, mais qu'elles n'atteindront peut-être jamais. Mais c'est un idéal qui pousse vers les valeurs humaines, sociales et économiques.

Comment a-t-on concilié les besoins, importants des populations, qui souvent sont en déphasage avec la problématique du développement durable? Il faudrait associer les populations aux objectifs dès le début pour ne pas créer des a priori déjà défavorables.

Il faut les écouter et vivre avec elles. Les écouter pour comprendre le fond de leur message de développement, mais aussi vivre avec elles pour savoir la réalité de ces

messages. On comprendra alors que le mode de vie des populations est parfois en adéquation avec le développement durable. Car elles ont déjà leur conception d'un DD qui n'est pas la même que celle définie en Occident. Pour eux le DD c'est d'abord le social et non l'économie. Mais l'économie serait un stimulant et beaucoup vont y adhérer; mais au fond de leur cœur, le DD ne serait atteint que lorsque la société serait plus soudée et solidaire.

Par rapport à tout ce constat, il nous semble qu'il serait opportun de mieux orienter les actions en faveur de la communication pour le développement durable afin que son impact sur les populations soit réel. Des actions beaucoup plus concertées au cœur d'une certaine synergie sont indispensables.

Ainsi se confirme la plausibilité d'une de nos hypothèses de départ qui est que la réussite de l'atteinte d'un DD passe par la conscientisation.

En dépit des initiatives menées par l'ABE pour la promotion du développement durable au Bénin, beaucoup reste à faire, car l'effet de plus en plus croissant de la pauvreté est perceptible. Il est donc opportun que l'outil communicationnel puisse œuvrer pour transformer les modes de production et de consommation afin de les contrôler et de les orienter dans le sens du développement durable caractérisé par une aptitude à accroître la productivité et à modifier les schémas de consommation en vue de réduire au minimum le gaspillage⁸¹⁹

⁸¹⁹ http://www.memoireonline.com/07/09/2300/m_La-problematique-de-la-communication-dans-la-gouvernance-locale-au-Benin-le-cas-de-la7.html#toc12 La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savè par Moukaïla Amadou Université d'Abomey-Calavi (UAC) Bénin INJEPS, Département des Sciences et Techniques de l'Action Sociale et Culturelle - Master en Développement Communautaire 2008

9.11 En guise de suggestions

Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus par le biais de cette thèse nous amènent à formuler quelques suggestions dont la prise en considération permettrait, d'ouvrir de nouveaux horizons pour bâtir la CDD et la promouvoir.

Il s'agit pour les autorités locales de :

- Favoriser l'échange permanent avec leurs administrés par des moyens modernes et traditionnels de communication ;
- Utiliser les moyens d'information de masse pour une communication de proximité, pédagogique et civique pour impliquer et mobiliser les citoyens ;
- Faire une sensibilisation permanente des populations sur l'importance et le fonctionnement d'une collectivité locale responsable ;
- Intensifier l'effort d'alphabétisation des populations rurales pour accroître leur capacité de perception des messages éducatifs et environnementaux ;
- Privilégier la transparence en présentant clairement à leurs administrés le rôle et les moyens de la ville pour favoriser la confiance des populations et leur implication dans les affaires de la cité ;
- Eviter d'exclure des groupes sociaux : travailler avec les représentants des différentes couches tels que les têtes couronnées (les rois), les autorités religieuses, les chefs de quartiers, de villages et de villes et d'autres leaders d'opinion pour relayer régulièrement l'information ;
- Rendre plus opérationnelle la cellule de communication de la ville et de l'ABE ;

- Prendre en compte le volet communication dans les négociations financières auprès des partenaires au développement ;
- Accorder une part suffisante à la communication et à l'information dans le budget des trois paliers du gouvernement : ville, ABE et pouvoir exécutif;
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication en direction des différents acteurs de développement ;
- Explorer les différents espaces sociaux de communication (marchés, cérémonies, fêtes, etc.) en tant que lieux de relais des messages.

Il s'agit pour l'État de:

- Prendre conscience de l'importance de la communication pour le développement et encourager la communication locale ;
- Elaborer une politique de communication pour faciliter la gouvernance locale ;
- Former un personnel spécialisé en communication pour la participation ;
- Mettre en place un cadre juridique et financier permettant aux collectivités locales d'accéder aux moyens de communication de masse, aux nouvelles techniques de communication ;
- Définir les rapports devant exister entre les chefferies traditionnelles et religieuses et l'autorité locale par l'instauration d'une collaboration apaisée par l'organisation des séances de sensibilisation et d'information sur le rôle et les missions de la gouvernance locale ;

Nous ajouterons à ces propos, quelques suggestions apportées par les personnes interrogées comme solutions issues de cette initiative en vue d'un DD. Ces propositions, pour la plupart, rejoignent ce que propose l'ABE sur son site⁸²⁰ :

- La promotion des évaluations environnementales stratégiques
- La promotion des audits d'environnement
- La formation continue d'une expertise nationale dans tous les secteurs de l'évaluation environnementale
- La mise en place de mécanismes d'examen de politiques plans, programmes et projets sous un angle environnemental
- Le développement d'un partenariat entre l'ABE, la Commission Nationale de Développement Durable, le Conseil Économique et Social et la Cour Constitutionnelle pour la prise en compte de l'environnement dans les actions de développement et les décisions⁸²¹.

Il serait opportun de mieux orienter les actions en faveur du développement durable afin que l'impact positif sur les populations soit réel. Des actions beaucoup plus concertées d'une certaine synergie sont indispensables selon Moukaïla AMADOU.⁸²² En dépit des initiatives menées pour la promotion du développement durable au Bénin, beaucoup reste à faire, car l'effet de plus en plus croissant de la pauvreté est perceptible. Il est opportun d'œuvrer pour transformer ces modes de production et de

⁸²⁰ <http://www.abe.bj/spip.php?Article42>

⁸²¹ <http://www.abe.bj/spip.php?Article42>

⁸²² Moukaïla AMADOU année Université d'Abomey-Calavi (UAC) Bénin INJEPS, Département des Sciences et Techniques de l'Action Sociale et Culturelle Master en Développement Communautaire 2008.

consommation afin de les contrôler et de les orienter dans le sens du développement durable caractérisé par une aptitude à accroître la productivité et à modifier les schémas de consommation en vue de réduire au minimum le gaspillage.⁸²³

9.12. Quelques nouvelles pistes de solutions pour cette controverse

À travers ces solutions, nous ne voudrions retenir que celles qui nous conduisent à un DD. Ainsi nous pensons que :

- L'intégration des territoires, des richesses et des populations serait comme une porte de sortie à la controverse ABE.
- Il vaudrait voir comment investir dans la recherche dans le but de trouver des motos capables de maintenir l'équilibre de l'environnement. Par exemple, les motos dont les moteurs peuvent se servir de l'énergie solaire qui est une richesse renouvelable à l'infini en Afrique.
- Penser aussi à la prise de conscience de la dignité de la personne humaine. Cette prise de conscience permettra d'investir vraiment dans l'humain et de mettre de côté la logique marchande de profit et de gain.
- Pourquoi ne pas faire la primauté en ce domaine de ce qui est nécessaire et durable sur ce qui est urgent. Profitable vs conjoncturel. Le Bénin devrait penser vraiment à long terme pour régler ses problèmes.

⁸²³ La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savé. Op.cit.

- L'apport de la diaspora pour continuer la réflexion dans les pays du Nord.

La diaspora africaine doit s'unir et mettre les divisions politiciennes et claniques de côté afin de présenter dans leur pays l'adoption des réels besoins des pays en développement. Comme le disait un jeune Africain interrogé lors de nos enquêtes : l'Afrique n'a pas faim, elle a soif de Vérité, de Justice et d'Amour.

- Penser aussi à la planification des ressources intégrées.

Si l'on ne rejette pas, la logique de l'offre et de la demande, comme le propose d'ailleurs Dossou-Yovo, les Africains mourront de faim et s'étoufferont de toute sorte de fumée. Il faudrait comme il le propose, respecter les réels besoins de la population au lieu d'imaginer être le bon médecin alors qu'on est tout simplement le sorcier qui cherche à vendre des produits sans vraiment savoir le mal dont souffre le client. Cette planification des ressources intégrées devient un usage des ressources naturelles et intellectuelles en vue de répondre au besoin à long terme en ressources énergétiques. Ainsi, on pourrait bannir la logique de marché de même qu'un certain processus du libre-échange afin que la consommation des ressources soit optimisée.

- Que la recherche soit contrôlée en vue de l'atteinte de certains objectifs.

9.13. La collaboration internationale

- Avec des chercheurs dans le domaine de l'énergie verte.
- Avec la diaspora qui est une force vive de développement durable.
- Avec les leaders et les intellectuels communautaires.

Or, la CDD inclut une démocratie participative. C'est elle qui apporte une certaine éthique dans la réalisation d'un DD. En effet, les initiateurs de projets proviennent du domaine de la santé, de l'environnement, du communautaire ou du politique, voire « du nouvel urbanisme », l'objectif est semblable, la communication essaierait de mettre en place les conditions d'un DD, sur un territoire donné et parmi une diversité d'acteurs et de cultures qui partagent un milieu de vie. Cette approche éthique dans ce domaine exige que l'on tienne compte des dimensions suivantes :

- La justice sociale et l'équité ;
- L'adoption d'un concept de développement qui tient compte de la capacité de support des écosystèmes ;
- Un ancrage local et territorial ; des partenariats multiples et diversifiés ;
- Une reconnaissance des déterminants qui créent les inégalités de santé et entretiennent un clivage entre les pauvres et les riches ;
- Un engagement politique et communautaire
- Le développement durable par la création des conditions qui garantissent la paix. Car, « le capital c'est aussi la paix ».
- La « santé et qualité de vie » : les personnes, la protection de leur santé et l'amélioration de leur qualité de vie sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Les personnes ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.

- L' « équité et solidarité sociale » : les actions de développement doivent être entreprises dans un souci d'équité intra et intergénérationnelle ainsi que d'éthique et de solidarité sociales.⁸²⁴

La définition du concept de communication pour le développement durable semble imposer une certaine stabilité, une assurance et un changement de mentalité et donc une éducation ; toute sorte de concepts constituant un prérequis et une évidence dans les pays dit développés. Cependant dans la culture béninoise, les notions de temps et de l'espace dans le contexte de développement durable semblent déjà une évidence. Et les préoccupations sont ailleurs et doivent être de jour en jour découvertes et vulgarisées.

Enfin, nous endossons ici l'hypothèse de Michael PorterPorter stipule « qu'une intervention gouvernementale appropriée en matière d'environnement peut susciter des innovations qui peuvent compenser les coûts de respecter la réglementation et pousser les entreprises à reconsidérer leur processus de production »⁸²⁵. On ne peut donc pas laisser les entreprises produire à leur guise. Il faudrait à des moments donnés, une intervention responsable de l'État. Dans ce sens, nous faisons allusion à cette réflexion de la conférence des experts de transport de l'UEMOA (union économique et monétaire ouest-africaine) de 2002 qui a évoqué et identifié les solutions aux problèmes engendrés par ces deux-roues à travers trois axes :

- Réorganiser et rationaliser la profession de motos-taxis ;

⁸²⁴Loi sur le développement durable, repéré de http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/D_8_1_1/D8_1_1.html consulté le 9 Février 2013

⁸²⁵ Corinne Gendron et l'économie verte - L'hypothèse Porter, vous connaissez? «On oppose désormais l'économie brune à l'économie verte repéré de <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/344137/corrine-gendron-et-l-economie-verte-l-hypothese-porter-vous-connaissiez> consulté le 6 Mars 2013

- Améliorer et harmoniser l'environnement de la profession ;
- Réduire les effets collatéraux et promouvoir la réinsertion professionnelle des conducteurs de motos-taxis.

Mais avant tout, la communication pour le DD impose d'écouter, de réfléchir et de demeurer au milieu de la population en question

APPENDICE A

RÉFLEXION ÉPISTÉMOLOGIQUE.

SUR LE SUJET DE RECHERCHE.

Je suis l'auteur de la recherche et par conséquent je ne saurais renier mon histoire et ma propre identité. Je suis Béninois, croyant, chrétien, catholique et prêtre de cette Église catholique romaine. J'ai également la nationalité canadienne dont je suis fier. Même si lors de mes recherches sur le terrain et durant la rédaction de ma thèse, j'ai tout fait pour garder l'objectivité dans mes analyses; il se peut que quelque part, les émotions de même que des influences culturelles, spirituelles ou sociales de tous ordres aient agi ou influencé mes orientations. Ces éléments ne sont que de pures coïncidences, mais je considère ici qu'ils font maintenant partie de la recherche et lui confèrent son caractère spécifique. Cette recherche n'a pas été financée, ni par une personne physique ou morale encore moins par une quelconque institution ou organisation. Mon diocèse de Cotonou m'a laissé un peu plus de temps pour la terminer ; celui de Montréal m'a donné du travail. J'ai eu des financements⁸²⁶ de l'Université du Québec À Montréal pour la recherche sur le terrain. J'ai surtout travaillé et enseigné ici et là pour financer la grande partie de mes études doctorales, ma recherche et la rédaction de cette thèse.

⁸²⁶ Des bourses d'excellences et quelques subventions de recherches sur le terrain.

SUR LE TERRAIN DE LA RECHERCHE.

Mon terrain de recherche est le Bénin, et plus précisément la ville de Cotonou. Cette ville m'a vu grandir et j'y ai travaillé⁸²⁷ durant de longues années. Avant d'être Canadien, je suis Béninois. Pour moi donc, ce ne serait que pure justice que de faire une recherche en considérant ces raisons à la fois objectives, mais aussi émotives et affectives. Plusieurs chercheurs conviendront avec moi que l'affectivité et les émotions font aussi partie de l'objectivité d'une recherche et surtout qu'au-delà du terrain d'étude, les résultats scientifiques sont valables dans la mesure où ils seront validés et vérifiables.

Par ailleurs, le terrain de recherche est Cotonou. Cotonou est une ville du Bénin souvent difficile à situer pour certaines personnes vivant dans les pays du Nord⁸²⁸ (de l'occident) ; ainsi, bien qu'étant la capitale économique du Bénin, Cotonou n'est pas

⁸²⁷ J'ai travaillé pendant six ans comme prêtre, vicaire de paroisse, membre de cellule de communication et rédaction du journal Église de Cotonou. J'ai aussi étudié et obtenu mon diplôme de Brevet de Technicien Supérieur en Communication et Action Publicitaire à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest UUBC.

⁸²⁸ Durant toute cette thèse je vais souvent utiliser le terme « Pays du Nord » ou « Occident ». Une mise en garde s'impose pourtant pour moi. Il convient que je clarifie dès le départ cette terminologie afin d'enlever toute subtilité, contradiction ou malaise. Quand je parle des Pays du Nord, je parle de deux réalités. Soit ce sont des Pays situés géographiquement dans l'Hémisphère Nord, c'est à dire en Amérique du Nord ou en Europe. Toutefois quand je parle aussi de l'occident ou des occidentaux en opposition avec les pays du Sud, je parle, d'abord ou avant tout, des multinationales, des entreprises capitalistes ou des chercheurs souvent subventionnés par ces multinationales. Il s'agit aussi des politiciens à la solde de ces multinationales. Ce sont ces multinationales qui comme des compagnies de pétrole ou de fabrications de motos ou autres marchandises recherchent leurs propres intérêts mercantiles et imposent parfois aux Pays du Sud des visions contradictoires à leur développement durable. Des compagnies minières, pétrolières ou autres posent des gestes de destructions massives des espaces vierges en Afrique. Elles s'adonnent à des expériences parfois malheureuses ou préjudiciables à l'Afrique. Lorsque je parle donc de l'occident, je suis loin de parler des populations européennes ou des américaines qui pour la grande partie affectionnent ces pays du Sud et veulent leur développement. D'ailleurs beaucoup d'occidentaux œuvrent dans des organismes des droits de l'homme pour que la Justice et la Paix règnent partout en Afrique et dans le monde.

une ville mondialement connue, il a fallu donc que la partie descriptive de cette thèse soit plus large, exhaustive, vaste et un peu plus longue.

Je crois que cette obligation de décrire et de narrer certains phénomènes de Cotonou constitue l'une des difficultés rencontrées lors de la rédaction de cette thèse. Certes, il est important, voire crucial, pour tout chercheur de décrire les phénomènes observés. Mais le chercheur ne doit pas juste se contenter d'expliquer, mais également de prouver, d'analyser et de démontrer. Il se peut donc que la partie narrative de cette thèse ait parfois pris le pas sur l'analyse qui est pourtant prioritaire pour une telle recherche.

Aussi la double exigence pour moi est-elle de travailler à éviter le caractère rébarbatif de ma rédaction. À cette exigence s'est ajouté le défi d'expliquer certaines réalités qui sont pourtant évidentes pour qui connaît un peu le terrain étudié. Par exemple, il me reviendra de décrire et de situer cette ville de Cotonou. Je ne crois pas que cette explication aurait été pertinente si le terrain de recherche avait été la ville de Montréal ou de New York. Certes, ce fut un plaisir pour moi de décrire certaines réalités d'abord pour des lecteurs qui vivent dans les pays du Nord; mais je reconnais que cette description pourrait être ennuyeuse pour d'autres personnes qui connaissent déjà la ville de Cotonou et le Bénin.

En clair, oui, il est du devoir du chercheur que je suis de décrire les réalités, mais parfois quand le terrain de recherche est inconnu par un certain public, il faut encore ajouter d'autres descriptions ou carrément de la narration. C'est peut-être la force de cette thèse, mais ceci peut être aussi une de ses faiblesses ou même des obstacles à sa qualité conceptuelle, technique, linguistique et surtout analytique. Je m'en excuse déjà dans cet avant-propos si c'est ce deuxième cas qui se trouvait être confirmé à certaines occasions dans la rédaction de cette thèse. Ainsi, d'ores et déjà j'affirme très fortement que loin de me situer dans une perspective purement narrative ou normative, ma démarche au cœur de cette thèse voudrait se placer dans un processus analytique.

SUR L'OBJET DE LA RECHERCHE.

L'usage des taxis motos et surtout le refus des Zemidjan⁸²⁹ d'adopter le décret ministériel⁸³⁰ qui a fait suite à l'initiative ABE⁸³¹ m'apparut, de part et d'autre⁸³² comme un geste a priori suicidaire. Au fait ils⁸³³ sont conscients que la fumée nuit à leur santé, à leur environnement immédiat et pourtant ils refusent de céder et de changer immédiatement ce type de moto jugé plus polluant. Le gouvernement est conscient que ce décret de changement de moto est un geste avant tout politique, contraignant et suicidaire pour une grande partie de la population de Cotonou.

Voilà ce qui m'a conduit à choisir cette initiative comme objet de ma recherche.

SUR LA PRÉSENCE DES CONCEPTS DE TRANSFERT DE CONNAISSANCE.

Lors de mon processus doctoral, j'ai eu la chance d'être encadré par d'excellents professeurs. Ces derniers m'ont beaucoup aidé et même influencé. En l'occurrence au moment de mon examen doctoral, j'ai eu dans mon jury Lise Renaud⁸³⁴ qui m'a suggéré, à raison, d'observer le processus de transfert de connaissance, étant donné que le sujet concernait effectivement un changement de technologie. J'ai dû - dans l'intention de répondre aux questions et aux suggestions apportées par Lise Renaud -

⁸²⁹ Ce mot est utilisé ici dans le sens de conducteur des taxis motos dont les motos sont à deux temps.

⁸³⁰ Ce décret fait l'objet de cette thèse et il est largement présenté dans le chapitre 2 de cette thèse.

⁸³¹ Agence Béninoise pour l'Environnement.

⁸³² Du côté des Zemidjan comme du côté du gouvernement.

⁸³³ Les conducteurs de taxi moto appelés Zemidjan.

⁸³⁴ http://www.dcsq.uqam.ca/Profil/renaud_lise.aspx consulté le 04 Septembre 2014.

décider d'approfondir le concept du transfert de connaissance et de la communication de risque. Ces analyses n'ont plus jamais quitté mon regard et ont toujours influencé la rédaction de la thèse et surtout son cadre conceptuel et théorique. Même si aujourd'hui le concept dominant de cette recherche est celui de la communication pour le développement durable, celui du transfert de connaissance et de la communication de risques ont beaucoup influencé mes analyses, et donc cette rédaction.

SUR LA THÉORIE DE L'ACTEUR RÉSEAU.

J'ai également eu le bonheur d'avoir le Professeur François Cooren⁸³⁵ non seulement dans mon jury d'examen de synthèse, mais aussi au forum doctoral. Je reconnais que jusqu'aujourd'hui, l'influence de François Cooren avec la théorie de l'acteur réseau est encore marquante dans mes analyses et sur l'ensemble de la rédaction de ma thèse. Même si je clame haut et fort que mon cadre théorique se voudrait purement être celui de la communication pour le développement durable, ces influences théoriques diverses, comme l'acteur réseau, font désormais partie de mon processus doctoral; et je voudrais qu'on me comprenne dans ce sens. Quand bien même je suis assez serein en utilisant les points forts et intéressants de ces diverses théories qui n'ont pas été abordées à fond dans cette thèse, je reconnais leur influence au niveau rédactionnel et surtout analytique. Toutefois, la seule et unique théorie ou concept que j'ai voulu approfondir est celui de la communication pour le développement durable en lien avec les rapports Humain/ Machine (technologie) et environnement. Il s'agit de voir comment l'analyse des messages ou des solutions techniques⁸³⁶ peut aider à la

⁸³⁵ <http://com.umontreal.ca/repertoire-departement/vue/cooren-francois/> consulté le 20 Septembre 2014.

⁸³⁶ Apportés dans le cadre de la controverse dite ABE.

résolution des problèmes politico socio économiques dans le but de complexifier et d'améliorer le concept de communication pour le développement durable.

SUR LA MÉTHODOLOGIE MIXTE.

L'absence en quantité suffisante des ressources scientifiques sur le sujet abordé m'a conduit à opter pour la méthodologie mixte de recherche. En effet, les méthodes qualitatives et quantitatives permettent ainsi de suppléer aux carences réciproques de chacune de ces méthodes. Elles me permettent d'avoir assez d'éléments analytiques pour compléter l'absence de documents bibliographiques.

SUR LA PRÉSENCE DES SOURCES SCIENTIFIQUES.

Les sources scientifiques, les documents de base et les résolutions par décret apportées par le gouvernement du Bénin sur l'initiative ABE sont encore à l'étape orale. Les diverses interventions sur la question relative à l'initiative ABE sont soit sur les médias dits traditionnels ou nouveaux, soit sur les réseaux sociaux. J'ai dû me contenter des sources en ligne, des entrevues et des annales des instances de gouvernement. Je me suis servi des archives des instances comme la ville de Cotonou, l'ABE et certains ministères du gouvernement du Bénin. Par ailleurs, mes références ou citations prises sur Wikipédia sont uniquement bibliographiques et ne constituent pas pour moi des arguments solidement scientifiques.

APPENDICE B

PRÉSENTATION ET CARTE DU BÉNIN

Nom actuel : République du Bénin.

Noms anciens : Dahomey : du 1 Août 1960 au 30 Novembre 1975

République Populaire du Bénin : du 30 Novembre 1975 au 11 Décembre 1999.

République du Bénin : du 11 Décembre 1999 à nos jours.

Capitale politique et siège du Parlement : Porto Novo.

Capitale économique et siège de la présidence et du gouvernement : Cotonou.

Population totale : 9 983 884 habitants en 2013 selon les statistiques fournies par l'INSAE⁸³⁷.

Indépendance : Ancienne colonie de la France, le Bénin devient indépendant le 1 Août 1960.

Langue officielle : Le Français. Mais il existe au Bénin près de 150 langues dont les plus parlées sont le Fon, le Yoruba, le Bariba, le Nago, le Dendi et le Mina.

Devise nationale : Fraternité Justice Travail.

Indicatif téléphonique : +229

Gentilité : Béninoise, Béninois.

⁸³⁷ Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique.

Localisation géographique : Afrique de l'Ouest. Au bord de l'Océan Atlantique.

Fuseau horaire : GMT + 1. Le Bénin ne change pas d'heure et conserve la même heure durant toute l'année.

Nature de l'état: République

Superficie: 114 763 km²

Densité: 60 hab./km²

Monnaie: Franc CFA (1 Euro = 655,655 FCFA).

Fête nationale: 1er août

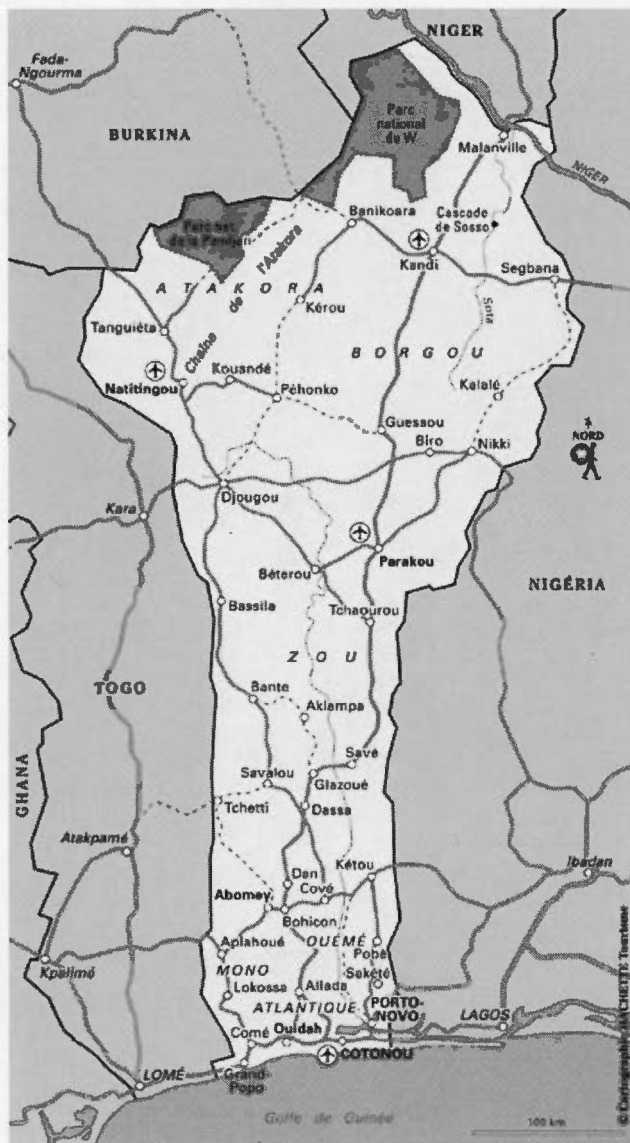
Indice de développement humain (IDH 2011): 0,427 (167°)

Pays limitrophes : Burkina Fasso, le Niger, le Nigéria et le Togo.

Type de système politique : Multipartisme avec un régime de type présidentiel. Mais avant ce multipartisme, le Bénin a connu plusieurs régimes politiques et des coups d'États. De 1972 à 1989 c'était un régime marxiste-léniniste et autoritaire.

Principales religions : religions traditionnelles (17.3 %), christianisme (42.8%), Islam (24.4%) Autres et athéisme (6%).

Actuelle constitution : Votée le 10 Décembre 1990



APPENDICE C

TABEAU DES CHOIX METHODOLOGIQUES

| Quoi | Combien | Par qui | De qui | Où et quand | Comment | Pourquoi | Questions | Effets |
|--------------------|---|---|--|--|---|--|--|--|
| Revue documentaire | 13 | Moi : | ABE Alter mondialiste * Experts | Livres Articles Journaux. Maintenant jusqu'à soutenance. | Lecture et résumé. Fiche de lectures. | Obtenir les avis précis des experts sur la question. Ces documents et textes sont des actants, car apportent quelque chose aux débats | * Que disent-ils sur l'environnement ? * Quels sont les moyens de communication mis en route ? * Que retenir du débat | Me permettre de faire le point au niveau scientifique |
| Interviews | 51 et plus | Moi : Je suis le sujet de recherche et je le fais en objectivité. L'Eglise Catholique du Bénin n'a pas pris position sur le sujet; Je ne pas connu comme membre de Québec vers Kyoto. | 4 de la société civile. 6 du Gouv 20 Acteurs 5 usagers de taxi moto 5 non usagers de taxi motos. 11 scientifiques | Dans une salle de réunion ou chez eux à Cotonou. Et si possible à Porto Novo et à Bohicon compte tenu de leur proximité | - 1 questionnaire de 17 questions groupées sous 4 grandes rubriques - Interview semi guidé. - Analyse des différentes réponses. | Voir les types de communication sous-jacents à l'initiative. Les questions et problèmes de communication. Un diagnostic du concept de communication. | - Question sur la connaissance des enjeux sur l'environnement. - Question sur l'initiative ABE et développement durable. " - Question sur les moyens de communication. - Question sur les alliances pour et contre l'initiative ABE | - Connaissance des stratégies de communication autour de l'initiative. - Connaître les motivations des différents acteurs et leurs intérêts. - Hiérarchiser les éléments importants qui selon eux définissent la communication sur le développement durable. |
| Focus Groupe | 3 | Moi et Mr N'Bessah | 10 personnes dont 2 de chaque groupe constitués : ABE, Gouv, Zemidjan pour. zemidjan contre, 2 femmes usagers de zemidjan ou djénana. | Les deux Cotonou à l'université de Calavi. | - Technique d'animation de focus groupe. - Animation de débat. M. Bessah est régulateur. | Les focus groupes serviront de validation et de discussions des résultats auprès des types d'acteurs enquêtés | - Connaissez-vous l'ABE et son initiative ? Si oui, comment ? - Quels liens avec la santé et le développement durable ? - Que proposez-vous pour améliorer cette communication ? | - Dans les contradictions, je verrai les zones d'ombres qui restent à éclaircir. - Je vais valider les éléments reçus. "pouvoir revenir sur mes interviews. - Recueillir d'autres éléments dont je ne savais même pas qu'ils existaient. |
| observation | Autant que je peux. Mais seulement les plus pertinents. | Moi et mon regard. | - Les usagers et les différents medias. - Le téléphone cellulaire. | Durant tout le temps de mon séjour à Cotonou, Porto Novo et Bohicon | Selon le hasard. Au la revue de presse télévisuelle hebdomadaire | Ce sont des acteurs et des acteurs de la controverse Selon la controverse je peux découvrir d'autres acteurs et actant. | Qu'est-ce qui se passe ? Qui dit quoi ? à qui ? comment ? Pourquoi ? pour quelles raisons et quels effets ? | Cerner au maximum les enjeux qui entourent la communication autour de l'initiative ABE. |
| Questionnaire | 13 | envoyé par moi et complété par les chercheurs et politiciens | Les mêmes politiciens | Au Bénin et à l'extérieur du Bénin. | Par la poste ou par courriel. | Pour compléter les interviews que je n'ai pas pu faire sur le terrain. | Voir le questionnaire. | Approche qualitative. |

APPENDICE D

LE QUESTIONNAIRE

Guide d'entrevue

Établit par Jean Clotaire BOCO, dans le cadre des recherches sur le terrain pour sa thèse de doctorat

Personne interviewée : J'ai juste mis un code ou signe pouvant juste me permettre à moi seul de la retracer.

Madame, Monsieur, bonjour.

Je suis Jean Clotaire BOCO, étudiant au programme conjoint de doctorat en communication de l'Université du Québec À Montréal. Je vous remercie d'avoir accepté de sacrifier de votre précieux temps pour répondre à mes questions. Je me servirai d'un guide d'entretien et je vous assure que cet entretien respectera le code d'éthique adopté par l'Université du Québec À Montréal et dont je suis signataire. Aucune allusion à cet entretien ne permettra de vous identifier de quelque manière que ce soit.

Me permettez-vous de prendre des notes ?

Me permettez-vous d'enregistrer notre entretien ? Si oui, acceptez-vous que j'enregistre juste le son et ou image ? Ou alors les deux ?

Non ☐

Seulement le son ☐

Seulement l'image ☐

Les deux ☐

Me permettez-vous de prendre de temps en temps des notes pour vous relancer ?

Oui ☐

Non ☐

Me permettez-vous d'avoir recours à des techniques de reformulation, de reflet ou de reprise dans le seul but de mieux comprendre vos réponses ?

Oui ☐

Non ☐

Merci encore une fois. Je vous rappelle que votre identité sera gardée secrète et que cet entretien va durer en moyenne 30 minutes. Sachez que de la véracité et de la sincérité de vos réponses dépendra la réussite de cette recherche établie dans le cadre des communications entourant l'initiative ABE.

I.Question sur la connaissance des enjeux sur l'environnement.

1. Quelles idées vous viennent souvent à l'idée lorsqu'on vous parle ou lorsque vous entendez le mot environnement ?
2. Pouvez-vous établir un lien entre l'environnement et la performance économique ?
3. Selon vous l'environnement est-il fait pour l'humain ou l'humain pour l'environnement ?

4. Quels sont selon vous, les éléments les plus importants qui composent l'environnement ?

II. Question sur initiative ABE et développement durable.

5. Connaissez-vous l'initiative principale de l'ABE en lien avec l'environnement ?
6. Quels liens établissez-vous entre environnement et développement durable ?
7. Que savez-vous du développement durable ?
8. Quels sont selon vous les éléments importants pour le développement durable?

III. Question sur les moyens de communication.

9. Comment avez-vous été informés de l'initiative ABE ? avez-vous été informés et si oui, qui vous a informé et comment ?
10. Selon vous lequel des acteurs ou actants de ce débat doit-on le plus écouter ?
11. Que pensez-vous de ce qui se dit sur le débat entourant les zémidjans ?
12. Sur quel media et canal avez l'habitude de vous informer et pensez-vous que les medias ont une certaine influence sur vous dans ce domaine ? Et que pensez-vous de la musique sur le téléphone cellulaire ?

IV. Question sur les alliances pour et contre Initiative ABE

13. Qui sont ceux et celles qui polluent le plus à Cotonou ?

14. quelle pollution nuit le plus à notre santé ?

15. Selon vous, qui sont ceux et celles qui sont impliqués dans cette controverse ABE.

16. Que pensez-vous des alter mondialistes ? Selon vous doit-on les supporter ou lutter contre eux ?

V. Conclusion :

17. Que diriez-vous si je vous demandais de me dire en quelques mots ce qu'on peut faire pour que la population de Cotonou soit mieux informée sur le débat entourant l'Initiative ABE. Quels éléments de cette controverse vous interpellent le plus ?

Je vous remercie d'avoir pris votre temps pour me répondre et me renseigner sur les communications entourant l'initiative ABE. Pour finir, je voudrais savoir si vous avez quelque chose à ajouter, retrancher ou à préciser dans les réponses que vous venez de me donner. Sinon n'hésitez pas à me contacter plus tard. Je vous remercie.

Fait à le à heures Par Jean
BOCO

APPENDICE E

LISTE DES DOCUMENTS

Liste des 13 documents sur les 20 que nous avons identifiés. Ils ont été lus et nous ont permis de répondre à des questions précises que nous nous sommes posées.

Voici la liste de ces treize documents auxquels nous avons ajouté deux autres que nous trouvions vraiment pertinents.

- 1- Prof. Mansourou MOUDACHIROU, responsable de la Chaire UNESCO, Rapport d'activités 2006, Activités de la Chaire UNESCO - Sciences, technologies et environnement du Bénin, Université d'Abomey-Calavi.
- 2- Chaire UNESCO, Mai 11, 2006, Rapport d'activités 2004-2005, Activités de la Chaire UNESCO en sciences, technologies et environnement, Université du Bénin
- 3- Prof. Antoine VIANOU, Rapport d'activités 1999, Activités de la chaire UNESCO en sciences, technologie et environnement; ed. Chaire UNESCO.
- 4- Projet BEN/98/G31 «Changements Climatiques» Communication Nationale Initiale du Bénin sur les Changements Climatiques. Rédaction & Coordination des Études
- 5- Aga Kahn, (décembre 2002) « Le développement durable, une notion pervertie », paru dans Le Monde diplomatique.

- 6- Tévoédjrè Albert, 1977, La Pauvreté Richesse des Peuples, Préface de Jean Tinbergen, Prix Nobel, et de Dom Helder Camara, Paris, Les Éditions Ouvrières.
- 7- Dossou Yovo Noel, 2010, Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement? Dilemme d'un continent 1945-2005, «Edition Harmattan». Date de parution : 23/03/2010.
- 8- CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris, Seuil.
- 9- Christian Comeliau, Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ? Tiers-Monde, N° 137, Janvier-mars 1994, pp. 62-63.
- 10- Ministère de l'environnement et de la protection de la nature (mepn), (Mai 2008) convention cadre des nations unies sur les changements climatiques; Évaluation concertée de la vulnérabilité aux variations actuelles du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes dans la commune des aguegues.
- 11- Francis Chateauraynaud (1999) Qui est garant de la vigilance collective ? , Environnement et société (Belgique), n°23, octobre 1999, p.7-32.
- 12- Francis Chateauraynaud (2002) Prospéro – Une méthode d'analyse des controverses publiques, Cahiers politiques, décembre 2002, p. 61-84.
- 13- Guy Bessette (sous la dir. de) EAU, TERRE ET VIE La communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles sous la direction de Les Presses de l'Université Laval/l'Harmattan/CRDI 2007ISBN 978-1-55250-333-1 400 p.

14- Guy Parfait SONGUE (12 octobre 2005) Le développement durable et ses réalités.

15- La revue électronique en science de l'environnement. (Octobre 2008)
L'horizon interdisciplinaire de la sociologie de l'environnement sur le terrain de l'agriculture alternative. Volume 8 Numéro 2

Une grille de lecture a donc été établie pour la lecture de ces documents. Cette grille n'était pas fermée, car je notais au fur et à mesure les éléments nouveaux qui apparaissaient dans chaque document que je lisais. Et j'établis pour chaque document des fiches de lecture.

Ces documents provenaient d'abord de la cellule de communication de l'ABE, des altermondialistes, des experts en environnement du Bénin et d'ailleurs. Ce sont en définitive des livres, des articles de journaux qui ont été produits depuis Mars 2005, date de l'émission du premier décret jusqu'à maintenant. Août 2009. Bien sûr nous continuons d'observer la controverse à travers de nouveaux acteurs et actants qui apparaissent dans la controverse.

Pour moi, ces documents me permettent d'obtenir des avis précis des experts et du gouvernement sur la question. Ils sont donc des actants puisqu'ils apportent quelque chose aux débats. Dans les discours politiques ou les entrevues, il est possible pour un acteur d'orienter son discours compte tenu de son auditoire. Mais dans les articles ou les livres, ceci devient plus compliqué, car, ils sont obligés de mentionner des éléments plus scientifiques et savent que ce qu'ils écrivent reste dans les annales et peuvent aussi se retourner contre eux.

La grille de lecture me permet de répondre pour chaque document aux questions suivantes :

- Que disent-ils sur l'environnement ?
- Et qu'est-ce qui est durable pour eux ?

APPENDICE F

QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE

- I. Question sur la connaissance des enjeux sur l'environnement
 - 1- Quelles idées vous viennent souvent à l'idée lorsqu'on vous parle ou lorsque vous entendez le mot environnement?
 - 2- Pouvez-vous établir un lien entre l'environnement et la performance économique? si oui, lesquels?
 - 3- Selon vous l'environnement est-il fait pour l'humain ou l'humain pour l'environnement?
 - 4- Quels sont selon vous, les éléments les plus importants qui composent l'environnement?
- II. Question sur initiative ABE et développement durable
 - 5- Connaissez-vous l'initiative principale de l'ABE en lien avec l'environnement?
 - 6- Quels liens établissez-vous entre environnement et développement durable
 - 7- Quels sont selon vous les indices de développement durable?
 - 8- Que savez-vous du développement durable?
 - 9- Quels sont selon vous les éléments importants pour le développement durable?
- III. Question sur les moyens de communication
 - 10- Avez-vous été informé de l'initiative ABE?
 - 11- Comment avez-vous été informés de l'initiative ABE?
 - 12- Et qui vous a informé par quel moyen ou canal?
 - 13- Selon vous lequel des acteurs ou actants de ce débat doit on le plus écouter?
 - 14- Que pensez-vous de ce qui se dit sur le débat entourant les Zémidjans
 - 15- Sur quel média et canal avez-vous l'habitude de vous informer?
 - 16- Et pensez-vous que les médias ont une certaine influence sur vous dans ce domaine?
 - 17- Et que pensez-vous de la musique sur le téléphone cellulaire? (expliquer)
- IV. Question sur les alliances pour et contre Initiative ABE
 - 18- Qui sont ceux et celles qui polluent le plus à Cotonou?
 - 19- Quelle pollution nuit le plus à notre santé?
 - 20- Selon vous, qui sont ceux et celles qui sont impliqués dans cette controverse ABE
 - 21- Que pensez-vous des altermondialistes?
 - 22- Selon vous, doit-on les supporter ou lutter contre eux? (les altermondialistes).
 - 23- Que diriez-vous sur ce qu'on peut faire pour que la population de Cotonou soit mieux informée sur le débat entourant l'Initiative ABE

24- Quels éléments de cette controverse vous interpellent le plus?

25- Selon vous que doit-on faire pour aboutir à un développement durable?

V. Sur les associations au cœur de la controverse : présentation des résultats

26- Pouvez-vous nous dire les différentes sortes d'associations que vous connaissez dans le processus.

27- Parmi les protagonistes de la controverse de qui pensez-vous être le plus proche?

28- Les Zémidjan parleraient au nom de qui?

29- Le gouvernement défend les intérêts de qui?

VI. Autres

Les questions suivantes ont été posées seulement lors des focus groups.

30- Le protocole de Kyoto défendrait l'intérêt de qui?

31- Selon vous quelles sont les alliances subtiles ou des protagonistes cachées dans cette controverse?

32- Qui sont les leaders ou les porte-paroles que vous connaissez dans cette controverse?

BIBLIOGRAPHIE

- Adjavon, A. L. et Amégankpoé, A. (1998). Contribution à l'évaluation de la pollution de l'air à Cotonou.
- Adoukonou, B. (1992). Le «Vodun » en débat : proposition pour un dialogue. Cotonou, octobre 1992 cf. B. Bujo, Le rôle du cosmos dans le processus de la constitution de la personne.
- Agossou, N.S.A. (2004). Les Taxis-motos «Zémidjan» à Porto-Novo et Cotonou. Autrepart, n°32, p135-148.
- Agossou N., (2012), Zémidjan conquiert le territoire béninois, ISBN 978-99919-855-3-4.
- Ahokpè, A.M. (2001). La pollution atmosphérique dans la ville de Cotonou : Évaluation du taux de saturation du sang au monoxyde de Carbone en fonction du temps d'exposition. Mémoire de fin de formation à la FLASH/UNB, Cotonou, 87p.
- Akpalu, W. (2000). Willingness to Pay for Fish Conservation and Reduce Health Risks Associated with Pollution of Fosu Lagoon : Application of contingent Valuation Method, Paper», presented at Beijer Research Seminar, Morocco, March 13 - 15.
- Akueson, J. et Loukpe, M. (2010). Conseil d'Analyse Économique : Transport urbain moto au Bénin : analyse et politique, réalisé en PAO à l'Imprimerie Tropicale, Cotonou.
- Alegre, A. (2005). Enjeux de mots. Éd, C & F.
- Amadou, M. (2008). La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savè. Mémoire de Maitrise à Université d'Abomey-Calavi, UAC, Bénin INJEPS, Département des Sciences et Techniques de l'Action Sociale et Culturelle - Master en Développement Communautaire 2008 dans la catégorie: Communication et Journalisme
- Amisi, M. (2009). Les rapports entre l'homme et la nature. Une analyse critique de l'Éthique de l'environnement. Institut facultaire Théophile Reyn - Graduat en philosophie 2009 dans la catégorie: Arts, Philosophie et Sociologie Philosophie. Mémoire online. [document en ligne].
- André, P., Delisle, C. E et Revéret, J.-P. (2009). L'évaluation des impacts sur l'environnement: processus, acteurs et pratique. Éditeur : Presses internationales Polytechnique Pages398 Parution 2009-12-01.
- Assogba, Y. (2000). Gouvernance, économie sociale et développement durable en Afrique. Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Série Recherche no. 16. Une copublication CRISES et CRDC.
- Assogba, Y., Kane H., Ndiaye ,S. et Sanogo, Y.(2003). Création de Richesses en Contexte de Précarité: l'Expérience de l'Afrique de l'Ouest. Sous la direction de Louis Favreau, Cahier collectif Cahiers de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités,

CRDC, Série Comparaisons Internationales Nord-Sud et Sud-Sud No. 3 ISBN: 2-89251-153-4 Université du Québec en Outaouais.

Avogbe, P.H., Ayi-Fanou, L., Cachon, B., Chabi, N., Debende, A., Dewaele, D., Aissi, F., Cazier, F. et Adoukonou, B. (1992). Le « Vodun » en débat : proposition pour un dialogue. Cotonou, octobre 1992 cf. B. Bujo, Le rôle du cosmos dans le processus de la constitution de la personne.

Avognon-Houéto, L. (1997). Journée de réflexion sur la pollution atmosphérique au Bénin. Rapport de travaux-Cotonou, MEHU, p.40.

Badou, G. (2008). Grand Séminaire Mgr Parisot de Tchavédji Louis. Mémoire de fin de cycle de Théologie 2007-2008.

Banque Mondiale. (1992). Rapport sur le Développement dans le Monde. Le développement et l'environnement, Washington.

Barde, J.P. (1991). Économie et politique de l'environnement. PUF, Paris.

Barde, J.P. et Pearce, D.W. (1991). « Valuing the Environment: Six Case Studies ». Earthscan Londres.

Barde, J.P. et Smith, S. (1997). Environnement : Les instruments économiques sont-ils efficaces? Problèmes économiques, n° 2.519, pp 26-31

Baumol, W.J. et Oates, W.E. (1988). The Theory of Environmental Policy, Cambridge University Press, Cambridge.

Beaud, S. et Weber, F. (2003). Guide de l'enquête de terrain, «La Découverte»,

Ben Hammouda, H. et Kassé M. (dir.) (2002), Le NEPAD et les enjeux du développement durable, Commission économique pour l'Afrique – Bureau pour l'Afrique centrale, Maisonneuve & Larose, Paris

Benoît-Barné, C. (2007). Socio-Technical Deliberation about Free and Open Source Software: Accounting for the Status of Artifacts in Public Life. Quarterly Journal of Speech .Volume 93 Number 2 May 2007.

Bessette, Guy. (2004). Communication et participation communautaire. Guide pratique de communication participative pour le développement, CRDI, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international.

Bhagwati, J. (2005). Éloge du libre échange. Éditions d'Organisation, p. 69.

Bikoï Sakeo, A. (1998). Le Phénomène « moto taxi » à Garoua : laisser faire, répression ou réglementation. Cameroun Tribune n°4283.

Bobokono, C. et Dang, P.E. (2003). «Benskin : les nouveaux maîtres de Douala», Le Quotidien Mutations, du 7 oct 2003.

- Boni, T.M. (2011). Les Zemidjan, taxis-motos empoisonneurs, dans Slate.fr le 24.07.2011
- Boni, T. M. (2011). Pourquoi l'Afrique ne se développe pas, dans Slate Afrique. 3 août 2011
- Boujut, J.F. et Tiger, H. (2002). A socio-technical research method for analyzing and instrumenting the design activity. *Journal of Design Research*, Vol. 2, Issue 2.
- Boutad, A. (2005). Le développement durable : penser le changement ou changer le pansement? École Supérieure des Mines de Saint-Étienne, thèse de Science et Génie de l'environnement.
- Bramhal, D.E. and Mills, E.S. (1966). « A note on the asymmetry between Fees and Payments », *Water Resources Research*, 2, 615 - 616.
- Brigitte, D. et Patrick, P. (1990). Bilans et essais. L'économie du patrimoine naturel : quelques développements récents. *Revue d'Economie Politique* 100 (6) pp 707-785.
- Bucciarelli L.L. (1988). An ethnographic perspective on engineering design. *Design Studies*, Vol. 9, N°3, July.
- Caccommo, J.-L. (2004). Croissance et développement durable, dans *Le Québécois Libre*, Montréal 05 avril 2004, numéro 141
- Callon, M. (1975). L'opération de traduction symbolique. Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique. MSH.
- Callon, M. (1986). The Sociology of an Actor-Network: The Case of the Electric Vehicle. *Mapping the Dynamics of Science and Technology*.
- Callon, M. (1999). Réseau et coordination. *Economica*.
- Chateauraynaud, F. (1999). Qui est garant de la vigilance collective ? *Environnement et société*, Belgique, n°23, octobre 1999, p.7-32.
- Chateauraynaud, F. et Torny, D. (1999). Les Sombres précurseurs : Une Sociologie pragmatique de l'alerte et du risque, Paris, EHESS.
- Chateauraynaud, F. (2002). Vigilance et citoyenneté – De quelques mots d'ordre et autres actions collectives. *Après demain*, revue de la Ligue des Droits de l'Homme, n°444-445, juin-août.
- Chateauraynaud F. (2002). Prospéro. Une méthode d'analyse des controverses publiques, *Cahiers politiques*, décembre 2002, p. 61-84.
- Chateauraynaud, F. (2003). Incontournables présences. L'exercice de la vigilance sous contrainte du principe de précaution, C. Gilbert, dir, *Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*. Paris, L'Harmattan, p. 111-125.

Chateauraynaud, F. et Torny, D. (2005). Mobiliser autour d'un risque. Des lanceurs aux porteurs d'alerte. Cécile Lahellec, coord., Risques et crises alimentaires, Paris, Tec & Doc, 2005.

Coase, R. H. (1960). The Problem of Social Cost », Journal of Law and Economics. 3, 1 - 44.

Codatu, X. (2002). La mobilité urbaine pour tous. Conférence tenue à Lomé au Togo, du 12 au 15 Novembre 2002.

Code Permanent. (1994). Environnement et nuisances : pollution de l'air. Code Permanent, pp.447- 479. Editions Législatives.

Corfee-Marlot, J. et Jones, T. (1992). Élaboration d'un régime fiscal réalisable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Introduction, OCDE, éd, Le changement climatique : concevoir un système pratique de taxe, Paris, PP15 - 24.

Creswell, J. W. et Plano Clark, V.L. (2006). «Designing and Conducting Mixed Methods Research». 1ère édition. Sage Publications, Inc.

C.T. et LDDLR. (2006). Motos-taxis : hors-la-loi et intouchables. Cameroon -Tribune n°8634 du 05/07, Yaoundé : 9-11.

Dales, J. H. (1968). «Pollution, Property and Prices, An Essay in Policy Making and Economics », University of Toronto Press, Toronto.

Dehoumon P. (1988), Réflexions sur la profession zémidjan ou taxi-moto au Bénin, Université nationale du Bénin.

De Mello Neli, A. et Van Tilbeurgh, V. (2008). «De la théologie de la libération au développement durable : les mécanismes de traduction des mots du développement en Amazonie brésilienne», Les mots du développement. Genèse, usages et trajectoires, Paris.

Demur, C. (1972). « Les transports urbains à Abidjan », la croissance urbaine en Afrique Noire et Madagascar. Paris, C.N.R.S., 1972, pp.501-524.

De St- Exupéry , A. (1939). Terre des hommes.

Diaz Olvera, L., Plat, D. et Pochet, P. (2008). Household transport expenditure in Sub-Saharan African cities: Measurement and Analysis. Journal of Transport Geography p 1-13.

Dillé, B. (2000). Frontière et développement régional. Impacts économique et social de la frontière Niger-Nigéria sur le développement de la Région de Konni. Thèse pour le Doctorat de Sciences Économiques Spécialité Economie des Transports, Lyon, Univ. Lyon 2, 297 p.

Dillé, B. (2002). « K comme Konni ou la mobilité dans une ville moyenne », X. Godard ,coord., Les transports et la ville en Afrique au sud du Sahara. Le temps de la débrouille et du désordre inventif, Paris-Arcueil, Karthala-Inrets, Coll. Economie et développement, 167-180.

Diop, D. (2008). Conférence sur l'Environnement et développement durable en Afrique. Écoles d'été 2008. L'Afrique : pas si « noire » que ça. Cours donné par 12 experts et dirigé par Sandrine Perrot (CERI-SciencesPo, Paris).

Direction de la protection civile. (2003-2004). Les motos-taxis et les nouveaux périls des transports publics, pp 169-182, Manifeste pour la sécurité routière, Rapport sur l'état de la Protection Civile au Cameroun /MINPLADAT, 244p.

Djoyum, B.O. (2006). «Mimboman : les motos-taxis chassent les 'clando' », Yaoundé, Cameroun Tribune, n°8698/4897 du 05 /10 : 27.

Dorsouma, A.-H. et Bouchard, M.-A. (2006). Conflits armés et Environnement. Développement durable et territoire, dossier 8, 2006 mis en ligne le 07 janvier 2013. Version électronique <http://developpementdurable.revues.org/3365>

Dossou Yovo, N. (1998). Individu et Société dans le roman négro-africain d'expression anglaise de 1939 à 1986, Tome 1, Edition L'Harmattan.

Dossou Yovo, N. (1998). Individu et Société dans le roman négro-africain d'expression anglaise de 1939 à 1986, Tome 2. Edition L'Harmattan.

Dossou Yovo, N. (1998). Individu et Société dans le roman négro-africain d'expression anglaise de 1939 à 1986, Tome 3. Edition L'Harmattan.

Dossou Yovo, N. (2010). Et pourquoi l'Afrique refuserait-elle le développement? Dilemme d'un continent 1945-2005. Edition Harmattan. Date de parution : 23/03/2010.

Duffield, M. (1994). Les situations d'urgence complexes et la crise du développementaliste. Paru dans IDS Bulletin: Linking Relief and Development, Vol. 25, no 3, octobre 1994 School of Public Policy, The University of Birmingham.

Duru, J.-L. (2001). Les transports urbains de Phnom Penh à l'heure de l'ASEAN. Quel avenir ? Mémoire de DESS urbanisme, Institut Français d'Urbanisme, 116 p. + annexes.

Eamau. (1998). Étude exploratoire sur les motos taxis dans les villes africaines : le cas de Lomé. Lomé, septembre 1998, 47p

ELA, J.M. (1971). La plume et la pioche. Réflexions sur l'enseignement et la société dans le développement de l'Afrique noire. Yaoundé, Ed. CLE.

ELA, J.M. (1994). L'irruption des pauvres en Afrique : Société contre violence, pouvoir et argent. Paris, l'Harmattan. 266 p.

Fanougbo , A. V. (2002). La régulation de la pollution atmosphérique d'origine motocycle : cas des taxis-mots, Zemidjan dans la ville de Cotonou. Université Cocody, Abidjan, DEA, 2002.

Ferry, L. cité par Gattini Pierre dans Salernes en Haut-Var, Durabilité – Culture – Intégration, Bulletin N° 14 du 05 octobre 2012. Compte-rendu de la réunion statutaire.

Fessard, S. J. G. (1944). *Autorité et bien commun*. Coll. Théologie, 5, Aubier, Paris, 1944, 120 p.

Fodououp, F. K. (1981). Les transports routiers dans la province de l'Ouest au Cameroun. *Revue géographique du Cameroun* - Vol. 2, n° 1, 1981, pp. 1-11.

Fodououp, F. K. (1985). « Les transports clandestins autour de Yaoundé », dans *Les cahiers d'Outre-Mer*, 38, ISO, Avril juin 1985, pp.175-195.

Fodououp, F. K. (1991). *Les petits métiers de la rue et l'emploi. Le cas de Yaoundé*. Yaoundé, SOPECAM. 163p.

Galinon-Méléneq , B. (1998). *Communication, induction et recrutement*. Bordeaux, Texte d'habilitation à diriger des recherches, 200 pages.

Galinon-Méléneq, B. (2007). *Penser autrement la communication: Du sens commun vers le sens scientifique*. Ed, l'Harmattan.

Garia-Oriol. (1989). *Les taxis métro de Lomé, étude d'un transport urbain informel*, DESS, Grenoble, 1989, 102p

Gbaguidi, B.D. (1998). *Rôle de la circonscription urbaine de Cotonou dans les transports urbains, communication à la conférence Urban Transport Policy. À Sustainable Development Tool*, Le Cap, 21-25 sept, Rotterdam, Balkema, 843-848.

Gbégnonvi, R. (2012). *L'Afrique entre enfer et purgatoire*, Cotonou. Éditions Multi-Schémes, 256 pages.

Gbinlo, R. E. (1999). *Approche économique de la pollution atmosphérique par les taxis - moto dans la ville de Cotonou*, Mémoire de DEA PTCI, Université de Ouagadougou.

Gbossou, C. (2009). *Développement durable en Afrique: comprendre les enjeux », Médiaterre : Le système d'information mondial francophone pour le développement durable*.

Giroux, H. (1999). *Thèse de doctorat. De la qualité à la qualité totale : Évolution des notions, traduction et popularité dans les textes sur la gestion de la qualité*. Université de Montréal.

Guézéré, A. (2009). *Le rôle des taxis motos dans le transport informel urbain et dans le développement socio-économique de Lomé*. Mémoire de DEA, Université du Bénin, 49p

Godard, X. (2002). *Les transports et la ville en Afrique au sud du Sahara*. Karthala –INRETS, 410 p.

Godard, X. (2002). *Les transports et la ville en Afrique au sud du Sahara. Le temps de la débrouille et du désordre inventif*, Paris-Arcueil, Karthala-Inrets, Coll. Economie et développement, 410 p.

Godard, X. et Ngabmen, H. (2002). *Z comme Zemidjan, ou le succès des taxis motos*, dans X. Godard , coord., *Les transports et la ville en Afrique au sud du Sahara*, Paris, Karthala-Inrets, Coll. Economie et Développement, 397-406.

Goudjo , R. B. (2000). Discours Social des Évêques du Bénin de 1960 à 2000, Collection Xwefa dirigée par Goudjo Raymond B., n. 5,, Les Éditions du Flamboyant, Publications de l'Institut des Artisans de Justice et de Pax ,IAJP,, Cotonou 2000.

Goudjo, R. B. (2000). Discours Social des Évêques du Bénin de 1960 à 2000, Collection Xwefa dirigée par Goudjo Raymond B., n. 5,, Les Éditions du Flamboyant, Publications de l'Institut des Artisans de Justice et de Pax ,IAJP,, Cotonou 2000.

Goudjo, R. B. (2005) Du développement humain au Bénin : actes des conférences sociales mensuelles 2004. Cotonou : Ed. Catholiques du Bénin, 268p. (Collection Xwefa ; 14)

Granier, G. (2010). Afrique et développement durable. Conférence, Actes des 10e Rencontres de La Dur@nce.

Gregory,K., Matthews,A., Newton, A. et Nind, A. (1992). Incidences potentielles d'une taxe sur le carbone et l'énergie au taux de 10 dollars le baril, frappant les émissions du dioxyde de carbone au Royaume Uni, OCDE, éd, Le Changement Climatique : Concevoir un système pratique de taxe, Paris, PP 67 - 82.

Hammouda Ben, H. et Kassé M. (dir.), (2002). Le NEPAD et les enjeux du développement durable, Commission économique pour l'Afrique – Bureau pour l'Afrique centrale, Maisonneuve & Larose, Paris.

Hanemann, W. M. (1984). « Welfare Evaluation in Contingent Valuation Experiments with Discrete Responses», American Journal of Agricultural Economics, 66, 332 - 341.

Hanley, N. D. et Ruffell R.J. (1993). «The Contingent Valuation of Forest Characteristics: Two Experiments», Journal of Agricultural Economics, 44, 218 - 229.

Hazoumé, P. (1938). Doguissimi. Maisonneuve et Larose, 510 pages.

Hibiki, A., Ono, H. et Morita T. (1992). Les taxes sur le carbone au Japon : analyse et méthode envisageable, dans OCDE, éd, Le Changement Climatique: Concevoir un système pratique de taxe, Paris, PP 83 - 99.

Houenivo, T. (2000). L'utilisation des instruments économiques dans la lutte contre la pollution atmosphérique en milieu urbain au Bénin : cas de Cotonou. CAPE, 89 p.

Houngbédji, A. (2005). Il n'y a de richesse que d'hommes. Paris, L'Archipel.

Hounkpatin, P. et al. (2003). « Le président » Création collective et mise en scène par Erick-Hector Hounkpè.

Howe J. (2003). Filling the middle: Uganda's appropriate transport services. Transport Reviews, n°2, 161-176.

Howe, J. et Maunder, D.A.C. (2004). Boda boda – lessons from East Africa's growing NMT industry, Communication à la 10th World Conference on Transport Research, Istanbul, 4-8 juillet, 10 p

Institut national des statistiques. (2005). Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun. Phase 1 : enquête sur l'emploi, rapport principal 93p.

Iroko, F. (2003). La Côte des esclaves et la traite atlantique, Les faits et le jugement de l'histoire. Janvier 2003. Edition : Nouvelle Presse Publications. 207 pages.

Iroko, F. (2013). Les mentalités ont souvent la vie dure. Publié le 13 août 2013 par afiavimagazine.

J. et Loukpe, M. (2010). Conseil d'Analyse Économique : Transport urbain moto au Bénin : analyse et politique, Réalisé en PAO à l'Imprimerie Tropicale, Cotonou.

Jegou, A. (2007). Les géographes français face au développement durable. L'information géographique, n3, 2007.

Juhé-Beaulaton Dominique Chargée de Recherche 1ère classe, CNRS, Directrice-adjointe au cemaf-Paris Historienne

Josse, H. (1998). Les Zemidjan sont fâchés avec kérékou. Le Citoyen, Numéro 566 du mercredi 30 septembre 1998. P.4

Kabou, A. (1991). Et si l'Afrique refusait le développement? Éditions L'Harmattan, Paris.

Kaffo ,C., Kamdem, P., Tatsabong ,B., et Diebo, L.- M. et FLSH.(2007). L'intégration des "motos-taxis" dans le transport public au Cameroun ou l'informel a la remorque de l'État: une solution d'avenir au problème de mobilité et de l'emploi urbain en Afrique subsaharienne.

Kamto, M. (1996). Droit de l'environnement en Afrique. EDICEF/AUPELF, Vanves

KALULAMBI PONGO, Martin

Kolyang, L. (2004). Intimidations : Carton jaune aux "Bend Skineurs". Le sous-préfet de Douala IIème les met en garde contre toute participation aux manifestations politiques. Le Quotidien Mutations, 10 août.

Kotler, P., Dubois, B. et Manceau, D. (2004). «Marketing management», 11e édition, Broché, Pearson Education.

Kponhassia, G. (2003). Reconversions professionnelles, reconversions mentales : l'irruption des salariés ivoiriens au chômage dans le secteur des activités informelles autrefois abandonnées aux 'étrangers', dans F Leimdorfer, A. Marie (dir). L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier, Abidjan, Dakar,, Paris, Karthala, Coll. Hommes et Sociétés, 343-354.

Lachaud J.-P., Inack S. & al, 1992. Pauvreté et marché du travail au Cameroun : le cas de Yaoundé. Genève, Institut international d'études sociales, IIES, Bureau international du Travail, DP/47.

Laffont, J.J. et Tirole, J. (1993). A Theory of Incentives in Procurement and Regulation, MIT Press, Cambridge M.A.

- Lamoureux, D. (2004). Bien commun et intérêt public. *Tribunes Solidaires*, 22 mars 2004.
- Latouche, S. (1998). *L'autre Afrique – entre don et marché*. Albin Michel, Paris.
- Latour, B. (1989). *La Science en action*, Paris, «La Découverte».
- Latour, B. (1999, 2004). *Politiques de la nature : Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte.
- Latour, B. (2006). *Changer de société - Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.
- Le Bris, E. (1991). « Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique Noire », *Espaces et Sociétés*, n°65, 61-81.
- Léger, J.-M. (1999). *Le temps dissipé, souvenirs*, Montréal, Éditions HMH, p.395-397., souvenir de la première conférence de Niamey, le 17 février 1969
- Loi n° 98-030 du 12 février 1999 portant loi-cadre sur l'environnement en République du Bénin.
- Lourdes Diaz, O. (2010). *Les motos-taxis dans les villes d'Afrique au sud du Sahara*. Colloque international sur le taxi organisé à Lisbonne les 20 et 21 septembre 2007[en ligne], consulté le 20 avril 2010
- Maddala, G.S. (1983). *Limited Dependent and Qualitative Variables in Econometrics* Cambridge University Press.
- Mahamat, P. S. (1982). «Les petits métiers du transport à Maroua, Cameroun», *Les cahiers d'outre-Mer*, 35,135, :77-78
- Mäler, K. G. (1974). *Environmental Economics A Theoretical Inquiry*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- Marguerat, Y. et Ali, (1998). *Le centenaire de Lomé, capitale du Togo ,1897-1997*, collection Patrimoine, Presse de L'UB, Lomé, 1998, 492 p
- Martin, Y. (2000), *lutte contre l'effet de serre : quels instruments ? Les pouvoirs publics en France*, *Problèmes économiques*, n°2.662, PP 14-16.
- Mbaye, D. (2004). *Transport et pauvreté : les vélos-taxis au Sénégal. Entre suppression et réglementation*», *Actes du colloque Sitrass Mobilité et système de transport en Afrique Sub-Saharienne : Les défis de la pauvreté*, Lyon, Sitrass, 393-402.
- MEHU. (2001). *Décret n° 2001-110 du 04 avril 2001 fixant les normes de qualité de l'air en République du Bénin*. Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, MEHU.
- MEHU. (2000). *Stratégie Nationale de Lutte contre la Pollution Atmosphérique en République du Bénin*. Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme, MEHU

Mercier-Laurent, E. (2007). Dossier Innovation, Knowledge Management et Développement durable. Quel futur ? Revue Qualitique, décembre 2007

Michelot, A. (2006). Environnement et commerce – Perspectives en Afrique de l'ouest. UNITAR, Genève.

Moudachirou, M. (2005). Étude de la pollution atmosphérique de la ville de Cotonou. Rapport final, juillet 2005.

Morice, A. (1981). Les vélos de Kaolack, Sénégal. Cahiers d'Études Africaines - XXV - 81-83-XXI-1-3, pp. 197-210.

Morin, E. (2009). Une mondialisation plurielle. Synergies Pays Riverains de la Baltique n°6 - 2009 pp. 19-24, Centre d'Études Transdisciplinaires - Sociologie, Anthropologie, Histoire EHESS – CNRS, France

Mvondo, C. (2006). Mototaxis : le problème reste entier à Yaoundé. La Nouvelle -Expression, Camer.be, du 08 août.

Nancy, D. (2001). Il pleut des pierres sur la terre. Forum, éd. du 03 décembre 2001, volume 36, numéro 14.

Ngabmen, H., Habyarimana M. et Eboumbou J. C. (2000). Étude exploratoire sur les taxis-motos dans les villes africaines. Les "bend skin" de Douala, Groupe Interdisciplinaire d'Études et de Recherche sur les Transports, Giret, Rapport pour le Min. Français des Affaires Étrangères.

Norgaard, (1994).

Noukpo, A. (2003). La diffusion des innovations : L'exemple des « Zemidjan » à travers l'espace Béninois. Revue de Géographie du Cameroun vol XV n°1 : 52-67.

OCDE. (1992). Le changement climatique : Concevoir un système pratique de taxe. OCDE, Paris.

Orléan, A. (1994). L'économie des conventions, «Coll PUF», Paris.

Oyesiku, K.O. (2001). City poverty and Emerging Mobility Crisis: The Use of Motorcycle as Public Transport in Nigerian Cities. communication à la 9th World Conference of Transport Research, Seoul, 22-27 juillet, 16 p.

Passey, Rogers, Machell et mchugh, (2004). Version adaptée et validée (auprès d'un sous échantillon de répondants) du «questionnaire de la British Educational Communications and Technology Agency» sur les barrières rencontrées par les apprenants dans les formations faisant appel aux TIC.

Pigou, A. C. (1920). Economics of Welfare, 4th edition, Macmillan, London.

Pliya, J. (1997). L'histoire de mon pays le Bénin. Librairie Notre Dame, Cotonou-Bénin, 1997.

Pliya, J. (1987). Les Tresseurs de corde. Volume 44 de Collection Monde noir, poche, Éditions Hatier, 239 p.

Prévot, F. (2007). Le transfert de connaissances : revue de littérature, XVIème conférence internationale de management stratégique, Montréal de 6-9 Juin 2007.

Proulx, S. (2007). L'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social. Dans TICE: l'usage en travaux. Numéro hors série, les dossiers de l'ingénierie éducative. Centre national de documentation pédagogique, Paris, hors série, p. 53-60.

Quenum, A. (2005). Qu'il croisse mon pays et que moi je diminue. Interview accordée par le Cardinal Bernadin Gantin, dans le journal "La Croix" du 02/08/05.

Roufaï, M.C. (2012). « Environnement, santé publique et risques sanitaires liés à l'eau Cotonou au Bénin ». Thèse de doctorat présenté le 20 Février 2012 à l'Université Paris-Sorbonne.

Sahabana, M. (2006). Les autobus en site propre intégral, une solution à la crise des transports dans les grandes agglomérations subsahariennes. Thèse pour le Doctorat de Sciences Économiques, mention Économie des Transports, Lyon, Univ. Lyon 2, 324 p.

Sahabana, M. (2006). Les motos-taxis à Douala et leur perception par les pouvoirs publics: entre tolérance d'un secteur pourvoyeur d'emplois et de transport et volonté d'éradiquer une activité incontrôlable. Communication aux Secondes rencontres internationales CIDEGEF/Ville management Évolutions institutionnelles et gouvernance dans le système de transports en Afrique Sub-Saharienne, Douala, 20-24 nov., 15 p.

Saibou, I. (1998). « Laamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun », annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Ngaoundéré, Vol III.

Saibou, I. (2001). « Sonngoobé, bandits justiciers au Nord-Cameroun sous l'administration française », annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Ngaoundéré, Vol VI.

Salengro, B. (2006). Management par la manipulation mentale. Edition L'harmattan. ISBN : 9782296015388 2296015387.

Sanni, A. (2005). Ultrafine particulate matter and high-level benzene urban air pollution in relation to oxydative DNA damage. Carcinogenesis vol.26 no.3 pp.613-620

Satoguina, H. et Alinsato, A. (2010). Transport urbain moto au bénin : analyse et politique, Conseil d'Analyse économique Cotonou, 2010.

Serhaum-Sem. (1999a). Projet « véhicules d'occasion » : étude des problèmes Environnementaux liés à la circulation urbaine, rapport de synthèse final, Août.

Serhaum-sem. (1999b). Projet « véhicules d'occasion » : étude des problèmes Environnementaux liés à la circulation urbaine, rapport de la Table Ronde sur le thème : « Pour un transport urbain durable à Cotonou », Août.

Sitrass. (2004). Pauvreté et mobilité urbaine à Douala. Rapport final, Programme de Politiques de Transport en Afrique Sub-Saharienne, Recherche pour la Banque mondiale et la Commission Economique pour l'Afrique, Lyon, SITRASS, sept. 2004, 142 p. [En ligne]

Sitrass. (2005). Restriction de la circulation des transports collectifs urbains sur le Pont du Wouri: impacts sur les populations. Rapport final pour la Communauté Urbaine de Douala, Lyon, SITRASS, 111 p.

Smith O.B. (ed.), Moustier P. (ed.), Mougeot L.J.A. (ed.), Fall A. (ed.), 2004. Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : enjeux, concepts et méthodes. Montpellier: CIRAD, 173 p

Söderquist, T. (1995). Estimating the Benefits of Health Risk Reduction : The Contingent Valuation Method Applied to the Case of Radon Radiation. Beijer Discussion Paper Series, n° 57, Beijer International Institute of Ecological Economics, Stockholm.

Sotindjo S.D., (2010) Cotonou l'explosion d'une capitale économique (1945-1985), L'Harmattan, p. 300

Stratégie nationale initiale de mise en œuvre (snmo), de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques (ccnucc). Octobre (1999).

Suchman, L. (2000). Organizing alignment: A case of Bridge building organization. Vol. 7,2,

Sylvie, F. et Jean-François, N. (1995). Économie des ressources naturelles et de l'environnement. Édition Armand Colin. Paris.

Tagro, P. et Kouadio, S. (2000). «Willingness to Pay for Cleaning the Ebrie Logoon», Paper presented at Beijer Research Seminar, Morocco, March 13 - 15.

Taylor, J. (1993). La dynamique du changement organisationnel, une théorie conversation/texte. Communication & Organisation, n°3.

Tchibozo, P. (2008). Magister dixit : Le NEPAD, un véritable éléphant blanc. Nouvelles Mutations, 09 juin 2008.

Téné Mangoua, T. (2005). Que pensez-vous du développement durable en Afrique. Compte rendu de la conférence de 05 novembre 2005 sur le développement durable à Lille

Teurnier, P. et Mandon-Adoléhoume, B. (1994). L'intégration du transport artisanal dans un service public de transport urbain : le cas de Dakar. Paris, INRETS-CODATU, 116 p.

Tévoédjèrè, A. (1977). La Pauvreté Richesse des Peuples. Préface de Jean Tinbergen, Prix Nobel, et de Dom Helder Camara, Paris, Les Éditions Ouvrières.

Tévoédjèrè, A. (1984). Mes Certitudes d'Espérance. Paris, Les Éditions Ouvrières.

Thiam, I. (2008). Stratégie des exploitations agropastorales de Thieul 'Ferlo-Sénégal' dans un contexte d'incertitudes sur les ressources naturelles productives. Thèse de doctorat, Institut

National Polytechnique/École nationale supérieure d'agronomie de Toulouse. Novembre 2008, Discipline ou spécialité : doctorat essor (développement rural)

Tossou, C.A. (1993). Les taxi-motos urbains de Cotonou : sécurité et environnement. Actes de la Codatu Transport urbain dans les pays en développement, Tunis, 15-19 fév. Section XII, 45-55.

Toussaint, H. (2000). L'utilisation des instruments économiques dans la lutte contre la pollution atmosphérique en milieu urbain au Bénin : Cas de la ville de Cotonou. Document de travail N°003/2000 Cellule d'Analyse de Politique Économique, République du Bénin.

Turvey, R. (1963). On divergences between Social Cost and Private Cost. *Economica*, 30, 309-313.

Turvey, R. (1964). « Optimisation and Suboptimisation in Fishery Regulation. », *American Economics Review* 54, 64 - 76.

United Nations. (2004). World Urbanizations Prospects: The 2003 Revision, Data Tables and Highlights. New York, ONU, 185 p.

Vaillancourt, J.-G. (2001). Religion, écologie et environnement, dans l'étude de la religion au Québec. Bilan et prospective, pp....439-534. Québec : Les Presses de l'université de Laval,

Wamé B. (2002). Les moto-taxis ou la danse de la mort, *Afrik.com* [En ligne] publié le 25/07/2002.

WHO Regional Office for Europe (1999). Guideline for Air Quality. World Health Organization: Geneva; 186.

Youale, M.T. (1990). Le rapport entre la croissance spatiale et démographique et le développement de la SOTUC. Yaoundé, MESIRES, ISH, 274p.

Zali, O. T.D. (1992). Véhicules à moteur et pollution atmosphérique : impact sur la santé publique et mesure d'assainissement. OMS, Genève, VI-VII.

AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

L'Afrique au cœur des enjeux du développement durable : Alpha études. Chartes éthiques et codes de conduite : état des lieux d'un nouvel enjeu social. Récupéré du site [h://www.groupe-alpha.com/fr/études-prospective/publications/rappots-cep/chartes-ethiques-codes-c.html](http://www.groupe-alpha.com/fr/études-prospective/publications/rappots-cep/chartes-ethiques-codes-c.html). Consulté le 2 Juin 2013.

Décennie des nations unies pour l'éducation en vue du développement durable ,2005-2014, dans un document intitulé : cadre pour une stratégie de communication en appui à la décennie des nations unies pour l'éducation en vue du développement durable dans les ateliers de l'UNESCO, paris, 2007, la croix, 15.07.07, paris

Déclaration du secrétaire général Kofi Annan à l'assemblée générale. New York, le 21 mars 2005.

Delvenne, P., Erpicum, M., Hupet, P. et Vassen, F. (1994). Cahier n°19. Modernités multiples et critique sociale des technologies en Europe et en Amérique latine. Cahiers des sciences politiques de l'université de liège, 02.03.2011 par mark l. Duffield op. Cit paru dans ids bulletin: linking relief and development, vol. 25, no 3, octobre 1994,

Développement durable Nairobi, 15-18 octobre 2001

Eamau. (1998). Étude exploratoire sur les motos taxis dans les villes africaines : le cas de Lomé. Lomé, septembre 1998, 47p

International journal of religion, nature and culture, n° 4, 2012.

Interview d'Henri Djombo, ministre de l'économie forestière du Congo

Mama, D., Dimon, B., Aina, M., Adoukpe, J., Ahomadegbe, M., Youssao, A., Kouazounde, J., Kouanda, S. K. et Moudachirou, M. (2013). Transport urbain au Bénin et pollution atmosphérique: évaluation quantitative de certains polluants chimiques de Cotonou. Journal Home Vol 7, No 1 (2013)

Marco silvestro, altermondialisme et individualisme une critique libertaire. Communication dans le cadre de la nuit de la philosophie, 2e éd. Uqam 25-26 mars 2006.

Module XI : La communication pour le changement de comportement. Réalisé par le programme santé sexuelle, droits humains, prosad, un programme germano-burkinabé, appuyé par la GTZ, en collaboration avec la kfw et le ded, sur ordre du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, bmz,

Plan de développement de l'infrastructure d'information et de communication du Bénin 2000 à 2004-extraits, document élaboré avec le concours de la CEA et du CRDI Canada, septembre 2000.

Problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savé Université d'Abomey-Calavi. UAC, Bénin INJEPS, département des sciences et techniques de l'action sociale et culturelle - Master en développement communautaire 2008

Problèmes de l'anthropologie et de l'histoire africaines, éditions clé, Yaoundé, 1982, p. 10.

Qu'est-ce que le développement durable ? Actes des 10^{ème} rencontres de la dur@nce conférence

Rapport brundtland, loi-cadre sur l'environnement en république du Bénin.

Rapport établi par le secrétariat commun élargi pour le sommet mondial du développement durable de 2002.

Section de l'EDD l'éducation au développement durable de l'Unesco 2005-2014: 40 chapitres de l'agenda 21 document officiel du sommet de la terre de 1992.

Ten commandments for the environment: pope benedict 16 speaks out for creation and justice, ave maria press, woodeene koenig-bricker, 2010

World congress on communication for development: lessons, challenges and the way forward, Banque Mondiale, Washington DC, 2007.

PAGES WEB CONSULTÉS

Plusieurs autres textes disponibles en ligne sur les sites du gouvernement ou d'organisme du Bénin ont servi à cette thèse:

www.beninhuzu.net

www.benininfo.com

www.sonagnon.net

www.fraternitebenin.com

D'autres informations ont été prises sur des sites à travers le moteur de recherche google.ca.

Tel que :

http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_wybo.pdf

<http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Sadou1%20ngaoundere.pdf>

<http://www4.worldbank.org/afr/ssatp/Resources/PapersNotes/Douala.pdf>,

Bernard Salengro. Le management par la manipulation mentale, sur le site books.google.fr

LES LIENS AUXQUELS NOUS AVONS EU RECOURS DEPUIS 2009.

2009

La chanson Taxi Moto/Zemidjan du groupe musicale togolais Toofan. Sortie en 2007.

<https://www.youtube.com/watch?v=Nwy7YdfdobM>. Consulté le 26 janvier 2009

<http://www.reference.com/browse/wiki/Boda-boda>. Consulté le 2 février 2009

Rapport établi par le secrétariat commun élargi pour le Sommet mondial du développement durable¹ de 2002.

http://www.unep.org/roa/docs/pdf/Assessment%20report_French_.pdf. Consulté le 15 mars 2009

Guezere, A. Taxis collectifs et taxis motos : un couple intermodal pour une meilleure intégration du transport urbain à Lomé, Colloque international sur le taxi organisé à Lisbonne les 20 et 21 septembre 2007[en ligne].. Consulté le 20 avril 2010

Texier.F. (2004) La diversité culturelle en francophonie, le cas de l'université Senghor d'Alexandrie, Référé de <http://www.usenghorfrancophonie.org/international/conf/ConfRectAcademieSciencesOutremer.pdf>. Consulté le 16 mai 2009

Morice, A (1981). Les vélos de Kaolack, Cahiers d'Etudes Africaines, n° 81-83, 197-210. [En ligne] www.persee.fr. Consulté le 22 mai 2009.

Inack Inack ,S. (1997). L'exclusion sociale au Cameroun. Programme des institutions du travail et du développement, IIES, ISBN 92-9014-5927, <http://www.ilo.org/public/>. Consulté le 28 mai 2009

http://www.ozone.unep.org/french/Ratification_status/montreal_protocol.shtml. Consulté le 28 mai 2009

<http://www.operationspaix.net/Situation-d-urgence-complexe,7317>. Reconsulté le 21 Juin 2009

www.afrik.com/article4754.html. Consulté le 18 juillet 2009

Capital naturel et développement durable en Afrique Pierre-Noël Giraud, Cerna, Denis Loyer. AFD. http://www.dailymotion.com/video/xbg4g6_preparation-de-copenhague-afrique-e_news. Consulté le 19 juillet 2009

http://fr.wikipedia.org/wiki/Ferdinand_Oyono. Consulté le 12 novembre 2009

2010

<http://www.blessnet.com/heberg/laraignee/lesw2/modules.php?name=News&file=print&sid=5768>. Consulté le 20 Janvier 2010.

http://www.rqcb.ca/fr/interdire_moteur_2temps.php. Consulté le 20 Janvier 2010

<http://www.jacqver.pagesperso-orange.fr/texte/zemidjan.htm>. Consulté le 15 janvier 2010

<http://www.presseafricaine.info/article-20455871.html>. Consulté le 06 février 2010

<http://www.presseafricaine.info/article-20455871.html>. Consulté le 06 février 2010

<http://www.huitfoisoui.fr/oui-a-un-environnement-durable-omd-7/lutter-contre-pollution-air-cotonou-benin.html>. Consulté le 03 mars 2010.

<http://www.wgactu.com/wgmastnew/wgactu/politique-beninoise/5.html>. Consulté le 10 mars 2010

<http://www.mdgafrica.org/pdf/MDG%20Africa%20Steering%20Group%20Recommendations%20-%20French%20-%20HighRes.pdf>. Consulté le 17 mars 2010

www.afrik.com/article4754.html. Consulté le 20 mars 2010

www.afrik.com/article5303.html. Consulté le 20 mars 2010

<http://www.isesco.org.ma/francais/publications/pauvrete/p17.php>. Consulté le 24 mars 2010

<http://www.jolome.com/dir/article.php?i=74357&t=direct>. Consulté le 27 Mars 2013.

Diaz L. O. et ali, Les motos-taxis dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, Colloque international sur le taxi organisé à Lisbonne les 20 et 21 septembre 2007[en ligne], consulté le 20 avril 2010

<http://www.taxi-moto-paris.fr/>. Consulté le 16 avril 2010.

Fanougbo , A. V» Université Cocody Abidjan - DEA 2002 in <http://www.memoireonline.com/12/08/1717/La-regulation-de-la-pollution-atmospherique-dorigine-motocycle-Cas-des-taxis-moto-zemidjan.html>. Consulté le 20 Avril 2010

Diaz L. O. et ali, Les motos-taxis dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, Colloque international sur le taxi organisé à Lisbonne les 20 et 21 septembre 2007[en ligne], consulté le 20 avril 2010

http://www.sonangnon.net/actualites/2007/avril/intlematinal2304_4.php. Consulté 07 mai 2010.

Les motos-taxis dans les villes d'Afrique au sud du Sahara, article consulté sur la page web : http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Diaz_Olvera.pdf. Consulté le 23 Mai 2010

<http://www.laraignee.org/modules.php?name=News&file=print&sid=4815>. Consulté le 05 juin 2010

http://www.24haubenin.com/IMG/article_PDF/article_3290.pdf. Consulté le 17 juillet 2010

Fanoubo , A. V. La régulation de la pollution atmosphérique d'origine motorcycle: Cas des taxis-moto "Zemidjan" dans la ville de Cotonou» Université Cocody Abidjan - DEA 2002, [En ligne] http://www.memoireonline.com/12/08/1717/m_La-regulation-de-la-pollution-atmospherique-dorigine-motocycle-Cas-des-taxis-moto-zemidjan13.html. Consulté le 17 août 2010

http://www.bj.refer.org/benin_ct/edu/univ-be/rep_ens/rec00001/r0000059.htm. Consulté le 02 Septembre 2010.

«Le développement est le nouveau nom de la paix», référé de

http://www.paxchristi.cef.fr/docs/FT_dvpt_paix.pdf. Consulté le 27 septembre 2010

<http://www.fr.answers.yahoo.com/question/index?qid=20071110101038AA17t9d>. Consulté le 12 septembre 2010

<http://www.hda-info.com/pages/informations-generales/hda-altermondialisme.html>. Consulté le 27 septembre 2010

<http://www.redtac.org/possibles/2009/07/31/altermondialisme-et-grandes-institutions-internationales/>. Consulté le 27 septembre 2010

<http://www.codatu.org/wp-content/uploads/codCD-Guezere.pdf>. Consulté le 12 Octobre 2010.

Moukaïla ,A. (2008). La problématique de la communication dans la gouvernance locale au Bénin: le cas de la commune de Savè. Récupéré de http://www.memoireonline.com/07/09/2300/m_La-problematique-de-la-communication-dans-la-gouvernance-locale-au-Benin-le-cas-de-la5.html#toc7. Consulté le 15 octobre 2010

<http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonneurs>. Consulté le 18 octobre 2010

<http://www.afrisson.com/Stam-Tohon-475.html>. Consulté le 29 novembre 2010

2011.

http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/messages/peace/documents/hf_ben-xvi_mes_20091208_xliii-world-day-peace_fr.html. Consulté le 12 février 2011.

http://www.sonangnon.net/actualites/2007/avril/intlematinal2304_4.php. Consulté le 12 février 2011

http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable#cite_note-65. Consulté le 18 Février 2011

http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable#cite_note-66. Consulté le 18 Février 2011

<http://www.rfi.fr/afrique/20110125-journees-textile-cotonou-mondialisation-cause>. Consulté le 25 février 2011

<http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Sadou1%20ngaoundere.pdf>. Consulté le 15 mars 2011

Marcus Boni Teiga, «Les Zemidjan». <http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonneurs>. Consulté le 2 Avril 2011.

<http://www.gestiondesarts.com/index.php?id=122>. Consulté en Avril 2011.

http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html. Consulté le 17 avril 2011

http://www.paris-motos-services.com/index.html?gclid=cpnlk-c_4q8cfyykkgodwi-w2w. Consulté le 21 avril 2011.

http://www.portal.unesco.org/ci/fr/ev.phpurl_id=17116&url_do=do_topic&url_section=201.html Consulté le 10 mai 2011

<http://www.tuxcafe.org/~carine/Automne%202006/Textes/ControverseRabaska.doc>. Consulté le 11 Mai 2011.

<http://www.illassa-benoit.over-blog.com/article-benin--38611893.html>. Consulté le 12 Mai 2011.

www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=155. Consulté le 12 mai 2011

Roger Gbégnonvi sur le blogue politique ebeninois.com. Consulté le 13 Mai 2011

<http://www.koaci.com/articles-72773>. Consulté le 08 juin 2011.

<http://www.daccess-dds-ny.un.org/doc/undoc/gen/n97/765/67/pdf/n9776567.pdf> .
Consulté le 10 juin 2011

<http://www.maxime-jobin.com/billets/oublie-ca-harper-2-l-environnement-374.html>.
Consulté le 10 Juin 2011

http://www.24haubenin.com/img/article_pdf/article_3290.pdf. Consulté le 12 juin 2011.

http://www.a211.qc.ca/9583_fr.html. Consulté le 13 Juin 2011

http://www.memoireonline.com/07/09/2300/m_La-problematique-de-la-communication-dans-la-gouvernance-locale-au-Benin-le-cas-de-la7.html#toc12.
Consulté le 12 septembre 2011

http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html Consulté le 20 Septembre 2011

http://www.ebeninois.com/lesdessousdelapolitique/Zemidjan-des-criminels-a-arreter-_a128.html Consulté le 21 Septembre 2011

<http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>. Consulté le 27 septembre 2011

<http://www.pedagogie84.pagesperso-orange.fr/kpayo.htm>. Consulté le 19 octobre 2011

2012

http://www.estis.net/sites/reic_benin/default.asp?site=reic_benin&page_id=FE88B232-165E-45EB-8F77-62014944FBFF. Consulté le 17 Janvier 2012.

John Baden, Président de la Foundation for Research on Economics and the Environment, <http://www.theatregerardphilipe.com/uploads/pdf/ecologie-ville.pdf>. Consulté le 20 Janvier 2012

<http://www.afrik.com/article17558.html>. Consulté le 1 Février 2012.

La communication pour un développement à dimension humaine. Rapport publié en 2000, Archives de documentation de la FAO.

<http://www.fao.org/docrep/t1815f/t1815f01.htm>. Consulté en ligne le 13 Mars 2012

http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable#cite_note-Culture-17. Consulté le 15 Mars 2012

Décret N° 2010-415 du 13 Octobre 2010 portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi de finances pour la gestion 2011. <http://www.mjpacbj.over-blog.com/article-budget-de-l-etat-exercice-2011-le-gouvernement-decide-a-mettre-fin-au-job-de-taxi-moto-zemidjan-60829411.html>. Consulté le 16 Mars 2012

Article 27 de la constitution du 11 décembre 1990 consulté sur : <http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf>. Consulté le 25 mars 2012.

http://www.rotary1730.org/admin-club-nouvelles/clubsfile/salernesenhautvar/2012108_nouvelles_bulletin_6522.pdf. Consulté le 08 Avril 2012.

<http://www.isesco.org.ma/francais/publications/Pauvrete/Menu.php>. Consulté le 20 Avril 2012.

<http://www.lequitable.fr/developpement-durable/enjeux/>. Consulté le 22 Avril 2012.

<http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf>. Consulté le 23 Mars 2012

Fiche technique 1: Calcul des indicateurs du développement humain.

http://www.hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_FR_Technique1.pdf. Consulté le 24 Avril 2012.

http://www.aims2007.uqam.ca/actes-de-la-conference/communications/prevotf177/at_download/article.pdf. Consulté le 01 Mai 2012.

Du scoutisme, tout simplement ! But : Le développement intégral de la personne.

<http://www.le-scoutisme-francais-en-franche-comte.org/scou5p.html>. Consulté le 1 Mai 2012.

« Décroissance, analyse globale » publié sur le site du Réseau de documentations des écologistes.
http://biosphere.ouvaton.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1012:decroissance-analyse-globale&catid=44:d&Itemid=65. Consulté le 1 Mai 2012

Pauvreté, démocratie et développement humain durable : Enjeux et perspectives dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, NEPAD.

http://www.beninensis.net/Pauvrete_Democratie_et_Developpement_Durable.pdf. Consulté le 1 Mai 2012

L'Église et le développement en Afrique. Consulté en ligne le 1 Mai 2012.

La Nouvelle gestion budgétaire : l'Expérience des budgets de programme au Bénin.

<http://www.afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/04dos5mede.pdf>. Consulté le 02 Mai 2012

Sommet mondial sur le développement durable 2002 : Histoire du développement durable. <http://www.cms.ac-martinique.fr/structure/eedd/file/historiqueeedd.pdf>.

Consulté le 02 Mai 2012.

Sommet Mondial sur le Développement Durable 2002

http://www.fnh.org/francais/fnh/uicn/pdf/smdd_historique_dd.pdf. Consulté le 02 Mai 2012

<http://www.cndd.bj/document/SNDD%2031%2001%2005.pdf>. Consulté le 03 Mai 2012

<https://www.docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:85v9jcQkkVAJ:german-practice-collection.org/en/download->. Consulté le 08 Mai 2012.

http://www.dictionnaire-environnement.com/greenwashing_ID2629.htm. Consulté le 08 Mai 2012.

<http://www.editoile.fr/apres-le-green-washing-le-social-washing/>. Consulté le 08 Mai 2012.

<http://www.vedacom.fr/2010/02/11/greenwashing-socialwashing-blackwashing>. Consulté le 08 Mai 2012.

<http://www.journal-adjinakou.benin.info/?id=4&cat=1&id2=12226&jour=08&mois=05&an=2012>. Consulté le 08 mai 2012

http://www.ingenieur.overblog.org/pages/_Les_diff%C3%A9rentes_etapes_de_r%C3%A9alisation_du_n_projet_La_definition_du_Besoin-2201303.html. Consulté le 08 Mai 2012

http://www.unicef.org/cbsc/files/Inter-agency_C4D_Book_FRENCH_2011.pdf. Consulté le 08 Mai 2012.

http://www.hal.archivesouvertes.fr/docs/00/17/57/29/PDF/Diaz_Plat_Pochet_Sahaba_na.pdf. Consulté le 12 mai 2012

Fanougbo, A.V. Coût privé de morbidité due à la pollution de l'air à Cotonou.

http://www.cefred.org/system/attachments/11/original/ARTICLE_AVOCE_CEFRED.pdf?1330883550. Consulté le 22 Mai 2012.

<http://www.cidce.org/pdf/livre%20rio/rapports%20nationaux/Benin.pdf>. Consulté le 22 Mai 2012.

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/societe_civile/societe_civile_intro.html. Consulté le 23 Mai 2012.

<http://www.irinnews.org/printreport.aspx?reportid=69506>. Consulté le 23 Mai 2012.

http://www.ebeninois.com/lercyclageideel/Benin-Les-preoccupations-environnementales_a3.html. Consulté le 10 Juin 2012.

<http://www.cameroun-online.com/actualite,actu-8418.html>. Consulté le 12 Juin 2012.

<http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>. Consulté le 15 Juin 2012

<http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/Kamdem.pdf>. Consulté le 18 Juin 2012.

http://www.unicef.org/cbsc/files/Inter-agency_C4D_Book_FRENCH_2011.pdf. Consulté le 19 Juin 2012,

<http://www.unesdoc.unesco.org/images/0013/001343/134365fo.pdf> Page 22. Consulté le 19 Juin 2012.

<http://www.takiyovo.wordpress.com/2011/01/10/reportage-zemidjan-a-cotonou-les-moto-taxis-de-linformation>. Consulté le 10 Juillet 2012.

http://www.mpra.ub.uni-muenchen.de/35115/1/MPRA_paper_35115.pdf. Consulté le 11 Juillet 2012.

Taxi-moto à Cotonou: un gagne-pain qui coûte des vies

<http://www.eqda.ch/site/2011-05-18-12-55-08/pays/benin/taxi-moto/item/taxi-moto-a-cotonou-un-gagne-pain-qui-coute-des-vies.html>. Consulté le 12 Juillet 2012.

http://www.portal.unesco.org/ci/fr/ev.phpURL_id=24131&URL_DO=DO_TOPI&URL_SECTION=201.html. Consulté le 25 juillet 2012

Diversité culturelle et biodiversité pour un développement durable [archive],
http://www.portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=6055&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. Consulté le 4 septembre 2012

<http://www.slateafrique.com/10957/transport-pollution-Zemidjan-taxis-motos-empoisonne>. Consulté le 10 septembre 2012

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf. Reconsulté le 11 Octobre 2012

Écosystème de connaissances pour le développement durable. www.Agora21.org. Consulté le 17 octobre 2012

Les moto-taxis ou la danse de la mort [En ligne] publié le 25/07/2002.
www.afrik.com/article4754.html. Consulté le 22 Octobre 2012

2013

<http://www.eglise.catholique.fr/benoit-xvi-en-france/reperes/la-sauvegarde-de-la-creation/la-sauvegarde-de-la-creation-2.html>. Consulté le 12 Février 2013 sur le site de la conférence épiscopale des évêques de France.

<http://www.bj.chm-cbd.net/implementation/lois/fol655809>. Consulté le 13 Février 2013

http://www.afriklive.com/Abdoulaye-Bio-Tchane,-Directeur-Afrique-au-Fonds-Monetaire-International_a264.html. Consulté le 8 Mars 2013

Discours de Bienvenue au pape Benoît XVI : Boni Yayi dans la peau du Président de l'Afrique. Référé de <https://aynard.wordpress.com/2011/11/19/le-discours-de-bienvenue-de-boni-yayi-au-pape-benoit-xvi-en-visite-au-benin/>. Consulté le 13 Mars 2013.

Kana Gaba Boco. L'évolution du droit de l'environnement au Bénin et les nombreux travaux réalisés par le ministère de l'environnement et l'ABE. Référé de http://www.estis.net/sites/reic_benin/default.asp?site=reic_benin&page_id=DC67AB57-18E0-4C38-AEEC-010EB4638BFD. Consulté le 30 Mars 2013.

http://www.racontemoilindépendance.org/Raconte_Moi_lIndépendance/l_unite_-_du_dahomey_au_benin.html. Consulté le 14 Avril 2013

http://www.blaisap.typepad.fr/mon_weblog/2013/01/la-qualit-de-lair-cotonou-1.html. Consulté le 05 mai 2013

http://www.unicef.org/cbsc/files/Inter-agency_C4D_Book_FRENCH_2011.pdf. Consulté le 08 Mai 2013.

<http://www.africatime.com/benin/>. Consulté le 08 Mai 2013.

Destruction des mangroves, effets similaires à la surpêche, plus de détails dans: Effets environnementaux dans l'article élevage de crevettes.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Altermondialisme>. Consulté le 08 Mai 2013

http://fr.wikipedia.org/wiki/Halte_à_la_croissance_%3F. Consulté le 08 Mai 2013.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_Strong. Consulté le 08 Mai 2013.

http://www.bourgogne.gouv.fr/assets/bourgogne/files/dvlpt_durable/Historique%20du%20DD.pdf. Consulté le 08 Mai 2013.

<http://www.presseafricaine.info/article-20455871.html>. Consulté le 08 Mai 2013.

«Pédagogie des opprimés» de Paulo Freire, N'AUTRE école / n° 12, printemps 2006.

http://www.cnt-f.org/fte/IMG/pdf/pedagogie_des_opprimes.pdf. Consulté le 08 Mai 2013

<http://www.fr.eannu.com/mahougnon.html>. Consulté le 08 Mai 2013.

http://www.pnud.org.ma/pdf/UNDAF_ACTION_PLAN_2012-2016_final.pdf. Consulté le 08 Mai 2013.

http://www.ohchr.org/Documents/Issues/MDGs/MDGsInfonoteFinal_fr.pdf.

Consulté le 08 Mai 2013.

<http://www.cdcclimat.com/L-offre-de-credits-Kyoto-quelques.html>. Consulté le 13 Mai 2013.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Claude_All%C3%A8gre. Consulté le 20 Mai 2013.

<http://www.adelaide.edu.au/directory/kym.anderson>. Consulté le 9 Juin 2013.

<http://www.conii.ca/about-us/board-of-directors/30-dr-michel-caron-agr.html>.

Consulté le 20 Juin 2013

Esoh, E. Plaider pour une protection des bois sacrés en Afrique noire. Ce texte est tiré de la version originale d'un mémoire soumis au XIIe Congrès forestier mondial, Québec City, Canada. Référé de :

<http://www.fao.org/docrep/ARTICLE/WFC/XII/1006-A3.HTM>. Consulté le 20 Juin 2013.

Stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable, synthèse

http://europa.eu/legislation_summaries/environment/sustainable_development/128117_fr.htm. Consulté le 08 Juillet 2013.

Consultant à L'Econovateur, http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable.

Consulté le 12 Juillet 2013

Corinne Lepage référé de http://fr.wikipedia.org/wiki/Corinne_Lepage. Consulté le 13 Juillet 2013

<http://www.membres.multimania.fr/boukharieh/DIGRAP/1%20TablesMat.htm>.

Consulté le 20 Juillet 2013.

<http://www.electron-economy.org/article-homme-et-nature-le-pape-met-en-garde-contre-le-pantheisme-ou-le-neo-paganisme-50014759.html>. Consulté le 4 septembre 2013

<http://www.econpapers.repec.org/paper/shrwpaper/10-15.htm>. Consulté le 15 septembre 2013

Statistiques de William, G. (2006). Wgactu.com : Les Zemidjan dans les grandes villes du Bénin. Mise à Jour: Dimanche, 2 Mai 2010, 6:00 du matin. Remis en ligne : Dimanche, 2 Mai 2010, 10:30 PM GMT. Sur le lien :

<http://www.wgactu.com/WGMASTNEW/WGACTU/POLITIQUE-BENINOISE/5.html>. Reconsulté le 08 Octobre 2013

Chantal de Laveleyein cité dans « Abécédaire politique communal : Au départ de la politique communale uccloise, creuset d'une réflexion. Pour mieux comprendre le sens de ma démarche » http://www.etopia.be/IMG/pdf/Etopia_ABC.pdf. Consulté le 08 Octobre 2013.

<http://www.voyageforum.com/discussion/ce-qu-il-faut-savoir-benin-d510569/>. Consulté le 08 Octobre 2013.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Une_vérité_qui_dérange. Reconsulté le 21 Novembre 2013.

2014

<http://www.operationspaix.net/Situation-d-urgence-complexe,7317>. Consulté le 23 Janvier 2014.

http://www.developpement.bj/IMG/pdf/Rapport_RCD2002.pdf. Consulté le 25 Avril 2003 au Ministère de développement du Bénin et Reconsulté le 17 Juillet 2014.

Abdoukarim S. (2005) «Le taxi moto et l'insécurité urbaine dans le nord-Cameroun, le cas de la ville de Ngaoundere» Mémoire de Maitrise. Faculté des Arts et Sciences Humaines, Université de Ngaoundéré. Référé de www.sadoulngaoundéré.pdf. Consulté le 25 Juillet 2013.

Association Moto-Action, Moto Action référé de www.motoaction.org/moto.php.
Reconsulté le 23 Août 2014..

Pidduck. (2009). «Objectifs du Millénaire pour le Développement, OMD »
disponible en ligne au <http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.html>. Consulté le
23 Août 2014.

Guesnerie, R. (2003). La recherche au service du développement durable, rapport
intermédiaire, Référé de http://www.vie-publique.fr/documents-vp/dev_durable.pdf.
Consulté le 3 Septembre 2014.

PNUE, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 1987, Le Protocole de
Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Le secrétariat
de l'ozone, PNUE. Récupéré de
http://ozone.unep.org/new_site/fr/montreal_protocol.php. Consulté le 12 Septembre
2014

<http://www.cftm-taximoto.com/fr/?gclid=CL6gvuLx4a8CFYe5Kgod3WpXBA> .
Reconsulté le 17 Novembre 2014.

Georges Lapassade «Introduction sur le travail de terrain, fieldwork,: Conversations
et entretiens ethnographiques un exemple : l'ethnographie de l'école», Source :
<http://www.1libertaire.free.fr/GLapassade06.html>. Reconsulté le 18 Novembre 2014

Conférence préparatoire Africaine pour le sommet mondial du développement
durable, Nairobi, 15-18 octobre 2001. Récupéré de
http://www.unep.org/roa/docs/pdf/report%20of%20the%20conference_french_.pdf.
Reconsulté le 27 Novembre 2014

Assogba, G. Les taxis motos de Lomé, un mode de transport urbain accessible à tous
: quelle planification pour un service de qualité? La revue AHOHO [En ligne],
Ahoho_2, Publications du LARDYMES, mis à jour le : 09/06/2009, URL :
http://www.lodel.tg.refer.org/ahoho/index.php?/publications/ahoho_2/index.php?/pub

lications/ahoho_2/267-les-taxis-motos-de-lome-un-mode-de-transport-urbain-accessible-a-tous-quelle-planification-pour-un-service-de-qualite. Consulté le 12 décembre 2014.

2015

Publications de l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture - ISESCO- 1425H/2004

<http://www.isesco.org.ma/francais/publications/Pauvrete/Menu.php>. Reconsulté le 10 Janvier 2015

Publications de l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture - ISESCO- 1425H/2004

<http://www.isesco.org.ma/francais/publications/Pauvrete/Menu.php>. Reconsulté le 10 Janvier 2015.

www.un.org/fr/. Consulté le 15 juin 2010 et Reconsulté le 16 Avril 2015.

La Constitution du Bénin. : Référé de

http://www.estis.net/includes/file.asp?site=reic_benin&file=B8C8EC32-AE1B-48BD-BDAE-75FC79909704. Reconsulté le 20 Mai 2015.

Abdoulaye Bio-Tchané : "Je ne fais pas aux Béninois le coup de l'homme neuf".

Référé de <http://www.jeuneafrique.com/182538/politique/abdoulaye-bio-tchan-je-ne-fais-pas-aux-b-ninois-le-coup-de-l-homme-neuf/>. Reconsulté le 20 Mai 2015

Évaluation des progrès du développement durable en Afrique depuis Rio, 1992.

http://www.unep.org/roa/docs/pdf/Assessment%20report_French_.pdf. Reconsulté le 21 Mai 2015.

Fièvre des taxi-motos au Togo. Un article du journal Le Togolais, à Découverte, Édition du 22/11/02 - Afrique-Maghreb. Site :

<http://www.afrik.com/journal/decouverte/dec-649-4.htm>. Reconsulté le 21 Mai 2015

Bois sacrés et conservation de la biodiversité dans l'aire culturelle adja-fon, (sud Bénin et Togo), Article de Dominique Juhé-Beaulaton. Consulté le 08 Mai 2013 sur le site http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/17/60/10/PDF/Juhe_pour_JPC_def_def.pdf. Reconsulté le 28 Mai 2015.

Fièvre des taxi-motos au Togo référé de <http://www.afrik.com/article5303.html>. Consulté le 22/11/2009 et Reconsulté le 02 Juin 2015